

JEAN-FRÉDÉRIC LEMAY

**MOUVEMENTS SOCIAUX TRANSNATIONAUX : LE
PARTENARIAT DE DEUX ORGANISATIONS DE
COMMERCE ÉQUITABLE EN FRANCE ET AU PÉROU**

Thèse présentée
À la Faculté des études supérieures de l'Université Laval
Dans le cadre du programme de doctorat en anthropologie
Pour l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (Ph.D.)

DÉPARTEMENT D'ANTHROPOLOGIE
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES
UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBEC

OCTOBRE 2007

© Lemay Jean-Frédéric, 2007

REMERCIEMENTS

Un merci tout spécial à ma directrice de thèse, Manon Boulianne, qui a fourni un travail et un appui extraordinaires au cours du processus de recherche. Elle fut à la fois source d'inspiration et guide en plus d'offrir un appui fort apprécié. Sans ses judicieux conseils, cette recherche n'aurait pas été la même et je n'aurais pu saisir toutes les opportunités apparues en cours de route. Donc, merci mille fois. Un autre merci tout spécial à ma codirectrice, Marie-France Labrecque, qui m'a aussi appuyé par des conseils et commentaires toujours pertinents. Ses suggestions ont aussi été grandement appréciées et fondamentales dans l'accomplissement du processus. Un gros merci à vous deux qui avez dû négocier mes découragements et mes demandes, trop souvent à la dernière minute. Si cette thèse a des imperfections, des ambiguïtés ou des limites, j'en suis le seul responsable. Un autre gros merci d'ailleurs à Louis Favreau qui est très généreux dans son appui, entre autres, par les opportunités intéressantes qu'il offre. En parallèle au processus, ma participation à ses divers projets a été plus qu'enrichissante.

Je tiens aussi à remercier chaleureusement tous les participants à cette recherche qui ont offert généreusement de leur temps pour répondre à mes questions et me faire cheminer dans leur organisation. Ce remerciement s'adresse tout particulièrement aux membres d'Artisans du Monde en France et de CIAP au Pérou qui sont en fait la source des connaissances contenues dans cette recherche, qui aurait été absolument impossible sans eux. Bref, merci à Laurent, Carole, Jean-Marie, Gérald, Jean-Baptiste, Yaelle, Jean, Nicolas, Gedion, Moner, Elvis, Idelfonso, Javier, Christophe, Emiliano, Rosa, Romolo, Julia, Adolfo, Cristina, Lorenza, Victor, Flora, Yannick, Anne-Françoise, Benoît, Jean-Claude, Berta, Gael, Sylvie, Arturo, Cyril, Gaele, Hervé, Vincent, Bernard, Christine, Régis et tous ceux qui ne sont pas explicitement cités, mais qui ne sont pas oubliés pour autant. Bonne chance à vous dans tout ce que vous entreprendrez. Un merci tout spécial à la famille Flores qui m'a si bien accueilli lors de mon passage à Chinchera.

Finalement, un dernier remerciement tout spécial à ma famille et à Melissa qui ont été d'un appui sans retenue et qui m'ont permis de survivre au processus sans trop y laisser de plumes. Sans vous, je n'aurais peut-être jamais complété cette thèse.

Je tiens finalement à exprimer ma gratitude envers le CRSH et la généreuse bourse qui m'ont permis de faire les études de terrain au cours des quatre années qu'a duré le processus. Non seulement elles ont été essentielles à la composition de la thèse, mais elles m'ont apporté des souvenirs inoubliables.

RÉSUMÉ

Cette thèse s'intéresse à la question des mouvements sociaux transnationaux et, plus particulièrement, aux difficultés entourant la création des liens de solidarités Nord/Sud dans un contexte de distances géographiques et culturelles. L'objectif est de comprendre comment se mettent en commun des projets collectifs particuliers autour d'une pratique ayant des finalités communes et partagées.

Ce sont les mécanismes de mise en relation de deux organisations de commerce équitable, Artisans du Monde en France et la *Central interregional de los artesanos del Perú*, au Pérou, qui sont analysés. Nous décrivons les lieux, individus et événements signifiants du partenariat de commerce équitable par une cartographie détaillée de cette relation. En fait, entre acteurs si distants, se déroule un mécanisme de lutte d'interprétation, de négociation puisque chacun est situé dans un contexte particulier. En effet, l'idée n'est pas ici de vérifier la concordance des discours et des pratiques du commerce équitable comme le proposent les études d'impacts et certaines recherches, mais plutôt de considérer cette discordance comme intrinsèque au processus et de centrer l'analyse autour d'elle. Bref, nous proposons une analyse esthétique orientée autour de la négociation, la contestation et l'appropriation du commerce équitable chez les deux organisations.

Après une revue de littérature sur le commerce équitable et les mouvements sociaux transnationaux, la partie analytique de la thèse se présente en trois temps. D'abord, nous décrivons l'imaginaire relatif à la situation des partenaires producteurs chez Artisans du Monde. L'objectif est de montrer la tension entre une volonté de dialogue entre « égaux » et des discours présentant une vision édulcorée des producteurs qui élimine la capacité de parole de ces derniers. Ensuite, l'analyse se penche sur la construction des projets collectifs respectifs dans chacune des organisations en étudiant le projet officiel, mais aussi l'inscription des individus dans celles-ci et la question des lieux informels d'interactions. Finalement, la dernière partie porte sur les dynamiques de construction du mouvement de commerce équitable pour ensuite revenir à la question de la relation partenariale entre les deux organisations, mais cette fois en décrivant les mécanismes concrets de mise en relation et de dialogue.

ABSTRACT

This thesis is about transnational social movements and the difficulties to create North/South solidarity links in a context of geographical and cultural distance. The purpose is to understand how particular projects converge around a practice with shared goals.

We analyse the mechanisms of the relation between two fair trade organizations, Artisans du Monde in France and the *Central interregional de los artesanos del Perú* in Peru. We describe the significant places, individuals and events of the fair trade partnership by a detailed cartography of the relation. Between distanced actors like those two organizations that have different understanding of the nature and goals of fair trade, there is a phenomenon of negotiation of meaning. Consequently, the idea of the thesis is not to verify the concordance of discourses and practices like impact studies or some other research on fair trade do but to consider this discordance as fundamental in the process and center the analysis

on it. We then propose an aesthetical approach based on the negotiation, contestation and appropriation of fair trade between the two organizations.

After a literature review on fair trade and transnational social movements, the analysis is divided in three themes. We start by describing the representations of producers at Artisans du Monde with a study of the symbolic of objects, a typology of images and a description of discourses. The goal is to show a general tension in fair trade partnerships between a desire to open a dialog between “equals” and discourses presenting a reified vision of producers which eliminates their ability to speak. Following that, we turn to the construction of each of the organization’s project, by describing the evolution of the official mission but also the articulation of individual perspectives mediated in the informal spaces of the organization. Finally, we turn to the construction of the fair trade movement, nationally and internationally, to come back to the relation between the two organizations focussing on concrete mechanisms of dialog and interaction.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	12
PARTIE I : CADRES CONTEXTUEL, CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE	22
CHAPITRE 1 : CADRE CONTEXTUEL : LE COMMERCE ÉQUITABLE COMME RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT TRANSNATIONAL.	23
INTRODUCTION	23
1.1. L'HISTOIRE DU MOUVEMENT DE COMMERCE ÉQUITABLE	23
1.1.1 Les origines de la pratique.....	24
1.1.2 La première institutionnalisation : la fondation des Magasins du Monde	25
1.1.3 La deuxième institutionnalisation : l'apparition des certificateurs	27
1.1.4 La troisième institutionnalisation : augmentation de la popularité et structuration internationale du mouvement	28
1.1.5 Vers une quatrième institutionnalisation? La version contemporaine et les possibilités de fracture..	30
1.2. LES DIFFÉRENTES CONCEPTUALISATIONS ET FILIÈRES DU COMMERCE ÉQUITABLE	33
1.2.1 Évolution du concept : de l'alternatif au solidaire en passant par l'équitable et l'éthique.....	33
1.2.2. L'opérationnalisation de la pratique dans les filières intégrée et certifiée.....	37
1.2.3 La structure des deux organisations étudiées : adm et ciap	41
1.3. L'ÉTAT DE LA RECHERCHE SUR LE COMMERCE ÉQUITABLE	45
1.3.1 Les écrits généraux et théoriques.....	45
1.3.2. Les écrits empiriques.....	49
CONCLUSION.....	67
CHAPITRE 2 : CADRE CONCEPTUEL. LA CONSTRUCTION DU PROJET COLLECTIF D'UN MOUVEMENT SOCIAL DANS L'ESPACE TRANSNATIONAL.....	70
INTRODUCTION	70
2.1. LES THÉORIES DES MOUVEMENTS SOCIAUX	72
2.1.1 Les théories classiques et les réponses de la mobilisation des ressources	72
2.1.2 Les réponses des Nouveaux Mouvements Sociaux	76
2.1.3 L'étude culturelle des mouvements sociaux	83
2.2. LE CONTEXTE CONTEMPORAIN D'ÉVOLUTION DES MOUVEMENTS SOCIAUX : MONDIALISATION, GLOBALISATION ET TRANSNATIONALISATION	87
2.2.1 Le contexte d'action : (post)modernité, mondialisation et transnationalisme	88
2.2.2. Théories des mouvements sociaux transnationaux	91
2.2.3 Le processus en litige : du développement à la globalisation.....	96
2.2.4 Les protagonistes du litige : les mouvements altermondialistes	99
2.3. LA CONSTRUCTION D'UN PARTENARIAT TRANSNATIONAL : POUR UNE ESTHÉTIQUE DE LA REPRÉSENTATION.....	102
2.3.1 La question partenariale dans les mouvements sociaux transnationaux : représentations et traduction	104
2.3.2 L'analyse esthétique de la représentation	108
CONCLUSION.....	111

CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE ET CADRE D'ANALYSE	112
INTRODUCTION	112
3.1. CHOIX ET JUSTIFICATION DE LA MÉTHODE	113
3.1.1. Éléments épistémologiques de la recherche	114
3.1.2 L'ETHNOGRAPHIE ORGANISATIONNELLE MULTI-SITES	119
3.1.3 LE CHOIX DES CAS	123
3.2. DESCRIPTION DE L'EXPÉRIENCE DE TERRAIN	127
3.2.1 L'ECHANTILLONNAGE ET LA COLLECTE DE DONNEES	127
3.2.2 LIMITES ET OBSTACLES DE L'ETUDE DE TERRAIN	135
3.3. L'ANALYSE DES DONNÉES	137
3.3.1 Les cadres d'interprétation et les ponts entre l'individuel et le collectif	138
3.3.2 LE PROCESSUS D'ANALYSE	143
3.3.3. Validité des données et de l'analyse	146
CONCLUSION	149
PARTIE II : LA NÉGOCIATION D'UN PROJET COLLECTIF DE COMMERCE ÉQUITABLE ENTRE DEUX ORGANISATIONS PARTENAIRES	151
CHAPITRE 4 : LE PARTENARIAT IMAGINÉ : REPRÉSENTATIONS DES PARTENAIRES ET ESPACE TRANSNATIONAL	152
INTRODUCTION	152
4.1. LE PARTENARIAT EN QUESTION	153
4.2. LE CONTEXTE ET LES LIMITES DE LA RELATION PARTENARIALE	155
4.2.1 LES LIMITES GEOGRAPHIQUES ET L'ACCES A L'INFORMATION	156
4.2.2 La question de l'accès au marché équitable	157
4.3. LES CRITÈRES ET STANDARDS COMME ÉLÉMENTS DE NORMALISATION DE LA RELATION	159
4.3.1 Les critères et standards dans le mouvement de commerce équitable	159
4.3.2 Les critères chez Artisans du Monde et leurs déséquilibres	161
4.4. LES REPRÉSENTATIONS ET LA MÉDIATION INDIRECTE DANS LA RELATION PARTENARIALE	166
4.4.1 Les produits équitables : création de sens au quotidien	167
4.4.2 Images de producteurs : « la forme du contenu »	169
4.4.3 La mise en récit de la situation des producteurs : « le contenu de la forme »	178
4.5. LA CONFRONTATION À LA RÉALITÉ DU TERRAIN : L'ÉTUDE D'IMPACTS ET LA REMISE EN QUESTION DES REPRÉSENTATIONS	187
CONCLUSION	190
CHAPITRE 5 : LE PROJET EN CONSTRUCTION : PERSPECTIVES INDIVIDUELLES, PROJET COLLECTIF ET DYNAMIQUES ORGANISATIONNELLES	193
INTRODUCTION	193
5.1 LE PROJET TEL QUE DÉFINI PAR CIAP ET ADM	194
5.1.1 Le commerce équitable comme pratique cohérente chez Artisans du Monde	195
5.1.2 Le projet collectif de CIAP, l'économie solidaire et le commerce équitable local	208
5.1.3 L'ouverture des deux organisations vers l'économie solidaire	216

5.2 L'INSCRIPTION DES INDIVIDUS DANS L'ORGANISATION : LES TENSIONS ENTRE LE COMMERCIAL ET L'ASSOCIATIF	218
5.2.1 Fractures entre militants et bénévoles chez Artisans du Monde	218
5.2.2 Les tensions entre le projet commercial et associatif chez CIAP	221
5.2.3 LES PORTES D'ENTREE DES INDIVIDUS DANS L'ORGANISATION	226
5.3 LE FORMEL ET L'INFORMEL DES ORGANISATIONS	228
5.3.1 LES ORGANISATIONS COMME ESPACES OUVERTS	229
5.3.2 Informalité et relations de pouvoir	231
5.3.3 DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF : LEADERSHIP, RESISTANCES ET INFORMALITE	232
5.3.4 L'organisation ouverte qui amalgame le formel et l'informel	235
CONCLUSION	240
CHAPITRE 6 : LE PROJET EN NÉGOCIATION, LE MOUVEMENT EN CONSTRUCTION : PARTENARIAT ET MÉDIATIONS DANS L'ESPACE NATIONAL ET INTERNATIONAL	242
INTRODUCTION	242
6.1. LA CONSTRUCTION DU MOUVEMENT DE COMMERCE ÉQUITABLE	244
6.1.1 Les mouvements nationaux de commerce équitable en France et au Pérou : différenciation et coordination entre les acteurs	244
6.1.2. La construction du mouvement international de commerce équitable	258
6.2. LE PARTENARIAT COMME NŒUD GORDIEN DE LA RELATION ÉQUITABLE	265
6.2.1 <i>Retour sur la question partenariale</i>	266
6.2.2 <i>LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS ÉQUITABLES COMME ÉLÉMENT CENTRAL DU PARTENARIAT</i>	268
6.2.3 <i>Les relations par médiateurs individuels : les visites de membres au sein des organisations de commerce équitable</i>	271
6.2.4. <i>Les relations par médiateurs collectifs : négociation du projet au sein du partenariat transnational</i>	281
CONCLUSION	288
CONCLUSION GÉNÉRALE	291
BIBLIOGRAPHIE	302
ANNEXES	330

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1.1 : ÉVOLUTION DES CRITERES.....	51
TABLEAU 1.2 : LA DISTRIBUTION DES RESPONSABILITES DANS LA FILIERE EQUITABLE DE BANANES EN REPUBLIQUE DOMINICAINE	65
TABLEAU 3.1 : THEMES ET DOCUMENTS.....	145
TABLEAU 4.1. LES CRITERES CONCERNANT LES PRODUCTEURS CHEZ ARTISANS DU MONDE	162
TABLEAU 5.1 : SYNTHESE DE L'EVOLUTION D'ARTISANS DU MONDE.....	198
TABLEAU 5.2 : LES DIVERS CADRES D'INTERPRETATION COHABITANT AU SEIN D'ADM..	207
TABLEAU 5.3 : LES CADRES D'INTERPRETATION CHEZ CIAP	216
TABLEAU 5.4 : INSCRIPTION D'ARTISANS DU MONDE ET DE CIAP DANS L'ECONOMIE SOLIDAIRE	217
TABLEAU 5.5 : VENTES PAR ARTISAN POUR LE GROUPE X EN 2004	226
TABLEAU 6.1 : LES ORIENTATIONS DU COMMERCE EQUITABLE SUR LA SCENE FRANÇAISE SELON ARTISANS DU MONDE	252
TABLEAU 6.2 : COMPARAISON DES SYSTEMES DE FLO ET IFAT	264

LISTE DES SCHÉMAS

SCHEMA 1.1 : LES PHASES D'EVOLUTION DU COMMERCE EQUITABLE.....	33
SCHEMA 1.2 : LA STRUCTURE D'ARTISANS DU MONDE.....	42
SCHEMA 1.3 : L'ORGANIGRAMME DE CIAP	44
SCHEMA 2.1 : ONGI ET MST	94
SCHEMA 3.1 : STRUCTURATION DU MOUVEMENT DE COMMERCE EQUITABLE	124
SCHEMA 3.2 : PROCESSUS DE CREATION DE L'IDENTITE COLLECTIVE DU MOUVEMENT SOCIAL	138
SCHEMA 3.3: COHABITATION/NEGOCIATION DES CADRES D'INTERPRETATION	142
SCHEMA 3.4 : CONCEPTS DE L'ANALYSE.....	146
SCHEMA 5.1 : L'INFORMEL ET LES ORGANISATIONS	231
SCHEMA 6.1 : CONSTRUCTION DU MOUVEMENT NATIONAL DE COMMERCE EQUITABLE	257
SCHEMA 6.2 : L'ACCES A L'INFORMATION DANS LES ORGANISATIONS ET LE PARTENARIAT	290
SCHEMA C.1 : PASSAGE DU PROJET INDIVIDUEL AU PROJET COLLECTIF	295
SCHEMA C.2 : SYNTHESE DU CHEMINEMENT DES IDEES DANS L'ORGANISATION.....	296
SCHEMA C.3 : COMMERCE EQUITABLE, ECONOMIE SOLIDAIRE ET ALTERMONDIALISME	298
SCHEMA C.4 : LA NEGOCIATION DU PROJET COLLECTIF ET DU PARTENARIAT PAR CIAP300	

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADM : Artisans du Monde

AFNOR : Association Française de Normalisation

AG : Assemblée générale

AIP : Asociación Intercomunale del Perú

ALENA : Accord de libre-échange nord-américain

BM : Banque mondiale

CA : Conseil d'administration

CE : Commerce Équitable

CEAS : Centro episcopal de América del Sur

CIAP : Central Interregional de artesanos del Perú

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

EFTA : European Fair Trade Association

ESE : Collectif de l'Éthique sur l'Étiquette

FINE : Nom composé des premières lettres de chacune des quatre organisations (FLO, IFAT, NEWS et EFTA)

FLO : Fairtrade Labelling Organization

FMI : Fond monétaire international

FSM : Forum social mondial

GRESA : Grupo Red de Economía Solidaria del Perú

IFAT : International Federation for Alternative Trade

IRESS : Inter réseaux de l'économie sociale et solidaire

MCC : Mennonite Central Committee

MdM : Magasins du Monde

MES : Mouvement pour une économie solidaire

MR : Paradigme de la mobilisation des ressources

MST : Mouvement social transnational

NEWS : Network of European WorldShops

NOEI : Nouvel Ordre Économique Mondial

NSM : Paradigme des nouveaux mouvements sociaux

OCE : Organisation de commerce équitable

OMC : Organisation mondiale du commerce

ONG : Organisation non gouvernementale

ONGI : Organisation non gouvernementale internationale

PESC : Pacte international des droits sociaux, économiques et culturels

PFCE : Plate-forme pour le commerce équitable

PME : Petites/moyennes entreprises

SARL : Société Anonyme à Responsabilité Limitée

SERPAJ : Servicio de Paz y justicia

SL : Sentier Lumineux

SUNAT : Superintendencia Nacional de Administración Tributaria

TL : Traduction libre

TLC : Trato de libre comercio

UCOJUCO : Fédération mondiale des villes jumelées

USD : United States dollar

INTRODUCTION

La mondialisation, comme processus de réduction de l'espace/temps mondial, a favorisé et facilité grandement une mobilité internationale et une mise en proximité des individus, ne serait-ce que symboliquement comme l'exprime l'idée de sentiment d'humanité de Robertson (1992). Ce phénomène principalement géographique et socioculturel appuyé par les développements technologiques a aussi son pendant économique. On pense immédiatement à la forte progression de la présence de firmes transnationales et des investisseurs qui sont libres de déplacer leurs activités vers les zones les plus rentables, souvent avec la collaboration active des États en compétition pour l'offre de conditions avantageuses. Ce contexte de globalisation de la logique capitaliste, s'appuyant sur les opportunités offertes par les nouvelles technologies, a été célébré dans les années 1990 comme l'aboutissement d'une période historique, la transition d'une histoire dialectique de guerres et de divisions idéologiques, à un contexte de paix relative assurée, entre autres, par l'ouverture des frontières aux flux économiques. Bref, on parlait même de fin de l'histoire par l'émergence d'un pôle géopolitique unique en Amérique et une logique commune à tous (le libéralisme) (Fukuyama, 1992). La mondialisation des échanges commerciaux, les libertés accrues des investisseurs internationaux et un certain retrait du politique limité à ses frontières géographiques, devaient assurer une prospérité nouvelle sur la planète qui rendrait caduques les logiques d'intérêt national et, incidemment, les guerres. Cette rhétorique, qui fut qualifiée de néolibérale, a été fortement influente pendant la décennie qui a suivi l'effondrement de l'URSS, et qui célébrait alors la discipline fiscale et monétaire des États. À d'autres niveaux, on observait aussi une forte promotion du cosmopolitisme; l'ancrage local ou national était alors associé à un conservatisme ou un repli identitaire douteux. Cette période de mondialisation heureuse, comme l'appelait Minc (1997), n'est pas réellement une rupture avec le passé, mais la conjugaison d'une situation internationale libérée de ses divisions principales (Est/Ouest) et l'approfondissement de logiques économiques ébauchées dans le contexte de crise des années 1970-80.

En parallèle, la mondialisation n'a pas été une opportunité que pour les agents économiques. En effet, les bases technologiques facilitant le transport et les communications entre régions distantes, introduisant le phénomène d'instantanéité mondiale si chère aux marchés financiers, a aussi été un moteur pour les citoyens et les mouvements sociaux qui ont, par exemple, multiplié les contacts transnationaux. En effet, alors que la fête du capitalisme post-industriel

battait son plein, on observait aussi des phénomènes plus nombreux de mise en relations d'organisations citoyennes et de mouvements sociaux divers qui commençaient à lier les luttes locales et à définir les enjeux globaux. Un des événements ayant marqué le lien entre la transnationalisation de l'économie libérale et les luttes citoyennes fut le soulèvement zapatiste au Mexique en 1994 qui créa explicitement un lien entre l'entrée en vigueur de l'ALENA, la situation des exclus, le besoin de réseaux internationaux de solidarité et une lutte transformée demandant l'inclusion –et la transformation- plutôt que le pouvoir (Harvey, 1998). Certains ont parlé du néozapatisme comme du premier soulèvement postmoderne (Parra 1995) : les cibles et les objectifs changeaient, les moyens de communication étaient habilement utilisés, la symbolique était omniprésente et la lutte locale s'inscrivait dans un combat global en faveur des exclus. Encore une fois, plusieurs éléments du soulèvement n'étaient pas nouveaux, des réseaux transnationaux de solidarités s'étant constitués auparavant comme les sociétés antiesclavagistes du 19^e siècle, les luttes pour le droit de vote des femmes ou les Internationales socialistes et communistes qui n'en sont que quelques illustrations. Par contre, cet événement demeure symboliquement fort en ce qu'il annonçait l'émergence subséquente d'une mouvance dite planétaire qui s'opposera à la mondialisation du néolibéralisme. Elle marquera d'ailleurs son apparition médiatique lors des manifestations contre l'OMC à Seattle en 1999¹. Cette convergence de mouvements sociaux a introduit un changement important dans le processus de mondialisation : ce qui était une célébration unanimiste des élites politiques et économiques devenait soudainement un enjeu.

Cette apparition d'acteurs sociaux autour d'enjeux globaux, que certains ont qualifié de nouvelle société civile mondiale, avait aussi des précédents récents : on n'a qu'à penser au mouvement écologiste et à la place importante occupée par les ONG internationales au Sommet de la terre de Rio en 1992. Par contre, Seattle a quand même globalement représenté le rapprochement temporaire de mouvements sociaux ayant généralement peu d'affinités « naturelles », tels que les mouvements syndical et écologiste². Ce fut aussi le moment d'une expression publique qui ciblait explicitement des organisations internationales (l'OMC) et des

¹ Évidemment, il faut souligner que ces manifestations avaient leurs prédécesseurs. Pensons aux luttes contre les politiques de Reagan et de Thatcher aux États-Unis et en Angleterre dans les années 1980, aux manifestations importantes contre les politiques d'ajustement structurel du FMI en Amérique latine dans les années 1980 et aux manifestations contre le projet de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) de 1997, qui se sont mises en place sur divers continents.

² Certains ont souligné l'image forte du président des Teamsters aux côtés d'un écologiste déguisé en tortue et des chants disant que les Teamsters aiment les tortues. Voir : Sierra club, *Memo du 15 décembre 1999*, [En ligne]. www.sierraclub.org/trade/summit/wrap2.asp (Page consultée en février 2007).

enjeux considérés comme globaux et multi factoriels. Les mouvements derrière cet événement se sont vus attribuer le qualificatif d'antimondialistes par les journalistes et les dirigeants qui amalgamaient leur opposition au néolibéralisme à une contestation de l'aspect socioculturel de la mondialisation.

Ce passage d'une mondialisation plutôt unanimiste à un enjeu global a été porté par deux événements majeurs qui ont suivi Seattle. En premier lieu, il y eut la transformation de l'antimondialisme en altermondialisme, souligné par le Forum social mondial de Porto Alegre en 2001 qui exprimait publiquement l'existence « d'alternatives » concrètes et citoyennes à la mondialisation néolibérale avec des arguments reprenant l'idée du rapprochement des populations. Toutefois, on dissociait explicitement ce processus de son caractère économique, qui devenait alors un enjeu particulier pouvant être contesté sans remettre en question le pendant socioculturel du phénomène. Le second événement est l'attentat du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles de New York qui a posé à nouveau la question de la place de l'État³, celui dont le rôle avait été passablement questionné dans les années 1990 avec la multiplication des discours soutenant la perte de pouvoir étatique, le besoin de retrait dans l'économie et l'incongruité de l'État-nation, des questions abordées dans le deuxième chapitre de la thèse. De plus, la période subséquente au 11 septembre 2001 a aussi favorisé l'apparition de certains questionnements quant à la pertinence de l'altermondialisme dont le premier Forum social mondial avait eu lieu quelques mois avant les attentats, en janvier 2001. En fait, les dernières années depuis ces attentats n'ont pas été marquées par un réel recul des initiatives citoyennes mais seulement par une diminution progressive de la fréquence des grandes manifestations autour de réunions des organisations économiques internationales comme l'OMC ou le FMI⁴. On observa plutôt que les participants à la mouvance démultiplièrent les lieux de tenue des forums sociaux, avec les versions continentales et locales. Aussi, le comité organisateur du forum social mondial a décidé, en 2004, de quitter la ville de Porto Alegre pour tenir son événement à Mumbai. Ce changement ne fut cependant pas une sinécure, certains ayant souligné le choc culturel entre militants venant de milieux socioéconomiques divers et de cultures variées, dont le fossé qui semblait séparer les militants

³ En fait, si Al-Qaeda représente une certaine apogée de l'idée de réseau transnational hors d'atteinte des États nations, il a aussi réintroduit une dynamique de guerre interétatique (en Afghanistan et en Irak, par exemple) et un questionnement sur le rôle des États dans le contrôle (l'appui) des groupes terroristes agissant sur leur territoire.

⁴ On a observé, surtout lors du début de la guerre en Irak, une présence plus forte des mouvements pacifistes ayant d'ailleurs organisé la plus grande manifestation mondiale simultanée dans différents pays en mars 2002.

occidentaux et ceux de l'Inde (Palma Torres, 2004). Par la suite, en 2006, on a introduit le concept de forums polycentrés sur trois continents simultanément (Asie, Afrique et Amérique latine). Finalement, en 2007, le forum s'est dirigé à Nairobi sur le continent africain. Une raison qui explique cette volonté de multiplier les lieux pour tenir l'événement est que la mouvance semblait incapable d'inclure une diversité culturelle et économique en son sein.

Ce que soulève notamment cette mouvance altermondialiste, avec ses initiatives innovatrices et ses problèmes, est la question de la transnationalisation des mouvements sociaux et l'internationalisation d'enjeux à la fois par la forte présence de questions globales (le commerce, le développement ou la dette) et locales (les luttes zapatistes ou des sans terre) que l'on inscrit dans une même dynamique. Aussi, la dualité anti/altermondialiste souligne en fait l'apparition d'une action collective internationale visant des cibles symboliques où s'incarnerait le pouvoir économique international (OMC, FMI, forum de Davos, par exemple) et qui a cours parallèlement à une mise en commun d'initiatives citoyennes locales, nationales ou internationales que l'ont inscrit dans un discours de promotion d'alternatives citoyennes. Par exemple, tel que nous l'exposerons dans cette thèse, la mouvance altermondialiste cherchait des expériences innovantes pour appuyer son discours critique au même moment où les porteurs de ces initiatives étaient à la recherche de réseaux et lieux de légitimité pour inscrire leur pratique dans une dynamique plus grande afin d'augmenter sa portée. On a alors observé la création quasi simultanée de mouvements d'économie solidaire dans plusieurs pays qui se sont réseautés internationalement et qui ont participé aux divers forums sociaux ou événements altermondialistes. En fait, on remarque que ces initiatives économiques prennent de plus en plus de place dans la mouvance qui, aujourd'hui, dirige son action plutôt vers l'appui à ces projets collectifs qu'aux manifestations qui marquaient les réunions d'organisations internationales comme l'OMC ou le G8. Ce qui est réellement intéressant est le rapprochement entre des discours critiques de l'économie globale et des initiatives économiques collectives qui renouvellent les discours sur le développement ; on précise certaines notions telles que la participation des communautés, l'importance du territoire, la place de la solidarité ou le renouvellement des liens Nord/Sud entre acteurs.

Ce dernier élément est d'ailleurs particulièrement problématique pour les mouvements sociaux à caractère transnational. En effet, on a assisté à une multiplication d'ONG cherchant à créer des liens avec des communautés locales et à leur servir de porte-voix international

ainsi qu'à la multiplication des mouvements de solidarité Nord/Sud qui ont créé des campagnes conjointes ou encore, des pratiques économiques collectives qui s'inscrivent dans cette transnationalisation des pratiques et des discours. Par exemple, les acteurs du commerce équitable essaient à la fois de créer un lien économique plus solidaire entre producteurs et organisations importatrices, en plus de conscientiser les consommateurs à la situation des premiers. Ces initiatives collectives réarticulent les problématiques sur des échelles plus vastes, où le local n'est pas limité à un territoire circonscrit, et le transnational n'évolue pas dans un vide désincarné. Par contre, on s'est généralement questionné sur la nature du lien transnational que l'on désirait créer. C'est cette notion qui distingue d'ailleurs le mouvement transnational de la simple coalition et qui est, selon nous, un élément des plus intéressants à analyser sur le sujet. Dans cette optique, la question centrale de recherche qui a guidé nos travaux est celle-ci : « **Comment se construisent et se négocient les projets collectifs ainsi que les liens partenariaux de solidarité au sein des mouvements sociaux transnationaux ?** ». C'est une question complexe qui porte sur la description des mécanismes qui fondent la relation partenariale par laquelle nous analyserons comment des organisations négocient collectivement un projet commun qui définit le mouvement social et ce, malgré la distance qui les sépare.

Cette interrogation s'inscrit dans diverses orientations de recherche développées à la fois par des anthropologues et des sociologues. En effet, elle porte sur les mécanismes de la solidarité à distance ainsi que la place de la rencontre et de la négociation entre acteurs éloignés. Nous considérons que les projets ne sont jamais imposés aux populations, comme l'ont montré certains anthropologues du développement qui ont analysé les résistances et la réappropriation des projets par les populations bénéficiaires (Labrecque, 2000) ou encore les études sur la consommation de masse détournée par les individus (Warren, 1996). Nous pensons d'ailleurs qu'il est encore plus probable que ce soit le cas pour une relation dite de solidarité qui veut fonder le partenariat sur des bases plus égalitaires et ce, malgré les obstacles, les asymétries de situation et parfois une rhétorique qui ne s'appuie pas toujours sur une pratique concrète. Par contre, le lien de solidarité à distance n'est pas sans représenter un défi. Par exemple, si la question de l'interculturalité se pose dans le domaine de la gestion d'entreprises internationales ou des projets de développement, nous considérons qu'elle est tout aussi pertinente pour les mouvements sociaux qui ne peuvent pas se limiter à des discours idéalisés

sur le partenariat transnational; ils doivent mieux comprendre ses mécanismes, ses limites et obtenir une meilleure connaissance de leurs partenaires pour construire ce lien de solidarité.

Notre thèse s'arrime à plusieurs chantiers de recherche et disciplines académiques. Nous avons considéré nécessaire d'inscrire la recherche dans le champ des mouvements sociaux, qui a été principalement développé par la sociologie. En analysant les textes sur les théories des mouvements sociaux et celles de leur transnationalisation, nous nous sommes intéressés à la question (ou au défi) qui avait été avancée par Melucci (1996), c'est-à-dire de concevoir le mouvement social comme une construction permanente activée par ses membres plutôt qu'un tout défini. Cette interrogation est encore plus importante pour ceux à caractère transnational puisqu'ils doivent gérer la distance, les relations moins fréquentes et les différences culturelles entre leurs membres. Sur ces aspects particuliers, nous avons alors exploré une littérature sur les mouvements sociaux transnationaux qui est en forte progression, mais dont les écrits principaux s'intéressent surtout à les qualifier, à les situer dans le contexte contemporain et à les inscrire dans une transformation des structures d'opportunités qui permettent ou facilitent cette transnationalisation des actions et des revendications. Par contre, un auteur s'est intéressé à notre question plus précisément, soit Tarrow (2005) qui a étudié le nouveau militantisme transnational à partir des idées de « cosmopolites ancrés » et de « cadres d'interprétation globalisés ». Ces deux concepts sont pertinents en ce qu'ils nous permettent de mieux situer les acteurs de la transnationalisation des mouvements et l'ancrage des discours dans un cadre commun articulé autour d'enjeux globaux.

Toutefois, l'idée de notre thèse était d'aller plus loin et d'analyser en détail un cas pour en arriver à une description plus précise de la relation transnationale et de la construction du projet collectif du mouvement social. C'est dans ce contexte que nous avons jugé que l'anthropologie était une discipline tout à fait pertinente pour étudier cette question puisque les auteurs se sont intéressés aux phénomènes de transnationalisme, mais surtout de la rencontre entre différentes cultures que ce soit, par exemple, dans le contexte de migrations de personnes et de leur lien à leur pays d'origine ou de projets de développement où étaient analysées en détail les relations entre les populations locales et les projets portés par des individus et des organisations. De plus, au moment de débiter la thèse, il commençait à y avoir des tentatives de la part d'anthropologues de mieux structurer le champ d'études des mouvements sociaux. En effet, les anthropologues semblaient peu intégrer les mouvements

sociaux dans leurs préoccupations de recherche et ce, malgré leur intérêt pour les phénomènes de marge qui peuvent facilement leur être associés. Ce manque se manifestait aussi au niveau des mouvements transnationaux, alors que la discipline avait surtout insisté sur les phénomènes d'hybridité ou de migration en négligeant la constitution de nouvelles formes d'activités politiques supranationales (Edelman, 1998 : 50). Ce n'est que depuis la fin des années 1990 que des textes tentent de faire la synthèse des intérêts de l'anthropologie pour ces thèmes (Gibb, 2001 ; Edelman, 1998). Cet intérêt s'est d'ailleurs confirmé au cours de notre processus de recherche par divers événements dont le lancement d'un numéro de la revue québécoise *Anthropologie et Sociétés* sur la question de l'altermondialisme en 2005 et la publication du premier *reader* sur l'anthropologie des mouvements sociaux (Nash, 2005). C'est aussi dans cette tendance que s'inscrit notre recherche qui se veut un apport à la constitution du champ d'études des mouvements sociaux en anthropologie.

Puisque le sujet étudié est fort complexe, avec des lieux et des modes d'activation multiples, il a donc fallu arrimer la recherche à un cas d'étude précis. Nous avons choisi un mouvement social à caractère transnational particulier, celui du commerce équitable. Les raisons de ce choix sont multiples. À l'époque de la construction de notre projet de recherche, cette pratique était en forte croissance et commençait à s'inscrire dans une dynamique plus ample regroupant le mouvement de l'économie solidaire et, plus globalement, la mouvance altermondialiste. Aussi, à notre avis, le commerce équitable porte sur un litige central aux processus de mondialisation économique soit la question de la justice dans l'échange international, principalement Nord/Sud, et la volonté de recréer des relations partenariales qui ne seraient pas basées sur l'assistance ou la domination, mais plutôt sur une volonté de justice économique commune qui suppose une relation plus égalitaire entre partenaires. Les producteurs dits marginalisés du Sud doivent alors passer du statut de victime ou bénéficiaire à celui d'acteur de changement. Bref, une des raisons principales du choix de ce mouvement repose sur le fait que le partenariat transnational lui est fondamental plutôt que circonstanciel. Il implique une relation plus soutenue entre ses membres que n'aurait pu l'être une coalition portant une campagne ou un mouvement écologiste international aux rencontres épisodiques.

De façon générale, le commerce équitable se présente comme une façon de redéfinir les partenariats économiques, politiques et même culturels entre les acteurs du Nord et du Sud, une relation plus égalitaire qui se veut exemplaire face au commerce conventionnel. Le

partenariat est non seulement au centre de la définition de la pratique du mouvement, mais il est aussi l'un de ses chantiers de travail principaux, surtout devant certains succès ou limites dans ce domaine particulier. Pour étudier cette question particulière, nous avons choisi un cas précis de partenariat entre deux organisations : la première, *Artisans du Monde*, est un réseau de boutiques équitables français tandis que la seconde, la *Central Interregional de los artesanos del Perú* (CIAP), est une fédération nationale d'artisans péruviens. Le cas choisi nous a amené à deux questions particulières de recherche : « **Quels sont les mécanismes et acteurs du partenariat transnational entre les deux organisations étudiées ?** » ; et « **Comment se construit le projet commun de commerce équitable entre ces deux partenaires ?** ».

Selon nous, les apports principaux de la thèse portent principalement sur le développement du champ d'étude des mouvements sociaux en anthropologie et l'analyse de la question posée par Melucci (1994, 1996) sur la construction de l'identité collective des mouvements. Évidemment, nous n'avons pas la prétention de répondre complètement à cette dernière question, mais plutôt de proposer une étude de cas qui la prenne comme fondement et cherche à la développer sérieusement. Aussi, en ce qui concerne le commerce équitable plus particulièrement, nous croyons avoir développé un axe original de recherche par rapport aux écrits publiés jusqu'à maintenant sur le sujet. En effet, les études ont généralement porté sur ses impacts, la structuration du mouvement ou la description d'organisations particulières plutôt que d'aborder le lien transnational entre partenaires. Bien que certaines études abordent le partenariat plus particulièrement (Tallontire, 2000) et la question de la circulation du sens dans celui-ci (Grimes et Milgram, 2000), il nous semble qu'une description plus détaillée de ses mécanismes, de ses limites et de son activation est généralement absente des écrits sur le sujet. Bref, nous désirons aussi faire avancer un chantier particulier de recherche dans l'étude du commerce équitable, un sujet qui a pris une forte ampleur depuis les années 2000 avec la multiplication de thèses, mémoires, articles et colloques scientifiques sur le sujet. D'ailleurs, cette pratique économique dite alternative se révèle un chantier de recherche passablement riche puisqu'il touche de multiples phénomènes sociaux tel qu'il fut révélé par la diversité des études présentées lors du *Deuxième colloque international sur le commerce équitable et le développement durable* qui s'est tenu en 2006 à l'Université du Québec à Montréal. Les sujets abordés traitaient d'une multitude de thèmes en lien avec cette pratique dont la consommation et le consommateur, les organisations économiques collectives, les initiatives de

développement local, les impacts de la pratique, la structuration du mouvement et ses grands débats, ou encore, la place des femmes.

Cette thèse, organisée autour de la description d'un cas particulier, est divisée en deux grandes parties. La première porte sur les questions théoriques et méthodologiques, alors que la seconde est plutôt dédiée à l'analyse des données et l'étude de cas. Nous avons choisi de débiter la première partie par un chapitre dédié au cadre contextuel, c'est-à-dire la revue des écrits portant sur le mouvement de commerce équitable en ciblant les manques ou les pistes intéressantes de réflexion qui alimentent notre recherche. Cela nous amène au second chapitre dans lequel nous avons développé un cadre conceptuel qui porte sur la question des mouvements sociaux et de la culture, pour ensuite se pencher sur la mondialisation et les phénomènes de transnationalisation de ces mouvements. Puisque nous considérons le commerce équitable comme une partie de la mouvance altermondialiste, le chapitre avance aussi des concepts nous permettant de mieux comprendre les litiges autour de la globalisation économique et financière et de faire une revue des écrits portant sur l'altermondialisation. Finalement, la dernière section du chapitre introduit une perspective esthétique pour l'étude des mouvements sociaux transnationaux, plus particulièrement du partenariat, grâce à des concepts associés à une analyse en termes de représentations politiques des acteurs, qu'elles se manifestent sous forme discursive/imaginée ou vécue. Cette dernière section crée le pont vers le chapitre de méthodologie dans lequel nous développons d'abord notre position épistémologique sur laquelle s'appuie notre stratégie descriptive ancrée dans les représentations pour ensuite aborder la méthode de recherche, les instruments utilisés ainsi que les stratégies choisies.

La seconde partie de la thèse porte exclusivement sur l'étude de cas par l'analyse des données récoltées lors d'un terrain ayant duré un peu plus d'un an (huit mois en France et six au Pérou). Nous avons aussi divisé cette section en trois parties qui couvrent, selon nous, les points d'articulation principaux de la construction du projet collectif entre les deux partenaires choisis. Le premier chapitre concerne le partenariat imaginé, c'est-à-dire les représentations et la rhétorique des acteurs du commerce équitable en ce qui a trait à la situation des producteurs et à la nature de leur action. Selon nous, cet imaginaire est un élément important du partenariat puisque la majorité des individus ne pourront jamais participer à des rencontres directes entre partenaires. L'imaginaire oriente aussi en quelque sorte les questionnements et

la pratique des organisations et nous informe sur le niveau de connaissance mutuel des partenaires. Le second chapitre aborde ensuite des dynamiques plus concrètes, c'est-à-dire que pour chacune des organisations, nous présenterons les mécanismes qui participent à l'élaboration d'un projet collectif formulé dans le discours officiel de l'organisation, mais toujours inscrit dans une dynamique de négociation avec les membres qui le rendent temporairement fixé ou déterminé. Ce chapitre est d'une importance centrale puisque nous considérons que la négociation d'un projet commun dans l'espace transnational s'appuie, au-delà des rapports de pouvoir ou des limites concrètes au dialogue, sur le projet réciproque de chacune des organisations qui doivent ensuite le renégocier entre elles. C'est en fait le sujet du dernier chapitre qui analyse explicitement la construction du mouvement de commerce équitable puis la négociation des projets dans le cadre du partenariat entre les deux organisations étudiées. Nous verrons que cette négociation se fait à la fois dans le cadre d'une relation limitée aux deux organisations, mais aussi de forums qui regroupent les acteurs de la même filière du commerce équitable dont celui de l'*International Federation for Alternative Trade* (IFAT).

PARTIE I

CADRES CONTEXTUEL, CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE

CHAPITRE 1

CADRE CONTEXTUEL : LE COMMERCE ÉQUITABLE COMME RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT TRANSNATIONAL.

INTRODUCTION

Il existe déjà de nombreux écrits sur le commerce équitable (CE), des textes qui se sont d'ailleurs multipliés depuis quelques années, en parallèle avec l'augmentation de la popularité de cette pratique. Toutefois, il n'y a pas d'exercice exhaustif de revue de ce qui a été écrit sur le sujet, surtout de façon transversale. C'est ce que nous voulons présenter ici, bien que la compilation des écrits ne soit certainement pas complète puisque limitée à celle en français, en anglais, et, dans une moindre mesure, en espagnol. De plus, certaines thématiques seront moins présentes dans ce texte, tel le comportement des consommateurs éthiques.

Puisqu'il est difficile de traiter de tous les aspects liés de près ou de loin au CE, nous avons choisi de suivre certains fils conducteurs. L'objectif n'est pas ici de donner une définition synthétique ou de faire une conceptualisation finale du CE, mais plutôt de suivre le mouvement dans ses débats et questionnements internes avec, en parallèle, les recherches académiques sur le sujet. Les fils conducteurs seront alors doubles et liés aux interrogations de notre thèse : la diversité conceptuelle et les conflits d'interprétation de la pratique puis, les problèmes de non-concordance entre les discours et les pratiques introduits par les études d'impact. Dans ce texte, nous présenterons donc les écrits recensés sur le sujet en les divisant en deux parties qui faciliteront une meilleure compréhension des éléments pertinents. Nous verrons d'abord l'histoire du mouvement et les dynamiques de structuration/tensions qui l'ont traversé pour ensuite faire une recension des écrits théoriques et empiriques sur le sujet.

1.1. L'HISTOIRE DU MOUVEMENT DE COMMERCE ÉQUITABLE

L'histoire du commerce équitable est marquée par plusieurs transformations et de nombreux débats entre les perspectives qui s'y sont développées. Afin de synthétiser cette évolution qui permet de mieux comprendre l'origine et la pertinence des débats actuels, nous identifions diverses étapes d'institutionnalisation, de transformations et de tensions. La première

correspond aux origines, la période allant de la fondation du CE à son inscription au sein des discours alternatifs ayant marqué la coopération internationale (1950-1970); la première institutionnalisation a lieu lors de la création du réseau de boutiques associatives (1970-1985); la deuxième institutionnalisation survient avec l'apparition des certificateurs en 1988; la troisième institutionnalisation se manifeste au moment de la structuration du mouvement aux niveaux international et sous-régional depuis la création de l'IFAT en 1989 puis, on assiste aujourd'hui à une dynamique qui pourrait mener à une quatrième phase d'institutionnalisation ou à une rupture du mouvement à partir des tensions entre les deux grandes filières du CE.

1.1.1 Les origines de la pratique

L'histoire du CE est intimement liée à celle de l'aide internationale (puis du développement international) malgré que le mouvement se soit souvent posé en opposition ou en alternative à celle-ci avec son leitmotiv « Du commerce, pas de l'assistance ». On peut voir son apparition après la Seconde Guerre mondiale, avec les premières importations et la commercialisation de produits artisanaux par des groupes religieux caritatifs ou des ONGs d'assistance :

In the first wave, the concept of fair trade began to take shape after the Second World War, when charities in Western Europe –most notably Oxfam- began to import handicrafts from producers in Eastern Europe to support their economic recovery. Simultaneously, the American Mennonite Central Committee began to develop a market for embroidery from Puerto Rico by setting up the SelfHelp Crafts of the World organization that would become later known as Ten Thousand Villages (Nicholls et Opal, 2005: 19-20)

À cette époque, cette pratique n'était pas désignée sous le vocable de CE et elle avait des racines à la fois confessionnelle et humanitaire. L'idée d'une interaction réalisée par l'intermédiaire de la commercialisation de produits plutôt que par le don y était cependant déjà sous-jacente, ce qui contraste avec la majorité des initiatives de coopération internationale alors pensées en termes d'aide et de charité internationale. Par exemple, en Amérique du Nord, les boutiques 10 000 Villages naissent en 1946 lorsqu'une travailleuse du MCC (American Mennonite Central Committee)⁵, Edna Ruth Byler, importe de Porto Rico certaines pièces de tissus brodées. Ces marchandises s'écoulaient alors dans des filières de distribution liées à l'Église ou à des groupes de femmes (Littrel et Dickson, 1999 : 63).

⁵ MCC est une organisation caritative de développement de la *North American Mennonite and Brethren in Christ Churches*. Voir www.mcc.org.

Le CE s'est aussi graduellement inscrit dans un contexte international plus vaste donnant lieu à l'émergence de discours alternatifs avec, entre autres, la décolonisation des pays du Sud dans les années 1950-1960 et, surtout, lors de deux conférences internationales où des leaders de ces pays ont exprimé une vision différente de leurs désirs/besoins que celle véhiculée dans le cadre de l'assistance internationale pratiquée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Lors de la réunion de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) en 1964, on formula le slogan « Du commerce, pas de l'assistance – *Trade not aid* », qui résonne encore aujourd'hui au sein du mouvement. L'importance de la CNUCED dans l'évolution du CE est mentionnée de façon récurrente dans les historiques du mouvement; on affirme généralement que cet événement a été la première expression des pays du Sud contre l'aide et pour des réformes du système commercial international⁶. Ensuite, l'idée de Nouvel Ordre Économique Mondial (NOEI) fut introduite lors de la conférence des non-alignés à Alger en 1973 et visait des transformations structurelles internationales en remettant en cause la dépendance des pays du Sud. Les deux événements ont marqué les mouvements tiers-mondistes et la philosophie du CE jusqu'à aujourd'hui par l'importance accordée au commerce et par l'opposition à une vision assistantialiste des relations Nord/Sud.

1.1.2 La première institutionnalisation : la fondation des Magasins du Monde

Le CE a connu une seconde période de développement à la suite de ces deux événements internationaux en s'orientant vers une optique qualifiée de commerce alternatif. Ainsi, plutôt que de parler de déconfessionnalisation, on pourrait mentionner qu'on a plutôt inclus d'autres perspectives en son sein, dont celle des militants tiers-mondistes qui se faisaient de plus en plus présents à la suite des manifestations pacifistes des années 1960. Comme le mentionnent Littrel et Dickson (1999 : 16) : « In a second stage, commencing in the 1960s and continuing through the 1980s, young well-educated social activists visited abroad and, through person-to-person contacts with artisans, offered to assist by bringing back cultural products to sell ». C'est alors que l'on s'est ouvert sur le domaine du politique, en passant d'un partenariat limité

⁶ Toutefois, la portée de cet événement est nuancée par certains, qui y voient plutôt un référent historique construit *a posteriori* comme l'illustre cet extrait d'entrevue : « Après on nous rappelle qu'il y a eu l'histoire de la CNUCED. À la limite, on en parle beaucoup aujourd'hui, mais à l'époque c'était passé un peu inaperçu. Si on l'a retenu, il y en avait dans les journaux, mais ce n'était pas développé à l'époque. [...]. On écrit aujourd'hui que c'est la conférence de la CNUCED qui a lancé l'appel, mais ça, c'est arrivé dix ans après. [Entrevue bénévole 1, ADM, 2004]

à la commercialisation d'artisanat du Sud à une réflexion plus générale sur les réalités du commerce international et de ses déséquilibres. Cette réflexion s'est une fois de plus fondée sur une volonté de sortir du paradigme de l'aide basée sur la charité envers les démunis. Cette frange de militants tiers-mondiste s'est alors associée à des catholiques de gauche et à des pacifistes pour mettre sur pied de nouveaux réseaux équitables ou pour intégrer ceux qui existaient déjà. L'importance des organisations de solidarité internationale, émergentes à l'époque, est aussi à souligner dans la création de ces nouveaux réseaux qui se mirent sur pied dans les années 1970.

Cette seconde phase historique du CE est aussi celle de sa première institutionnalisation, qui débuta avec l'apparition des réseaux nationaux de distribution lors de l'ouverture d'un premier Magasin du Monde en 1969 aux Pays-Bas. Un autre élément particulier de cette période est que les organisations ont commencé à intégrer la vente de produits alimentaires dans des réseaux commerciaux visant surtout à trouver des débouchés en faveur de producteurs exclus des marchés « conventionnels⁷ » pour des raisons politiques. Par exemple, on vendait des produits en appui à un régime qui développait une orientation politique et économique avec laquelle on sympathisait. Ceci est illustré par la première campagne visant à importer du café équitable qui se fit en collaboration avec des producteurs nicaraguayens afin de supporter le régime sandiniste (Renard, 2003 : 4). Par ailleurs, dans le domaine artisanal, certains produits étaient commercialisés pour aider les franges contestaires de certains régimes autoritaires. Par exemple, en réaction au coup d'État de 1973 et à la dictature de Pinochet au Chili, on travailla avec des organisations d'artisans qui s'opposaient au régime.

C'est donc une conception militante du CE qui est graduellement apparue en s'inscrivant dans des revendications en faveur d'un nouvel ordre économique mondial. Cette orientation était ancrée dans l'argumentaire, encore présent aujourd'hui, selon lequel les producteurs des pays du Sud font face au pouvoir des intermédiaires locaux et des acheteurs internationaux qui exercent une pression à la baisse sur les prix, en plus de souffrir de l'inégalité structurelle des marchés internationaux. Certains affirment qu'elle a surtout été portée par la frange la plus militante des acteurs du CE et qu'elle aurait aussi été corollaire à l'intégration de produits

⁷ Nous utilisons le terme, imparfait certes, de conventionnel pour distinguer la commercialisation par les voies habituelles et le CE.

alimentaires⁸ au sein de la voie commerciale équitable (Tadros, 2002 : 7). Ces propos sont toutefois à nuancer quelque peu. Il est vrai que la majorité des acteurs reconnaissent que le commerce alternatif des années 1970 et du début des années 1980 avait une orientation plus politique que commerciale; la qualité des produits était plutôt exécrationnelle et on n’y accordait que peu d’importance. Un regard général sur la pratique de cette époque nous montre que la commercialisation de l’artisanat se faisait surtout pour appuyer des groupes marginalisés ou de résistance aux dictatures, alors que les produits alimentaires étaient plutôt liés à des politiques agricoles globales développées par divers gouvernements. Une des raisons fondamentales de cet état de fait est liée à la nature de l’activité et du contexte : les groupes d’artisans étaient, et sont toujours, plus éclatés que les mouvements paysans et les régimes à tendance socialiste de cette époque donnaient généralement une grande importance à la réforme agraire dans leurs politiques, ce dans quoi s’inscrivait aisément la commercialisation équitable de produits alimentaires comme le café. D’ailleurs, il est intéressant de noter que c’est cette même filière⁹ agricole qui est aujourd’hui le moteur de l’inscription du CE dans les voies de commercialisation conventionnelles (grande distribution), une initiative provoquant d’ailleurs une forte polémique au sein du mouvement international de CE.

1.1.3 La deuxième institutionnalisation : l’apparition des certificateurs

Le CE s’est fortement institutionnalisé dans les années 1980-1990, une période qui a vu naître une initiative centrale dans l’évolution subséquente du mouvement. En effet, c’est en 1988 qu’on a vu apparaître la première certification des produits sous le label de Max Havelaar aux Pays-Bas, une organisation qui s’orienta, dès le départ, vers la vente en supermarchés afin de trouver plus de débouchés plutôt que de seulement obtenir des revenus plus élevés par volume écoulé. Les fondateurs du mouvement mentionnent que, malgré un prix plus élevé, si la quantité n’est pas suffisante, il n’y aura pas d’effets positifs en termes de revenus pour les producteurs. (Roozen et Van Der Hoff, 2001 : 100). Ceci constitue le premier événement qui marquera la division du mouvement de CE en deux tendances, soit la filière certifiée de produits alimentaires et la filière intégrée qui procède par l’intermédiaire de boutiques associatives et qui se spécialise surtout dans l’importation d’artisanat et de produits

⁸ La première initiative eut lieu en 1973 par *Fair Trade Organisatie* aux Pays-Bas qui a importé du café du Guatemala.

⁹ Une filière est en ensemble d’actions faites par des individus pour produire, transformer, distribuer et vendre un produit ou un groupe de produits. Dans ce cas-ci, nous parlons de filière certifiée pour décrire tous les acteurs, de la production à la vente finale des produits équitables certifiés. Une même logique est appliquée à la filière intégrée pour les produits sans label.

alimentaires transformés. Dès le départ, l'apparition de cette filière certifiée en Europe a créé certains débats avec la filière intégrée représentée par les magasins du Monde, ces derniers y voyaient un compétiteur potentiel qui pourrait faire chuter leur chiffre d'affaires et qui faisait la promotion d'une vision de la commercialisation des produits équitables laissant de côté la vocation de conscientisation du consommateur (Roozen et Van Der Hoff, 2001 : 100-112). C'est ainsi que, dans les années 1980, le CE s'est organisé en deux filières qui se sont développées dans différents cadres nationaux. Par exemple, dans le cas de la filière certifiée, les années subséquentes ont vu l'émergence d'autres certificateurs nationaux qui sont aujourd'hui présents dans 20 pays (un par pays), soit *Transfair* (1992) et *FairTrademark* (1992).

1.1.4 La troisième institutionnalisation : augmentation de la popularité et structuration internationale du mouvement

La troisième phase d'institutionnalisation est celle de la coordination régionale et internationale d'initiatives éparses. En effet, dans les années 1990, avec la multiplication des projets de commercialisation équitable, des besoins de coordination sont alors apparus afin de rationaliser la pratique, ce qui s'inscrivait d'ailleurs dans un contexte où la volonté de la professionnalisation des réseaux était omniprésente, les OCE reconnaissant l'importance de mieux comprendre les préférences et les demandes des consommateurs (Littrel et Dickson, 1999 : 23). Cette période est aussi caractérisée par la présence plus forte d'acteurs traditionnels, tel que *Pier Import* dans le domaine de l'artisanat, ce qui a orienté les stratégies des OCE vers une approche client (*idem* : 17). Une volonté de coordonner la délibération entre les acteurs s'est alors manifestée et quatre initiatives principales furent mises sur pied et structurèrent le mouvement au niveau international et sous-régional.

En 1989, on créa l'*International Federation for Alternative Trade* (IFAT), une organisation regroupant à la fois des OCE et des groupes de producteurs et qui s'était donné une mission large : « IFAT's mission is to improve the livelihoods and well being of disadvantaged producers by linking and promoting Fair Trade Organizations, and speaking out for greater justice in world trade¹⁰ ». L'organisation, acteur phare de la filière intégrée, regroupe aujourd'hui 270 membres de 60 pays. Depuis le Forum Social Mondial de Mumbai en 2004,

¹⁰ Tiré de : IFAT, *Site de l'IFAT*, [En ligne]. www.ifat.org (Page consultée en mars 2006).

elle a aussi mis sur pied une marque qui touche les organisations plutôt que les produits comme cela se fait par le label dans la filière certifiée. La seconde initiative de coordination a eu lieu au niveau européen et s'est élaborée entre les centrales d'importation qui se sont regroupées en 1991 au sein de l'*European Fair Trade Association* (EFTA) qui met de l'avant une mission de coordination :

EFTA facilitates networking of its members and the exchange of information on the state of Fair Trade in various countries. EFTA organises regular meetings of its members in various specialisations to learn from each others' experiences. EFTA facilitates an exchange of information on products - new products, products selling well, products in difficulties for various reasons. There is also an exchange of information on producer partners of EFTA via the newly established Airdate System. EFTA also facilitates the harmonisation of its members monitoring systems. EFTA facilitates bilateral projects between its members. EFTA represents the position of its members in meetings North and South¹¹.

La troisième fut aussi faite au niveau européen entre les réseaux de distribution associatifs de type Magasins du Monde. L'organisation, constituée en 1994 sous l'appellation de *Network of European WorldShops* (ici-bas - NEWS!), s'est également donnée un mandat de coordination¹² :

To link Worldshops and their National Associations throughout Europe; to initiate, direct and promote joint campaigns; to co-ordinate Europe-wide activities initiated by national Worldshop associations promoting Fair Trade and Worldshops; to support development of national Worldshop associations in the (enlarged) Europe; to co-operate with other organisations in the field of Fair Trade such as IFAT, EFTA and FLO but also other associations which are working on development issues.

La dernière initiative fut celle des certificateurs nationaux qui se sont regroupés en 1997 au sein de la *Fairtrade Labeling Organization* (ci-dessous -FLO) ayant un mandat relatif à la coordination, à l'appui aux organisations, à la vérification des pratiques et à la certification des produits :

FLO gives credibility to the Fairtrade Labels by providing an independent, transparent and competent certification of social and economic development. The four main aspects for certification are : a) assessing the conformity of produces to the Fairtrade standards, b) assuring that Fairtrade benefits are used for social and economic development, c) auditing FLO-registered traders in order to make sure that the Fairtrade price reaches the producers and d) assuring that the Labels are only used on products coming from Fairtrade-certified producers¹³.

¹¹ Tiré de : EFTA, *Site de l'EFTA*, [En ligne]. www.efta.int (Page consultée en mars 2006).

¹² Tiré de : NEWS, *Site de NEWS*, [En ligne]. www.worldshops.org (Page consultée en mars 2006).

¹³ Tiré de : FLO, *Site de la FLO*, [En ligne]. www.fairtrade.net (Page consultée en mars 2006).

Ces quatre organisations constituent le « squelette » du mouvement international de CE puisqu'elles regroupent tous les types d'acteurs : les certificateurs, les distributeurs associatifs, les centrales d'achat et les producteurs, bien que ces derniers y aient une place plutôt restreinte. Puisque le CE se définit par une pratique commerciale, mais aussi par la mise sur pied de campagnes conjointes de sensibilisation destinées aux consommateurs et aux intervenants politiques, ces quatre réseaux ont exprimé le désir de se réunir afin de coordonner le travail de plaidoyer politique, surtout auprès de l'Union européenne¹⁴. C'est donc en 1998 que fut créée FINE, un nom étant composé des premières lettres de chacune des quatre organisations (FLO, IFAT, NEWS et EFTA), et qui s'est installée à Bruxelles dans le but de coordonner les campagnes politiques, mais aussi le dialogue entre les réseaux sur les questions de standards et du monitoring qui sont au coeur des débats contemporains importants.

1.1.5 Vers une quatrième institutionnalisation? La version contemporaine et les possibilités de fracture

La version contemporaine du CE est caractérisée par deux éléments principaux : son ouverture graduelle aux autres mouvements sociaux, ce qui a provoqué une modification du concept et certaines tensions fondamentales dans le cadre de la différenciation¹⁵ des diverses pratiques, et une volonté de coordination plus forte en insistant sur les objectifs communs des diverses tendances du mouvement. Quant à l'ouverture, au cours des dernières années, on a observé une tendance des OCE, qui ont graduellement participé, malgré certains obstacles et tensions, aux divers événements altermondialistes tels les manifestations de Seattle en 1999 ou le Forum social mondial depuis 2001. D'ailleurs, lors des manifestations de Seattle, l'un des slogans mentionnait « Du commerce équitable, pas du libre-commerce –*Fair trade, not free trade* », alors que les militants insistaient sur les conditions de vie des producteurs au Sud et sur leur situation précaire au sein des marchés internationaux. Selon Renard (2003 : 91), plusieurs des revendications générales portées par les militants lors des grandes manifestations publiques de la mouvance altermondialiste faisaient souvent explicitement écho à cette pratique. Certains proposent d'ailleurs une version contemporaine du CE inscrite au sein des mouvements sociaux plutôt que des groupes religieux ou d'assistance

¹⁴ Un constat important est que le mouvement de CE est beaucoup plus présent en Europe qu'en Amérique du Nord pour le moment, même s'il existe une organisation regroupant les acteurs états-uniens, la *Fair Trade Federation*. Voir : www.fairtradefederation.org.

¹⁵ Nous utilisons le terme de différenciation pour désigner un comportement des organisations qui cherchent à définir leur spécificité par rapport aux autres, dans un contexte de multiplication des initiatives de CE.

internationale (Raynolds, 2000 ; Perna, 2000 ; Massing, 2001 ; Johnson, 2003 ; Renard, 2003). De façon plus large, Perna (2000 : 360) le développe ainsi :

Il serait juste de parler d'une version contemporaine [...], puisque le commerce équitable actuel se distingue par : une approche locale/globale, qui a conduit à la création de réseaux internationaux, la création d'un mélange original de travail et de volontariat, de points de vente qui sont également des antennes d'où partent les campagnes internationales de lutte contre le pouvoir excessif des multinationales et la réalisation d'une œuvre de «découverte de la marchandise» -transformer les produits anonymes en produits riches d'histoires personnelles et collectives [...].

Ainsi, le CE s'ancre dans une dynamique d'action collective transnationale qui met en relation des acteurs de plusieurs pays pour la mise sur pied d'une pratique économique et commerciale qualifiée de solidaire, en plus de mettre de l'avant des campagnes de sensibilisation politiques auprès des institutions régionales et internationales, ainsi que de l'éducation au développement. Ce projet collectif propose des tentatives de renouvellement de la solidarité et du partenariat Nord/Sud, il exprime son action en terme de critiques des pratiques du commerce international et des institutions qui le supportent et il propose une pratique commerciale qui s'appuie sur des prémisses se disant différentes de celles des pratiques conventionnelles. La nature particulière de cette initiative peut aussi être reliée à une conceptualisation qui l'inscrit dans un ensemble d'alternatives visant à resocialiser l'économie dans une continuité historique avec les pratiques coopératives ou mutuelles (économie sociale), mais à partir d'une réalité contemporaine axée sur le développement durable et la globalisation (Favreau et Tremblay, 2002 ; Favreau, 2003 ; Johnson, 2002a et 2003).

Toutefois, cette définition « militante » du CE est en tension avec les processus de sa normalisation graduelle. Par exemple, certains critiquent la version contemporaine du CE, tel que Cary (2001 : 86) :

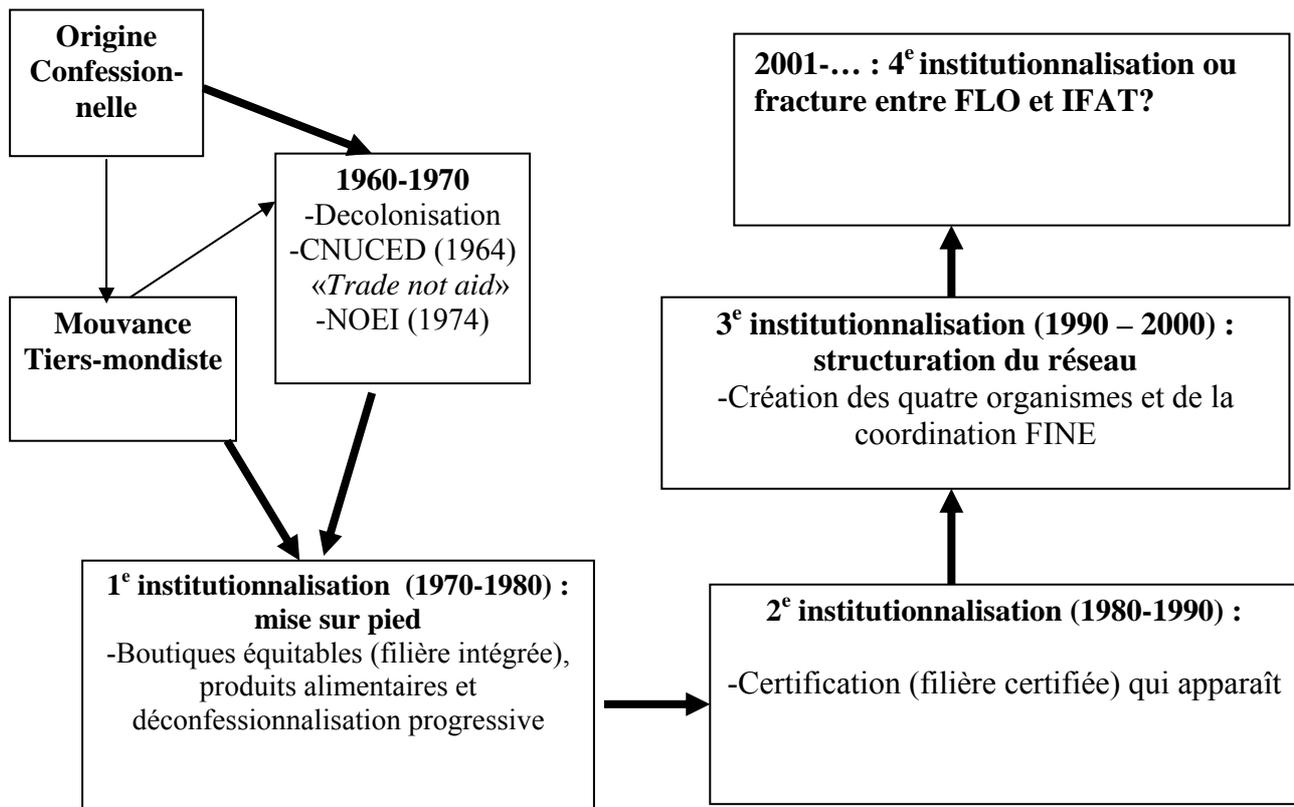
On assiste au passage d'une logique de développement (...) à une logique de coopération commerciale dans laquelle sont prônées autonomie et responsabilité des producteurs, dont la situation défavorisée pourrait s'améliorer s'ils se prennent en main, éclairée par les conseils des organismes compétents. (...) D'autre part, l'influence du néo-libéralisme se fait aussi sentir dans le passage d'un projet collectif à une somme de comportements individuels aboutissant, par le respect de chacun des critères de bonnes pratiques, à une amélioration du fonctionnement économique qui ne soit pas mue par une réflexion politique, mais par une concordance momentanée des comportements.

D'ailleurs, le deuxième élément de caractérisation du CE contemporain est constitué des tensions présentes au sein du mouvement, celles-ci influant sur les dynamiques ayant cours entre les participants. Malgré sa structuration internationale récente, le CE est toujours multiforme et marqué par un dilemme ontologique entre ses vocations commerciale et militante. Cette première tension est au cœur même de l'existence des deux grandes filières internationales souvent en opposition entre elles. D'abord, la filière intégrée, chapeautée par l'IFAT, s'appuie sur l'idée d'organisation de commerce équitable et d'une « équitabilité » tout au long de la chaîne, du Sud au Nord. Puis, la filière certifiée, regroupée autour de FLO, mise plutôt sur les produits équitables pouvant prendre des voies diverses de distribution, dont les grandes surfaces, en mettant de l'avant l'idée que la massification de la vente va accroître le poids politique du mouvement.

Cette tension sur la nature du CE et les stratégies de distribution est actuellement au cœur des débats principaux du mouvement et, selon certains, pourrait provoquer des ruptures en son sein. Toutefois, on remarque aussi de nouvelles tentatives de rapprochement, qui se font à la fois au niveau national et international. Par exemple, lors de la dernière rencontre de l'IFAT à Quito en mai 2005, on a proposé la création d'un groupe de travail afin de réfléchir sur les questions relatives à la marque organisationnelle de l'IFAT et à la certification des produits de FLO, pour en arriver, à moyen terme, à la création de mécanismes communs de certification qui feraient la jonction des éléments des deux perspectives souvent perçues comme relativement antagoniques. Le résultat de cet aller-retour entre les tensions et les volontés de coordination est, selon nous, ce qui mènera à une quatrième phase d'institutionnalisation ou à la fracture¹⁶ du mouvement.

¹⁶Lorsque nous parlons de fracture, nous faisons référence à la création possible de deux solitudes entre les réseaux principaux qui seraient possiblement basées sur des conceptions différentes et possiblement irréconciliables du CE.

Schéma 1.1 : les phases d'évolution du commerce équitable



1.2. LES DIFFÉRENTES CONCEPTUALISATIONS ET FILIÈRES DU COMMERCE ÉQUITABLE

Nous aborderons maintenant l'évolution conceptuelle de cette pratique, un élément qui est aujourd'hui au cœur des débats que vit le mouvement. L'idée est de procéder à une classification générale des définitions du CE, puis d'expliquer l'opérationnalisation de la pratique.

1.2.1 Évolution du concept : de l'alternatif au solidaire en passant par l'équitable et l'éthique

Historiquement, les acteurs pratiquant ce qui s'appelle aujourd'hui le CE utilisaient plutôt le terme de commerce alternatif. D'ailleurs, le premier regroupement international de CE, l'IFAT, l'utilise dans son nom¹⁷. Jusqu'au début des années 1990, on a fait référence à cette

¹⁷ Il faut noter que ceci est présentement en débat au sein de l'organisation. Lors de la dernière rencontre à Quito en mai 2005, un changement de nom visant à introduire le terme équitable fut proposé. Bien qu'il fut rejeté au vote, le débat n'est toujours pas clos.

idée qui était associée à la volonté de proposer une autre façon de faire du commerce que celle des entreprises et des institutions internationales. Artisans du Monde fait encore explicitement la distinction entre les deux termes :

Artisans du Monde fait une distinction entre le commerce équitable et le commerce alternatif. Commerce équitable signifie l'échange de biens et d'argent sur la base de l'égalité, l'honnêteté, l'ouverture et le respect des gens et de l'environnement. Le commerce alternatif est équitable, avec en plus une composante de développement et politique. Bien que tout commerce doive être équitable, Artisans du Monde, comme organisation ayant un idéal, choisit aussi explicitement un « plus » politique et de développement. (Document préparatoire, Assemblée générale de 1996 : 86).

Le passage au concept de commerce équitable s'est fait dans les années 1990, parallèlement à l'apparition de la filière certifiée qui faisait la promotion de la massification de la vente des produits. L'élément intéressant de cette évolution est sa double dynamique : d'une part, on observe une tentative de conceptualisation commune au sein du mouvement international; d'autre part, on assiste depuis une quinzaine d'années à l'éclatement des définitions proposées.

Néanmoins, depuis la création de FINE en 1998, la discussion en vue d'en arriver à une définition commune s'est conclue en 2001 avec l'établissement d'une définition finale, d'ailleurs utilisée largement au sein des OCE :

Le commerce équitable est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel¹⁸.

¹⁸ Tiré de : Artisans du Monde, *Site d'Artisans du Monde*, [En ligne]. www.artisansdumonde.org (Page consultée en mars 2006).

Malgré cette définition internationale commune¹⁹ qui cadre la conceptualisation de la pratique, on remarque que les tensions persistent entre la filière intégrée et certifiée, entre autres par la façon dont les organisations l'utilisent. Pour illustrer, on pourrait comparer deux cas en France: Max Havelaar de la filière certifiée et Artisans du Monde de la filière intégrée. On voit que les termes utilisés varient et les éléments priorisés aussi. Si Artisans du Monde reprend entièrement la définition de FINE, en incluant donc les éléments portant sur le rôle des OCE, au Nord, Max Havelaar n'en utilise qu'une partie :

Le commerce équitable est un partenariat commercial, basé sur le dialogue, la transparence et le respect, qui vise plus d'équité dans le commerce international. Le commerce équitable contribue au développement durable en proposant de meilleures conditions commerciales aux producteurs marginalisés, essentiellement dans les pays du Sud, et en sécurisant leurs droits²⁰.

Dans cette version, on remarque que la partie touchant directement le rôle des OCE au Nord est éliminée. L'objectif n'est pas de sous-entendre que Max Havelaar ne prend pas acte de ses responsabilités, puisqu'elle fait des activités de sensibilisation du public au niveau national et par le biais de ses associations locales, mais de souligner que la définition de FINE est assez vaste pour que chacun utilise les éléments qui lui conviennent et qui servent à promouvoir sa propre conception du CE. En fait, ce qu'on observe aujourd'hui est une double dynamique : des tentatives de coordination et d'uniformisation face à des forces de morcellement qui font éclater les orientations. D'ailleurs, depuis le début des années 2000, avec la popularité grandissante du CE, il y a une multiplication des concepts et l'apparition de nouveaux termes cherchant à différencier les pratiques de certaines OCE.

Une première distinction conceptuelle doit être faite entre commerce équitable et éthique. Pour illustrer par le cas français étudié, Artisans du Monde affirme faire du CE, qu'elle définit à partir de la définition de FINE, tandis que l'un de ses partenaires principaux, le

¹⁹ L'élaboration d'une définition commune pour le mouvement international de CE ne fut pas chose facile, il a fallu plusieurs débats et négociations pour y arriver. Un élément intéressant est la différence entre la définition rédigée en 1999 et celle de 2001, la première se lisant comme suit : « Le Commerce équitable est un partenariat commercial qui se veut une alternative au commerce international traditionnel et dont l'objectif est de parvenir à un développement harmonieux et durable des producteurs défavorisés et marginalisés. Pour cela, il offre de meilleures conditions commerciales, en attirant l'attention du public et en menant des campagnes». La distinction entre les deux est que celle de 1999 fait référence au commerce alternatif, un terme qui fut évacué en 2001, et au développement des producteurs plutôt qu'à l'équité dans le commerce introduit en 2001. Ce cas des deux définitions illustre les négociations qui eurent lieu entre les OCE, qui promeuvent des visions souvent différentes du CE et dont les priorités sont divergentes.

²⁰ Tiré de : Max Havelaar, *Site de Max Havelaar*, [En ligne]. www.maxhavelaar.fr (Page consultée en mars 2006).

collectif de l'Éthique sur l'Étiquette (ESE), fait plutôt du commerce éthique²¹. Ce dernier distingue ainsi les deux pratiques :

Le commerce éthique s'adresse aux acteurs des filières classiques de l'économie marchande : ouvrier(e)s, syndicats, usines, commerçants, hypermarchés... L'objectif est de faire progresser et respecter les droits sociaux fondamentaux²² (...). Une démarche complémentaire, connue sous le terme de commerce équitable, repose sur la création de filières alternatives mettant en relation des acteurs de l'économie solidaire (groupements de producteurs exclus ou désavantagés, coopératives, magasins généralement associatifs gérés pour l'essentiel par des bénévoles) (...). Le commerce équitable vise, en plus du respect des droits humains, à apporter un revenu qui permette à chacun de prendre en charge ses besoins fondamentaux et à préserver l'environnement naturel, social, culturel et économique.²³

On pourrait alors mentionner que le CE vise la création de filières nouvelles en s'appuyant sur certains principes/valeurs, tandis que le commerce éthique cherche à transformer les filières existantes pour les amener à respecter certains critères à caractère social, tels que le droit du travail, la sécurité ou l'absence de travail des enfants²⁴.

Au-delà de cette première distinction générale, nous verrons que les perspectives sur la nature du concept et les objectifs visés se sont beaucoup transformées au cours des dernières années et ont créé un certain flou conceptuel autour de la pratique, flou qui reflète bien les tensions au sein du mouvement. Deux éléments principaux ont posé problème. D'abord, la question de l'équité intégrale de la filière, qui est issue d'une critique adressée à la filière certifiée selon laquelle les réseaux de distribution doivent aussi être équitables, puisque des critères sont imposés aux producteurs au Sud et qu'on devrait respecter les mêmes valeurs ici. Cela a réintroduit la notion de commerce alternatif, tel que chez Artisans du Monde comme nous l'avons vu auparavant. Le second élément vient plutôt d'une critique externe, celle des mouvements écologistes qui critiquent la perspective Sud/Nord de la pratique en termes de pollution induite par le transport et de problématiques agricoles vécues localement. Ce questionnement a influencé le concept de commerce solidaire, qui fait référence à une approche plus vaste incluant la commercialisation locale de produits (Verges, 2000a : 8). Au

²¹ Voir Blowfield et Jones (1999) pour une étude de cas de commerce éthique en Afrique.

²² On fait généralement référence au pacte international des droits sociaux, économiques et culturels (PESC).

²³ Cités unies, *Guide de l'achat éthique pour les acheteurs publics*, [En ligne]. <http://www.cites-unies-france.org/html/bibliotheque/leguided.pdf> (Page consultée en mars 2006).

²⁴ Cette distinction est cependant plus floue qu'elle ne paraît. Par exemple, FLO Cert certifie des plantations bananières qui emploient des journaliers, mais qui respectent certains critères relatifs au travail et à l'environnement. Ainsi, la notion de production sur surface réduite et l'idée de création de nouvelles filières équitables sont deux éléments plutôt équivoques en réalité.

Québec, le groupe écologiste Équiterre a développé la pratique de l'Agriculture soutenue par la Communauté (ASC) dans cette perspective, alors qu'au Pérou on a développé cette idée ainsi :

Au cours des dernières années, se sont ajoutées à ce mouvement certaines initiatives économiques qui cherchent à développer le marché local du commerce équitable, par l'implantation de "boutiques solidaires" et de foires diverses impulsées par les Grupos de Iniciativa de economía solidaria (GIES) situés dans divers lieux du pays et regroupés dans l'organisation Grupo Red de Economía Solidaria del Perú (GRESP) [TL] (GRESP, 2004).

Aujourd'hui, plusieurs acteurs font référence au commerce équitable et solidaire afin de dépasser cette distinction entre le local et l'international. Toutefois, cela pose des questions sur les fondements du CE qui sont loin d'être réglées au sein des OCE.

Globalement, le mouvement est caractérisé par une variété de perspectives sur la nature ou les objectifs du CE. Un élément qui complexifie cette problématique est que chacune définit les autres en fonction des éléments de différenciation qu'elle veut mettre de l'avant pour elle-même. Ainsi, dans les écrits, on note plusieurs exercices de catégorisation des types d'OCE. Cette diversité est en fait au cœur de la construction du mouvement de CE à tous les niveaux, puisque ce sont les négociations et conflits sur la nature et les objectifs du CE qui participent à sa structuration. Toutefois, il faut noter que chacun des acteurs développe sa typologie particulière en fonction de son positionnement dans le mouvement et qu'il devient alors complexe d'aborder tous les points de vue à la fois; il est plus simple de s'ancrer dans une perspective particulière. C'est pourquoi le fait d'étudier en détail un partenariat entre deux organisations devient intéressant, car en réalité c'est à travers leurs définitions du CE et leurs interactions avec les autres que se construisent cette pratique et sa conceptualisation.

1.2.2. L'opérationnalisation de la pratique dans les filières intégrée et certifiée

La pratique du CE reflète une réalité double qui diffère selon la nature agricole ou artisanale (ou agricole transformée) des produits. Elle se divise en deux filières particulières et distinctes quant à leur structure organisationnelle, laquelle est plus ou moins institutionnalisée.

La première filière, celle des produits agricoles certifiés, s'organise autour de *FLO Cert*²⁵ qui est impliquée auprès de 420 groupes de producteurs dans 50 pays en plus des organisations

²⁵ FLO CERT est une organisation de certification qui suit les critères définis par ISO 65 et fut créée récemment pour se différencier de FLO qui s'occupe dorénavant d'appui et de coordination.

nationales de certification et les torréfacteurs certifiés au Nord. En terme d'envergure, elle se limite uniquement aux produits agricoles, étant donné la nature du label : « La certification de produits mise en place par les principaux organismes de certification du CE s'applique mieux aux matières premières agricoles qu'aux filières spécialisées et aux produits transformés » (Johnson, 2004 : 134). Cette filière repose sur l'idée de certification (label) d'un produit lui permettant d'être vendu par divers distributeurs, « équitables » ou non. Il s'agit de procéder à une évaluation des pratiques relativement aux critères établis (monitoring), autant chez les groupements de producteurs qu'auprès des entreprises qui importent et transforment les produits. Si les pratiques des acteurs sont conformes aux critères élaborés, ils recevront alors un label qui le reconnaîtra et sera apposé sur leur produit, ce qui garantira aux consommateurs le respect des normes permettant de se revendiquer du CE.

L'obtention d'une telle certification assure de meilleurs revenus aux producteurs puisque la fixation du prix est basée sur les marchés internationaux, mais en garantissant un prix plancher aux producteurs. Dans le cas du café, les acheteurs du CE assurent un revenu minimum (1,26\$ la livre) si le cours de la bourse y est inférieur. Si les prix sont supérieurs, ils garantissent un prix égal à ce montant plus une prime de 0.05\$/lb (0.15\$/lb pour du café certifié bio). Dans le cas du café, les producteurs font face à un processus de certification par FLO Cert, tandis que les torréfacteurs sont agréés avec des licences accordées par le certificateur national, tels Max Havelaar ou Transfair. Du côté de la production, ce processus repose sur des critères mis de l'avant par FLO qui touchent à la fois aux producteurs regroupés et aux entreprises qui ont recours au travail salarié. Deux types de critères sont développés selon les groupes de producteurs : ceux s'appliquant aux groupements de producteurs et ceux relatifs aux plantations avec employés qui portent sur les droits syndicaux, le logement adéquat et les standards minimaux de santé et de sécurité sur les lieux de travail. L'organisation distingue aussi des critères absolus et de progrès : les premiers doivent nécessairement être respectés pour obtenir la certification tandis que les seconds servent plutôt à encourager les producteurs à améliorer leurs pratiques et la qualité de leurs produits. De façon plus générale, on fait référence aux critères internationaux reconnus :

In contrast to Codes of Conduct and other social labels, Fairtrade Standards are not simply a set of minimum standards for socially responsible production and trade. Fairtrade Standards go further: besides minimum requirements producers must meet, FLO guarantees them a fair price, and, through progress requirements, expects them to invest part of it in economic, environmental and social development²⁶.

Un élément intéressant à noter dans ce processus de certification est la place distincte qui est attribuée aux acheteurs et aux transformateurs. En effet, FLO mentionne que ses critères s'appliquent aussi à ces deux acteurs de la chaîne équitable, mais ils sont de nature différente dans chaque cas. Alors que pour les groupes de producteurs, on met de l'avant des idées liées au mode d'organisation, à la prise de décision collective, au développement local et à l'environnement, pour les importateurs, on insiste plutôt sur leur relation commerciale avec les groupes de producteurs : "Trading standards stipulate that traders have to: pay a price to producers that covers the costs of sustainable production and living; pay a premium that producers can invest in development; partially pay in advance, when producers ask for it; sign contracts that allow for long-term planning and sustainable production practices"²⁷. Cette idée de critères et de certification définissant le CE est l'élément central sur lequel se fonde la filière certifiée et qui guide son fonctionnement.

Cette notion n'est apparue que tardivement au sein de l'autre filière du CE, la filière dite intégrée. En effet, depuis ses débuts, on se basait sur l'idée de relations commerciales solidaires s'appuyant sur la confiance réciproque²⁸ des partenaires plutôt que sur celle d'un contrôle effectué par les OCE du Nord. Bien que cette vision se soit transformée, elle reste toujours présente dans les mécanismes d'évaluation mis de l'avant par l'IFAT. Cette filière ne repose pas sur l'idée de certification de produits équitables; on y a plutôt développé l'autoévaluation et la surveillance par les pairs. L'IFAT établit trois processus qui constituent le monitoring : à chaque année, les membres doivent évaluer leurs performances en lien avec les standards de l'IFAT et se fixer des cibles d'amélioration; ils doivent aussi faire une évaluation croisée de leurs partenaires en révisant leur déclaration; finalement, à chaque

²⁶ Tiré de : FLO, *Page de FLO*, [En ligne]. www.fairtrade.net (Page consultée en mars 2006).

²⁷ Tiré de : FLO, *Page de FLO*, [En ligne]. www.fairtrade.net (Page consultée en mars 2006).

²⁸ Contrairement au prix plancher de la filière certifiée, la fixation des prix dans la filière intégrée est plutôt basée sur des dynamiques de négociation entre les partenaires et est donc beaucoup plus variable selon les conditions de production et l'état du marché. Par exemple, chez CIAP, les artisans envoient des échantillons trois fois par année en fixant un prix pour leur produit. Toutefois, si l'acheteur constate que le produit ne se vend pas, il peut demander à CIAP d'inciter l'artisan à revoir son prix à la baisse. Cela introduit un mécanisme où le prix est fixé par l'artisan, mais dans un contexte où il doit vendre sur des marchés étrangers, ce qui nécessite des prix compétitifs avec les autres groupes d'artisans qui fabriquent des produits similaires.

année, il y a un pourcentage de membres qui se font vérifier par un auditeur externe. Par ailleurs, une idée nouvelle a émergé récemment au sein de cette organisation. Lancée au FSM de Mumbai en 2004 et en vigueur aujourd'hui, elle propose de développer une marque (et non un label) qui identifie les organisations plutôt que les produits comme c'est le cas dans la filière certifiée. Ainsi, les groupes de producteurs, comme les importateurs ou les distributeurs, sont accrédités comme organisation de CE. Cette distinction est importante, puisque la marque n'a pas le même poids légal que le label et, par cette mesure, l'IFAT propose une voie qui empêcherait, par exemple, une grande surface vendant 0,01% de sa production en CE d'être agréée ou de se revendiquer comme organisation de commerce équitable. Cette marque s'appuie aussi sur une série de critères s'appliquant aux organisations de CE :

Les membres de l'IFAT adhèrent aux pratiques suivantes : 1. Engagement envers le commerce équitable 2. Transparence 3. Éthique – dans la structure de son organisation, les membres reflètent leurs engagements envers la justice, l'emploi juste, la comptabilité officielle et l'offre de rapports financiers périodiques 4. Conditions de travail. 5. Emplois avec égalité d'opportunité. 6. Préoccupation pour les personnes. 7. Préoccupation pour l'environnement. 8. Respect de l'identité culturelle des producteurs. 9. Éducation et promotion et défense du commerce équitable²⁹.

Un des débats intéressants autour de l'idée de critères est celui de la négociation entre partenaires du Nord et du Sud, ce qui mène plus globalement à la définition du concept de CE et de son opérationnalisation. Certains de ces critères ont en effet évolué suite aux rencontres entre partenaires à l'écart des revendications des producteurs du Sud. Des éléments qui pouvaient sembler normaux pour certaines OCE ont alors dû être remis en question. Dans les premières versions des critères du CE, on retrouvait l'idée de l'absence de travail des enfants. Suite à des discussions entre partenaires et des débats plus vastes sur ce thème, on en arrive aujourd'hui chez FLO à la notion d'élimination du travail pour les 15 ans et moins, d'absence de travail dangereux et de priorité accordée à l'école :

FLO follows ILO Conventions 29, 105, 138 and 182 on child labour and forced labour. Forced or bonded labour must not occur. Bonded labour can be the result of forms of indebtedness of workers to the company or middlemen. Children may only work if their education is not jeopardised. If children work, they must not execute tasks, which are especially hazardous for them due to their age. (FLO, 2006³⁰)

²⁹ Tiré de : IFAT, *Page de l'IFAT*, [En ligne]. www.ifat.org (Page consultée en mars 2006).

³⁰ Tiré de : FLO, *Page de FLO*, [En ligne]. www.fairtrade.net (Page consultée en mars 2006).

La seconde idée qui a été nuancée est celle de la notion de prix juste, qui fut longtemps à la base de l'argumentaire du CE dans une perspective se positionnant comme un redressement des pratiques commerciales conventionnelles basées sur des pressions mondiales sur les prix et des intermédiaires locaux payant un faible montant pour les produits non transformés. Cette idée de justice dans les prix a dû être nuancée à la suite, entre autres, de la réalisation de diverses études d'impacts qui ont montré, par exemple, que les prix payés aux artisans n'étaient pas toujours plus élevés que ceux du marché traditionnel (Mestre et coll., 2002). Au sein de la filière certifiée, on s'est aussi rendu compte que le prix équitable amenait des bénéfices dans un contexte de crise mondiale du café, telle qu'on l'avait connue depuis 1997, mais que cet avantage s'amenuisait avec la remontée des prix, surtout si les quantités achetées étaient faibles (Milford, 2004). Même si l'argument du « prix juste » persiste dans les discours de certains militants ou organisations, plusieurs préféreront parler de « prix raisonnables », de « prix permettant de subvenir aux besoins » ou de « prix équitables » pour intégrer ces nuances. Nous reviendrons plus loin sur d'autres particularités et sur le fonctionnement de cette filière intégrée puisque les organisations sur lesquelles a porté notre recherche s'y inscrivent, mais voyons d'abord quel type de structures elles possèdent.

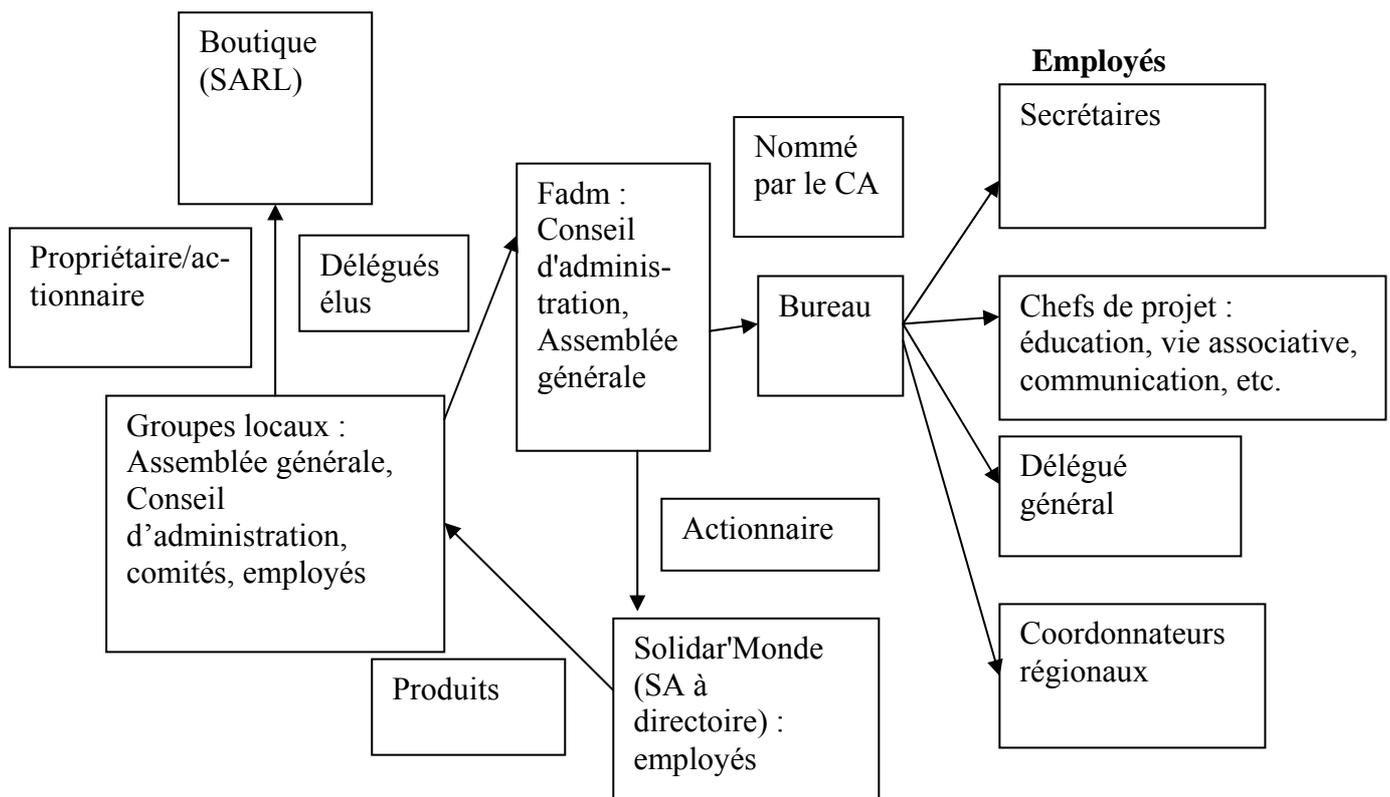
1.2.3 La structure des deux organisations étudiées : ADM et CIAP

Les deux organisations que nous avons choisies pour notre cas d'étude sont relativement similaires, c'est-à-dire qu'elles sont structurées en Fédérations nationales qui regroupent des groupes locaux participant à la gestion des activités locales (production au Pérou et vente en France), mais aussi à celles au niveau national. Nous présentons dès maintenant la structure de ces organisations, car elles sont assez représentatives des organisations que l'on retrouve dans la filière intégrée, c'est-à-dire des OCE à caractère national basé sur le réseautage de boutiques associatives locales et des organisations faîtières de producteurs qui gèrent la commercialisation et la vie démocratique de groupes locaux d'artisans.

Artisans du Monde est formée de près de 150 associations locales et de 4500 bénévoles regroupés au sein d'une Fédération nationale. Cette dernière se compose de membres votants, les groupes locaux, qui possèdent chacun leur propre structure interne (Assemblée générale, Conseil d'administration et Bureau) et sont propriétaires des boutiques (par des Sociétés anonymes à responsabilités limitées (SARL) principalement). Ces groupes élisent aussi le Conseil d'administration national de la Fédération lors de l'Assemblée générale annuelle et

soumettent leurs candidats. Ce Conseil d'administration agit à titre d'employeur du Secrétariat national à Paris qui se compose d'un délégué général, de chefs de projets (éducation, communication et animation du réseau), de personnel administratif et, finalement, de coordonnateurs régionaux qui agissent dans des espaces délocalisés (Nord, Ouest et Sud-est). En ce qui concerne la distribution des produits, les groupes locaux doivent acheter au moins 75% de la marchandise à Solidar'Monde, tandis que le reste provient d'autres centrales d'achat du réseau européen *European Fair Trade Association* (EFTA) ou d'entreprises équitables d'importation (Andines ou ASPAL, par exemple). Le processus d'établissement d'une relation entre la centrale et les producteurs se fait en plusieurs étapes à partir d'un contact antérieur de l'EFTA ou de Solidar'Monde avec le producteur. Le mécanisme est basé sur la sélection préalable des candidats par Solidar'Monde qui les présente ensuite au Conseil d'administration de la Fédération ADM qui doit l'avaliser. Pour l'artisanat, une fois cette relation établie, les prix sont négociés à partir d'une proposition du producteur.

Schéma 1.2 : La structure d'Artisans du Monde

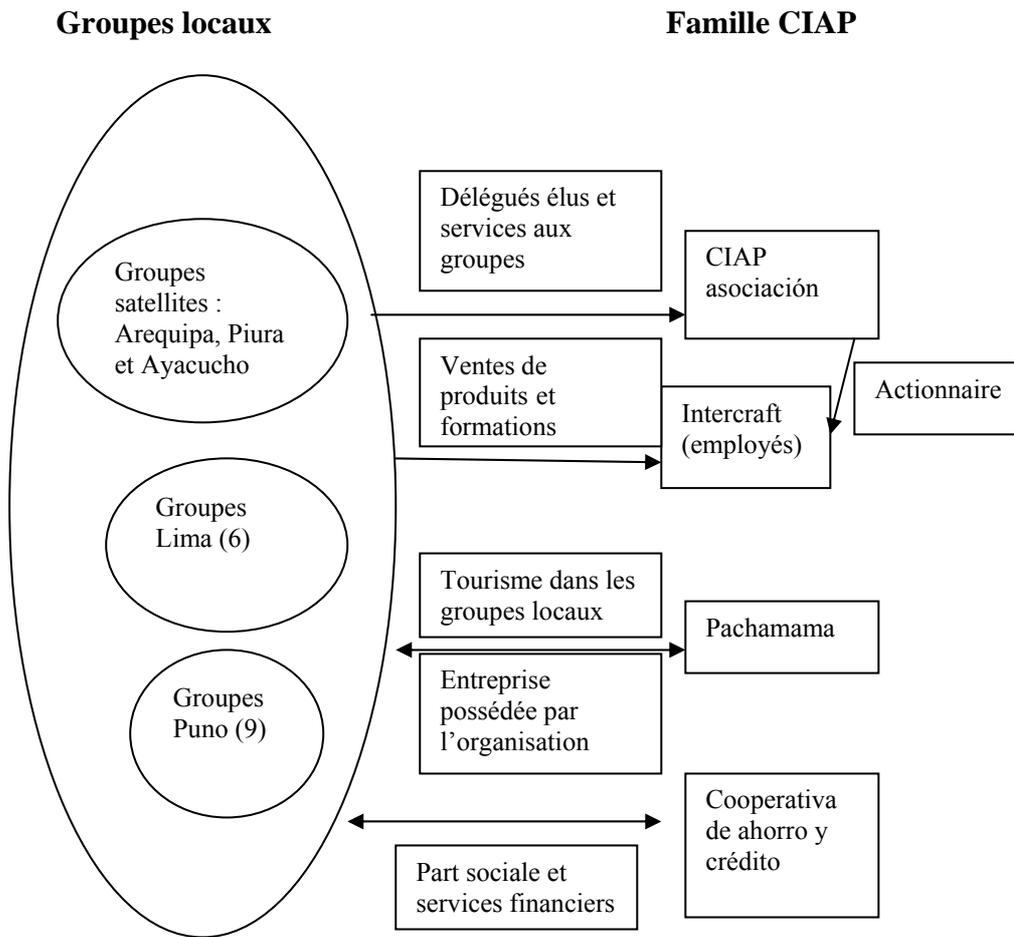


Plus particulièrement, la mission générale d'ADM se décline selon trois axes d'action. D'abord, le pôle vente et distribution des produits équitables, qui symbolisent la relation avec les producteurs du Sud, permet aux membres d'éduquer les clients à une consommation

responsable dans des boutiques de proximité. Le second axe est éducatif et consiste en des ateliers portant sur le développement et le CE équitable dans les lycées, collèges ou universités. Finalement, le dernier est celui du plaidoyer politique envers les institutions internationales/nationales, ce qui permettrait à terme de modifier les règles commerciales internationales et les relations Nord/Sud plus globalement. Ces trois éléments forment la base de la conception du CE qu'ADM tente de promouvoir et qui lui permet de se définir/différencier face aux autres acteurs.

De son côté, CIAP est constituée d'une famille de quatre organisations regroupant 18 groupes de base, dont six à Lima et neuf à Puno, et près de 700 artisanes ou artisans et leur famille. Dans ce que l'on nomme la famille CIAP, on inclut : CIAP *asociación*, qui s'occupe des relations entre les membres; *Intercraft* qui est l'entreprise exportatrice; *Pachamama*, une entreprise de tourisme alternatif mise sur pied en 2004; et *La cooperativa de ahorro y crédito*, une coopérative financière pour les artisans mise sur pied en 2005. CIAP possède donc une structure multiforme qui regroupe plusieurs types d'organisations. C'est dans l'association que la vie démocratique a lieu puisque les dirigeants sont des artisans élus des groupes de base (huit au total). Par contre, l'élément important est que les trois autres appartiennent aux membres, soit par l'intermédiaire de leur propre capital (coopérative de crédit), des fonds de leur groupe de base (Pachamama) ou de CIAP association (*Intercraft*) tel qu'illustré dans le schéma suivant :

Schéma 1.3 : l'organigramme de CIAP



Les espaces formels de dialogue entre ces structures sont principalement composés des assemblées générales bisannuelles et des visites périodiques de dirigeants auprès des groupes locaux. Alors que les questions commerciales sont prises en charge par *Intercraft*, la vie collective se déroule principalement dans l'association au sein de laquelle les dirigeants sont des délégués des groupes de base. Une particularité de CIAP est la complexité des groupes locaux qui ont une structure particulière : une association généralement propriétaire d'une entreprise artisanale regroupant des ateliers familiaux. Les membres de ces groupes sont habituellement des représentants d'ateliers familiaux qui peuvent regrouper plusieurs personnes ne faisant pas partie de la vie associative de CIAP. Par conséquent, alors que la proportion des ventes des groupes de bases vers CIAP (donc le CE) est presque de 100%, la plupart des ateliers familiaux ont développé un réseau étendu de clients (commerce équitable ou non) hors de ces structures de commercialisation et leur sentiment d'appartenance à CIAP est parfois ambigu.

1.3. L'ÉTAT DE LA RECHERCHE SUR LE COMMERCE ÉQUITABLE

La quantité de textes portant sur le CE a explosé au cours des cinq dernières années. On remarque une multiplication d'articles scientifiques, de thèses et de mémoires, ainsi que de sites internet qui abordent ce thème³¹. On peut distinguer deux grands types de documents. Une partie est le fruit de personnes et d'organisations engagées dans la pratique ou la promotion du CE qui est généralement produite sous forme de réflexions générales et de bilans qui visent à identifier les réussites et obstacles pour son développement. La présente section sera consacrée au deuxième type, soit les écrits scientifiques. Quant aux disciplines académiques s'y étant intéressées, on dénombre l'anthropologie, la gestion, la sociologie, les études du développement et le domaine de l'agroalimentaire. Toutefois, plutôt que de diviser en disciplines académiques, nous avons choisi de la présenter selon deux catégories qui transcendent les frontières disciplinaires : les études générales et théoriques ainsi que les études de cas empiriques. L'objectif est d'identifier les aspects traités ainsi que les méthodes utilisées pour cibler les questions ouvertes. Au sein du corpus empirique, il y a des textes qui abordent chacune des deux filières, qui font face à des dynamiques et des problématiques différentes. Nous présenterons quelques écrits sur la filière certifiée, mais nous nous pencherons plus en détail sur la filière intégrée qui concerne l'étude de terrain que nous avons menée. Les textes sur cette dernière seront divisés en quatre thématiques : l'analyse des OCE au Nord, l'impact du CE au Sud, les dynamiques des organisations de producteurs et les relations transnationales entre partenaires.

1.3.1 Les écrits généraux et théoriques

Nous avons relevé trois types de textes théoriques et généraux sur le CE : les descriptions de la pratique du mouvement, les réflexions stratégiques sur son évolution et les tentatives de conceptualisation de la pratique. Les études descriptives sont plutôt redondantes et se limitent généralement en une mention des principes du CE, un état des lieux du marché de l'équitable et quelques propositions générales pour son développement futur (Bucolo, 2000 ; Barrat-Brown et Adam, 1999 ; James, 2000 ; Waridel, 1999). Les écrits qui sont constitués d'une réflexion stratégique sont plus intéressants et se divisent entre les réflexions issues du mouvement (Johnson, 2002a et 2002b ; Waridel et Teitelbaum, 1997) et ceux de type académique (Latouche, 2000; Laberge et Belem, 2002 ; Strong, 1997). Cependant, ce sont

³¹ Si on entre le terme *commerce équitable* dans Google, on obtient 14 300 300 entrées et pour *fair trade*, 126 000 000.

moins les stratégies de développement du CE qui nous intéressent que les problèmes et défis rencontrés. Les exemples de thèmes abordés sont l'extension géographique du CE, la diversification des produits, la certification, les lieux de distribution, les risques de récupération ou le prix payé. Il y a des interrogations récentes qui sont toutefois plus originales et pertinentes selon nous. Par exemple, certains commencent à s'interroger sur les problèmes liés à la diversité des pratiques et des discours au sein du mouvement (Johnson, 2002a), sur les potentiels transformatifs réels de cette pratique (Latouche, 2000) ou encore sur la nécessité de sortir de la filière commerciale Sud/Nord pour favoriser les dynamiques de développement local (APMRS, 2002 : 4). La dernière catégorie d'écrits théoriques porte sur la conceptualisation de la pratique. Nous avons vu qu'il existe une variété de perspectives et de définitions existant au sein du mouvement et il est pertinent de noter que cette variété se reflète aussi au sein des milieux académiques. Nous diviserons en quatre catégories les perspectives sur le CE : assistantialiste ou de correction des marchés, de responsabilisation des entreprises ou de consommation responsable, d'économie solidaire et comme mouvement social.

En premier lieu, certains auteurs considèrent le CE comme un projet de correction du marché (Leclair, 2002 ; Nichols et Opal, 2005). Par exemple, Bellù (1996) résume les fonctions du CE comme une solution passagère permettant, malgré tout, d'assurer une certaine pérennité de l'activité économique :

Un contrepoids aux marchés oligopolistiques grâce au surpris payé aux producteurs qui sert à financer la croissance d'un marché concurrentiel, la promotion du développement d'une région déterminée et **la stabilité des prix pour une brève durée** pour permettre d'améliorer le bien-être et les perspectives de croissance des opérateurs marginaux [nous soulignons]» (tiré de Perna, 2000 : 363).

Cette idée est reprise par Nicholls et Opal (2005 : 255) qui mentionnent : « Fair trade is a phenomenon of our time. A benign manifestation of globalization, it unites consumers and producers across the globe in a new trade partnership that addresses market failures by being market driven ». D'ailleurs, Cary (2001 : 84) affirme que le CE a beaucoup de ressemblance avec le néo-libéralisme : on peut l'assimiler à un mécanisme de marché, il s'accorde bien à la rhétorique que le commerce n'est pas créateur d'inégalité en soi et il se positionne comme une solution de gagnant/gagnant. De son côté, Leclair (2002) compare les effets des subsides agricoles au CE qu'il situe en tant que possibilité d'alternative à l'aide internationale. D'autres vont plus loin dans cette direction en le liant à un outil de rééquilibrage du marché.

Par exemple, Lorenzi (1996) écrit : «Ce qui est évident, c'est le rôle décidément fonctionnel que le commerce équitable et solidaire joue vis-à-vis du marché : en corrigeant les défauts, il permet un meilleur fonctionnement [...]. Il s'agirait de considérer le commerce équitable comme une forme d'aide conditionnée» (tiré de Perna, 2000 : 363).

L'autre conception est celle qui l'inscrit dans les groupes de pression qui militent en faveur d'une responsabilisation de l'entreprise et d'une consommation éthique (Waridel, 2002). Cette perspective associe son émergence à certaines évolutions observées dernièrement sur les marchés (occidentaux surtout), comme la conscientisation des consommateurs, la responsabilité corporative ou la constitution de groupes de pression visant des pratiques commerciales plus éthiques :

The main ethical objections to global trade between north and south centre on the drive toward maximizing end margins via a leveraging of the enormous power and information asymmetries between developed world corporate buyers and developing world producers/manufacturers. (...) Fair trade falls within this larger range of ethical business actions, representing its most clearly defined and stringently observed manifestation (Nicholls et Opal, 2005 : 55-56).

Deux grands types d'écrits représentent cette perspective³². L'un s'inscrit principalement dans le domaine de la gestion et aborde les critères éthiques de production et de consommation, donc les éléments relatifs aux comportements des consommateurs, l'élaboration de labels sociaux et la réflexion sur les attributs éthiques d'un produit (Bucolo, 2000 ; Crane, 2001 ; Audet, 2003)³³. Un autre corpus s'est développé dans le domaine agricole ; il compare les philosophies de la production biologique et de l'échange équitable, en insistant sur l'aspect environnementaliste de la première et sur les fondements sociaux de la seconde. Il aborde également les facteurs d'émergence de ces pratiques en lien avec les crises structurelles des marchés de l'agroalimentaire et les défis écologiques généraux auxquels elles cherchent à s'attaquer (Browne et coll., 2000 ; Rice, 2000).

Le troisième groupe de textes lie la pratique du CE à un foisonnement d'initiatives ancrées dans l'économie sociale et solidaire, qui ont connu un essor récent en s'inscrivant dans les «interstices de la globalisation» (Favreau et Tremblay, 2002 : 5). Toutefois, plutôt que de supposer cette inscription dans l'économie solidaire, il serait plus intéressant d'en étudier le

³² Il est toutefois à noter que certains auteurs s'inscrivent dans plus d'une de ces conceptions selon l'aspect étudié dans leur texte. Nous avons relevé ici les grandes tendances plutôt que de les classer par écoles.

³³ Cette littérature a un lien de filiation plus fort au commerce éthique, même si on ne différencie pas toujours les concepts.

processus et ses implications dans les organisations y étant impliquées. Par exemple, l'économie solidaire a constitué, pour chacune des deux organisations étudiées, une porte d'entrée vers de nouvelles conceptualisations du CE et a favorisé leur participation à d'autres mouvements sociaux, tout en provoquant aussi des conflits d'interprétation du sens de la pratique entre les militants.

Enfin, le CE est aussi défini par certains auteurs comme une pratique portée par un mouvement social qui offre une critique générale des relations économiques internationales, qui met en place une solidarité Nord/Sud allant au-delà de l'assistance (Johnson, 2002a : 2) et qui donne un visage et une histoire aux produits consommés au Nord (Perna, 2000 : 360). Toutefois, cette orientation contient certaines variantes conceptuelles. Par exemple, Barrat-Brown (1993) inscrit le CE dans une multiplicité d'initiatives (allant de la réforme à l'alternative) visant à transformer les relations économiques internationales dans une continuité tiers-mondiste, tandis que Bucolo (2000) l'associe, entre autres, à un mouvement social engagé dans le renouvellement de l'achat éthique et de la transformation de la notion de prix. Une autre partie des écrits le situent directement dans la mouvance altermondialiste qui tente de transformer les façons de structurer les relations marchandes et sociales entre le Nord et le Sud. Reynolds et coll. (2003 : 38) inscrivent le CE dans un contexte de mondialisation et de résistance symbolique :

This new reality [a world characterized by rapid transcontinental travel and instantaneous transmission of image] has created the basis for a collective consciousness in which images and ideas can, for the first time, take on both an immediate and global character. Fair Trade, along with a wide range of other global and local movements that have emerged in recent years, has the potential to stimulate this global collective imagination. Therein lays the hope for a truly fair and sustainable global economy.

Ces auteurs étudient la commercialisation agroalimentaire équitable et mentionnent la double nature du mouvement, c'est-à-dire qu'il critique les pratiques agricoles et agit en vue de la promotion d'un système agroalimentaire mondial plus équitable et durable par la création d'un nouveau lien social transnational. D'ailleurs, un des auteurs avait utilisé auparavant une approche théorique des nouveaux mouvements sociaux pour dire que le CE remettait en question les institutions et les pratiques économiques, politiques et culturelles contemporaines de la globalisation (Murray et Reynolds, 2000 : 66). Dans le même sens, Hernández Castillo

et Nigh (1998) relie le CE à une critique culturelle de l'économie des signes³⁴. Quant à lui, Massing (2001 : 3) définit les mouvements antimondialisation par l'opposition partagée aux relations commerciales conventionnelles et aux droits accordés aux firmes, ce qui lui permet d'y situer en leur sein les « alternatives », comme la promotion de la responsabilité sociale des entreprises ou le CE. Comme nous l'avons vu, il est vrai que les slogans associés au CE furent présents lors des manifestations antiglobalisation de Seattle en décembre 1999 ou de Québec en 2001 et que des ateliers sont donnés sur le sujet à chaque Forum Social Mondial (ou européen).

1.3.2. Les écrits empiriques

On peut diviser ces études selon deux préoccupations générales, soit la production artisanale et l'agro-alimentaire³⁵. Deux facteurs généraux peuvent expliquer cette division : d'abord, les processus mêmes du CE (principes et organisation, par exemple) sont différents pour les deux types d'activités et, ensuite, les réalités et les dynamiques introduites par ces deux types d'activités sont particulières, même si elles se rejoignent sur certains enjeux. Par exemple, dans le cas des études sur l'artisanat, l'une des préoccupations principales est celle de l'adaptation culturelle des biens aux marchés occidentaux par le rôle de « médiateur culturel » (*cultural broker*) joué par les OCE alors que cette question est beaucoup moins pertinente dans le cas de produits alimentaires standardisés, comme le café ou le sucre.

Avant d'aborder ces écrits, il est intéressant de mentionner un autre type d'études empiriques plus marginal au sein du corpus. Celles-ci sont basées sur des expériences particulières d'individus ou d'organisations sous un mode autobiographique. Relativement aux expériences individuelles, deux livres sont intéressants, soit celui des fondateurs de Max Havelaar (Roozen et Van der Hoff, 2001), qui raconte sa mise sur pied en Hollande, et celui de Lecompte (2003), qui parle de l'expérience d'AlterEco et du développement de sa méthode d'évaluation des pratiques au Sud (monitoring). Ce qui est pertinent de noter est qu'ils défendent une vision du CE qui a été attaquée et utilisent cette tribune pour répondre à leurs détracteurs. Le second type de livres autobiographiques est celui produit par les organisations.

³⁴ Pour définir cette économie de signes, les auteurs mentionnent : « [...] the global economy is concerned as much with the production of signs, sign systems, and images as it is with the production of commodities » (Hernandez Castillo et Nigh, 1998 : 136), comme l'écrivait également Baudrillard.

³⁵ Sauf en ce qui concerne les études d'impacts, nous avons décidé d'éliminer les travaux limités à l'étude de la filière certifiée qui n'est pas notre propos, mais nous référons le lecteur à notre revue de littérature complète sur le sujet (Lemay, 2006c).

Dans le cas qui nous occupe, Artisans du Monde (Fédération Artisans du Monde, 1999) et CIAP (Lizana, 2002) ont chacun écrit leur histoire officielle, pour leur 25e et 10e anniversaire respectivement.

La filière intégrée

Cette filière historique du CE est organisée autour de certains éléments qui régulent son fonctionnement : les principes sont mis en place par des chartes ou des codes de conduite (engagement volontaire et auto déclaration), le statut des OCE est de type associatif ou coopératif, les produits sont à la fois alimentaires et artisanaux, la majeure partie de la fabrication est assurée par les organisations de producteurs et les volumes d'échange sont faibles (Habbard, Lafarge, Peters et Vigriett, 2002 : 11). Elle se revendique d'être complètement équitable, c'est-à-dire que tous les acteurs sont des organisations collectives qui doivent respecter les critères établis, qui varient par contre entre le Nord et le Sud. Elle est aussi fondée sur la confiance envers les organisations qui importent les produits, puisqu'elles furent longtemps les seules à garantir le caractère équitable du produit et de la relation³⁶. Cette question est d'ailleurs à la source de débats dans le cadre de l'IFAT, qui vise une harmonisation des critères (Daviron, Habbard et Vergriette, 2002 : 6). On y a déterminé, par exemple, l'importance de l'auto-évaluation, mais aussi du partage d'informations, de vérifications aléatoires annuelles par l'IFAT et de la création d'un comité de contrôle (*idem* : 9). Par rapport à ces critères, on remarque aussi une certaine transformation depuis l'instauration du «Code de pratiques pour le CE» en 1995 jusqu'à la révision des critères en 2002.

³⁶ Cet élément est en train de changer avec l'introduction de la marque organisationnelle de l'IFAT qui se propose d'accréditer les organisations depuis 2004.

Tableau 1.1 : Évolution des critères

Code de pratique, 1995	Standards d'Arusha, juin 2001	Standards, mai 2002
1-Engagement vis-à-vis du commerce équitable	1-Engagement vis-à-vis du commerce équitable	1- Promotion du commerce équitable
2-Transparence	2-Transparence et responsabilité	2-Transparence et responsabilité
3-Sujets éthiques	3-Paiement d'un prix équitable	3- Paiement d'un prix équitable
4- Égalité d'accès à l'emploi	4-Protection des enfants	4- Création d'opportunités pour les producteurs désavantagés
5- Solidarité avec les communautés et les personnes	5-Situation des femmes	5- Amélioration de la situation de la femme
6- Conditions de travail	6-Conditions de travail	6- Conditions de travail
7-Souci pour l'environnement	7-Environnement	7- Environnement
8-Respect de l'identité culturelle des producteurs	8-Renforcement des compétences de long terme, accès au marché	8- Renforcement des compétences
9-Éducation et promotion	9-Promotion et campagne	

Source : Daviron, Hubbard et Vergriette (2002 : 7)

Trois enjeux émergent de l'évolution de ces critères selon Daviron, Hubbard et Vergriette (2002 : 7) : la nécessité de mieux les intégrer aux conditions de marché, reconnaître le rôle premier du consommateur et développer la notion de genre et de préservation de l'environnement. On remarque, plus globalement, que la transformation des critères reflète certaines problématiques rencontrées dont l'étroitesse du marché, les problèmes relatifs à la détermination d'un prix équitable pour l'artisanat et l'impératif de transparence afin de consolider la légitimité de la filière. On voit globalement qu'elle est passée de considérations de principes vers des préoccupations liées à l'économie et à des opportunités concrètes pour les organisations de producteurs. La filière fait aussi face à des problématiques intéressantes comme la tension entre l'idée de l'authenticité des produits devant la nécessité de leur adaptation pour la vente dans les marchés occidentaux.

L'étude des OCE au Nord

Une partie des écrits sur ce sujet sont composés de textes produits par certaines organisations qui ont écrit leur propre histoire. Par exemple, FINE a fait une étude sur l'état du CE en Europe en présentant les divers acteurs et leur part de marché respective (Krier, 2005), ce qui constitue un document descriptif utile pour donner un aperçu de la situation actuelle, mais qui n'aborde pas la description des dynamiques entre acteurs. Toutefois, ce document fait état de la recherche actuelle sur le CE et mentionne deux éléments importants : la quasi-absence

d'études de genre et le CE local comme nouvelle phase d'évolution du mouvement (*idem* : 6). Artisans du Monde en France a aussi publié un livre pour souligner ses 25 ans d'activité dans lequel on présente l'historique de l'organisation et certaines transformations et tensions auxquelles elle a fait face (Fédération Artisans du Monde, 2002). Ce type de document est intéressant pour obtenir le point de vue de l'organisation sur sa propre évolution, mais laisse tout de même peu de place aux problématiques générales, puisqu'il constitue aussi un document de promotion. Ce qui va nous intéresser, ce sont plutôt les études d'organisations qui posent certaines problématiques auxquelles font face les acteurs de la filière intégrée.

Littrel et Dickson (1999) font une recension des écrits existants sur les OCE en mentionnant les thèmes qui y sont abordés. D'abord, il y a des textes pertinents sur la culture organisationnelle, sur les stratégies entrepreneuriales et sur la performance des petites entreprises. Elles avancent que les coopératives et autres entreprises collectives amènent certains défis : les structures organisationnelles, qui sont souvent peu familières aux membres et l'importance des relations interpersonnelles qui ont un impact sur la production, des éléments sur lesquels nous reviendrons plus loin. Plus globalement, dans le cadre des recherches recensées sur les OCE, trois thématiques nous sont apparues intéressantes : les dynamiques d'adhésion des militants, les processus de décision au sein des organisations et l'analyse des modèles adoptés.

En ce qui concerne l'adhésion des militants, l'étude coordonnée par Poncelet (2005) porte sur ce processus chez les Magasins du Monde belges. Les auteurs ont relevé les motivations de l'engagement des bénévoles :

Trois raisons majeures permettent de comprendre l'adhésion des bénévoles au mouvement des Magasins du Monde. D'abord, il y a les raisons morales, qui mettent en avant soit la responsabilité historique de la Belgique et de l'Occident par rapport à la misère du monde soit un certain devoir moral d'aider les plus démunis. Puis, il y a les raisons personnelles liées au parcours biographique des bénévoles : l'engagement permet pour une série de personnes de reconstruire un réseau relationnel ou de retrouver une certaine utilité. Enfin des raisons plus politiques, liées à la défense d'une cause collective (Poncelet, 2005 : 6).

Les éléments ciblés par cette recherche sont très intéressants, car ils accordent une grande importance à un triple aspect de ce processus d'inscription : les questions de socialisation, de moralité et de politique. Toutefois, ils n'abordent pas la dynamique concrète d'inscription des militants dans l'organisation, une relation à double sens plutôt qu'une simple adhésion devant

être justifiée ou rationalisée. L'autre type d'étude des OCE est celui qui touche les processus organisationnels. Par exemple, en Grande-Bretagne, Davis et Crane (2003 : 87) ont analysé la place des critères éthiques dans les décisions quotidiennes au sein de *Day chocolate* en mentionnant que la figure du producteur servait de rideau moral qui permet de résoudre les dilemmes et contradictions éthiques :

One important issue relating fair trade is the existence of an obvious overriding aim to help developing-world producers. Many ethical issues are held as relatively less intense in comparison to the plight of developing world farmers. (...) Ethical dilemmas at Day were repeatedly resolved by expressing their overriding commitment to the farmer.

Cet élément est particulièrement pertinent puisqu'il porte sur la solidarité à distance qui s'appuie sur les représentations relatives à la situation des partenaires, ce qui constitue un médium important de mise en relation entre partenaires dans un cadre transnational caractérisé par la distance géographique.

Finalement, certaines personnes se sont intéressées aux statuts que prennent les organisations de CE. Ceux-ci ne sont évidemment pas garants de démocratie ou de transparence, mais d'autres questions plus pointues se posent, dont celles relatives aux déséquilibres des critères organisationnels du CE entre le Nord et le Sud. Une auteure a traité directement de ce thème dans le cadre de son mémoire de maîtrise à partir de l'étude de cas d'une OCE coopérative au Nord, *Equal Exchange* aux États-Unis (Tadros, 2002). Elle présente sa problématique ainsi :

En effet, la forme coopérative –ou toute autre forme d'organisation collective liée à l'économie sociale– n'est pas une caractéristique obligatoire pour les organismes du Nord oeuvrant dans la commercialisation de produits équitables. Cependant, la forme d'organisation démocratique, coopérative ou associative, est imposée aux petits producteurs de café situés dans les pays du Sud. Il existe donc une asymétrie importante entre les exigences du mouvement face aux acteurs du Nord et celles imposées aux acteurs du Sud (Tadros, 2002 : VI).

L'asymétrie des critères organisationnels entre les OCE et les groupes de producteurs a une importance manifeste puisque certaines formes d'organisation sont privilégiées par les OCE et font partie d'un imaginaire collectif du mouvement (les coopératives de producteurs en étant une figure centrale) parfois éloigné de la réalité du terrain et des difficultés du travail collectif. Au Nord, les OCE se tournent de plus en plus vers les circuits conventionnels de distribution qui sont loin de respecter ces critères organisationnels imposés aux producteurs.

Au-delà de cette thématique, l'étude la plus importante sur les OCE est celle de Littrell et Dickson (1999) qui ont analysé la problématique de la commercialisation de biens artisanaux (qualifiés de biens culturels) au sein du marché nord-américain. Elles ont évalué les diverses stratégies et problématiques rencontrées par ces organisations, dont l'adaptation culturelle des biens artisanaux et la responsabilité sociale des entreprises. Leur travail s'appuie sur un terrain conduit au sein de quatre OCE, deux organismes d'appui aux artisans du Sud, ainsi que trois groupes de producteurs guatémaltèques³⁷. Ces études de cas sont intéressantes puisqu'elles se penchent sur des problématiques liées à la culture organisationnelle et qu'elles donnent un portrait des types d'OCE existantes. De plus, elles identifient certaines problématiques centrales auxquelles elles font face : les tensions entre les valeurs promues et la professionnalisation des employés ainsi que les façons d'engager le dialogue avec les partenaires. Elles soulignent, entre autres, des cas d'échec comme le cas de *Pueblo to People* qui a fait faillite laissant les producteurs devant un marché équitable éliminé.

Il existe aussi des textes qui se sont penchés directement sur le cas d'Artisans du Monde. Le document le plus complet est un mémoire fait par LeGardeur (1988) dans lequel, en tant que militante de l'organisation conduisant une recherche-action, elle produit une étude descriptive de l'histoire de l'organisation, des types de militants, des activités mises en place et de la relation aux producteurs. D'autres travaux d'étudiants s'intéressent plutôt aux cas de boutiques/associations locales particulières. Par exemple, Chaut (2003) aborde la réception des clients dans une boutique de Strasbourg à partir du dilemme de l'accueil positionné entre une hospitalité, qui conserve l'autre dans son altérité, et une solidarité, qui est basée sur un dialogue entre égaux. Elle parle des dynamiques au sein de l'association locale qui soutiennent sa volonté de se qualifier de « boutique pas comme les autres ». Un second mémoire porte plutôt sur une boutique du Vieux Lyon dans le cadre d'une ethnographie de l'organisation qui traite de la reconstruction de liens économiques par l'engagement associatif, par la volonté de création d'une nouvelle éthique et par l'élaboration d'un projet économique ancré dans la politique (Lagalle, 2003). Finalement, il existe aussi une thèse qui aborde une interrogation plus générale que l'on retrouve au sein du mouvement de CE, c'est-à-dire les tensions entre une inscription dans le marché et une action s'affirmant contre le marché (Levelly, 2004). L'auteur en arrive à une conception du CE considéré comme soumis à des pressions économiques et institutionnelles face à des volontés de résistances au marché,

³⁷ Voir l'annexe 1.1 pour une synthèse des études de cas.

deux pôles qui s'accordent par un compromis dans l'action (*idem* : 89). Ces études portent sur des thématiques pertinentes, mais nous avons noté qu'il en manque sur les dynamiques générales du réseau incluant les niveaux nationaux et locaux. De plus, Artisans du Monde est passée par un processus de transformation identitaire porteur de tensions au cours des dernières années, ce qui n'est pas traité dans ces études de cas. Finalement, on note qu'on fait peu de cas de l'inscription d'Artisans du Monde dans le mouvement de CE à la fois aux niveaux national et international, une question qui est centrale dans le développement de l'organisation.

Les études d'impacts

On note, depuis 2000 environ, une multiplication des études d'impacts. Selon Jones et Bayley (2000 : 23), cela est lié au besoin de confirmer/infirmier les discours du CE : "There is a growing awareness that statements about the benefits of fair trade are often being made without rigorous baselines in place or the necessary downstream data – beyond the anecdotal – to demonstrate how benefits are distributed and how (or whether) this leads to positive development impacts at local level". Ainsi, le besoin de mener ce type d'études est lié à un manque de données empiriques qui pourraient alimenter le discours et la crédibilité des OCE et à un désir d'évaluer les pratiques afin de mettre sur pied de meilleurs systèmes d'évaluation

Producers may have an interest in developing monitoring systems both to improve management of their enterprise and to assess the extent to which non-commercial objectives are being attained. (...) Poverty focused impact assessment is necessary to judge the relative effectiveness of using donor resources to support FT compared to alternative uses if these resources to improve livelihoods and reduce poverty (*idem* : 23).

Une première étude qui donne une bonne vision périphérique de ce champ d'investigation est celle de Mayoux (2001) qui développe une nouvelle méthode d'évaluation des impacts en se basant sur certaines études existantes. Dans sa recension des écrits sur le sujet, elle présente les méthodologies de quelques études dont celles faites sur le café tanzanien et le cacao ghanéen (Jones et Bayley, 2000), celle sur l'organisation Kuapa Kokoo au Ghana (Twin/Kuapa Kokoo, 2000), celle d'Oxfam faite auprès de 18 partenaires (Mayoux et Williams, 2001), celle de NRET dans divers pays dont le Mexique, l'Ouganda, l'Équateur, le Brésil et le Pérou (2000) et, finalement, elle s'appuie sur des entrevues exploratoires conduites en Inde et au Bangladesh. Lors de la synthèse des résultats de ces études, l'auteure mentionne les impacts du CE en fonction des domaines touchés. Par exemple en termes de

revenus, elle avance qu'il a sauvé certaines entreprises agroalimentaires lors de crises et, dans le domaine de l'artisanat, qu'il a fourni un travail productif complémentaire à une agriculture souvent moribonde. Elle mentionne aussi qu'il a amélioré l'éducation et la santé des participants et que cela a contribué au développement de nouvelles habilités et à un certain *empowerment*. Finalement, le CE aurait facilité l'intégration au marché en permettant l'obtention de plus d'informations sur son fonctionnement. Toutefois, elle avance aussi certaines limites : les disputes internes au sein des organisations de producteurs sur la notion de salaires équitables, l'absence des plus pauvres dans le circuit, l'appui à des organisations déjà structurées, la persistance des iniquités de genre dont la double charge à laquelle les femmes font face et, finalement, une certaine dépendance des producteurs envers les OCE. Une autre recension des écrits est celle de Cary (2001 : 89) qui souligne un problème important de l'évaluation : ce sont les producteurs les plus organisés qui risquent de mieux rencontrer les critères, alors que le CE affirme appuyer les plus désavantagés. Il mentionne de plus l'élément qui ressort systématiquement des études, soit la conscientisation dans l'organisation en plus des éléments positifs du travail collectif en terme de relation de pouvoir face aux intermédiaires, de l'effet d'entraînement à la hausse des prix équitables sur le marché local et des relations de confiance qui se développent entre OCE et organisations de producteurs (Cary, 2001 : 92-96). Toutefois, il mentionne lui aussi les obstacles du CE, tels que les disparités entre groupements de producteurs, les phénomènes de bureaucratisation au sein des organisations de producteurs, l'absence de réel contrat à long terme, le développement d'îlots régionaux de prospérité plutôt que de dynamiques de développement local et l'absence d'impacts réels sur la situation des femmes (*idem* : 96-99). Arrêtons-nous brièvement, dans les pages qui suivent, sur quelques études d'impacts concernant les secteurs agroalimentaire et artisanal. Elles nous informent sur des cas d'organisations particulières de producteurs.

De prime abord, les deux filières ont des différences qui sont relevées par certains auteurs. Par exemple, Ronchi (2002 : 24) aborde le cas de Coocafé en mentionnant qu'alors que les critères de FLO mettent de l'avant des standards minimaux, les OCE, situées hors des processus de certification, ont été plus loin par l'apport de formations et de support pour l'organisation et les neuf coopératives de base. La différence entre ces deux filières au regard de la réalité des producteurs est aussi soulignée par Jones et Bayley (2000 : 2) : "One important point is that handicraft may in some case target poorer groups than smallholder

export crop producers will tend to be. There isn't therefore a limit to the extent to which general conclusions about the impact of the FT movement as a whole can be drawn from the case studies (...)" Cary (2001) parle de l'intérêt d'étudier l'artisanat, puisque les rapports entre producteurs et OCE au sein de cette filière sont moins impersonnels et que les produits artisanaux ont une histoire propre même si les études d'impacts dans le domaine artisanal sont beaucoup moins nombreuses que celles portant sur les produits agroalimentaires.

La quasi-totalité des études d'impacts menées dans le domaine alimentaire montrent que les éléments bénéfiques principaux du CE se manifestent plutôt en termes qualitatifs que par l'augmentation des revenus ou l'introduction de dynamiques de développement local (Renner, 1998, Poncelet, 2005 ; Ronchi, 2002 ; Cary, 2001). Toutefois, chacune de ces recherches amène des idées particulières relatives au cas étudié qui peuvent être intéressantes. Renner (1998 : 87-90) a évalué les impacts économiques, sociaux et environnementaux de la pratique de producteurs thaïlandais en plus de les comparer aux producteurs conventionnels. Ses conclusions montrent que les effets sociaux et environnementaux étaient positifs en terme d'éducation, de santé et pour l'usage restreint de produits chimiques. Un élément intéressant de son texte est qu'il met de l'avant que, bien que le CE soit une alternative viable à l'agriculture conventionnelle, les fermes des producteurs équitables sont de taille plus importante, leurs revenus autres qu'agricoles sont plus importants et ils sont plus dépendants de financements externes (Renner, 1998 : 95). Un autre élément d'impact mentionné par certains est l'idée de l'importance plus grande des impacts organisationnels que celle des effets de revenus et ce, bien que le prix plus élevé permette souvent de survivre à des crises, telles celles ayant secoué le secteur coopératif au Costa Rica analysé par Ronchi (2002). Milford (2004 : 63), sans parler d'effet prix directement, mentionne l'importance des marchés alternatifs, tel que le CE ou le biologique, dans l'intégration au marché, le premier étant alors vu comme une subvention par la prime qui permet l'intégration. Toutefois, cette étude démontre que le CE, tel que pratiqué par FLO, appuie généralement les coopératives déjà établies :

But FLO never enters a new area and takes the initiative to start a new cooperative for particularly poor people, nor do they intervene actively to help a co-operative that is weak and unable to satisfy their requirements. They only accept co-operatives that are already strong and functioning successfully, that ideally are already managing processing and export procedures, and where democracy is strong and member participation is high (Milford, 2004 : 66)

Une autre recherche intéressante est celle coordonnée par Poncelet (2005) auprès des Magasins du Monde en Belgique et de quatre groupes de producteurs au Costa Rica, au Ghana, en Tanzanie et au Nicaragua pour la production de bananes et de café. Les conclusions mettent l'accent sur les effets relatifs au capital humain, c'est-à-dire en terme de connaissance, de nouveaux savoirs-faire ou de capitaux sociaux qui réfèrent à l'inscription dans des réseaux, alors que les impacts en termes de capitaux physiques, naturels et financiers sont souvent plus variables et difficiles à isoler. Jones et Bayley (2000) ont aussi abordé les filières du cacao (Ghana) et du café (Tanzanie) par une analyse de la chaîne de production, du milieu de vie et du caractère durable, ainsi que de l'efficacité de l'impact du CE. Ils ont eu des conclusions similaires aux autres études au sens où les améliorations les plus importantes se formulent en termes *d'empowerment* et de renforcement organisationnel³⁸. L'élément particulier de cette recherche se situe plutôt dans les tensions qui y sont relevées tel le besoin de coopération entre OCE face à la réalité d'un marché en forte compétition (Jones et Bayley, 2000 : vi).

Quant au secteur de l'artisanat, l'une des études d'impacts les plus complètes est celle qu'a menée Artisans du Monde auprès de 500 personnes et de 19 organisations pour évaluer ses 25 ans de pratique (Mestre et coll., 2002). Cette étude a introduit plusieurs éléments pertinents, dont l'idée que le prix « juste » ne serait pas toujours au centre de la relation, mais aussi une façon intéressante d'aborder la typologie des organisations de producteurs d'artisanat. On y fait d'abord une distinction entre artisans professionnels et producteurs marginalisés : alors que pour les premiers les impacts positifs se mesurent en termes d'accès à de nouveaux marchés et de possibilités d'investissements, pour les seconds, les effets se font plutôt sentir dans l'accès à un métier et la possibilité de prendre en charge les minimums vitaux, ce qui a une incidence sur la dignité. De façon plus générale, on mentionne que, pour tous les artisans, le CE a permis une certaine professionnalisation des pratiques et la valorisation des personnes par l'accès au revenu et aux contacts avec l'extérieur. Et, on y aborde un élément qui était souvent mal compris dans le réseau Artisans du Monde: celui des organisations faïtières et de leur rôle de plus en plus important, dont la multiplication de l'intermédiation dans les relations avec les artisans. On affirme que ces organisations ont pu être consolidées dans le cadre de la relation équitable et qu'elles constituent un atout pour les producteurs plutôt qu'un nouvel intermédiaire problématique (malgré que ce soit parfois le cas). Finalement, l'étude

³⁸ Il est toutefois important de soulever que certains mentionnent que le CE n'est pas une garantie de bon fonctionnement organisationnel, puisqu'ils ont observé des coopératives ayant des problèmes de participation ou de dépendance (Milford, 2004 : 66).

d'impact cible certaines réussites du CE, surtout en termes qualitatifs et organisationnels, mais elle mentionne aussi les limites dont la plus importante est l'absence de lien entre le CE et les dynamiques de développement local. Les auteurs soulignent que ce problème, difficile à expliquer, peut favoriser la création d'îlots de richesse au sein de la communauté par l'appui aux organisations les plus solides.

Une étude d'impact faite à Calcutta vient d'ailleurs corroborer cette conclusion (Durnez et DeFourny, 2004) où on montre que le CE n'a eu aucun impact régional, que les différences de rémunération n'étaient pas significatives et que les conditions de travail étaient loin des standards reconnus. Par contre, on y découvre que les structures étudiées étaient plutôt démocratiques et transparentes et que l'on facilitait l'intégration des plus marginalisés. Comme plusieurs autres, ce texte met l'accent sur le développement des capacités comme élément d'impact majeur. Finalement, une dernière étude portant sur l'artisanat est celle de Cary (2001) qui a fait un mémoire sur Sira-Kura au Mali. Sa conclusion la plus intéressante est que l'artisanat fait face à un problème fondamental, c'est-à-dire que les artisans ont un comportement individualiste, lié à la protection de la création artistique et à la volonté de protéger leur travail, face aux bénéfices du travail collectif en termes d'accès au marché international. Cet aspect est fondamental dans la différenciation entre les filières certifiée et intégrée, puisque les artisans sont pris entre une représentation d'eux-mêmes à la fois comme artistes, créateurs de pièces uniques -quoique reproduites- et comme producteurs devant s'associer pour commercialiser leur produit et mettre en commun leurs habiletés et leurs créations. Par contre, les limites à la volonté de commercialisation collective peuvent aussi se retrouver dans la filière certifiée, par exemple en termes de production de qualité variable selon chacun (Lemay, 2004 : 77), mais cette question reste prégnante surtout dans le monde artisanal, comme nous le mentionnons dans le cas de CIAP. Enfin, un dernier élément qui est central dans les discours de promotion du CE, mais qui est globalement moins présent dans les études d'impacts est la question des femmes. Plusieurs organisations soulignent que les femmes constituent la catégorie la plus marginalisée de celles qui sont touchées par les projets de commerce équitable et donc que ceux-ci améliorent directement leur niveau de vie. Aussi, on souligne souvent que la participation aux coopératives ou associations permet l'intégration des femmes dans la vie publique et constitue une école de leadership qui leur sera profitable (Oxfam, 2007). On remarque que cette question demeure toujours fortement liée à des intentions plus que des réalisations. Comme le souligne Langis (2006 : 6) :

Ce postulat de répercussions positives presque automatiques sur les femmes est présent chez moult défenseurs du commerce équitable. Selon eux, ce type de commerce offre un mode de vie alternatif aux producteurs en leur procurant une source de revenus; les changements en découlant, dont l'amélioration des conditions de vie, renforcent le statut des femmes, augmentent leur estime de soi et leur rôle dans les processus de décision à l'intérieur des ménages. D'un point de vue féministe, cependant, ce discours est dangereux, puisqu'il reprend l'argumentaire du développement par la modernisation et occulte les rapports inégalitaires entre les sexes. Particulièrement dans le cas des coopératives agricoles, d'où les femmes sont traditionnellement exclues

Cette question du genre et du commerce équitable est donc encore peu développée au-delà des intentions, ce qui peut expliquer la multiplication récente des études qui se penchent explicitement sur la question (Langis, 2006 ; Yépez del Castillo et Charlier, 2002)

Les études des organisations de producteurs

Au-delà des études d'impacts de la pratique sur les organisations de producteurs, il y a aussi toute une série d'écrits ethnographiques sur celles-ci. Dans la revue des écrits sur le sujet, nous avons relevé deux thématiques générales : les dynamiques organisationnelles et l'adaptation culturelle de la production artisanale aux marchés occidentaux.

L'étude des dynamiques organisationnelles d'organisations de producteurs et leur lien avec le CE est de taille relativement limitée. Une première est celle de Collinson et Leon (2000) auprès de Maquita (MCCH) en Équateur qui commercialise le cacao en plus de l'artisanat. Les auteurs montrent que cette organisation a atteint une réussite économique réelle, malgré un contexte équatorien difficile, ce qu'ils associent aux préoccupations des gestionnaires qui combinent bien l'éthique et le commercial et au fait que le marché du cacao est bien organisé et possède peu de substituts à la consommation (idem : 4-5). Toutefois, ce cas est particulier puisque cette organisation s'inscrit plus dans le commerce éthique, la commercialisation équitable ne représentant qu'une faible part de ses ventes. Le cas présenté par Collinson, Burnett et Agreda (2000), portant sur la commercialisation de noix du Brésil au Pérou par l'organisation Candela, introduit aussi des conclusions intéressantes quant à la reconnaissance des organisations faïtières. Les auteurs montrent que Candela a su profiter des primes du CE, mais qu'elle n'offre pas un prix plus élevé à ceux qui récoltent la noix et que ces derniers ne la reconnaissent pas comme une organisation de CE, mais plutôt comme un bon client. Par contre, Candela propose le meilleur crédit du secteur aux cueilleurs (*castaneros*) et son

activité a amené les autres entreprises de la région (Madre de Dios), qui se plaignent de compétition déloyale par ailleurs, à améliorer leurs pratiques (*idem* : 27-28). Relativement aux limites auxquelles font face les organisations de producteurs, Page-Reeves (1998) mentionne certains problèmes rencontrés par les fabricants de vêtements boliviens, telle l'incapacité d'adaptation des produits, les contraintes du marché de l'équitable offrant à peine plus que plusieurs importateurs, les rivalités locales entre groupes de producteurs et ONG, ainsi que la dépendance créée par un marché équitable subventionné (et ce, bien qu'il ait permis une certaine mobilisation des producteurs les plus pauvres).

Quant à l'adaptation culturelle des produits, Littrel et Dickson (1999 : 11) soulignent que la problématique principale à laquelle font face les artisans est le manque de connaissance des marchés du Nord, ce qui nécessite cette adaptation, un rôle joué par les OCE qu'elles catégorisent de médiateurs culturels (*culture brokers*). Cet élément pose aussi celle de l'authenticité des produits face au besoin de leur insertion dans le marché. Elles formulent le problème ainsi :

Artisans have long adopted new technologies and initiated new ideas in product design. However, as craft producers expand to markets outside their communities, change in work patterns, gender roles, quality and aesthetic criteria, and methods for teaching and learning hold tremendous potential to scientifically affect how artisans carry out their work and the product they produce (Littrel et Dickson, 1999 : 12)

La médiation a donc un effet sur les dynamiques organisationnelles, ce qui est traité par les études de cas les plus importantes sur le sujet dont celle coordonnée par Grimes et coll. (2000). Celle-ci est intéressante parce qu'elle s'ancre dans une perspective plus anthropologique que gestionnaire et que la problématique étudiée se fait dans une optique plus large d'interactions et de croisements entre les situations locales vécues par les artisans et leur inscription au sein du marché capitaliste, dans une logique de négociation entre traditions culturelles et de nécessité d'adaptation marchande (Grimes et Milgram, 2000 : 4). Les études de cas produites sont faites à partir de terrains conduits dans différents pays (Népal, Mexique, Guatemala et Philippines) relativement aux notions d'inscription/résistance à la pénétration du marché et de la production/commercialisation de produits artisanaux comme véhicules exprimant l'ethnie, les opinions politiques et l'identité de genre (*idem* : 30). Les auteurs cherchent à reconstruire par le bas les processus d'économie politique qui participent à la construction des systèmes à partir d'une perspective centrée sur l'acteur (*idem* : 4). Elles mettent aussi en relief les problèmes liés à l'action de consommateurs recherchant des

produits exotiques et qui s'inscrivent dans une «croisade morale» en faveur des producteurs d'artisanat (généralement des femmes) (Nash, 2000 : 175). Dans la conclusion de l'étude, elle souligne certains éléments positifs de la pratique du CE, qu'elle situe dans l'œcoumène global d'hybridation culturelle et comme pratique ayant un potentiel de mobilisation et de création d'un sentiment de communauté chez les personnes les plus vulnérables (idem : 179)³⁹.

De manière générale, ces études de cas introduisent des éléments pertinents pour la compréhension des organisations de producteurs. Le thème central du livre, la question de la négociation de l'authenticité des biens culturels, porte en fait sur la signification de l'idée de tradition artisanale. On nous montre que cette tradition doit être négociée et qu'elle comporte plusieurs éléments, dont les aspects graphiques, techniques et les matières utilisées. Une autre thématique est celle du rôle des organisations faïtières qui agissent, avec des membres d'OCE, comme médiateurs culturels permettant l'adaptation des produits aux marchés occidentaux par un processus de négociation et de formation. Ensuite, on remarque la place que prend la recherche-action dans ces études, plusieurs auteurs étant impliqués auprès des organisations et réfléchissant à la fois sur le dialogue entre membres d'OCE et organisations de partenaires, mais aussi sur le rôle du chercheur dans cette conversation. Un autre aspect intéressant est celui de la présence de mouvements sociaux dans l'environnement des organisations de producteurs. Cela est illustré par le cas de la présence zapatiste ayant influencé l'engagement politique et la réappropriation identitaire des femmes de l'organisation étudiée par Eber (2000). Finalement, la dernière question est celle de la compétition entre organisations de producteurs qui est liée aux structures asymétriques du marché où les opportunités de commercialisation sont limitées. Le concept le plus intéressant de ces études de cas reste cependant l'idée de médiation culturelle de la production, une idée qui pourrait être amplifiée pour y inclure la négociation des projets collectifs qui participent à la définition du CE dans la sphère transnationale. Par exemple, Carruthers (2001 : 359) a étudié l'art folklorique mexicain équitable en l'inscrivant dans le cadre des mouvements paysans et du développement durable dans un acte de réappropriation de la localité et d'hybridation culturelle entre les consommateurs éthiques du Nord et les communautés locales productrices d'artisanat, dans le cadre d'un capitalisme postmoderne. Cette perspective rejoint d'ailleurs des préoccupations à développer dans les recherches futures, soit la mise en relation d'activités localisées dans des contextes culturels, historiques et socio-

³⁹ Voir l'annexe 1.2 pour un tableau synthèse des études de cas.

économiques différents et, au-delà de la rhétorique mobilisatrice du CE, les dynamiques entre les partenaires qui s'appuient sur des processus de traduction et de négociation.

Les relations entre partenaires dans l'espace transnational

Cette question, et celle plus large des relations concrètes entre les acteurs du CE, ont été abordées par certains auteurs qui offrent des pistes de réflexion et des résultats pertinents. Par exemple, certains commencent à s'interroger sur les dynamiques et les rapports de pouvoir entre les acteurs (Molina, 2002 ; Tadros, 2002 ; Grimes et Milgram, 2000 ; Raynolds, 2002), alors que d'autres ont produit des éléments de réflexion explorant l'inscription de cette pratique dans un espace de résistance à la globalisation (Beaucage, 2000 ; Nigh, 1997 ; Hernández-Castillo). Cette section sera consacrée à la revue des études portant sur les relations transnationales entre partenaires, plus particulièrement sur quatre types de limites aux partenariats transnationaux identifiées dans les écrits recensés : systémiques, institutionnelles, motivationnelles et politiques.

Les limites systémiques

La première limite à la construction d'un partenariat égalitaire dans le cadre d'une relation équitable est systémique, c'est-à-dire qu'elle porte sur la structure du marché. Celui-ci offre peu de débouchés au Nord, ce qui induit des dynamiques de compétition et parfois des tensions entre organisations de producteurs. De plus, son accès est régulé, par la certification ou l'adhésion aux organisations internationales, un processus contrôlé par les OCE déjà existantes. Certains auteurs ont relevé ces éléments, par exemple en parlant de l'établissement des critères :

As explained previously, quality standards are dictated by consumers and retailers through importers, to producers. Even for the fair trade markets, producers must meet exportable quality expectations. In the case of bananas, meeting the expectations remains a critical challenge for small farmers. Many of the cosmetic requirements can be met much more easily when fields are equipped with cable systems to transport the harvested fruit, but such technological economies of scale are beyond the reach of small-scale producers whom fair trade is intended to support (Schreck, 2002 : 168).

Ainsi d'autres auteurs ont insisté sur le déséquilibre entre les moyens à la disposition des producteurs et les éléments demandés par les critères. Par exemple, Renard (1996) avance que le marché du CE est déséquilibré, puisque son accès n'est pas égal pour tous les producteurs,

les détenteurs actuels de licence possédant un avantage sur les candidats et ils profitent parfois d'une relation inégale pour imposer leurs conditions, comme la condition d'achat de café équitable à une quantité similaire à celle du café conventionnel. Finalement, la dernière limite systémique mentionnée est celle de la distance et de la méconnaissance conséquente des partenaires. Garza et Trejo (2002 : 25) donnent un exemple :

[...] On accepta [X] dans le registre de FLO même si cette organisation dépendait complètement du gouvernement mexicain pour son fonctionnement (elle n'était pas indépendante) et en plus, elle appartenait à une centrale [Y] qui appuyait la formation de groupes paramilitaires dans la région Nord du Chiapas par l'intermédiaire d'un groupe appelé Paz y Justicia. Ce second cas provoqua une campagne de dénigrement de tout le commerce équitable qui aurait pu être évitée avec une simple consultation des organisations mexicaines qui connaissaient depuis longtemps les antécédents négatifs des dirigeants et du fonctionnement de cette organisation [TL].

Les limites institutionnelles

Les limites systémiques, difficiles à corriger, sont doublées d'obstacles institutionnels à la construction d'un mouvement transnational. En effet, les acteurs du CE ont instrumentalisé certaines asymétries telles que les responsabilités de chacun. Schreck (2002) développe un tableau qui identifie cette répartition des responsabilités entre chaque acteur dans la commercialisation de bananes équitables en République dominicaine et illustre les déséquilibres.

Tableau 1.2 : la distribution des responsabilités dans la filière équitable de bananes en République dominicaine

Qui	Responsabilité	Quoi	Comment
Producteurs	Oui, appliquée	Critères de production	Inspection
Exportateurs	Oui, plus ou moins appliquée	Critères en accord avec l'importateur	Faible, mais FLO peut retirer la permission
Envoi	Non	Aucun	Aucun
Importateurs	Oui, peu appliquée	Critères de FLO	Contrat légal, mais pas toujours appliqué
Murissage	Non	Aucun	Aucun
OCE	Oui, appliqué	Licence de Ce et inspection	Beaucoup d'autoévaluations
Détaillants	Plus ou moins de responsabilités, pas appliquée	Vend les bananes	Aucun, participation volontaire
Consommateurs	Plus ou moins de responsabilités, pas appliquée	Achète les bananes	Aucun, choix individuel

Bien que cet exemple porte sur la filière certifiée, on observe ce même type d'asymétrie au sein de la filière intégrée. Par exemple, alors que les centrales d'achat peuvent remettre en question la relation avec un partenaire qui ne respecterait pas les critères établis, les organisations de producteurs n'ont aucun contrôle ou possibilité d'action, autre qu'informatif et basé sur la bonne volonté, pour le respect de ces mêmes critères par les réseaux d'importation ou de distribution. Par exemple, Artisans du Monde s'est donné une charte de critères qu'elle désire respecter, mais celle-ci relève plutôt de la bonne volonté que de la possibilité coercitive ou de contrôle mutuel, comme le démontre le peu de cas fait des critères environnementaux à la Fédération nationale. Tadros (2002 : 66) mentionne d'ailleurs, à partir d'une étude portant sur l'OCE américaine *Equal Exchange* qui avait décidé de se donner volontairement une organisation coopérative, que cette asymétrie est potentiellement créatrice de problèmes, mais que l'initiative d'*Equal Exchange* a permis de les atténuer par la mise en place au Nord de valeurs « imposées » par le CE aux producteurs du Sud, ce qui rétablit en partie, ne serait-ce que symboliquement, les asymétries mentionnées.

Les limites motivationnelles

La troisième limite pour le renouvellement du partenariat Nord/Sud réside dans les dissonances motivationnelles d'intégration au mouvement entre producteurs et OCE : « There

is also a need for greater awareness of cultural diversity and consequently, the likely differences in values between consumers who wish to be ethical and producers and workers they seek to support and the values the latter might hold » (Tallontire, Rentsendorj et Blowfield, 2001 : 27) . Dans une recension des écrits sur le sujet, Raynolds (2002) mentionne les études de Renard (1996) et de Tallontire (2000) qui affirment que les producteurs intègrent le réseau pour des raisons similaires à celle de la voie «conventionnelle» et qu'ils ne partagent pas nécessairement la vision qu'en ont les OCE. Nigh (1997 : 428) a aussi tenté de situer l'internalisation des principes de l'agriculture biologique entre une philosophie partagée par les producteurs et un simple «opportunisme marchand». Finalement, Beucage (2000 : 15) étudie le potentiel de résistance de l'agriculture biologique et équitable face à la globalisation et il conclut que les producteurs du Sud ont adhéré à ce marché sur la base d'un simple calcul coûts/bénéfices plutôt que par le désir d'une participation politique réelle et que l'intégration à de tels réseaux n'a pas produit de corrélations avec un quelconque changement social ou politique. Cette divergence quant aux motifs de participation n'empêche absolument pas la construction d'un mouvement commun, puisque dans tous les mouvements sociaux les individus et groupes adhèrent selon des motivations qui varient beaucoup. Le problème dans le cas du CE est que cette limite s'inscrit dans d'autres plus vastes telles que les relations systémiques de pouvoir, les obstacles institutionnels, mais aussi l'origine et la construction du discours autour du CE.

Les limites politiques

Ce dernier point constitue d'ailleurs la quatrième limite, c'est-à-dire la dissonance et les rapports de pouvoirs en terme de discours qui construisent le CE. En effet, on remarque que ces définitions tiennent leurs origines principalement du Nord, malgré des initiatives de dialogue dans les dernières années, principalement au sein de l'IFAT :

The manner in which fair trade initiatives are implemented can be described as top-down. For instance, the groundwork for fair trade initiatives was outlined by activists who are perhaps exclusively coming from the North. The definition of fair has likewise been worked out by fair trade organization in Europe. Decisions regarding which producer groups to work with and which commodities to certify are made by actors representing ATOs in the North as well" (Schreck, 2002 : 171)

Au-delà de la définition du CE, sa portée politique fait aussi l'objet de dissonances Nord/Sud comme le mentionne Poncelet (2005 : 8) :

Sur le plan politique, alors que les projets de commerce équitable s'étaient d'abord orientés vers des régimes aux politiques alternatives de développement (Algérie, Nicaragua, Tanzanie pour ne citer qu'eux), l'heure est plutôt à l'apolitisme au Sud, apolitisme qui tranche avec la politique de lobby et *d'advocacy* au Nord (...). Si l'ambition est bien de faire du commerce et non de l'aide, la solidarité et la justice qui sont les ressorts de l'action d'une bonne partie d'OCE au Nord sont-elles des valeurs uniquement redevables de débats au Nord?

On voit que plusieurs auteurs ont relevé les limites de l'élaboration d'un partenariat transnational, à la fois des raisons de structuration du marché de l'équitable, de son institutionnalisation, des raisons de participation des militants et de construction du discours. Malgré que toutes ces limites soient pertinentes et importantes pour la compréhension du mouvement, les relever ne constitue qu'un premier pas. C'est plutôt en retournant au concept de médiateurs/médiation culturels que l'on pourra comprendre les dynamiques qui font qu'au-delà de ces limites mentionnées, les acteurs arrivent quand même à organiser un mouvement transnational cohérent. De plus, aucune des études mentionnées ne s'est réellement penchée sur la description d'un partenariat entre deux acteurs, en retraçant les lieux et dynamiques sous-jacentes à ces processus de négociation de sens dans le cadre d'une relation géographiquement distanciée.

CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous avons tenté d'élaborer une recension des écrits sur le CE la plus extensive possible, même si nous avons mis l'accent sur des thématiques particulières qui ont guidé notre choix de textes. Nous avons vu, après une présentation de l'historique du mouvement qui permet de mieux comprendre les tensions et les choix auquel il fait face aujourd'hui, la diversité des conceptualisations du CE, et les tensions sous-jacentes, ainsi que les questionnements qui circulent à la fois dans les écrits académiques et au sein du mouvement. Il s'agissait ici d'introduire une perspective centrée autour des tensions entre différentes interprétations de la pratique et les ambivalences que le mouvement porte et qui mériteraient d'être étudiées plus à fond. C'est la mission pour laquelle nous avons mis l'accent sur les tensions, plutôt que les réussites du mouvement. Trois éléments sont à cibler pour nous permettre de comprendre les questionnements d'aujourd'hui : la diversité conceptuelle et les tensions au sein du mouvement, les impacts incertains et les remises en question des discours puis, finalement, les difficultés de la relation Nord/Sud. En fait, deux problèmes majeurs font en sorte que de nouvelles initiatives continuent de se développer au

sein du mouvement et à l'extérieur de celui-ci. D'abord, il y a le fait que les études d'impacts ont montré des effets généralement nuls en termes de développement local et, ensuite, les difficultés soulignées par les acteurs et chercheurs pour l'établissement d'un véritable partenariat Nord/Sud renouvelé. Ces deux éléments qui, fait intéressant, constituaient des piliers du discours politique et stratégique du mouvement de CE, expliquent en bonne partie la tangente prise vers des réflexions sur la relocalisation de la pratique.

Ces remises en question ont amené les OCE à une réflexion sur leur pratique qui ont révélé de nouvelles conceptions du CE qui remettent en cause sa dominante Sud/Nord. Par exemple, le réseau Minga en France mentionne :

L'association Minga qui regroupe une cinquantaine de structures regrette une vision Nord/Sud qui a tendance à réduire le commerce équitable à une nouvelle forme d'aide au tiers monde et aux producteurs. Elle privilégie une autre, beaucoup plus globale, qui affirme son équité tout au long de la filière, pour tous les acteurs économiques au Nord comme au Sud⁴⁰.

Cette idée est aussi présente au Sud, dont au Mexique avec la création d'une certification nationale comme le mentionne Johnson (2004 : 9) : « Un label national devrait permettre aux consommateurs mexicains de privilégier concrètement les produits nationaux des petits producteurs, souvent d'excellents produits ». On a donc vu migrer le concept de CE chez certaines organisations vers une idée de commercialisation locale par filières courtes, tel que le propose l'agriculture soutenue par la communauté au Québec, par exemple. Ainsi, certains acteurs parlent de CE local ou solidaire et on l'inscrit plus globalement dans l'économie solidaire. Cette idée commence d'ailleurs à circuler dans les diverses rencontres internationales, tel qu'au Forum Social Mondial. D'ailleurs, cette nouvelle voie d'exploration n'est pas l'apanage des OCE au Nord, puisque des organisations au Sud, dont CIAP, commencent aussi à développer le marché local avec des boutiques, ce qui contourne en partie les difficultés liées au marché restreint au Nord et à une possible dépendance envers celui-ci.

Pour synthétiser ces éléments, reprenons une distinction faite par Renard (2005 : 445-446) qui suggère qu'alors que les circuits économiques domestiques étaient basés sur une coordination domestique (ancrée dans les réseaux interpersonnels) et les filières longues sur des coordinations mercantiles (basées sur les prix) ou institutionnelles (régulées par des normes),

⁴⁰ Tiré de Les Alternatifs, Page des alternatifs, [En ligne]. www.alternatifs.org/tribunes/tribu/dcroissance3.html (Page consultée en mars 2006).

les nouvelles filières tel le commerce équitable ou les circuits courts tentent de construire une coordination de type civique basée sur des principes partagés. Par cette conceptualisation, elle explique, par exemple, la tangente mercantile prise par les labels équitables par une réabsorption dans la logique mercantile. Cette conceptualisation nous permet de comprendre certains des débats importants au sein du mouvement de CE tel la distribution des produits, mais des analyses plus approfondies sont nécessaires pour comprendre les mécanismes de coordination basés sur les valeurs partagées. Dans cette optique, nous avons relevé deux chantiers de recherche intéressants en lien avec la thèse proposée. Il y a les conflits d'interprétation au sein du mouvement de CE à la fois sur la définition de la pratique et les finalités qu'elle vise. Ces tensions sont au cœur de l'élaboration du mouvement et elles méritent d'être mises au centre de la recherche plutôt que de faire des tentatives de définitions synthétiques ou consensuelles du CE, une tâche prise en charge par les acteurs. Le second chantier est celui de la relation partenariale Sud/Nord et les dynamiques (représentations, pouvoir, etc.) entre les acteurs. C'est un thème qui pose beaucoup de questions au sein des organisations du mouvement et qui est encore peu étudié par les chercheurs. Il est intéressant de voir les problèmes et réussites d'une telle relation dans un contexte où les mouvements sociaux transnationaux se multiplient et font face à des problèmes souvent similaires. Ce sont les chantiers de recherche que nous proposons d'aborder dans notre étude de cas. Auparavant, nous développerons le cadre conceptuel sur lequel s'appuiera notre analyse en développant le concept de culture dans les mouvements sociaux et la négociation du partenariat transnational.

CHAPITRE 2

CADRE CONCEPTUEL. LA CONSTRUCTION DU PROJET COLLECTIF D'UN MOUVEMENT SOCIAL DANS L'ESPACE TRANSNATIONAL

INTRODUCTION

Les mouvements sociaux évoluent dans un contexte d'ouverture et de création accentuée de réseaux transnationaux de solidarité. Alors que les études précédentes sur le sujet s'étaient principalement intéressées aux rapports entre les mouvements sociaux et les États-nations, on ne peut plus négliger aujourd'hui le fait qu'il se produit une multiplication des cibles et échelles d'action auxquelles s'adressent ces mouvements, lesquelles débordent largement les États nationaux. Ainsi, plusieurs mouvements ancrés dans une action localisée ont tendance à multiplier leurs réseaux et à inscrire leur action dans une dynamique plus vaste. Par exemple, on pourra observer une organisation impliquée dans le mouvement de défense des mineurs au Pérou créer des liens avec le mouvement écologiste international et ainsi inscrire son action dans une dynamique transnationale⁴¹. Toutefois, cette transnationalisation ne constitue pas un phénomène nouveau; pour s'en convaincre rapidement, il suffit de penser à ceux qui ont prôné l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des femmes à la fin du 19^{ème} siècle ou, à partir des années 1970, à ceux qui ont défendu les droits humains ou l'environnement (Keck et Sikink, 1998 : 3). Par contre, le contexte contemporain est caractérisé par une accentuation du phénomène, un élément ayant été étudié par les anthropologues qui parlent de restructuration des échelles du cadre d'action des acteurs⁴² qui voyagent entre les divers lieux d'activation de la relation au sein des réseaux (Escobar, 2001 : 163).

⁴¹ Par exemple, on peut penser au cas de projet de mine dans la région de Tambogrande au nord du Pérou où les populations locales se sont jointes à Oxfam-america dans leur contestation. Voir : Oxfam, *A Proposed Mine in Tambogrande, Peru: An Alternative Look*, [En ligne].

http://www.oxfamamerica.org/newsandpublications/publications/research_reports/art615.html. (Page consultée en novembre 2006).

⁴² Par exemple, pour le développement, Labrecque (2000) mentionne que les approches dualistes sont maintenant caduques dans un contexte de mondialisation et sont plutôt remplacées par une approche selon trois champs : le global et le structurel des politiques internationales de développement, le local des organisations et des catégories sociales ainsi que le champ du quotidien et des individus.

Un cas qui illustre ce phénomène est la mouvance altermondialiste qui s'est construite par le biais d'un processus d'articulation de luttes particulières aux niveaux local, national et international autour d'enjeux liés à la globalisation (Routledge, 2000 ; Glassman, 2001). Depuis son émergence, cet assemblage fluide et mouvant de mouvements, d'ONG et de personnes a fait l'objet d'une attention grandissante au sein des sciences sociales, mais sa conceptualisation reste encore problématique. Cette mouvance introduit certaines questions intéressantes dont la plus importante concerne les relations transnationales entre acteurs distants géographiquement et culturellement. En fait, c'est cette problématique de la création d'un partenariat transnational constitutif des mouvements sociaux transnationaux que nous désirons explorer, puisque seules des relations soutenues entre les acteurs peuvent faire en sorte que l'on parle de mouvement et non d'une simple coordination des actions à une échelle plus vaste. Pour le cas du commerce équitable qui nous occupe, il regroupe des acteurs fort diversifiés, tels des organisations de producteurs, des associations au Nord, des entreprises d'importation et de distribution et des groupes de promotion et de sensibilisation. Vu cette diversité d'acteurs souvent inégaux en termes de moyens et de rayonnement, le partenariat transnational est central pour ce mouvement qui se présente habituellement comme une façon de redéfinir les partenariats socioéconomiques entre les distributeurs et consommateurs du Nord et les producteurs du Sud.

Dans ce chapitre, nous développerons le cadre conceptuel qui nous permettra d'aborder le partenariat au sein des mouvements sociaux transnationaux. Plus précisément, ce qui nous intéresse est la construction/activation de tels mouvements dans ce contexte de transnationalisme. Pour élaborer le cadre conceptuel, nous débuterons par le particulier pour nous diriger graduellement vers les éléments plus généraux du processus. Ainsi, la première section sera dédiée à la présentation des théories portant sur les mouvements sociaux et, plus particulièrement, sur l'introduction du concept de culture dans ces théories. Par la suite, nous aborderons le contexte contemporain d'action de ces mouvements, c'est-à-dire la mondialisation qui a transformé leur espace et opportunités d'action. Cela nous mènera à la présentation du processus de globalisation en litige et une réaction des mouvements sociaux qui s'incarne dans la mouvance altermondialiste. Finalement, nous conclurons explicitement sur les thématiques relatives au partenariat transnational dont celle des représentations que nous aborderons à partir d'une analyse esthétique.

2.1. LES THÉORIES DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Les mouvements sociaux sont un objet d'étude quelque peu négligé par les anthropologues selon Escobar (cité dans Gibb, 2001 : 237-240) et ce, pour cinq raisons : une définition étroite du concept de l'arène politique provoquée par le tournant littéraire; un concept de pratique plus orienté vers une notion individuelle que vers les processus politiques; le fait que les mouvements sociaux soient un objet de recherche laissé traditionnellement aux sociologues⁴³; un détachement académique des intérêts et des préoccupations de la société; et, finalement, le déclin de l'action collective dans les années 1980, après la multiplication et l'ampleur des actions collectives occidentales des années 1960-70. Toutefois, on remarque que certains ont commencé récemment à s'y intéresser à partir de certaines thématiques, dont l'intérêt relativement récent pour les thèmes culturels (Edelman, 2001; Gibb, 2001, Grimes et Milgram, 2000; Nash, 2005). Nous présenterons donc une revue des théories sur les mouvements sociaux pour ensuite introduire les perspectives les plus pertinentes à notre questionnement de recherche.

2.1.1 Les théories classiques et les réponses de la mobilisation des ressources

Les premières orientations théoriques, que l'on peut regrouper sous le vocable de théories classiques/fonctionnalistes⁴⁴, associaient les mouvements sociaux à des phénomènes de masse incluant autant les mouvements fascistes, que communistes ou régressifs, qu'elles reliaient, pour la plupart, à un comportement aberrant situé à l'extérieur d'un consensus social existant (Mayer, 1995 : 171). Cohen (1985 : 671-72) résume quelques postulats communs de ces théories qui distinguent l'action institutionnelle (partis politiques, etc.) et non institutionnelle, cette dernière se situant hors du consensus social existant : "Non institutional collective behaviour follows a «life-cycle», open to causal analysis, which moves from spontaneous crowd action to the formation of public and social movements. The emergence and growth of

⁴³ L'étude des mouvements sociaux a été un domaine traditionnellement pris en charge par la sociologie, la science politique et même la psychologie. D'ailleurs, les premières théories du comportement collectif, développées à l'École de Chicago dans les années 1920, étaient fortement influencées par les théories européennes de la psychologie de masse qui négligeaient toutefois les mouvements sociaux, en les associant plutôt à d'autres comportements collectifs comme la panique, les rumeurs ou la mode (Neidhardt et Rucht, 1991 : 420). La transition vers une approche plus sociologique se fit, au sein de cette même école, par la perspective théorique de l'interactionnisme symbolique. Ce courant théorique distingua d'abord les comportements conventionnels des comportements collectifs reliés à « l'anomie » pour enfin singulariser l'étude des mouvements sociaux en l'associant à un comportement particulier.

⁴⁴ Buechler (2000 : chapitre 2) fait une excellente revue de littérature sur ces théories. Il précise la catégorisation en parlant des théories classiques du comportement collectif divisé en trois courants : l'interactionnisme symbolique portant sur les processus sociaux plutôt que les structures; le structuro-fonctionnalisme relatif au maintien de l'ordre social et les théories de la privation comme motivation à l'action.

movements within this cycle occurs through crude processes of communication: contagion, rumour, circular reaction, diffusion, etc”. Alors que les premières théories de l’anomie et de la crise (*break-down theory*) voyaient le mouvement social comme une réalité négative de réaction à une crise provoquée par le mauvais fonctionnement des institutions, d’autres, d’orientation libérale, lui accordaient plutôt un apport positif où la contestation jouait un rôle dans la modification des rigidités et des privilèges (Touraine, 1993 : 18). Ces deux types de théories (fonctionnalistes et libérales) éliminaient toutefois l’intentionnalité de l’acteur et posaient le mouvement social comme antagoniste à l’ordre établi (idem : 19). On retrouve aussi cette dernière idée au sein de certaines théories du conflit social de tradition marxiste dans les années 1950, associant l’identité de l’individu (l’ouvrier) aux luttes (ouvrières), celui-ci étant considéré comme agent de transformation sociale radicale (Buechler, 2000 : 15). Comme nous le verrons plus loin, cette association de la position sociale à l’identité de l’individu, un essentialisme de classe, a été fortement remise en question depuis⁴⁵.

L’étude des mouvements sociaux a connu certaines transformations importantes au cours des années situées dans le sillage des luttes pour les droits civils, des manifestations de mai 68, de la mobilisation pacifiste contre la guerre du Vietnam, ou encore, des mobilisations identitaires autour des mouvements féministes, écologistes, antiracistes ou pour le droit des gais et lesbiennes. Ce contexte de fortes mobilisations a favorisé l’émergence de nouveaux paradigmes en réaction aux théories classiques de l’action collective, qui se trouvèrent devant une crise explicative face à cette montée d’un nouveau type de militantisme. Des transformations paradigmatiques devenaient alors nécessaires pour expliquer un phénomène qui semblait mettre en scène un acteur rationnel et capable de changement social. C’est alors qu’est apparu le paradigme de la Mobilisation des ressources (MR) développé dans le monde académique anglo-saxon. Cette approche a surtout évolué autour de la mobilisation en postulant un acteur rationnel : « The movements of the sixties and seventies were not responses to economic crisis or breakdown. They involved concrete goals, clearly articulated general values and interest, and rational calculations of strategies » (Cohen, 1985: 673). Les auteurs associés à cette approche s’opposaient à l’approche fonctionnaliste en avançant un modèle d’action sociale basé sur le conflit : le mouvement lui-même, plutôt que les

⁴⁵ Il faut souligner, à l’instar de Buechler (2000 : 15) que les décennies suivantes ont vu le passage des théories marxistes vers les théories critiques et néo-marxistes qui se sont éloignées du structuralisme et de l’essentialisme de classe. Cet essentialisme s’appuie sur l’association entre la position sociale et le rôle en tant qu’attribut précédant l’expérience plutôt que comme construit social.

déséquilibres systémiques, devint le cœur de l'analyse. Le conflit, plutôt qu'un état d'exception, devenait un élément normal du fonctionnement social. Aussi, les groupes ou individus composant les mouvements étaient considérés comme bien intégrés et capables de développer des stratégies en faveur de leurs intérêts; le passage de la condition vers l'action, contrairement aux théories de la privation (*deprivation*), était surtout expliqué par la capacité de mobiliser des ressources (Canel, 1997 : 191)⁴⁶. Ce courant a donc rejeté la primauté des émotions, de l'anomie, de la psychologie de masse ou des ruptures sociales pour se pencher plutôt sur la capacité des individus à développer des formes complexes d'organisation leur permettant de mobiliser les ressources nécessaires à l'action collective⁴⁷. Partant de ces postulats, cette approche a ciblé certains éléments particuliers d'étude du mouvement social orientés autour des besoins organisationnels : « [...] Stressing the organizational needs of movements, and in particular, the need for collecting resources, emphasizing the role of pre-existing networks for the emergence of new movements, and pointing out the complex relations of organizations within and between movements» (Neidhart et Rucht, 1991 : 427)⁴⁸. Bref, l'émergence des mouvements sociaux et les impacts de leurs actions furent alors traités de façon contingente, comme un processus ouvert qui résulte de décisions, tactiques ou stratégies particulières adoptées par les acteurs (Canel, 1997 : 206).

À l'intérieur de ce paradigme, deux grandes catégories de courants théoriques cohabitent et sont regroupés sous les catégories d'organisationnel/entrepreneurial et celle des processus politiques⁴⁹ (Neidhart et Rucht, 1991 ; Cohen, 1985 ; Canel, 1997). Le premier concerne les dynamiques organisationnelles, le leadership et la gestion des ressources et a été surtout porté par McCarthy et Zald. Le second est plutôt centré sur les processus qui donnent naissance aux mouvements sociaux à partir de l'étude des changements dans la structure des opportunités et

⁴⁶ Mayer (1995 : 173) affirme que le paradigme MR est apparu en réaction à d'autres problèmes associés aux théories classiques : les militants étaient issus de la classe moyenne, ce qui cadrait peu avec la vision de l'acteur marginal ou déviant, et le rôle de l'idéologie pouvait être mis de côté puisque la plupart des mouvements des années 60-70 émettaient des critiques élaborées à partir de certains fondements libéraux partagés par la société.

⁴⁷ Le fondement de cette approche peut être associé aux théories néo-utilitaristes de Olson (1965), largement employées en économie, qui ont introduit un acteur rationnel capable de choix individuels par une évaluation comparant le rapport coûts/bénéfices de son implication (Cohen, 1985 : 674).

⁴⁸ Elle a aussi favorisé une méthodologie quantitative basée sur les observations empiriques, une différenciation entre les meneurs et les suiveurs au sein du mouvement et une importance accordée aux modèles interactifs, plutôt que les grandes influences structurelles, et ayant en son centre l'acteur et sa personnalité (Neidhart et Rucht, 1991 : 427).

⁴⁹ Neidhart et Rucht (1991 : 430) présentent la revue de littérature faite par McAdam et Zald (1988) qui distinguait deux grandes catégories de théories : «First, they distinguish between macro- and micro-perspectives. Second, they differentiate between aspects involved in the emergence of social movements and those dealing with maintaining or changing them». Un troisième modèle est parfois présenté, c'est celui de l'action rationnelle : voir Neidhart et Rucht (1991).

du rôle des réseaux établis dans la mobilisation et a été surtout promu par Tilly et McAdam (Canel, 1997). Mais, au-delà de certaines divergences mineures en son sein, ce paradigme a avancé certains postulats communs : les participants savent ce qu'ils veulent accomplir par l'action collective ; les individus sont en mesure de calculer le ratio coûts/bénéfices de l'implication; la connaissance, l'argent et les heures de travail, mais aussi la solidarité et la légitimité sont des ressources qui permettent l'action; la structure sociale génère les intérêts collectifs et les conflits de façon contingente; les différences entre les luttes institutionnelles et non institutionnelles ne sont pas considérées; enfin, le succès des mouvements est associé à leur reconnaissance par le pouvoir public et la production de gains matériels⁵⁰ (Cohen, 1985 : 675 ; Kitschelt, 1991 : 327).

Le paradigme MR situe les mouvements sociaux dans un processus plus large et les définit comme :

[...] A sustained series of interactions between power holders and persons successfully claiming to speak on behalf of a constituency lacking formal representation, in the course of which those persons make publicly visible demands for changes in the distribution or the exercise of power, and back those demands with public demonstration of support (Tilly, 1984 : cité dans Diani, 1992 : 5).

Cette qualification des mouvements sociaux a l'avantage de permettre des microanalyses d'organisations particulières et de leurs dynamiques de mobilisation, mais est restreinte au sens où cette définition inclut presque toutes les formes d'action collective (des groupes d'intérêts aux groupes religieux). L'ampleur de cette définition très large du concept de mouvement social et son incapacité à résoudre le problème du « resquilleur » (*freerider*)⁵¹, sont deux éléments importants de critiques lui étant adressées. Par ailleurs, Mayer (1995 : 174-179) lui reproche aussi son approche basée sur la simple négociation, sa perspective élitiste, ses critères instrumentaux de réussite favorisant les mouvements hiérarchisés et l'importance donnée aux gains matériels plutôt qu'aux réformes institutionnelles ou au rejet des définitions hégémoniques de la croissance et de l'efficacité. De façon synthétique, Cohen (1985 : 685) résume cette critique en ciblant trois processus négligés par ce paradigme : le processus d'identification collective (qui peut résoudre celui du resquilleur), la

⁵⁰ Pour une présentation plus détaillée du paradigme, voir l'excellente synthèse de Canel (1997 : 207-211) dans laquelle on présente les quatre grands axes d'analyse du paradigme : les dynamiques de mobilisation, l'organisation et le leadership, les structures d'opportunité et le mouvement social contemporain comme continuité des luttes passées.

⁵¹ Ce problème, classique en économie, réside dans l'incapacité à expliquer la participation d'un acteur à un projet que d'autres peuvent accomplir sans sa participation et duquel il retirerait des bénéfices.

conscientisation et la solidarité. Ce sont trois éléments qui seront repris par une autre approche, celle des nouveaux mouvements sociaux (NMS).

2.1.2 Les réponses des Nouveaux Mouvements Sociaux

Si le paradigme MR s'est développé essentiellement en Amérique du Nord, celui des nouveaux mouvements sociaux (NMS) a surtout été utilisé par les auteurs européens. Cette distinction géographique est expliquée, entre autres, par le contexte culturel et politique de ces deux régions : aux États-Unis, l'orientation prise permettrait d'éviter une polarisation entre les mouvements et *l'establishment* politique tandis qu'en Europe, les militants et les mouvements sociaux étaient plus enclins à attaquer les fondements sociaux et à répondre aux élites avec intransigeance (Kitschelt, 1991 : 342). Ce paradigme « européen » a donc apporté sa réponse particulière à la crise explicative des théories.

Éléments généraux du paradigme

Cette approche a émergé en réaction à deux types de réductionnisme : l'idée d'une logique économique unique qui assurerait l'unité sociale reprochée au paradigme MR, et l'association de la position sociale (classe) à l'identité, défendue par les perspectives marxistes⁵². Elle s'est plutôt attardée aux questions relatives au contrôle des processus de production symbolique et de redéfinition des rôles sociaux (Canel, 1997 : 190). Ce sont les éléments macrosociaux des grands processus de transformation (post-industrialisme, post-modernisme) qui expliqueraient le « pourquoi » plutôt que le « comment » de l'action collective des mouvements sociaux : « The new social movement theorist are linked to other circles of theorists, especially the fordist (post-fordist) political economists, who have been concerned with the question of the transformation of Western capitalism in the twentieth century » (Epstein, 1990 : 38). Ce paradigme a aussi proposé diverses idées qui justifieraient son épithète de « nouveauté » : le refus d'accepter les prémisses d'une société basée sur la croissance économique; des formes d'actions non conventionnelles; des membres issus de groupes exclus des processus de modernisation ; finalement, un désir de changement de valeurs, associé à une attitude postmatérialiste s'incarnant dans une recherche identitaire face aux processus homogénéisant

⁵² Un des éléments reprochés aux théories marxistes est qu'elles ont tendance à assimiler le statut social à l'identité de l'individu. On parle alors d'essentialisme de classe où l'appartenance de l'individu à telle ou telle classe détermine sa position dans les conflits sociaux qui sont pensés en terme d'opposition entre classes sociales. Les critiques de cette perspective vont avoir tendance à souligner les appartenances multiples des individus et le fait que les classes sont un construit social.

de bureaucratisation et d'industrialisation (Klandermans, 1991 : 26-28). Canel (1997) cible, quant à lui, trois grandes préoccupations du paradigme relatives aux processus observés : l'émergence d'une société post-industrielle, une crise de légitimation du politique qui amène une rupture avec les anciens mouvements sociaux et un sujet/acteur décentré. Nous développerons les deux dernières orientations⁵³ qui charpentent le cadre théorique général du paradigme.

La première préoccupation concerne la crise de la légitimation⁵⁴, c'est-à-dire que le fait que les institutions se maintiennent, mais sans asseoir la légitimité de leur rôle chez les individus. Habermas la décrivait en 1975 comme une expansion des systèmes capitalistes dans les diverses sphères de la vie, lesquels affectent les processus de création de normes, de valeurs et de sens. Cela signifie qu'auparavant les inégalités étaient justifiées par les conditions économiques assurant une justice par l'égalité des opportunités pour les individus, mais qu'avec le capitalisme d'État, cette légitimité se perd dans une logique administrative et technocrate. Dans ce contexte, les luttes ne seraient plus orientées vers la distribution économique, mais plutôt autour de la grammaire des formes de vie (*grammar of forms of life*). Il associe les nouveaux mouvements sociaux à la classe moyenne instruite et avance que les éléments les unissant sont : une critique de la croissance; un ancrage dans une conception universaliste de la moralité/légalité et des orientations de défense face à la colonisation de l'espace de vie (*life-world*) par la modernisation/bureaucratisation qui s'incarnent dans la mise en place de nouvelles formes de coopération et d'organisations communautaires. L'action des nouveaux mouvements sociaux serait alors essentiellement extra-institutionnelle,

⁵³ Celles portant sur les transformations de la société seront traitées dans la section suivante. Nous désirons toutefois souligner l'apport de Touraine (1985) et son concept de *société post-industrielle* qui aurait favorisé la constitution des nouveaux mouvements sociaux. Il est possible, pense-t-il, d'appréhender les grandes transformations sociales à partir d'un concept d'historicité qui caractérise ces sociétés : « What I call historicity, the capacity to produce an historical experience through cultural patterns, that is, a new definition of nature and man, was limited by what I call meta-social guarantees of social order » (*idem* : 778). Au sein d'une société post-industrielle, c'est la production de biens symboliques qui constitue l'historicité et le mouvement social est distingué du mouvement culturel et historique: « On parle de mouvement culturel quand le conflit oppose des visions antagonistes de la modernité; de mouvement social au sens strict quand il met face à face des groupes sociaux qui luttent pour transformer des modèles culturels en forme d'organisations sociales; de mouvement historique quand l'enjeu des luttes est le processus de changement historique et non plus les principes d'orientations et d'organisation d'un système social » (Touraine 1993 : 30) .

⁵⁴ Habermas décrit ainsi le processus de transformation: « The first is the distinction between processes involved in the differentiation of the economy and the state and processes involved in the modernization or rationalization of the sociocultural life world. The second is the thesis that with the emergence of cultural modernity [...] the potential for increase reflexivity regarding all dimensions of action and world relations is given. [...] With the third thesis [...] the colonization of the life world related to capitalist development and technocratic projects of administrative elites has blocked and continues to block these potentials [of modernity (of reflexivity, autonomy, freedom, and meaning)] ». (cité dans Cohen, 1985 : 711).

hors des canaux politiques traditionnels, et offrant une rupture qualitative par rapport aux anciennes luttes :

[...] conflicts have developed in advanced Western society that, in many respects, deviate from the welfare-state pattern of institutionalized conflict over distribution. These new conflicts no longer arise in areas of material reproduction; they are no longer channelled through parties and organizations; and they can no longer be alleviated by compensation that conforms to the system. Rather, the new conflicts arise in areas of cultural reproduction, social integration, and socialization. They are manifested in sub-institutional, extra-parliamentary forms of protest. [...] In short, the new conflicts are not sparked by problems of distribution, but concern the grammar of form of life. (Habermas, 1981 : 33).

D'autres définissent cette nouveauté comme un transfert du conflit de la sphère politique vers la société civile et l'arène culturelle, puisque ces nouveaux mouvements sociaux transformeraient ces dernières par la création de nouveaux espaces de solidarité et de nouvelles formes démocratiques (Canel, 1997 : 199). Toutefois, Melucci (1996) utilise ce concept de nouveauté avec prudence, car il le voit plus comme un outil analytique qu'une caractéristique ontologique.

La seconde particularité du paradigme est relative à la notion de sujet décentré et l'opposition aux perspectives marxistes des années 1960 qui avançaient une corrélation entre position socio-économique/identité et militantisme. Laclau et Mouffe (1985 : chapitre 4) ont poussé cette logique dans une perspective poststructuraliste selon laquelle l'acteur est un sujet décentré, à identités plurielles, qui s'implique dans une lutte décentralisée autour de points d'antagonisme (*nodal points*). Cette lutte se fait principalement à un niveau discursif et la société massifiée et homogénéisante serait au centre de l'engagement des acteurs qui voient leur identité plurielle contestée dans une lutte avec d'autres acteurs (cité dans Canel, 1997 : 197). Plus largement, cette question de l'identité est au cœur de la théorie des NMS. Johnston, Laraña, Johnston et Gusfield (1994 : 10) analysent d'ailleurs l'émergence des mouvements à partir d'un contentieux autour des orientations culturelles et identitaires:

New social movements are said to arise in defence of identity. They grow around relationships that are voluntarily conceived to empower members to « name themselves ». What individuals are claiming collectively is the right to realize their own identity: the possibility of disposing of their personal creativity, their affective life, and their biological and interpersonal existence.

Ces auteurs (1994 :13) ciblent trois dimensions de l'identité, que l'on retrouve dans la quantité importante d'écrits sur le sujet. La première concerne l'identité personnelle, qui serait de nature plurielle et introduite au sein du mouvement par la participation de l'acteur, lui-

même transformé par le processus auquel il prend part. La seconde, l'identité publique, est constituée par l'interaction entre membres et non-membres, c'est-à-dire l'influence de la société ambiante sur la définition du mouvement par ses membres et vice-versa. La troisième, l'identité collective, est construite de façon dynamique par l'action collective et une définition commune d'une situation : un processus de négociation et d'ajustement.

Le courant culturel et constructiviste de Melucci

Melucci est un de ceux ayant le plus approfondi ces notions d'identité collective et de luttes culturelles dans une optique constructiviste qui fait référence aux grandes transformations structurelles que les sociétés connaissent. Nous présenterons une synthèse de sa théorie à partir de trois axes : l'identité collective, les sociétés complexes/informationnelles et la lutte pour les codes culturels.

D'abord, il s'oppose aux théories qui postulent l'existence d'une identité collective constituée *a priori* et un dualisme entre conditions objectives et motifs subjectifs de l'acteur ou du groupe. Plutôt qu'une identité fixée dans le temps⁵⁵ il propose d'étudier les processus de sa formation : « By asking the question of how individuals and groups make sense of their actions and how we can understand this process, we are obliged to shift from a monolithic and metaphysical idea of collective action toward the processes through which collective becomes a collective » (Melucci, 1995 : 42). Cette perspective postule qu'il existe une relation dynamique entre le mouvement et un système d'opportunités et de contraintes dans lequel il doit se situer : le « nous » de l'identité collective devient une déclaration de différence face au reste de la société, mais aussi d'appartenance à celle-ci qui doit le reconnaître comme acteur social (Melucci, 1995 : 47-48). L'identité collective devient un concept central dans l'étude des mouvements sociaux : elle implique un processus de négociation et d'interactions entre les membres et non-membres du mouvement et invite à considérer les mouvements comme des systèmes d'action complexes qui intègrent divers éléments de la structure sociale en leur sein et reconnaissent la pluralité des niveaux d'action (idem : 53-55). Les processus identitaires se manifestent dans une dynamique antagonique devant les contradictions qui se

⁵⁵ Il affirme que le processus de construction identitaire permet de créer de nouvelles définitions relatives à l'action collective qui intègrent des éléments du passé et donnent sens à l'avenir (Melucci, 1996 : 75). L'identité collective n'est pas un fait, mais plutôt un champ qui contient des vecteurs en tension, par leur tentative d'établir un équilibre entre l'identification déclarée par les acteurs et celle que veut leur apposer la société : Melucci (1996 : 76-77) oppose le néologisme *d'identization* au concept d'identification.

manifestent au sein des sociétés contemporaines. Il affirme : « Social movements are in fact rooted in the structural synchronic operation of a system, but are activated by contradictions that emerge and manifest themselves in its evolution and historical conjuncture » (Melucci, 1996 : 53). L'action qu'impliquent ces antagonismes est d'ailleurs, selon lui, la façon d'aborder les mouvements sociaux et les processus identitaires, ce qui permettrait de transcender l'apparente contradiction entre les dimensions statiques et dynamiques de l'identité collective (Melucci, 1996 : 72).

Melucci (1994 : 110) met aussi l'accent sur l'importance des grands changements sociaux que le monde occidental a connus depuis quelques décennies. Son approche situe le contexte actuel dans une ère de l'information (*information age*) associée aux transformations de la révolution «microélectronique» qui met en évidence le caractère réflexif, artificiel et construit de la vie sociale et favorise une circulation plus intense de l'information qui lie le monde plus intimement, mais crée des conflits quant à son contrôle et à sa diffusion. Le pouvoir est ainsi ancré dans la capacité d'informer (de donner forme), qui devient une ressource symbolique dans un univers lui-même symbolique et autonomisé (idem : 111). Le contrôle de l'information est un enjeu caractéristique des sociétés complexes selon Bartholomew et Mayer (1992 : 142-146) :

[...] The increasing fragmentation of actors, fields and forms of action as struggle around citizenship and social and cultural issues and codes of life become differentiated and movements are correspondingly heterogeneous and complex. [...] The significant decline of material production and its replacement with the production of sign and social relations. In complex societies, power is dispersed, it becomes autonomous and neutral, invisible, and increasingly resides, and indeed, hides, in forms of regulations and operational codes.

En faisant un retour historique sur les grandes mobilisations de l'histoire, Touraine (1978) souligne que l'on peut les classer à partir d'un conflit/mouvement central selon les époques. Il y a eu les luttes économiques du mouvement ouvrier dans la société industrielle autour de la propriété des moyens de production et surtout de la redistribution de la richesse, puis sur la question des droits civiques dans la société marchande. Aujourd'hui, dans la société post-industrielle de Touraine ou informationnelle de Melucci, les antagonismes se seraient donc déplacés vers la sphère culturelle, celle des codes culturels : « They focus on personal identity, the time and space of life, and the motivation and codes of daily behaviour. Conflicts

lay bare the logic now gaining its sway over highly differentiated systems » (Melucci, 1994: 09)⁵⁶.

Enfin, dans la perspective de Melucci, les acteurs des nouveaux mouvements sociaux s'engagent de façon plutôt temporaire; ils sont organisés en réseaux d'individus et de groupes partageant une culture commune et ils ont pour rôle de révéler les problèmes existant dans divers champs sociaux (Melucci, 1985 : 797). Au sein des sociétés complexes, ils agissent pour la réappropriation de ce que Melucci intitule les codes culturels dominants. Ces derniers deviennent pouvoir formel, organisateurs de savoir par leur capacité de donner sens à l'information et au conflit social, ce dernier se situant autour du contrôle même de ces codes et qui s'exprime par cette quête d'identité qu'il théorise (Melucci, 1994 : 112). Dans ce contexte, le rôle des mouvements sociaux est de rendre visible un pouvoir de plus en plus diffusé à travers ces codes et de créer des alternatives à l'organisation sociale qui les soutient : c'est ce que Melucci (1994 : 113) appelle l'action symbolique puisque l'on cherche à remettre en question la rationalité administrative sur laquelle s'appuient les codes culturels dominants. C'est en ce sens que Melucci (1994 : 123) introduit la notion d'antagonisme : «If in information societies, power is exercised in the control of codes, antagonism lies in the ability to resist and, even more so, to overturn dominant codes. Antagonism lies in the ability to give different name to space and time by developing new languages that change or replace the words used by social order to organize our daily experience». L'action des mouvements, même leur simple existence, devient alors centrale puisqu'elle renouvelle le sens des codes et conteste le pouvoir (Melucci, 1994 : 114). Cette dernière idée est très pertinente pour le cas nous occupant : les initiatives économiques collectives, tel le commerce équitable, peuvent être conçues comme une lutte culturelle face aux codes dominants qui organisent l'économie internationale et le développement. Finalement, afin de structurer son analyse, Melucci (1994 : 127) propose de distinguer deux niveaux d'actions pour les mouvements sociaux : les actions qualifiées de latentes, qui permettent d'expérimenter directement les nouveaux modèles culturels, et les actions de visibilité, qui solidifient la solidarité, permettent la

⁵⁶ Selon Melucci (1994 : 116-117), la nature de ces conflits, reliés au contexte contemporain, caractérise le mouvement social contemporain par rapport à l'action politique traditionnelle : « Noninstitutionalized, collective action separates from those other forms of action, with which it was formerly confused (political action, in particular). In the industrial age, social conflicts were incorporated into struggles for citizenship, just as in the history of the workers' movements anticapitalistic struggle and the fight against the bourgeois state coincided. When these two levels separate, as they do in contemporary societies, movements lose their character as personages engaged in confrontation-clash with a state for citizenship. Instead, they form themselves into social network, where a collective identity is negotiated and given shape ».

mobilisation et sont rendues possibles par les actions de latence. Pour le commerce équitable, cela se manifeste, entre autres, par l'activité quotidienne des groupes (commerce, vente, sensibilisation) comme action latente et par l'activité de plaidoyer politique auprès des institutions comme actions de visibilité.

Finalement, quant à la définition du mouvement social, Melucci (1978 : 37-38) distingue l'action collective des mouvements sociaux :

[...] L'action collective [est] l'ensemble des conduites conflictuelles dans un système social. Une action collective implique la lutte de deux acteurs, dont chacun se caractérise par une solidarité spécifique et s'oppose à l'autre pour l'appropriation et la destination de valeurs et ressources sociales. [...] L'action collective comprend aussi toutes les conduites qui cassent les normes institutionnalisées dans les rôles sociaux, qui débordent les règles du système politique et/ou qui attaquent les structures de rapports de classe d'une société.

Le mouvement social serait une forme d'action collective qui répond à ces deux conditions et il le désigne en tant que catégorie analytique : « It designates that form of collective action which (i) invokes solidarity (ii) makes manifest a conflict, and (iii) entails a breach of the limits of compatibility of the system within which the action takes place » (1996 : 28). Le mouvement est donc défini, de façon plus restreinte, comme une forme particulière d'action collective qui se situe hors de la sphère politique institutionnalisée, ce dans quoi s'inscrit le commerce équitable comme initiative économique.

Pour terminer, bien que le paradigme NMS soit intéressant pour notre sujet de recherche, il faut mentionner certaines critiques lui étant adressées et qui sont synthétisées par Canel (1997 : 205) :

[However, it] does not include how the actors mobilize resources. It does not explain the «how» of SMS [...]. NSM theory excludes from its analysis the dynamics of mobilization, the instrumental level of action, political action, the relationship between SMS, political reform and institutionalization of civil society and organizational dynamics.

Ces problèmes du paradigme, et ceux mentionnés pour celui de la Mobilisation des ressources, introduisent trois défis pour la recherche sur les mouvements sociaux : l'articulation du *micro* et le *macro*, le lien entre l'acteur et les structures et les liens entre la notion de luttes culturelles et les conditions socioéconomiques des acteurs. Nous croyons que l'introduction d'un concept de culture comme processus interne des mouvements peut constituer une piste intéressante.

2.1.3 L'étude culturelle des mouvements sociaux

Avec ses préoccupations pour l'identité collective, le paradigme NMS a introduit la notion de culture/luttes culturelles au centre de ses préoccupations. Ce tournant, provoqué principalement par la prise en compte de la contre-culture des années 1960-70 et l'émergence, dans les années 70-80, de mouvements identitaires (de gais et lesbiennes, féministes, autochtones ou afro-américaines), a graduellement été repris par le paradigme MR qui a introduit le concept d'identité collective dans l'étude des discours d'un mouvement, qui lui donnent sens et permettent la mobilisation.

La culture dans l'étude des mouvements sociaux

Le conflit culturel semble être associé aux mouvements sociaux contemporains :

There are significant novel elements in both the context and the substance of the cultural emphases of new forces. First, explicitly cultural elements have more weight in new movements [...]. Second, these cultural concerns are increasingly framed in terms not only of general social values and norms, but also of the definition and maintenance of identity for individuals. [...] Third, cultural conflicts have intensified because of new links between cultural and socioeconomic processes. [...] To underline novelty, new social movement discourse sharply contrast efforts to attain legal equality and distributive equity with efforts at cultural change [...]. (Plotke, 1985 : 89-90)

Dans le paradigme MR, le concept de culture se décline de trois manières : on aborde les racines culturelles des mouvements et de leurs luttes, la culture interne aux mouvements et les « effets » culturels des mouvements sur la société (McAdam, 1994 : 37-51). En ce qui concerne le premier élément, McAdam (1994 : 37-45) cible trois aspects qui faciliteraient d'ailleurs leur émergence : le *framing* et sa fonction interprétative qui permet de simplifier et de condenser les aspects de l'environnement et qui constituent un acte culturel d'appropriation ; l'expansion des opportunités culturelles comme stimuli pour l'action ; et l'importance d'une sous culture militante favorisant l'émergence et la continuité du mouvement. Klandermans et Johnston (1995 : 10) reprennent sensiblement les mêmes éléments, mais ils approfondissent la création d'une contre-culture militante. Ils arrivent la question culturelle à la construction de sens par trois éléments interdépendants : le discours public, la communication persuasive et la conscientisation. Par contre, cette vision est exclusivement ancrée dans une dynamique de différenciation/identification par rapport à l'extérieur, alors que nous croyons que la construction culturelle est plus vaste et se manifeste aussi dans les dynamiques internes des mouvements sociaux. Buechler (2000 : 187) souligne d'ailleurs trois aspects culturels des

mouvements sociaux qui résument bien notre perspective: la formation et l'activation des identités collectives permettant la mobilisation; la place des idéologies; et la nature des organisations et du sens pour les participants.

En anthropologie, l'étude des mouvements sociaux comme objet de recherche défini est en chantier (Gibb, 2001), mais il faut noter, comme le souligne Nash (2005), que les anthropologues, avec leur intérêt pour les phénomènes de marge en sont des observateurs privilégiés. De plus, avec l'intérêt pour la culture des études sur les mouvements sociaux s'intègre bien avec la volonté de description holistique des anthropologues et leurs intérêts pour les domaines culturel et symbolique. Récemment, Nash (2005) a d'ailleurs édité le premier *reader* sur les mouvements sociaux en anthropologie qui est divisé en quatre grands thèmes : la recomposition de la société civile, les mouvements séculaires et fondamentalistes, la déterritorialisation et la politique et, finalement, l'individu et le cosmopolitisme. C'est dans la dernière thématique que sont d'ailleurs introduits les phénomènes de questionnements moraux du commerce équitable devant la marchandisation capitaliste (Grimes, 2005) et l'utilisation des discours et symboles culturels par les mouvements locaux et les ONG (Albro, 2005), des éléments qui rejoignent notre questionnement. Aussi, en 2005, la revue québécoise *Anthropologies et Sociétés* a publié un numéro sur la mouvance altermondialiste intitulé *Altermondialisation, quelles alterités?* Ce numéro, sous la direction de M. Boulianne, a présenté plusieurs études de cas sur cette mouvance : le mouvement du commerce équitable (Lemay, 2005), les Dalits (Hardtmann, 2005), le mouvement paysan (Deléage, 2005) et le mouvement féministe (Beauzamy, 2005). Il démontre bien l'intérêt pour l'anthropologie quant aux questions des mouvements sociaux transnationaux.

L'auteur qui a le plus développé la thématique culturelle en lien avec les mouvement sociaux est Escobar (1992 et 1998), qui en a traité principalement pour l'Amérique latine. Selon lui, les luttes que les mouvements mènent sont culturelles puisqu'elles concernent tant le sens que les conditions matérielles (1992 :69). La culture devient alors politisée: "Culture is political because meanings are constitutive of processes that, implicitly or explicitly, seek to redefine social power. That is, when movements deploy alternative conceptions of women, nature, race, economy, democracy or citizenship that unsettle dominant cultural meanings" (1998: 7). Cette orientation place la culture au centre de luttes pour la redéfinition des paramètres du pouvoir plutôt que pour sa conquête et ce, dans trois arènes : la pratique de la vie quotidienne;

la lutte pour l'historicité et la remise en question symbolique des codes culturels par la création d'espaces créatifs; la culture populaire comme source de symboles socioculturels que les mouvements peuvent se réapproprier et réinterpréter (Escobar, 1992 : 70-74). Sa conception de la culture amalgame les perspectives la considérant comme un système de sens et celles la localisant dans une série de pratiques (Escobar, 1998 : 3). Cette notion va donc au-delà des perspectives poststructuralistes et matérialistes en la situant à la fois dans des discours politiques et des réalités matérielles : selon Escobar (1998 : 5), les mouvements sociaux constituent un lieu d'étude privilégié de la fusion du culturel et du politique, laquelle se manifeste dans des pratiques.

Plus généralement, l'introduction de questions culturelles dans l'étude des mouvements sociaux a favorisé l'apparition de plusieurs conceptions : de la vision purement discursive de Laclau et Mouffe (1985) aux perspectives plus matérialistes de Epstein (1990) en passant par des visions qui articulent ces deux pôles chez Escobar (1998) et Melucci (1996). Ces deux derniers auteurs sont en fait centraux dans le développement de notre cadre conceptuel. Alors que Melucci (1996) a introduit les transformations générales des sociétés vers l'informationnel et les luttes articulées autour des codes culturels qui sont portées par les nouveaux mouvements sociaux, Escobar (1998) a été utilisé pour poursuivre la route jusqu'au sein des mouvements et leurs lieux d'action en insistant sur la pratique comme lieu de localisation de la culture et des productions culturelles. En fait, on pourrait dire qu'Escobar a développé les thèses de Melucci sur l'action latente en plus de l'inscrire dans un contexte de transnationalisation et d'articulation du local et du global. Bref, les nouveaux mouvements sociaux, dans une lutte autour des codes culturels dominants dans un champ particulier (économique ou démocratique, par exemple) et qui donnent forme à l'organisation sociale, mettraient de l'avant une production culturelle par l'action collective et symbolique. Cette création d'un sens alternatif commun, par l'action latente ou de visibilité, s'articule dans un processus dynamique de création d'une identité collective négociée et contestée ainsi que d'affrontements et influences réciproques avec les codes dominants⁵⁷. La question culturelle est ainsi située dans des pratiques, des discours, des relations et une réalité matérielle et historique précise.

⁵⁷ Voir le schéma en annexe 2.1.

Culture et nouveaux mouvements sociaux : synthèse et débats

La culture est un concept problématique et complexe, parfois galvaudé ou étriqué, mais pour lequel l'anthropologie a développé une certaine expertise. Deux grandes visions de la culture se sont historiquement opposées : la vision individualiste de Weber, qui la caractérise par un ensemble de valeurs internalisées et partagées entre les individus, et celle collectiviste de Durkheim, qui la définit dans une perspective de représentations collectives (Swindler, 1995 : 25-26). La vision wébérienne de la culture s'est incarnée, par exemple, dans les théories qui la considèrent comme un système de symboles publics et partagés qui constituent des conceptions du monde et des façons d'évoluer que les membres d'une société doivent posséder afin d'être en mesure d'agir en son sein (Jonhston et Klandermans, 1995 : 6). Cette vision systémique de la culture comme entité délimitée (*bounded*) est cependant critiquée par des auteurs qui insistent sur les lacunes et fissures d'un système culturel dominant, ce qui permettrait l'élaboration de cultures militantes ou contestataires par exemple (idem : 7). Dans cette perspective, on affirme que l'individu « crée » (*perform*) la culture en appliquant des cadres d'interprétation (*frames*) aux situations vécues et que les mouvements sociaux ne sont pas que façonnés par la culture mais ont néanmoins la possibilité de la transformer : la culture devient alors un concept négocié et contesté (Klandermans et Jonhston, 1995 : 8-9). Enfin, la culture comme objet de lutte pour les mouvements sociaux serait collective, contestée et traversée de relations de pouvoir. Un raisonnement semblable peut être appliqué au mouvement social, c'est-à-dire que sa création culturelle est elle-même un objet négocié par les membres et non une unité figée.

Au-delà des tensions entre les approches collectives et individuelles de la culture, la relation entre la culture et les conditions matérielles est également pertinente dans l'étude des mouvements sociaux. Le tournant culturaliste de l'étude des mouvements sociaux a introduit une critique de l'essentialisme de classe d'un certain matérialisme historique⁵⁸, mais l'utilisation de la culture se fait parfois selon une approche uniquement discursive, symbolique ou dé-historicisée. Roseberry (1991 : 22) affirme que le dualisme

⁵⁸ Avec la remise en question de la notion de classe ouvrière comme acteur central au mouvement, certains auteurs ont plutôt ciblé la classe moyenne professionnelle plutôt que la classe ouvrière comme agent militant, tandis que d'autres ont toutefois tenté d'établir un pont théorique entre les études culturalistes et la notion de classe chez les mouvements sociaux. Par exemple, Adam (1993 : 326) mentionne que malgré des luttes identitaires et quotidiennes/privées, les mouvements adressent encore des questions d'économie politique. Rose (1997), quant à lui, essaie de faire le lien entre la culture et la classe en affirmant que les différentes classes sociales ne constituent pas des mondes culturels isolés, mais des espaces constitués historiquement et ouverts aux influences réciproques qui influencent la forme plus que le contenu des mouvements.

matérialité/culture est un faux débat puisque ces deux tangentes théoriques ont un point en commun : « [...] both emphasize meaningful action and recognize that actions are shaped by the meaning people bring to them even as the meanings are also shaped by the actions ». Selon lui, une approche matérialiste ne peut considérer que la conscience émerge d'une seule situation matérielle, puisque la culture est à la fois constituée socialement et constitutive du social (idem : 30). Enfin, il (idem : 30-31) mentionne qu'une réinscription de la culture dans une perspective matérielle, comme sens et expérience, doit se faire en insistant sur le fait qu'elle est produite ou mise en forme au sein d'un contexte porteur d'inégalités et de dynamiques de pouvoir/domination.

La volonté d'inscrire la culture dans une réalité historique est déjà bien ancrée au sein du paradigme NMS, qui situe le facteur d'émergence des nouveaux mouvements dans les grandes transformations structurelles contemporaines. Par contre, comme le mentionne Harp (1991), l'un des défis de cette approche est de ne pas insister uniquement sur les grands processus au détriment de la pratique et de l'agencéité humaine. Roseberry (1988 : 172) affirme que ce dualisme entre structure et agencéité peut être transcendé par l'étude de l'activité humaine dans un contexte historiquement constitué d'activités antérieures qui permettent aussi aux acteurs d'exercer des pressions sur la direction des activités futures. Dans cette optique, l'étude de la construction de codes culturels alternatifs doit être appréhendée par celle de la pratique. Melucci (1996) mentionne d'ailleurs que l'étude des mouvements sociaux et de la création d'une identité collective doit se faire dans l'observation de l'action, pour dépasser le dualisme entre culture et matérialité. Ces actions/pratiques et discours seront donc des éléments constitutifs du processus historique, tel que le précise Gledhill (2000 : 193) : «[...] I have shown how the production and inner logic of discursive constructions can be related to historical processes and how the selection of particular constructions over others can be understood in terms of the practice of every day life».

2.2. LE CONTEXTE CONTEMPORAIN D'ÉVOLUTION DES MOUVEMENTS SOCIAUX : MONDIALISATION, GLOBALISATION ET TRANSNATIONALISATION

Si dans la première section nous nous sommes penché sur les diverses théories relatives aux mouvements sociaux, nous développerons maintenant les aspects liés au contexte contemporain, qui permettent de comprendre la transnationalisation des mouvements sociaux.

En effet, ces mouvements agissent actuellement sur une scène de plus en plus ouverte qui favorise la création de liens et de projets transnationaux entre les acteurs. Comprendre les éléments qui caractérisent ce contexte nous permettra alors de mieux situer nos objets d'études et d'introduire les questions particulières qui nous intéressent.

Nous conceptualiserons le contexte à partir de deux éléments structurants que nous distinguerons : la mondialisation et la globalisation⁵⁹. Le premier réfère à : « l'extension de ces relations et de ces échanges internationaux et transnationaux à l'échelle du monde, conséquence de la rapidité toujours croissante des transports et des communications dans la civilisation contemporaine » (Rocher, 2001 : 19), un phénomène principalement géographique, économique et socioculturel. De son côté, la globalisation est plutôt associée à : « l'émergence d'un système monde au-delà des relations internationales, au-delà de la mondialisation, un fait social total au sens propre du terme, un référent en soi » (idem : 19). C'est aussi un processus ayant une tendance globalisante qui connaît une expansion géographique, mais qui s'infiltré aussi graduellement dans les diverses sphères de la vie des populations. Cette division conceptuelle nous permet de distinguer, pour l'étude des mouvements sociaux transnationaux, le contexte d'émergence et les éléments de contentieux. Par exemple, les mouvements de l'anti(alter)mondialisation⁶⁰ participent aux processus de mondialisation, mais s'inscrivent en contre-pouvoirs des effets de la globalisation.

2.2.1 Le contexte d'action : (post)modernité, mondialisation et transnationalisme

Au cœur de la transformation contemporaine réside un débat sur la transition du modernisme comme organisateur des sociétés vers une condition post-moderne (rupture) ou hypermoderne (approfondissement). Harvey (1989 : 9) circonscrit ainsi le modernisme : « Generally perceived as positivistic, technocentric, and rationalistic, universal modernism has been identified with the belief in linear progress, absolute truth, the rational planning of ideal orders and the standardization of knowledge and production ». Le passage introduit une remise en question du projet idéologique de la modernité, entre autres, par des modifications de l'organisation politique, des relations interculturelles, de la construction identitaire et du «

⁵⁹ La langue française nous offre une possibilité de distinction conceptuelle que la langue anglaise n'offre pas, le terme *globalization* étant utilisé comme concept générique décrivant l'entière du processus.

⁶⁰ Dans la littérature sur le sujet, on utilise le terme d'altermondialisation/altermondialisme pour parler de cette mouvance. Nous ferons de même dans notre thèse, mais en soulignant que cette mouvance s'attaque plus aux processus de la globalisation que de la mondialisation.

rapport au monde »⁶¹. Harvey (1989 : 40-59) relie la transition vers la postmodernité à une transformation des conceptions de l'espace vers une approche différenciée et éclectique; à une remise en cause des identités homogénéisantes⁶² associées à la nation ou à la classe sociale; à un questionnement de l'utopie universalisante et technocratique du progrès vers une fragmentation hétérotopique ainsi qu'une réappropriation de la parole qui s'est manifestée dans les théories déconstructionnistes; et à l'éclatement de l'horizon temporel, par l'émergence de préoccupations liées à l'instantanéité et à l'image. Au cœur de cette transformation réside une mutation de l'espace/temps caractéristique de la modernité et une modification conséquente de notre rapport au monde dans un contexte de mise en proximité.

Au centre de l'analyse du contexte contemporain de mondialisation réside l'idée de compression de l'espace-temps⁶³. Harvey (1989) affirme que cette transition est définie par un passage vers un ordre spatio-temporel supporté par les transformations économiques et technologiques permettant la flexibilisation⁶⁴ :

I use the word compression because a strong case can be made that the history of capitalism has been characterized by speed-up in the pace of life, while so overcoming spatial barriers that the world sometimes seems to collapse inwards upon us. The time taken to traverse space and the way we commonly represent that fact to ourselves are useful indicators of the kind of phenomena I have in mind. As space appears to shrink to a global village of telecommunications and a spaceship earth of economic and ecological interdependencies and as time horizons shorten to the point where the present is all there is, so we have to learn how to cope with an overwhelming sense of compression of our spatial and temporal worlds (idem : 240).

⁶¹ Au centre du projet moderne, se retrouvaient divers éléments qui seront transformés par le passage à la condition post-moderne : le système international basé sur la primauté de l'État-nation hérité du traité de Westphalie (1648), la notion d'une identité nationale associée au territoire géopolitique de l'État, une organisation technocratique et rationaliste de l'espace et l'idée d'évolution linéaire.

⁶² Selon Friedman (1993: 240), la modernisation s'est appuyée sur trois processus : l'exploration et la domination de larges parties du globe et leur intégration dans le centre européen, la commercialisation et la transformation industrielle et la désintégration des formes traditionnelles d'organisation sociale (*Idem* : 242-243).

⁶³ Deux auteurs principaux sont au centre de la théorisation de la modification des notions de temps et d'espace : Harvey (1989), qui avance la notion de compression de l'espace-temps et Giddens (1990 -cité dans Harris, 2002) qui parle plutôt de la distanciation des deux éléments. Nous préférons la première notion à la seconde puisque l'idée de distanciation implique une dissociation graduelle des deux notions qui nous paraît moins appropriée que l'idée d'une compression produisant un effet géographique de mise en proximité.

⁶⁴ Il parle aussi de passage vers l'organisation de la production post-fordiste et reliée à une nouvelle esthétique postmoderne, puisque, selon lui, les conceptions de l'espace et du temps sont nécessairement créées par les pratiques et processus qui servent à reproduire la vie sociale (Harvey, 1989 : 204). Ainsi, il avance que le modernisme a porté une vision de l'espace et du temps selon laquelle l'organisation de l'espace devenait un problème majeur étant donné qu'il en est venu à dominer le temps, alors que les transformations structurelles des dernières années ont remis en question cette conception moderne, ce qui expliquerait l'avènement d'une (re)conceptualisation de la catégorie de l'espace-temps associée au post-modernisme (*idem* : 201).

L'idée de mise en proximité contemporaine a été théorisée notamment par Roland Robertson (1992 : 8)⁶⁵ qui définit la mondialisation ainsi : «[Globalization] as a concept refers both to the compression of the world and *the intensification of consciousness of the world as a whole [nous soulignons]*». Par contre, le sentiment de proximité induit par la mondialisation est aussi un processus contradictoire porté par un accroissement des inégalités, tel que l'affirme Ferguson (2002 : 143) : “Globalization is not simply a process that links together the world but also one that differentiates it. It creates new inequalities even as it brings into being new commonalities and lines of communication. And it creates new up-to-date ways not only of connecting places but of bypassing and ignoring them”. Bref, malgré une plus grande capacité à la rencontre entre individus et groupes éloignés, il reste que de fortes inégalités se maintiennent, ou sont accentuées par le phénomène, rendant ainsi la rencontre difficile. Cette mise en relation est illustrée par la multiplication des flux transnationaux qui, selon certains, marqueraient un certain retrait de l'État-nation (Appadurai, 1996). Ce transnationalisme constitue l'un des phénomènes centraux de la mondialisation dans laquelle s'inscrivent les mouvements sociaux, mais il est toutefois défini comme un processus restreint de celle-ci : “Transnationalism overlaps globalization but typically has a more limited purview. Whereas global processes are largely decentred from specific national territories and take place in global space, transnational processes are anchored in and transcend one or more nation-states” (Kearney, 1995: 548). La transnationalisation est donc basée sur la multiplication des flux (humains, matériels, économiques, etc.) transcendant les frontières, mais dont l'origine/aboutissement reste ancré dans les divers territoires nationaux, un lieu précis⁶⁶. Donc, au cœur de cette dynamique s'insère la notion de circulation, qui selon Tsing (2002 : 471) serait le marqueur de nouveauté de l'époque contemporaine⁶⁷.

Cette articulation des notions de flux et de lieu a été un sujet important de réflexion. Par exemple, Sassen (2000 : 217) nuance des éléments de certains auteurs quant à la compression de l'espace/temps, en affirmant que la mondialisation peut être conçue comme contenant une

⁶⁵ Il faut toutefois mentionner que Robertson ne perçoit pas la période contemporaine comme une rupture, mais considère l'histoire comme une série de mini-globalisations et situe la période actuelle en continuité historique avec quatre «étapes» précédentes commencées au 15^{ème} siècle et aboutissant aujourd'hui à ce qu'il appelle la phase de l'incertitude, ayant débuté vers la fin des années 1960 et qui démontre certaines tendances à la crise depuis les années 1990 (Voir Robertson, 1992, chapitre 3).

⁶⁶ Par exemple, Auger (1992) distingue le lieu, où s'inscrivent dans l'espace ceux qui y habitent, du non-lieu en soulignant que ces derniers sont des espaces de transit sans dynamiques relationnelles, identitaires ou historiques.

⁶⁷ Deux auteurs importants ont travaillé cette notion de flux : Appadurai (1996) avec sa notion de *scapes* et Castells (1998) avec celle de la société informationnelle établie en réseaux.

dynamique à la fois de mobilité et de fixité. D'ailleurs, devant la constitution d'un espace global échappant aux pouvoirs politiques et face à la multiplication des hyper-espaces de transition, on parle de reconstitution des relations de pouvoir autour des combats visant à réorganiser certaines bases spatiales, une réappropriation du lieu (Harvey, 1989 -cité dans Kearney, 1995 : 553). Alors que certaines théories de la mondialisation et du transnationalisme font abstraction de la notion de lieu ou encore l'associent à la tradition ou l'enracinement, Escobar (2001 : 147) a poussé cette réflexion en introduisant plutôt une notion d'un sens global du lieu selon lequel les personnes le construisent même lorsqu'elles participent à des réseaux trans-locaux : « People continue to construct some sort of boundaries around their places, however permeable, and to be grounded in local socio-natural practices, no matter how changing and hybridized those grounds and practices might turn out to be ». Le lieu (*place*) devient donc un endroit de rencontre ouvert plutôt qu'un espace hermétiquement constitué et le local et le global sont plutôt associés à des processus (idem : 152). Par les phénomènes de transnationalisme et de mondialisation est donc introduit une transformation de la notion de lieu, mais non pas son annihilation comme certains auteurs semblent l'avancer en n'insistant que sur la notion d'espace. Cette conception de la mondialisation nous permet alors d'étudier les phénomènes et flux transnationaux dans une optique de rencontre et d'hybridation d'acteurs situés, évoluant dans un contexte de multiplication des réseaux trans-locaux. Par exemple, le mouvement de commerce équitable n'évolue pas dans un espace transnational abstrait, mais constitue plutôt la mise en relation d'acteurs localisés et la création de nouvelles échelles d'action.

2.2.2. Théories des mouvements sociaux transnationaux

Un phénomène particulièrement intéressant s'inscrit dans la dynamique décrite auparavant, soit l'émergence et la multiplication des mouvements sociaux à caractère transnational⁶⁸. Les dernières notions présentées d'espace/lieu/échelle apparaissent comme centrales à l'étude de ces mouvements qui se caractérisent principalement par leur capacité à déplacer leurs actions d'une échelle à l'autre (du local au national, à l'international, au transnational) (Ribeiro, 1998 : 335). Slater (1998 : 380) mentionne que le qualificatif de « nomades du présent » donné par Melucci (1989) décrit bien cet esprit de fluidité et de flexibilité dans lequel des archipels de résistance se connectent à travers l'espace transnational, mais en demeurant

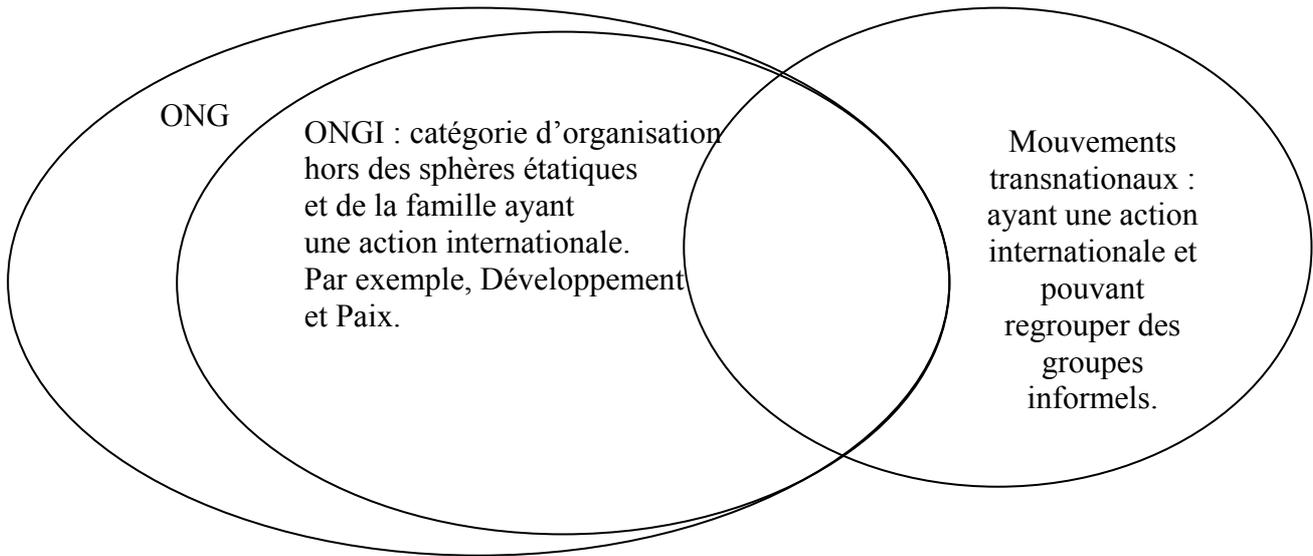
⁶⁸ Par exemple, en ce qui concerne les ONGI en général, Held et McGrew (2000) affirment que celles-ci étaient au nombre de 176 en 1909, alors qu'au milieu des années 1990, il y avait plus de 260 organismes intergouvernementaux et 5500 ONGI (p.11).

ancrés dans un contexte régional ou local. Afin de cibler ce phénomène, il procède à la distinction entre la politique (*politics*) et le politique (*political*), la première référant à un espace public particulier, tandis que le second, comme relation, peut se développer sans être lié aux frontières institutionnelles de la politique -bien que celles-ci agissent comme médiatrices de l'action (idem : 388-389). Ainsi, les mouvements sociaux agissent dans un espace relationnel construit à partir d'une dynamique entre processus globaux, locaux, régionaux ou nationaux qui viennent modifier les notions de lieux et de localité : l'espace local devient de plus en plus contraint par les forces extra-locales, mais le lieu demeure aussi l'endroit privilégié d'expérimentation de nouvelles formes de développement (Pendras, 2002 : 830) et d'expériences partagées à partir desquelles le domaine social se construit (Escobar, 2001 : 150). Les actions des mouvements sociaux transnationaux leur permettent d'élaborer de nouveaux espaces autonomes des frontières étatiques et structurés autour des réseaux d'acteurs rassemblés par des objectifs et griefs communs, mais séparés géographiquement par la distance physique⁶⁹ (Cunningham, 2000 : 593). Par exemple, la thèse de Larose (2000) sur la transnationalisation des mouvements syndicaux et écologistes montre les différences de vision selon les échelles; les pratiques divergentes des groupes syndicaux et les valeurs différentes ont fait que le mouvement s'est heurté à plusieurs obstacles. La pratique de ces mouvements devient alors particulière dans un tel contexte d'enracinement et de mobilité simultanés. Routledge (2000 : 31) mentionne deux types d'activités propres à ces mouvements s'inscrivant dans cette dynamique : les *actions locales globalisées*, qui sont des initiatives qui prennent place simultanément ou non dans divers lieux du globe, et les *actions globales localisées*, lors desquelles différents mouvements se coordonnent autour d'une problématique ou d'un lieu particulier. Dans le cas qui nous occupe, le commerce équitable peut être considéré comme un amalgame de ces deux types d'activités puisque les acteurs agissent simultanément à divers endroits sur la planète (revendications pour un commerce plus juste, pour des pratiques agricoles écologiques, pour le droit des travailleurs agricoles) et que le réseau est aussi organisé autour de la coordination de divers groupes autour d'une problématique commune relative au commerce international.

⁶⁹ Certains ont parlé des nouvelles technologies de la communication comme facteur de rapprochement des acteurs, mais nous croyons que cette idée doit être nuancée. Par exemple, Diani (1999) affirme pour un cas d'étude dans la région de San Francisco que ces technologies (groupes de discussion sur internet) étaient utiles lorsque des communautés existaient derrière et moins pour la création de nouveaux groupes, c'est-à-dire que les relations face-à-face restent primordiales et contraintes aux problématiques de la distance géographique entre les acteurs.

En ce qui concerne la théorisation de l'émergence et des activités des mouvements sociaux transnationaux, elle a surtout été le fait de la sociologie et de la science politique. Généralement, les auteurs utilisaient les cadres théoriques des mouvements sociaux nationaux et procédaient par extension à l'analyse des activités transnationales. Cependant, au cours des dernières années, certains efforts ont été consacrés à une théorisation particulière de ces mouvements pour lesquels un certain nombre de concepts et de définitions ont été développés. Tout d'abord, Khagram, Riker et Sikkink (2002) distinguent quatre types d'acteurs collectifs transnationaux : les ONGI, définies comme des groupes privés, volontaires et à but non lucratif, présents dans au moins trois pays et dont l'objectif est d'influencer pour un changement social; les réseaux transnationaux de plaidoyers (*advocacy networks*), qui sont un groupe d'acteurs de différents pays liés par des valeurs communes, des échanges d'information et de services ainsi qu'un discours commun; les coalitions/campagnes transnationales, qui consistent en des ensembles de stratégies et de tactiques communes de l'action collective et les mouvements sociaux transnationaux qui sont constitués par un ensemble d'acteurs possédant des objectifs et des solidarités communes allant au-delà des frontières nationales et qui ont la capacité de coordonner et de générer une mobilisation sociale dans plus d'un pays. Selon Kriesberg (1996 : 13), il faut distinguer les ONG comme catégorie générale regroupant les ONG internationales (ONGI) à l'intersection de laquelle sont situés les mouvements sociaux transnationaux. L'auteur distingue les ONGI des MST par le fait que les premières reflètent et renforcent le statu quo alors que les derniers cherchent à induire un changement : « In other words, TSMOs are INGOs that work specifically for some social or political change and operate an international office or secretariat to serve a membership active in more than two states» (1996 :12). Les deux séries de définitions sont, selon nous, présentées de façon plutôt vague, mais certaines caractéristiques communes ressortent de celles-ci : les mouvements sociaux transnationaux agissent dans plus de deux pays, ils sont organisés sous forme de réseaux parfois officiels, ils font partie d'un secteur non-gouvernemental, ils mettent en relation des acteurs de diverses nationalités dans l'élaboration de stratégies et de buts communs orientés vers un changement désiré; ils ont émergé dans un contexte de mondialisation et leurs activités sont favorisées par celui-ci. Nous croyons donc, de notre côté, que les ONGI et les MST sont deux catégories qui se rejoignent, mais qui sont distinctes, tel que le montre le schéma 2.1 développé par Kriesberg (1996).

Schéma 2.1 : ONGI et MST



Adapté de Kriesberg (1996 : 13)

En fait, l'élément de distinction principal entre ONG et MST est le côté informel des derniers, alors que les ONG possèdent un statut légal associatif et à but non lucratif. Ainsi, les deux catégories se rejoignent partiellement et il est de plus en plus difficile, d'ailleurs, de les distinguer puisque plusieurs ONG font aussi des campagnes de sensibilisation et que des MST s'impliquent dans de projets à composante économique et se formalisent.

Relativement au contexte d'émergence et d'action de ces mouvements, la plupart des auteurs les situent dans une double relation selon laquelle leur apparition et leur capacité d'action sont liées aux phénomènes de la mondialisation⁷⁰ alors qu'ils participent eux-mêmes à celle-ci (Khagram, Riker et Sikkink, 2002 ; Kriesberg, 1996 ; Ribeiro, 1998; Routledge, 2000; Soyez, 2000). En ce qui concerne le contexte plus particulier d'émergence, les auteurs pointent différents facteurs relatifs à la mondialisation tel que la compression de l'espace-temps et la conscience accrue d'une appartenance à un monde commun (l'Humanité de Robertson, 1992) (Soyez, 2000 : 9). Ce contexte est aussi supporté par des transformations politiques facilitant

⁷⁰ Par contre, la thèse de Larose (2000) démontre qu'il n'existe pas de lien de causalité automatique entre l'émergence d'opportunités politiques transnationales et la transnationalisation d'un mouvement social. Aussi, certaines racines historiques, expliquant le contexte actuel, sont aussi mentionnées. Par exemple, Keck et Sikkink (1998 : 2) affirment que les mouvements actuels tiennent leurs bases dans les activités de certains mouvements historiques, tel celui pour l'abolition de l'esclavage ou celui pour le suffrage des femmes ou, encore, dans les mouvements contemporains agissant sur les questions relatives aux droits humains, aux droits des femmes et à l'environnement. D'ailleurs, ce dernier mouvement est probablement l'un des précurseurs les plus représentatifs de l'esprit du transnationalisme puisqu'il fut fondé sur l'idée d'un destin commun à l'humanité face aux problèmes écologiques qui transcendent les frontières.

les activités de ces mouvements : la diffusion de la démocratie, qui ouvre des structures d'opportunités⁷¹ jadis absentes pour les mouvements locaux et qui leur permet d'établir des contacts transfrontaliers; l'intégration croissante du monde, qui fait en sorte que certains problèmes, considérés auparavant comme locaux, se transnationalisent et la prolifération d'organisations politiques à caractère international et transnational qui portent certaines problématiques à une échelle surpassant l'État-Nation (Kriesberg, 1996). La transnationalisation a été décrite principalement par un schéma classique de structures d'opportunités. Par exemple, Keck et Sikkink (1998 :12) affirment que ce type de mouvement a des chances de se développer si les canaux de transmission entre les groupes locaux et le gouvernement sont bloqués, si les activistes croient que le réseautage international va avantager leur campagne ou si des événements internationaux particuliers (conférences, sommets, etc.) créent une occasion de contact et de formation de réseaux pour les mouvements.

Par contre, dans un récent livre, Tarrow (2005 : 42) va plus loin dans le développement conceptuel de ces mouvements. En effet, il étudie le processus de transnationalisation des pratiques des mouvements sociaux par l'idée de cosmopolites ancrés et d'activistes transnationaux comme éléments porteurs de cette expansion des mouvements. Ainsi, au-delà des transformations ayant facilité la transnationalisation des pratiques, il s'attarde plutôt sur le processus concret porté par les acteurs des mouvements sociaux. Le premier concept réfère à des individus en mouvement, mais ancrés dans l'espace local : "As cosmopolitans move physically and cognitively outside their origins, they continue to be linked to place, to the social networks that inhabit that space, and to the resources, experiences and opportunities that place provides them with". Subséquemment, l'idée d'activistes transnationaux est un sous-groupe de cosmopolites ancrés (individus ou groupes) qui mobilise à la fois des ressources locales et internationales et profite des opportunités pour faire avancer la cause (idem : 43). En fait elle souligne plus précisément que l'on n'assiste pas à la création d'acteurs transnationaux détachés de leur territoire d'appartenance, mais plutôt à l'existence d'individus ou de groupes capables de combiner les ressources locales et internationales dans leur action, ce qui rejoint l'idée d'une catégorie particulière d'activismes transfrontalier avancé par Keck et Sikkink (1998) (idem : 43).

⁷¹ Par contre, certains auteurs soutenant une thèse transnationaliste forte basée sur les écrits de Rosenau (1990) mentionnent que le concept de mouvement social s'applique aux dynamiques nationales alors que le contexte de transnationalisme favorise l'utilisation du terme ONG.

En ce qui concerne les activités de ces mouvements, Alger (1996 : 262) mentionne certaines catégories telles la création et l'activation de réseaux globaux ou la participation dans l'arène multinationale, mais aussi celle du développement local. Par exemple, nous pouvons alors situer le commerce équitable dans les activités de développement local, en plus des actes de revendication pour un commerce plus juste qui sont conduits au niveau des États, des organismes régionaux et internationaux. Soyez (2002 : 9-11) discute aussi des activités en mentionnant les activités de thématisation (*theming*) des problématiques par leur introduction dans l'agenda politique; la construction de cadres de d'interprétation (*framing*); le réseautage qui lie simultanément de multiples localités, le renforcement des capacités des acteurs par la création de réseaux et l'exposition de certaines faiblesses des adversaires visés. Tarrow (2005 : 63) développe plus fortement cette idée de cadres d'interprétation globaux qui procède de l'internationalisation des débats/revendications domestiques par les processus classiques d'alignement des cadres (*frame bridging, transformation, etc*) qui mène jusqu'au concept de cadrage global. Elle souligne d'ailleurs que la mondialisation possède un potentiel important de création de pont entre les cadres (*frame bridging*), tel que l'illustrent les forums sociaux mondiaux, en plus d'offrir de nouvelles cibles communes (OMC, FMI, firmes multinationales, etc).

2.2.3 Le processus en litige : du développement à la globalisation

Jusqu'à maintenant, nous avons présenté le contexte de mondialisation qui permet d'expliquer l'émergence et le cadre d'action des mouvements sociaux transnationaux. Nous devons maintenant nous attarder aux phénomènes de la globalisation économique comme transformations de l'organisation de la production, des échanges internationaux et des pratiques de développement, l'élément en litige pour la mouvance altermondialiste. Elle peut être conceptualisée comme une transition d'une organisation fordiste à post-fordiste de l'économie. Kieley (1998 : 97) situe le summum de l'organisation fordiste (*high fordism*) dans la période entre 1945 à 1973 et affirme qu'elle était basée sur la production de masse de produits standardisés, sur une organisation du travail élaborée autour de la séparation minutieuse des tâches avec de la machinerie spécialisée et qu'elle était orientée dans une optique de conquête d'un marché national protégé de la compétition étrangère. Ainsi, cette période se caractérise principalement par l'existence d'une production de masse visant un marché national organisé par l'État-providence qui apportait un support tant aux secteurs

qu'aux individus en difficulté (les programmes d'investissements publics ou les systèmes universels de protection sociale). Cette organisation économique, inscrite dans le projet de la modernité, était centrée sur l'État-nation comme élément organisateur et référent identitaire principal. Ce compromis keynésien/fordiste s'est manifesté internationalement par la constitution d'un système économique multilatéral visant à contrôler et à superviser les déséquilibres possibles⁷². On a alors vu apparaître l'idée de développement qui est synthétisée par McMichael (1996 : 26) :

[...] The development project was a political strategy to institute nationally managed economic growth as a replicable pattern across the expanding system of states in the post World-War II world order; the paradigm of developmentalism offered a broadly acceptable interpretation of how to organize states and international institutions around the goal of maximising national welfare via technological advances.

Le développement, tant par son aspect international que national, peut être conçu comme l'idéologie au cœur de l'économie politique fordiste et keynésienne de l'après-guerre. Au cœur des théories du développement réside celle de la modernisation, illustrée par les cinq étapes de la croissance de Rostow (1959), et selon laquelle ce processus est perçu en termes évolutifs comme étant porté par le déploiement de nouvelles technologies à usage qualifié d'universel (Gardner et Lewis, 1996 : 12). L'anthropologie s'est d'ailleurs spécialisée dans l'analyse et surtout dans la critique de ce projet positionné en continuité historique, ou du moins idéologique, avec les grands mythes/prophéties civilisateurs ou coloniaux précédents (Rist, 1996). Ces activités, tout comme celles de l'État keynésien, sont toutes les deux entrées en crise au tournant des années 1970 qui marqueront le passage du projet de développement à celui de la globalisation économique.

La fin de la première décennie des Nations Unies pour le développement (1961-71) coïncida avec le constat d'échec du projet, du système de Bretton Woods (fin du régime des taux de change fixes en 1971 et première crise énergétique), ainsi que l'émergence d'une crise fiscale au sein des États sociaux-démocrates provoquée ou aggravée par la stagflation puis diverses récessions qui ont marqué les années 1980 (Nef et Robles, 2000 : 29). Cette crise

⁷² Le système de Bretton Woods, établi lors de l'après-guerre, a été structuré par une volonté de contrôler les fluctuations monétaires (la mise sur pied du Fond Monétaire International (FMI) en 1947 et l'utilisation d'un système de taux de change fixe), de favoriser la construction d'un système commercial multilatéral (le GATT en 1947 -l'OMC depuis les accords de Marrakech en 1994), de favoriser la stabilité politique par le biais d'un forum multilatéral (l'ONU et ses divers organismes) et de travailler à la croissance économique des différents pays situés hors de l'emprise du monde soviétique (le Plan Marshall et la BIRD (BM) en furent les deux incarnations).

économique, qui durera jusqu'à une certaine consolidation du système post-fordiste de globalisation dans les années 1990, est au cœur de ce que McMichael (1996) appelle la transition du projet du développement vers celui de la globalisation. Un des premiers éléments de ce passage se manifeste dans la sphère de l'organisation du travail tel que le soulève Storper (1991 : 107) lorsqu'il mentionne le passage d'une organisation de la production fordiste vers la flexibilisation qui :

Refers to forms of production characterized by a well-developed ability both to shift promptly from one process and/or product configuration to another (dynamic flexibility) and to adjust quantities of output rapidly up or down over the short run without any strongly deleterious effects on levels of efficiency (static flexibility) (Cité dans Kiely, 1998: 98).

Cette flexibilisation a remis en cause la gestion territoriale de l'économie et la notion d'État interventionniste pour les remplacer par des critères internationaux d'austérité fiscale⁷³, ce qui est associé à l'apparition du projet globaliste (McMichael, 1996 : 26). La graduelle prise de position hégémonique de cette perspective s'est développée dans le contexte de l'émergence d'une idéologie associée à la « nouvelle droite » (néolibérale), qui sera porteuse du déracinement du marché des institutions sociales⁷⁴ propre à l'ère post-développement. Cette idéologie s'articule autour de la remise en cause du compromis social keynésien (entre les États, les travailleurs et le capital) qui reposait sur la régulation économique et l'enracinement dans les communautés (locales ou nationales) (Laxer, 1995 : 294-295)⁷⁵. Le projet globaliste a aussi conservé l'aspect téléologique du modernisme: « Globalization project of hyperglobalizers is based in part upon the simple premise that globalization is a natural, unidirectional process that has to be facilitated to be achieved all the sooner for the benefit of humanity » (Lloyd, 2000: 244). Bref, le concept de globalisation est constitué fondamentalement par la multiplication des échanges économiques internationaux (le

⁷³ Pensons aux programmes d'ajustements structurels du FMI ou des simples cotes de crédit données aux États par des firmes privées (*Standard and Poors*, par exemple) dont les standards agissent sur la capacité d'endettement des États, donc sur leur aptitude à mettre certaines politiques ou programmes en place.

⁷⁴ Le dernier élément de cette transition est le déracinement du marché des contextes sociaux et politiques, tel que l'affirment Nef et Robles (2000 : 37) lorsqu'ils mentionnent la priorité mise sur le rôle du marchand plutôt que sur celui du Prince, ignorant ainsi le citoyen. Certains auteurs ont analysé ce processus en utilisant des constats faits par Polanyi (1944) quand il mentionnait que les marchés se dissocient progressivement des institutions qui assurent leur mise en place et leur développement. Par exemple, Altvater et Mahnkopf (1997 : 322) affirment que la transition vers la globalisation peut être conçue comme un processus pour lequel le marché est considéré comme une utopie (ou une idéologie portée par le néolibéralisme), mais prenant forme dans diverses institutions dont les principales sont celles à caractère multinational, tels le FMI, la BM ou l'OMC.

⁷⁵ Nef et Robles (2000 : 33) mentionnent cinq courants idéologiques et philosophiques comme base du néolibéralisme émergent : l'économie néoclassique, le monétarisme, le néo-conservatisme, l'idéologie du darwinisme social renouvelée et l'individualisme objectiviste. Alors que les deux premiers éléments sont les instruments de remise en question du keynésianisme, les trois derniers servent de justifications morales et philosophiques à l'accroissement des inégalités et sont considérés comme une réaction à l'émergence de minorités (ou de majorités dans le cas des femmes) revendicatrices dans les années 1960 (Laxer, 1995 : 294).

commerce entre États) et transnationaux (les activités des firmes multinationales ou de la finance transnationale, par exemple), mais aussi par une transformation structurelle portée par les mutations économiques⁷⁶. Par contre, la globalisation reste un projet inachevé où nous retrouvons une contradiction selon laquelle il existe une incompatibilité entre la logique égoïste du marché sur laquelle il s'appuie et la réciprocité de certains échanges sociaux n'obéissant pas à cette logique (solidarité, partage de ressource, activités bénévoles, etc.) (Scott, 1997 : 12). Et c'est, entre autres, un paradoxe qui explique l'apparition de la mouvance altermondialiste.

2.2.4 Les protagonistes du litige : les mouvements altermondialistes

La globalisation n'est pas un phénomène structurant s'imposant aux acteurs, mais un processus négocié quoique marqué par des relations de pouvoir. Une illustration est la réaction de contestation incarnée par la mouvance altermondialiste impliquée dans la critique et la redéfinition des relations politiques et économiques. Dans un article, Bhagwati (2002) affirme que cette mouvance prend ses racines dans l'anti-capitalisme des siècles derniers et qu'elle s'appuie sur un mouvement se positionnant contre les corporations, mais qui doit ses réussites aux alliances conclues entre militants plus radicaux et organismes plus institutionnalisés, comme les mouvements écologistes ou de défense des droits humains. Au-delà des causes de son apparition ou de sa nature basée sur les alliances, l'existence de cette mouvance vient en quelque sorte confirmer l'idée de Ferguson (2002 : 148) selon laquelle les transformations économiques liées à la globalisation ne viennent pas simplement s'imposer aux diverses populations, dans la veine de la célébration post-moderne et post-développement du désengagement de l'État nation, mais que ces dernières répondent, résistent et tentent de réorganiser leurs espaces de vie.

Comme le mentionnent Cardon et Granjon (2003 : 19), la nature de la mouvance altermondialiste demeure floue :

L'ampleur et la nature des mobilisations du mouvement altermondialiste font couler beaucoup d'encre sur ce que d'aucuns présentent comme la construction d'un nouvel internationalisme, quand d'autres considèrent plutôt qu'il s'agit de

⁷⁶ Les deux revues de littérature les plus complètes sur le sujet sont celles de Held et McGrey (2000) et celle de Guillen (2001) qui introduisent certains débats récurrents relatifs à la globalisation : est-ce un phénomène réel? Est-ce qu'il y a convergence? Est-ce que les processus réduisent le pouvoir de l'État? Est-ce différent de la modernité?

l'émergence d'une citoyenneté planétaire ou d'une société civile mondiale dont les contours restent quand même flous.

De notre côté, sans statuer sur l'inscription de cette mouvance dans les dynamiques politiques internationales, la question restant ouverte, nous utiliserons le terme de mouvements au pluriel pour la définir puisqu'elle consiste en un regroupement officieux et flou d'organisations de divers types situées dans plusieurs pays et ayant des visions politiques fort diverses. Cette mouvance est constituée à la fois de mouvements sociaux « traditionnels » (ouvriers, anarchistes, féministes, etc.), de nouveaux mouvements sociaux transnationaux (écologistes, de défense des droits humains, etc.) et d'organisations non gouvernementales impliquées dans le domaine du développement ou de la solidarité sociale⁷⁷. Venter et Swart (2002 : 51) mentionnent que cette mouvance est composée d'organisations et de mouvements opposés à des éléments particuliers de la globalisation économique et que la majorité d'entre eux se définissent en tant qu'organisations de développement (ou de solidarité internationale).

À l'instar de Crossley (2002 : 684), nous référons à des mouvements et à des organisations impliqués dans les champs contestés de la globalisation qui possèdent chacun leurs propres normes et leur arbitraire culturel. Cet auteur suggère que la globalisation serait un champ d'interactions duquel l'altermondialisme émergea en plus d'être liée aux transformations que nous avons reliées aux processus de mondialisation (changement du regard posé sur le monde (*awareness*) par le développement des nouvelles technologies, par exemple) qui ont offert de nouvelles structures d'opportunités (idem : 680-683). Finalement, Rhoads (2003 : 244-45) associe cette mouvance à l'idée de mouvement contre-hégémonique visant à reconquérir le « bien commun », ce qui créerait une nouvelle identité ou appartenance au sein des mouvements progressistes, un projet d'identité permettant de redéfinir leur position au sein des sociétés et d'induire conséquemment des transformations structurelles. Concrètement, ce qui nous permet de parler d'une mouvance altermondialiste est l'existence de certains griefs communs qui ne sont pas liés qu'au phénomène de mondialisation, mais plutôt adressés au processus de globalisation et au projet globaliste⁷⁸ (Venter et Swart, 2002 : 65 ; Rhoads,

⁷⁷ Par exemple, dans le cas de l'altermondialisation qui nous occupe, la passerelle construite entre les mouvements sociaux traditionnels et les nouveaux mouvements sociaux se fait surtout par le biais d'une implication dans ce que Favreau et Tremblay (2002 : 103) nomment le troisième pôle économique du développement local, de l'économie alternative et du commerce équitable. Nous nous penchons sur le dernier, une de ces initiatives mises en place par des organisations qui critiquent le commerce conventionnel et proposent une autre voie de développement organisée autour des idées de la production collective, de la solidarité Nord/Sud, du développement durable et de la nécessité du réinvestissement communautaire.

⁷⁸ Par contre, Drainville (2005) soutient dans un article que cette mouvance, dans sa volonté de continuer le travail centenaire de transnationalisation des luttes anti-capitalistes, se situe à l'arrière-garde du processus plutôt

2003 : 227). Historiquement, elle s'est construite par le biais d'un processus d'articulation de luttes particulières aux niveaux local, national et international autour d'enjeux liés à la globalisation (Routledge, 2000 ; Glassman, 2001). Son évolution fut marquée notamment par les protestations contre le consensus de Washington qui ont eu cours en Amérique latine pendant les années 1970 et 1980, les sommets parallèles écologistes qui se sont succédés depuis celui tenu à Rio en 1992, la révolte zapatiste déclenchée en 1994, la mise sur pied d'Attac⁷⁹ à la suite de la crise financière qui frappa l'Asie en 1997 et la manifestation contre l'OMC de Seattle en 1999 (Mertes, 2004 : vii). Cette construction s'est donc faite progressivement et a mis en scène une variété d'acteurs⁸⁰ qui ont graduellement édifié des espaces de délibération, tels les forums sociaux mondiaux annuels depuis 2001 qui en sont la manifestation la plus spectaculaire. Dans son étude sur le sujet, Yla-Anttila (2005 : 423) mentionne que ces forums sociaux mondiaux peuvent être associés à la mise en place d'espaces publics dans la sphère internationale, puisqu'on observe les trois pré-conditions nécessaires à la création de telles sphères : un mouvement social, une identité commune et des médias relayant le message. Par contre, il soulève que ces forums font face à un certain déficit quant à une identité commune forte, l'identité nationale ayant été plus solide. Quant à la contestation, cette mouvance a développé des actions de protestation lors des sommets internationaux en construisant un répertoire d'actions variées, mais où la désobéissance civile occupe une place importante⁸¹. De façon générale, elle s'est structurée autour de deux tâches mentionnées à Porto Alegre, celle de résister (anti) et de construire (alter) (Favreau et Tremblay, 2002 : 104). Ce que nous qualifierons de mouvance altermondialiste nous apparaît en quelque sorte comme un mouvement de mouvements agissant dans le champ contesté de la globalisation, qui est organisé en réseaux nationaux et transnationaux et qui met en œuvre des actions localisées à petite échelle et des événements coordonnés aux niveaux national, continental et international.

qu'à l'avant-garde en ce qu'elle reproduit plutôt que résiste aux processus portés par les institutions économiques internationales.

⁷⁹Attac est une organisation décentralisée au niveau international qui s'est fondée en réaction aux crises financières de la fin des années 1990 et qui veut mettre sur pied une taxe sur les transactions financières internationales.

⁸⁰ Des acteurs très présents dans cette mouvance et souvent oubliés sont les organisations confessionnelles qui ont, entre autres, beaucoup travaillé sur la question de la dette des pays du Sud et lancé la campagne Jubilé 2000. Voir Vignaux (2003).

⁸¹ Voir Traini (2003) pour le cas des centres sociaux occupés lors du sommet de Gènes. L'auteur y étudie le répertoire d'actions des mouvements et plus particulièrement la désobéissance civile et les luttes entre militants et forces de l'ordre.

2.3. LA CONSTRUCTION D'UN PARTENARIAT TRANSNATIONAL : POUR UNE ESTHÉTIQUE DE LA REPRÉSENTATION

La mondialisation et la globalisation représentent un contexte favorable à la fois pour les mouvements sociaux, qui ont pu créer de nouveaux liens et amplifier ou multiplier leurs échelles d'action, et pour les agents économiques obtenant l'opportunité de globaliser la production et de formuler un vaste projet d'économie libérale planétarisée. Au-delà de la démultiplication des lieux d'action de ces divers agents, un des éléments qui nous apparaît des plus intéressants est la multiplication des relations transfrontalières entre les individus et les groupes. En effet, malgré des opportunités plus nombreuses et une facilité accrue pour la création de tels réseaux, il n'en demeure pas moins que les dynamiques de rencontre entre acteurs distancés géographiquement et culturellement sont difficiles et porteuses de tensions. Un des phénomènes intéressants à analyser pour mieux comprendre ces dynamiques est le mouvement social transnational qui essaie de créer des réseaux étendus de solidarité et d'appartenance en plus de multiplier ses lieux d'action et de présence.

De façon générale, les activités transnationales des mouvements sociaux sont porteuses d'une dynamique complexe et parfois conflictuelle, étant donné les différentes échelles d'actions marquées par des contextes socioculturels divers (Glassman, 2001 ; Rohrschneider et Dalton, 2002). Ces problématiques, mentionnées de façon récurrente dans les écrits, sont fondamentales lorsque des acteurs diversifiés travaillent à la mise en place d'une activité trans-locale de solidarité (Keck et Sikkink, 1998 : 204). Par exemple, Hunter (1995 : 12) mentionne, pour le cas de la résistance transnationale à l'ALENA, que de fortes tensions émergent entre les préoccupations domestiques et transnationales qui étaient dues, entre autres, à l'inégalité des acteurs du mouvement. La diversité, souvent à la source de critiques reprochant le manque de cohésion ou même de cohérence de ces mouvements, crée de nombreuses frictions, surtout le long de l'axe Nord/Sud :

For many of the southern militants, opposition to global neoliberalism is driven by the urgency of struggles to maintain livelihoods in the face of primitive accumulation. This means that their efforts are framed both by the effort to resist and by the effort to maintain and/or develop livelihood alternatives immediately [...]. For Northern militants [...] by contrast, the form of such alternative to global capitalist development as they would favour is conditioned by their subsumption within –and alienation from– an already industrialized capitalist society (Glassman, 2001: 526)

En outre, cette inégalité se manifeste de diverses façons, que ce soit par la dotation des ressources ou l'ampleur des réseaux. Bleiker (2006 : 1) souligne la fracture dans la couverture médiatique et l'importance donnée aux actions des mouvements du Nord et du Sud en soulignant que quelques *cocktails molotovs* lancés à Seattle ont eu une couverture médiatique beaucoup plus importante que les multiples manifestations contre les politiques économiques internationales au Sud depuis quelques décennies, ce qui l'amène à avancer : « Southern social movements clearly operate not only in a different local environment, but also according to very different rules of power ». Dans ce contexte de diversité d'acteurs, l'étude de leurs relations est alors un sujet d'étude intéressant pour l'anthropologie :

These changes in the nature of local and global forms of collective action intersect with issues of vital concerns for anthropologist. Study of these changes not only enriches our understanding of local and translocal connections that enables and constrains flows of ideas, knowledge, funding, and people, but also invites us to reconsider both conventional notions of governance and Foucauldian ideas of governmentality [...] and to examine changing relationships among citizenry, associations and the states (Fisher, 1997: 2).

Pour aborder la question des connexions translocales entre individus, groupes et organisations qui composent un mouvement social, revenons à la définition de l'identité collective avancée par Melucci (1996 : 44) qui la conçoit comme la construction d'une définition commune de la situation :

An interactive and shared definition produced by several individuals and concerned with the orientations of action and the field of opportunities and constraints in which the action take place. By interactive and shared, I mean a definition that must be conceived as a process because it is constructed and negotiated through a repeated activation of the relationships that link individuals.

Cela implique que les mouvements sociaux ne doivent pas être conçus comme des entités fixées de prime abord mais que l'on doit plutôt étudier leur construction. Les particularités et la complexité des mouvements transnationaux que nous avons présentés introduisent alors des interrogations particulières qui méritent notre attention. En fait, nous avons présenté les théories des mouvement sociaux et de la transformation du contexte international comme éléments d'introduction à notre propos principal qui est l'analyse de la construction des mouvements sociaux transnationaux, c'est-à-dire la façon dont les acteurs arrivent à construire un projet et une identité collective dans un contexte d'éloignement. Ce thème sera abordé par quelques éléments conceptuels que nous développerons dans le reste du chapitre, mais surtout par une épistémologie et une méthodologie particulières qui seront explicitées par la suite.

2.3.1 La question partenariale dans les mouvements sociaux transnationaux : représentations et traduction

Une des interrogations récurrentes relatives aux mouvements sociaux transnationaux est celle des rapports entre les acteurs qui y participent qui se manifeste entre autres, dans un contexte Nord/Sud, par l'interrogation sur l'instrumentalisation de ceux au nom de qui on parle⁸². De façon générale, des problématiques que l'on retrouvait au sein des mouvements nationaux, telle la question d'une avant-garde qui instrumentalise la base ou les relations de pouvoir entre les acteurs, prennent une forte ampleur dans ce contexte de transnationalisme. Comme le souligne Klein (2004) pour le cas de la mouvance altermondialiste :

On the one hand, there are the international anti-globalization activists who may be enjoying a triumphant mood, but seem to be fighting far-away issues, unconnected to people's day-to-day struggles...On the other hand, there are community activists fighting daily struggles for survival, or for the preservation of the most elementary public services, who are often feeling burnt-out and demoralized (cité dans Tarrow, 2005: 76).

En effet, on note souvent une certaine impression de déséquilibre entre les acteurs mieux dotés en ressources et les autres. Pour synthétiser, la problématique se décline selon deux possibilités : soit les relations transnationales entre ces organisations/acteurs reproduisent des relations de pouvoir Nord/Sud (Ribeiro, 1998 : 342), soit les processus se rapportent plutôt à une hybridation et à une réappropriation des éléments culturels ou symboliques par les divers acteurs, c'est-à-dire que ceux-ci conservent un pouvoir d'interprétation et d'action (Keck et Sikkink, 1998 : 211). Pour le cas du commerce équitable, l'interrogation pourrait se formuler ainsi : faisons-nous face à une relation asymétrique qui détermine les relations entre partenaires⁸³ ou à une dynamique de négociation qui permet la construction collective d'un projet commun amalgamant divers éléments introduits par chacun des acteurs? L'objectif n'est pas de répondre de façon définitive à cette interrogation, mais plutôt de proposer une manière d'aborder l'étude des organisations et des mouvements sociaux qui permettra de plonger dans ces dynamiques, qui sont toutes deux présentes, selon nous.

Au sein du mouvement de commerce équitable, le lien transnational de solidarité entre OCE et organisations de producteurs est conceptualisé en terme de partenariat sur lequel repose

⁸² Bleiker (2006) souligne que c'est la question de la représentation, de « qui parle au nom de qui », qui est centrale dans la mouvance altermondialiste.

⁸³ Par exemple, dans le cas du CE, cela pourrait se manifester par l'imposition d'un projet éthique décliné en termes universalistes par les OCE et que les producteurs devraient respecter. Certains ont parlé d'*équicolonialisme* pour décrire le phénomène (Cleymentin et Cheynet, 2006) .

l'appartenance commune au mouvement, mais surtout l'originalité de la pratique. Une question pour les acteurs est alors de savoir comment on peut construire ce partenariat transnational équitable. Cela est d'autant plus complexe que c'est un terme fort en vogue dans divers milieux, ce qui rend son sens assez vague. Par exemple, il est utilisé chez les gouvernements (partenariats public/privé, partenariats avec les acteurs de la société civile, etc.), les entreprises (partenariat entre entreprises, avec les ONG, etc.) ou encore en environnement (l'idée de créer une collaboration/consultation entre les acteurs du milieu). De façon générale, les définitions de ce concept demeurent floues, mais certains éléments sont pertinents à souligner. Un premier est l'égalité (de situation ou de rapport) entre les acteurs, soulevée dans les écrits académiques :

Adams *et coll.* (1994 : 1) définissent le partenariat comme étant un rassemblement de « *personnes qui travaillent ensemble en maintenant des rapports personnels égaux* ». Pour eux, le partenariat est atteint lorsque l'ensemble des individus écoutent, partagent et respectent chaque opinion, les connaissances et les différences réciproques. Cet élément est repris par Ouellet (1994 : 3) pour lequel les partenaires doivent se considérer comme égaux et complémentaires dans leur « collaboration ». (dans Clément et al. 1996 : 1).

Cette idée d'égalité est contestable puisqu'une analyse, même rapide, de la relation équitable nous permet de conclure à son inadéquation pour analyser le processus. En effet, force est de constater que cette relation ne repose pas sur une égalité de conditions entre les acteurs, puisqu'il existe des relations de pouvoir/inégalités entre les partenaires, ce qui a des implications directes dans la formulation de leurs projets respectifs. Par exemple, le CE est porteur d'asymétries entre les acteurs, puisque les OCE et les producteurs marginalisés ne sont pas dans une situation similaire et ne possèdent pas les mêmes moyens.

La question est alors de savoir qu'est-ce qui permet de créer un partenariat si ce n'est pas l'égalité de moyens ou de situation? Dans les écrits académiques, plusieurs reconnaissent en effet que l'égalité ou même la similarité des acteurs ne constitue pas le fondement du partenariat, mais que ce sont plutôt les objectifs communs qui le caractérisent : « Un partenariat est une entente volontaire entre deux partenaires ou plus en vue d'une collaboration visant l'atteinte d'un but commun » (Gouvernement du Canada, 2006). En fait, certains reconnaissent que c'est plutôt la différence qui serait l'une des nécessités (et justifications) du partenariat : « [Le partenariat est une] coopération entre des personnes ou des institutions généralement différentes par leur nature et leurs activités. L'apport de contributions mutuelles différentes (financement, personnel), permet de réaliser un projet

commun (Gouvernement français, 2006) ». Cette perspective de complémentarité des acteurs nous amène cependant vers plusieurs défis qui font que l'idée de négociation devient centrale dans cet engagement conjoint (Park, 1992 : 582). Par contre, cette négociation fait face à des obstacles en termes de relation de pouvoir et de processus représentatifs souvent imparfaits. Il est alors intéressant de voir comment sont abordées ces difficultés au sein du mouvement de CE et des organisations y participant. Dans le cadre de rapports transnationaux où les acteurs entrent dans des relations souvent épisodiques ou intermédiées par la technologie, il est essentiel d'aborder la question de la représentation de chacun dans le mouvement. Cette approche conçoit alors le projet collectif comme un processus de négociation, plutôt qu'un élément fixé par l'organisation ou le mouvement, et s'appréhende par l'analyse de la circulation/transformation du sens au sein du mouvement.

Une des notions nous permettant d'aborder la complexité derrière ce type de relation entre acteurs est celle de traduction des discours⁸⁴ et des pratiques. Le concept est utilisé en sciences sociales par certains auteurs. Merry (2006 : 39) mentionne que le concept s'appuie sur d'autres notions de l'anthropologie :

As ideas from transnational sources travel to small communities, they are typically vernacularized, or adapted to local institutions and meanings. (...) The term indigenization refers to shifts in meaning –particularly to the way new ideas are framed and presented in terms of existing cultural norms, values and practices. Indigenization is the symbolic dimension of vernacularization.

Ainsi, dans le concept de traduction sont présentes les idées de transformation du sens et d'adaptation à un contexte nouveau: « By translation I mean the process by which practices that travel from one site to another are modified and implemented by adopters in different ways so that they will blend into and fit the local and institutional context » (Czarniawska and Sevón, 1996, dans Campbell, 2005 : 55). Dans le contexte plus particulier de transnationalisme, certains mentionnent l'existence de deux niveaux de circulation des discours, l'espace transnational et la localité qui transforment tous deux le contenu véhiculé : “In translation by replication, the transnational model sets the overall organization, mission, and ideology of an intervention while the local context provides its distinctive content. The transnational idea remains the same, but local cultural understandings shape the way the work

⁸⁴ Le concept de discours derrière la notion de traduction, même s'il possède de nombreuses définitions, pourrait être conçu comme : “ Coherent representations of meaning based on values, discourses determine what problems are to be considered as relevant. Discourses construct an object [and] have constitutive power as the signs, symbols, and statements composing it make the world meaningful to ourselves and others.” (Frouws, 1998: 58)

is carried” (Merry, 2006: 39). Toutefois, il faut souligner que la notion de traduction n’est pas une façon de se réfugier dans l’idéal et d’ainsi faire abstraction de possibles relations de pouvoir entre acteurs. En effet, comme le fait valoir Merry (2006: 42) :

(...) the process of “cultural translation” can be an act of power, especially when it means reinterpreting one set of experiences and categories in terms of another more powerful one. (...) This usually means framing the stories differently than the victims do, but the target actors, such as states, may be more responsive to demands framed in this way.

Ainsi, la traduction d’un projet collectif met en scène des acteurs asymétriques et son expression est liée au contexte où elle se manifeste ainsi qu’à des stratégies d’action. C’est en ce sens que la notion de traducteurs devient alors intéressante puisqu’elle suppose des individus ou des groupes situés dans une position ambivalente, mais qui jettent des ponts permettant une construction collective d’un partenariat entre organisations : “Multiple translators connect transnationally circulating discourses and particular social contexts. Translators are both powerful and vulnerable. They work in a field of conflict and contradiction (...) because their ultimate loyalties are ambiguous and they may be double agents” (Merry, 2006: 39-40). Cette idée décrit bien le statut ambivalent de ces acteurs qui constituent un élément fondamental permettant la création de liens pour les organisations et influencent la construction du projet qu’elles mettent de l’avant. Comme le souligne Latour (2005), cette idée de traducteurs doit être associée à la notion de médiateur plutôt que d’intermédiaire, ce qui lui confère d’ailleurs le statut d’acteur : “An intermediary, in my vocabulary, is what transport meaning or force without transformation. (...) Mediators transform, translate, distort, and modify the meaning of the elements they are supposed to carry” (Latour, 2005 : 39). L’idée de traduction peut alors être exprimée ainsi : “So the word translation now takes on a somewhat specialized meaning : a relation that does not transport causality but induces two mediators into coexisting” (idem : 108). Ce type d’analyse avait déjà été introduit dans le cas du commerce équitable par Nash (2000 : 175) qui associe les OCE au rôle de traductrices de la situation des producteurs : “They bring the faces and narrative conditions of the producers to a marketplace of jaded consumers who are seeking not only exotic tokens of distant cultures but also the satisfaction of pursuing a moral crusade”. Par contre, nous croyons pouvoir aller plus loin dans cette réflexion en analysant l’élaboration commune du projet de commerce équitable, c’est-à-dire comme processus bidirectionnel de construction plutôt que comme dynamique de représentation à sens unique du Sud vers le Nord.

Cette idée de traducteurs et de médiation du sens dans les dynamiques collectives s'inscrit en lien avec l'idée d'étudier les processus de l'identité collective. En effet, si on s'intéresse à un processus de construction, on ne peut concevoir que l'identité collective est le résultat de l'imposition des perspectives de leaders ou d'un discours organisationnel officiel, c'est une dynamique plus complexe. Une des pistes à explorer, selon nous, est la question des interactions complexes entre les acteurs et la circulation du sens au sein de l'organisation ou du mouvement. Cette circulation de sens est aussi incarnée par des individus ou groupes qui l'interprètent, le transforment et l'adaptent pour ensuite interagir avec d'autres membres qui en feront de même. L'idée de suivre les traducteurs et les phénomènes de transformation du sens est en fait une stratégie que nous considérons acceptable pour cerner le processus par la description des lieux d'articulation et de transformation du projet collectif, ou pour revenir à l'idée de Latour (2005), suivre les traces du social plutôt que le poser comme un tout indéfini et explicatif. C'est dans ce contexte que nous avons décidé de nous attarder sur une dynamique nous apparaissant centrale dans ce processus, soit celle de la représentation des acteurs, le fondement de la négociation collective au sein du mouvement étudié.

2.3.2 L'analyse esthétique de la représentation

Pour aborder le partenariat, notre approche se positionnera dans une esthétique de la représentation. L'esthétique est généralement connue dans le cadre de l'école allemande de l'esthétique des sens comme partie de la triade morale, raison et esthétique. Par contre, nous inscrirons notre perspective dans la philosophie politique comme le mentionne Ankersmith (1996: 18): "The kind of aesthetic political philosophy proposed here is, however, diametrically opposed to the German one, since aesthetics is invoked here not in order to argue for the *unity* but precisely for the *brokenness* of the political domain.". Les théories sur les mouvements sociaux avaient introduit la culture comme élément d'analyse, mais nous croyons qu'il faut aller un peu plus loin pour réellement engager une réflexion sur leur construction/activation, ce que l'esthétique peut nous apporter. Fondamentalement, l'élément intéressant de la relation transnationale réside dans la distance entre les signifiants et les signifiés, une dissonance de représentation qui constitue le fondement du politique selon Bleiker (2001 : 510)⁸⁵. Étudier le politique dans cette optique signifie s'intéresser aux « différends » et conflits comme processus ouverts :

⁸⁵ Prozorov (2004 : 3-4) mentionne d'ailleurs que l'esthétique, comme l'économie et le moral, acquiert une dimension politique : « Lefort's distinction between la politique and le politique is a distinction between a

On the contrary, it implies that judgments must continually be made and remade and that the neutrality is impossible because all judgment must provoke *différends* when there is no universal concept of society no consensus, no law, to determine judgment. Phrasing the political will mean phrasing the disputes over the political, keeping the political as an unresolved but pressing question (Carroll, 1984: 76).

Cela signifie concrètement que l'objectif n'est pas de juger d'une identité entre les deux éléments de la représentation en référence à un discours ou des valeurs transcendantes, mais plutôt de plonger au cœur de cette distance pour en aborder concrètement les dynamiques qui permettent une meilleure compréhension. Comme le mentionne Ankersmith (1996 : 16), l'esthétique propose donc d'aller au-delà de la morale ou de l'objectivité :

It is here moreover, that we may observe what political (and historical) insight has in common with aesthetics. For the genius of painters like Ruisdael, Watteau or Cézanne is not that they tell us new truth about trees, landscape, or human beings, but that their paintings so powerfully suggest a way of looking at these familiar elements of our daily world so new that we will never see them in the same way again. Subtlety is here a predicate of the observer and his or her position vis-à-vis (political) reality, rather than in the attempt to structure reality *itself* by means of either a (socio-scientific) conceptual web or by moral laws. In sum, political insight is not part of the realm of facts or of values, but of aesthetics — and this is what it shares with historical insight. Both historical and political insights are, essentially, *beyond fact and value*.

Les représentations (peu importe la forme qu'elles prennent : discours, images, textes ou pratiques) donnent un point de vue partiel d'une réalité à laquelle elles ne peuvent être réduites. Alors que le positivisme voudrait attribuer des qualificatifs de vérité/fausseté et que l'éthique s'ancre dans le dualisme moralité/immoralité, l'esthétique⁸⁶ s'arrime plutôt à l'étude du fossé entre signifiant/signifié sans l'associer à des valeurs transcendentes. Par exemple, pour le commerce équitable, une perspective éthique évaluerait la concordance des pratiques des acteurs avec les discours (valeurs) que le mouvement met en place en plus d'évaluer ces dernières relativement à d'autres discours éthiques (droits humains, par exemple) (Diaz, 2006). La perspective esthétique que nous utiliserons proposera plutôt de débiter par le constat d'une distance incontournable entre discours et pratiques des acteurs pour plutôt s'y plonger et évaluer comment ils se construisent. Bref, contrairement à une ontologique

preconstituted domain of politics, delimited within the social order against the non-political background of society or economy, and the condition of possibility of institution of the overall order that are placed in relation of constitutive exteriority with. [...]. Once a certain level of intensity is reached, the moral, the economic or the religious acquire a political dimension: the point of the political may be reached from the economic as well as from any other domain ».

⁸⁶ Pour les arts, l'esthétique se fonde sur cette distance de représentation, une intuition poursuivie par l'esthétique politique qui s'appuie sur les représentations symboliques (discours sur la situation de l'autre) ou vécues (démocratie représentative, par exemple).

singulière et mimétique, l'esthétique postule plutôt une pluralité d'ontologies et s'intéresse à leur dynamique dans une « métaphysique de la présence ». Comme le mentionne Ankersmith (1996 : 18), il s'agit donc de plonger dans la distance entre signifiant et signifié⁸⁷ :

Thus (...) the guiding principle is the claim that it is no coincidence that the word 'representation' may refer to both an aesthetic and political representation. This principle is used to uphold the relative autonomy of the representation (the state) with regard to the represented (the electorate) and the unbridgeable aesthetic gap that separates the two. Legitimate power originates in this gap; hence the nature of political power is essentially aesthetic.

Si cette approche esthétique s'applique à la politique dans son sens restreint (gouvernements ou partis), elle peut aussi être pertinente pour les mouvements sociaux et les organisations qui se structurent autour de la représentation des membres dans la prise de décision collective et pour le partenariat transnational, où la distance rend cette représentation encore plus importante dans la constitution du partenariat. C'est donc au-delà de l'identité proposée par l'éthique (correspondance des pratiques à des valeurs) que nous proposons d'amener l'analyse :

It may seem, therefore, that both in aesthetic and in political representation, the normative or ethical dimension is immediately reduced to irrelevance by the aesthetic dimension. And since representation can well be seen as the heart of politics — because all politics presupposes the self-awareness of the political collectivity that is paradigmatically exemplified by (political) representation — this may suggest the priority that we must ascribe to an aesthetic approach over an ethical approach to politics (Ankersmith, 1996: 23).

Ce que nous proposons pour introduire une analyse esthétique des relations transnationales est une approche basée sur l'idée de cartographie de ces relations, qui s'ancre dans une perspective descriptive que nous développerons dans le chapitre suivant. Comme le mentionne Latour (2005), la construction du social doit s'appuyer sur les acteurs, c'est-à-dire ceux/ce qui laissent des traces en transformant le sens ou en introduisant de nouveaux éléments dans la relation. Cette approche plus circonscrite nous permet donc de résoudre en partie la complexité de l'étude des relations transnationales, multi situées et multi acteurs, en ancrant l'analyse dans les phénomènes de traduction, de résistance et de réappropriation du sens. Par contre, il faut souligner que ce choix de perspective introduira une compréhension des processus qui restera toujours partielle. Nous pensons toutefois qu'il est plus pertinent de reconnaître les limites que de revendiquer une optique explicative totale, qui est illusoire à

⁸⁷ Comme le mentionne Adorno (1997 : 149), nier cette non identité constitue un exercice idéologique plutôt qu'une volonté de compréhension : « La supposition de l'identité est le moment idéologique de la pensée pure jusqu'à la logique formelle; mais, caché dans cela, est aussi le moment de vérité de l'idéologie qui avance qu'il ne devrait pas y avoir de contradiction ou d'antagonismes [TL] » (dans Eagleton, 1990 : 344).

notre avis. L'idée est donc de cartographier les lieux et acteurs de la construction du projet collectif du mouvement de CE et d'ancrer ce dernier dans les distances inhérentes aux processus de représentation. Aussi, plutôt que de le concevoir comme une pratique devant se conformer à des normes (ce qui est néanmoins un aspect), il semble plus intéressant de penser sa construction comme un dynamique incluant une résistance comme acte créatif. Par exemple, le CE pourrait être conçu comme une esthétique de la solidarité transnationale par les représentations de producteurs organisés au Sud et du sujet agissant au Nord.

CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous avons établi un cadre conceptuel qui nous permettra d'aborder notre question de recherche portant sur la construction des mouvements sociaux dans l'espace transnational. Nous avons donc tenté d'ancrer ces préoccupations dans la discipline anthropologique à partir de problématiques et concepts qui réfèrent aux relations entre acteurs dans un contexte de distanciation géographique et culturelle. Si les mouvements sociaux transnationaux et la mouvance altermondialiste plus particulièrement sont des objets de recherche de plus en plus populaires en sciences sociales, nous avons tenté de souligner un élément de particularité à notre approche. Ces deux aspects émergent du même questionnement qui avait été avancé par Melucci (1996) et qui consiste en la volonté de comprendre la construction/activation des mouvements sociaux plutôt que leur seul fonctionnement ou leur rôle/inscription dans les grandes transformations contemporaines. Nous verrons dans le chapitre suivant que nous favoriserons l'outil d'analyse des cadres d'interprétation pour comprendre la construction de l'identité collective et du projet des organisations/mouvements sociaux, mais dans une orientation cherchant à comprendre leur construction et leur cohabitation plutôt que d'en faire une catégorisation. Nous croyons que cette tâche d'analyse est possible lorsqu'on ancre la recherche et l'analyse dans une approche esthétique de la représentation qui pose comme postulat l'existence d'une dissonance entre les discours et pratiques des acteurs qui s'inscrivent dans un processus où ces derniers tentent de la résoudre temporairement et de manière continue; c'est à notre avis un des processus centraux sur lequel repose la construction de l'identité collective. L'analyse proposée cherche donc à mettre en son centre l'idée de représentation comme élément central de la relation et qui se manifeste de plusieurs façons (symbolique ou vécue) mais en s'inscrivant toujours dans une dynamique politique.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE ET CADRE D'ANALYSE

Instead of asking, 'What do I see these people doing?', we must ask, 'What do these people see themselves doing?'
(Spedley et McCurdy, 1972 : 9).

INTRODUCTION

L'étude de la construction/activation des mouvements sociaux telle que proposée par Melucci (1996) est une orientation de recherche encore peu explorée sur le plan empirique. Seulement quelques études ont abordé la question, et ce de façon surtout théorique. Dans ce contexte, cela nous laissait avec peu de cas sur lesquels s'appuyer pour développer une stratégie de recherche cohérente avec les interrogations soulevées. C'est d'ailleurs pourquoi nous verrons que le développement de la méthodologie a pris une importance considérable dans notre démarche. En effet, ce sujet de recherche complexe risquait de nous amener vers des réponses partielles avec une portée ne se limitant qu'au cas à l'étude si certaines précautions n'étaient pas prises. C'est pourquoi, dans ce chapitre, nous nous pencherons plus en détail sur ces aspects de la recherche, en retournant aux fondements épistémologiques de notre approche jusqu'à l'opérationnalisation effectuée pour notre étude de cas.

La construction des mouvements sociaux avait surtout été pensée dans le cadre des théories de la mobilisation des ressources qui s'attardaient à la mise sur pied de tels mouvements censés s'appuyer sur des réseaux préexistants (Canel, 1997 : 206). Bien qu'une telle orientation de recherche réponde à certaines interrogations concernant la mise sur pied de la structure du mouvement, elle ne répond pas réellement à la question que nous avons posée en lien avec les interrogations avancées par Melucci (1996), c'est-à-dire : « Comment se construit le projet/identité collective des mouvements sociaux et comment celle-ci est activée par les relations entre les acteurs? ». Lorsqu'on s'intéresse à une telle construction, on réfère moins à leur fondation (par exemple, l'accréditation légale et le processus y ayant mené) qu'au processus collectif de création de sens par ses constituantes. En fait, ce questionnement peut sembler ambitieux puisqu'il touche une des bases des sciences sociales, c'est-à-dire, comment crée-t-on du sens collectif, du social? C'est cet élément plus général qui a orienté notre étude de cas. D'autres recherches l'ont abordé en étudiant divers éléments pertinents du phénomène tels que les ressources nécessaires à l'établissement d'un mouvement, les dynamiques de

leadership, les interactions avec le public et les institutions politiques, judiciaires ou policières, ou encore, la participation aux grandes transformations des sociétés occidentales. Dans un article important sur l'approche institutionnaliste en économie, Williamson (2000) avait identifié quatre niveaux d'analyse utilisés pour appréhender les phénomènes économiques : 1) l'ancrage de l'économie dans les traditions ou « l'informel »; 2) l'environnement institutionnel; 3) les règles de gouvernance; 4) l'allocation des ressources et de l'emploi. Ce qui n'est pas assez développé est une théorie qui s'intéresse au premier niveau. C'est d'ailleurs ce que soulignent Denzau et North (1994) dans un autre article classique sur le néo-institutionnalisme en avançant qu'il faut comprendre la construction des schèmes mentaux avant de supposer un certain type de rationalité pour comprendre la prise de décision des acteurs. Une idée similaire pourrait être avancée pour les mouvements sociaux et c'est la tâche que nous nous sommes donnée en réalisant cette recherche.

Pour la présentation de la stratégie de recherche utilisée, ce chapitre est divisé en trois parties et amalgame des éléments de méthodologie avec un rapport des activités de terrain effectuées. Premièrement, nous reviendrons sur certains éléments d'épistémologie en lien avec l'approche esthétique que nous avons développée auparavant, puisqu'elle s'ancre dans des conceptions particulières sur la connaissance et qu'il importe de préciser. Cela nous permettra de définir la méthodologie de la recherche, organisée autour de l'ethnographie organisationnelle multi-sites. La seconde partie sera dédiée à la description des activités de collectes de données que nous avons effectuées pour ensuite cibler certaines limites et obstacles auxquels nous avons fait face. Finalement, la dernière section portera sur l'analyse des données. Nous présenterons d'abord le concept de cadres d'interprétation sur lequel s'est appuyée notre analyse. Ensuite, nous décrirons le processus d'analyse des données récoltées, pour finalement terminer par certains éléments concernant la validité des données et de l'analyse effectuée.

3.1. CHOIX ET JUSTIFICATION DE LA MÉTHODE

Nous avons choisi d'utiliser une méthode de recherche qui s'ancre globalement dans les approches qualitatives, mais nous la positionnerons dans une épistémologie constructiviste particulière qui est associée aux approches esthétiques de la représentation.

3.1.1. Éléments épistémologiques de la recherche

Relativement aux éléments conceptuels avancés précédemment, il nous faut préciser certains éléments d'épistémologie, car l'analyse de la construction/activation des mouvements sociaux par l'approche esthétique que nous avons décrite dans la section conceptuelle repose sur certains postulats particuliers. En effet, puisque nous avançons l'idée que la distance de représentation constitue le fondement de la relation partenariale entre les acteurs de commerce équitable, nous allons alors nous ancrer dans une épistémologie que l'on pourrait qualifier de constructiviste et de relativiste. Le Constructivisme avec une majuscule est généralement conçu comme un paradigme qui conçoit le social comme étant construit par les acteurs. Nous nous ancrons plutôt dans une perspective qui s'oppose à cette induction où le social est réifié tel que le souligne Latour (2005 : 91). Nous croyons plutôt que « constructivisme » signifie que les individus construisent effectivement le sens qu'ils donnent à la réalité, mais que le rôle du chercheur est d'articuler ces points de vue et les contextes dans lesquels ils se manifestent pour cartographier les relations fondant le phénomène. De l'individu, on ne passe pas au social, mais à la cartographie des traces laissées par les acteurs qui activent le phénomène à analyser, sans plus. Cette approche questionne la façon d'appréhender la réalité. Elle pourrait être ramenée aux débats sur l'idée de fondements du savoir, c'est-à-dire : existe-t-il des connaissances a priori du contexte sur lequel pourrait reposer la connaissance humaine, un fondement? Cette interrogation est encore aujourd'hui débattue en philosophie, surtout avec la multiplication des approches relativistes dans le contexte de popularisation d'une pensée post-moderne. Bien que la plupart des auteurs reconnaissent la pertinence des arguments proposés par les sceptiques/relativistes, plusieurs tentent de sauver les fondements en soulignant que le savoir ne peut se construire si l'on remet en cause les fondements à chaque affirmation. Par exemple, comment parler d'un phénomène si on doute de la véracité de sa perception? Si nous admettons que le fondationnalisme est dépassé, quelle est alors l'alternative? C'est ce que soulignent les pragmatiques lorsqu'ils disent prendre en compte les apports du relativisme ontologique, mais en soutenant la nécessité d'un point de départ, ne serait-ce que sur une base pragmatique qui évite les débats interminables. Par contre, certains d'entre eux, tel que Rorty (1993 : 117), avancent tout de même l'idée d'un savoir relatif :

We think that the most philosophy can hope to do is to summarize our culturally influenced intuitions about the right thing to do in various situations. [...] The summary is affected by formulating a generalization from which these intuitions can be deduced, with the help of non controversial dilemmas. That generalization is not supposed to ground our intuitions, but rather to summarize them.

Bref, nous pourrions distinguer deux positions très générales sur le savoir : le fondationnalisme et le relativisme, qui se sont déclinés en un certain nombre d'approches tel le positivisme, les théories critiques, le constructivisme ou les approches participatives. Historiquement, les divers paradigmes peuvent être situés en deux moments forts de l'évolution de l'épistémologie. Tout d'abord, le rationalisme du Siècle des Lumières et la foi en la technique ont introduit une vision ontologique que l'on qualifie de positiviste, c'est-à-dire que ses protagonistes considèrent que la réalité est complètement cernable et peut être réduite à un certain nombre de relations causales. Le relativisme fut introduit par l'idée d'une réalité construite par les acteurs (totalement dans sa version la plus radicale⁸⁸) et donc d'ontologies plurielles et de savoir subjectif. Cette seconde position fut élaborée de façon convaincante par Quine (1951) qui affirmait que tout jugement analytique est synthétique, donc lié au contexte, et que la science ne peut prouver qu'elle-même⁸⁹. Ce n'est pas donc une façon de renier la science, mais plutôt de la contextualiser. Cet auteur réfère aux dogmes de l'empirisme et de la vision positiviste du savoir en mentionnant :

Modern empiricism has been conditioned in large part by two dogmas. One is the belief in some fundamental cleavage between truths which are analytic or grounded in meanings independently of matters of fact and truths which are synthetic or grounded in fact. The other dogma is reductionism: the belief that each meaningful statement is equivalent to some logical construct upon terms which refer to immediate experience. Both dogmas, I shall argue, are ill founded (Quine, 1951: 20).

Selon cette perspective de savoir contextualisé, l'ontologie ne peut qu'être relativiste, donc plurielle, ce qui réfère au fait que les significations ne sont pas déterminées par une réalité universelle et positive. Contrairement aux perspectives (post)positivistes postulant un savoir qui s'ancre dans l'idée de transcendance, c'est-à-dire une ontologie singulière ou un fondement, l'approche esthétique s'ancre directement dans une orientation relativiste postulant la nécessité d'une diversité de points de vue sur le réel qui interagissent dans un processus ouvert⁹⁰. Comme le mentionne Bleiker (2001 : 511) :

⁸⁸ L'approche radicale s'est déclinée dans les termes de l'approche déconstructiviste ancrée dans la pensée post-moderne, qui remet en cause la trame linéaire de l'histoire et le savoir (même construit). Voir, par exemple, les écrits de Jacques Derrida.

⁸⁹ Il critique le concept de jugement analytique utilisé en philosophie pour justifier l'existence de savoir décontextualisé, c'est-à-dire qui existe en lui-même et par lui-même. Pour synthétiser, Quine (1951) souligne que les éléments des propositions analytiques sont basés sur des définitions synthétiques, donc qui sont inexistantes si elles ne sont pas pensées en termes holistes.

⁹⁰ Ankersmit (1996) fait la distinction à partir de deux catégories de théories : *mimetic theories of representation* (identité concept/phénomène) et *aesthetic theories of representation* (non-identité).

One perhaps could, with Jacques Derrida, speak of two fundamentally different approaches. The first seeks to discover a truth or an origin that somehow escapes the necessity of interpretation. The second accepts or even affirms that representing the political is a form of interpretation that is, by its very nature, incomplete and bound up with the values of the perceiver.

Ainsi, l'orientation esthétique repose sur une ontologie relativiste de non-identité entre concept et phénomène⁹¹. Ce sont plutôt les « luttes » d'interprétations en tant que processus ouvert entre les acteurs qui donnent un sens au vécu et à l'action. Dans sa version classique, elle s'intéressait aux sentiments partagés devant l'art comme forme de représentation en se questionnant sur le Beau ou le Sublime⁹². Quant aux processus sociaux, cela peut être repris si l'on conçoit, comme Wendt (1995: 73) que : “the social structures are defined, in part, by shared understanding, expectations, or knowledge(s)”. Ainsi, l'interrogation est relative aux processus qui amènent des définitions communes et cette connaissance partagée qui permet de cohabiter et d'agir collectivement. Pour la société en général, et les mouvements sociaux que nous étudions, il s'agit donc de savoir comment, devant des perspectives toujours diverses et souvent divergentes, on crée du collectif que l'on peut décliner sous les termes d'identité collective, de projet collectif ou même de mouvement social ou d'action collective⁹³.

Cette perspective introduit cependant certaines interrogations importantes qui doivent être clarifiées. Certains lui reprochent d'être un refuge dans l'idéal et de faire fi des conditions matérielles des acteurs ou des rapports de pouvoir entre eux. La prise en compte des conditions matérielle dans les débats est, selon nous, liée à un problème de perspectives. En

⁹¹ Certains, tels Smith et Deemer (2003 : 442) vont même jusqu'à parler de l'abandon de l'épistémologie : « It is in this sense that the relativism of the nonfoundationalists requires that inquiry be seen as an act of construction that is practical and moral and not epistemological. [...] For the nonfoundationalists, to move away from epistemology is to recognize inquiry as a social process in which we construct reality as we go along and as a social process in which we, at one and the same time, construct our criteria for judging inquiries as we go along”.

⁹² L'esthétique s'intéressait au fait que l'œuvre d'art offre une représentation du « réel »/vécu qui est interprétée par les spectateurs et qui touche des facultés autres qu'empiriques ou conceptuelles (elles sont perceptuelles). Les auteurs se sont intéressés au phénomène étonnant de création d'un sens partagé quant à certaines œuvres que certains, tel Kant, ont conceptualisées par les notions de Beau et de Sublime : le beau comme jugement esthétique et le sublime comme inadéquation entre la nature et l'objet (Prychodzen, 2006). L'esthétique s'est aussi penchée sur la distance de représentation (métaphore) entre le représenté (le réel) et le représentant (l'œuvre) qui doit être interprété. En ce qui concerne le social, une approche similaire pourrait être revendiquée en ce que le vécu des acteurs est représenté et la question pertinente dans ce cas est de mieux comprendre comment on crée du sens collectif/partagé dans un tel contexte. Pour les approches classiques de l'esthétisme, voir Kant E., *Critique de la faculté de juger*, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin, 1965 et les écrits de Schiller de l'école allemande. : Schiller, 1967, *On The Aesthetic Education of Man*, Oxford.

⁹³ Le mouvement social est très intéressant, car son projet collectif repose sur une intention explicite de création d'un sens collectif particulier et en opposition avec d'autres. Dans ce contexte, c'est un objet d'étude privilégié pour mieux comprendre comment le collectif est créé et activé et non pas conçu comme préexistant. Le mouvement social est un objet d'étude très utile pour illustrer la perspective épistémologique que nous avons développée.

effet, ce que les approches que nous avons définies reprochent aux approches matérialistes n'est pas l'importance accordée aux conditions matérielles, mais plutôt à la conception de celles-ci comme élément structurant (et parfois conditionnant) les acteurs. Les conditions matérielles ne sont pas non plus une seule mise en récit ou une vue de l'esprit ni un élément structurant réifié. Nous croyons plutôt que c'est un élément en négociation comme d'autres et que c'est plutôt le sens qui lui est donné par les acteurs qui est pertinent pour la recherche. Latour (2005) va même plus loin en avançant que les objets ont aussi le statut d'acteur puisqu'ils influencent les relations entre les personnes. Concernant le social, autre élément problématique, il a mentionné qu'il se construit par les interactions entre acteurs; il n'est pas donc constitué a priori ou « constitutif » :

Problems arise however when social begins to mean a type of material, as if the adjective was roughly comparable to other terms like wooden, steely, biological, economical, mental, organizational, or linguistic. [...] What I want to do in the present is to show why the social cannot be construed as a kind of material or domain and to dispute the project of providing a social explanation of some other state of affairs (idem : 1).

Le problème avec le concept de social est qu'il est souvent utilisé pour combler les vides. Latour (2005) propose plutôt de prôner une approche descriptive sérieuse, qu'il nomme « cartographie du social », en admettant aussi les limites des recherches effectuées sur cette base. Il reprend une comparaison avec les explorateurs en affirmant que ces derniers auraient eu bien peu de crédibilité s'ils avaient déduit, par exemple, la carte des Amériques seulement en visitant la région des Caraïbes.

Le terme acteur désigne ce qui laisse des traces ou influence les relations, ce qui peut être le cas d'individus, de groupes ou même d'objets. Par exemple, pour l'étude du lien transnational entre ADM/CIAP, il se construit par les interactions face-à-face, les communications intermédiées, les représentations que l'on se fait du partenaire, mais aussi par le commerce des objets et les interactions avec d'autres mouvements. Ces cinq éléments, qui laissent des traces et transforment la relation, seront repris dans notre analyse. Cependant, si les acteurs construisent le sens qu'ils donnent au réel et à l'action par leurs interactions, il reste alors à définir la place du chercheur dans cet ensemble. En effet, celui-ci ne peut pas leur révéler une réalité ou un savoir caché ; le cas échéant, ces derniers perdraient leur statut d'acteurs et on se retrouverait dans une position postulant un savoir transcendant ou une ontologie singulière (sans mentionner le cautionnement du rapport de pouvoir entre chercheur et participants). Certains auteurs post-modernes ont suggéré de procéder au collage d'extraits d'informations,

regroupés par thèmes, mais nous croyons qu'au-delà d'une volonté de créer un effet esthétique particulier, cette méthode ne résout pas réellement le problème. La place du chercheur et la relation entre les savoirs des acteurs face à la construction de connaissances académiques nous ont d'ailleurs posé un sérieux problème lors de l'étude de terrain. En effet, il nous est apparu que les acteurs connaissaient beaucoup mieux le sujet et leur réalité que nous et que notre présence était au pire inutile sinon uniquement profitable pour nous. Cependant, avec un peu de recul, nous continuons à penser que notre rôle n'est pas de révéler des choses aux acteurs ou de théoriser⁹⁴ leur savoir, mais plutôt d'articuler les points de vue qui nous ont été proposés. Cela est possible grâce à notre capacité de nous mouvoir entre les différents espaces d'interaction du phénomène étudié⁹⁵. Selon cette perspective, les acteurs conservent leur statut, comme le souligne Latour (2005: 11) : "The duties of social sciences mutate accordingly: it is no longer enough to limit actors to the role of informers offering cases of some well-known types. You have to grant them back the ability to make up their own theories of what the social is made of". Van Maanen (1979 : 540) fait, quant à lui, la différence entre les concepts de premier ordre des acteurs et ceux de second ordre des chercheurs qui sont des interprétations par ces derniers de l'information offerte par les acteurs. Bien que nous préférions plutôt parler de dialogue ou d'articulation entre ces deux perspectives qui ne sont pas compartimentées, nous croyons pertinent de concevoir la place du chercheur comme un interprétant qui articule les points de vue lui étant offerts, mais en s'inscrivant comme acteur dans le processus étudié plutôt qu'observateur. Comme le résume encore Van Maanen (1995 : 134) : « Theory is a matter of words not worlds ; of maps not territories ; of representations not realities ». Par exemple, dans notre analyse du partenariat transnational, plutôt que de théoriser les perspectives des acteurs, nous avons plutôt choisi de nous pencher sur la cohabitation et les interactions entre les diverses perspectives et pratiques sur le sujet. Cette façon de faire s'inscrit donc dans la perspective esthétique que nous avons développée, où les représentations sont diverses et interagissent entre elles pour donner sens

⁹⁴ Une autre question se pose ici, à savoir la place qu'occupe la théorie dans ce type d'approches. En effet, elles peuvent sembler a-théoriques ou même antithéoriques, mais nous croyons qu'elles ne proposent que de remettre certaines priorités à leur place. En effet, comme le souligne Latour (2005), produire une bonne description est déjà une tâche colossale et ce n'est qu'à partir de meilleurs faits que nous pourrions construire de meilleures théories. Par contre, une théorie est en fait une perspective explicative qui révèle des éléments au savoir des acteurs et c'est pourquoi nous préférons parler de cadre conceptuel que de cadre théorique, puisque les concepts sont en fait des outils offerts aux chercheurs pour mieux donner sens à la réalité des acteurs.

⁹⁵ La question des rapports entre savoir académique et savoirs « pratiques » ou « locaux » est une des questions importantes de la crise de représentation en anthropologie (Marcus et Fischer, 2001) que nous n'aborderons cependant pas dans le cadre de cette recherche. La perspective que nous favorisons est celle décrite plus haut où le travail de description consiste en une articulation cohérente des connaissances partagées par les participants à la recherche, qui donnent sens à leur expérience.

au vécu dans un processus d'interactions entre acteurs marqué par la distance de représentation. L'idée est alors pour nous de cibler les acteurs sociaux du cas à l'étude, c'est-à-dire ceux et ce qui influencent la relation, et de décrire les interactions qui se manifestent par des relations de conflit/coopération qui construisent le collectif (le mouvement social ou l'organisation dans notre cas).

3.1.2 L'ethnographie organisationnelle multi-sites

Pour comprendre la construction de sens par les acteurs nous croyons que l'idée de *thick description* (Geertz, 1973) associée à l'ethnographie⁹⁶ est pertinente en ce qu'elle suppose une longue présence auprès des acteurs et une description des processus relationnels qui les lient. Par contre, pour revenir à l'idée de Latour (2005) et confronter le problème de la description d'un phénomène complexe⁹⁷, nous croyons devoir suivre les traces du social dans la relation comme élément d'ancrage de la description. Cela veut dire suivre les éléments de la relation qui sont considérés signifiants par les acteurs. Par exemple, dans le cas du partenariat étudié, les espaces d'interactions sont multiples et leurs formes aussi (institutionnelles, affinitaires, médiatisées, représentationnelles, par exemple), ce qui fait que leur description « complète » serait complexe sinon impossible. Pour remédier au problème, nous devons cibler les éléments de la relation qui en transforment le sens et les acteurs principaux ayant un impact fort sur elle (leaders, résistants, entre autres) et centrer notre travail de description sur ces points articulatoires qui sont les éléments significatifs pour le processus ou la communauté étudiée. Par ailleurs, il s'agit alors de savoir si le sens se construit dans le quotidien ou dans l'exceptionnel. La réponse selon nous repose sur l'amalgame des deux possibilités. Pour simplifier, l'ethnographie a bien développé l'étude du quotidien en se concentrant sur des communautés précises et la sociologie a, quant à elle, davantage élaboré l'étude de l'exception et de la rupture. Nous croyons que ces deux orientations sont pertinentes et doivent s'intégrer, surtout pour le cas d'une communauté floue et éparse géographiquement. Nous pensons, encore une fois, qu'il faut alors insister sur ce qu'on appelle les points articulatoires ou les moments/lieux où le sens se transforme explicitement.

⁹⁶ L'ethnographie possède plusieurs définitions que synthétise Bates (1997 : 1151) : « as a particular type of method or fieldwork activity (the doing of ethnography), a kind of intellectual effort or paradigm (the thinking), and a narrative or rhetorical style (the writing) ».

⁹⁷ La notion de *thick description* avancée par Geertz en 1973 est remise en question puisqu'elle est associée à l'idée d'ethnographie isolée (*bounded ethnography*). En effet, la majorité des auteurs souligne que les communautés étudiées (culturelles, nationale, mouvements, etc.) s'inscrivent dans des dynamiques d'ouverture qui leur donnent des frontières poreuses et des lieux d'activation démultipliés.

C'est une des raisons qui justifient notre choix d'opter pour l'ethnographie comme méthode, mais en l'articulant aux éléments d'épistémologie développés auparavant. Aussi, puisque nous étudions des mouvements sociaux composés d'organisations, nous utiliserons le concept d'ethnographie organisationnelle pour définir notre méthode. C'est une approche qui est devenue récemment populaire pour l'étude des organisations (Bates, 1997 : 1148)⁹⁸ et elle est largement employée pour des sujets connexes aux nôtres, tels que l'étude culturelle des mouvements sociaux (Cunningham, 2000 ; Glassman, 2001), l'analyse des ONG (Fischer, 1997, Roberts, 2000) et celle des organisations de développement (Lewis et al, 2003)⁹⁹. Elle favorise une conception de la culture organisationnelle qui en fait un élément fondamental de l'organisation plutôt qu'un simple attribut (Lewis, 2002 : 78). Pour le développement, Lewis et al (2003 : 546-547) mentionnent les approches orientées autour des acteurs qui analysent les divergences entre les effets et les discours du développement ainsi que la manière dont ces derniers sont produits par les organisations, interagissent avec les pratiques et sont ancrés au sein de relations de pouvoir dans et entre les organisations. Dans les écrits sur les ONG, des problématiques et méthodes similaires sont mises de l'avant par des chercheurs qui mentionnent que les organisations peuvent être appréhendées « en tant qu'espaces organisés ou normés où se confrontent des enjeux (de pouvoir, de légitimité, d'intérêts, d'idéologie, d'affects) à la fois à l'intérieur de l'organisation et dans les rapports de cette dernière avec ses partenaires et son environnement » (Olivier de Sardan, 1998 : 25). Cette conception de l'organisation et de sa culture s'inscrit pertinemment avec l'approche que nous avons présentée et qui se penche sur les dissonances de l'action collective (plutôt que ses seules consonances).

Aussi, bien que l'ethnographie soit généralement conçue comme mono disciplinaire, elle est de plus en plus utilisée dans diverses disciplines et nous croyons, au contraire, que c'est une méthode qui se prête bien aux approches interdisciplinaires. De façon générale, plusieurs auteurs reconnaissent que l'approche ethnographique des organisations est particulièrement

⁹⁸ L'auteur mentionne toutefois que la technique est souvent utilisée de façon superficielle dans l'étude des organisations : "On closer examination thick description invariably turns out to be quick description (Wolcott, 1995 : 90), yet another business case study or company history, a pale reflection of the experimentally rich social science envisaged by earlier writers like Agar (1980 : 6). Prolonged contact with the field means a series of flying visits rather than a long term stay (jet-plane ethnography)". Une question s'avère pertinente à la lumière de cet extrait : que signifie long terme? Une durée relative ou absolue?

⁹⁹ On l'utilise aussi de plus en plus dans les études des organisations de divers types, tels les services de santé (Ormrod, 2003), par exemple.

adaptée à l'analyse des contextes organisationnels (Roberts, 2000 : 145). Cette façon de cerner les dynamiques culturelles dans les organisations se situe aussi en concordance avec l'approche que nous avons proposée pour l'étude de la construction de mouvements sociaux et, selon plusieurs auteurs, elle constitue à la fois un manque dans les textes sur les organisations et une piste de recherche pertinente pour atteindre une meilleure compréhension des dynamiques qui fondent les organisations non gouvernementales (et les mouvements sociaux) (Earle et Simonelli, 2000; Holmén, 1994, Fisher, 1997). Comme le synthétise Ortner (1995 : 173) : "I argue that many of the most influential studies of resistance are severely limited by the lack of an ethnographic perspective. Resistance studies in turn are meant to stand in for a great deal of interdisciplinary work [...]".

Un autre élément pertinent à souligner est que ces organisations, qui composent les mouvements sociaux, ne sont pas inscrites dans un *vacuum*, mais plutôt dans des dynamiques plus vastes. Par contre, encore une fois, l'idée n'est pas de les inscrire dans ces dynamiques à partir d'un point de vue externe, mais de comprendre comment elles s'y inscrivent. Comme le mentionne Latour (2005 : 7) : "Organizations do not have to be placed into a wider social frame since they themselves give a very practical meaning to what it means to be nested into a wider set of affairs". C'est pourquoi, dans notre recherche, nous avons fait une ethnographie des organisations étudiées, mais aussi une description des relations qui sont signifiantes pour leur pratique de commerce équitable, soit : les relations entre elles (puisqu'elles sont partenaires), leur inscription dans le mouvement de commerce équitable national et international et leur participation à d'autres mouvements plus vastes par l'articulation de leur pratique de commerce équitable à d'autres comme l'économie solidaire et l'altermondialisation.

Nous avons donc fait face à une multiplicité de sites possibles pour l'étude des interactions entre les acteurs, puisque les deux organisations étudiées, en plus d'avoir des composantes locales, sont structurées en fédérations nationales et participent à des mouvements plus vastes. Notre méthode devient donc une ethnographie multi située, nécessaire de toute façon à l'étude des mouvements sociaux à caractère transnational. Celle-ci va au-delà d'une ethnographie prenant pour objet une communauté délimitée (*bounded*) et localisée. Cette façon de conduire des études de terrain est basée sur l'idée d'une recherche orientée autour des « chemins », liens ou relations entre des sites divers (Marcus, 1995 : 105). Pour notre cas de commerce

équitable, qui met en relation des acteurs français et péruviens, l'idée de la multiplicité des sites est donc explicite. Dans son texte sur l'ethnographie multisituée, Marcus (1995 : 107-110) parle de six éléments que l'anthropologue peut suivre dans cette multiplicité des sites : personnes, choses, métaphores, histoires, biographies et conflits. Puisque nous étudions un mouvement social transnational, nous avons suivi les idées (discours), les pratiques, les objets ainsi que les relations entre les acteurs qui font en sorte qu'une action collective se construit au sein d'un mouvement structuré en réseau transnational. Nous pouvons globalement relier cette façon de procéder à l'idée de suivre des métaphores mais, en l'occurrence, nous utiliserons le terme plus général de discours/cadres d'interprétation.

Une dernière précision reste à faire concernant l'idée même de diversité des sites. Le fondement d'une ethnographie multisituée est aussi, selon nous, de dépasser la conception de l'espace vu comme comportant plusieurs niveaux stratifiés et la distinction entre structure et place. Comme l'avance Latour (2005: 177-179) :

The macro is neither above nor below the interactions, but added to them as another of their connections, feeding them and feeding off of them. [...] There exists no place that can be said to be non-local. If something is to be delocalized, it means that it is being sent from one place to some other place, not from one place to no place.

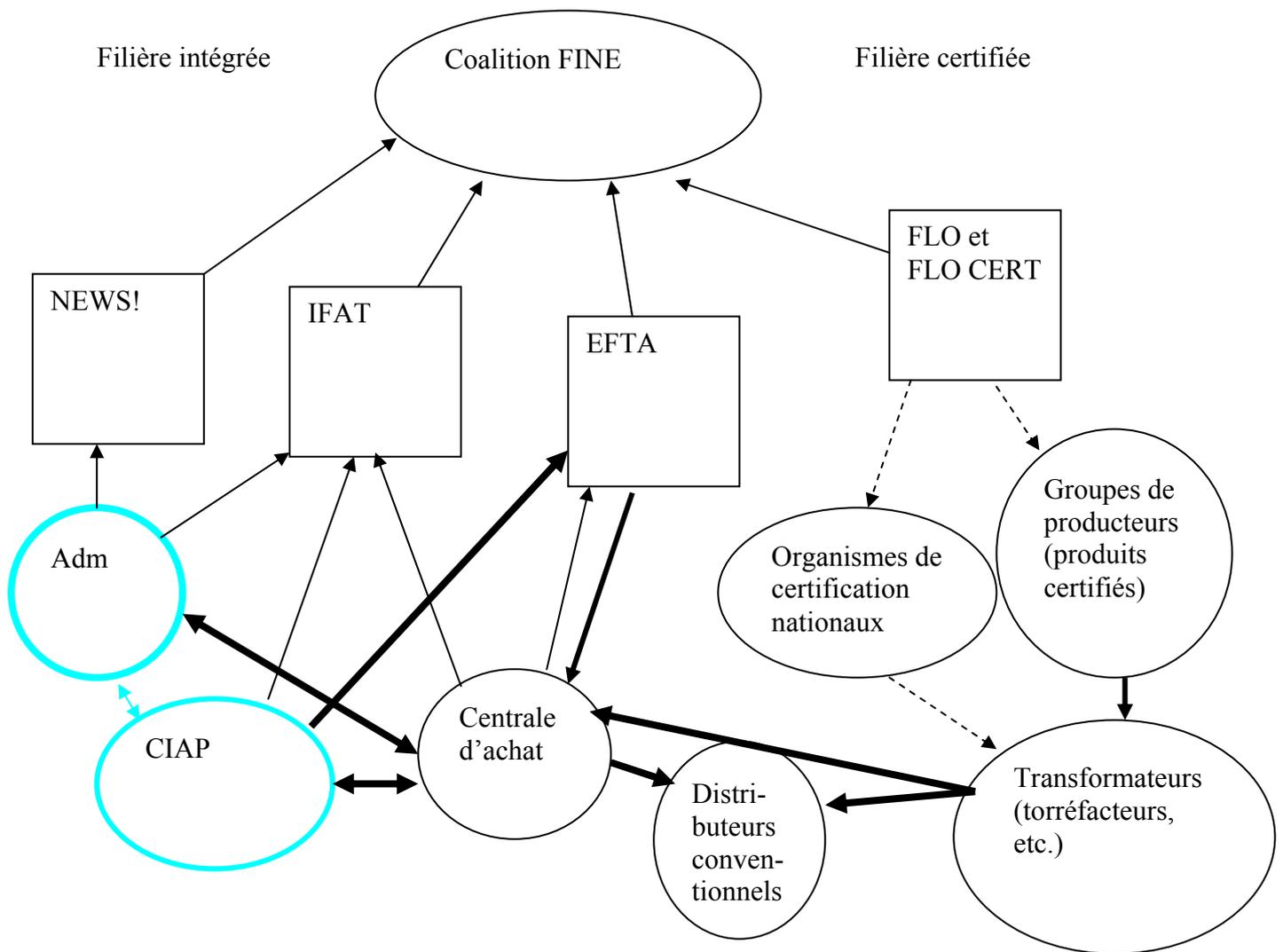
Ainsi, si nous prenons le cas de la globalisation, plutôt que de concevoir une structure économique transnationale dans laquelle les acteurs s'inscrivent ou qui leur est imposée en éliminant leur capacité d'action, il faut plutôt appréhender le phénomène comme étant composé de multiples relations, toujours localisées, et ayant des liens entre elles. Comme l'avance Latour (2005: 191-194) : "I proposed to trudge toward the many local places where the global, the structural and the total were being assembled and where they expand outward thanks to the laying down of specific cables and conduits. [...] It is the transported presence of places into other ones that I call articulators or localizers". Ainsi, pour le cas du mouvement de commerce équitable, cette perspective donne une importance au sens qui voyage par les personnes, les objets ou même les documents. Nous verrons donc, par exemple, que les objets ou les documents portant sur les producteurs influencent le sens donné à la pratique par les acteurs français. C'est donc la multilocalisation de la présence des acteurs qui crée la relation transnationale en plus des contacts directs plus limités. D'ailleurs, dans l'étude de phénomènes multilocalisés (plutôt que délocalisés), le chercheur, comme les acteurs d'ailleurs, ne doit pas seulement se mouvoir d'un lieu à l'autre mais, comme le soulignait Marcus (1995 : 11) avoir des prédispositions à la création de liens avec des sites

multiples qui ne sont pas nécessairement visités. Bref, la procédure de collecte des données que nous avons choisie en est une visant la description en s'intéressant aux points d'articulation ou de transformation de la relation entre les acteurs et qui se manifeste dans une multiplicité de sites où s'active cette relation et que nous avons ciblés selon leur pertinence.

3.1.3 Le choix des cas

Pour répondre aux questions de recherche posées, nous proposons l'étude instrumentale d'un cas (Stake, 2000 : 437), celui d'un partenariat singulier de commerce équitable qui nous permettra d'étudier cette dynamique particulière, mais aussi de comprendre le phénomène plus large de construction de ce mouvement social.

Schéma 3.1 : Structuration du mouvement de commerce équitable¹⁰⁰



Plus particulièrement, le cas étudié est celui d'un partenariat entre deux fédérations nationales de commerce équitable (en gris dans le schéma). La première est une OCE en France, Artisans du Monde qui est structurée en fédération, possède des bureaux à Paris et regroupe environ 150 boutiques et 4000 bénévoles. De plus, elle a fondé (puis s'est récemment réappropriée suite à la perte du contrôle de la gestion dans les années 1990¹⁰¹) une centrale d'achat nommée Solidar'Monde. ADM fait partie du réseau des Magasins du Monde européens (NEWS), ainsi que de l'IFAT alors que la centrale SolidarMonde est aussi membre de l'IFAT et l'EFTA. La seconde, CIAP (*Central Interregional de Artesanos del Perú*), est

¹⁰⁰ Ceci n'est que le schéma synthétique de la structure du mouvement. En effet, plusieurs acteurs y sont absents telles les entreprises privées qui ont développé leur propre filière, les groupes d'appui et de promotion, les groupes de recherche sur le sujet, l'État et certains groupements nationaux ou continentaux tels que *FairTrade federation* en Amérique du Nord ou *Comercio justo* au Mexique. Dans ce schéma, les flèches pleines illustrent la circulation de biens; les flèches de taille normale, la participation aux organisations; et les flèches pointillées, la vérification ou l'audit des pratiques.

¹⁰¹ Voir le chapitre 4 pour une description de cet épisode de l'évolution de l'organisation.

une fédération de producteurs ayant son siège à Lima au Pérou et regroupant 18 groupes de base et 700 artisans et leurs familles. Cette organisation amalgame diverses structures : une association nationale contrôlée par des représentants de groupes de base; une entreprise d'exportation propriété de l'association; une entreprise de tourisme et une coopérative de crédit. Les groupes de base sont dispersés sur le territoire péruvien, mais se concentrent principalement à Lima et dans l'Altiplano au sud-est¹⁰². CIAP est aussi membre de l'IFAT et du réseau péruvien de commerce équitable (*Mesa nacional de comercio justo y consumo ético*).

L'idée était donc de choisir un partenariat singulier du mouvement de CE et de suivre les discours/pratiques des acteurs impliqués afin de comprendre la construction du projet collectif. Nous avons fait le choix de débiter l'étude de terrain auprès du partenaire européen puisque la conceptualisation du commerce équitable, bien que basée sur une dynamique Nord-Sud, a historiquement émergé au Nord. Le premier séjour sur le terrain fut donc accompli du 20 septembre 2004 au 7 février 2005 auprès d'Artisans du Monde. Un deuxième séjour, pour terminer les entrevues, eut cours entre le 24 octobre et le 10 décembre 2005. Le choix du second terrain fut ensuite fait en consultation avec ADM lors de la première partie du terrain, pour trouver une organisation ayant certaines caractéristiques précises : un partenaire parmi les plus importants en terme de ventes et d'interactions directes, un groupe possédant une certaine expérience, une structuration semblable ou similaire à celle du groupe français (fédérée) et une organisation considérée par ses partenaires européens comme active dans les réseaux internationaux de commerce équitable. Nous voulions en fait une organisation considérée comme un partenaire privilégié à plusieurs niveaux et ayant une présence forte sur la scène internationale du commerce équitable puisque, à cause de la distance géographique, les contacts des partenaires peuvent facilement être très limités. Il fut alors convenu conjointement que les cas généraux présentant le plus d'intérêt se situaient dans le domaine de l'artisanat où les relations sont plus directes entre organisations du Nord et du Sud¹⁰³. Ensuite, nous avons évalué les choix d'organisations qui s'offraient et nous nous sommes restreint à l'Amérique latine pour des questions de langue et d'intérêt général. Après réflexion et discussions avec des membres de Solidar'Monde et d'ADM, CIAP nous semblait

¹⁰² Voir l'annexe 3.1 pour une carte géographique.

¹⁰³ En effet, la centrale d'achat française achète plusieurs produits alimentaires aux autres centrales européennes par le biais de l'EFTA plutôt que directement aux organisations de producteurs alors que l'artisanat s'achète généralement plus directement.

avoir une place particulière auprès d'Artisans du Monde. Elle possède une structure similaire à la leur, c'est-à-dire que c'est une fédération de groupes d'artisans qui sont dirigés par des représentants issus de groupes locaux et non pas d'une ONG ou d'une entreprise comme la majorité des groupes d'artisans de commerce équitable. De plus, elle possède beaucoup d'expérience (plus de 20 ans¹⁰⁴) et connaît une certaine réussite au niveau de la qualité des produits et de la cohérence de son projet. Finalement, elle est très souvent citée par les militants d'Artisans du Monde lorsqu'ils veulent donner des exemples d'organisations possédant une pratique économique réussie jumelée à un projet politique bien structuré¹⁰⁵. À la lumière des critères ci-haut mentionnés, de ces informations et des contacts avec CIAP, nous avons convenu d'un séjour chez CIAP du 18 mars 2005 au 12 septembre 2005, ce qui coïncidait heureusement avec une rencontre de l'IFAT tenue au début de mai à Quito. Ce dernier événement a constitué en quelque sorte un troisième terrain puisqu'il s'agit d'une rencontre internationale des acteurs de la filière intégrée du commerce équitable et qu'elle nous permettait d'observer les dynamiques entre OCE et partenaires pour CIAP/ADM, mais aussi plus globalement pour le mouvement du commerce équitable au niveau international.

Bref, nous avons donc choisi deux sites généraux pour ancrer notre recherche (le niveau national des organisations et celui transnational du mouvement de CE) et c'est à partir de ces sites que nous avons pu suivre les organisations dans leurs dynamiques internes avec les groupes membres, mais aussi leur inscription dans les mouvements de commerce équitable, d'économie solidaire et altermondialistes. Dans le cas qui nous intéresse, nous croyons qu'il a été salutaire de choisir de tels points d'ancrage puisque les relations y sont multiples et complexes. Le choix de partir du point de vue des deux organisations pour analyser la construction du partenariat et du mouvement social nous permettait de tracer des limites précises à l'étude de terrain, la rendant en fait possible, même s'il est évident que notre analyse est aussi limitée par ce choix. Ce sont néanmoins les bornes que nous nous sommes données puisque l'objectif était comprendre l'articulation des points de vue des acteurs et non

¹⁰⁴ En incluant l'expérience de l'organisation d'avant la scission, AIP. Voir le chapitre 5 pour un historique.

¹⁰⁵ Certains pourraient se demander pourquoi choisir une organisation ayant du succès plutôt qu'une au hasard ou encore des producteurs éprouvant des difficultés. Puisque notre recherche ne vise pas à partir d'un cas pour généraliser sur le mouvement de CE, mais plutôt de comprendre une relation transnationale particulière (aussi constitutive du mouvement), nous avons plutôt pensé qu'une telle organisation faciliterait notre recherche puisqu'elle participerait alors plus au mouvement et serait moins tournée vers des problématiques très particulières (CIAP en vit aussi évidemment par contre). Ainsi, le fait que CIAP et ADM ont des contacts fréquents nous a facilité la tâche.

pas de leur présenter la description complète du phénomène à partir d'une perspective englobante.

3.2. DESCRIPTION DE L'EXPÉRIENCE DE TERRAIN

La meilleure façon de donner sens aux propos que nous avons tenus sur la méthodologie est de décrire concrètement le processus de collecte de données que nous avons accompli. En effet, il n'est pas toujours simple d'opérationnaliser des principes méthodologiques lors d'une étude de terrain complexe et parsemée d'obstacles. Il n'existe pas de recettes méthodologiques, que des principes, et chaque étude de terrain est particulière selon le contexte et la personne qui la réalise.

3.2.1 L'échantillonnage et la collecte de données

Malgré les limites que nous nous sommes données, notre étude de cas restait tout de même plutôt vaste avec près de 5000 personnes impliquées seulement pour les deux organisations choisies. Il fut alors important de déterminer plus précisément ce que nous recherchions et d'élaborer un plan de cueillette des données en lien avec le cadre épistémologique et conceptuel que nous avons défini afin d'éviter de nous « perdre » dans la complexité du phénomène. Nous avons défini au préalable une procédure de collecte de données qui fut globalement suivie lors du terrain, mais avec certains ajustements devant la réalité observée, celle-ci n'ayant évidemment pas été pensée dans toute sa globalité *a priori*.

Pour répondre aux questions de recherche, nous avons besoin de trois types principaux de données qui furent recueillies à partir de trois techniques générales de collecte utilisées auprès de deux catégories générales d'acteurs. Étant donné l'objet central de notre recherche, nous avons choisi de centrer la cueillette de données autour des organisations comme point d'ancrage. Par la suite, nous avons déterminé deux groupes généraux d'acteurs auprès desquels les données furent récoltées, soit les acteurs internes (membres des deux organisations) et externes (individus impliqués dans des organisations membres du mouvement de commerce équitable, de l'économie solidaire et de l'altermondialisme). En ce qui a trait à la nature des données recherchées, elles devaient nous informer sur les discours et les pratiques des acteurs. Pour les discours, nous cherchions à documenter : l'expérience personnelle et les motifs d'implication, les dynamiques de l'organisation, les représentations

associées au commerce équitable et l'inscription de cette pratique dans des mouvements et mouvances plus vastes. Au niveau des pratiques, nous avons observé, au Nord comme au Sud, les dynamiques organisationnelles, la mise en pratique des critères et objectifs du commerce équitable, l'inscription des associations dans des réseaux locaux ou régionaux ainsi que les dynamiques transnationales entre les producteurs et les membres de la fédération française.

Lors de la collecte de données, nous avons utilisé trois techniques générales qui nous ont permis de faire simultanément un processus de triangulation leur assurant une certaine validité (Littrell et Dickson, 1999 : 332) : l'analyse documentaire, l'observation participante et la conduite d'entrevues auprès d'acteurs sélectionnés. Elles sont justifiées à la fois par leur pertinence par rapport aux questions posées dans notre recherche et par leur utilisation récurrente dans les recherches empiriques sur les mouvements sociaux et le commerce équitable (par exemple : Carpenter, 2000 ; Carruthers, 2001 ; Nigh, 1997 ; Littrell et Dickson, 1997 et 1999 ; Markowitz, 2001 ; Cunningham, 2000; Johnson, 1998). D'ailleurs, Bartle et coll. (2002) l'utilisent dans une recherche d'ethnographie organisationnelle en plus d'y ajouter les *focus groups*¹⁰⁶. Ces trois instruments de collecte sont aussi complémentaires au sens où l'analyse documentaire offre un point de vue unifié et souvent marqué par les perspectives des leaders/dirigeants; les entrevues font connaître le point de vue d'acteurs situés à divers échelons de l'organisation; et l'observation participante permet d'analyser les pratiques des acteurs et la mise en action (organisationnelle et personnelle) des principes véhiculés. Aussi, l'utilisation combinée de l'observation participante et de l'entrevue nous a permis de confronter notre vision des processus étudiés avec le sens que les acteurs leur donnent.

La population de notre étude est donc assez vaste; elle comprend le mouvement de commerce équitable qui est composé de multiples organisations. Et même si notre étude de cas se limite à un partenariat précis entre deux organisations, CIAP et ADM, même au sein de ces deux organisations, le nombre de membres est très élevé. Nous avons alors dû déterminer un échantillonnage afin de rendre la recherche possible. En ce qui concerne les documents, nous avons consulté les archives des deux organisations. La quantité de documents était énorme, surtout pour ADM, mais nous avons sélectionné certains types de textes pertinents à notre sujet de recherche. En premier lieu, nous avons recueilli tous les documents préparatoires aux

¹⁰⁶ Nous avons aussi utilisé cette formule, mais de manière très informelle lors de visites aux groupes de base des organisations.

assemblées générales et les comptes-rendus de ces dernières. Ensuite, nous avons récolté les documents disponibles sur les partenaires et les relations aux autres mouvements sociaux. Une première lecture de ces documents nous a permis de cibler deux éléments importants qui ont soutenu notre méthode d'échantillonnage : les thèmes débattus au cours de l'histoire des organisations puis les individus souvent présents dans ces débats ou aux postes de direction. Nous avons suivi une démarche similaire pour CIAP.

En fait, c'est suite à cette première collecte de documents que nous avons élaboré un échantillonnage plus précis. Suite à la lecture des archives et de discussions informelles avec des membres, qui nous ont permis de mieux comprendre le fonctionnement et les enjeux généraux, nous avons ciblé quelques individus clés (occupant un poste de direction ou non) selon le cas. Ensuite, nous avons défini une approche géographique. Puisque les deux organisations étaient structurées en Fédération nationale, nous devions explorer à la fois le niveau national et local des groupes. Ainsi, nous avons divisé la quantité d'entrevues entre ces deux niveaux et ciblé des groupes au sein desquels il serait pertinent de conduire les entrevues à partir de critères de diversité géographique, de disponibilité et de particularité (participation du groupe dans les débats nationaux).

Notre technique d'échantillonnage a été basée sur un amalgame de la méthode boule de neige et de la volonté de d'obtenir une diversité des points de vue. L'idée n'était donc pas nécessairement de faire un échantillonnage représentatif mais plutôt, par la discussion avec les membres, de cibler les groupes d'intérêt et les individus à interroger. Par contre, puisqu'il existe des réseaux d'affinité et des conflits dans toute organisation, nous devions nous assurer de diversifier nos réseaux d'informateurs et c'est pourquoi nous avons porté attention aux conflits et aux protagonistes de ceux-ci. Lorsque nous réalisons que nous étions limités à un réseau fermé, il valait mieux changer la source première et recommencer la procédure pour diversifier les propos recueillis. Par exemple, pour le cas d'ADM et le conflit sur la grande distribution¹⁰⁷ où les groupes en opposition étaient relativement bien déterminés. Nous avons donc utilisé cette méthode à la fois pour les individus faisant la promotion de la grande distribution et ceux qui s'y opposaient. Dans ce cas précis, c'est notre participation au groupe de réflexion sur le sujet qui a facilité le choix des individus clés. Bref, nous avons essayé à la

¹⁰⁷ Lorsque nous utilisons le terme grande distribution, nous faisons référence aux chaînes de distribution alimentaire de grande surface tel que Carrefour en France ou Provigo au Québec (voir : Jacquot, 2000).

fois de cibler de tels individus dans les deux organisations en plus de chercher à obtenir une variété de points de vue sur les débats principaux au moment de notre passage.

Dans le cadre de notre ethnographie organisationnelle multi-sites, passer des périodes assez longues au sein des deux organisations soit six mois pour chacune, permettait de participer activement à leurs activités afin de mieux comprendre les dynamiques organisationnelles, le sens donné à la pratique par les acteurs et les relations entre les militants et les partenaires. En plus des terrains effectués, nous voulions aussi être présent dans ce qui pourrait être qualifié d'espaces transnationaux où les acteurs se rencontrent. Ces espaces furent choisis en terme de pertinence et d'opportunités afin de réduire nos déplacements. Nous avons donc assisté au Forum social européen de Londres, qui se tenait lors de notre premier terrain et auquel Artisans du Monde participait; au sommet contre l'accord de libre-échange Andin (TLC) avec CIAP ainsi qu'à la rencontre de l'IFAT à Quito (en mai 2005) où les deux organisations étaient présentes.

Pour le terrain en France, nous avons d'abord pris contact avec des membres de la Fédération quelques mois auparavant et nous avons donc pu débiter l'étude dans les premiers jours suivant notre arrivée en septembre 2004. Pour des questions pratiques et de coûts, nous avons adopté une stratégie particulière dans la conduite du terrain. Nous avons décidé de passer du temps aux bureaux de la Fédération et de la suivre dans ses activités publiques et internes (réunions ou conférences) et de discuter informellement avec les salariés. L'objectif était d'obtenir une connaissance générale des dynamiques de l'organisation qui nous permette d'adapter nos grilles d'entrevues et d'identifier les leaders principaux. Aussi, nous avons choisi un groupe local de Paris que nous avons accompagné durant tout le séjour¹⁰⁸. Toutefois, afin de ne pas limiter la recherche à la région parisienne, ce qui aurait posé problème étant donné la centralisation générale en France et les dynamiques régionales fortes au sein de l'organisation, nous avons périodiquement fait de courts séjours dans certaines

¹⁰⁸ Nous avons choisi ce groupe sur la base d'un mélange de circonstances et de critères bien définis. En effet, c'est le premier contact que nous avons eu avec ADM en arrivant à Paris et nous avons donc décidé de nous y impliquer, étant donné l'accueil chaleureux reçu des militants. Aussi, ce groupe était intéressant, car il venait d'être mis sur pied, six mois auparavant, et qu'il avait un projet ambitieux de créer une Société coopérative d'intérêt collectif incluant des groupes de producteurs dans le Conseil de direction.

régions (Bretagne, Nord, Centre et Sud-est¹⁰⁹) au sein de groupes locaux où nous avons conduit des entrevues.

Notre premier corpus empirique fut constitué par un ensemble de documents écrits produits par la Fédération Artisans du Monde, CIAP et les réseaux dans lesquels ils s'inscrivent. Nous avons aussi utilisé, lors d'une collecte préalable à la conduite de l'étude de terrain, le matériel internet et les dépliants publicitaires disponibles publiés par ces organisations. De façon générale, la collecte de données écrites a été continue lors des terrains menés en France et au Pérou et nous avons tenté de recueillir un maximum de documents publics et internes (avec l'accord de l'organisation). Nous avons donc recueilli des documents promotionnels, éducatifs et d'information et des documents d'archives pertinents (comptes-rendus de réunion, journaux internes, etc.) produits à la fois par les fédérations nationales et les groupes locaux des deux organisations.

Notre deuxième type de données est constitué par les entrevues¹¹⁰ réalisées auprès d'individus sélectionnés. En France, nous avons interrogé des salariés de la Fédération et de SolidarMonde, des bénévoles des groupes de bases et des membres du Conseil d'administration national. Ce n'est qu'après un mois et demi de terrain que nous avons débuté les entrevues. L'échantillonnage fut alors divisé en deux. Pour les acteurs nationaux, nous avons choisi de faire quelques entrevues au sein de la Fédération (salariés) ainsi qu'auprès de membres du Conseil d'administration (élus) pour un total de huit entrevues. Pour les groupes locaux, nous avons réalisé quatre entrevues auprès de membres du groupe Paris Centre, soit des dirigeants et des militants de base, ainsi que six entrevues au sein de groupes locaux de diverses régions visitées (deux par groupe). Nous avons aussi identifié certains leaders importants au niveau national que nous avons interrogés (deux) en plus de deux salariés de la Centrale d'importation Solidar'Monde. Les entrevues auprès des membres du réseau furent d'une durée moyenne d'une heure et 45 minutes pour un total de 22 entrevues. Puisque l'organisation étudiée s'inscrit dans des dynamiques avec d'autres (partenaires ou concurrents), nous avons aussi fait des entrevues plus courtes auprès de membres de certaines organisations françaises de commerce équitable. Ceci s'est avéré pertinent, étant donné que la scène du commerce équitable en France est actuellement en crise et que les

¹⁰⁹ Pour une liste complète des groupes locaux, voir : Artisans du Monde, Site d'Artisans du Monde, [En ligne]. <http://www.artisansdumonde.org/docs/adresses-adm.pdf> (Page consultée en janvier 2007).

¹¹⁰ Ces entrevues furent enregistrées puis retranscrites par la suite et ce, pour les deux organisations.

acteurs s'opposent fortement dans une volonté de reconnaissance et de légitimation de leurs activités et perspectives (par l'État, les clients, les autres organisations de commerce équitable ou le mouvement altermondialiste). Nous avons donc conduit quinze entrevues de 45 minutes auprès d'associations et d'entreprises de commerce équitable hors du circuit Artisans du Monde. Bref, en France nous avons conduit 22 entrevues auprès de membres d'Artisans du Monde et quinze auprès d'acteurs externes¹¹¹. Finalement, nos dernières données proviennent de l'observation participante qui, selon Rice (2001 : 62), est nécessaire pour les recherches qui se penchent sur le fonctionnement des organisations/mouvements. Celle-ci fut menée auprès de diverses instances de la Fédération Artisans du Monde et CIAP (fédération nationale, groupes locaux et pratique quotidienne des producteurs, interactions avec les acteurs locaux et leurs relations avec les acteurs du Nord) ainsi qu'auprès de participants des réseaux externes choisis (le Forum social européen à Londres ou le forum de l'IFAT à Quito, par exemple).

En ce qui concerne le terrain au Pérou, nous y avons séjourné pour une durée de six mois au cours desquels une stratégie similaire à celle utilisée en France fut adoptée. Nous avons passé le premier mois à dépouiller les archives de l'organisation, à participer à ses réunions et activités publiques, à discuter avec les membres ainsi qu'à assister à diverses formations auprès de groupes locaux. CIAP, une fédération ayant un bureau en banlieue de Lima, est formée de dix-huit associations locales d'artisans. La répartition géographique des groupes est organisée autour de deux pôles principaux, Lima et l'Altiplano (Puno). Il y a six groupes dans la région de Lima et neuf dans l'Altiplano, en plus d'un à Chulucanas au Nord, un à Ayacucho au centre et un à Arequipa au Sud. Les deux pôles principaux de l'organisation sont donc constitués des groupes de Lima, principalement composés d'hommes migrants de la région d'Ayacucho, et ceux de Puno, avec près de 95% de femmes et produisant quasi exclusivement des produits d'alpaca. Au niveau symbolique toutefois, le groupe d'Ayacucho a une importance considérable puisque c'est le lieu d'émergence de l'organisation, qui s'est formée dans le contexte de la guerre civile qui avait forcé les gens de la région à fuir pour aller s'établir à Lima. Ainsi, on peut catégoriser les membres de l'organisation selon deux situations : des migrants provinciaux ayant fui la violence et la misère qui sont établis à Lima et des groupes de femmes d'une des régions les plus pauvres du Pérou, mais ayant intégré l'organisation un peu plus tard en général. L'importance de ces deux régions et les tensions

¹¹¹ Voir l'annexe 3.2 pour les grilles d'entrevues.

qui se manifestent entre elles ont orienté notre stratégie de recherche vers ces deux pôles. Nous avons décidé de passer la majorité du séjour à Lima pour y faire des allers-retours entre les bureaux de la Fédération et les groupes locaux, puis de passer cinq semaines à Puno auprès des groupes locaux. La raison pour laquelle nous avons divisé inégalement le temps entre Lima et Puno est que nous avons déterminé que la bonne compréhension des dynamiques des groupes de Lima est essentielle afin de saisir celles de l'organisation puisque ceux-ci sont fondateurs et qu'ils sont porteurs d'un élément fondamental de son histoire politique, soit la guerre civile (violence et réfugiés). Les groupes de Puno sont aussi très importants pour la compréhension des dynamiques récentes de l'organisation, mais ils s'identifient moins fortement à celle-ci. Ceci est dû au fait qu'il existe un phénomène de marginalisation de ces groupes et que la majorité sont membres de plusieurs regroupements d'artisans à la fois, CIAP ne représentant généralement qu'un pourcentage de leur activité économique. C'est le deuxième élément central que nous voulions approfondir.

Pour les premiers mois, nous avons divisé notre temps entre les bureaux de l'organisation, des visites ponctuelles à certains groupes (lors de formations et d'ateliers par exemple), une présence active chez un partenaire (le *Grupo Red de Economía Solidaria del Perú* -GRESPE) et une participation à des activités publiques, tels le *Foro andino* et le *Foro de la ley de los artesanos*. Ce n'est qu'à partir de la mi-mai que nous avons débuté les entrevues. Par rapport à l'échantillonnage, la formule retenue pour Lima fut de faire neuf entrevues avec les membres du Conseil d'administration (qui sont aussi membres de groupes locaux) et de compléter l'information par une participation aux activités de certains groupes choisis, telles les réunions ou certaines activités sociales (*polladas*¹¹² ou parties de soccer, par exemple) au cours desquelles nous avons pu discuter informellement avec les artisans. De plus, nous avons fait une entrevue avec un salarié de l'association et trois entrevues avec des employés de l'entreprise *Intercraft* qui sont des membres historiques du mouvement ou des leaders d'opinion. Bref, pour la région de Lima, nous avons combiné ces douze entrevues, une récolte de documents, des visites et discussions informelles, ainsi que des observations lors de réunions et d'activités publiques. Aussi, nous avons adopté à Lima la même stratégie que pour la France et fait huit courtes entrevues auprès de membres d'autres organisations de commerce équitable (artisanat et alimentaire) et, de manière informelle, avec des acteurs

¹¹² C'est une activité de cueillette de fonds ou pour souligner un événement qui est organisée par un groupe qui invite les autres à venir partager un repas de poulet grillé. Les fonds recueillis de la vente des plats et des consommations sont ensuite utilisés par le groupe pour mener à bien les activités prévues.

actifs dans sa promotion (GRESA, CEAS, Ayllu, entre autres). De plus, certains événements ayant eu lieu lors de notre passage furent très importants pour comprendre les dynamiques du mouvement de commerce équitable au Pérou. Nous avons assisté aux réunions de mise sur pied de la *Mesa Peruana de Comercio Justo*, le mouvement national de CE, qui regroupait CIAP et d'autres organisations de producteurs et de promotion du commerce équitable. Puis, d'avril à août, nous avons assisté au processus de création d'un projet de loi sur l'artisanat promu par CIAP et une ONG (Ayllu¹¹³) et qui s'est déroulé lors de forums consultatifs dans sept régions (*conos*) de Lima. Finalement, nous avons été présents lors des marches de promotion de la marque de l'IFAT à Puno et Lima¹¹⁴.

Par la suite, de la mi-juin à la fin juillet, nous nous sommes déplacé dans la région de Puno afin d'étudier les groupes de l'Altiplano. Lors de cette période, nous avons séjourné dans la maison d'une famille du groupe Sur Andino à Chinchera qui est située à 20 km à l'est de Puno. L'avantage était que cette maison servait aussi de centre de réunion pour le groupe et, évidemment, nous avons profité de cette situation privilégiée pour l'étudier et faire des observations au quotidien. Par contre, de façon générale, nous avons adopté une autre stratégie que celle déployée à Lima. Au lieu d'interviewer des dirigeants (Puno a aussi un Conseil de direction régional, mais sans pouvoir formel) et de visiter des groupes, nous avons fait l'inverse, c'est-à-dire que nous avons participé aux activités du Conseil de direction régional et de la boutique (qui héberge les bureaux), mais nous avons conduit nos entrevues auprès d'artisans de quatre groupes sélectionnés (Sur Andino, Laraqueri, Galaxia et Chumi). Nous passons alors quelques jours au sein du groupe pour participer aux réunions pour, ensuite, faire des entrevues, généralement avec trois membres (un de la Direction et deux artisans). Les quatre groupes furent choisis à partir de critères liés à la taille, au degré d'intégration/de participation à l'organisation et aux problèmes et réussites identifiés par CIAP, tout en tentant de conserver une certaine diversité. Nous avons finalement conduit douze entrevues dans cette région en plus de la récolte des autres données. Au total, au Pérou, nous avons donc conduit 24 entrevues avec des membres de CIAP et huit avec des individus appartenant à d'autres organisations de CE.

¹¹³ Voir : Ayllu, *Page d'Ayllu*, [En ligne]. www.aylluperu.org (Page consultée en janvier 2007).

¹¹⁴ C'est une marche mondiale (qui circule par pays) pour promouvoir la nouvelle marque de l'IFAT. Le passage de l'événement s'est fait lors de notre séjour en mai et juin.

Voir : IFAT, *Global journey*, [En ligne]. <http://www.ifat.org/globaljourney/22peru.shtml> (Page consultée en janvier 2007).

Finally, nous avons été présent dans quatre autres sites/événements, des lieux de rencontre entre acteurs du CE. Nous avons assisté au FSE de Londres, ce qui nous a aidé à mieux comprendre l'inscription du commerce équitable au sein des mouvements altermondialistes, plus particulièrement pour Artisans du Monde. Lors de ce forum, nous avons suivi les membres d'Adm dans leurs ateliers et rencontres. De prime abord, nous désirions conduire de courtes entrevues avec d'autres militants d'organisations présentes mais, devant la réalité sur place (horaire chargé et ambiance chaotique), nous avons plutôt privilégié de simples discussions informelles. Le second événement, qui impliquait CIAP, fut le forum anti-TLC où nous avons suivi une stratégie similaire. Le troisième, qui mettait en relation directement Artisans du Monde et CIAP, fut la rencontre de l'IFAT tenue à Quito en mai 2005. Lors de cet événement, nous avons suivi le président de CIAP (pour lequel nous servions aussi d'interprète pour l'anglais et le français), un membre d'Artisans du Monde et un membre de Solidar'Monde (la centrale d'achat française). La même stratégie de collecte de données fut suivie, c'est-à-dire que nous avons privilégié les discussions informelles et les observations. Finalement, un quatrième site/événement s'inscrivant dans cette perspective, et qui n'était pas prévu de prime abord, s'est présenté lors de la visite, auprès de CIAP, d'un membre de Solidar'Monde qui cherchait à développer un nouveau « monitoring participatif » avec eux et qui a visité une dizaine de groupes de l'association (Maldidier, 2006). Nous en avons profité pour l'accompagner et, ainsi, observer des interactions directes entre partenaires pour des questions dépassant la simple relation économique. Bref, ces terrains complémentaires nous ont apporté des informations additionnelles sur l'inscription du commerce équitable au sein de l'altermondialisme et de l'économie solidaire, les dynamiques entre partenaires au sein du mouvement international de commerce équitable et les relations directes entre partenaires.

3.2.2 Limites et obstacles de l'étude de terrain

Malgré un terrain satisfaisant, nous avons aussi été confronté à plusieurs obstacles en cours de route dont certains furent le fait de facteurs contextuels tandis que d'autres furent plutôt conséquents à des choix personnels. Au niveau contextuel, nous avons fait face à des limites tel un manque général de temps. Nous considérons que six mois auprès d'une organisation constitue réellement le minimum permettant d'en comprendre le fonctionnement et les dynamiques. À un niveau plus particulier, nous avons dû aussi conjuguer nos besoins avec les disponibilités des intervenants et le respect de leur temps de travail. Ainsi, il fut parfois

difficile de fixer des rendez-vous ou de conduire les entrevues qui étaient longues (certaines furent réalisées en deux rencontres, ce qui diminue leur fluidité). Un autre facteur limitatif fut la distance géographique et les coûts de déplacement lui étant reliés puisque les deux associations étudiées sont des Fédérations nationales chapeautant des groupes locaux répartis sur de vastes territoires nationaux. Conséquemment, les coûts, le temps de déplacement et les opportunités de rencontres ont orienté l'échantillonnage des visites et des entrevues. Par exemple, il nous fut impossible de visiter certains groupes intéressants et de conduire des entrevues avec certains leaders qui n'étaient pas disponibles ou vivaient dans des régions trop éloignées. Un autre facteur de blocage, au Pérou cette fois, fut la langue. Nous sommes arrivé au Pérou avec un niveau d'espagnol nous permettant de communiquer et de conduire des entrevues, mais celui-ci s'est beaucoup amélioré avec le temps, ce qui a directement affecté (positivement) la qualité des entrevues. La maîtrise des expressions et des terminologies liées au monde de l'artisanat nous a permis de graduellement mieux entrer en relation avec les intervenants à mesure que le terrain progressait. La langue a aussi constitué un facteur limitatif lors du séjour en zone aymara sur l'Altiplano. En effet, en plus de notre connaissance inexistante de la langue aymara¹¹⁵, la maîtrise de l'espagnol était souvent très limitée chez les membres des groupes. Ainsi, certaines entrevues ont posé des difficultés de compréhension pour les deux parties et ce, à cause de barrières linguistiques. Nous avons toutefois préféré assumer cette limitation plutôt que d'introduire un interprète dans la conversation ce qui aurait eu, selon nous, des effets plus limitatifs quant à la libre expression des personnes.

D'autres limitations portent plutôt sur nos capacités personnelles. Relativement aux entrevues, nous avons remarqué qu'elles ont une qualité variable (croissante avec le temps) liée à un apprentissage personnel et à une meilleure connaissance de l'organisation. Ainsi, certaines entrevues faites au début du processus n'ont pas la même qualité que celles faites vers la fin. Une autre limitation personnelle est liée à un manque d'expérience au niveau de la vulgarisation et de l'animation de groupes. Ceci a aussi fait l'objet d'un apprentissage progressif, mais a constitué un facteur limitatif certain, surtout lors des premières interventions au Pérou. En effet, l'exercice de conceptualisation du travail n'est pas le même que celui de sa vulgarisation afin qu'il soit en résonance avec les préoccupations des

¹¹⁵ Nous avons suivi des cours d'aymara dans le village de Chuicuito lors de notre séjour, mais ils se sont révélés grandement insuffisants au-delà de l'apprentissage de quelques salutations. Nous croyons que c'est une des faiblesses principales des données récoltées dans cette région et si le travail était à refaire, nous jugerions nécessaire de suivre des cours d'Aymara préalablement pour pouvoir conduire les entrevues dans cette langue.

participants. Afin de susciter une participation réelle, l'exercice d'adaptation de la recherche aux préoccupations concrètes des acteurs, ainsi qu'une capacité d'animer des réunions de groupe est essentielle. Nous avons d'ailleurs remarqué une meilleure participation des artisans et artisanes avec l'acquisition d'expérience de notre part lors du terrain. Une autre limite est qu'au-delà de la méthode d'échantillonnage choisie, une large part de la prise de contact a reposé sur nos capacités à créer des relations d'affinités avec des membres des organisations à l'étude. Étant donné que les deux organisations étaient complexes, notre accès aux divers individus et sous-groupes était souvent limité.

Finalement, deux autres limitations sont liées à des choix personnels faits en cours de route. Nous avons pris la décision d'utiliser le temps passé sur le terrain pour la collecte de données et l'analyse préliminaire des notes de terrain sans transcrire les entrevues au fur et à mesure de leur réalisation. Le choix était motivé par le temps court affecté au terrain et la volonté de récolter un maximum de données. Avec du recul, ce choix fut une erreur et, au retour, nous nous sommes retrouvé devant un nombre important d'entrevues à retranscrire et la nécessité d'y affecter beaucoup de temps avant de pouvoir poursuivre l'analyse des données. Directement en lien avec notre étude sur le terrain, d'autres erreurs concernent l'échantillonnage. Par exemple, en France, nous avons passé beaucoup trop de temps à interroger des salariés plutôt que de nous déplacer auprès de plus de groupes locaux, tandis qu'au Pérou nous croyons avoir passé trop de temps dans la région de Lima et ce au détriment de l'étude des groupes de Puno. Toutes les limites et erreurs commises lors de l'étude de terrain affectent bien entendu les résultats et les analyses que nous en avons retirés, mais nous croyons qu'aucune d'entre elles n'est d'une telle importance qu'elle remettrait en question la valeur de notre recherche. Nous les voyons plutôt comme les étapes d'un apprentissage lié à une première étude de terrain d'une telle ampleur et durée.

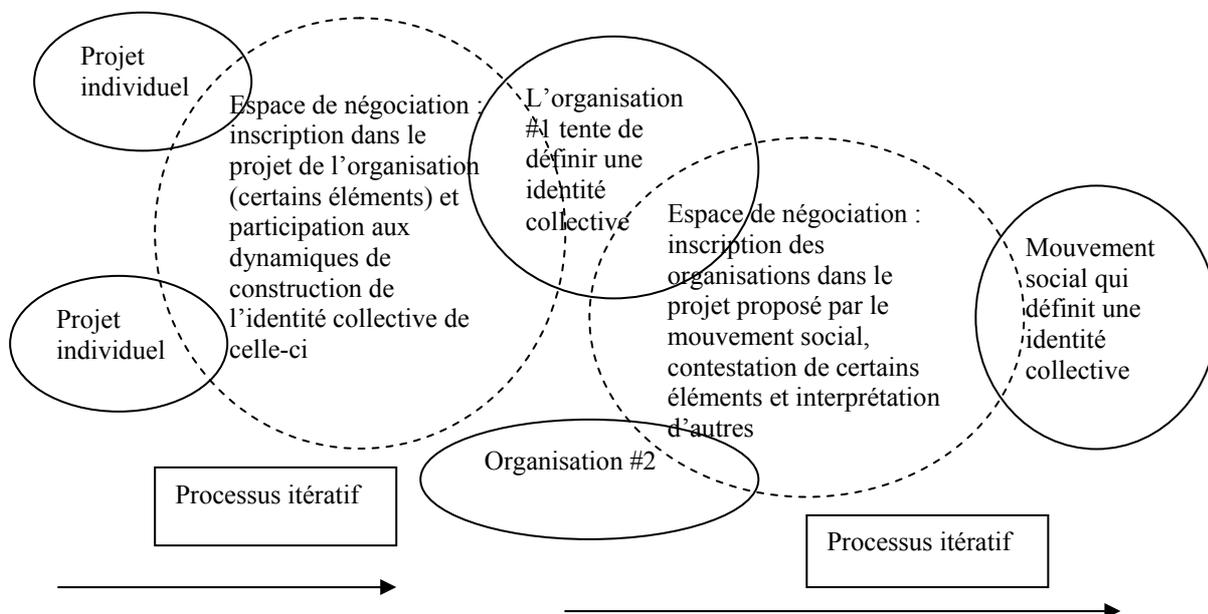
3.3. L'ANALYSE DES DONNÉES

Le processus d'analyse a débuté sur le terrain où nous avons pris des notes de synthèse, développé des hypothèses et avancé quelques éléments théoriques à développer. Nous présentons dans cette section deux éléments de notre analyse : certains concepts utilisés puis une description du processus accompli.

3.3.1 Les cadres d'interprétation et les ponts entre l'individuel et le collectif

Dans le cadre conceptuel, nous avons avancé que notre objet d'intérêt était la construction/activation des mouvements sociaux transnationaux que nous aborderions par l'étude du cas du commerce équitable. En fait, l'élément que nous cherchions à comprendre est comment était négocié le projet collectif au sein d'un mouvement regroupant des acteurs éloignés et comment ces derniers activent de façon continue les liens qui fondent la relation. L'élément principal du cadre conceptuel est que le processus de création de l'identité collective des mouvements sociaux (et des organisations) est un processus itératif, ouvert et activé par les acteurs individuels et collectifs.

Schéma 3.2 : Processus de création de l'identité collective du mouvement social



Lors de la présentation du cadre conceptuel, nous avons souligné certains éléments qui seraient construits au sein du mouvement social, dont l'identité collective et le projet collectif. Ces termes peuvent porter à confusion et c'est pourquoi nous les clarifions avant de présenter l'instrument conceptuel central de notre analyse, les cadres d'interprétation. L'identité collective est définie comme « Une définition interactive et partagée produite par plusieurs individus et portant sur les orientations de l'action et le champ des opportunités et des contraintes au sein duquel l'action prend place » (Melucci, 1995 : 44). Nous croyons que le projet collectif constitue un élément central de cette identité collective en ce qu'il réfère à l'énoncé explicite des motifs et objectifs de l'action collective. Comme l'identité collective,

celui-ci n'est fixé que partiellement et temporairement, il s'inscrit plutôt dans une dynamique de négociation entre les acteurs qui contestent, interprètent et se rapprochent son contenu. Lors de l'analyse, nous parlerons en termes de projet collectif plutôt que d'identité collective. Nous croyons que cela simplifie nos propos et se situe bien en lien avec nos objectifs de recherche. Par contre, parler de dynamiques entre des projets collectifs et individuels qui construisent l'identité des organisations (puis du mouvement) par des dynamiques de négociation, ne nous informe pas sur le « comment » de cette inscription et de cette construction. C'est à cette étape qu'interviendra le concept qui deviendra central dans notre analyse, soit l'idée de cadres d'interprétation (*frames*).

Ceux-ci réfèrent à l'élaboration d'un projet partagé permettant l'action collective par des acteurs hétérogènes. D'abord introduit par la psychologie, il se rapportait aux processus cognitifs qui permettent, par l'observation globale d'objets ou d'événements, d'obtenir une explication satisfaisante, pour l'acteur, de la totalité du phénomène, ce qui lui donne une compréhension des différentes parties de celui-ci, sans nécessiter une description exhaustive de chacune d'entre elles (Donati, 1992 : 140). Cette conception psychologique du concept est à l'origine de son utilisation en sociologie, introduite par Goffman¹¹⁶ (1974) puis popularisée par plusieurs auteurs, dont Benford et Snow (2000) pour les mouvements sociaux. Dans une telle optique, le cadre d'interprétation vise à transférer ce qui est connu à ce qui est nouveau¹¹⁷. Pour l'étude des mouvements sociaux, il a d'abord été utilisé par les auteurs du paradigme de la mobilisation des ressources pour l'introduction des questions culturelles dans l'analyse des mouvements sociaux (Benford et Snow, 2000). Ces auteurs associent généralement l'élaboration des cadres d'interprétation (*framing*) aux processus qui favorisent la mobilisation des acteurs en vue d'une action collective et pour lesquels la culture devient réservoir d'une pluralité de ces cadres (Donati, 1992 : 140-141). Ce concept est aussi utilisé plus globalement dans l'étude des mouvements sociaux dans une optique culturelle, à partir de laquelle on s'intéresse aux négociations de sens permettant l'action collective, c'est-à-dire « un phénomène processuel qui implique l'agencéité et des négociations au niveau de la

¹¹⁶ Goffman (1974) le définissait ainsi : «Schemata of interpretation that enable individuals to locate, perceive, identify, and label occurrence within their life space and the world at large» (Cité dans Benford et Snow, 2000 : 614). Il cherchait à conceptualiser la façon de donner sens à la réalité à partir d'elle, sans avoir à utiliser de méta-langage pour la décrire (processus infini).

¹¹⁷ Il s'oppose donc à la notion d'idéologie, considérée comme plus fixe dans le temps. Il demeure toutefois relié à celle-ci, puisque l'idéologie serait en fait une construction articulée et complexe de cadres d'interprétation interconnectés et hiérarchisés dans une rhétorique et une symbolique plutôt qu'une logique (Donati, 1992 : 157).

construction de la réalité [traduction libre] » (Benford et Snow, 2000 : 614). Benford et Snow (2000) caractérisent les cadres d'interprétation d'actions collectives par leur fonction interprétative qui permet de simplifier et de condenser différents éléments de l'environnement dans une perspective cherchant à mobiliser les adhérents potentiels, favoriser la sympathie des observateurs (*by-standers*) et démobiliser les antagonismes. Gamson (1992) a aussi utilisé ce concept pour décrire les phénomènes de construction d'un sens partagé qui ne reflète pas que les attitudes individuelles, mais aussi les résultats d'une négociation (cité dans Benford et Snow, 2000 : 614).

D'autres, tel Donati (1992 : 161), l'associent à un processus discursif, mais ayant la fonction de relier l'expérience à la culture et rendant possible les constructions idéelles qui donnent sens à l'expérience : « [...] a connection between the level of ideas and that of action is needed in order to interpret the meaning that people incorporate into their world and the way they construct it ». Le processus du *framing*, comme constitution d'une vision commune, doit donc être mis en relation avec une dynamique qui porte en elle des processus de négociation et de contestation :

Apart from the fact that various factions within a social movement usually compete with each other in framing processes, the movement's opponents, among them governments and the established political parties, control agencies and counter-movements struggle to deligitimize the movement's frame and push forward their own version (Neidhart et Rucht, 1991 : 445).

Finalement, Benford et Snow (2000 : 615-617) ciblent trois types particuliers de *cadres d'interprétation*: ceux relatifs à l'identification et à l'attribution d'un problème (*diagnostic*), ceux à partir desquels les mouvements articulent des solutions (*pronostic*) et ceux qui servent à la construction d'un discours favorisant l'engagement dans l'action collective (*motivationnel*). Par exemple, pour le commerce équitable, on pourrait résumer en disant que le diagnostique porte sur la situation des producteurs du Sud et les déséquilibres engendrés par le commerce conventionnel, que les pronostics concernent la pratique du commerce équitable et que le motivationnel porte sur la conception de la pratique solidaire et partenariale du commerce équitable. Ce sont des éléments qui seront précisés lors de l'analyse des données.

Par contre, bien que ce concept se prête bien aux analyses de la construction des mouvements sociaux et qu'il ait connu une popularité grandissante, son utilisation pose toujours divers

problèmes théoriques et méthodologiques (Bendford et Snow, 2000 : 633). Benford (1997 : 415-421) mentionne que les cadres d'interprétation ont tendance à être objectivés plutôt que conçus comme des processus dynamiques de négociation de sens, que leur utilisation se fait souvent dans une perspective cherchant à les décrire plutôt qu'à analyser leurs processus de construction et qu'ils possèdent un biais élitiste, puisqu'ils reflètent généralement la position des leaders. Afin de pallier partiellement à ces problèmes, nous proposons d'étudier leur construction et leur agencement en tant qu'un des éléments du processus de création d'un projet collectif au sein des organisations participant à un mouvement social.

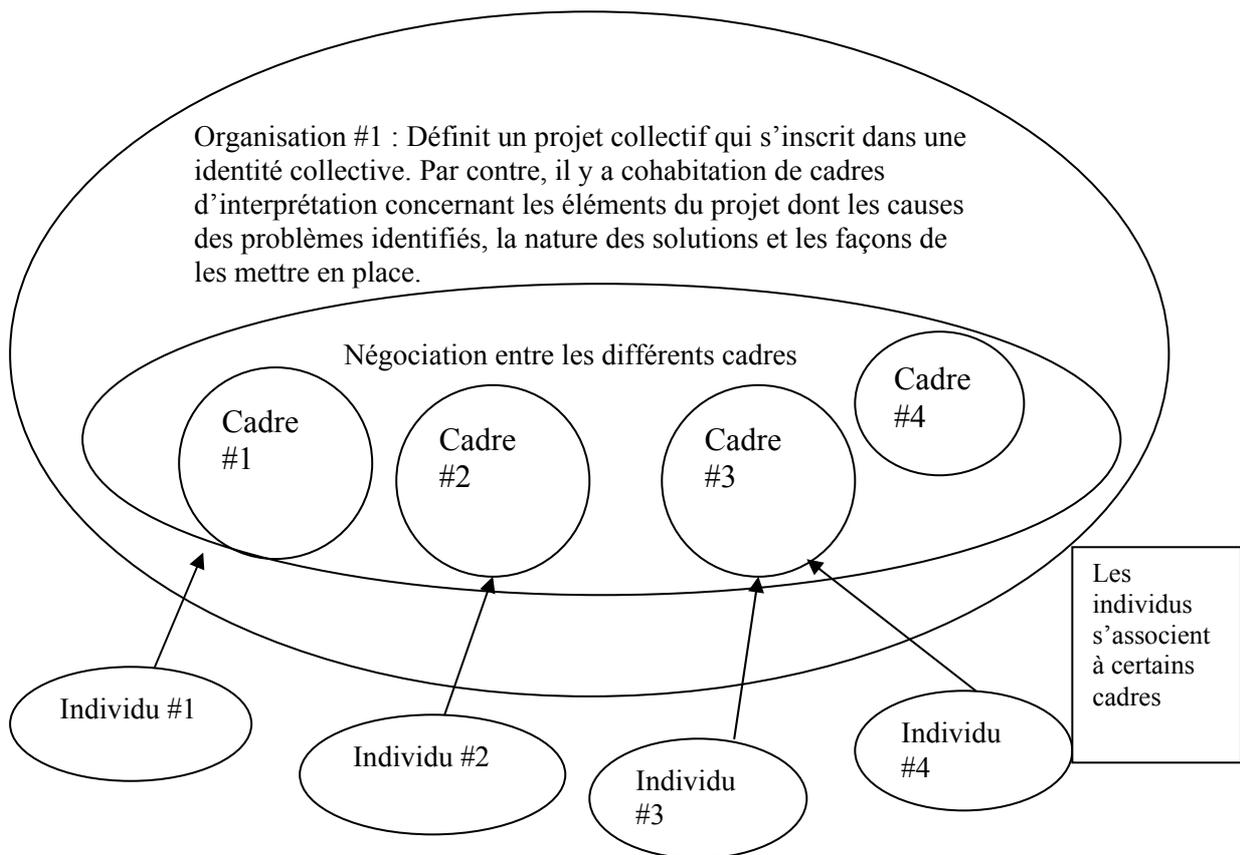
Comme le souligne aussi Buechler (2000 : 190) quant au lien entre ces cadres et l'identité collective : « Framing processes thus construct « identity fields » that characterize the consciousness and character of three diverse groups in social activism [protagonists, antagonists and audience] ». Bref, si on considère que le mouvement n'est pas qu'une sommation d'identités individuelles ou d'un tout transcendant, l'approche du *framing* peut alors servir à conceptualiser les dynamiques de sa construction puisqu'il permet de cerner l'articulation de l'individuel et du collectif :

Not only do framing processes link individuals and groups ideologically but they proffer, buttress, and embellish identities that range from collaborative to conflictual. Framing processes do this in two ways: at a general level by situating and placing relevant set of actors in time and space and by attributing characteristics to them that suggest specifiable relationships and lines of action and, at a more concrete level, during the course of identity talk among adherents and activists (Hunt et al., 1994, cités dans Snow et Benford, 2000 : 632).

Ces discours structurés qui donnent sens à l'action s'inscrivent donc directement dans les processus identitaires des mouvements sociaux puisqu'une pluralité de cadres d'interprétation y cohabitent et que leurs agencements/conflits participent à cette construction collective. Certains auteurs ont d'ailleurs abordé ces conflits d'interprétation entre les acteurs (*frame disputes*), dont la résolution permet l'action collective du mouvement social (Benford, 1993 : 678). Selon nous, cette idée s'applique aussi aux organisations au sein desquelles différentes interprétations de la réalité cohabitent et s'articulent par des relations de pouvoir et des négociations. Par exemple, dans le cas d'ADM, nous observons différentes interprétations conflictuelles de la pratique et des finalités du commerce équitable qui s'inscrivent dans différents cadres d'interprétation dont l'altermondialiste, le transformatif ou l'assistentialiste. Cette multiplicité des cadres et les dynamiques participant à leur agencement s'inscrivent donc dans la perspective selon laquelle l'identité collective n'est pas fixée; la résolution des

conflits d'interprétation ne peut être que temporaire puisqu'ils sont en constante transformation avec l'évolution des individus, des organisations, du mouvement et de son environnement. Ainsi, si nous revenons au schéma 3.2, nous pourrions alors préciser certains éléments en y insérant les cadres d'interprétation et en nous limitant au cas de l'organisation, considérant qu'un processus similaire a cours pour le mouvement social, ce qui donnerait le schéma 3.3 :

Schéma 3.3: Cohabitation/négociation des cadres d'interprétation



Tel qu'illustré dans ce schéma, il y a cohabitation/négociation de cadres d'interprétation dans une optique marquée par des dynamiques de conflits et de négociations internes. Aussi, ils servent de porte d'entrée pour les militants, tant par leur contenu (idéologique) que par leur porteur (social). Comme instrument analytique particulier, le concept de cadres d'interprétation sera appliqué à trois niveaux. Nous analyserons les processus et les négociations qui construisent le projet collectif des deux organisations étudiées. Notre second niveau d'analyse portera ensuite sur la construction du mouvement social de commerce équitable dans l'espace transnational à partir de l'étude du partenariat entre les deux organisations et la construction du projet collectif qui définit la pratique du commerce

équitable. Enfin, le dernier niveau d'analyse portera sur l'inscription du commerce équitable dans l'économie solidaire et la mouvance altermondialiste. Ce dernier élément sera caractérisé par l'utilisation de concepts portant sur les dynamiques plus larges d'articulation de schémas d'interprétation. Le processus avait été conceptualisé par Snow et al (1986 : 464) en tant qu'alignement des schémas d'interprétation (*frame alignment*) qui permettent une congruence entre des schémas particuliers d'acteurs (individuels ou organisations) et ceux portés par le mouvement social plus global¹¹⁸.

3.3.2 Le processus d'analyse

La plupart des livres de méthodologie en sciences sociales définissent un processus d'analyse assez similaire quand il s'agit de recherche qualitative. Celui-ci est généralement divisé en cinq étapes : sélection du matériel pertinent, détermination des thèmes en lien avec les questions de recherche et le corpus conceptuel, élaboration d'une liste de codes et d'indicateurs, lecture des textes en fonction des codes et classification des extraits pertinents, développement de liens et relations entre les codes pour le développement conceptuel et analytique des données (Ryan et Bernard, 2003). Cette méthode d'analyse peut être développée avec des logiciels de codification (Nvivo par exemple : voir Weitzman, 2003) ou elle peut être faite avec un logiciel de traitement texte et/ou de classification par thématique (tel Filemaker). Pour notre recherche, nous avons utilisé la seconde méthode en préférant aussi une analyse en continu lors du processus, ce qui incluait des itérations entre les questionnaires d'entrevues et les données récoltées lors du processus. En effet, nous avons choisi de faire des bilans partiels des données récoltées de façon périodique en développant des éléments d'analyse qui furent ensuite évalués en fonction de l'étude de terrain. Par contre, la majeure partie du travail d'analyse a été faite lors de notre retour et préalablement à la rédaction de la thèse.

En ce qui concerne les textes écrits, nous en avons fait une première sélection lors du dépouillement des archives et de la collecte de documents publics, en fonction de nos thèmes d'intérêt. Par exemple, nous avons surtout retenu des documents qui traitent de la relation

¹¹⁸ De façon plus particulière, Benford et Snow (2000 : 624-25) mentionnent quatre processus permettant cet alignement : le *frame bridging*, qui relie deux schémas congruents, mais non connectés; le *frame amplification*, qui implique la clarification ou l'embellissement de valeurs existantes; le *frame extension*, selon lequel les mouvements élargissent leurs intérêts afin d'inclure des préoccupations existantes; et, finalement, le *frame transformation*, qui réfère à la transformation ou à la création de nouveau sens.

avec les partenaires et des transformations du projet de l'organisation au cours des années. Dans le cas de CIAP, les documents écrits étant plus rares, ils furent principalement composés des documents légaux de l'organisation et des groupes de base. Pour ce cas, nous avons surtout utilisé les entrevues et les observations sur le terrain. La seconde procédure de l'analyse a été la classification des documents selon les thématiques pertinentes. Ce processus a été itératif au sens où les thèmes de classification ont été définis au début, dans le projet de recherche, mais ont ensuite été modifiés en cours de processus. Ainsi, à la suite des entrevues, lectures et participation aux événements, certains sont apparus et d'autres ont été relégués à un rôle secondaire. En outre, cette classification s'est faite selon les types de documents puisque l'un des éléments principaux de notre méthodologie est basé sur la triangulation de trois types de données qui devaient être comparés. En effet, étant donné le sujet de la recherche, nous devons analyser les processus de négociation entre les perspectives organisationnelles et individuelles en plus d'évaluer comment les premières se transforment par leurs relations aux deuxièmes.

Relativement à nos grilles d'entrevues, nous avons identifié quatre grandes thématiques qui, selon nous, étaient pertinentes pour comprendre le processus étudié : 1) le cheminement et la participation/inscription de l'individu dans l'organisation, 2) le fonctionnement, l'histoire et le projet de cette dernière, 3) les conceptions à sa relation avec les producteurs; 4) les conceptions du commerce équitable et la façon d'aborder son inscription dans des mouvements plus larges (économie solidaire et altermondialisme). Tout au long du processus de recherche, même après avoir apporté certains changements dans les grilles d'entrevues¹¹⁹, nous avons conservé cette division qui a servi de premier élément de classification lors du tri des transcriptions d'entrevues. Quant aux documents écrits et notes de terrain, nous avons tenté de les diviser selon des thématiques similaires. Le tableau suivant synthétise la classification en précisant un peu plus certains thèmes :

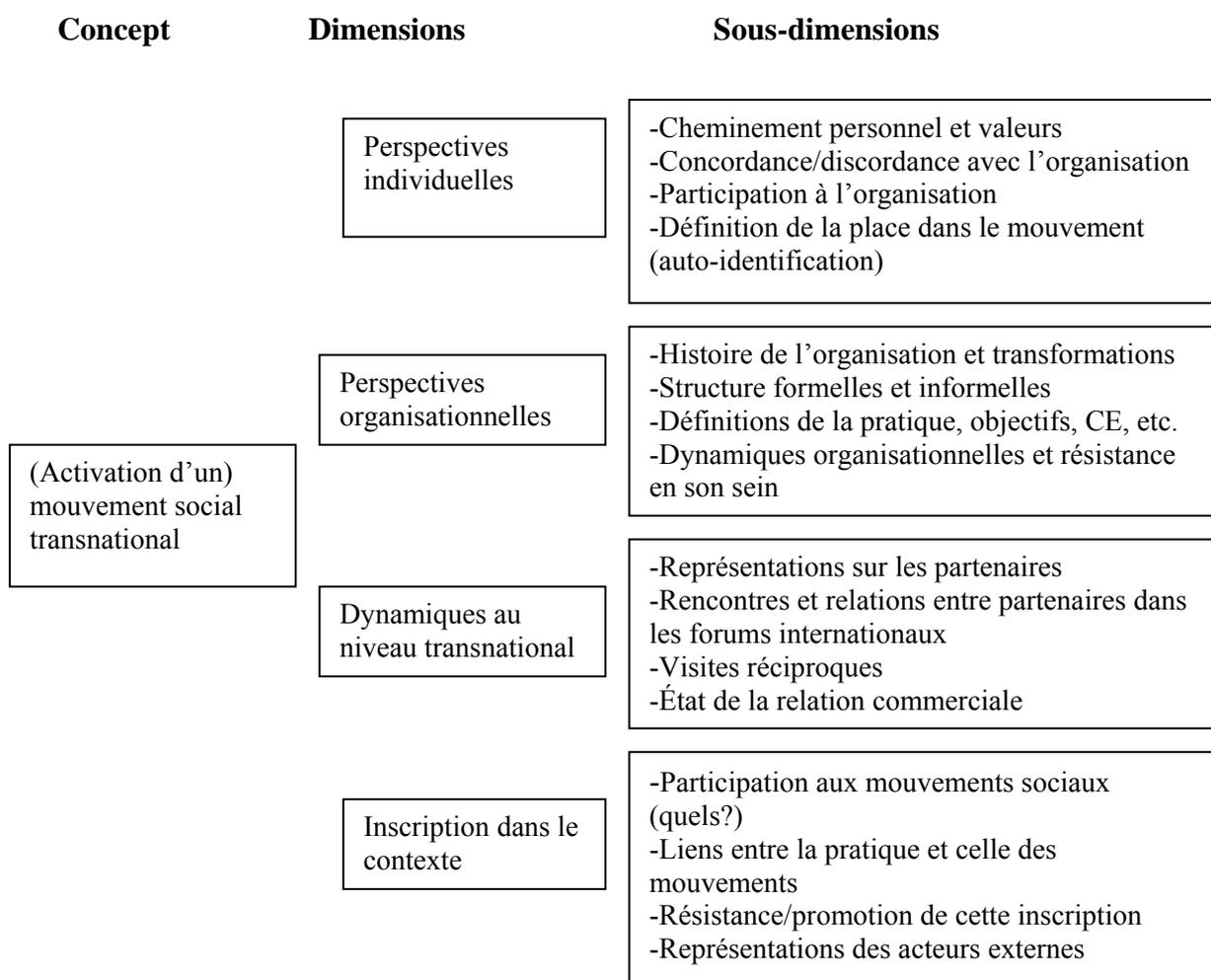
¹¹⁹ Nous avons entre autres éliminé/ajouté certaines questions suite aux premières entrevues pour clarifier des éléments ou éliminer certains flous. Nous avons aussi décidé de construire deux modèles de grille d'entrevue : une pour les dirigeants et une pour les militants de base. Voir ces grilles à l'annexe 3.2.

Tableau 3.1 : Thèmes et documents

Thèmes	Types de documents	Justification
1. Cheminement individuel	Entrevues, textes relatant des expériences personnelles dans les journaux internes (ex : récits de voyage)	Ces éléments nous servent à comprendre comment les individus s'inscrivent dans l'organisation, c'est-à-dire à quels éléments du discours/pratiques ou valeurs ils s'associent et quel est le lien avec leur cheminement personnel.
2a. Histoire de l'organisation	Documents d'archives, livres sur le sujet, autres recherches, entrevues individuelles	Ces données nous ont servi à reconstruire l'historique de l'organisation pour cibler les transformations qu'elle a subies. Certaines entrevues avec des leaders historiques nous ont aidé à reconstruire cette histoire et surtout à nuancer ou préciser certains éléments des archives.
2b. Projet de l'organisation	Documents d'archives (PV, etc.), documents éducatifs et de formation des membres, entrevues individuelles, notes d'observation, sites internet	Ces données ont été utilisées pour produire une synthèse du projet de l'organisation et des modifications qui y ont été apportées au cours de son histoire. Nous cherchions à obtenir deux points de vue principaux : l'officiel, présenté dans les documents, et celui plus personnel des militants, ce qui inclut les versions ou interprétations alternatives ou divergentes du projet.
3a. Images des producteurs	Images dans les journaux, documents de présentation des produits, catalogues de Solidar'Monde et CIAP, entrevues individuelles, notes d'observation lors de visites	Ce thème porte sur les représentations des partenaires. Les données pertinentes ont donc été composées d'images des producteurs partenaires (photos ou dessins) présents dans les documents de l'organisation ou les dépliants informatifs offerts lors de la vente de produits. Nous avons aussi utilisé des textes qui décrivent la situation du partenaire.
3b. Relations entre partenaires	Notes d'observation, entrevues, documents d'archives	Ce thème porte sur les types de relations entre partenaires et nous nous sommes basé sur des observations faites lors de visites réciproques (qui ont été relativement nombreuses lors de notre passage) ainsi que lors de forums internationaux de CE (la réunion de l'IFAT dans notre cas). Aussi, nous avons utilisé les documents (archives et journaux surtout) qui portent sur les partenaires (récits de visite, etc.)
4a. Concepts de CE et d'économie solidaire	Entrevues, archives et documents éducatifs, notes d'observations lors d'événements publics	Ce thème est plus conceptuel et fait référence aux façons de définir le CE. Encore une fois, l'idée était de confronter les définitions mises de l'avant par les organisations et les perspectives des militants sur le sujet.
4b. Inscription dans les mouvements sociaux nationaux et internationaux	Notes d'observation, entrevues avec les membres de d'autres organisations, entrevues individuelles, Documents d'archives, textes de formation	Ce thème a surtout été traité par nos notes d'observations faites lors d'activités auxquelles l'organisation participait (Forum social européen, <i>Mesa nacional de comercio justo</i> , Forums sociaux locaux, entre autres) et nos entrevues avec des membres des organisations et des réseaux externes. Nous avons aussi utilisé certains documents d'archives et d'éducation portant sur ces thèmes et leur lien avec la mission de l'organisation.

Concrètement, lorsque nous parlons de classification des documents nous faisons référence à un classement physique du matériel dans des dossiers contenant les documents imprimés. Ainsi, après la transcription des entrevues, nous avons imprimé les extraits relatifs aux thèmes élaborés en regroupant les documents recueillis lors des deux terrains effectués. Par la suite, nous avons lié leur contenu au cadre conceptuel et aux questions de recherche. Enfin, nous avons été en mesure d'élaborer un premier plan de rédaction de la thèse.

Schéma 3.4 : Concepts de l'analyse



3.3.3. Validité des données et de l'analyse

Pour terminer la section d'analyse, nous désirons présenter rapidement quelques éléments relatifs à la validité de nos données et de notre analyse. La validité a posé certains problèmes pour la recherche qualitative, comme le souligne le texte de Smith et Deemer (2003) qui

aborde les difficultés à élaborer des critères de validité dans l'ère du relativisme. C'est pourquoi nous reviendrons rapidement sur certains débats relatifs aux critères de validité.

Un débat historique en sciences sociales porte sur les notions d'explication et de compréhension. L'auteur généralement cité est Weber (1919) pour qui la sociologie est à la fois compréhensive et explicative. La notion d'explication, surtout sous sa forme déductive, a cependant été remise en cause par plusieurs auteurs qui la considèrent problématique. Ainsi, certains se sont plutôt tournés vers le côté compréhensif des sciences sociales, étant donné les problèmes que la causalité explicative peut provoquer. Entre autres, l'approche compréhensive considère l'objet d'étude comme créateur de sens, alors que l'explicative suppose un travail de création d'un sens nouveau par le chercheur. Comme nous l'avons vu avec Latour (2005), étudier des processus mettant en scène des acteurs suppose que ces derniers donnent du sens à leur action, le rôle du chercheur n'étant pas de dévoiler un sens qui leur aurait été caché. En fait, Quéré (2006) souligne que « l'ethnométhodologie considère que le sociologue n'a pas à traiter ou corriger les explications et interprétations que les acteurs ne cessent de produire à des fins pratiques » (dans Talazac, 1999). Bref, pour Coudroy et Mancel (1998) : « Les sciences de la culture sont compréhensives parce que les actions humaines sont constituées de processus par lesquels les hommes donnent un sens subjectif au monde et orientent leur activité en fonction de celui-ci ». Pour illustrer cette distinction entre expliquer et comprendre, prenons le cas du partenariat de CE que nous étudions. Une approche explicative chercherait à définir le concept de partenariat et son lien avec d'autres conceptualisations à partir de l'analyse des données, bref, à révéler la nature du partenariat que les acteurs mettent en place. De son côté, une approche compréhensive cherche plutôt à donner sens aux perspectives des acteurs sur le sujet par l'articulation de leurs points de vue. Par exemple, on s'intéressera plus aux dilemmes et diverses interprétations qui cohabitent qu'au concept de partenariat tel que défini dans les écrits et que l'on chercherait à tester sur cette relation particulière.

Un concept central de cette perspective compréhensive pourrait être celui d'éléments signifiants que nous avons avancé auparavant. Comme le mentionne Aron (1981) : « On parle de compréhension lorsque la connaissance dégage une signification qui, immanente au réel, a été ou aurait pu être pensée par ceux qui l'ont vécue ou réalisée ». L'argument que nous cherchons à souligner est que l'approche compréhensive utilisée dans la recherche qualitative

en sciences sociales accorde le statut d'acteurs aux participants, c'est-à-dire qu'ils interprètent le monde dans lequel ils évoluent : « Non seulement la réalité sociale est pré interprétée par ceux qui y vivent, mais surtout, elle se constitue dans et par l'interprétation de soi, au sens où l'activité et les institutions sociales s'organisent et se stabilisent à travers les interprétations que les acteurs en font » (Quéré, 2006). Sur la base de ce postulat, il s'agit donc de déterminer notre rôle en tant que chercheur. Comme nous l'avons déjà mentionné, cela nous a préoccupé lors de notre étude de terrain et nous nous sommes alors questionné sur notre rôle. Après réflexion et une fois le processus de recherche terminé, nous croyons que ce rôle se limite à certains éléments liés à notre position : se déplacer entre les lieux d'activation de la relation étudiée pour récolter un maximum de points de vue diversifiés et les articuler dans une trame cohérente. C'est donc un travail d'articulation plutôt que d'explication que nous avons voulu mener à terme.

Par contre, même si nous avons fait le choix d'une épistémologie relativiste et développé une analyse compréhensive, plutôt qu'explicative, la validité des données doit être assurée. Nous présentons notre travail comme une étude descriptive des processus de construction des mouvements sociaux. Un des premiers processus de validation a été la triangulation des données, c'est-à-dire l'utilisation de divers types de données pour les comparer. De plus, puisque chacune compense pour les faiblesses des autres, cela permet de mieux situer leur place dans l'organisation étudiée et évite de prendre un point de vue circonstanciel ou particulier comme élément général. Par exemple, alors que l'entrevue offre un point de vue individuel marqué par les opinions, le document, comme le mentionne Cellard (1997 : 251), offre une perspective plus vaste :

Parce qu'il permet d'opérer certains types de reconstruction, le document écrit constitue dès lors une source extrêmement précieuse pour tout chercheur en sciences sociales. [...] Le document permet d'ajouter la dimension du temps à la compréhension du social. [...] Il s'agit d'une méthode de collecte de données qui élimine, du moins en partie, l'éventualité d'une influence quelconque, qu'exercerait la présence ou l'intervention du chercheur [...].

Par contre, le document illustre généralement les points de vue des individus/groupes dominants, ce que l'entrevue permet de compenser par des propos d'individus retirés partiellement et temporairement des relations groupales. L'observation participante, quant à elle, permet de distinguer la parole des actes ou les opinions de la pratique. Par exemple, cette triangulation des données permet en cas de conflit de distinguer plus aisément les processus

généraux et les opinions de membres. De plus, cela facilite la mise en contexte de critiques émises par les membres et qui pourraient être liées à des problèmes interpersonnels. De plus, lors du processus d'analyse, nous avons procédé à la lecture répétée des documents recueillis afin d'en dégager les éléments pertinents. Comme le souligne Cellard (1997 : 260) : « La plupart des méthodologues s'entendent pour dire que c'est la lecture répétée qui permet finalement de prendre conscience des similitudes, des rapports et des différences susceptibles de conduire à une reconstruction admissible et crédible ». Finalement, tout au long du processus, nous avons confronté nos conclusions partielles et réflexions avec des membres d'organisations qui s'intéressaient à la recherche. En soi, ce n'est pas un gage de validité, mais cela nous permet d'avoir une idée de la pertinence de nos analyses.

CONCLUSION

Nous avons défini notre intérêt pour l'étude des mouvements sociaux comme étant relatif à leur construction/activation. Cette volonté de plonger dans une perspective peu abordée par la recherche empirique (et théorique) nous a mené vers la définition de plusieurs éléments théoriques et méthodologiques nécessaires pour bâtir un devis de recherche cohérent. En effet, le fait que nous nous penchions sur cette activation des mouvements par les acteurs situés dans un contexte transnational introduisait la nécessité de développer une approche qui rende plausible, mais surtout possible cette recherche. Celle-ci fut développée autour d'une méthodologie constructiviste et relativiste ancrée dans l'idée de cartographie des relations qui participent au phénomène. Étant donné la complexité du mouvement étudié, nous avons besoin de nous pencher à la fois sur des niveaux d'analyse diversifiés et des sites variés. En fait, nous croyons que, plus que d'établir des résultats théoriques, cette recherche a comme mission première de définir une approche pertinente pour l'étude empirique du sujet énoncé. L'activation d'un mouvement social est un processus multiforme porté par une diversité d'acteurs. Nous avons donc dû développer une méthode qui nous permette d'aborder à la fois les perspectives des individus, celles des organisations prenant part au mouvement, comme les institutions de ce mouvement et le contexte dans lequel il s'inscrit. C'est en ce sens que nous avons préféré l'utilisation de données variées qui permettent un recoupement d'extraits d'entrevues, de documents et d'observations faites sur le terrain. Au niveau conceptuel, nous avons besoin pour l'analyse de notions nous permettant de naviguer entre les sphères individuelles, organisationnelles, institutionnelles et contextuelles, ce que nous avons

solutionné avec les notions de projet collectif activé par la cohabitation/agencement de cadres d'interprétations négociés.

Relativement au cadre géographique de la recherche, il fut aussi important de définir une stratégie pertinente qui nous permette de minimiser les limites propres à une recherche multi située, ne serait-ce qu'en terme de ressources et de temps. Si nous synthétisons notre approche, nous avons donc défini une perspective qui orientait notre recherche sur les mouvements sociaux transnationaux pour ensuite déterminer notre cas à l'étude, celui du commerce équitable que nous connaissions bien (ce qui a facilité le processus). Par contre, ce mouvement avait une ampleur importante (en plus d'une croissance annuelle forte dans les dernières années) et nous devions donc déterminer une porte d'entrée qui maximise l'accès aux informations, mais limite l'ampleur et la difficulté de l'exercice. Après réflexion, nous avons convenu que la meilleure entrée pour ce type de recherche était de partir d'un cas particulier de partenariat entre deux organisations, puisque le partenariat (son renouvellement) était aussi un élément central des discours du mouvement de commerce équitable. Ensuite, pour l'accomplissement du terrain, nous avons suivi cette idée de maximiser la récolte de points de vues diversifiés tout en limitant le plus possible les déplacements, comme il a été présenté, ce qui a été défini dans ce chapitre. Bref, nous croyions que ce travail de description et d'articulation de points de vue devait être appuyé par une méthodologie qui permette de cibler les lieux d'activation de la relation étudiée en fonction de leur pertinence. C'est certainement une limite puisque la description totale devient presque impossible et que l'ancrage dans la quotidienneté en souffre, mais c'était là, à notre avis, la stratégie la plus adaptée en fonction des questions de recherche et des moyens disponibles.

PARTIE II

LA NÉGOCIATION D'UN PROJET COLLECTIF DE COMMERCE ÉQUITABLE ENTRE DEUX ORGANISATIONS PARTENAIRES

CHAPITRE 4

LE PARTENARIAT IMAGINÉ : REPRÉSENTATIONS DES PARTENAIRES ET ESPACE TRANSNATIONAL

*La manière dont on traite **des** autres détermine
toujours la manière dont on **les** traite (Rist, 1984)*

INTRODUCTION

Le commerce équitable se présente comme une façon de redéfinir les partenariats économiques, politiques et même culturels entre les acteurs du Nord et du Sud, une relation plus égalitaire qui se veut exemplaire face au commerce conventionnel. Toutefois, plusieurs études d'impacts ont récemment provoqué un malaise quant aux effets du CE qui ont dû être nuancés dans les discours promotionnels, surtout en termes de développement local et de prix (Renner, 1998 ; Ronchi, 2002 ; Milford, 2004 ; Poncelet, 2005). On voit aussi graduellement émerger au sein des OCE un questionnement sur le sens du partenariat qui se manifeste, entre autres, par une volonté d'approfondir la connaissance des partenaires du Sud et de leurs projets. Cette réflexion a lieu dans un contexte où les organisations de commerce équitable (OCE) au Nord se sont fait reprocher par certains d'imposer leur vision par une série de critères¹²⁰ que les producteurs doivent respecter. De façon plus générale, on remarque un certain sentiment de dissonance entre leurs discours et les pratiques observées sur le terrain ou encore une réaction équivoque aux revendications de changements émises par les producteurs. Cette problématique est d'ailleurs très similaire à celle qu'on observe au sein d'autres mouvements sociaux, tel le mouvement féministe, qui a cherché à créer de nouvelles solidarités entre acteurs éloignés, géographiquement et culturellement (Thayer, 2001 ; Dahan Kaley, 2004).

Pour aborder la thématique du partenariat, nous avons choisi de présenter dans ce premier chapitre d'analyse certains de ses aspects particuliers, soit la mise en récit de la situation des partenaires chez une OCE. Étudier les discours portant sur les partenaires nous renseigne sur

¹²⁰ Nous utilisons le terme de critère qui est communément celui privilégié par les organisations de commerce équitable. Toutefois, nous verrons qu'il y a une différence avec les standards généraux fixés par les organisations internationales comme l'IFAT.

un dilemme fondamental des mouvements sociaux transnationaux dans leur ensemble soit la tension entre une volonté de créer une relation basée sur un dialogue transparent alors qu'il faut également faire publiquement la promotion d'une pratique, ce qui favorise l'élaboration d'un récit parfois édulcoré visant à attirer la sympathie et/ou l'adhésion à la cause. Si le CE représente une réelle innovation dans les partenariats économiques Nord/Sud, élargir cette relation à une dynamique plus globale demeure encore très difficile.

Dans ce chapitre, après avoir synthétisé les éléments principaux du débat entourant la notion de partenariat, nous verrons le cadre dans lequel il prend place, c'est-à-dire les obstacles et les limites à sa création, que ce soit en termes de géographie, de système ou d'institutionnalisation du mouvement de CE. Ensuite, dans la troisième partie, puisque nous parlons de relations distancées, nous étudierons le phénomène central des représentations des producteurs par certains choix narratifs qui la décrivent. Son véhicule principal pour les OCE demeure le produit vendu puisqu'il symbolise quotidiennement la relation aux producteurs. Ensuite, nous parlerons des représentations discursives et visuelles des partenaires par les OCE qui cherchent à conscientiser les clients et militants au Nord en mettant de l'avant des images représentant la situation des producteurs et un récit expliquant leur situation ainsi que les alternatives proposées. Finalement, la dernière partie abordera les effets d'une connaissance plus directe de la réalité des producteurs par l'intermédiaire de l'étude d'impacts commandée par ADM (Mestre et coll., 2002) qui a favorisé certaines modifications des discours sur les partenaires.

4.1. LE PARTENARIAT EN QUESTION

La réflexion sur le partenariat a fortement marqué les débats des dernières années chez ADM, mais aussi son évolution historique. On note dans les documents de l'organisation et dans les études la concernant que l'un des éléments récurrents de questionnement est la méconnaissance des partenaires. Dès les débuts de l'organisation, comme le montre le mémoire de Legardeur (1984 : 191), les producteurs étaient méconnus des militants. Plus généralement, le lien avec ces derniers a été au cœur de transformations organisationnelles qu'a connues ADM. Par exemple, le débat entourant la création de la centrale d'achat Solidar'Monde dans les années 1980 concernait cet aspect, puisque les groupes locaux avaient alors des liens d'importation directs avec des producteurs qui furent remis en cause par cette centralisation de l'intermédiation commerciale. Un document synthèse de l'Assemblée

générale de 1998 mentionne la récurrence des problèmes soulevés par la centralisation des importations amorcée à cette époque :

Il me semble fondamental de pouvoir conserver un lien direct avec les partenaires. Les importations directes le fournissaient, il faut donc le recréer et c'est là la première difficulté. Sans l'aspect concret que représente une relation ou mieux une rencontre avec les gens qui travaillent avec nous, nous courons le risque de nous détacher de la réalité pour ne plus faire que du commerce.

Cette insistance sur la relation directe avec les producteurs est restée très forte dans l'imaginaire des groupes locaux et réapparaît périodiquement dans les débats et les actions qui ont marqué l'organisation dans les dernières années. Le partenariat, à la fois comme l'un des arguments forts du mouvement de CE et comme ambiguïté de la pratique, est omniprésent aujourd'hui dans le cadre des débats concernant la compréhension du désir des producteurs (vendre plus ou participer à un mouvement politique) et l'absence d'instances de représentation pour son expression¹²¹. De façon générale, on note un constat d'échec dans la transformation des relations Nord/Sud : la relation avec les producteurs passe surtout par le créneau des représentations sur leur situation qui généralement sont basées sur des informations secondaires. Toutefois, la réflexion sur le partenariat dans le mouvement de CE est passée d'intention à une réflexion critique, surtout avec les résultats des études d'impacts qui ont révélé les distances entre les discours sur les producteurs et leurs pratiques réelles. On a alors dû revoir la manière de présenter les effets de la pratique et les catégories utilisées pour parler des producteurs.

Un autre élément qui a mis en avant les réflexions sur le partenariat est le débat en cours surtout en Europe sur les voies de distribution à privilégier. En effet, il met en opposition deux visions, l'une proposant la massification de la vente par les voies traditionnelles (grande distribution) tandis que l'autre vise plutôt la création et le maintien de canaux alternatifs (les boutiques associatives), au risque de limiter les volumes de vente. Par contre, dans le débat, les producteurs demeurent relégués à un rôle de figurant pour les argumentaires des deux camps qui se revendiquent chacun comme représentant de leurs volontés/besoins. Ce débat a bien montré que les producteurs et les OCE n'avaient pas toujours les mêmes intérêts, et ce, même s'ils sont en relation dite solidaire. Par exemple, les tenants de la voie alternative se retrouvent devant deux éventualités : mettre de l'avant la possibilité de refuser de répondre

¹²¹ Comme le souligne un document de la Fédération ADM : « L'une des questions qui se pose est qu'il n'y a pas vraiment d'instance représentative des 800 producteurs avec qui nous commerçons. IFAT, avec une cinquantaine de producteurs, est un premier pas... » (FADM, 1998 : 3).

aux demandes de producteurs –de vendre plus à tout prix- ou changer la politique de sélection des partenaires pour favoriser ceux ayant des projets politiques concordant mieux avec les leurs :

D'un côté, il faut avoir des produits concurrentiels. Il peut y avoir des organisations qui étant bien organisées et fournissant de super produits, (...) n'ont pas forcément une conscience politique. Sinon, ce sont plutôt de petites structures de femmes isolées qui ont de la difficulté à vivre et dont le seul recours est l'artisanat. Puisqu'elles n'ont pas de débouchés, on les aide à avoir un revenu complémentaire. C'est ça finalement le choix. (Entrevue bénévole 1, ADM, 2004).

Cette relation aux producteurs est difficile dans un contexte où les OCE mettent de l'avant un projet éthique et des règles normatives concernant leurs comportements tout en prônant un partenariat qui implique un dialogue et une certaine relativisation des valeurs qu'ils défendent. Un salarié d'ADM résume bien les tensions du partenariat : « On serait porteur de valeurs universelles et on a envie que cette universalité soit rendue concrète et directement appliquée dans l'ensemble du monde. Et on n'arrive pas, dans la relation aux producteurs, à accepter les réalités locales, par exemple sur le travail des enfants » (Entrevue salarié 1, ADM, 2004). C'est cette volonté et les limites à la création d'un partenariat transnational que nous étudierons dans ce chapitre. Toutefois, l'objectif n'est pas d'évaluer la concordance des discours et des pratiques sur le terrain en soulignant les écarts, mais plutôt de décrire les processus qui participent à la construction de cette relation transnationale en insistant ici sur les représentations des producteurs par les OCE.

4.2. LE CONTEXTE ET LES LIMITES DE LA RELATION PARTENARIALE

La diversité des acteurs et des échelles d'action pose un défi majeur pour les mouvements sociaux transnationaux :

And this is precisely the point: if national social movements vary in their "meaning work", this is because activists must work within the power structures and political cultures of their own countries. Resources, opportunities, and relative power positions differ; domestic allies are either available or absent; and few local citizens engage naturally in "global thinking"; the rest will need a great deal of persuasion to accept global interpretation of their local claims. (...) Transnational activists are often divided between the global framing of transnational movement campaigns and the local needs of those whose claims they want to represent (Tarrow, 2005: 75).

Il existe donc des structures de contraintes/opportunités à l'action transnationale qui posent des limites au projet partenarial et nous tenterons d'en analyser certaines dans les pages qui

suivent. La première est sans contredit la distance à la fois géographique et culturelle entre les acteurs qui rend parfois difficiles la rencontre et le dialogue, la question de l'accès à l'information y étant fortement liée. Cet accès à des informations sur les partenaires est souvent limité, ce qui influence les représentations que l'on se fait de l'autre lorsqu'il y a peu de possibilités de rencontres directes. Cet élément est important puisque, comme le mentionne Maldidier (2006 : 3) : « Ce besoin d'information répond à l'éthique relationnelle du commerce équitable puisque ce dernier permet la construction d'un espace géographique où le producteur est matérialisé physiquement, où ces conditions de vie sont connues par le consommateur ». La seconde limite est, quant à elle, celle de l'accès au marché équitable, qui renvoie à la procédure de sélection des producteurs par les OCE.

4.2.1 Les limites géographiques et l'accès à l'information

Le premier élément déterminant des relations au sein d'un mouvement social transnational est la distance géographique et culturelle. Nous utilisons le terme de distance pour regrouper ces deux aspects qui réfèrent à l'éloignement des acteurs. Dans le contexte contemporain, avec la réduction de l'espace/temps, la distance géographique peut paraître plus faible, mais elle comporte quand même des limites relatives aux différences culturelles et, surtout, aux coûts de déplacement. Cet aspect fait en sorte que certains sont contraints à la localisation « forcée », alors que d'autres ont le loisir du déplacement dans l'espace mondialisé (Bauman, 1999). Lorsque nous avons analysé nos entrevues, nous avons vu que les militants reconnaissent généralement ces défis et l'importance de la rencontre comme élément complémentaire aux facilités technologiques comme l'illustre ce salarié de l'organisation :

Si tu vois le FSM, par exemple, c'est qu'à travers Internet les réseaux peuvent marcher. Après, ce n'est pas tout, il faut se voir [et ça prend] vraiment une volonté politique et stratégique. L'exemple de Cairos est là, on se voit deux fois par an. Ce n'est que deux voyages, mais on arrive à travailler ensemble. C'est compliqué avec le mail, ils ont un rapport au temps différent du nôtre, mais si on est conscient de ça, on peut faire des choses. (Entrevue salarié 2, ADM, 2004).

Cette distance fait en sorte que seulement certains militants et organisations peuvent être présents lors de rencontres internationales, ce qui implique la nécessité de déléguer des individus/groupes de personnes qui assurent la médiation du message et la négociation entre les groupes. Pour le reste des membres qui ne peuvent se déplacer, il y a donc nécessité d'obtenir des informations sur les partenaires pour donner sens à l'action. Toutefois, s'informer sur les partenaires constitue un travail supplémentaire à celui quotidiennement

accompli : « Il y a des formations, mais pour les bénévoles c'est le temps. Il y a des informations si je veux, j'ai les moyens de chercher, mais il y a tellement de choses. Mais, je veux m'informer sur chacun des partenaires pour leur donner une identité, pour que les relations soient personnalisées » (Entrevue bénévole 2, ADM, 2004). Déjà, dans les années 1980, on soulignait ce problème qui allait perdurer, même dans un contexte de mondialisation (Legardeur, 1988 : 196). De façon générale, lors d'entrevues sur le sujet, les difficultés quant à la connaissance des partenaires ont été manifestes :

Je vois mal ce qu'on peut faire de plus. Parce qu'il y a les distances géographiques, puis on a des préoccupations très différentes. Il me paraît plus important qu'on soit d'accord sur ce que c'est le commerce équitable, sur les grandes notions de filières économiques, qu'on ait un minimum d'informations les uns sur les autres. Mais qu'on aille plus en détail, c'est compliqué quoi... (Entrevue bénévole 3, ADM, 2004)

Si l'obtention d'information sur les producteurs est difficile pour les militants des OCE, la situation est encore pire pour les producteurs qui ont souvent accès à moins de moyens de communication, l'information circulant principalement du Sud vers le Nord. Dans le cas de CIAP, elles sont surtout accessibles lors de visites de bénévoles et de représentants des OCE ou encore dans le cadre des forums internationaux. Par contre, les dirigeants, et plus encore les artisans, ont peu accès à des informations sur les OCE, puisqu'elle est rarement traduite ou difficilement accessible.

4.2.2 La question de l'accès au marché équitable

Une autre limite à la relation partenariale entre organisations de CE est que ce mouvement a graduellement mis en place une institutionnalisation de sa pratique qui organise les relations entre partenaires et l'accès au réseau. Cette évolution est un processus historique lié à la montée de sa popularité auprès des producteurs et des consommateurs, ce qui a incité les membres à mettre en place des processus d'adhésion et de vérification basés sur des normes standardisées pour tous plutôt que sur des contacts personnalisés. Cela s'est manifesté, entre autres, lors de l'apparition d'une filière certifiée qui a mis en place des procédures officielles d'adhésion et de vérification pour les produits alimentaires, une initiative graduellement reprise par la filière intégrée. Cette normalisation vise à offrir des chances égales aux groupes de producteurs en dépersonnalisant les procédures d'adhésion, mais celles-ci restent généralement contrôlées par les OCE. L'accès au marché équitable, bien qu'il fasse l'objet d'un processus standardisé, reste donc encore difficile pour les organisations de producteurs.

Il est aussi porteur d'asymétries générales, puisque les débouchés sont limités au Nord et qu'il y a beaucoup de candidats au Sud. Ainsi, il existe de fortes barrières à l'entrée et leurs gardiens sont les organisations déjà impliquées. Une illustration de ce phénomène est la procédure d'accréditation au sein de l'IFAT qui est basée sur les recommandations de deux organisations nationales déjà membres¹²². En tenant compte de la compétition qui existe entre les groupes de producteurs pour l'accès à cette dernière organisation, cette procédure favorise la protection de la position occupée par les membres déjà agréés.

De façon plus générale, en ce qui a trait aux relations commerciales Nord/Sud, le CE reste basé sur des demandes d'adhésion qui sont acceptées ou refusées par les OCE au Nord. Ces dernières demeurent donc, en fin de compte, les ultimes décideuses de la mise sur pied de nouveaux partenariats commerciaux¹²³. Il faut toutefois noter qu'elles font elles-mêmes face à un marché restreint, surtout dans le secteur de l'artisanat, ce qui limite leurs possibilités d'expansion. Donc, lorsqu'on parle de déséquilibres, on ne fait pas référence à une volonté des OCE de restreindre intentionnellement l'accès aux producteurs, mais plutôt aux limites du marché et au mode d'organisation des relations équitables. Prenons l'exemple du processus d'adhésion chez Solidar'Monde afin d'illustrer ce point. L'organisation fait d'abord un premier tri des demandes écrites en fonction des produits et de l'absence de concurrence avec d'autres déjà vendus. On envoie ensuite un questionnaire aux organisations retenues et on examine les réponses en fonction du type d'organisation, de son produit et de son projet en s'appuyant sur le potentiel de développement du projet. Finalement, trois possibilités subsistent à la fin du processus : le cas est rejeté; il est retenu automatiquement si le partenaire est membre de l'IFAT¹²⁴; ou, encore, il est présenté au Conseil d'administration de la Fédération ADM pour une évaluation et l'apport d'informations complémentaires si nécessaire (Artisans du Monde/ASPAL, 2004 : 16). L'élément préoccupant est que Solidar'Monde reçoit en moyenne une demande de producteurs par jour et, après un premier tri, seulement quatre à cinq par an sont présentées à la Fédération ADM (Assemblée générale, 1997). Par exemple, s'il y a environ 365 demandes par année et que trois ou quatre seulement

¹²² Voir IFAT, *Who can apply ?*, [En ligne]. <http://www.ifat.org/whocanapply.shtml> (Page consultée en juin 2006).

¹²³ Par exemple, à l'IFAT, il n'existe pas d'obligation pour les OCE d'acheter uniquement aux producteurs membres. Ainsi, devenir membre de l'IFAT pour les producteurs ne garantit pas l'obtention d'un marché d'exportation. À la dernière réunion de l'IFAT à Quito en 2005, plusieurs groupes de producteurs ont déploré cette situation.

¹²⁴ Solidar'Monde est donc un exemple d'organisation qui a mis en place une procédure explicite de reconnaissance des membres de l'IFAT en facilitant leur intégration au réseau.

sont agréées, cela donne une proportion de moins de 1% de producteurs qui sont agréés pour le cas de Solidar'Monde, l'acheteur principal de produits équitables en France. Dans ce contexte, ce sont les OCE et les organisations de producteurs déjà membres (pour le cas de l'IFAT) qui sont les juges de l'évolution du mouvement :

Aujourd'hui, ce sont les différentes organisations de CE du Nord qui choisissent, en toute autonomie, avec quels producteurs du Sud ils veulent travailler. Les critères de ces choix sont très divers et fluctuants d'une organisation à l'autre. Ni les producteurs du Sud, ni les consommateurs du Nord ne participent à ces choix et connaissent mal les raisons qui les fondent. (Palma Torres, 2002 : 49).

Il est alors problématique de construire une relation équitable et un partenariat équilibré si les procédures d'adhésion sont laissées aux volontés des OCE. Par contre, pour la relation en tant que telle, on a normalisé les pratiques à l'aide de critères qui l'encadrent.

4.3. LES CRITÈRES ET STANDARDS COMME ÉLÉMENTS DE NORMALISATION DE LA RELATION

L'élément principal du partenariat de CE est relatif aux critères qui définissent une organisation et un produit comme étant équitables. C'est cette définition qui permet aux organisations de producteurs de s'intégrer au marché et de se revendiquer de cette pratique. Cette question est probablement la plus importante puisqu'elle concerne l'évolution générale du mouvement. En effet, les initiatives visant à structurer les relations se manifestent dans un contexte de tensions entre les volontés/nécessités de commercialisation et les désirs de fonder une initiative plus large, c'est-à-dire à caractère socioculturel ou politique.

4.3.1 Les critères et standards dans le mouvement de commerce équitable

L'histoire du CE est traversée par divers phénomènes qui ont introduit des transformations, parfois profondes, de la pratique ainsi que des conflits quant à son institutionnalisation. Au départ, pour la vente d'artisanat, on s'appuyait sur une relation de confiance personnalisée avec les fournisseurs¹²⁵, c'est-à-dire sur des liens directs. Avec le temps on a cependant modifié cette pratique en introduisant d'autres modes de mise en relation avec les producteurs. On pourrait caractériser l'évolution générale du CE depuis les années 1950

¹²⁵ Maldidier (2006 :1) souligne cet élément : « Cette confiance était aussi largement partagée vers l'amont de la filière, entre les magasins et importateurs du Nord et leurs fournisseurs du Sud, fruit de relations personnalisées de longue durée. Le commerce équitable fonctionnait comme une petite communauté d'inter connaissance se contrôlant mutuellement ».

comme un passage –toujours contesté et débattu au sein du mouvement- entre une approche orientée vers les producteurs à une autre plutôt axée sur le client ou le « consomm'acteur ».

L'élément central de cette transition est l'apparition de la filière certifiée qui, dès ses débuts, s'est orientée vers une approche centrée sur une garantie d'équité des produits offerts au client (Rozen et Van der Hoff, 2001). C'est d'ailleurs avec cette idée de label qu'est apparue la volonté de normaliser à la fois les produits équitables et l'organisation de la filière¹²⁶. C'est d'ailleurs surtout à partir de ce moment que se sont manifestés des questionnements –un doute?- sur le caractère équitable des organisations de producteurs. On note aussi l'impact de l'augmentation graduelle de la popularité du CE chez les organisations de producteurs qui sont plus nombreux à désirer leur intégration à la filière, ce qui a alors encouragé la mise en place de procédures standardisées d'agrément pour les départager. Sans avancer que la filière certifiée est responsable d'une certaine méfiance envers les producteurs, on voit que le processus de certification et de garantie a graduellement éliminé le caractère personnalisé de la relation entre partenaires : on s'est dirigé vers une relation plus anonyme, gérée par diverses organisations comme les centrales d'achat, les certificateurs ou les organisations internationales de CE. Ces phénomènes renforcent alors l'importance des critères dans l'organisation du mouvement.

Ces derniers ont en quelque sorte concrétisé l'institutionnalisation la plus forte du mouvement du CE et a fortiori de l'organisation du partenariat Nord/Sud. Toutefois, ils ont aussi fait l'objet de débats, puisqu'ils concernent la définition même de la pratique. En effet, les deux filières ont développé des standards généraux qui, quoiqu'étant similaires dans leur contenu respectif, ont des modalités d'application très différentes. Alors que la FLO certifie les produits et les processus de production, IFAT a introduit en 2004 une marque pour les organisations qui garantit que celles-ci respectent leurs standards. L'IFAT, à laquelle CIAP et Artisans du Monde/Solidar'Monde appartiennent, a défini sept principes généraux qui servent de critères de définition du CE : 1) la création d'opportunités pour les producteurs économiquement désavantagés; 2) la transparence et l'imputabilité; 3) la formation offerte

¹²⁶ Il ne faut pas oublier que le label joue aussi un rôle de *concentré* d'informations pour les consommateurs qui, malgré les efforts de sensibilisation des OCE, ont une connaissance limitée de la situation des producteurs et des produits. Le label joue un rôle de garantie qui va au-delà de la seule parole donnée par les OCE et d'instrument de confiance. Finalement, il faut noter que ces labels permettent l'élargissement du marché puisque la nature équitable du produit est dissociée du vendeur (ce qui amène aussi certains à affirmer que la pratique a effectué un fort virage marchand).

aux producteurs; 4) le paiement d'un prix juste ; 5) l'équité de genre ; 6) les conditions de travail correctes et 7) le respect de l'environnement¹²⁷. Si ceux-ci constituent en quelque sorte une base de la pratique valable pour tous qui est non négociable, on a aussi dû développer des indicateurs particuliers qui la précisent, entre autres, selon les contextes. Par exemple, lors d'une conférence en Tanzanie, en 2001, on a décidé de relativiser selon les régions:

Although all members must meet the same standards, every organization has a different job to do and works in a different way. Therefore, there are different markers to show that the standards are met. In every region IFAT members have worked out what indicators there are to show that they measure up to the Standards in their own particular context¹²⁸

Ces standards et indicateurs¹²⁹ représentent donc l'institutionnalisation la plus forte du CE au niveau international et le point de référence principal pour la majorité des membres quant ils définissent leur pratique et, pour les OCE, leurs procédures de choix des producteurs.

4.3.2 Les critères chez Artisans du Monde et leurs déséquilibres

Globalement, on observe chez ADM le même processus de transition de relations d'importation directe basées sur des relations de confiance vers leur standardisation graduelle. Cette dernière s'est manifestée par la création d'une centrale d'achat qui a progressivement regroupé les importations en son sein. C'est donc un processus qui a débuté très tôt, avant l'apparition de produits certifiés ou des standards de l'IFAT. Par exemple, dès 1986, on considérait le travail productif commun des organisations de producteurs comme la première condition du développement (Legardeur, 1988 : 189). Aussi, on s'est inspiré de ce qui avait été fait chez les Magasins du Monde en Belgique qui reflétaient la pensée tiers-mondiste de l'époque, en affirmant que les partenaires ne devaient pas se limiter à une activité économique, mais aussi respecter certains critères : promouvoir la philosophie de coopération de l'organisation, ne pas appuyer des « forces hostiles au développement » et inclure dans leur projet « des éléments de transformation structurelle » avec « une attention toute spéciale (...) accordée à la prise de décision démocratique ». (Artisans du Monde, 1986).

¹²⁷ Tiré de : IFAT, *Site de l'IFAT*, www.ifat.org (Page consultée en juin 2006).

¹²⁸ Tiré de : IFAT, *Site de l'IFAT*, www.ifat.org (Page consultée en juin 2006).

¹²⁹ Le terme critère réfère à ces deux idées comme concept générique définissant la pratique du commerce équitable. Il est aussi utilisé pour ce qui concerne les éléments des chartes développées par les OCE. La distinction standard/indicateur ne sera faite que pour les organisations internationales de CE tels l'IFAT et FLO puisqu'elles la font elles-mêmes.

En ce qui concerne les critères d'ADM en tant que tel, ils ont été formulés récemment sous forme de Charte lors des Assemblées générales de Le Mans (1997) et de Chambéry (1999), après des années marquées par des débats sur la garantie à apporter aux clients pour les produits artisanaux non certifiés. Dans un document de formation, on consacre une section sur le sujet en mentionnant la raison de leur existence :

Les critères ont pour objectifs d'apporter une garantie de commerce équitable aux consommateurs, de permettre aux producteurs de voir s'ils ont une possibilité de collaborer avec Artisans du Monde, de sélectionner les producteurs avec lesquels Artisans du Monde peut commercer de manière équitable, d'orienter les décisions des instances d'Artisans du Monde et d'alimenter une réflexion sur les relations de partenariat Nord/Sud. (Artisans du Monde, 2003 : 2).

Un élément intéressant est que ces critères font quasiment l'unanimité chez les militants qui les reconnaissent comme définissant correctement une relation et des organisations équitables. Ceux qui sont relatifs aux organisations de producteurs sont regroupés en quatre catégories soit les formes organisationnelles, les projets qu'elles portent, les produits qu'elles commercialisent et les politiques de prix.

Tableau 4.1. Les critères concernant les producteurs chez Artisans du monde

Thème	Critères
Les types d'organisations	Des coopératives ou des associations de producteurs, des micro entreprises, des entreprises commerciales à but social, des ONG, des organisations intermédiaires de commercialisation ou d'autres types d'organisations (d'handicapés, par exemple).
Objectifs des organisations	Les organisations agissent en faveur d'un développement durable, en assurant un mécanisme de participation aux processus de prise de décision, en défendant les droits de l'homme au travail, en respectant et en veillant à la promotion de l'identité culturelle, ayant un projet social, en protégeant l'environnement, en visant l'indépendance économique et financière et en ayant un caractère d'exemple et de démonstration pouvant avoir un effet d'entraînement sur d'autres organisations. .
Les produits	Des produits commercialisables, des produits ayant une valeur politique. Les organisations partenaires s'engagent à la transparence
Les prix	Le partenaire propose un prix et le justifie en fonction d'éléments tels que : le niveau de rémunération des travailleurs, le coût de production et la marge bénéficiaire nécessaire à l'équilibre économique.

Source : Mieux connaître Artisans du Monde (2003)

Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'on a accordé plus d'importance aux éléments organisationnels qu'à ceux qui concernent les produits et les conditions de commercialisation. Ces critères sont le résultat d'un processus interne de négociations entre les militants et les instances décisionnelles d'ADM, mais aussi de relations épisodiques avec les partenaires. Ce dernier élément est important, car c'est avec ces relations que se sont graduellement déconstruits certains mythes concernant les producteurs. Ces critères sont donc la matérialisation des représentations de producteurs, le produit d'une réflexion sur le partenariat et de relations avec les producteurs. Toutefois, ils sont aussi porteurs de quelques déséquilibres qui expliquent d'ailleurs certaines tensions entre les partenaires.

Depuis quelques années, au sein du mouvement du CE, des réflexions commencent à apparaître sur son fonctionnement et les rapports de pouvoir qu'il porte. Comme le mentionne Malidier (2006 : 5), le partage des tâches de normalisation d'une pratique commune entre OCE, organismes de coordination (IFAT ou FLO, par exemple) et organisations de producteurs est primordial afin de favoriser sa réappropriation par chacun des acteurs :

Les dispositifs de définition basés sur les considérations des consommateurs occidentaux et « parachutés » par des organisations extérieures (importateurs, unités de certification, ONG, etc.) sur les pratiques locales ont peu de chances d'être appropriés et mis en application, mais sont adoptés par mimétisme sans changement réel.

En effet, les critères élaborés historiquement par les OCE au Nord étaient en fonction d'un projet collectif incluant les producteurs et relatifs à un universalisme verbalisé en termes d'éthique dans les relations commerciales et la production. Plus encore, les déséquilibres dans la structuration du mouvement sont fondamentalement liés à certaines inégalités de situation des acteurs entre le Nord et le Sud selon Malidier (2006 : 6) :

Le processus de normalisation du commerce équitable a été mené dans les dernières années par les organisations de commerce équitable au Nord qui ont démontré une réelle capacité à se structurer et à se coordonner, tandis que les organisations historiques du Sud, encore fortement atomisées, n'ont participé que d'une façon minoritaire au sein d'instances comme l'IFAT ou via des représentants dans des Comités internationaux comme ceux de FLO.

Néanmoins, malgré ces déséquilibres, le projet de CE ne se limite pas seulement à l'imposition unilatérale d'un projet par les acteurs du Nord qui serait renforcé par des moyens coercitifs, tel que peuvent l'être les programmes d'ajustements structurels du FMI, par exemple. La question est plus complexe, mais il demeure que ce projet s'énonce en fonction

de normes qui se négocient ensuite dans les forums internationaux, avec toutes les limites à la participation des producteurs et les relations de pouvoir que nous avons soulignées. Pour le moment, ce projet n'est donc pas fondé sur une réelle relativité des critères en fonction des projets développés par chacune des organisations et ce, malgré que l'IFAT ait commencé à distinguer standards et indicateurs particuliers. Si en théorie on reconnaît la relativité des contextes, en pratique, il semble que la majorité des critères s'appliquent surtout aux producteurs.

Les inégalités relatives à la formulation et à l'application des critères ont fait l'objet de réflexions au sein d'Artisans du Monde depuis le milieu des années 1990. L'interrogation principale est celle du rôle des OCE et de la nature des organisations de producteurs tel que souligné dans les minutes de l'Assemblée générale de 2000 :

Quand nous voulons des produits bien adaptés à nos marchés, ne risquons-nous pas de travailler avec [les producteurs] les plus performants? (...) Dans le concret, les situations sont différentes, les groupes de partenaires sont différents. (...) La question du contrôle est-elle légitime? Tout n'est pas admissible chez nos partenaires, mais sommes-nous les juges?

On s'interroge donc sur la légitimité des OCE qui se proclament juges de la valeur d'un projet mis sur pied par un groupe de producteurs. De façon générale, lorsque nous avons conduit des entrevues avec les militants d'ADM et de Solidar'Monde, la majorité se disait d'accord avec les critères (le fond), mais notaient des déséquilibres quant aux modes d'élaboration et d'application (la forme). Cette asymétrie fait d'ailleurs l'objet de critiques de plus en plus fortes par divers acteurs (internes et externes au mouvement) qui remarquent que le CE maintient un certain rapport de force Nord/Sud plutôt inégalitaire. Par exemple, la revue écologiste *Silence!* a jeté un pavé dans la mare avec la publication d'un article dans lequel les auteurs vont jusqu'à qualifier le CE de néocolonialiste (Clémentin et Chenet, 2006). Ce texte a provoqué des débats au sein du mouvement français de CE et, bien que plusieurs aient dénoncé une mauvaise foi qui y transparaît, quelques éléments font toujours l'objet de discussions au sein des organisations. D'ailleurs, ces critiques furent implicites dans les propos de plusieurs militants d'Artisans du Monde interrogés en entrevue, à des degrés divers évidemment.

Par contre, au-delà des étiquettes, l'élément le plus important relatif aux déséquilibres Nord/Sud est que ce sont les OCE au Nord qui demeurent les décideurs de qui restera ou sera

éjecté du réseau¹³⁰. Pour illustrer, analysons un exemple réel avec CIAP et ADM au début des années 1990. En 1992, cinq groupes de base de l'organisation AIP s'en séparent en l'accusant de mauvaise gestion et d'entrisme pour former ce qui va devenir CIAP. Puisque AIP était un partenaire de Solidar'Monde, qui a comme politique d'éviter la compétition entre les organisations d'un même pays, cette dernière s'est retrouvée face à une situation où elle devait vérifier les allégations des nouveaux membres de CIAP et décider avec qui elle allait continuer à travailler. Afin d'avoir une meilleure information sur les différentes versions du conflit qui a provoqué cette scission, des représentants d'AIP et de CIAP ont fait le voyage en France pour présenter leur version des faits. Comme le mentionne le compte-rendu de cette visite en 1993, les deux organisations se faisaient des accusations mutuelles de même nature comme celles relatives aux ambitions personnelles de quelques dirigeants, à la malhonnêteté et la corruption de quelques personnes ou au favoritisme de certains dirigeants pour leur association de base lors de la distribution des commandes¹³¹. Suite à cette visite, ADM a produit des conclusions provisoires qui font état de la responsabilité des dirigeants des deux organisations puisque ce sont les mêmes¹³² et de l'affaiblissement du processus démocratique par la promotion des intérêts personnels. On mentionne, par contre, que les explications de CIAP semblent plus cohérentes, malgré que la vérité soit difficile à distinguer. Bien qu'on ait d'abord décidé de continuer de travailler avec les deux organisations en attendant d'autres informations, en 1994, Artisans du Monde et Solidar'Monde décidèrent de mettre un terme à leur relation avec AIP, pour se tourner exclusivement vers CIAP, en mentionnant les irrégularités de gestion et les dépenses ostentatoires des dirigeants d'AIP¹³³.

Cet exemple est particulier puisque le cas portait sur des problèmes de mauvaise gestion qui sont en complète contradiction avec les principes du CE. Par contre, bien que tout indique que, dans ce cas, AIP ait été l'organisation fautive, rien n'est sûr quant aux responsabilités de chacun. Mais, au-delà de cette incertitude, l'élément à souligner est que les deux organisations ont dû aller faire un exercice de représentation auprès de leur partenaire en France qui a

¹³⁰ Ce n'est pas le cas à l'IFAT, mais plutôt dans le cas des relations commerciales particulières que développent les OCE avec des groupes de producteurs.

¹³¹ Le document ajoute aussi ces éléments : groupes d'artisans inexistant (famille); groupes formés par les propriétaires d'atelier avec apprentis; groupes qui vendent plus qu'ils ne peuvent produire ; mauvaise gestion dans les groupes et au national; favoritisme pour les groupes urbains au détriment des groupes ruraux; travail trop centré sur la commercialisation au détriment des aspects culturels et organisationnels; peu de producteurs bénéficiaires; pratique de népotisme.

¹³² Il faut effectivement noter que plusieurs des individus qui ont initié cette scission, et sont devenus dirigeants de CIAP par la suite, étaient présents à la direction d'AIP, le lieu où s'est déroulé le conflit.

¹³³ Lettre de la FADM datée du 6 décembre 1995.

finalement eu le dernier mot sur la continuation ou l'arrêt de la relation. Bref, puisque les « places » disponibles sont limitées sur le marché du CE, ce sont aussi les OCE qui organisent la mise en priorité des critères à respecter au cas où deux projets de postulants seraient similaires ou en conflit. Bien qu'un processus de sélection et d'évaluation puisse être nécessaire afin d'éviter les fraudes, qui deviennent plus tentantes avec un marché équitable lucratif et de plus en plus populaire, le même type d'évaluation et de sanction n'existe pas pour les OCE au Nord. De plus, ces dernières contrôlent trop souvent la destinée des producteurs à partir d'informations de seconde main. Par contre, si nous avons souligné certaines contraintes à la conduite d'une relation égalitaire entre partenaires, il ne faut toutefois pas en conclure à une bête domination des OCE sur les producteurs. Le processus, plus complexe, est plutôt un amalgame de rapports de pouvoir, de négociation et de réappropriation par les acteurs, des dynamiques que nous tenterons de décortiquer tout au long de cette thèse.

4.4. LES REPRÉSENTATIONS ET LA MÉDIATION INDIRECTE DANS LA RELATION PARTENARIALE

Devant les limites et déséquilibres du partenariat transnational, les acteurs de CE ont développé des mécanismes de mise en relation, certains directs (c'est-à-dire qui impliquent une coprésence) et d'autres indirects. Le premier mode sera analysé dans le dernier chapitre de cette thèse. Le second mode, qui nous occupera maintenant, réfère à des relations avec médiations idéelles et matérielles et porte sur la forme que prend cette dynamique et ce, principalement au Nord, puisque c'est à cet endroit que se construisent les discours et images concernant les producteurs dans un objectif de conscientisation des militants et du public. Nous aborderons trois éléments de représentation qui constituent une forme de lien social à distance entre les partenaires. Le premier porte sur les produits qui circulent et auxquels les militants donnent un sens et associent des caractéristiques relatives à une production « traditionnelle » et un mode de vie des producteurs. Le second est la « forme du contenu » de cette représentation, en portant notre attention sur un échantillon d'images présentes dans les documents d'ADM. Le troisième aspect est le « contenu de la forme », c'est-à-dire le sens de ces représentations.

4.4.1 Les produits équitables : création de sens au quotidien

Les objets commercialisés constituent la pierre angulaire du partenariat de CE puisque ce sont eux qui donnent quotidiennement un sens à la pratique et une présence matérielle aux producteurs. Miller et Rose (1997) ont fait une analyse fort intéressante des expériences du *Tavistock Institute on Human Relations* dans les années 1950-1970 sur l'intersection des conceptions psychologiques de l'être humain en lien avec le marketing de produits. Dans leur texte, ils affirment que le marketing sert plus à mobiliser les consommateurs qu'à les manipuler en créant des liens entre leurs passions, leurs désirs ou leurs anxiétés et les produits vendus (idem : 2). Mobiliser le consommateur consiste autant à donner sens au produit et à l'associer aux rituels quotidiens des consommateurs qu'à détailler les caractéristiques d'un produit en fonction du sens qu'on veut donner à sa consommation (idem : 70). Cette perspective est pertinente pour les produits du commerce équitable dont le marketing les entourant doit associer leur consommation à un acte de solidarité envers les producteurs et un pas vers la justice dans le commerce. Pour le cas qui nous intéresse, celui de l'artisanat équitable, ces objets sont aussi considérés comme porteurs de traditions culturelles, techniques ainsi que du mode de vie des producteurs.

C'est aussi de cette façon qu'on différencie ces objets des marchandises conventionnelles, puisqu'on leur accole un visage et une histoire. Cette caractéristique est revendiquée comme une distanciation symbolique des relations commerciales marchandes qui sont basées sur des produits anonymes achetés en fonction du rapport qualité/prix. Comme l'affirme ce militant, c'est l'aspect humain derrière les produits qui importe : « C'est important de bien connaître les produits. Nous ce n'est pas de convaincre le client d'acheter un produit qui n'est pas très bon. Je vends des produits qui ont de la qualité même si ils ont leurs défauts parce que c'est de l'artisanat. Mais ils ont d'autres qualités, humaines par exemple » (Entrevue bénévole 2, ADM, 2004). Cette thématique a été étudiée par certains auteurs, dont ceux qui parlent d'adaptation culturelle des produits et des débats concernant leur authenticité. Comme l'affirment Littrel et Dickson (1999 : 253) : « Developing products for a contemporary market while maintaining the traditions of the artisan group is basic to the assumption from which [alternative trading organizations] ATOs operate ». Par contre, cette volonté pose d'importantes questions concernant les éléments de la relation commerciale, puisque la tradition et l'authenticité sont difficilement définissables. Toutefois, pour ce chapitre, nous

laisserons de côté les débats sur l'authenticité des produits et leur adaptation aux marchés du Nord, pour nous concentrer plutôt sur leur place comme médiateurs de sens collectif dans la relation transnationale.

Giraud (2003 : 5) pose d'ailleurs cette question dans son mémoire de maîtrise portant sur ADM : « De manière plus précise, ne se joue-t-il pas au cours de ce processus de commercialisation et de vente, entre le Nord et le Sud, quelque chose comme ayant à voir avec du lien social? Les objets ne constituent-ils pas une sorte de médiateur entre le Nord et le Sud? ». Cette idée est centrale dans la relation équitable puisque la majeure partie des relations entre les bénévoles et les producteurs se font indirectement. Ainsi, dans le quotidien, ce sont les objets qui rappellent aux militants le sens de leur action, tel que le souligne celui-ci : « Ce qui peut signifier la présence des producteurs, c'est uniquement leurs produits et, au moment où apparaît tel producteur, c'est de savoir si tel ou tel produit se vend bien. Donc, c'est quand même hyper réducteur » (Entrevue bénévole 6, ADM, 2004). Les produits comme créateurs de sens au quotidien a une forte importance chez ADM¹³⁴. Ils servent de support à une mise en récit qui est capitale pour l'organisation, laquelle s'est graduellement orientée vers des missions d'éducation au développement, le produit devenant alors le cœur de l'explication des relations Nord/Sud et du CE. Par exemple, lors d'une période de formation dans une école de Valence, c'est le café qui a servi d'illustration des déséquilibres Nord/Sud et de support explicatif de l'alternative qu'offre le CE. Aussi, un de ses piliers d'action porte sur le soutien des producteurs les plus défavorisés par la vente de produits en boutiques et sur les marchés extérieurs. Bref, les biens artisanaux ont été historiquement le nœud gordien de l'action d'ADM, comme l'illustre ce passage du bulletin interne de 1977 : « L'originalité du mouvement est d'avoir choisi comme support l'artisanat (...) Prenons un exemple, la vente d'artisanat fait par des réfugiés politiques chiliens est l'occasion de faire le point sur la situation catastrophique du Chili de Pinochet ».

Au Nord, il est indéniable que les produits sont un médium sur lequel s'appuient les militants pour transmettre aux clients certaines représentations et informations concernant les

¹³⁴ Comme le souligne Levelly (2004 : 291), la transition vers la centralisation des importations chez ADM fut un facteur d'inclusion graduelle dans le marché ce que contestent certains militants qui affirment que ces importations directes, plutôt que de constituer une opposition au marché, sont des illustrations de relents d'assistancialisme.

producteurs. Les bénévoles deviennent alors le porte-voix de ces objets, donc des producteurs indirectement :

Mais les objets ne parlent pas, les bénévoles sont en quelque sorte les interprètes, en vue d'un message à faire passer au consommateur, et d'une manière plus générale, au monde entier. (...)En même temps, pour être compris par les membres, l'objet doit être situé dans un contexte qui permette d'assigner un qui, comment et un où. C'est-à-dire que l'objet n'a de signification que par rapport à un certain contexte, un certain cadre dans lequel il a été vu comme étant « cet objet-là ». Par conséquent, il y a tout un travail de réflexivité qui accompagne l'objet (Giraud, 2003 : 62).

Comme le mentionne aussi ce militant, les membres d'ADM sont les intermédiaires qui portent les récits des producteurs à partir des produits vendus qui sont, eux, la matérialisation de la relation équitable : « On devrait être porteur de ces témoignages-là [de producteurs], on devrait être des témoins de ça. On devrait pouvoir sensibiliser, informer, éduquer, les citoyens ici. Éduquer les gens, ça veut aussi dire leur faire découvrir l'artisanat et par l'artisanat, leur faire découvrir un savoir-faire, une culture, etc. » (Entrevue bénévole 4, ADM, 2004). Ce rôle des bénévoles est donc fortement promu par ADM qui mentionne que ceux-ci ne sont pas des vendeurs comme les autres, mais des éducateurs sur la situation des producteurs. Toutefois, la réalité est généralement plus complexe puisque, face aux tâches quotidiennes nécessaires au maintien d'une boutique, la majorité des bénévoles interrogés nous ont mentionné le manque de temps pour s'informer sur les produits et les groupes de producteurs. Bref, la plupart des bénévoles soulignent que les relations directes avec des producteurs sont trop peu nombreuses, mais que la vente des produits est un rappel quotidien de leur existence.

4.4.2 Images de producteurs : « la forme du contenu »

Au-delà des produits qui incarnent quotidiennement la présence des producteurs, les images produites par ADM constituent un autre élément de leurs représentations. Lorsqu'on dépouille les archives sur 30 ans, on découvre qu'elle a produit une quantité très importante de documents visuels qui servent de médiums reflétant/véhiculant le message de l'organisation selon les époques et associant des valeurs aux produits vendus. La question du marketing des produits et de l'organisation est peu présente chez ADM, mais nous croyons qu'elle est essentielle pour comprendre l'organisation par l'image qu'elle projette. Nous analyserons dans cette section les façons de présenter les producteurs et les produits en fonction des évolutions de la conceptualisation du CE chez ADM. Ces images sont probablement les éléments qui parlent le plus sur les discours véhiculés par l'organisation en

ce qu'ils sont adressés à la fois au public et aux militants par l'intermédiaire du journal interne et de documents publicitaires. Une partie des images que nous avons utilisées pour cette analyse sont celles de la page couverture de la *Lettre d'infos*¹³⁵, le journal interne d'ADM, et celles de documents de présentation de l'organisation qui sont adressés au public. Pour assurer la synthèse d'un sujet qui pourrait être très vaste, nous les avons classifiés en sept thèmes qui reflètent les visions promues par ADM au cours des années : le tiers-mondisme dans les années 1970; l'Autre exotique qui a duré des années 1970 aux années 1990; le travail manuel des producteurs présents au tournant des années 1980; la production alimentaire et le virage qualitatif des produits à la même période; le consomm'acteur au tournant des années 1990, le producteur organisé et le partenariat renouvelé qui sont apparus dans les années 2000. Ces thématiques ne sont pas avancées explicitement par l'organisation, ils émanent plutôt de notre analyse des éléments qui reviennent de façon constante dans les divers documents.

Dans les années 1970, c'est le discours tiers-mondiste qui est le plus prégnant dans l'organisation. Il portait sur les déséquilibres Nord/Sud dont les rapports de pouvoir de type néo-coloniaux. Les images présentes dans *La lettre d'infos* (autrefois *Le bulletin de la Fédération*) portent généralement sur cet aspect. Par exemple, on illustre le besoin de rattrapage du tiers-monde, tel qu'on le voit dans l'image 2. Il faut noter que le producteur est souvent représenté comme une victime à la merci des commerçants et des gouvernements occidentaux, comme le démontre l'image 1.

¹³⁵ Les numéros disponibles dans les archives n'étaient cependant pas complets. Il y manquait plusieurs numéros, principalement des années 1982 à 1987.



Image 1 (1978)

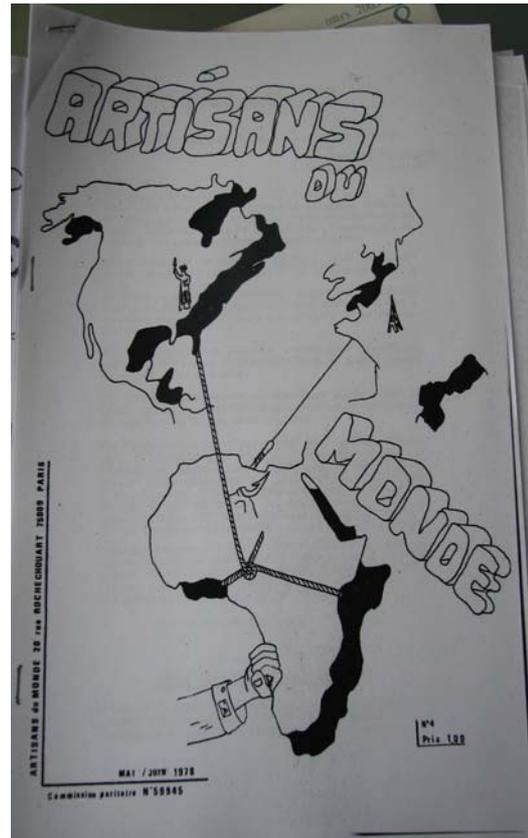


Image 2 (1978)

Toutefois, conjointement à cette vision des rapports de pouvoir Nord/Sud, il existe aussi toute une série d'images de la même époque qui représentaient les producteurs et/ou leurs produits comme des objets exotiques de pays lointains. Il est à souligner que cette représentation se faisait généralement par l'intermédiaire d'objets d'artisanat. Les trois images ci-dessous illustrent ce phénomène pour les régions africaines et andines, où le producteur est représenté comme étant issu de traditions culturelles mystérieuses et producteurs d'objets exotiques. Un fait intéressant à noter est la présence du thème sur une période plutôt longue (1977 à 1992).

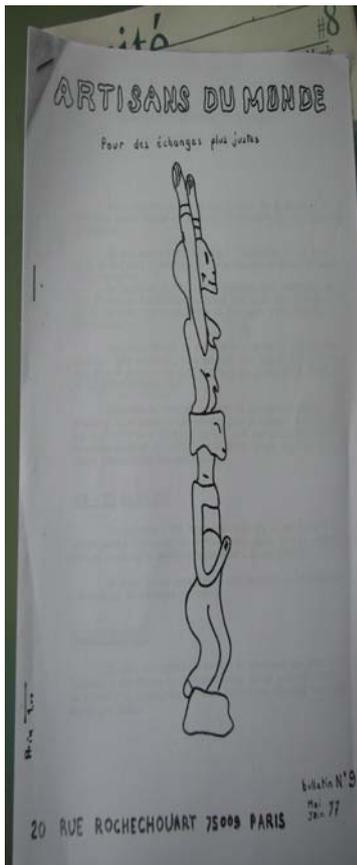


Image 3 (1977)



Image 4 (1992)

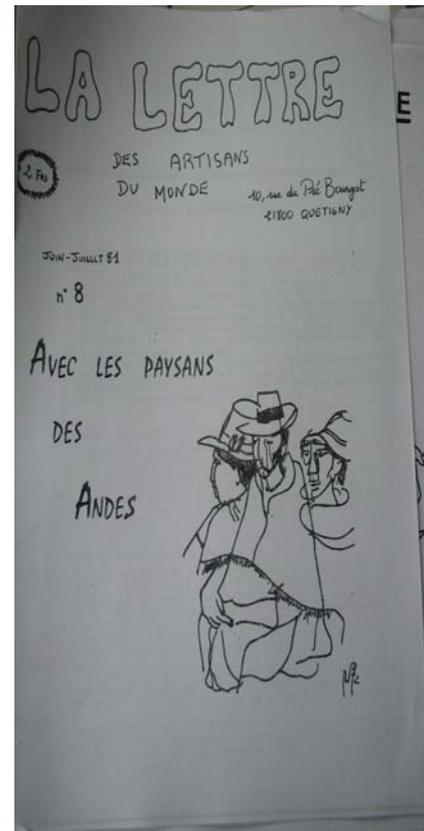


Image 5 (1981)

Cette conception du partenaire comme « autre éloigné » (géographiquement et culturellement) se manifeste aussi dans les illustrations des modes de production. L'image est généralement celle d'un travail manuel, difficile physiquement et utilisant des technologies rudimentaires. Cette représentation réfère probablement aux durs labeurs des paysans/artisans du Sud et les montre en train d'accomplir leurs activités productrices plutôt que comme simples récipiendaires d'aide. Cette question du producteur au travail est d'ailleurs au centre des représentations de l'époque, puisque le CE cherchait à se dissocier des discours associés à l'aide internationale et à la pitié. Par contre, cette représentation peut être taxée d'infantilisante ou d'exotique puisque les producteurs accomplissent généralement, en réalité, à la fois un travail manuel et intellectuel pour la gestion de l'organisation et ce, parfois, avec des technologies avancées (internet ou vidéoconférences aujourd'hui, par exemple). D'ailleurs, encore aujourd'hui, on voit rarement des images d'artisans travaillant devant un

ordinateur ou en conférence téléphonique¹³⁶, les images habituelles représentant plutôt des artisans travaillant dans leur atelier ou les champs. Toutefois, cette perspective procède d'une orientation stratégique pour ADM qui voulait montrer le dur travail derrière les produits que les gens consomment au Nord, un moyen de conscientiser le consommateur. Les deux images qui suivent sont des exemples de représentations du travail manuel de l'artisan à des époques différentes.

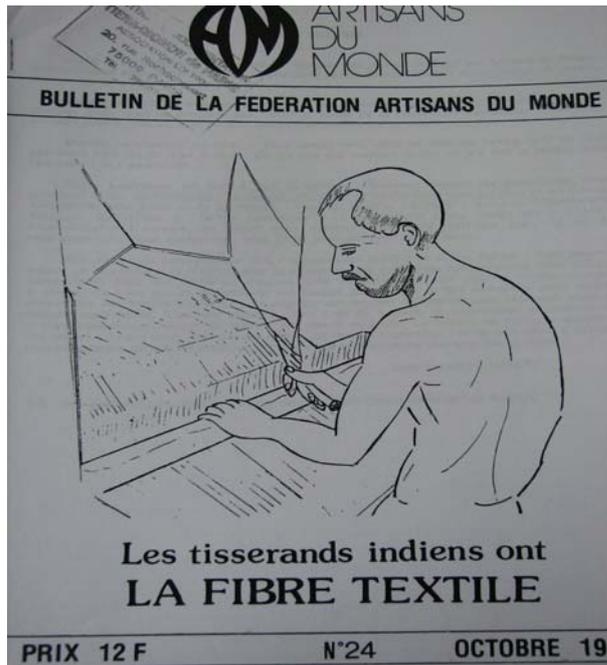


Image 6 (1987)

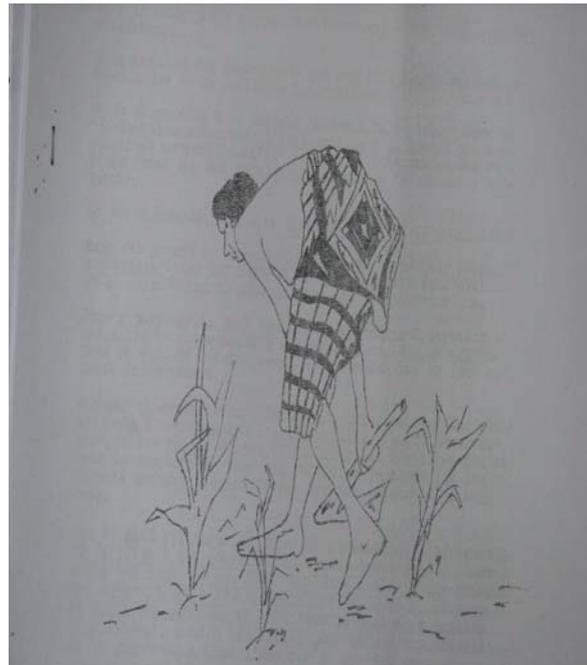


Image 7 (1977)

Un phénomène marquant pour ADM fut l'entrée en scène des produits alimentaires certifiés. Les représentations visuelles qui leur sont associées sont très parlantes quant aux transformations qu'a connues ADM dans les vingt dernières années. Les deux images que nous avons choisies (8 et 9) soulignent un passage important du produit politique à la question de la qualité apparue avec les produits certifiés. Notons dans l'image 8 le slogan « Acheter sans opprimer » qui reflète une vision politique liée aux perspectives tiers-mondistes mentionnées plus tôt. L'image 9, quant à elle, est plutôt une représentation de la réorientation vers les niches de marché et la qualité des produits, plutôt que vers la promotion de leur

¹³⁶ Par exemple, dans le cadre de notre étude de terrain, nous avons vu que CIAP et Artisans du Monde, qui font face à des problèmes de dispersion géographique nationales similaires, utilisent des moyens différents pour réunir les représentants nationaux. Alors qu'Artisans du Monde fait surtout des réunions où les gens doivent se déplacer pour y participer, CIAP utilise la conférence téléphonique pour le représentant de Puno. Ainsi, CIAP fait une utilisation plus assidue de technologie de communication que ses partenaires, ce qui peut aller à l'encontre de certaines idées reçues.

composante politique. Cette image, produite juste avant l'apparition de Max Havelaar, annonce en quelque sorte ce virage. Par exemple, on note un slogan, axé vers la niche et la qualité, qui est dénué de composantes politiques.

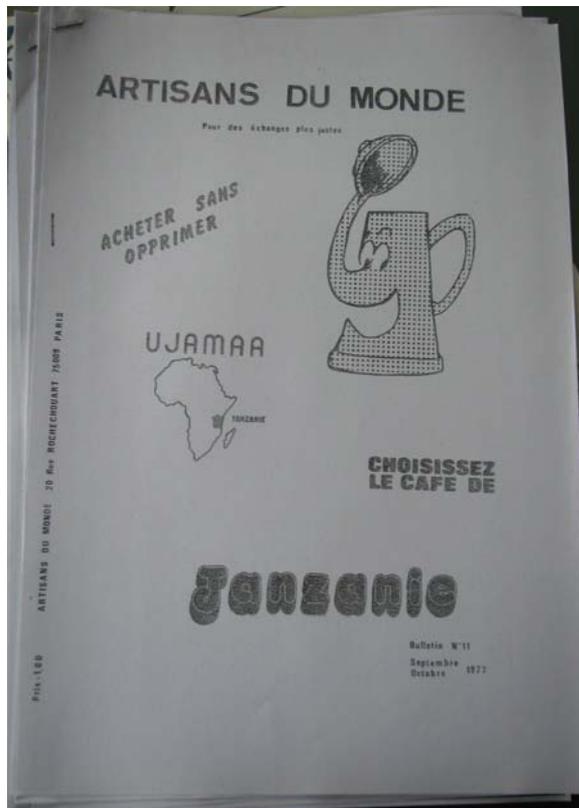


Image 8 (1977)



Image 9 (1987)

Un virage intéressant dans les images présentées dans les documents d'ADM a eu lieu vers la mi-1990, alors qu'apparaissent graduellement les visages de militants et de consommateurs. En effet, il y a une réorientation du discours vers le devoir d'action au Nord qui est sans doute lié à l'apparition de l'idée de consommation responsable et de la catégorie de *consom'acteur*. On voit donc des images dans lesquelles les producteurs ou les produits sont absents et qui mettent plutôt l'accent sur le pouvoir du militant. Cette modification partielle –le producteur reste présent dans d'autres images- est aussi associée à l'importance qu'a prise l'éducation au développement qui est devenue l'un des piliers centraux d'action d'ADM. Ainsi, plutôt que de représenter le producteur comme une victime des pays du Nord ou le produit comme attrait exotique, on oriente le discours vers les responsabilités individuelles et collectives « ici ». L'image 10 et 11 illustrent ce phénomène où l'on voit le militant comme une personne capable d'action (image 10) et la consommation de produits équitables comme un moyen d'action concret (image 11).



Image 10 (1988)



Image 11 (1998)

La sixième catégorie de représentations fait un retour vers les producteurs dans les années 1990. Alors qu'on a conçu le producteur comme une victime puis comme un attrait exotique, on note plus récemment des images associées à une vision de « prise en main » et d'une pauvreté qui n'est pas absente d'espoir. Lors des entrevues, plusieurs militants ont d'ailleurs mentionné leur expérience au Sud et leur impression allant à l'encontre de l'idée voulant que les gens du Sud soient des victimes incapables d'agir. Cet extrait en est une illustration :

J'ai passé six mois en Inde, juste avant de venir chez Artisans du Monde, et j'en suis revenu avec une vision de gens tout à fait forts, capables de trouver de la joie dans ce qu'ils font. (...) L'apitoiement, ça participe d'une culture de l'égoïsme finalement qui consiste à dire "Chez nous c'est bien et les pauvres sont pas aussi bien que nous, c'est terrible". (Entrevue, ADM bénévole 5, 2004)

Les concepts de pauvres/exclus organisés et capables d'agir est un premier élément positif contenu dans ces discours, mais il existe aussi une autre tangente qui tend plus vers une vision exotique des producteurs. Par exemple, lors d'une discussion avec quelques militants d'un groupe local, certains ont justifié leur engagement au Sud (plutôt qu'au Nord) en soulignant que les populations pauvres du Sud s'organisaient alors que les groupes marginalisés au Nord seraient passifs et dépendants selon eux. Cette façon de concevoir une « pauvreté à deux

vitesses » est basée, en quelque sorte, sur l'idée que les « pauvres du Sud », que l'on n'a pas à côtoyer, conservent une image de « pureté ». Nous pouvons alors parler d'une représentation mettant l'accent sur la « bonne pauvreté ». Dans le cadre de cette stratégie, on met de l'avant des images qui représentent les producteurs comme des « êtres souriants » qui semblent heureux « malgré la misère ». Les photos 12 et 13 sont deux représentations de cette catégorie d'image qui est d'ailleurs très courante dans les documents, surtout depuis les dernières années.



Image 12 (2005)

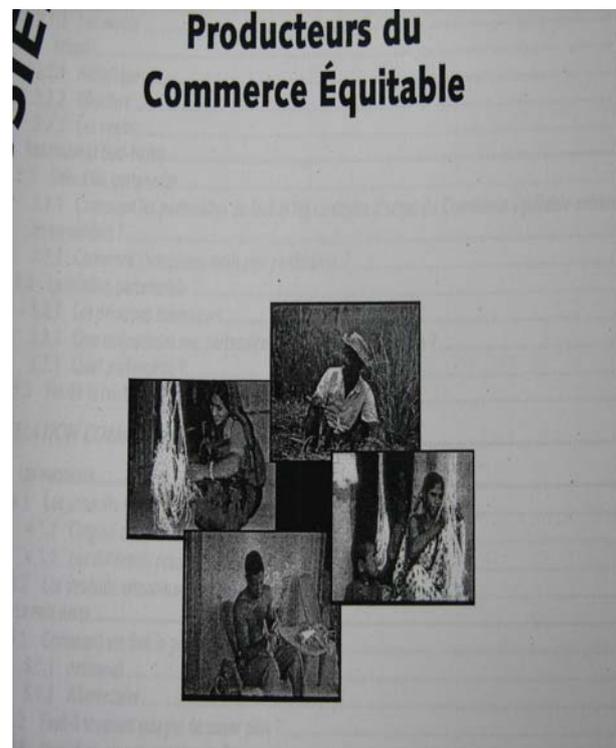


Image 13 (2004)

Finalement, le dernier thème que nous avons relevé est celui qui illustre les tentatives récentes de renouvellement du partenariat. Sans présupposer des intentions, nous avons observé que la réflexion sur les liens Nord/Sud s'est repositionnée graduellement au centre des questionnements chez ADM au même moment que sont apparues des images/photos sur le sujet. L'image 14 en est une illustration par la jonction faite entre deux catégories d'acteurs de cette idée de partenariat transnational.

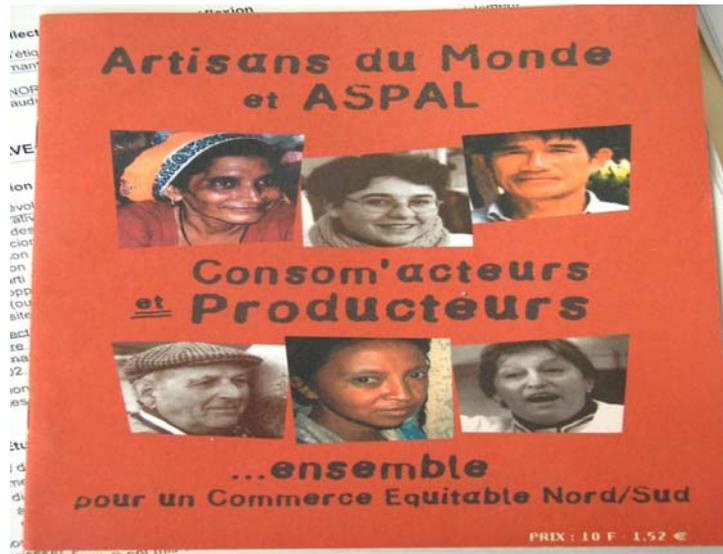


Image 14 (2003)

Ces quatorze images présentées ne constituent qu'un infime échantillon de toutes celles produites pendant 30 ans chez ADM, mais elles illustrent à la fois l'évolution de l'organisation quant à la notion de partenariat et les visions qui ont circulé sur les producteurs. Aussi, elles posent une question importante pour l'organisation qui se formule en terme de tensions sous-jacentes à ces images. D'un côté, l'organisation tend souvent vers une esthétique de la représentation des producteurs axée sur la pitié ou la marginalité alors que, de l'autre, on veut montrer aussi la prise en main de ces mêmes personnes.¹³⁷ Il s'agit donc de savoir si on doit véhiculer des images d'apitoiement pour l'augmentation des ventes, ou si on doit travailler à un partenariat plus fort au risque d'abandonner certains de ces arguments, en explorant plus à fond les images associées à la justice plutôt qu'à la pitié. Globalement, l'élément important à souligner est que l'image que l'on donne des partenaires fait aussi partie de la relation avec eux, donc que la « forme du contenu » des représentations chez ADM est un élément important dans l'étude du partenariat Nord/Sud.

¹³⁷ D'ailleurs, on l'observe encore aujourd'hui : c'est la pitié qui « vend » le plus dans le domaine de la coopération internationale. Selon la FAO (2006) : « Depuis 1990, le financement de l'aide humanitaire a doublé, tandis que le volume global de l'aide au développement chutait. En 1994, 6 milliards de dollars EU ont été consacrés à l'aide humanitaire, soit 10 pour cent de toutes les ressources financières consacrées à l'aide au développement dans le monde. Les Nations Unies consacrent désormais plus de 50 pour cent de leur budget aux secours d'urgence, contre 25 pour cent en 1989. La facture des opérations de secours gérées par la FAO est passée de 150 millions pour la décennie des années 80 tout entière à 170 millions, uniquement pour les six années qui se sont écoulées depuis 1991 ».

4.4.3 La mise en récit de la situation des producteurs : « le contenu de la forme »

Les représentations des producteurs et du CE chez ADM ont évolué d'une vision fortement tiers-mondiste jusqu'au virage altermondialiste contemporain. Si les images/photos de producteurs retrouvées dans les divers documents de l'organisation donnent un aperçu de la forme des représentations privilégiées, les discours composent leur mise en récit et sont un instrument stratégique central de l'organisation. Ils sont articulés autour de deux éléments généraux : les marchés conventionnels que subissent les producteurs et l'alternative équitable. Ces deux éléments du récit seront définis par deux concepts antagoniques/complémentaires : l'horreur du marché néolibéral et le kitsch équitable.

La stratégie de création d'horreur

Le premier aspect réfère à la situation des producteurs dans un contexte de libéralisation des marchés et d'inégalités Nord/Sud. La stratégie discursive mise de l'avant pouvant alors être conçue en termes de création d'horreur. Ce concept est généralement utilisé pour l'analyse des stratégies de sécurisation en relations internationales, mais il réfère aussi à des menaces vécues quotidiennement : « [Horror is] a sudden rupture in the routinized, everyday life by [...] an existential threat which provokes experiences of the real possibility of violent death » (Huysmans, 1998: 571). Cet aspect quotidien de la menace et la référence faite au potentiel de mort violente peuvent être mis en lien avec les discours abordant les conditions socio-économiques désastreuses dans les pays du Sud. Par exemple, Forrester (1996) a publié un livre (*L'horreur économique*) dans lequel elle se livre à une charge contre le marché et l'indifférence de l'Occident à la mort lente du Tiers-monde qui serait due aux modèles de développement imposés. Elle en rend les économistes, entre autres, coupables. De façon générale, ces discours cherchent à contester l'idée selon laquelle les producteurs d'horreur sont des acteurs hors du système, les barbares, pour mettre en avant les violences systémiques des institutions auxquelles les « citoyens ordinaires » participent : « L'altérisation de l'expérience de violence occulte les formes propres de la violence administrative et institutionnelle des sociétés dites développées et légitime une croisade contre la violence portée ici par des individus déviants, là-bas par des sociétés représentant la barbarie » (Rousseau, 2003 : 60). Par exemple, l'horreur de la misère repose sur notre responsabilité dans cette « mort lente/violente » de gens qui nous sont généralement éloignés. Ce discours s'appuie sur un triple exercice : il dénonce une situation en l'associant à un potentiel de désastre, il identifie les responsables et, finalement, il cherche à favoriser l'action collective

par le sentiment de communauté de révolte, comme pour la consommation responsable et l'engagement international prônés par le CE. Plusieurs ont d'ailleurs noté l'efficacité de l'horreur pour mener à l'action. Dans le domaine de l'intervention humanitaire, Siméant (2001 : 9) mentionne que les intervenants témoins de l'horreur au Biafra ont accentué leur volonté d'action :

Ces expatriés sont les témoins directs d'un conflit armé doublé d'une guerre civile parfois qualifiée de génocide et aboutissant à un million de morts. On peut penser que l'horreur de la situation a eu un effet de socialisation définitif sur eux, qui vivront d'autant plus violemment cette redéfinition identitaire de ceux qui faisaient partie de réseaux militants découvrent l'indifférence et la méfiance de leurs anciens camarades à l'égard de la situation biafraise.

Bref, les discours créateurs d'horreur sont fortement liés aux obstacles d'une solidarité à distance : l'empathie n'étant pas garante d'action, la révolte et la responsabilisation deviennent alors des instruments stratégiques d'incitation.

Cette stratégie se manifeste chez ADM qui a appuyé la pertinence de sa pratique sur les insuffisances et les injustices des marchés mondiaux qui seraient responsables des conditions difficiles des producteurs. La présentation de cette situation se fait généralement par des allers-retours entre la critique des marchés et la description de cas particuliers de producteurs, présentés sous forme de témoignages. Par exemple, l'injustice des marchés est mentionnée dans le document de présentation de la consultation sur le nouveau projet associatif :

Le contexte international a été marqué par la poursuite de la dégradation des termes de l'échange. L'instabilité des prix sur les marchés internationaux continue à avoir de graves conséquences économiques, sociales et environnementales. La mondialisation néo-libérale a été présentée par les États dominants et par les organisations qui régissent le commerce international comme l'unique modèle de développement. (Le projet associatif d'Artisans du Monde, 2005)

L'utilisation du témoignage de producteurs se retrouve, quant à lui, plutôt dans les documents promotionnels et de formations en milieu scolaire. Son avantage est qu'il donne un visage à la misère décriée :

Emilia est ouvrière dans le textile en Indonésie : « J'ai 23 ans et je travaille depuis cinq ans dans la confection de vêtements. [...] Les conditions de travail sont partout les mêmes. Dans l'usine où je travaille actuellement, la direction prend prétexte de la crise économique pour nous exploiter davantage. Pendant le ramadan, notre mois de jeûne, nous avons dû travailler de 7 heures à 21 heures et parfois jusqu'à 23 heures. Beaucoup n'ont pas osé refuser ces heures supplémentaires imposées, par crainte de perdre leur emploi [...] ». (Trame collègue, Artisans du Monde Valence, 2004)

L'objectif de ce témoignage est de créer un sentiment d'indignation qui favoriserait une volonté d'action devant le récit d'une situation vécue au Sud où sont transgressées les limites de l'acceptable. On ne parle alors plus en termes de systèmes, mais d'êtres humains, ce qui facilite l'identification du public.

Si l'organisation développe un discours stratégique de création d'horreur autour des conditions de production et de commercialisation des produits au Sud, celui-ci est relayé par les militants de diverses façons. Lors des entrevues, nous demandions comment ils concevaient la mondialisation et quelles étaient les causes des inégalités dénoncées par l'organisation. Les réponses étaient généralement formulées en termes similaires au discours d'ADM, c'est-à-dire autour de trois thèmes généraux : le néolibéralisme et les inégalités, les relations de pouvoir Nord/Sud et la déshumanisation de la situation actuelle. De prime abord, plusieurs dénonçaient le néolibéralisme accusé d'entretenir les inégalités :

Et puis tout récemment, ce que je vois, c'est le triomphe de l'idéologie libérale ou néolibérale qui ne fait qu'accentuer en fait ce problème déjà ancien. On arrive plus à penser le monde en dehors des références, des théories libérales, donc ça, c'est grave, ça mène à la faillite d'une partie de l'humanité, on ne peut pas continuer comme ça [Entrevue bénévole 1, 2004]

Ensuite, d'autres réfléchissaient plutôt en termes de relations de pouvoir entre le Nord et le Sud en dénonçant le comportement des Occidentaux et en leur attribuant la responsabilité de la situation. Finalement, le dernier était celui de la déshumanisation de la situation actuelle et de la responsabilité de chacun dans cet état de fait :

Aujourd'hui tu peux manger n'importe quoi toute l'année, sans te poser ce dont a besoin ton organisme selon les saisons. Tout d'un coup, on se resitue, alors la qualité des produits a chuté, on ne valorise plus le voisin qui produisait et on est dans quelque chose qui a des conséquences écologiques parce qu'on fait venir du vin d'Argentine alors qu'on en a ici. On a l'impression d'avoir plus de choix, mais au détriment de plein de choses, les rapports humains et le rapport à la nature. [Entrevue salarié 2, ADM, 2004].

Pour synthétiser, la stratégie de l'horreur procède à partir de différents éléments qui servent à dénoncer une situation (ou des effets potentiels) et à identifier les responsables. Elle est souvent au cœur de la conscientisation du public sur les problèmes vécus au Sud et sur la responsabilité de chacun qui vise à créer une action collective fondée sur une révolte partagée.

L'édulcoration de l'alternative : tendances kitsch

Alors que l'horreur nous montre l'état d'exception, le potentiel de chute, le kitsch relève plutôt du sens commun et de l'élément politiquement non contestable. Pour le CE, il définit l'autre pendant du discours des organisations qui opposent les désastres des stratégies néolibérales de commercialisation à « l'alternative » équitable. On tente alors de présenter une vision positive, souvent édulcorée, des producteurs de l'équitable face à l'horreur vécue par ceux inscrits dans le marché conventionnel. Ces discours, où l'on amalgame le « Beau » d'une situation en résolution par la voie équitable et le désir de consensus sur la pertinence de cette alternative, rejoint le concept du kitsch qui en est le résultat non intentionnel. Celui-ci a trois éléments principaux de définition : il réfère au sens du Beau et aux émotions, au consensus et, politiquement, à l'élimination des possibilités de contestation :

Le mot kitsch désigne l'attitude de celui qui veut plaire à tout prix et au plus grand nombre. Pour plaire, il faut confirmer ce que tout le monde veut entendre être au service des idées reçues dans le langage de la beauté et de l'émotion. (...) Vu la nécessité impérative de plaire et de gagner ainsi l'attention du plus grand nombre, l'esthétique des mass média est inévitablement celle du kitsch. (...) La modernité a revêtu la robe du kitsch (Kundera, 1986 : 198)

Le concept utilisé ici réfère aux écrits de Kundera (1986, 1987) qui l'a fait sortir de la seule filière artistique pour lui donner une composante métaphysique :

C'est un mot allemand qui est apparu au milieu du XIXe siècle sentimental et qui s'est ensuite répandu dans toutes les langues. Mais l'utilisation fréquente qui en est faite a gommé sa valeur métaphysique originelle, à savoir : le kitsch par essence, est la négation absolue de la merde; au sens littéral comme au sens figuré : le kitsch exclut de son champ de vision tout ce que l'existence humaine a d'essentiellement inacceptable. (Kundera, 1987 : 356-57)

Une illustration de cette tendance est donnée par Kundera dans son livre *L'ignorance* (2000 : 194) où il parle de la réception des émigrés tchèques réfugiés du communisme en France : « Ils étaient déjà bien informés que le stalinisme constitue un mal et que l'émigration est une tragédie. Ils ne s'intéressaient pas à ce que nous pensions, ils s'intéressaient à nous en tant que preuve vivante de ce qu'ils pensaient, eux ». Cette citation montre l'un des éléments centraux du kitsch dans un contexte de relation interculturelle de solidarité : les victimes d'une situation problématisée en deviennent les icônes et perdent en quelque sorte l'usage de la « parole ». D'ailleurs, Kundera (1987 : 361) met en garde contre la tentation d'en faire la seule base de la solidarité :

Le kitsch fait naître tour à tour deux larmes d'émotion. La première larme dit: Comme c'est beau, des gosses courant sur une pelouse ! La deuxième larme dit: Comme c'est beau d'être ému avec toute l'humanité à la vue de gosses courant sur une pelouse ! Seule cette deuxième larme fait que le kitsch est kitsch. La fraternité de tous les hommes ne pourra être fondée que sur le kitsch. (...).

Bref, pour résumer, le sujet *kitschifié* devient alors incapable d'action :

Yet, Sabina rebels against the bland observation that these « films showed the Communist ideal whereas the Communist reality was worse ». She would unhesitatingly prefer life in a real Communist regime with all its persecution and meat queues. Life in the real Communist world was still liveable. In the world of Communist ideal made real, in that world of grining idiots, she would have nothing to say, she would die of horror within a week (Prozorov, 2004 : 18).

Le kitsch comme caractéristique des représentations des producteurs est donc le résultat d'un choix narratif d'édulcoration éliminant les aspects plus difficiles de leur situation. D'ailleurs, le consensus lui étant associé pose la difficile question de son intentionnalité. Selon nous, il n'en relève pas; il est plutôt le produit d'un regard esthétique collectif sur une situation. Comme le mentionne Scruton (1999) : "The worst thing is to be unwittingly guilty of producing kitsch; far better to produce kitsch deliberately, for then it is not kitsch at all but a kind of sophisticated parody. (The intention to produce real kitsch is an impossible intention, like the intention to act unintentionally.)"¹³⁸. Ce que Kundera avance sur le kitsch permet de mieux comprendre la problématique que vivent les acteurs du CE qui cherchent à la fois à promouvoir leur pratique auprès du plus grand nombre et aussi à créer un partenariat « réel » avec les sujets de ces représentations, deux missions difficilement compatibles. Par exemple, si le partenariat demeure une notion floue et si le producteur est réifié dans une catégorie idéale correspondant à un projet éthique, comment peut-on gérer les déviances possibles? Par contre, le choix narratif d'édulcoration peut être défendable puisqu'on n'est pas obligé de présenter tous les aspects d'une situation dans un contexte de luttes politiques entre divers points de vue. Globalement, le kitsch n'est pas le seul élément caractérisant les discours d'ADM sur les producteurs, mais il est une particularité qui nous informe sur les ambiguïtés du partenariat.

Chez ADM, les représentations des producteurs sont organisées autour de trois éléments principaux : le mode collectif d'organisation, leurs valeurs éthiques et leur situation de

¹³⁸ Lorsqu'on parle des mises en récit de la situation des producteurs, il faut souligner que nous référons à un choix narratif d'édulcoration de la situation de l'autre en contexte de commerce équitable. Le kitsch est quant à lui le résultat d'un tel choix

marginalisés conceptualisée en terme de « petite taille ». Dans les définitions des partenaires, même si des éléments ont changé, la priorité est toujours donnée au collectif comme l'illustre cet extrait de la Charte de 1999 : « Buts d'Artisans du Monde : Vendre des produits en provenance du Tiers-monde en favorisant un mode collectif d'organisation et en veillant à assurer une plus juste rétribution du travail des producteurs, leur permettant ainsi de se développer par eux-mêmes et de se libérer des structures d'oppression ». L'idée de petite taille est aussi centrale dans la rhétorique qui tente d'éloigner le CE de l'aide charitable :

Quelques idées reçues : « Il faut bien aider les pauvres ». Les femmes et les hommes qui sont nos partenaires et prennent en main leur propre développement. Il est réducteur et paternaliste de les considérer comme des pauvres sans ressources. Les producteurs du Sud n'ont pas besoin d'aide, mais de partenaires impliqués dans une relation commerciale juste. Qui sont nos partenaires? **Marginalisés... mais organisés** [nous soulignons] (Aspal/Artisans du Monde, 2004)

L'autre élément du discours est le soutien à des producteurs qui mettent sur pied des projets collectifs rejoignant des valeurs éthiques généralement conçues comme des universalismes par les militants du CE. On les inclut dans l'idée plus globale de droits humains et de développement durable :

Nous cherchons à travailler avec des producteurs pauvres ou marginalisés, vivant dans des pays en développement et dont les organisations : agissent en faveur d'un développement durable en ayant un mécanisme de participation au processus de prise de décision, en défendant les droits de l'Homme, et tout spécialement ceux des femmes et des enfants, en protégeant l'environnement, en respectant et en promouvant l'identité culturelle, en visant la stabilité économique et financière; font des produits commercialisables; sont capables d'exporter et d'assurer les contraintes de livraison; s'engageant à la transparence. (Artisans du Monde/ASPAL, 2004, annexe RP).

Bref, tout un programme! On remarque d'ailleurs un déséquilibre puisque ce que doivent respecter les partenaires est une longue liste de vertus alors que les OCE n'ont qu'à se soumettre à des conditions commerciales plus correctes¹³⁹.

Finalement, le dernier élément du discours est la notion de « petits producteurs marginalisés », le facteur principal qui nous permet de parler de la tendance kitsch des discours. Depuis les débuts du CE, les acteurs ont défini leurs partenaires comme étant des exclus des marchés conventionnels, une situation qui constitue à la fois un problème et un

¹³⁹ Par contre, plusieurs OCE dont Artisans du Monde se sont donné des chartes afin de rééquilibrer des demandes qui semblaient orientées exclusivement du Nord vers le Sud, un thème qui sera abordé dans le sixième chapitre.

atout¹⁴⁰. D'un côté, ils n'ont pas accès aux filières conventionnelles et font généralement face à des prix faibles mais, de l'autre, leur « petite taille » serait en quelque sorte garante d'une pratique plus éthique face aux firmes multinationales. En effet, comment de « petits producteurs » pourraient-ils reproduire les pratiques des « grandes firmes multinationales »¹⁴¹? Par exemple, on note dans cet extrait d'entrevue la récurrence du qualificatif :

Regarde en Amérique latine il y a des producteurs de café qui se sont regroupés et qui ont créé de petites coopératives et un jour par semaine il y a en a un qui s'occupe du séchage du café pendant que les autres sont dans leur petite exploitation, ils se relaient. Ils ont créé leur petite coopérative avec une petite école, donc ils ne peuvent pas donner tout de suite dès le départ toutes les garanties, mais si on voit que ça évolue dans le bon sens ça devient des partenaires, mais il faut qu'ils respectent une certaine éthique. [Entrevue bénévole 2, ADM, 2004]

Cet extrait illustre deux éléments importants de représentation. On dénote l'ambivalence entre l'aide et l'autonomie des producteurs qui doivent cheminer vers leur propre voie de développement. Ainsi, le producteur doit être autonome, mais dépend des ventes pour survivre. Cette notion de producteurs autonomes, une catégorie dépassant l'idée de bénéficiaire d'aide internationale, revient constamment dans les définitions des militants. D'ailleurs, il y a une remise en question de la notion de petits producteurs. Par exemple, ce membre de Solidar'Monde affirme :

Quand on dit petits producteurs, je ne comprends pas pourquoi on dit petits, car ils ne sont pas tous petits. [...] Petit c'est peut-être pour les imaginer plus petits que nous, je ne sais pas. C'est comme les petits noirs, on est encore... Officiellement il y a petit, alors que dans la pratique ce n'est pas vrai. Aussi il y a marginalisé, des gens qui ne seraient pas dans le système, ce qui n'est pas vrai non plus parce qu'on voit pas mal de groupements qui travaillent dans le commerce conventionnel à côté. [Entrevue Solidar'monde 1, 2004]

Le débat sur l'utilisation de ce qualificatif illustre selon nous les tensions entre une volonté de « partenariat égalitaire », qui exclut d'emblée cette catégorisation infantilissante, et un discours stratégique adressé au public pour qui la notion de charité ou d'aide est encore un argument efficace. En effet, promouvoir le CE en affirmant qu'un partenaire regroupe 40 000

¹⁴⁰ C'est dans ce cadre que le terme de « petits producteur » est apparu, en réaction aux grandes exploitations comme le mentionne FLO (2003 : 3) : « Petit signifie que les paysans ne dépendent pas structurellement de main d'œuvre extérieure; les petits producteurs de café gèrent leur ferme avec leur propre capacité de travail et celle de leur famille. L'organisation est contrôlée démocratiquement par ses membres. Les membres décident collectivement de la distribution ou de l'affectation du supplément de revenu généré par les ventes (...) ».

¹⁴¹ Malidier (2006 :) mentionne un cas intéressant : « À la télévision, un reportage s'attardait sur un fournisseur d'oranges en apparence trop riche pour être un 'petit producteur' ».

¹⁴¹ Par exemple, il a longtemps été associé au juste prix et à une notion vague de solidarité Nord-Sud, mais aujourd'hui ces éléments sont remis en question.

producteurs et que ses bureaux sont mieux équipés qu'un groupe communautaire de Seine St-Denis serait peut-être une tâche plus difficile... L'argument utilisé en contrepoint à cette perspective est celui de justice économique qui questionne directement la responsabilité des gens du Nord –et du Sud, mais il se vend toujours moins bien que celui de producteurs marginalisés nécessitant un appui. De façon générale, cette idée du petit producteur est un élément central qui permet de parler de « kitsch équitable », puisque le qualificatif de petite taille réfère implicitement à une catégorie idéalisée de personnes/groupes et s'inscrit aussi dans le deuxième élément du kitsch, c'est-à-dire la volonté de produire un consensus émotif qui s'appuie sur l'empathie face à une souffrance vécue « là-bas ».

Concrètement aussi, l'opérationnalisation d'une pratique désirant travailler avec des producteurs marginalisés pose des problèmes réels puisque le CE ne vend pas que des idées, mais aussi des produits qui doivent atteindre des standards minimaux de qualité. Un militant d'ADM fait d'ailleurs le bilan du dilemme entre le partenariat avec des petits producteurs ou avec producteurs mieux organisés :

Parce que finalement, c'est beaucoup des questions d'opportunités, de capacité aussi à assumer parce que Solidar'Monde a quand même pas mal grossi. Incidemment, on a un certain nombre de petits producteurs, mais c'est vrai qu'on n'en a plus beaucoup, parce que ça ne tient pas la route techniquement parlant, c'est dur. Il y a une volonté de maintenir ces petits producteurs, ce type d'organisation je parle, mais c'est vrai que le travail avec des ensembles, tels Ema ou CIAP par exemple, c'est plus facile. Mais bon, en même temps, c'est la règle économique qui fait ça quoi. (Entrevue, ADM bénévole 3, 2004)

Bref, cette notion de « producteurs marginalisés » qui perdure chez ADM entretient une certaine ambivalence quant aux types de partenariat à favoriser.

Un dernier point concernant le kitsch est la présence d'un doute sur l'intégrité des partenaires. En interrogeant les militants d'ADM, on remarque aisément que ceux-ci expriment souvent une méfiance quant au caractère équitable de certaines organisations. Alors que, d'un côté, un partenariat plus approfondi est souhaité par les militants, de l'autre, ils sont bien conscients que le marché de l'équitable est lucratif et qu'il peut attirer des groupes désirant en « profiter » :

La deuxième question est : est-ce que c'est une vraie organisation de producteurs qui n'est pas artificielle, qui n'a pas été créée uniquement par une opportunité sur le commerce équitable? [...] Il y a des organisations qui se sont pointées en cherchant des produits, je veux dire, les producteurs ont poussé la bonne façade. (Entrevue Solidar'Monde 1, 2004)

Les doutes percolent d'ailleurs jusqu'au concept de partenariat lui-même, une notion qui n'est pas réellement claire dans les documents et les propos des militants. On peut citer l'idée de relations transparentes, solidaires et ouvertes, mais la description des modalités concrètes de cette relation reste floue et constitue un chantier encore ouvert tel que l'illustre le procès-verbal de l'Assemblée de la Fédération en 2003 :

Le partenariat n'est pas défini en tant que tel dans nos textes de référence, il n'apparaît pas dans les statuts ni au niveau de la finalité, ni au niveau des moyens. Résultat : on doit définir la place que doit occuper le partenariat dans les textes de références, préparer une modification de la charte, des statuts et autres textes.

Globalement, les problèmes relatifs au partenariat sont souvent accentués par les contacts avec les producteurs et certaines désillusions qu'ils apportent. Par exemple, plusieurs producteurs développent un projet se limitant à l'insertion dans le marché. Lorsque ce sujet est abordé avec les militants d'ADM, la plupart tentent de redonner un sens à ces contradictions ou tensions, en mettant l'accent sur d'autres éléments du projet : « Mais parce qu'il y a aussi des partenaires ultralibéraux, c'est au niveau de principes, au niveau du fait que ce soit des organisations démocratiques, qu'il y a des décisions prises en commun. Le fait que ce ne soit pas une entreprise avec une personne qui décide » (entrevue bénévole 1, ADM, 2004). La tendance aux représentations édulcorées a donc une utilité certaine dans une optique de sensibilisation et de création de sens pour les militants en ce qu'elle gomme certaines contradictions –inévitables– de la pratique. Par contre, dans le contexte actuel de réflexions sur le renouvellement du partenariat Nord/Sud chez ADM, elle peut difficilement en constituer le fondement. D'ailleurs, un élément intéressant qui a remis en cause certains mythes du CE et du partenaire au sein d'ADM a été l'étude d'impacts qui a examiné sur le terrain certaines composantes de la rhétorique de l'organisation. Les conséquences ont été assez importantes pour les militants et l'organisation qui ont alors dû remettre en question des éléments du discours et des catégories qu'ils avaient construits pour comprendre les partenaires avec qui ils étaient en relation.

4.5. LA CONFRONTATION À LA RÉALITÉ DU TERRAIN : L'ÉTUDE D'IMPACTS¹⁴² ET LA REMISE EN QUESTION DES REPRÉSENTATIONS

Au tournant des années 2000, il y eut une multiplication d'études d'impacts dans le mouvement de CE qui visaient à obtenir une meilleure connaissance de la réalité vécue par les producteurs et des effets de la pratique. Elles furent conduites à la fois par des chercheurs, mais aussi par des OCE et elles ont eu des impacts divers selon les organisations. Afin d'illustrer, nous verrons le cas des conclusions de l'étude d'impact commandée par ADM (Mestre et al, 2002). Cette étude fut conduite au tournant des années 2000, dans le cadre d'une réflexion sur le renouvellement du partenariat chez ADM. Son objectif était triple : « Mesurer l'impact du CE auprès des producteurs du Sud; disposer d'informations sur la situation actuelle des producteurs; et, à partir de ces informations, pouvoir mieux mettre en œuvre les activités de sensibilisation et d'éducation » (Rapport d'activité, 2001 : 19). Elle a alors causé un certain choc chez les membres de l'organisation :

Tous les clichés, l'argumentaire de base qu'on utilisait pour justifier le commerce équitable se sont effondrés. Beaucoup de militants, du coup, se sont sentis perdus vraiment et je pense que la Fédé ne les a pas accompagnés là-dessus. (...) L'étude d'impacts, je pense que ça a été un pavé dans la mare et les bénévoles ne savent pas quoi en faire, ils ne savent plus comment communiquer face à l'extérieur. (Entrevue salarié 2, ADM, 2004).

Cependant, ces mêmes conclusions ont globalement conforté les membres de Solidar'Monde dans le cadre de certains débats avec les membres d'ADM, principalement sur la connaissance des partenaires. Plusieurs affirment généralement que les éléments de l'étude faisaient partie de propos tenus chez Solidar'Monde bien avant sa publication :

À Solidar'Monde on sait tout ça très bien et on le dit depuis fort longtemps aux groupes Artisans du Monde. Tout ce qu'on peut lire dans les documents de Solidar'Monde est teinté de ce que raconte l'étude d'impact. Et c'est pour ça que X est mal perçu aussi, parce qu'il dit des choses que les gens ne veulent pas entendre. (...) Les gens ne veulent pas entendre ces questions. (Entrevue bénévole 5 [ancien salarié de SM], ADM, 2004).

L'implication importante de cette étude réside dans les remises en cause qui ont eu lieu chez les militants et qui se sont traduites dans les discours d'ADM. Nous les aborderons en quatre thèmes : la notion de prix juste, les types d'organisations de producteurs, les dynamiques de développement local et le questionnement de la relation Sud/Nord.

¹⁴² Cette étude d'impact a été faite par le Centre International d'Études pour le Développement Local (CIEDEL) à partir d'un mandat du secrétariat national de la fédération ADM.

La conclusion de l'étude affirmait que les prix équitables n'étaient pas toujours plus élevés que les prix de l'exportation conventionnelle, ce qui fut un choc important chez plusieurs militants, puisque l'idée de prix juste avait été centrale dans les discours depuis plusieurs années. Devant cette remise en question, certains ont alors dû donner un sens à ces résultats pour ne pas discréditer leur pratique en insistant, par exemple, sur la nature pérenne de la relation qui viendrait compenser les insuffisances en termes de prix :

Il s'avère que dans la majorité des cas, les producteurs ne sont pas payés plus cher ou beaucoup plus cher que dans d'autres circuits. Je veux dire, on paye le prix juste que personne n'est capable de définir, il n'y a aucun système de référence de prix auquel se comparer. (...) C'est très nuancé par rapport à l'impact du CE, elle met quand même l'accent sur des choses non palpables, non chiffrables. Donc, il y a la nature de la relation commerciale et sa pérennité, c'est des choses qu'on ne peut pas chiffrer, on ne peut pas dire qui y gagne quoi. C'est ça le positif du CE. (Entrevue bénévole 5, ADM, 2004).

Une autre militante prend acte des résultats de l'étude, mais redonne une valeur à la pratique équitable à partir d'une expérience concrète qu'elle a vécue. Elle passe du général au particulier pour revaloriser le CE :

Les membres au Burkina Faso, le fait qu'ils commercialisent dans le circuit du commerce équitable, ça leur donne du poids par rapport à leurs autres acheteurs. Et finalement l'autre acheteur du système conventionnel, il a décidé de s'aligner sur les prix équitables. Ça renforce un peu leur pouvoir de négociation, ça a tendance à tirer les prix vers le haut. (Entrevue, ADM bénévole 1, 2004).

Si les militants ont dû redonner un sens à la pratique devant ces résultats, l'organisation a aussi dû modifier un peu son discours sur les prix justes. Par exemple, sur le site internet d'ADM¹⁴³, la description du CE utilise des termes différents de celui de prix juste pour décrire la relation équitable, on parle plutôt de prix plus rémunérateur ou de prix équitable :

Ainsi, un principe du commerce équitable est la garantie donnée aux petits producteurs de commercialiser leurs produits à **des prix plus rémunérateurs** que les cours mondiaux. [...] Le **prix équitable** est négocié. Il doit pouvoir couvrir tous les coûts de production du produit, incluant les coûts environnementaux et sociaux, assurer aux producteurs un niveau de vie décent et une part d'investissement [nous soulignons].

Des dynamiques semblables de remises en cause ont aussi eu lieu quant à la nature des organisations de producteurs. Si nous avons vu que l'idée de coopérative ou d'association était centrale auparavant, l'étude est venue complexifier ces catégories. Ses effets se notent dans le vocabulaire utilisé pour décrire les organisations de producteurs, la typologie utilisée

¹⁴³ Artisans du Monde, *Site d'Artisans du Monde*, [En ligne]. www.artisansdumonde.org (Page consultée en juin 2006).

et la reconsidération des rôles de chacun comme le montre cet extrait d'atelier sur les producteurs donnée par Artisans du Monde et ASPAL (Artisans du Monde/ASPAL, 2004 : 2-3):

Le mythe du « petit producteur partenaire direct » : dans la filière équitable, les producteurs ne sont pas toujours les fournisseurs directs des centrales d'achat. (...) Ainsi, les centrales d'achat travaillent souvent non pas avec les producteurs eux-mêmes, mais avec des organisations de deuxième niveau. Faut-il déplorer qu'il y ait un intermédiaire en plus? Pas forcément, en effet elles permettent aux producteurs d'exporter et de renforcer leurs organisations et leurs communautés en leur permettant de se former, d'avoir accès à des crédits, de se mettre en réseau, etc. Ces intermédiaires s'engagent sur les principes du CE.

Le rôle des organisations faïtières, qui remettent en cause l'intermédiation directe de la relation, a d'ailleurs fait l'objet de débats au sein d'Artisans du Monde et est souvent présent dans les propos des militants lorsqu'on discute de l'étude d'impacts. Si la première réaction a été celle d'un étonnement face à la présence de ces organisations, on leur a graduellement donné un rôle positif. L'idée d'une multiplicité de types d'organisations de producteurs a graduellement fait son chemin pour s'établir dans les discours organisationnels d'ADM. Dans un livret d'informations récentes sur les producteurs, on mentionnait :

Le mythe de la coopérative. « Nous travaillons avec des coopératives de producteurs... ». C'est souvent ainsi que nous présentons nos partenaires du Sud. Emblématique pendant longtemps des idéaux de participation du commerce équitable, le mot coopérative est à bannir de notre vocabulaire, et ceci pour plusieurs raisons : ce qu'on entend en France ou en Europe par coopérative n'est pas forcément la même chose que ce que l'on entend par coopérative ailleurs! (Artisans du Monde/ASPAL, 2004 : 3).

Aussi, l'idée de producteurs marginalisés, à la base du terme « petit producteur », a été questionnée. Par exemple, un atelier propose de parler d'eux ainsi :

Qui sont les « petits producteurs défavorisés »? 10% des producteurs sont des professionnels en situation économique difficile, avec un savoir-faire ancestral transmis de génération en génération, et qui travaillent la plupart du temps à temps plein. 90% des producteurs sont des individus en grande vulnérabilité, marginalisés, sans savoir-faire acquis. (Assemblée générale 2004).

Bien que la catégorie de « petits producteurs organisés collectivement » demeure toujours très présente dans le discours d'ADM, on observe sa graduelle complexification. En quelque sorte, cette reconnaissance d'une variété constitue un processus de remise en cause de la stratégie narrative relative aux producteurs qui font appel à des termes génériques à connotation émotionnelle pour les (re)présenter.

L'autre effet de l'étude porte sur les impacts en termes de développement local. Cet élément est important, car si on affirmait travailler avec des organisations de producteurs, l'idée était de transcender une relation de soutien à des organisations pour plutôt les inclure dans une dynamique plus large de développement local incluant leur communauté. Cette perspective visait justement à contrer la tendance des projets de développement à cibler des acteurs particuliers sans les ancrer réellement dans les dynamiques de leur milieu. Toutefois, l'étude d'impacts a montré que le développement local provoqué par le CE était inexistant. Ceci a été un autre grand choc qui a amené certains doutes sur la pratique, ceux-là plus profonds puisqu'ils concernaient les limites de l'action Nord/Sud. Ce militant résume bien ces questionnements :

C'est un moment qui nous a permis de prendre conscience des limites de notre action en terme de développement local, parce que finalement on s'est rendu compte que le commerce équitable qu'on pratiquait avec nos partenaires artisans et artisanes, ça emplissait le côté soutien économique, revenu, apprentissage, qualification, mais du point de vue développement c'était zéro. Et à partir de là, on a commencé à prendre conscience et à se poser des questions sur le fait que le commerce équitable n'est pas suffisant. Il faut créer des actions intégrées, multipartenariales, multi-acteurs quoi, aussi bien au Sud qu'au Nord. Maintenant, ça reste une préoccupation. (Entrevue bénévole 6, ADM, 2004).

Le partenariat Nord/Sud, qui a des limites quant aux dynamiques de développement local pour les producteurs, a été au centre d'un débat toujours en cours sur la notion de CE localisé au Nord et au Sud, plutôt qu'une pratique conçue qu'en termes de relations Sud/Nord. Ces débats et remises en questions des discours sur le CE et sur les producteurs sont importants aujourd'hui chez ADM pour l'élaboration de son projet collectif. D'ailleurs, ils occasionnent beaucoup de frictions entre les membres et avec la centrale d'achat.

CONCLUSION

L'analyse du présent chapitre a porté sur l'imagination du partenariat et du projet de commerce équitable, c'est-à-dire les diverses façons de se représenter la pratique, les partenaires et les impacts sur ces derniers. Nous avons vu que ce lien transnational indirect est médié par les objets qui circulent qui donnent sens à la pratique quotidienne puis par les images de producteurs qui représentent les situations vécues et soutienne le message véhiculé par ADM selon les époques. Finalement, nous avons souligné que ces formes des représentations de la pratique et des producteurs sont supportées par des discours qui décrivent l'horreur des impacts du marché conventionnel sur les producteurs, mais dont les

choix narratifs quant à la présentation de l'alternative sont caractérisés par le kitsch qui nie partiellement les capacités d'action des personnes représentées, dans ce cas les producteurs. La question qui découle logiquement de l'analyse présentée est : est-ce que les choix narratifs tendant vers le kitsch ou utilisant la création d'horreur sont des baumes appliqués au flou entourant la notion de partenariat de CE? En effet, si ce dernier a été au centre du CE depuis ses débuts et semblait relativement facile à définir dans une optique commerciale, sa version plus globale reste relativement peu élaborée. Certaines organisations françaises, comme le Centre de Recherche et d'Information sur le Développement (CRID) ont tenté de définir ce qu'est le partenariat, mais ils ne débouchent que sur des termes flous qui font référence à une vague relation sociale, on parle « d'échanger une interactivité sociale » (Assemblée générale, 2003). Quoique peu précise, cette idée de relations humaines, venant contrer les relations marchandes basées sur l'anonymat, est fortement ancrée dans l'imaginaire de plusieurs militants d'ADM : « Moi dans l'idéal la relation de commerce équitable, c'est d'abord la relation de vente et d'achat avec la volonté de pérenniser. Comme la relation dans un petit village entre le boulanger et son fournisseur de farine, qu'il y ait vraiment un contact humain » [Entrevue salarié 2, ADM, 2004]. Mais qu'est-ce qu'une relation plus humaine dans le contexte d'un mouvement social? Des rencontres culturelles? Des discussions épisodiques? Un consensus sur la finalité du projet?

Lors de notre terrain, la façon de concevoir les volontés exprimées (ou non) par les producteurs a été au centre de plusieurs débats. Par exemple, dans celui sur l'implication d'ADM dans les filières agricoles courtes/locales en France, les militants qui s'opposaient à cette voie utilisaient l'engagement du CE envers les producteurs du Sud comme argument central. Au-delà de ce cas particulier, les questions relatives aux fondements du CE ont été abordées avec des arguments utilisant les représentations des volontés des producteurs. Par exemple, le débat central lors de notre passage portait sur la vente en grande distribution. Alors que certains parlaient de cohérence de la pratique et des dangers de perte de crédibilité par un engagement auprès de ces acteurs, les militants qui favorisaient cette approche avaient presque tous des arguments fondés sur les demandes exprimées par des producteurs lors de visites et forums, ou encore, imaginées dans d'autres cas. Par exemple, cette personne mentionne l'exigence première des producteurs dans le cadre de la relation équitable : « Certains producteurs du Sud attendent plus de soutien quoi, plus qu'une attente d'une relation commerciale. Mais, moi, ce que je retiens, c'est que dans toutes les rencontres avec les producteurs du Sud, la première demande, la demande numéro 1, c'est : « vendez plus ».

[Entrevue bénévole 3, ADM, 2004]. Par contre, comme toute représentation, celle de la volonté de vendre plus des producteurs est contestée par les opposants à la vente en grande distribution. Par exemple, un militant mentionne que c'est la force de pénétration de « l'esprit capitaliste » qui explique ces demandes et qu'on doit agir sur elle de la même manière qu'on agit à l'encontre des marchés conventionnels (Verges, 2000b). D'autres se désolent de cette perspective véhiculée par les producteurs et la mettent sur le compte d'une mauvaise connaissance de la réalité française et des problèmes qu'a créés la grande distribution, qui est d'ailleurs plus concentrée que dans les autres pays d'Europe. Ces interrogations relatives au réel besoin des producteurs et de la négociation d'un projet conjoint qui concorde réellement entre les partenaires sont probablement parmi les interrogations centrales dans l'organisation et confirment ce que nous avons avancé auparavant, c'est-à-dire que la relation partenariale est ténue et ne se fait qu'indirectement en général.

C'est cette dynamique de négociation d'un projet collectif conjoint entre les partenaires qui nous mènera d'ailleurs à décrire en détail les projets respectifs de chacun dans le chapitre qui suit. En fait, nous pouvons affirmer maintenant que les propos de plusieurs militants, et les positions récentes d'ADM, démontrent que ceux-ci font face à un dilemme : d'un côté, le CE s'est construit sur l'idée d'appuyer les producteurs les plus marginalisés et sur la volonté de construire un projet politique plus global qui remette en cause le fonctionnement du commerce au niveau international ; de l'autre, on observe que les producteurs les plus marginalisés ne sont pas ceux qui développent les projets politiques les plus explicites, étant donné leur relatif isolement. Ainsi, si nous avons sélectionné CIAP comme partenaire à étudier, c'est justement parce que cette organisation est vue comme l'une des rares à avoir développé son propre projet politique. En étudiant un cas considéré comme parmi les plus avancés dans la construction d'un projet endogène, nous pourrions alors mieux comprendre comment se construit un projet collectif entre les organisations du Nord et du Sud.

CHAPITRE 5

LE PROJET EN CONSTRUCTION : PERSPECTIVES INDIVIDUELLES, PROJET COLLECTIF ET DYNAMIQUES ORGANISATIONNELLES

INTRODUCTION

Les représentations concernant les partenaires ont de l'influence sur les façons de concevoir la pratique du CE et les discours de sensibilisation portés par les OCE du Nord. Le partenariat imaginé permet de donner sens à la pratique et à la relation avec les producteurs. Cet élément n'est cependant pas le seul à considérer pour comprendre la création d'une relation transnationale entre organisations du Sud et du Nord. En effet, le projet plus général de chacune des organisations impliquées se construit aussi en leur sein, c'est-à-dire que sa formulation est affectée par l'histoire de l'organisation et ses dynamiques internes. Un projet transnational de CE est donc en partie imaginé, mais il est aussi vécu et construit dans le quotidien des organisations. Ce sont précisément les dynamiques organisationnelles qui seront abordées dans ce chapitre qui nous mènera vers un rapprochement conceptuel et analytique entre les théories des organisations et celles des mouvements sociaux, rapprochement qui est d'ailleurs de plus en plus suggéré dans les écrits en sciences sociales. (par exemple, Davis et coll. (2005)).

Notre étude de cas se penche sur deux organisations fort différentes malgré leur relation partenariale et leur structure similaire de fédération nationale regroupant des groupes locaux¹⁴⁴. Incidemment, alors qu'ADM se trouve dans une dynamique où son projet est questionné et en transformation à la suite de rapprochements récents avec l'altermondialisme et l'économie solidaire (Lemay, 2005), CIAP vit plutôt dans une situation de consolidation et de localisation de sa pratique qui s'inscrit fortement dans l'économie solidaire malgré que les débats d'orientation soient limités principalement à quelques leaders nationaux. En outre, les contextes, la nature et les missions des deux organisations diffèrent même si elles sont toutes

¹⁴⁴ Voir l'annexe 5.1 pour un tableau faisant la synthèse des différences entre les deux organisations

deux inscrites dans le même projet de CE et forment un partenariat commercial. Globalement, la différence majeure est qu'ADM est essentiellement composée de volontaires alors que CIAP est une organisation de producteurs¹⁴⁵, ce qui introduit des dynamiques et problématiques souvent différentes puisque les premiers participent bénévolement alors que les seconds s'impliquent pour subvenir à leurs besoins.

Pour mieux comprendre la construction du projet de CE dans ces organisations, nous étudierons les sphères formelles des organisations pour graduellement analyser les relations informelles qui participent à la négociation du projet collectif. Pour ce faire, nous présenterons d'abord le projet officiel de CIAP et d'ADM en les situant dans leur évolution historique. Subséquemment, nous nous pencherons sur l'inscription des individus dans l'organisation pour évaluer la création de ponts entre l'individuel et le collectif. Finalement, la dernière section portera sur les dynamiques organisationnelles qui participent à la construction du projet, plus particulièrement le leadership, la traduction et la relation entre les sphères formelles et informelles de l'organisation. Dans ce chapitre, nous verrons que le projet de chacune se construit à la fois par son discours officiel qui est porté par les dirigeants et est inscrit dans les documents ainsi que par des dynamiques informelles de leadership et de négociation entre les membres qui en transforment le sens et les modalités.

5.1 LE PROJET TEL QUE DÉFINI PAR CIAP ET ADM

Les organisations que nous avons étudiées mettent de l'avant des discours promotionnels traitant de leur pratique, ainsi que des documents adressés aux actuels ou futurs membres de l'organisation. Ces textes nous présentent une version du projet que l'on pourrait qualifier d'officielle et qui doit être mise en contexte à partir de l'histoire de l'organisation, ce qui permet de comprendre les directions prises aujourd'hui. C'est pourquoi nous ferons un bref retour sur l'évolution de chacune des deux organisations pour ensuite présenter la formulation contemporaine de leur projet respectif. Nous terminerons cette première partie par les débats et tensions internes qui subsistent et participent à la construction de leur projet contemporain.

¹⁴⁵ La particularité des organisations de volontaires est généralement soulignée dans les études sur les organisations, voir : Hall (1993) et Warner Burke (2002).

5.1.1 Le commerce équitable comme pratique cohérente chez Artisans du Monde

Artisans du Monde fut fondée il y a trente ans, au moment où le CE était constitué d'initiatives plutôt informelles d'importations de produits basées sur des réseaux de connaissance. Sans refaire l'histoire complète de l'organisation¹⁴⁶, nous présentons dans les paragraphes qui suivent certains éléments importants qui nous aident à mieux comprendre la situation et les débats actuels. En fait, son évolution pourrait être résumée comme le passage d'une organisation tiers-mondiste à un acteur inscrit dans l'altermondialisme et l'économie solidaire, mais où se maintient une relation de cohabitation/conflit entre ces diverses perspectives (Lemay, 2005).

Les fondements historiques, idéologiques et organisationnels

ADM, qui a le statut d'une association (loi 1901¹⁴⁷), fut fondée en 1973-74¹⁴⁸ par l'UCOJUCO (Fédération mondiale des villes jumelées, l'actuel Peuples Solidaires) dans la foulée de la famine au Bangladesh. Elle cherchait alors à atteindre trois objectifs principaux par la vente de produits artisanaux : favoriser la reconstruction du Bangladesh, permettre l'amortissement de ses frais de fonctionnement et sensibiliser le public aux questions tiers-mondistes (Le Gardeur, 1988 : 46). Elle s'est appuyée sur diverses initiatives locales de ventes de produits d'artisanat dans différentes régions françaises :

Donc, on était à quatre à cette réunion, à cette Assemblée générale de l'UCOJUCO à Montargis, des gens de l'est de la France ont commencé à parler des relations qu'ils avaient commencé à nouer avec des villages du Bangladesh suite aux grandes inondations. Et ils ont dit « On a ramené des choses, puis ils nous demandent du commerce plutôt que de l'aide, de l'artisanat, etc. ». Donc, à cette première Assemblée générale, il y a une prise de conscience sur : « On peut faire autre chose que de l'assistanat ». C'est comme ça qu'il y en a qui ont commencé à parler de l'appellation Artisans du Monde. (...). [Entrevue bénévole 3, ADM, 2004].

C'est donc par la convergence d'initiatives locales, de mouvements tiers-mondistes et de solidarité internationale qu'a été mise sur pied l'organisation. Trois éléments historiques majeurs sont à souligner, car ils orienteront à la fois l'action et les débats actuels : les racines

¹⁴⁶ Voir : Legardeur (1988) pour l'histoire jusqu'aux années 1990.

¹⁴⁷ La loi 1901 est le principal texte légal qui régit les associations en France. Son premier article mentionne : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices » (FSF, 2007). Pour plus de détails sur le sujet voir : Demoustier (2001).

¹⁴⁸ C'est en 1974 qu'on a ouvert la première boutique sur la rue Rochechouart à Paris (9^e arrondissement) (Legardeur, 1988 : 46).

idéologiques multiples, la relation difficile entre le niveau local et national et la problématique de l'intermédiation commerciale avec les producteurs.

Un élément fondamental de l'histoire d'ADM est qu'elle regroupait à l'époque diverses orientations idéologiques qui ont convergé vers un projet commun : des chrétiens de gauche (doctrine sociale de l'Église), des tiers-mondistes laïques et des personnes liées à l'écologisme et la non-violence¹⁴⁹. Tous cherchaient la remise en cause d'un système basé sur le profit, contestaient le gaspillage des pays du Nord et voulaient organiser une économie alternative (Le Gardeur, 1988 : 15). D'ailleurs, l'organisation a peu changé idéologiquement depuis sa création, c'est plutôt au niveau du fonctionnement que les choses se sont transformées. De manière générale, on pourrait dire qu'un de ses traits marquants est que le regroupement idéologique autour d'un projet commun a été, et reste toujours, porteur de tensions. De forts débats ont d'ailleurs traversé l'histoire de l'organisation, dont celui portant sur la nature fondamentale du CE, c'est-à-dire entre une vision la qualifiant d'alternative au système économique ou comme un instrument de transformation inscrit dans ce système, un questionnement encore très important aujourd'hui (Levelly, 2004).

Le deuxième élément historique marquant est la tension entre la centralisation et un fédéralisme souple. Au cours des premières années, entre 1974 et 1980, la structure était fortement décentralisée alors que les associations locales (17 entre 1974 et 1979) se regroupaient par l'intermédiaire d'assemblées d'autres organisations (tel l'UCOJUCO) et possédaient chacune un nom particulier. C'est en 1980, suite à l'essaimage de groupes locaux à travers la France, que le besoin de fédérer les initiatives se fit sentir, ce qui fut officialisé lors d'une Assemblée générale en 1981 au cours de laquelle on créa la Fédération nationale. C'est aussi à ce moment que fut élaborée la Charte de l'organisation qui était fortement inspirée du mouvement belge des Magasins du Monde (Le Gardeur, 1988). Toutefois, les tensions entre la centralisation et les spécificités locales, qui se manifestèrent aussi lors de l'Assemblée fondatrice de la Fédération, resteront toujours un élément clé pour l'organisation qui est, encore aujourd'hui, aux prises avec les affirmations des groupes locaux et une

¹⁴⁹ Pour ce dernier aspect, il est important de mentionner la place que prendront les objecteurs de conscience qui refusent le service militaire obligatoire et choisissent plutôt un service civil. Plusieurs seront employés en tant que premiers permanents à la Fédération nationale d'ADM.

certaine incapacité à statuer sur le niveau régional¹⁵⁰. Ces tensions sont d'ailleurs généralement reconnues pour les mouvements sociaux fédérés, et incidemment, croyons-nous, pour les organisations fédérées :

Each of these federation brings with it tensions associated with issued of autonomy and control. The parameters of these tensions are typically written in organizational governance documents that vest more or less control over SMO's name, organizational form, group activities, and, especially, financial matters with affiliates as opposed to federation headquarters (McCarthy, 2005 : 207).

Ce que cette tension entre le local et le national reflète toutefois est une négociation entre un projet/fonctionnement uniformisé pour tous selon une perspective ancrée dans une identité nationale forte et la vision d'un regroupement souple, mais articulé par des principes partagés au niveau national. Cela se reflète encore aujourd'hui, entre autres, par une volonté de décentralisation exprimée par certains groupes locaux.

Finalement, le troisième aspect historique est relatif à la distribution des produits. Au départ, les associations locales ont mis sur pied des filières directes d'importation, pour l'artisanat principalement. On a alors observé un phénomène de création de pôles régionaux de vente portés par des boutiques agissant comme distributrices de produits. Bien que cette méthode fonctionnait relativement bien pour l'artisanat, elle était beaucoup plus difficile à mettre en place pour l'alimentaire. Les charges financières devinrent alors très importantes (Le Gardeur, 1988 : 51). C'est donc en 1984 qu'est apparue l'idée de la création d'une centrale d'importation commune à tous, FAM Import qui changera ensuite de nom pour Solidar'Monde (SM) en 1991. La centrale s'est d'abord restreinte à l'importation de produits alimentaires, dont la charge financière était plus élevée pour les groupes, pour ensuite incorporer graduellement l'artisanat :

Ça s'est fait parce qu'on avait commencé par importer uniquement le café, puis l'ensemble des produits alimentaires puis l'artisanat après. Ça a été en plusieurs étapes, ça s'est gradué entre 84 et [89] quelque chose comme ça. Ça a pris quatre ou cinq ans avant qu'on ait la gamme complète au niveau de Solidar'Monde [FAM import]. [Entrevue bénévole 3, ADM 2004]

L'histoire de cette entreprise est capitale dans le développement du réseau puisqu'elle a toujours été au centre de tensions diverses : sa nature entrepreneuriale ne plait pas à tous (son

¹⁵⁰ Cette question a posé un problème important lors de notre passage. En effet, on a noté un fort mécontentement des coordonnateurs régionaux, certains furent congédiés et d'autres démissionnèrent. Tous s'entendaient pour dire que leur statut, leur définition de tâches et leurs allégeances étaient trop floues pour leur permettre d'accomplir leur travail. D'ailleurs, la direction de la Fédération avait alors commencé une réflexion sur le statut des niveaux régionaux dans l'organisation.

statut de Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, entre autres), la centralisation n'est pas toujours bien perçue¹⁵¹ et il y a identification symbolique à la centrale (« Notre centrale ») malgré l'incapacité financière graduelle à assurer un actionnariat majoritaire. Concernant ce dernier point, dans les années 1990, avec les augmentations successives de capital pour financer la centrale, ADM a graduellement perdu sa majorité au profit du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD). Cette tendance a duré jusqu'au début des années 2000 où elle s'est retrouvée à moins de 30%. Ce n'est que tout récemment (2005) qu'ADM a décidé de racheter des parts pour redevenir majoritaire.

ADM a reformulé son projet à de nombreuses reprises au cours de son histoire, un phénomène reflétant à la fois l'évolution de l'organisation et du contexte. L'historique de cette évolution est synthétisé dans le tableau qui suit.

Tableau 5.1 : synthèse de l'évolution d'Artisans du Monde

Dates	Évolution interne d'Artisans du Monde	Commerce équitable en France	Économie solidaire et altermondialisation
1974-1990	Tiers-mondiste, structuration du mouvement et importation directe des produits	Désert : quelques acteurs seulement (Artisans du Monde, Artisal, etc)	Absence
1990-1995	Professionnalisation	Max Havelaar apparaît. Division en deux tendances (certifiée et intégrée)	Notion d'économie sociale présente, mais faible
1995-1998	Critères de garanties, commerce équitable intégré	Regroupement sous la Plate-Forme de commerce équitable (1997)	Apparition de nouveaux acteurs en France (IRESS et Attac). La notion d'économie solidaire prend de l'importance.
1999-2002	Économie solidaire et développement durable	Multiplication des nouveaux acteurs	Création des forums sociaux mondiaux, européens et locaux
2002-2005	Altermondialisme et développement durable	Crise du commerce équitable et Afnor ¹⁵²	Demande de positionnement d'ADM sur divers débats par d'autres organisations françaises. Multiplication des forums sociaux locaux en France.

¹⁵¹ Pour l'analyse du dilemme entre la centralisation et les importations directes de groupes locaux, voir la thèse de Levelly (2004) et le mémoire de Legardeur (1988).

¹⁵² Pour des précisions concernant l'Afnor, voir le chapitre 6.

Le projet contemporain et les virages récents de l'organisation

Dans les années 1970 jusqu'au début des années 1990, on a utilisé un discours tiers-mondiste ancré dans la dénonciation des inégalités économiques Nord/Sud. Dans la première Charte de la fédération, élaborée en 1981, on parle plutôt de promouvoir un « autre développement » sans spécifier une finalité spécifique, mais en s'opposant à la vision caritative de l'aide internationale (Le Gardeur, 1988 : 70-72). Malgré que le tournant des années 1990 ait vu l'apparition du concept de développement durable, elles constituent une période d'introspection, alors qu'on ne comptait qu'un nombre limité d'acteurs du CE en France. En étudiant les archives de l'organisation, on voit que deux débats majeurs¹⁵³ furent alors au centre des préoccupations : la professionnalisation et la garantie¹⁵⁴. La professionnalisation a divisé l'organisation dans un contexte où ce terme et les stratégies lui étant corollaires (placement de produits, organisation de la boutique, entre autres), sont mal acceptés par plusieurs membres qui voient là une intégration du CE dans la sphère marchande. En effet, certains considèrent le rudimentaire et le bénévolat comme un gage de l'engagement envers des valeurs autres que le profit mais, plus concrètement, c'est aussi souvent une façon de justifier certains manquements en boutique [Entrevue bénévole 7, ADM 2004]. Le second débat portait sur les critères de garantie. D'ailleurs, il est probablement celui qui, en parallèle à un contexte de CE changeant, a le plus favorisé l'amorce d'une réflexion sur la nature de la pratique équitable. En effet, après l'apparition d'organismes de certification, tel que Max Havelaar en 1993-94¹⁵⁵, ADM s'est penchée sur les garanties offertes aux clients, mais en développant l'idée d'une filière intégrée, c'est-à-dire avec des critères au Sud, comme pour les labels, mais aussi au Nord, un élément de distinction face à ces derniers. Ainsi, les Assemblées générales de cette époque ont offert des ateliers de définition de ces critères¹⁵⁶. La discussion sur le sujet s'est ensuite poursuivie dans les Assemblées suivantes et a introduit d'autres éléments de précision de ces critères telle l'idée de distinguer les critères obligatoires

¹⁵³ D'autres débats émergèrent aussi en périphérie, dont celui de la place de l'Europe de l'Est : consommateur équitable ou producteur? Compétition aux produits locaux?

¹⁵⁴ La professionnalisation des boutiques est l'une des initiatives principales des années 1990 par les Magasins du Monde Belge. En effet, elle voyait s'opposer les partisans d'une pratique de vente plus professionnelle devant des critiques qui affirmaient que les transformations nécessaires à cette professionnalisation (marketing plus important, placement de produit, entre autres) était contraire à « l'esprit » du CE.

¹⁵⁵ Par contre, préalablement, au début des années 1990, on note l'existence d'une volonté d'introduire des produits en grande surface (dont la quinoa) et la promotion du label *Transfair* qui sera cependant supplantée par l'apparition de Max Havelaar née en Bretagne. Certains expliquent d'ailleurs le virage récent d'ADM contre la grande distribution par cet échec.

¹⁵⁶ Comme le souligne ce document : « De la même façon que nous avons établi des critères pour choisir nos partenaires dans le Sud, il semble opportun d'avoir également des critères au sein d'Artisans du Monde au Nord pour accroître notre cohésion et travailler dans le même esprit » (Assemblée générale, 1996 : 79).

et les critères de progrès¹⁵⁷ (Assemblée générale, 1997). Graduellement, on voit apparaître l'argument d'un CE intégré du Sud au Nord, dont l'objectif ne serait pas la normalisation des pratiques ou le contrôle au Sud par les OCE du Nord, mais la construction d'une pratique cohérente et respectueuse des producteurs (Assemblée générale, 2001 ; Assemblée générale, 2003).

L'élément intéressant de ces débats sur la garantie est qu'ils ont évolué vers une réflexion sur l'identité d'ADM. Par exemple, ceux concernant une nouvelle appellation du CE dans les années 1990 reflètent ces questionnements identitaires et cette volonté de différenciation face à la filière certifiée. Dans un compte-rendu de la rencontre du réseau NEWS! en 1990, on se demandait :

[...] il faudrait peut-être trouver un terme qui corresponde uniquement à l'aspect commercial avec des critères précis et contrôlés, ce terme pourrait être commerce équitable. Et il faudrait trouver un terme et des critères pour notre action qui est commercialement identique à celle des labels, mais qui intègre cette dimension politique. On pourrait dire du commerce solidaire (ça fait caritatif!) ou du commerce citoyen...

Aussi, d'autres distinctions furent aussi faites au cours des années subséquentes, en situant par exemple ADM dans le commerce alternatif plutôt que seulement équitable. Ces propos tirés du document préparatoire à l'Assemblée générale de 1996 l'illustrent :

Commerce équitable signifie l'échange de biens et d'argent sur la base de l'égalité, l'honnêteté, l'ouverture et le respect des gens et de l'environnement. Le commerce alternatif est équitable, avec en plus une composante de développement et politique. Bien que tout commerce doive être équitable, Artisans du Monde, comme organisation ayant un idéal, choisit aussi explicitement un « plus » politique et de développement.

En fait, les débats sur la dénomination de la pratique se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui autour de la distinction entre le commerce équitable, le commerce éthique¹⁵⁸ (ce qu'appuie Artisans du Monde par l'intermédiaire du *Collectif de l'éthique sur l'étiquette*¹⁵⁹ (ESE) –les labels sociaux) ou le commerce solidaire (avec l'émergence de la mouvance de l'économie

¹⁵⁷ ADM divise les critères en deux : ceux qui sont incontournables pour être considéré comme une organisation CE et ceux vers lesquels une organisation doit tendre, ce qui veut dire qu'ils ne sont pas obligatoirement atteints dès le départ.

¹⁵⁸ Les documents du mouvement ainsi que les entrevues nous ont aussi montré que l'association met l'accent sur la complémentarité entre le commerce équitable et le commerce éthique qui est pratiqué par l'intermédiaire du collectif de l'Éthique sur l'Étiquette et qui s'adresse aux entreprises de la filière des produits transformés. Artisans du Monde mentionne donc fréquemment l'inadéquation entre ces campagnes et la vente en grande distribution qui est visée par elles (Artisans du Monde et ASPAL, 2003 : 11).

¹⁵⁹ Ce collectif est une association partageant les locaux d'ADM et qui travaille à la question du commerce éthique des entreprises et veut développer à long terme un label social.

solidaire) (Verges, 2000a : 8). La fin des années 1990 est aussi caractérisée par une quête de distinction chez ADM qui voit sa légitimité remise en cause devant le nombre croissant d'acteurs qui popularisent une pratique qui était peu connue/populaire auparavant¹⁶⁰. C'est dans ce contexte qu'apparaît une opposition à d'autres acteurs, qui se manifeste par une typologie officielle des pratiques. Encore une fois, au-delà des débats de typologie, c'est la question historique qui refait surface, c'est-à-dire est-ce que le CE est une alternative ancrée dans l'économie solidaire (diffusion parallèle) ou un instrument de transformation/correction du marché (diffusion maximale des produits)? (Verges, 2000b : 6). Ce débat a mené le questionnement vers une catégorisation plus fine entre cinq approches du CE, ce qui permet de mieux situer ADM face aux autres OCE française: solidaires ou alternatifs qui refusent la grande distribution et veulent développer des réseaux associatifs de vente [Artisans du Monde, Andines¹⁶¹, etc], transformateurs qui favorisent la grande distribution et la massification des ventes [Max Havelaar], marketing pour lesquels le CE est un gage de qualité et un outil de vente [Alter Eco¹⁶²], pragmatiques qui tentent de mettre en place des filières alternatives, mais sans composante idéologique forte [Azimuts- artisans du Népal¹⁶³] et caritatifs qui s'ancrent encore dans l'aide internationale [Handicap International¹⁶⁴] (ASPAL et Artisans du Monde, 2003 : 19). Cette réflexion sur la dénomination de la pratique s'inscrit aussi dans le contexte d'une volonté exprimée plus clairement de s'insérer dans les réseaux de l'économie solidaire, un terme qui prend de plus en plus de place et servira de médium de participation à la mouvance altermondialiste.

Le premier pas vers l'économie solidaire fut fait vers la fin des années 1990, au moment où on est graduellement passé à la formulation d'un projet articulé autour de la question du développement durable :

¹⁶⁰ En effet, ce n'est que vers la fin des années 1990 qu'il y a réellement multiplication des organisations et entreprises de commerce équitable en France. À cette époque, on voit aussi la forte croissance des ventes de produits certifiés qui font faire reculer, relativement, l'importance du réseau ADM et de l'artisanat équitable.

¹⁶¹ Andines est une coopérative d'importation de produits équitables. Voir : Andines, Site d'Andines, [En ligne]. www.andines.com (Page consultée en septembre 2006).

¹⁶² Alter Eco est une entreprise de CE qui a développé sa procédure de monitoring et vise la distribution en supermarchés principalement. Voir : AlterEco, Site d'AlterEco, [En ligne]. www.altereco.com (Page consultée en septembre 2006).

¹⁶³ Azimuts-artisans du Népal est une entreprise d'importation de produits équitables principalement dans le domaine textile avec le Népal. Voir : Azimuts, Site d'Azimuts, [En ligne]. <http://www.azimuts-art-nepal.com/> (Page consultée en septembre 2006).

¹⁶⁴ Handicap International est une organisation internationale qui travaille sur la question de la réinsertion des victimes de la guerre qui soutient de plus en plus activement les structures de CE.

Il s'agit de favoriser un développement durable par la promotion du commerce équitable. Le développement étant entendu comme la maîtrise par les peuples et les sociétés de leurs choix économiques, politiques, sociaux, culturels et écologiques. La promotion du commerce équitable doit permettre aux producteurs des pays et régions défavorisées de vivre dignement de leur travail et d'être acteurs de leur développement, notamment à travers des projets de développement durable. Aux consommateurs d'être informés sur les dysfonctionnements du commerce international et devenir des citoyens plus conscients et actifs dans leurs choix de consommation. Plus généralement ceci doit contribuer à changer les mécanismes du commerce international et les conditions de production (Statuts de la Fédération, 1999).

L'emploi du terme est assez récent, bien que fort en vogue aujourd'hui, puisqu'il a été introduit dans le rapport Brundtland de 1987 et popularisé par la Conférence de Rio en 1992. Il permet d'ailleurs d'articuler les notions d'injustice et de développement socioéconomique à une perspective écologiste plus prégnante.

Par contre, la notion d'économie solidaire a réellement pris son envol en France vers le milieu des années 1990 avec la création de réseaux d'acteurs, dont l'Inter réseau de l'économie solidaire (IRES) en 1997 devenu ensuite le Mouvement pour une économie solidaire (MES¹⁶⁵) en 2002. Le terme a aussi pris graduellement plus de place avec l'implication d'ADM dans ces réseaux. Par exemple, elle est devenue membre en 1997 de l'IRES (Assemblée générale, 2002 : 25) et des membres ont participé à la Rencontre Internationale de la Globalisation de la Solidarité à Québec en 2001¹⁶⁶.

Depuis juillet 1997, la fédération est membre de l'Inter-réseaux de l'économie solidaire (...) le CA de la Fédération a décidé de concentrer l'effort d'ADM sur ce dernier thème (entreprise d'utilité sociale) étant donné qu'il concerne directement la situation des groupes ADM, associations à but non lucratif réalisant une activité commerciale (Palma Torres, 1998 : 4).

On peut aussi noter l'apparition de textes d'opinion de certains militants appuyant l'économie solidaire à partir des années 2000, ce virage ayant d'abord été porté par quelques individus qui participaient à ces réseaux. L'efficacité de ces leaders a été de lier les pratiques de l'économie solidaire aux grands débats qui traversaient ADM comme la notion de cohérence qui fut fortement associée à ce type de pratiques économiques puisqu'on liait la volonté de

¹⁶⁵ Voir le manifeste : S'investir, *Manifeste pour l'économie solidaire*, [En ligne]. <http://archipel5.mutinfo.org/downloadfichier?up=Y29vcmlFjZSY1MjQw> (Page consultée en septembre 2006).

¹⁶⁶ UQO, *RIPeSS*, [En ligne]. <http://www.uqo.ca/ries2001/conference/Ripess/cil.html#que> (Page consultée en septembre 2006).

développer des filières associatives de vente en France à l'idée d'entreprise collective de l'économie solidaire. Aussi, le bulletin *Équité* de mai 2001 consacre un numéro sur le sujet en inscrivant les organisations de CE comme sixième type d'organisations d'économie solidaire : « Par ailleurs, le commerce équitable Nord/Sud est montré comme l'un des meilleurs exemples d'économie solidaire. [...]. En réalité l'économie solidaire n'est pas une nouvelle forme de solidarité, mais surtout une forme différente –pas tellement nouvelle- de faire de l'économie » (Palma Torres : 2001 : 1). À partir de 2001, cette volonté d'inscription semble de plus en plus forte et s'exprime dans les instances de l'organisation. Par exemple, un document préparatoire à un atelier en 2002 dénombrait les éléments de conformité du CE à cette économie (activité collective, à finalité sociale, engagement salarié et bénévole et projet participatif).

Il est aussi essentiel de noter que cette orientation précède tout juste l'implication d'ADM dans les réseaux altermondialistes au forum social européen de Florence en 2002 pour la première fois, deux dynamiques qui nous semblent liées entre elles :

Mais au-delà des alliances entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire, il faut construire une alliance encore plus large avec les mouvements qui se réclament de l'altermondialisation et porter ensemble les alternatives sociales et économiques que réclament des millions de citoyens des cinq continents (Dossier de presse, 2003 : 18).

Globalement, le début des années 2000 a donc été consacré à l'ouverture et au renouveau du discours chez ADM, ce qui se matérialisa par des implications au sein de réseaux divers. Aussi, les débats sur l'économie solidaire et l'altermondialisation ont provoqué d'autres réflexions, dont celle sur le CE Nord/Nord (circuits courts), puisque sa version Sud/Nord faisait l'objet de critiques de mouvements écologistes, entre autres (Sansano, 2004 : 4). Bref, on assiste à un véritable renouvellement du discours et une transformation identitaire liée à l'élargissement des catégories (développement durable, économie solidaire, altermondialisation), ce qui ne sera pas sans avoir des impacts concrets sur le fonctionnement de l'organisation et les priorités qui seront mises en place.

Les implications organisationnelles de l'élargissement des catégories du discours

De façon générale, la réflexion politique chez ADM s'est matérialisée par divers projets (l'étude d'impact ou le renouvellement du projet associatif) et par la création d'instances de discussion (les Universités d'été, les ateliers thématiques en Assemblée générale ou la

commission « Réflexion de fond »¹⁶⁷ et celle sur les forums sociaux, par exemple). Deux événements reflètent l'évolution des questionnements de l'organisation. Il y eut des modifications dans les documents fondamentaux de l'organisation : Charte, Statuts, et plans triennaux. On a aussi mis sur pied une consultation en vue du renouvellement du projet associatif, laquelle s'est tenue en 2004.

Quant aux documents fondamentaux, le premier élément de changement observable concerne le modèle type de statuts des groupes locaux dans la Charte de l'organisation¹⁶⁸ dans lequel on introduisit, en 1998, une proposition de modification de la terminologie relative aux objectifs des associations locales : par la promotion du CE, on permet aux producteurs de vivre dignement de leur travail et d'être acteurs d'un développement durable, aux consommateurs de devenir actifs et conscients de leurs choix et, finalement de modifier les mécanismes du commerce international (Assemblée générale, 1998 : 87). Cette nouvelle formulation ne constitue pas un changement radical d'orientation, mais plutôt l'officialisation d'une nouvelle terminologie qui inclut des notions comme le développement durable ou la conscientisation des consommateurs. Un autre élément de transformation s'est manifesté par les modifications apportées aux Statuts de la Fédération. En effet, le document original (1982) ne contenait pas de dispositions concrètes sur la mission de l'organisation. En 1997-1998, on observe alors l'ajout d'un article (#3) qui définit le but de la Fédération¹⁶⁹, puis d'un préambule complet qui présente les objectifs et les valeurs promues. C'est lors de l'assemblée de 1997 que fut élaboré ledit préambule et, en 1999, on ajouta le paragraphe spécifique concernant l'organisation : « Et elle/ils (fédération/groupes) cherchent à avoir une cohérence globale dans ses/leurs choix et dans ses/leurs actions en prenant en compte les aspects économiques, sociaux, écologiques dans un objectif de démocratie et de citoyenneté » (Assemblée générale, 1999 : 5). Dans ce nouveau paragraphe, on voit alors apparaître l'idée de cohérence qui deviendra centrale dans l'inscription du mouvement au sein de l'économie solidaire et de l'altermondialisme.

¹⁶⁷ Par exemple, un salarié explique la mise sur pied de la commission ainsi : « L'échec des négociations de l'OMC à Seattle et plus récemment le grand rassemblement antimondialisation à Millau (en juin), ont apporté espoir et vitalité aux actions citoyennes. (...) Lors du CA de juin, nous avons décidé de créer une commission « Réflexion de fond ». Son objectif est d'animer la réflexion au sein de notre mouvement afin de progresser dans ce domaine et de préparer nos décisions stratégiques » (Godreuil, 2000 : 1).

¹⁶⁸ Cette charte définissait les buts de l'organisation ainsi : la promotion du CE à l'aide de la vente de produits du Tiers-monde à prix juste, l'information des consommateurs ainsi que la réflexion et l'action en vue d'un changement de mentalités et la promotion d'un autre développement (Assemblée générale 1998 : 116).

¹⁶⁹ L'article #3 mentionne : « Le but de la Fédération Artisans du Monde est de favoriser le développement du Tiers-monde par la promotion du commerce équitable » et énumère les moyens d'action (sensibilisation et inscription dans les réseaux européens).

Le second événement concerne le document central qui définit les orientations et les stratégies d'ADM, soit le Plan triennal, une initiative mise sur pied en 1995. Par ce document, on peut observer les changements de perspectives et parfois certaines contradictions/revirements dans l'évolution de l'organisation. Par exemple, dans le premier plan (1995-1998 : 1), on mentionnait qu'une des priorités était de promouvoir la marque *Transfair* dans divers points de vente incluant la grande distribution, tandis que dans les plans triennaux récents on refuse cette dernière voie. Ce revirement est explicite dans le plan triennal 1998-2001¹⁷⁰ qui critique ouvertement la stratégie de vente en grande distribution : « Nous ne voulons pas perdre notre identité en soutenant le commerce équitable par tous les moyens. [...] Nous ne voulons pas nous engager dans des projets qui visent uniquement à augmenter les ventes de produits du commerce équitable sans trop se soucier de l'information et de la sensibilisation des consommateurs ». Dans ce même plan, on mentionne aussi l'objectif du développement de partenariats avec les acteurs de l'économie solidaire et le « raffermissement de l'identité » en mentionnant que le contexte de multiplication des acteurs du CE en France oblige l'organisation à bien définir sa pratique et à mettre de l'avant ce qui la distingue des autres. Le plan triennal 2002-2004 énumère quant à lui plus explicitement les objectifs généraux qui sont associés à la mise en place d'un « commerce au service de l'homme » en agissant à partir des trois piliers d'action mentionnés (vente, éducation et plaidoyer), de l'inscription directe dans un projet d'économie solidaire et d'une action orientée à la fois vers les producteurs du Sud, mais aussi vers les consommateurs du Nord. On voit donc une définition de la pratique et une mise en avant de priorités organisationnelles de plus en plus liées à un CE conçu comme pratique s'inscrivant au sein de projets plus larges (économie solidaire ou altermondialisme) et une complexification du concept par l'introduction de questionnements sur la pratique locale.

Notre terrain coïncida aussi avec la réflexion préalable au plan triennal 2005-2007 au moment duquel ces questions se présentèrent avec le plus de force au sein de l'organisation. La réflexion préalable à ce plan fut conduite dans un contexte marqué par un conflit entre ADM

¹⁷⁰ Par contre, au même moment, on pouvait lire dans *La lettre d'infos* : « C'est pour ces raisons que le conseil d'administration de la fédération ADM a décidé d'adresser un appel à tous pour qu'ils apportent un soutien actif à la promotion du café certifié *Max Havelaar* dans les GMS de leur voisinage » (Verges, 1999 : 4). Ceci n'est qu'une illustration de la complexité de cette vaste organisation où peuvent cohabiter des perspectives différentes et parfois contradictoires.

et Solidar'Monde sur les voies de distribution à privilégier¹⁷¹ et par certains problèmes vécus au sein du mouvement de CE en France¹⁷². Le tout a provoqué une certaine confusion et plusieurs militants exigèrent alors un positionnement plus clair de la Fédération. C'est, entre autres, pourquoi la rédaction de ce plan fut doublée d'un exercice intitulé « Le renouvellement du projet associatif » qui démontre à la fois une volonté de consolider une identité nationale et certains débats d'orientation qui commençaient à miner la dynamique associative :

Depuis 2002, le contexte a beaucoup évolué : augmentation forte de la notoriété et des ventes, en particulier de la grande distribution, création de nouveaux distributeurs et détaillants de commerce équitable, difficulté de la Plate-forme pour le commerce équitable, création d'un groupe de l'AFNOR pour la reconnaissance du commerce équitable sous forme d'une norme de qualité...[...] De cette diversité, émane une certaine confusion politique pour le réseau Artisans du Monde. Des groupes demandent que la Fédération leur indique la « position officielle sur un certain nombre de sujets. [...] Nous sommes amenés à nous questionner sur : la finalité du commerce équitable selon Artisans du Monde, la nature d'Artisans du Monde, les références fondatrices, le développement de réseaux commerciaux, les formes d'organisation, les alliances, etc. (Le renouvellement du projet associatif, 2004)

Le document de consultation envoyé aux groupes locaux en 2004 soutient qu'il s'agit de mener une réflexion devant permettre d'exprimer les finalités d'ADM et d'identifier plusieurs scénarios d'évolution afin de faciliter les choix d'orientation. La consultation s'adressait aux groupes locaux et aux salariés nationaux et elle fut développée sous forme d'un questionnaire portant sur la définition d'ADM et de ses valeurs. Le dilemme entre son identité comme mouvement de solidarité, acteur de l'économie solidaire, ou d'opérateur commercial était mis en évidence. Ce questionnement était dû au fait qu'on observait une certaine fracture entre le niveau national, porteur d'orientations politiques et d'ancrage dans les réseaux plus larges, et certains groupes locaux et militants qui considéraient qu'on s'éloignait peu à peu de la mission première de vente de produits équitables. Dans les réponses données, nous avons remarqué que la terminologie faisant référence à l'économie solidaire ou à l'altermondialisme semblait être inégalement réappropriée entre les répondants. Par exemple, l'inscription d'ADM dans l'économie solidaire fait l'unanimité, mais lorsqu'on justifie cette orientation, c'est généralement par des réponses évasives ou des slogans, tel « L'économie doit être au

¹⁷¹ Ce conflit latent a émergé à l'été 2004 lorsque Solidar'Monde a décidé de vendre des produits en ligne avec l'entreprise CDiscount (Communiqué de presse « CDiscount : une alliance contre nature entre le commerce équitable et le discount », juillet 2004). À la suite de cette décision, la Fédération ADM a été citée dans un fil de presse comme condamnant ce geste. Les relations se sont ensuite envenimées lors des réunions du conseil de surveillance de la centrale jusqu'à la démission du président du conseil de surveillance de Solidar'Monde. Après plusieurs discussions et consultations, il fut finalement décidé au moment de l'Assemblée de 2005 de racheter des parts de la centrale afin d'en reprendre le contrôle par un actionnariat majoritaire.

¹⁷² Voir le chapitre six pour des précisions.

service des personnes ». Il semble donc que le terme ait acquis une connotation positive due à sa présence croissante dans le discours et les débats généraux en France, mais que l'appropriation de son contenu reste toujours restreinte à certains cercles.

Ce projet associatif et les modifications apportées récemment aux documents légaux de l'organisation illustrent deux éléments centraux à nos propos. Ils nous montrent les évolutions d'ADM en lien avec la transformation du contexte (apparition de nouveaux concepts et réseaux, entre autres) qui a mené l'organisation et ses membres à redéfinir la pratique et/ou à la préciser. Ensuite, notre analyse illustre la cohabitation de diverses perspectives au sein d'ADM qui en tant qu'objets négociés, construisent quotidiennement le projet ensuite exprimé dans les documents de l'organisation. Pour synthétiser ce dernier élément, nous avons tenté de réunir dans un tableau les diverses perspectives ou cadres d'interprétation coexistant au sein d'ADM.

Tableau 5.2 : Les divers cadres d'interprétation cohabitant au sein d'ADM

Nom de la perspective	Objectif	Stratégie de commerce équitable
Assistancialiste/caritatif	Aider les producteurs pauvres du Sud	Vente, mais de manière bénévole et sans profit. Peur de la professionnalisation
Écologiste	Contribuer au développement durable	Le commerce équitable inscrit dans des perspectives de luttes écologiques, de décroissance.
Gauchiste/progressiste	Contribuer au renouveau des mouvements de contestation	Inscription du commerce équitable dans l'arène politique
Altermondialiste	Participer au mouvement de contestation du néolibéralisme et bâtir des alternatives	Le commerce équitable comme illustration d'alternatives concrètes au néolibéralisme
Marketing/inscription dans le marché	Le commerce équitable comme niche éthique de consommation et de vente	Vente massive, peu importe le canal de distribution
Développementaliste	Le commerce équitable comme instrument de développement des producteurs	Le commerce équitable dans une perspective Nord-Sud, inscription des producteurs dans le marché.
Économie solidaire	Le commerce équitable comme pratique d'économie solidaire	Le commerce équitable doit évoluer et s'inscrire dans des pratiques de développement local et d'économie solidaire

Malgré le fait que ces perspectives cohabitent dans un contexte amalgamant la confrontation, le dialogue et les relations de pouvoir, on arrive tout de même à la formulation d'un projet commun pour tous les membres. Bien sûr, ce projet officiel n'est que temporaire, il reflète les rapports de force au sein de l'organisation à une époque donnée et il est continuellement sujet à contestation; c'est un cliché plutôt qu'un attribut de l'organisation.

5.1.2 Le projet collectif de CIAP, l'économie solidaire et le commerce équitable local

Si ADM fut fondée explicitement afin de pratiquer le CE, CIAP (*Artesanías Intercomunales de Perú* –AIP- à l'époque) a plutôt été mise sur pied comme moyen de contrer les impacts dévastateurs de la guerre civile au Pérou dans les années 1980-90 en offrant une activité économique rémunératrice aux artisans. Ainsi, l'élément central de son projet était centré sur l'amélioration des conditions de vie des Péruviens et le climat politique, le CE constituant une opportunité commerciale et un lien international de soutien.

Le contexte de la mise sur pied de CIAP

Le contexte de guerre civile dans lequel est apparu le prédécesseur de CIAP, AIP, est fort complexe et pourrait faire l'objet d'une étude particulière¹⁷³. Dans le cadre de cette thèse, nous nous contenterons d'identifier les événements qui ont affecté le plus fortement l'évolution de l'organisation. L'élément central est la guerre civile dont les protagonistes étaient le Sentier Lumineux (SL) et le gouvernement (ainsi que des groupes paramilitaires, comme les *rondas campesinas*) et elle a duré près de 20 ans, de 1981 (premier attentat du SL) à 2000 (fuite de Fujimori et changement de gouvernement). Si le conflit a causé un nombre important de morts, il a surtout touché les communautés les plus marginalisées du Pérou :

Une des conclusions les plus importantes du rapport fut le nombre de victimes fatales -69 280 personnes-, qui contraste avec l'évaluation des organisations des droits de la personne et le gouvernement avant la Comisión de la Verdad y de la Reconciliación qui le situait à 27 000 approximativement. (...) 70% vivait en zones rurales et 75% des victimes du conflit avaient le Quechua ou d'autres langues autochtones comme langue maternelle [TL] (Theidon, 2004: 19).

¹⁷³ Pour des documents relatifs à la guerre civile voir d'abord, le site : Comisión de la Verdad y la reconciliación, *Site de la Comisión*, [En ligne]. www.cverdad.org.pe (Page consultée en mars 2007). Aussi, voir Youngers (2003), Hamann et al. (2003), Theidon (2004) et Vargas Puch (2004).

Une caractéristique de cette guerre qui a eu des impacts durables sur la reconstruction des communautés et la faiblesse des mouvements sociaux contemporains au Pérou est son caractère fratricide qui fait en sorte que les communautés ont encore de la difficulté à départager les responsabilités dans un contexte de rupture du lien de confiance (Theidon, 2004 : 20).

Pendant la guerre civile, un groupe désirant lutter contre la violence, en s'appuyant sur l'action non violente mit sur pied l'organisation qui deviendra ensuite CIAP en 1982 : le *Servicio de Paz y justicia* (SERPAJ), avec son leader et coordonnateur au Pérou le Père Neftali Liceta et la religieuse Amparo Escobedo (CIAP, 2006). AIP a alors orienté son action vers la promotion de la vente d'artisanat des personnes vivant en milieu rural, au sein de communautés touchées par le conflit, ce qui leur permettait d'améliorer leur situation économique désastreuse due à la guerre civile et à l'exploitation des intermédiaires qui imposaient des bas prix aux produits artisanaux (CIAP, 2006). Bref, dès le départ, on a immédiatement créé un pont entre la situation de violence politique et l'activité économique, permettant ainsi l'accès à une certaine autonomie des artisans. En 1992 toutefois, trois ans après la mort accidentelle du père Neftali, une Assemblée générale houleuse mènera à une scission de l'organisation qui fut portée par cinq groupes de base¹⁷⁴.

En 1992, ces cinq groupes créeront alors une nouvelle organisation, CIAP, en cherchant à minimiser les problèmes de gestion connus au sein d'AIP (entrisme et caudillisme), notamment par des modes d'organisations beaucoup plus strictes (amendes et classification des groupes, entre autres)¹⁷⁵. En termes de projet collectif exprimé par les CIAP et AIP, il est intéressant de noter certains éléments de continuité et de rupture. CIAP naît d'une volonté de recommencement, mais elle est portée par des leaders ayant d'abord participé à AIP, ce qui lie fortement leurs histoires et évolutions. D'ailleurs, l'expression du projet politique de CIAP restera centrée sur les victimes de la guerre civile et la défense de la culture andine dans une société fortement marquée par la discrimination. Toutefois, un élément important de différence est que CIAP incarne la transition du projet essentiellement rural d'AIP, lié à la

¹⁷⁴ Il faut noter qu'AIP était aussi une fédération de groupes locaux, principalement issus du centre du Pérou et de la zone de l'altiplano. AIP est toujours active au Pérou, elle est d'ailleurs client d'Andines en France. Cette scission a, par contre, fortement affecté ses ventes puisque la plupart des acheteurs du Nord se sont tournés vers CIAP suite au conflit entre les deux organisations.

¹⁷⁵ Voir les règlements internes de CIAP : CIAP, *Reglamentos*, [En ligne]. www.asociacion.ciap.org/IMG/pdf/Reglamentos.pdf (Page consultée en septembre 2006).

situation paysanne et à la guerre civile, vers un projet urbain conséquent à la migration de plusieurs artisans vers la capitale suite aux violences politiques¹⁷⁶. En effet, l'un des impacts importants de cette guerre fut la migration de réfugiés vers les grandes villes (surtout Lima) où les nouveaux arrivants ont tenté de reconstruire un espace collectif dans un lieu marqué par la discrimination depuis fort longtemps¹⁷⁷ :

Selon Matos, les migrants apportent à la ville les éléments de leur culture traditionnelle, de la culture qualifiée d'autochtone. La cohésion est forte... Il se pratique, en réalité, une forme d'*Ayni* lorsqu'ils essaient de construire leur milieu de vie... L'environnement et la vie dans les collines entourant Lima sont marqués par l'influence des Andes, il subsiste donc certaines coutumes andines. [TL] (Sandoval, 2000: 280-281).

Dans ce contexte, l'action de CIAP sera axée sur la reconnaissance de ces migrants (en termes de citoyenneté et d'inclusion économique) et plus globalement sur la défense de l'artisan andin comme catégorie sociale marginalisée, entre autres dans les zones urbaines. En effet, lors de leur arrivée à Lima, les migrants des zones de conflit étaient vus avec appréhension (pour leur possible affiliation au Sentier Lumineux) ce qui s'additionnait aux dynamiques de discrimination/racisme qui existaient envers les populations andines. De cette rapide mise en contexte, nous pouvons souligner trois éléments centraux qui ancrent le projet de CIAP dans un contexte précis : la guerre civile et les migrations conséquentes, les problèmes organisationnels connus sous AIP et les difficultés économiques et de reconnaissance/inclusion des artisans andins.

L'évolution du projet collectif axé sur la défense de l'artisan et la culture andine

Un des leaders historiques de CIAP a participé à la rédaction d'un livre, *Marcando huellas* (2002), qui présente un condensé de la vision officielle l'histoire de CIAP. On y parle d'un projet collectif axé autour de la défense de l'artisan et de la culture andine par des objectifs économiques visant à améliorer leurs conditions de vie :

¹⁷⁶ AIP avait concentré son action dans la zone des Andes centrales (province d'Ayacucho et de Huancavelica) et de l'altiplano, tandis que CIAP regroupe surtout des groupes issus de Lima et de l'altiplano.

¹⁷⁷ La majorité des réflexions sur la guerre civile mentionnent que les causes sont diverses, mais que son ampleur et sa brutalité ont été permises par l'existence d'une forte discrimination envers les minorités Quechuas (voir : <http://www.derechos.org/nizkor/peru/libros/cv/i/pre.html>). En effet, c'est surtout après la bombe de la rue Tarata dans le quartier riche de Miraflores à Lima que les habitants de la côte ont réalisé l'existence concrète du conflit (voir : Comisión de la Verdad y la reconciliación, *Los asesinatos y lesiones graves producidos en el atentado de Tarata*, [En ligne].

www.cverdad.org.pe/ifinal/pdf/TOMO%20VII/Casos%20Ilustrativos-UIE/2.60.%20TARATA.pdf) (Page consultée en septembre 2006). Des organisations travaillent encore aujourd'hui à la création de ponts entre les communautés autochtones et métisses du Pérou, par exemple à Lima où la discrimination est flagrante (voir : Interculturalidad, *Site d'Interculturalidad*, [En ligne]. <http://www.interculturalidad.org/> (Page consultée en septembre 2006).

Nous sommes une organisation d'artisans qui cherche à améliorer les conditions de vie et de travail des petits artisans péruviens par la commercialisation de leurs produits dans des conditions plus avantageuses. Objectifs : Défendre et préserver l'identité culturelle andine et amazonienne. Promouvoir l'organisation des artisans et renforcer celles existantes, favoriser l'amélioration des conditions de vie des artisans, de leurs familles et des communautés, appuyer le développement intégral des communautés d'où proviennent les membres. [TL] (Lizana Huaman, 2002 : 63-64).

De façon générale, le projet est élaboré autour de divers principes généraux : le respect de certaines valeurs nécessaires à la création d'une nouvelle société; le développement d'une force organisationnelle comme moyen pour les pauvres de sortir de leur situation; la défense de leur identité culturelle andine porteuse de valeurs communautaires; la pratique d'un commerce communautaire, juste et solidaire; la lutte contre la domination économique occidentale, mais de façon non violente par le biais de la production artisanale; et, finalement, l'autodéveloppement comme objectif ultime (Lizana Huaman, 2002 : 62-63). Quant à l'évolution de l'organisation, beaucoup de chemin a été parcouru au cours des quatorze dernières années ayant suivi sa fondation, un processus très ancré dans le contexte de sa relation problématique à l'État péruvien¹⁷⁸ et à la transformation de la scène du CE au pays. Dans les documents de l'organisation, on parle généralement de quatre phases historiques chez CIAP.

La première période (1992-1994) est celle de la mise sur pied de la nouvelle organisation et de la recherche de clientèle dans les pays du Nord tandis que la seconde (1994-96) relève plutôt de la consolidation économique principalement par la création de l'entreprise *CIAP commercial* (devenue *Intercraft*, par la suite) pour l'exportation des produits. C'est 1996 qui marque le passage vers la troisième phase d'évolution (1996-1999) au moment de l'élaboration du plan stratégique et de consolidation du fonctionnement en déterminant des critères pour la qualification des groupes de base dans le cadre d'un nouveau règlement

¹⁷⁸ CIAP commercial a vécu d'importants problèmes avec la *Sunat* (*Superintendencia Nacional de Administración Tributaria*, l'équivalent de Revenu Québec) vers la fin des années 1990 alors qu'elle a dû faire face à de fortes amendes puisque la *Sunat* avait déterminé que plusieurs artisans ne déclaraient pas leurs revenus aux impôts. En fait, la nature du problème venait de l'informalité fortement présente dans les ateliers familiaux alors que les comptes des groupes locaux étaient généralement en règle. Ce problème a amené CIAP à créer *Intercraft*, à mettre sur pied un groupe de travail pour changer la loi et à travailler à la formalisation des artisans.

interne. Ces trois premières phases peuvent être regroupées sous la thématique d'un développement tourné vers l'intérieur, puisque ce n'est que lors de la quatrième phase que l'on verra CIAP s'ouvrir progressivement à divers réseaux (*Red nacional de comercio justo y de consumo ético*) et projets nationaux (*Ley del artesano*) ainsi qu'internationaux (IFAT et FSM). Cette période est aussi caractérisée par la création d'un réseau national d'économie solidaire en 1997 (le *Grupo Red de Economía Solidaria*) et de la multiplication accrue des organisations péruviennes désirant s'inscrire dans le CE, un contexte qui poussera CIAP à se différencier plus fortement afin de garder sa position privilégiée dans ce mouvement/marché comme ce fut le cas pour ADM en France¹⁷⁹.

Globalement, l'histoire de CIAP est donc marquée par la rupture avec AIP, un moment où elle a dû tout recommencer ou presque, ce qui a influencé les priorités des premières années d'activités. On voit que l'organisation ne s'est consolidée (et formalisée) que vers la fin des années 1990 et que son ouverture vers d'autres réseaux et perspectives est aussi très récente. Cela explique entre autres pourquoi les débats sur l'économie solidaire sont très peu présents hors des sphères de la direction de la Fédération nationale bien qu'un effort de diffusion soit fait. Cependant, un élément à noter est la capacité d'innovation quant aux structures organisationnelles de CIAP qui est une des rares organisations d'artisans contrôlée par la base et qui a développé de façon endogène des entreprises ou coopératives de service (tourisme et crédit).

Le rapprochement avec le mouvement d'économie solidaire : vers un commerce équitable local

Ce qui va nous intéresser est le virage récent de CIAP vers l'économie solidaire et l'ouverture graduelle vers d'autres réseaux. Contrairement au cas d'ADM, les thèmes du développement durable et de l'altermondialisme sont presque complètement absents des débats, à part chez certains dirigeants qui ont eu l'occasion de fréquenter certaines réunions comme le forum social mondial. Alors que chez ADM, et au Nord plus globalement, l'altermondialisme est très présent et lié avec le CE, il semble que la fracture Nord/Sud de la mouvance dénoncée par certains soit illustrée par le cas de CIAP. Il faut d'ailleurs souligner la similarité du processus

¹⁷⁹ Cette période d'ouverture a aussi été celle de la multiplication d'initiatives à l'intérieur : « Au cours des dernières années sont apparues de nouvelles idées et de nouvelles structures furent mises en place comme le tourisme alternatif et le crédit coopératif. Cela a généré des nouvelles nécessités et a provoqué de nouvelles préoccupations chez les dirigeants ». (CIAP, 2006).

qu'on a observé chez ADM, c'est-à-dire que plusieurs orientations cohabitent chez CIAP. Il y a les artisans et dirigeants qui conçoivent le CE comme un médium d'accès à l'aide internationale. Ensuite, il y a ceux qui voient CIAP et le CE comme instrument d'accès aux marchés mondiaux. Finalement, il y a une frange, composée principalement de dirigeants, qui porte CIAP vers les pratiques de l'économie solidaire.

Au Pérou, la structuration du mouvement national de CE (*Foro nacional de comercio justo y consumo ético*) fut faite sous l'égide de CIAP et du GRESP, entre autres, et elle a amené les acteurs à définir la pratique. Le GRESP a été créé en marge de la Rencontre internationale sur l'économie solidaire de Lima en 1997 avec comme mandat de regrouper les acteurs nationaux de l'économie solidaire (les organisations de producteurs et de commerçants, les institutions de promotion et de développement (ONGs, organisations de coopération ou instituts de formation) et des personnes engagées dans l'économie solidaire (GRES, 2006)) afin de développer l'économie solidaire et de renforcer sa présence au Pérou. La rencontre entre CIAP et le GRESP a eu lieu grâce à des contacts interpersonnels entre les militants. Aussi, CIAP a été identifiée par le GRESP comme l'organisation artisanale de CE la plus intéressante et ils furent invités à participer au Conseil de direction dès sa mise sur pied. Les liens entre les deux organisations sont assez étroits et c'est le GRESP qui a constitué le véhicule principal de l'inscription de CIAP dans l'économie solidaire. Bref, c'est une organisation qui, en faisant la promotion de l'économie solidaire, se trouve à agir comme médiatrice entre le projet du CIAP et une vision plus large du CE :

Nous avons vu qu'il y a plusieurs organisations et personnes qui sont intéressées par le commerce équitable et nous devons nous mettre en relation avec elles. La dernière initiative fut avec le GRESP. Ils ont apporté l'économie solidaire qui est plus ample que le commerce équitable et aujourd'hui nous sommes membres de la direction [TL] [Entrevue salarié 1, Intercraft, 2005].

Le GRESP mentionne qu'il fait la promotion d'un développement intégral des populations basé sur des services adéquats et accessibles :

Nous visualisons une société qui produit de manière juste, responsable et solidaire des biens et services adéquats aux besoins des personnes et communautés, en harmonie avec la terre, et où on distribue équitablement, ce qui laisse place à des processus visant une nouvelle coexistence humaine et un développement intégral et solidaire des peuples [TL] (GRES, 2006).

Cette conception rejoint celle de CIAP qui insiste sur le développement des communautés en milieux urbain et rural, ce qui explique que le pont entre les deux pratiques a été si facilement

créé. Aujourd'hui, les dirigeants de CIAP et les documents de l'organisation font amplement mention de l'économie solidaire qu'ils associent au CE et ce, même si cette pratique reste souvent méconnue chez les artisans comme le soulève ce dirigeant : « Non, à Puno ils ne connaissent pas vraiment l'économie solidaire, c'est plus le commerce équitable, et surtout le thème des clients sur lequel ils commencent à réfléchir. Mais, puisque l'économie solidaire est peu connue, c'est difficile de faire des formations sur le sujet » [Entrevue dirigeant 1, CIAP, 2005]. L'autre élément intéressant de cette ouverture de CIAP est l'introduction de nouvelles questions sur le sens de la pratique. Par exemple, lors de la mise sur pied de l'organisation de coordination du mouvement national de CE, la majorité des participants avait mis de l'avant une définition assez « standard » du CE, en faisant référence aux déséquilibres commerciaux internationaux. Par contre, ils ont aussi avancé des éléments plus originaux de localisation des pratiques par des acteurs nationaux :

Au cours des dernières années, se sont jointes à ce mouvement quelques initiatives économiques qui cherchent à développer le marché local du commerce équitable, par l'implantation de « boutiques solidaires » et de foires diverses impulsées par les groupes locaux (*Grupos de Iniciativa de economía solidaria - GIES*) situés dans divers lieux du pays et regroupés au sein du GRESP [TL] (Collectif, 2004).

Cette perspective de CE localisé a aussi été présente dans les débats internationaux. Alors que selon FINE, le CE est axé sur les relations commerciales internationales, le mouvement péruvien met plutôt l'accent sur l'idée générale de circuits de commercialisation, qu'ils soient internationaux ou locaux :

Le commerce équitable est le réseau qui articule la production/distribution/consommation orientée vers un développement solidaire et soutenable, qui bénéficie principalement aux producteurs exclus ou en situation désavantageuse, en impulsant de meilleures conditions économiques, sociales, politiques, culturelles, environnementales et éthiques dans ce processus (prix juste pour tous les producteurs, éducation pour les consommateurs, développement humain pour tous et toutes) [TL] (Collectif : 2005a).

Cette vision amplifiée du CE n'a toutefois pas émergé lors de cette seule tentative de regroupement des acteurs péruviens. En effet, elle avait aussi été discutée dans le cadre du Forum social mondial de Porto Alegre¹⁸⁰ auquel a participé le GRESP, qui voit le CE comme

¹⁸⁰ En ce qui concerne la mouvance altermondialiste, celle-ci reste éloignée de la base de l'organisation puisqu'elle passe principalement par le GRESP, auquel participent quelques leaders nationaux de l'organisation. Par exemple, lors du contre sommet du traité de libre-échange de la zone andine, en avril 2005, seuls des leaders nationaux ont participé aux activités et le sommet fut très peu discuté dans les groupes locaux de la région de Lima. En fait, ce qui monopolise l'attention des débats chez CIAP actuellement, ce sont les conflits entre la région de Puno et celle de Lima et le projet de la loi de l'artisan qui veut apporter une reconnaissance étatique (fiscale et légale) au travail des artisans et faciliter leur production/commercialisation.

dépassant la seule sphère marchande, c'est-à-dire comme un projet collectif social et culturel transcendant la commercialisation des produits à meilleur prix (Collectif : 2005b). Cette idée de CE local n'a pas eu que des effets sur la rhétorique de CIAP, mais aussi des implications concrètes dans la mise sur pied de nouveaux projets. Par exemple, CIAP a récemment ouvert une boutique à Puno¹⁸¹, qui sert aussi de bureau pour les groupes locaux. L'organisation travaille d'ailleurs à la création d'autres boutiques au Pérou (à Cusco et Lima, entre autres) et en a fait l'une de ses priorités pour les prochaines années en comptant les développer en collaboration avec les groupes locaux du GRESP (*Grupos de Iniciativa de Economía Solidaria* -GIES). Ainsi, on peut voir que CIAP a graduellement transformé sa vision du concept pour l'ancrer dans une perspective plus large incluant le local, c'est-à-dire allant au-delà de la définition habituelle des réseaux internationaux.

Pour synthétiser les effets du virage récent de CIAP vers l'économie solidaire, nous pourrions affirmer qu'il a graduellement introduit de nouvelles préoccupations au sein de l'organisation, lesquelles sont toutefois surtout le fait des leaders nationaux. Par contre, l'économie solidaire a servi de discours appuyant l'initiative visant à ouvrir une boutique locale à Puno dans un contexte où les artisans font face à un marché local et régional dominé par des acheteurs peu scrupuleux qui revendent les produits aux touristes à prix forts. Dans ce contexte, l'idée a été bien comprise par les artisans des groupes de base, comme en témoigne la forte participation à la marche pour l'IFAT (*Global journey*) dans cette région en mai 2005 (500 participants). Cette marche visait à promouvoir la marque, mais surtout à dénoncer les activités des acheteurs locaux et marquer l'ouverture de la boutique. Bref, le virage vers l'économie solidaire n'en est qu'à ses premiers balbutiements chez CIAP et les débats ne font que graduellement s'amorcer entre les diverses perspectives qui y cohabitent et qui sont synthétisées dans le tableau suivant :

¹⁸¹ Il est à noter par contre que cette première boutique s'adresse surtout aux touristes étrangers plutôt qu'aux consommateurs locaux. Toutefois, CIAP a mis dans son plan d'action annuel la multiplication de telles boutiques qui pourraient éventuellement toucher les consommateurs nationaux.

Tableau 5.3 : les cadres d'interprétation chez CIAP

Nom	Objectif	Stratégie de commerce équitable
Assistantialistes/caritatif	Trouver un appui d'organisations du Nord	Recherche d'appuis financiers et organisationnels d'ONG du Nord. Le CE n'est qu'un projet de coopération parmi tant d'autres.
Inscription dans le marché	S'inscrire dans le CE pour éventuellement viser un marché de haute qualité des produits.	Recherche de clients tous azimuts, qu'ils soient solidaires ou non. Importance donnée aux formations techniques.
Économie solidaire	Le CE comme l'une des pratiques d'économie solidaire. CE local.	Le CE doit évoluer et s'inscrire dans des pratiques de développement local et d'économie solidaire

5.1.3 L'ouverture des deux organisations vers l'économie solidaire

Nous avons identifié dans la section précédente les éléments principaux ayant contribué au projet collectif d'ADM et de CIAP. Pour les deux cas présentés, nous avons tenté de suivre un cheminement semblable articulé autour de trois des aspects de cette dynamique. Nous avons d'abord abordé le projet collectif comme construction « fixée » temporairement dans les documents et par les dirigeants de ces organisations. Par la suite, l'évolution historique du contexte et de l'organisation est apparue comme un élément venant dynamiser et transformer son projet. Finalement, la cohabitation de plusieurs cadres d'interprétation au sein des organisations a été identifiée comme source et résultat de dialogues, de rapports de pouvoir et de résistance dans les organisations et le mouvement de CE.

Pour le cas d'ADM et de CIAP, nous avons vu que les deux organisations ont participé au mouvement national de l'économie solidaire qui a introduit des questionnements sur la notion du développement local principalement. Pour la première, cette implication a été encore plus loin par sa participation à la mouvance altermondialiste, par l'intermédiaire d'une participation aux forums sociaux (locaux, européens et internationaux). Pour le cas de CIAP, cette thématique a été plutôt absente bien que certains de ses leaders aient participé au forum social (par leur position au sein du GRESP) et au sommet contre l'accord de libre-échange de la zone andine en avril 2005. Le tableau suivant synthétise le processus de participation aux mouvements de l'économie solidaire et de l'altermondialisme pour chacune d'entre elles à

partir de deux éléments : le contexte dans lequel évolue l'organisation et son mode d'inscription dans cette mouvance.

Tableau 5.4 : inscription d'Artisans du monde et de CIAP dans l'économie solidaire

	ADM	CIAP
Contexte	<p>Mouvements sociaux : Omniprésence du discours altermondialiste et du concept d'économie solidaire : multiplication des organisations s'y inscrivant et des lieux de rencontre (FSL). Quasi banalisation du terme (Chirac s'en revendique, par exemple).</p> <p>Mouvement de CE : ADM marginalisée dans le mouvement national</p> <p>Économie solidaire et altermondialisme : L'altermondialisme donne une composante internationale aux revendications et offre des espaces de légitimation qui transcendent l'espace national. Cette présence a amené plusieurs organisations à devoir se positionner plus clairement</p>	<p>Mouvements sociaux : Absence quasi totale des mouvements sociaux suite à la guerre civile, sinon ils sont concentrés à Lima.</p> <p>Travail de reconstruction de la confiance, des communautés et d'une citoyenneté inclusive</p> <p>Mouvement de CE : Le phénomène de crise du CE est moins fort qu'en France. CIAP cherche à se différencier dans un contexte de compétition accrue, elle s'ouvre et modifie son discours</p> <p>Économie solidaire et altermondialisme : CIAP fait référence à l'économie solidaire au niveau national, mais le CE commence seulement à être réellement diffusé dans le réseau. Terme altermondialisme absent. CIAP présent au Sommet andin et au FSM</p>
Mode d'inscription	<p>Évolution interne : questionnement critères au Nord, liens Nord/Sud</p> <p>Discours : expansion du concept de CE pour l'économie solidaire et le CE Nord-Nord : composante locale de l'économie solidaire</p> <p>Organisation : participation de la fédération à Attac et au Crid (Centre de recherche et d'information pour le développement)</p> <p>Leaders : quelques leaders nationaux qui sont présents dans les réseaux plus larges et inscrivent ADM dans cette dynamique</p>	<p>Évolution interne : transformation de l'organisation et ouverture graduelle vers d'autres réseaux pour renforcer sa position (GRESP)</p> <p>Discours : élargissement graduel de la mission (tourisme équitable, loi artisanat) et réappropriation du CE dans une logique locale inscrite dans l'économie solidaire (boutique à Puno)</p> <p>Organisation : CIAP membre de la direction du GRESP qui va créer le pont pour la participation dans l'économie solidaire et les FSM</p> <p>Leaders : quelques leaders nationaux qui sont présents dans les réseaux plus larges et inscrivent CIAP dans cette dynamique</p>

Les deux tableaux nous montrent certains éléments de similarité et de différence dans les deux cas étudiés. Quant aux similarités, il est intéressant de noter que les deux organisations ont suivi un cheminement semblable et ce, malgré des contextes distincts et une présence à des

degrés forts différents de la mouvance altermondialiste. En effet, elles ont toutes deux graduellement pris une part active au sein d'une organisation d'économie solidaire : le GRESP pour CIAP et le MES pour ADM. Malgré une asymétrie de maîtrise et de diffusion des débats sur les nouvelles orientations prises par les deux organisations (au cours de périodes coïncidentes, il faut le souligner), on a assisté à un processus complexe de recadrage de la pratique avec cette ouverture vers des réseaux plus larges.

5.2 L'INSCRIPTION DES INDIVIDUS DANS L'ORGANISATION : LES TENSIONS ENTRE LE COMMERCIAL ET L'ASSOCIATIF

Si nous avons vu qu'il y a, d'un côté, un projet collectif officiel qui est le résultat d'interactions entre divers cadres d'interprétations présents dans l'organisation et influencé par l'histoire et le rapport à l'environnement, de l'autre, il y a aussi des individus qui s'y inscrivent par la création de ponts entre leurs perspectives individuelles et celles promues par l'organisation. Cette question est pertinente pour les organisations associatives basées sur le bénévolat, comme ADM, puisque les individus y entrent de façon volontaire et doivent donc voir des éléments de concordance entre leur vision et celle de l'organisation (avec souvent une volonté de transformer les aspects qui leur plaisent moins). La thématique est aussi à traiter pour des organisations comme CIAP qui regroupent des producteurs vivant de leurs activités, puisque ceux-ci ont décidé de se regrouper pour commercialiser leurs produits et ont développé un projet collectif plus large plutôt que de simplement produire dans leur atelier familial. Nous illustrerons cette thématique complexe par un phénomène ciblé pour chacune des deux organisations.

5.2.1 Fractures entre militants et bénévoles chez Artisans du Monde

Afin de commenter la construction de ponts entre les perspectives individuelles et collectives, il faut d'abord mieux connaître les membres de l'organisation par une typologie des militants. Sans refaire l'histoire personnelle de chacun, nous pouvons cibler certains éléments de l'échantillon de membres que nous avons interrogés. ADM est une organisation composée majoritairement de personnes possédant une éducation postsecondaire et ayant généralement exercé des professions libérales : on parle donc de classe moyenne éduquée. Un autre élément intéressant est que les croyances religieuses et l'athéisme cohabitent en son sein sans trop de conflits. Finalement, l'organisation est préoccupée par la faible diversité culturelle en son sein et l'absence de personnes issues de quartiers dits sensibles. Mais au-delà d'une simple

typologie, qui constitue un cliché de la situation, il faut évaluer les relations entre les individus qui créent eux-mêmes des catégorisations qui influent/reflètent les débats.

ADM a développé des discours à portée large, mais chacun des membres s'y associe à sa façon. Par exemple, certains veulent offrir du temps en boutique pour aider à vendre des produits du « Tiers-monde », alors que d'autres désirent changer les rapports Nord/Sud par le plaidoyer. Ces deux éléments sont présents dans la mission d'ADM, mais les militants qui les priorisent peuvent s'appuyer sur des perspectives fort différentes (altermondialiste et assistantialiste, par exemple). C'est au cœur de cette hétérogénéité des cadres d'interprétation que se construisent les ponts entre l'individuel et le collectif. Puisque la diversité des perspectives individuelles est très importante, nous avons décidé d'étudier une fracture qui se maintient sous divers vocables depuis les débuts de l'organisation et qui touche justement la catégorisation des acteurs. Celle-ci réfère au type d'implication de chacun et se manifeste par une terminologie lourde de sens : il semble y avoir séparation symbolique entre ceux qui se définissent comme bénévoles et ceux qui se revendiquent d'un militantisme. En France, ces termes sont très connotés : d'un côté, il existe une tendance certaine à l'implication volontaire dans divers types d'association en tant que bénévole dans ce pays qui compte près d'un million d'associations (Gouvernement français, 2006b) alors que, de l'autre, le terme militant réfère plutôt aux personnes engagées au sein de partis politiques ou à un embrigadement idéologique. Cette distinction est reflétée par une certaine frilosité à utiliser le terme de militant dans les textes officiels puisqu'on considère qu'il pourrait intimider certains membres potentiels. Toutefois, ce terme a pris une forte importance avec la récente (re)politisation de l'organisation, alors que les dirigeants et leaders, surtout nationaux, désirent parler de militantisme plutôt que de bénévolat.

Quand on est à Artisans du Monde on n'est pas seulement, bénévole ça veut dire faire quelque chose gratuitement sans contrepartie. On est aussi à Artisans du Monde pour militer c'est-à-dire de défendre des valeurs. Je trouve qu'il faut être cohérent et parler de militant plutôt que de parler de bénévole, mais les gens parlent d'eux plus en tant que bénévole que de militant. (Entrevue salarié 3, ADM, 2004]).

De façon générale, il existe certaines tensions entre ces catégories d'identification qui deviennent difficiles à résoudre. Par exemple, au niveau national, que ce soit chez les salariés ou les dirigeants, les membres se trouvent dans une position contradictoire : ils se donnent généralement une image idéalisée du militant d'ADM (« tous sont militants, même en boutique »), mais s'inquiètent du faible militantisme observable chez plusieurs qui se limitent

aux activités de vente. Ainsi, cette fracture entre le visage idéalisé du bénévole et une réalité parfois décourageante pour certains provoque des phénomènes à potentiel de rupture au sein de l'organisation¹⁸².

Globalement, puisque le CE désire dépasser l'aide aux pays du Sud, certains membres veulent aller au-delà d'une implication bénévole conçue en termes de don de temps. Ainsi, la fracture catégorielle s'oriente autour de cette dernière notion et d'une vision assistantialiste (bénévole) face à l'inscription de l'action dans une perspective plus large (militante) : « Je ne sais pas, un bénévole, moi je lui donnerais la définition de quelqu'un qui cherche à s'occuper à se distraire, à avoir une activité, mais sans qu'il y ait un engagement assez fort et avec une dimension politique. [Entrevue bénévole 8, ADM 2004] ». Par rapport aux dynamiques organisationnelles conséquentes à cette distinction, nous avons observé des débats et conflits entre membres par rapport à l'orientation altermondialiste ainsi qu'une certaine marginalisation des bénévoles. Par exemple, certains critiquent les membres qui se catégorisent comme altermondialistes, comme ce militant qui parle d'Ayatollahs :

Par contre ce qui est nouveau, ce qui est plus grave ces dernières années, ça c'est tout récent, ça je le place il y a trois ans ou quatre ans, c'est le côté un peu, ce que j'appelle le côté ayatollahs. C'est-à-dire que le mouvement est en train de prendre des positions un peu puristes sur le côté commerce équitable, justement sur le côté mouvement alternatif [Entrevue bénévole 3, ADM, 2004].

Par ailleurs, d'autres utilisent souvent des propos infantilisants, comme « les retraités de l'après-midi », pour désigner les bénévoles qui, selon eux, ont une implication trop restreinte, c'est-à-dire limitée à la vente de produits en boutique.

Bref, pour systématiser, on pourrait affirmer que, pour les membres d'ADM, il y a trois types de membership au sein de l'organisation : les salariés¹⁸³, les militants et les bénévoles.

¹⁸² Par exemple, on observe l'émergence d'une distanciation intergénérationnelle entre membres, latente au cours de l'histoire de l'organisation, mais qui s'accroît avec l'engagement altermondialiste. On remarque la venue de militants plus jeunes qui désirent s'inscrire directement dans une dynamique altermondialiste et qui investissent les sphères d'action liées à cette action : éducation, plaidoyer, postes de responsabilité, etc. Toutefois, ceux-ci sont souvent moins impliqués en boutique (pas toujours), ce qui provoque un éloignement au sein de certains groupes locaux entre les membres présents lors des heures d'ouverture de la boutique et ceux qui viennent plutôt pour les activités publiques ou les réunions.

¹⁸³ Il ressort de nos entretiens qu'un débat similaire a lieu pour les salariés, dont certains se qualifient de salarié et de militant tandis que d'autres distinguent la fonction politique (militant) de celle d'administration (salarié) dans une vision plus proche de l'organisation d'un parti politique : « Je me considère comme salarié et pas comme militant et ça, c'est important. Alors pour moi mon engagement professionnel est une forme de militantisme, mais ça c'est une question individuelle, c'est un choix, mais je crois que je suis salarié et la

Toutefois, cette catégorisation ne détermine automatiquement pas l'opinion des membres sur l'engagement politique du mouvement. On pourrait dire par contre que, de façon générale, les bénévoles sont plus indifférents ou réticents à cette implication. Les personnes se définissant comme militants peuvent ou bien se positionner pour la promotion de cette orientation ou en réaction à celle-ci selon la priorité qu'ils accordent aux objectifs et à la mission du CE. Par exemple, un militant s'oppose à l'orientation altermondialiste de l'organisation en ces termes :

La Fédération veut faire de la politique, côtoyer le mouvement altermondialiste, pouvoir traiter d'égal à égal avec les gensce sont des organisations politiques ou syndicales de fait. Donc, ça, il faut, il faut pouvoir montrer patte blanche et pas être suspect soi-même de compromission. Donc, ça amène la Fédération à prendre des positions radicales complètement contradictoires. [Entrevue bénévole 5, ADM 2004].

D'autres militants mentionnent plutôt l'aspect salubre d'un positionnement public :

On s'insère un petit peu dans ce grand mouvement. Pour moi il est intéressant parce que justement, il essaie de penser autrement le monde, il essaie de sortir de cette idéologie dominante. [...] Je trouve que c'est bien parce que c'est un lieu d'expérimentations avec toutes les initiatives d'économie solidaire de ces dernières années, dont nous on fait partie. [Entrevue bénévole 8, 2004].

Ce que ce court exemple cherchait à illustrer est le fait que l'organisation fait face à une diversité de points de vue portés par des individus et des groupes qui peuvent être associés à des catégories de participants mais que, malgré tout, on en arrive à la constitution d'un projet commun cohérent. Cela pourrait aisément être conçu comme un attribut automatique d'une organisation ou d'un mouvement mais sa simple existence est, à notre avis, ce qu'il y a de plus étonnant lorsqu'on s'attarde aux détails de sa création.

5.2.2 Les tensions entre le projet commercial et associatif chez CIAP¹⁸⁴

Chez CIAP, on ne retrouve pas les mêmes fractures que chez ADM puisque l'organisation regroupe essentiellement des producteurs (l'aspect volontariat étant absent). Les membres de CIAP sont évidemment très différents de ceux d'ADM, ne serait-ce que par la nature de leur activité et leur situation économique : ils sont artisans, généralement sans études postsecondaires (à part certains leaders) et d'origine ethnique diverse (Quechua et Aymara,

distinction entre militant et salarié, elle doit être très claire, parce qu'on ne peut pas tout mélanger. Quand on milite, on le fait gratuitement, moi je le fais aussi pour vivre » [Entrevue salarié 3, ADM, 2004].

¹⁸⁴ Dans cette section nous parlerons que de l'association CIAP et Intercraft. La raison est que l'entreprise de tourisme et la coopérative étaient des projets encore peu développés au moment de notre passage pour bien illustrer les dynamiques collectives chez CIAP.

entre autres). La typologie des membres de CIAP peut être comprise en distinguant la situation des groupes de Lima et ceux de Puno. Les premiers sont constitués principalement d'hommes, dont une majorité de migrants de la guerre civile provenant surtout de la province d'Ayacucho, et dont l'artisanat est l'activité économique principale. Plusieurs d'entre eux ont appris l'artisanat dans une école de métier ou par une relation apprenti/maître et tentent de poursuivre des traditions artisanales de leur région d'origine (céramique d'Ayacucho et tapis de San Pedro de Caja, entre autres). De leur côté, les groupes de Puno regroupent près de 95% de femmes évoluant en milieu rural où l'artisanat n'est qu'un complément à l'activité agricole et au commerce en tout genre. Celles-ci ont généralement une éducation formelle très limitée et elles ont appris l'artisanat surtout par nécessité économique. Au niveau de la distribution du pouvoir chez CIAP, il est concentré à Lima pour ce qui est du Conseil de direction puisque les groupes de base de la capitale possèdent sept des huit dirigeants de l'association et qu'ils ont globalement une activité économique plus importante que les groupes de Puno. Cette situation fait que l'identification à CIAP est forte pour les groupes de Lima alors qu'elle est ambiguë pour ceux de Puno qui sont d'ailleurs souvent partie prenante d'autres organisations ou projets de développement simultanément à leur participation à CIAP. Au-delà de cette distinction régionale, la fracture principale de l'organisation s'articule autour de la finalité du projet et du rôle de l'organisation. CIAP étant une organisation à vocation principalement commerciale, les débats portent généralement sur les façons de redistribuer les bénéfices de la commercialisation collective et les finalités d'une telle mise en commun d'efforts et de ressources. Pour synthétiser, nous pourrions définir deux perspectives qui cohabitent en son sein : le projet collectif au service de la commercialisation et du bien-être économique individuel/familial et le projet commun comme socle d'articulation d'une lutte plus globale.

La première perspective considère l'organisation comme pourvoyeuse de services (commercialisation, contacts avec les clients ou formation, par exemple), ce qui s'inscrit dans un cadre d'interprétation de développement économique : « Q : Comment vous expliquez l'objectif de CIAP? R : C'est une organisation qui a aidé les groupes et associations à vendre leurs produits vers les marchés européens » [Entrevue artisans 4, CIAP, 2005]. Selon cette orientation, l'individu a un projet bien défini (par exemple, augmenter ses ventes pour améliorer la situation économique de sa famille) et conçoit l'organisation comme un moyen de mener à bien son projet. Le problème posé par cette position est qu'elle questionne l'existence de l'association au sein de la famille CIAP. En effet, pourquoi l'avoir créée si

l'objectif est principalement économique, considérant de plus que la situation juridique des associations à vocation commerciale au Pérou est difficile¹⁸⁵. Cette manière de concevoir le rôle de l'organisation amène aussi fréquemment des phénomènes de mimétisme. Par exemple, les tenants de cette thèse vont généralement favoriser la formulation d'un projet collectif calqué sur les demandes des clients et des organisations internationales de CE puisque l'objectif principal de CIAP serait de développer les marchés les plus lucratifs possible. Dans ce contexte, le désir de contester ou remettre en cause certains aspects du CE, tel qu'il est mis de l'avant par les acteurs du Nord, est vu avec frilosité si ce n'est avec méfiance. Cette perspective n'est cependant pas que porteuse de problèmes puisque'il est vrai que les défis principaux que vivent les artisans sont de nature économique et que les moyens de l'organisation sont limités, les ressources devant alors être utilisées efficacement. Par exemple, certains questionnent alors les investissements à caractère militant comme la participation aux forums sociaux, qui n'apportent pas de bénéfices économiques concrets aux producteurs.

La seconde perspective prend en quelque sorte le contre-pied de la première en concevant le projet et les objectifs visés par les individus comme fondement à un projet collectif. Elle est surtout portée par les leaders de l'organisation qui la conçoivent comme un lieu de participation dans une perspective de transformation sociale formulée en termes de développement :

[...] l'objectif de CIAP est d'améliorer la situation économique des artisans, ce qui signifie voir à leur développement dans la société aussi. C'est pourquoi CIAP est une organisation qui conçoit les artisans pas seulement comme commerçants. Donc, nous cherchons de meilleurs revenus pour les artisans afin qu'ils améliorent leur situation et après que ce soit dirigé vers la communauté. [TL] [Entrevue salarié 1, CIAP 2005].

Selon cette orientation, l'organisation développe plutôt son projet par un dialogue avec les membres qui utilisent leurs perspectives personnelles pour le bonifier. Dans le meilleur des mondes, un projet collectif solide au niveau des associations d'artisans permettra alors de dépasser leur relation de pourvoyeur de produits. Ou encore, elle pourrait favoriser le dépassement de la relation de dépendance envers les acheteurs solidaires du Nord pour plutôt entamer un dialogue entre producteurs et OCE qui confronte les volontés de chacun pour en arriver à une pratique collective basée sur la négociation. L'individu pourrait alors considérer

¹⁸⁵ Voir : Red nacional pro ley del artesano, *Site du RENAPLA*, [En ligne]. <http://www.proartesanoperu.org/> (Page consultée en septembre 2006).

l'organisation comme instrument qui pourrait, par exemple, attaquer la racine des limites à la satisfaction de ses besoins plutôt que de seulement lui fournir des services pour en soulager les effets. On parle alors plutôt d'une relation dynamique entre l'individu et l'organisation, où celle-ci doit lui apporter quelque chose, mais pas que dans une perspective où la redistribution des bénéfices économiques de la participation doit égaler l'investissement de départ fait par le membre. Un indicateur observable sera que les aspects associatifs et politiques ainsi que la place de l'apport symbolique ou non monétaire de l'organisation prendront une place plus grande que dans le premier cas. Par exemple, un membre exprime la place que prend l'action politique chez CIAP: « Donc, depuis ce moment [la chute de Fujimori], nous nous sommes appliqués à introduire le thème de la violence, de la Commission de la vérité, du traité de libre-échange andin, de la guerre en Irak, les choses qui inquiètent les gens et sur lesquelles ils veulent donner leur opinion » [TL] (Entrevue salarié 1, Intercraft, 2005). Évidemment, personne ne se situe pleinement dans l'un ou l'autre de ces camps et nous devons plutôt penser le projet comme le résultat d'une tension entre ces deux éléments (économique et associatif). Il est quand même utile de souligner que notre étude de terrain nous a montré que la perspective commerciale était fortement présente chez les artisans des groupes de base alors que celle plus politique faisait plutôt partie des référents des leaders nationaux.

Cette tension est illustrée par un débat porté sur la notion de travail solidaire. Un élément central de la structure organisationnelle de CIAP est la division régionale entre Lima et Puno. Les leaders nationaux essaient généralement de traduire le projet de CIAP pour l'arrimer à une réalité connue des artisans en faisant souvent appel à une stratégie narrative cherchant à mettre en continuité les pratiques communautaires andines des artisans et le projet de CIAP.

Chez CIAP, bien que nous ne connaissions pas bien le concept de commerce équitable, les communautés ont toujours vécu avec des valeurs de partage, de produits écologiques. Nous voyons l'artisan comme personne, producteur et commerçant, nous ne voyons pas que la partie commerciale [TL] [Entrevue salarié 1, CIAP, 2005].

De leur côté, les membres de Puno utilisent leur interprétation du projet afin de faire valoir certaines revendications au sein de l'organisation et de critiquer la pratique des groupes de Lima. Cela se manifeste d'ailleurs fortement lorsque les leaders nationaux essaient de faire un

lien entre le CE et les pratiques solidaires du monde andin¹⁸⁶. Comme l'affirme cet artisan de Puno, leur interprétation de la notion de travail solidaire est différente de celle de Lima :

S'il vient une commande, une crèche par exemple, ils [ceux de Lima] disent que celui qui travaille est celui qui a envoyé l'échantillon. Si la commande contient 1000 ou 2000 articles, c'est pour lui sans plus. Ici, ce n'est pas comme cela. Si une commande arrive, qu'elle soit de faible ou forte quantité, nous partageons tout entre nous alors qu'à Lima, ils ne procèdent pas ainsi. Cela n'est pas du travail solidaire. [TL]. [Entrevue artisan 2, CIAP, 2005].

D'ailleurs, la répartition des commandes est aussi une question litigieuse entre les artisans au sein des groupes de Lima¹⁸⁷. Par exemple, en étudiant la distribution des ventes du groupe le plus important de Lima, on remarque une disparité énorme. En conséquence, la volonté de solidarité et d'égalité est relativisée par l'inégalité des revenus qui règne dans certains groupes locaux, tel que l'illustre ce tableau :

¹⁸⁶ On fait généralement référence aux pratiques de l'Ayni et de la Minka, des formes communautaires de partage du travail présentes dans le monde andin. Voir : Lehmann (1982).

¹⁸⁷ Cette question est aussi problématique dans la relation entre les groupes locaux et les communautés, alors que les premiers limitent la sphère de solidarité au groupe et les seconds veulent qu'elle s'étende à la sphère communautaire. Voir : Lemay (2006b).

Tableau 5.5 : ventes par artisan pour le groupe X en 2004

Artisan	Revenus (\$ US/année)	Rapport à la moyenne	Artisan	Revenus (\$ US/année)	Rapport à la moyenne
1	10 421	4.04
2	9056	3.51	41	25.54	0.01
...	42	21.84	0.01
20	1676	0.63	Total	108 306	...
21	1447	0.56	Moyenne	2578	...

Le phénomène de contestation par les groupes de Puno de la notion de travail solidaire se manifeste plus globalement en termes de revendications relatives à la décentralisation du pouvoir¹⁸⁸. La nature et les modalités du travail collectif seront alors négociées entre les acteurs pour en arriver éventuellement à une définition commune qui intègre les particularismes régionaux et la perspective de l'organisation. CIAP n'en est pas encore arrivé à ce point, par contre, mais cela est actuellement fortement débattu en son sein. Ce court exemple révèle que le projet collectif n'est pas seulement le fruit de l'application d'un modèle international de CE qui définirait la notion de travail solidaire ou de la seule interprétation de leaders nationaux de CIAP qui sont présents sur diverses tribunes. C'est plutôt le résultat des processus de diffusion, de traduction et de réappropriation à l'interne qui mène à une conceptualisation négociée/imposée selon la situation.

5.2.3 Les portes d'entrée des individus dans l'organisation

Dans les deux cas présentés, nous avons vu que qu'il existe une diversité d'individus participants aux organisations de CE qui mettent de l'avant des perspectives variées, mais en arrivent tout de même à un formuler un projet commun. Nous avons vu que des tensions sont présentes entre le rôle de l'organisation comme seul instrument de commercialisation ou comme lieu de construction d'un projet collectif plus vaste ainsi que sur la définition du dernier terme. L'inscription des perspectives individuelles dans une dynamique collective est

¹⁸⁸ Malgré leur nombre important, les groupes de Puno ne disposent actuellement que d'un représentant au conseil de direction national. CIAP fonctionne par évaluation annuelle des groupes pour les classer entre les niveaux A, B et C ce qui leur donne des droits divers. La contestation interne pour une plus grande décentralisation porte entre autres sur ces critères et les besoins de les adapter aux contextes variés des groupes de base. Cette contestation est importante puisque les critères internes sont en fait la traduction des critères de CE fait par l'organisation d'artisans. Pour la grille d'évaluation interne, voir CIAP, *Reglamentos*, [En ligne]. <http://asociacion.ciap.org/IMG/pdf/Reglamentos.pdf> (Page consultée en septembre 2006).

une question complexe pour des organisations qui ne sont pas basées sur des structures pyramidales imposant un projet déterminé, mais qui mettent plutôt de l'avant leur aspect délibératif où le projet est négocié collectivement. Pour mieux comprendre, il faut évaluer deux éléments : quelles sont les portes d'entrée pour les individus désirant participer à l'organisation? Comment s'articulent ensuite les perspectives individuelles parfois contradictoires dans une dynamique collective? L'objectif ici n'est pas de faire une analyse des motivations ou motifs d'implication dans les organisations de commerce équitable¹⁸⁹, mais plutôt de voir comment elle intègre les diverses perspectives et négocie la diversité en son sein.

De prime abord, il faut souligner que la question de la disponibilité et de l'apport de compétence est mentionnée dans près de 50% des entrevues effectuées auprès de membres d'ADM :

Quand je suis rentrée à ADM, je cherchais du travail, je n'en trouvais pas et j'ai trouvé que ça correspondait à ce que je savais faire. Et bon, c'est que j'avais à l'époque 48 ans et que je n'avais pas envie de repartir à zéro, de me lancer dans quelque chose que je ne connaissais pas. Je n'étais pas assez sûre de moi, ça faisait 25 ans que je travaillais, donc je me suis dit que je pouvais apporter ce que je sais à ADM. [Entrevue bénévole 7, ADM, 2004].

En plus de la disponibilité et de la possibilité d'apporter des compétences, il est aussi nécessaire qu'il y ait une concordance minimale de valeur, même partielle, entre les individus et l'organisation pour qu'ils s'impliquent. En effet, personne ne participe à une organisation qui développe des valeurs contraires aux siennes, mais cela ne signifie pas qu'il doit y avoir concordance totale comme l'illustre ce membre : « Je crois qu'il y a les valeurs de solidarité et puis d'engagement pour un monde plus juste, c'est des valeurs que je partage. Aussi, je me sens très bien à Artisans du Monde, on ne peut pas dire que je suis d'accord sur tout, mais globalement je partage l'essentiel quoi » [Entrevue salarié 3, ADM, 2004]. Nos deux cas d'études nous ont montré que CIAP et ADM développent des projets assez vastes, ce qui permet aux individus d'utiliser des « portes d'entrée » variées pour s'inscrire dans le projet. Par exemple, chez ADM, les militants s'impliquent pour des raisons variées et peuvent aller jusqu'à développer des visions du CE partiellement contradictoires avec le projet officiel. C'est aussi le cas chez CIAP au sein de laquelle des artisans sont membres pour profiter des services commerciaux d'*Interkraft* alors que d'autres le sont pour participer à la construction

¹⁸⁹ Sur cette question, voir : Quéniart et Jacques (2001), Scriptum et Fillieule (2001) et Fraisse (2006).

d'un projet politique plus vaste de transformation de l'économie ou d'amélioration du statut de l'artisan.

Une fois que l'on reconnaît que les motivations d'engagement et les perspectives sur l'action divergent, il faut voir comment se négocie cette diversité. Si on considère que l'organisation n'est pas qu'une sommation d'identités individuelles ou d'un tout transcendant, l'approche par les cadres d'interprétation peut alors servir à comprendre les dynamiques de sa construction puisqu'elle permet de cerner l'articulation de l'identité individuelle et collective : « [...] Non seulement les processus de *framing* lient les individus et les groupes idéologiquement, mais ils mettent en valeur les identités qui vont de la collaboration au conflit [TL] » (Hunt et al., 1994, cité dans Snow et Benford, 2000 : 632). Les discours structurés qui donnent sens à l'action s'inscrivent directement dans les processus identitaires des organisations et mouvements sociaux puisqu'une pluralité de cadres d'interprétation cohabite en leur sein et que leur agencement et les conflits entre ceux-ci participent à cette construction collective. La dernière section de ce chapitre sera consacrée à cette relation entre l'individuel et le collectif qui se manifeste à la fois dans les structures formelles et les réseaux informels de l'organisation.

5.3 LE FORMEL ET L'INFORMEL DES ORGANISATIONS

Pour comprendre les processus de création de ponts entre les perspectives individuelles des militants et le projet collectif de l'organisation, nous avons décrit deux aspects que l'on pourrait considérer comme fixés (temporairement du moins) : les projets que chacune des deux organisations met de l'avant par l'entremise de documents et d'un discours public, généralement produits par les instances administratives, et les perspectives individuelles qui permettent à chacun de s'identifier à certains cadres d'interprétation et d'en contester d'autres. Maintenant, nous devons voir plus globalement pour nos deux cas les dynamiques concrètes qui participent à l'élaboration du projet collectif. Pour ce faire, nous devons dépasser les particularités des deux cas d'études pour nous pencher plutôt sur les tendances générales qui en ressortent en ayant recours à l'analyse de l'espace de médiation entre le projet individuel et le projet collectif. Les différents niveaux ne doivent cependant pas être conçus comme étant en opposition, ni comme une sommation ou un tout transcendant l'individu. Cette dynamique de construction d'un lien entre la sphère collective et les identités individuelles doit plutôt être comprise en termes d'interactions multiples.

5.3.1 Les organisations comme espaces ouverts

Deux caractéristiques des organisations doivent être soulignées de prime abord : la porosité de leurs frontières et leur informalité relative. Le premier aspect réfère à la conception des organisations comme entités ouvertes, ce qui signifie que leurs frontières (entre autres déterminées par le projet collectif tel qu'énoncé dans le discours) sont en construction/reconstruction constante. Comme le mentionne Warner Burke (2002 : 43), on parle généralement de systèmes ouverts : “Any human organization is best understood as an open system. An organization is open because of its dependency on and continual interaction with the environment in which it resides”. Cette ouverture fait en sorte que les interactions avec le milieu influencent son aménagement et ses objectifs, ce qui oblige le chercheur à se pencher sur les deux éléments à la fois pour comprendre les changements observés (Aldrich, 1971 : 282). Comme le soulignent Davis et Zald (2005: 335), la réalité actuelle des organisations les rapproche étroitement de celle des mouvements sociaux comme espace de négociation plutôt que comme structure clairement définie : “In this era of rapid social change, organizations increasingly resemble episodic movements rather than ongoing bounded actors, and organizations and movements are changing their strategies and routines in response to similar contexts and technological changes”. En fait, les organisations ne sont pas des espaces complètement indéfinis, mais la porosité et le flou entourant leurs frontières sont dus, entre autres, au métissage de structures formelles et informelles¹⁹⁰ qui les habitent. Cela nous mène au deuxième élément de définition qui concerne l’informalité dans les organisations.

Il est nécessaire de porter attention aux processus qui se déroulent en marge des lieux formalisés d’interaction. Par exemple, au sein des deux organisations que nous avons étudiées, en plus de leurs structures formelles (structures administratives, comités, réunion, etc.), il existe aussi des dynamiques interpersonnelles qui sont situées en marge et qui sont constituées par de multiples réseaux qui participent à la construction des opinions ou des alliances stratégiques entre membres. Dans une recension des écrits sur les organisations, Hall (1993 : 128) souligne d’ailleurs l’importance des analyses du pouvoir qui ont insisté sur les

¹⁹⁰ Nous entendons par structures formelles celles administratives et politiques de la gouvernance des organisations (assemblée, conseil d’administration, bureau, etc.), tandis que les structures informelles sont plutôt constituées des réseaux interpersonnels, d’influence et de leadership ainsi que des lieux non régulés d’interaction entre les membres.

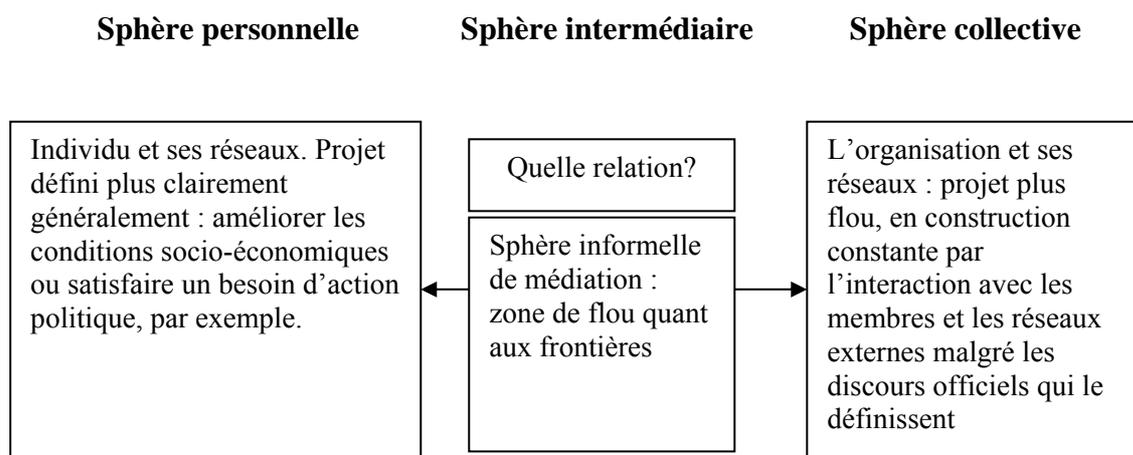
coalitions de groupes et d'individus, ce qui suggère que l'organisation est un espace fortement marqué par les dynamiques politiques (Bacharach et coll., 1980 ; Pfeffer, 1981). Le phénomène est aussi mentionné dans les écrits sur les mouvements sociaux, généralement pour expliquer le recrutement de nouveaux membres par le biais de réseaux de connaissances (Klandermans et Oegema, 1987 : 520). Selon nous, la prise en compte de ces espaces informels est capitale pour la compréhension de la construction des cadres d'interprétation et des dynamiques dans les organisations, même si les dirigeants aimeraient bien que les interactions se limitent aux structures formelles et aux mécanismes de dialogue/consultations prévus à cette fin. Pourtant, la plupart d'entre eux reconnaissent l'importance des liens affinitaires. Cette section vise à illustrer leur importance. Nous verrons ainsi, par le biais des deux cas à l'étude, que cette sphère informelle joue de multiples rôles : celui de porte d'entrée dans l'organisation, de mécanisme de socialisation des membres, de lieu d'exercice d'influence par la création de réseaux hors des fonctions déterminées, de lieu de canalisation des plaintes et de la contestation et, enfin, d'espace de dialogue.

L'important, pour bien cerner cet espace de négociation du projet collectif qu'est l'organisation, est de la concevoir comme un lieu d'interactions où s'amalgament structures et processus. Nous avons d'ailleurs souligné qu'un instrument nous permettant de donner sens au phénomène est la construction de cadres d'interprétation qui s'articulent pour construire un projet collectif cohérent, c'est-à-dire qu'une pluralité de cadres d'interprétation cohabitent au sein des organisations et mouvements sociaux et que c'est par leur agencement ou leurs conflits que l'on peut saisir ce projet. Certains auteurs ont abordé les conflits d'interprétation entre les acteurs (*frame disputes*), dont la résolution permet l'action collective du mouvement social (Benford, 1993 : 678). Selon nous, cette idée s'applique aussi aux organisations au sein desquelles différentes interprétations de la réalité cohabitent et s'articulent par des relations de pouvoir, d'influence et de négociation. Dans ce contexte, lorsque nous parlons des perspectives présentes dans l'organisation, nous faisons référence à ces cadres d'interprétation. Par contre, l'idée de projet officiel réfère plutôt au discours structuré qui organise la diversité des cadres d'interprétation dans une trame cohérente commune. Il est aussi négocié, contesté et rattaché à la fois dans le cadre de relations formelles et informelles. Bref, ce sont ces dynamiques multiples qui participent à la fixation (temporaire) des frontières de l'organisation, qui articulent le discours et servent de mécanismes de régulation d'appartenance et de participation des membres (Aldrich, 1971 : 283).

5.3.2 Informalité et relations de pouvoir

L'aspect qui pose réellement problème quant à l'analyse des données n'est pas le projet individuel (exploré lors des entrevues individuelles) ni le projet collectif en tant qu'output (documentation, intervention au sein de réseaux), mais plutôt la sphère intermédiaire dans laquelle l'individu s'inscrit au sein de relations informelles et affinitaires qui participent à son inclusion dans l'organisation. C'est dans cet espace que se manifestent des phénomènes de leadership qui sont situés hors des mécanismes formels de régulation de l'organisation. Ainsi, au-delà des structures et des processus formels, une bonne partie des interactions/relations entre les participants s'exerce dans cette sphère où les interactions sont personnalisées. Cet espace est celui des alliances entre les individus qui exerceront une forte influence sur les structures et mécanismes formels. Bref, cela pourrait être synthétisé par le schéma suivant :

Schéma 5.1 : L'informel et les organisations



Ces questions de la régulation informelle dans les organisations et des sphères affinitaires sont de plus en plus étudiées dans le domaine de la sociologie des organisations et de la gestion, mais aussi dans celui plus particulier des mouvements sociaux. En premier lieu, revenons sur le texte classique de Freeman (1972) portant sur le mouvement féministe et dans lequel elle analyse l'informalité prônée par certaines organisations qui s'opposaient alors aux structures formalisées de pouvoir. L'argument qu'elle développe est que l'absence de structure est une illusion, c'est-à-dire que chaque organisation possède des structures informelles, même si le groupe se considère comme faiblement structuré. Le problème est alors l'absence de

mécanismes formels de régulation de l'exercice du pouvoir qui s'informalise, rendant souvent implicite son exercice (Freeman¹⁹¹, 1972 : 1).

En fait, ce qu'elle démontre, c'est que l'informalité est en elle-même un mécanisme de régulation et de relation entre les membres qui est souvent nécessaire pour faire contrepoids aux relations formelles. Par contre, ces dynamiques sont aussi problématiques au sens où leur régulation est floue (ce qui peut permettre à certains individus d'asseoir leur pouvoir implicitement) et elles sont difficiles à analyser pour le chercheur qui doit observer des phénomènes au sein desquels sa participation est aléatoire et soumise aux rencontres et liens d'affinités qu'il crée lors de l'étude terrain. Pour cette dernière section du chapitre, nous désirons nous aventurer sur ce terrain qui, quoique étant très glissant, s'est avéré essentiel pour la compréhension des dynamiques organisationnelles que nous avons étudiées. Nous proposons une analyse en deux temps : nous aborderons les phénomènes de leadership, de résistance et de traduction du projet collectif au sein de l'organisation, pour ensuite nous pencher sur les frontières de celle-ci, en cernant les liens entre l'organisation et les réseaux qui la traversent (familiaux ou affinitaires).

5.3.3 De l'individuel au collectif : leadership, résistances et informalité

Un des éléments centraux à ces dynamiques informelles concerne le leadership qui est reconnu à la fois comme un défi et une possibilité de réintroduire l'agencéité:

Researchers have argued that the social movements literature has failed to theorize the role of strategic leadership –even though leadership is perhaps the most important mechanism linking political opportunities, mobilizing structures, framing processes, and outcomes [...]. Better understanding the relation between network structures and leadership can go a long way in bringing agency back into what have typically been rather structuralist accounts of social movements and organizational changes, success, and failure. (Campbell, 2005: 63-65).

Le leadership -pour la promotion, le changement ou la résistance au projet de l'organisation- est un phénomène complexe et difficile à cerner : il n'est pas toujours directement lié aux responsabilités ou au poste occupé par l'individu, il est le fait à la fois de caractéristiques

¹⁹¹ Le texte de Freeman (1972) a créé de forts débats au sein des mouvements sociaux américains, certains lui reprochant de réifier l'organisation ou de généraliser un phénomène culturellement ancré. Même aujourd'hui, la question refait surface dans les forums sociaux. Voir : Network Institute fo global democratization, *Site du NIGD*, [En ligne]. <http://www.nigd.org/docs/WSFDemocraticStructurelessnessTuomasYlaAnttila> (Page consultée en septembre 2006).

individuelles (capacités orales ou charisme, par exemple)¹⁹² et de mécanismes sociaux (ceux qui l'appuient ou le suivent) et il a des impacts sur les dynamiques formelles de l'organisation, tout en se situant hors des cadres de régulation. Comme le définit Etzioni (1965 : 690-691) c'est :

Une forme spéciale de pouvoir [...] l'habileté, basée sur les qualités personnelles du leader, pour obtenir la subordination volontaire des gens le suivant selon une gamme ample de raisons. Le concept de leadership se distingue toutefois de celui de pouvoir puisque la notion d'influence y est présente, ce qui signifie transformation des préférences tandis que le pouvoir implique seulement que les préférences des subordonnés demeurent inassouvies. [TL] (dans Hall, 1993 : 147).

Le leadership implique donc plus une dynamique d'influence que d'imposition qui demande une présence prolongée dans l'organisation pour être comprise à notre avis. Il est donc situé à cheval entre les relations informelles et les structures et processus formels des organisations. De façon plus globale, l'informalité ne se limite pas qu'au leadership, mais est plutôt un attribut général de l'organisation tel que Bates (1997 : 1158) le soulève : « Organizations are formal in the sense of having explicit tasks to accomplish and informal in the sense of the way members continually negotiate with one another in the interpretation and carrying out of such tasks ». C'est un concept important pour l'anthropologie des organisations, certaines recherches classiques l'ayant utilisé (Bates, 1997 : 1158). Aussi, l'importance des réseaux interpersonnels (*personal networks*) est soulignée par des auteurs ayant étudié les mouvements sociaux¹⁹³ (Gerlach et Hine, 1970 ; Diani, 1992 ; Diani, 2000). Ces réseaux introduisent une difficulté à définir concrètement les frontières des organisations et ils possèderaient aussi une importance centrale pour l'analyse : « One of the most important aspects of mobilizing structures is the formal and informal networks that connect individuals and organizations (Tilly, 1978). Networks are social structures, that is, sets of social relationships that shape and constrain people's behaviour and opportunities for action » (Campbell, 2005: 61).

Quelques éléments nous permettent de mieux cerner la présence des leaders : la reconnaissance par les membres, la présence récurrente de leurs textes ou discours dans les documents internes de l'organisation (le journal, par exemple) et leur présence dans diverses

¹⁹² Freeman (1972 : 20) mentionne : « The characteristic prerequisite for participating in all the informal ties of the movement, and thus for exercising power, concern one's background, personality and allocation of time ».

¹⁹³ Par exemple, Freeman (1972: 2) souligne que: « These friendship groups function as network of communication outside any regular channel for such communication that has been set up by the group ».

sphères de l'organisation ou des réseaux auxquels elle participe. Par contre, après avoir noté cette présence, il faut ensuite comprendre leur rôle et leurs impacts dans l'organisation. L'introduction de nouvelles idées par de tels leaders passe ensuite par les mécanismes formels et informels de l'organisation, un phénomène souligné dans les écrits sur les mouvements sociaux (McCarthy et Zald, 1977). Par exemple, pour l'économie solidaire chez ADM, nous avons noté l'importance d'un individu ayant grandement favorisé l'introduction de ce concept: « Tu vois tantôt je t'ai parlé d'écologie, de commerce international surtout en termes d'apprentissage personnel, pour moi l'économie solidaire, c'est aussi une révélation, politiquement parlant. Donc oui, là-dessus [...] c'est une graine qui a été plantée par [X] il y a quatre ans. [Entrevue salarié 4, ADM, 2004] ». Le même type de phénomène s'est produit chez CIAP, cette pratique ayant été propagée par quelques leaders nationaux impliqués dans les réseaux externes tel le GRESP et le *Foro nacional de comercio justo y consumo ético*. Au-delà de l'anecdote, pour chacune des deux organisations, le point à souligner est le lien entre les leaders et l'idée de traducteurs que nous avons définie dans le cadre conceptuel, c'est-à-dire des individus qui introduisent de nouvelles idées et les diffusent en les adaptant aux contextes ou préoccupations des autres membres. L'élément intéressant est la façon dont ces acteurs créent des liens entre l'extérieur et l'organisation -ou entre diverses composantes de l'organisation. Par exemple, chez ADM, certains individus ont associé le débat sur la cohérence aux pratiques de l'économie solidaire pour diffuser cette perspective à l'interne. On pourrait ainsi avancer que l'organisation met de l'avant un projet formel connu des membres, mais que ses leaders agissent dans une sphère plus informelle qui sert à la traduction et la transformation de ce message.

Cependant, le phénomène de leadership ne se limite pas qu'à la diffusion et la promotion du message aux membres. En effet, il existe des leaders qui se positionnent dans une optique de contestation et une volonté de transformation/réforme du projet et du fonctionnement de l'organisation. À la fois pour le cas d'ADM et de CIAP, qui vivaient toutes deux des situations importantes de transformation, nous avons pu voir se manifester cette contestation par l'émergence de leaders qui utilisent un discours sur les pratiques et la volonté des « membres de base » pour contester l'écart entre les discours et les pratiques de l'organisation. Par exemple, prenons le cas de l'économie solidaire au sein d'ADM. Comme nous l'avons vu, cette pratique est supportée au niveau national et semble être une direction souhaitée par les dirigeants. Par contre, plusieurs critiques s'élèvent à l'interne pour

mentionner que ce ne sont que des discours, alors que la pratique reste quasi inexistante. Un cas particulier a retenu notre attention. C'est celui d'un groupe de base dans lequel évolue un membre influent et où on a mis en pratiques certains aspects de l'économie solidaire par la création d'une boutique ayant adopté l'insertion professionnelle. Un leader de ce groupe, devant le peu de reconnaissance reçue au niveau national, utilise la pratique qu'ils ont mise en place pour accuser la Fédération nationale de s'empêtrer dans les discours sur l'économie solidaire sans les appuyer par une pratique concrète [Entrevue bénévole 3, ADM, 2004]

Pour CIAP, nous avons vu le cas de la contestation de certains groupes de Puno concernant l'application du travail solidaire par les groupes de Lima, ces derniers soulignaient que leur méthode était plus solidaire. D'autres individus formulent des critiques qui soulignent que les différences culturelles ne sont pas prises en compte dans l'organisation. Par exemple pour le calcul du pointage annuel à la base de la classification des groupes qui ne tient pas compte des diverses formes que prennent les activités socioculturelles :

Ils ont catégorisé avec des A, B et C. Des fois, ils prennent en compte le travail collectif, tout ça, mais je sais plus ou moins qu'il y a un pointage final qu'ils accumulent. Pour nous, ils ne nous prennent pas en compte, parce que quand vient le conseil de direction, j'ai toujours dit : « vous considérez qu'une *pollada* est une activité, très bien, mais pour nous c'est différent, notre manière de faire n'est pas la même » [Entrevue artisan 3, CIAP, 2005].

Il y a donc des militants qui partent d'expériences locales pour les faire circuler vers les lieux de formalisation des discours. Cet exemple illustre le fait que la traduction du message ne se fait pas qu'à sens unique (de l'organisation vers l'individu) puisqu'il est réapproprié et contesté par les membres. Ces phénomènes de leadership et de résistance illustrent tout le flou entourant les structures des organisations qui doivent cohabiter avec des dynamiques informelles qui peuvent prendre une importance prépondérante dans certains cas.

5.3.4 L'organisation ouverte qui amalgame le formel et l'informel

Chez ADM, il existe trois manifestations principales de ces relations informelles : les discussions en marge des réunions officielles, la continuité dans la vie quotidienne des liens entre membres de l'organisation et les réseaux de connaissance pour l'intégration des nouveaux membres.

La première est située en marge des réunions et activités, c'est-à-dire que ce sont des moments où les participants s'approprient ce qui y a été discuté. Par exemple, lors d'une rencontre organisée par un groupe local qui portait sur une proposition de changement statutaire¹⁹⁴, la réappropriation des discussions tenues en réunion et l'élaboration d'alliances stratégiques eut lieu dans les couloirs où nous avons observé la création de sous-groupes affinitaires autour de la promotion ou l'opposition au projet. Pour ce cas, nous avons noté que des désaccords se sont d'abord manifestés en boutique avant la consultation officielle sur le projet et que des groupes d'opinion se sont associés informellement pour défendre leur point de vue. Cette dynamique s'est ensuite poursuivie lors de la réunion de consultation pour finalement mener à la décision de poursuivre avec le changement statutaire ce qui a poussé certains opposants à quitter le groupe local. Un élément intéressant de cet exemple est que ces groupes ont réuni des personnes qui s'adonnaient à des tâches similaires, c'est-à-dire que les opposants étaient globalement composés de bénévoles tenant la boutique et que les défenseurs du projet étaient surtout constitués d'individus impliqués dans divers comités dont la direction.

La seconde manifestation des relations informelles est plus abstraite. Il se situe en marge de l'organisation, c'est-à-dire que les relations interpersonnelles qui s'établissent entre les membres d'ADM ont souvent une continuité dans la vie quotidienne. Par exemple, au Conseil d'administration, il existe de telles relations entre certaines personnes qui font en sorte que l'information est d'abord discutée entre eux avant de rejoindre les espaces décisionnels, surtout dans le cas de certains leaders historiques de l'organisation. Le contexte de crise identitaire que vivait ADM au moment de notre enquête a d'ailleurs provoqué la multiplication de ces canaux informels, un phénomène qui fut également observé ailleurs par Klandermans et Oegema (1987 : 530) qui mentionnent que les crises idéologiques favorisent la multiplication des réseaux informels. Ceci est illustré chez ADM par une discussion récurrente, lors des réunions de dirigeants, à propos du fait que les groupes et les militants ne font pas suffisamment appel à la Fédération pour faire part de leurs problèmes, préférant plutôt passer par des canaux alternatifs (consultations informelles, lettres ouvertes, courriels, etc.). Cela rend la maîtrise du discours diffusé vers l'extérieur plus difficile et explique la

¹⁹⁴ Cette réunion visait une discussion préalable avec les membres sur le passage d'un statut associatif à une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). En France, le statut de SCIC est coopératif et il permet le multi actionariat. Voir : Inter-réseaux SCIC, *Site de l'Inter-réseaux SCIC*, [En ligne]. <http://www.scic.coop/> (Page consultée en septembre 2006).

forte volonté de définir une identité nationale commune de la part de dirigeants nationaux se sentant menacés.

Finalement, les relations affinitaires sont importantes dans l'intégration des nouveaux membres et dans la construction de la cohésion d'un groupe. En effet, nous avons remarqué qu'il existe un processus anonyme de recrutement au sein des groupes locaux d'ADM¹⁹⁵ où plusieurs bénévoles ont été recrutés par des connaissances personnelles. Cela facilite d'ailleurs leur intégration au groupe puisqu'ils connaissent déjà certains membres. Par contre, le même phénomène peut s'avérer problématique si un esprit groupal fort se développe, ce qui rend l'intégration des nouveaux malaisée. Ce phénomène a un impact fort puisqu'en cas de conflits, les camps s'articulent souvent autour de ces réseaux (peu importe les postes occupés) et certains problèmes ou stratégies s'élaborent alors en dehors des lieux de discussion collectifs et ouverts à tous.

Du côté de CIAP, des phénomènes similaires furent aussi observés, mais ils ont pris des formes différentes. Deux particularités ont retenu notre attention : la juxtaposition des réseaux familiaux aux groupes de base, dans la région de Puno principalement, et les fêtes comme mécanisme de solidarité et de régulation. Ces deux questions méritent qu'on s'y attarde un peu puisque cela constitue un phénomène très différent de ce que nous avons pu observer en France. En ce qui concerne les réseaux familiaux, il est important de rappeler l'importance de la division régionale chez CIAP entre le centre urbain (Lima) et l'altiplano paysan (Puno). Pour synthétiser, mentionnons que les groupes de Puno sont éloignés des centres de communication, que ce sont surtout des groupes de femmes et que leur situation économique, difficile, est étroitement liée au monde agricole. Par contre, l'élément principal de différence entre les groupes de Lima et de Puno est qu'alors que les groupes de la capitale sont situés dans des quartiers de la ville où se manifeste une dynamique urbaine plus impersonnelle, ceux de Puno s'appuient sur une forte juxtaposition entre les réseaux familiaux et l'organisation dans un univers essentiellement rural. Par exemple, nous avons noté au sein d'un groupe de Puno la présence d'une famille dominante où le père, les filles, les fils et les cousines sont membres, alors qu'un autre groupe de la région a un couple marié comme président et secrétaire à la commercialisation. À première vue, cet élément peut sembler fort

¹⁹⁵ Les boutiques laissent généralement un formulaire d'adhésion ou d'offre de bénévolat à un endroit dans le magasin pour les clients intéressés.

problématique puisque la conception de l'entreprise sociale ou de l'association au Nord est celle d'un regroupement civique situé hors de la sphère familiale (dangers de corruption) et de l'État (patronage). La justification est que cela permet aux associations de participer à la création d'une société civile et évite (en partie) les problèmes de favoritisme pouvant être reliés à la superposition de la famille et de l'organisation. Par contre, dans la région de Puno, les associations sont basées sur la volonté de se regrouper par une activité économique qui sert de complément à l'activité agricole déjà très ancrée dans les réseaux familiaux. En additionnant cet aspect à un manque de confiance chronique qui règne dans la région¹⁹⁶, les organisations cherchent alors des garanties de confiance et celles basées sur la connaissance mutuelle restent centrales. Dans ce contexte, la confiance personnalisée devient importante et la famille demeure probablement son socle le plus solide. Cela pose par contre des problèmes aux OCE, et aux dirigeants de CIAP incidemment, puisque cela amène un potentiel de création ou de maintien de pratiques autoritaires ou de mainmise familiale/caudilliste dans les communautés. Les dirigeants de CIAP tentent d'expliquer ce phénomène, qui ne semble pas près de s'estomper, en l'associant à des pratiques « traditionnelles » andines où les réseaux de solidarité s'ancrent dans la famille et le voisinage¹⁹⁷. Par contre, malgré ce discours positif, la majorité des dirigeants reconnaissent qu'en amalgamant l'activité économique et la famille, on risque de créer des réseaux fermés qui se transforment en îlots de favorisés dans des communautés déstructurées économiquement, ce qui limite le potentiel de développement local et envenime les relations entre les groupes et la communauté. Peut-être y a-t-il là une piste d'explication à l'absence de développement local induit par le CE tel que le soulevait certaines études d'impacts¹⁹⁸ (Mestre et coll., 2002).

¹⁹⁶ Comme le souligne un membre de l'organisation : « Donc, il y a méfiance, parce que si je viens d'une communauté et quelqu'un désire assumer un poste de direction, que se passe-t-il? La communauté dit : « Cette famille, non. Ou cette personne, non, parce que nous ne pouvons avoir confiance ». Donc, de cette façon cette méfiance vient de deux côtés, du système et de la base » [Entrevue dirigeant 2, CIAP, 2005].

¹⁹⁷ Ces questions sont encore présentes dans le monde andin : « Les liens sociaux définis par l'ascendance et l'alliance, c'est-à-dire les liens de parenté au sens large, jouent jusqu'à ce jour un rôle déterminant, mais à des degrés divers selon le niveau de la société. [...] La parenté règle, conjointement avec l'alliance au sein de groupes déterminés et limités, de nombreuses obligations, ainsi que l'accès aux bénéfices des diverses prestations » (Malengrau, 1995 : 23).

¹⁹⁸ D'ailleurs, sans mentionner d'exemple précis pour des questions de confidentialité, nous devons souligner qu'à plusieurs reprises lors de notre étude de terrain dans cette région, des individus des communautés rurales sont venus nous voir pour nous mentionner que ces groupes locaux n'étaient en fait qu'une ou deux familles regroupées, une situation qu'ils dénonçaient. Si ces propos ne représentent pas toujours la réalité, ils dénotent tout de même le conflit latent qui existe entre les groupes et la communauté où les premiers ont mis sur pied une activité assez profitable, mais dont les bénéfices ne sont répartis qu'à l'intérieur de l'organisation. Cela crée souvent de l'envie dans la collectivité surtout si une famille particulière occupe une place importante dans l'organisation. L'autre élément à souligner est la potentielle incompréhension entre les OCE qui visitent ou évaluent ces groupes et pour lesquels cet amalgame reflète une potentialité de corruption, et les groupes locaux de CIAP, pour lequel il peut être un gage de bonne pratique et de confiance mutuelle.

L'autre élément observé au Pérou, qui concerne cette fois toute l'organisation. Il s'agit de l'omniprésence de fêtes auxquelles les groupes de base participent et qui constituent un mécanisme de solidarité économique et de résolution de conflit¹⁹⁹ en marge des structures officielles de dialogue. En effet, il existe des mécanismes formels de dialogue et de résolution des différends (tel que les Assemblées générales bisannuelles et les visites de dirigeants au sein de groupe de base). Toutefois, selon nos observations et les dires des membres de CIAP, ce sont plutôt ces activités culturelles/festives intergroupes qui servent à atténuer les conflits et créer ou maintenir les liens de solidarité :

Q : Quelle est l'importance des *polladas*? R : Je pense que c'est un espace très important pour socialiser et fraterniser parce qu'en réunion ou en assemblée, nous voyons les délégués, mais pas les autres. Donc, ces activités permettent de connaître tout le monde et leurs familles. Il y a du sport, des discussions et même des bagarres, c'est une bonne façon de maintenir les relations dans l'organisation [TL] [Entrevue salarié 2, Intercraft, 2005]

Ces célébrations collectives ont généralement deux fonctions principales : amasser des fonds pour un membre ou une organisation (par le prix à l'entrée et la vente de breuvages et de nourriture) et souligner des événements significatifs (anniversaire d'un groupe, par exemple). Elles prennent des formes différentes selon les régions du Pérou dans lesquelles évoluent les groupes de base. Par exemple, à Lima, la forme la plus commune est la *pollada* au moment de laquelle un groupe invite les autres à lui acheter des plats de poulet braisé et à participer à des matchs sportifs (soccer) suivis d'une fête et d'une soirée dansante. À Puno par contre, ces fêtes intergroupes sont moins communes et se font plutôt au sein de chacun des groupes étant donné leur éloignement. Par contre, à certaines occasions, tous se réunissent pour participer à un tournoi sportif (de volley-ball plutôt que de soccer comme à Lima). Certains membres de CIAP affirment qu'elles s'inscrivent dans la tradition des formes andines de travail collectif. Selon eux, cette idée d'entraide serait liée à une culture andine et la *pollada/parrillada* en serait une des manifestations contemporaines.

Clairement, chacun des groupes a ceux qui participent et ceux qui ne le font pas. C'est [*la pollada*] comme ce qui se fait dans le monde rural, l'Ayni qui est un terme quechua signifiant aide mutuelle. Si un jour tu m'aides, un autre jour quand tu en auras besoin je t'aiderai. Quelque chose de semblable est fait ici. Quand un groupe organise un événement, les autres assistent. Maintenant si un groupe n'est pas solidaire, c'est un peu difficile que les autres qui participent non ? Ce sont des questions morales [TL]. [Entrevue salarié 1, CIAP, 2005].

¹⁹⁹ Il faut aussi noter que lors de ces activités, les conjoints et conjointes des artisans sont aussi présents et participent aux diverses activités.

Bref, la prise en compte de la sphère informelle est essentielle à la compréhension des dynamiques organisationnelles. D'ailleurs, comme le mentionne Freeman (1972 : 2) : « It is not made in the belief that these informal structures are inevitably bad -merely that they are inevitable. All groups create informal structures as a result of the interaction patterns among the members ». Qu'elles prennent la forme de réseaux affinitaires, de lieux d'interactions parallèles ou de fêtes collective, l'étude des espaces informels d'interactions est essentielle pour comprendre les dynamiques organisationnelles et surtout pour mieux cerner les dynamiques situées entre les projets individuels de chacun et celui que l'organisation propose, et défend.

CONCLUSION

Melucci (1996) affirmait que l'identité d'un mouvement ne doit pas être considérée comme existant *a priori*, mais plutôt comme un processus de construction continu qui dépasse le seul projet officiel. Crozier et Friedberg (1977 : 279-83) vont plus loin en affirmant que l'existence de l'organisation n'est pas garantie par le seul regroupement collectif ou les structures ; selon eux, un certain nombre de relations continues entre les membres doivent être observées pour conclure à son existence. Dans ce chapitre, nous avons essayé de suivre ces idées pour nos cas d'étude en présentant à la fois l'organisation comme espace formalisé créateur d'un projet officiel qui cherche à fixer ses frontières et comme un espace plus flou constitué des espaces informels d'interactions dans lesquels s'exercent des phénomènes tels que le leadership, la résolution de conflit et la socialisation des nouveaux membres. Comme nous l'avons mentionné, l'objectif de ce chapitre était de mieux comprendre l'espace situé entre des projets d'individus désirant joindre une organisation et celui que cette dernière tente de fixer de façon définitive. Nous avons vu que cet espace est marqué par les réseaux et relations informelles qui croisent et entrecoupent les lieux formels de fonctionnement.

Pour synthétiser, le cadre formel réfère aux structures administratives, aux lieux encadrés/formalisés d'interactions (Assemblée générale, par exemple) et à la sphère des discours unifiés où les différences sont homogénéisées et le règlement des différends formalisé. De son côté, l'informalité réfère aux espaces parallèles (de pouvoir, d'influence, de dialogue, etc.) qui reposent sur des bases affectives ou affinitaires, aux lieux de construction/réappropriation du discours et aux réseaux de socialisation des membres. Mieux saisir ces espaces d'interaction permet, selon nous, d'avoir une meilleure compréhension de la

construction du projet et de l'identité collective au sein de l'organisation. Par exemple, une personne voulant comprendre un aspect du projet de CIAP en se penchant sur les mécanismes de solidarité qui y existe ne pourrait se limiter à l'observation des activités dans les ateliers ou lors des réunions de l'association, car elle passerait alors à côté d'éléments importants au sens où la sphère de solidarité est principalement située dans une des sphères informelles de l'organisation, les fêtes intergroupes.

Nous croyons que les dynamiques organisationnelles ne peuvent être comprises qu'en les inscrivant dans ce contexte de fluidité. Aussi, c'est une relation dynamique, c'est-à-dire que les frontières, la place ou le rôle des acteurs sont toujours en changement. Cet élément que nous avons décrit dans ce chapitre constitue la dernière étape avant l'analyse de la mise en commun des perspectives pour la création d'un projet collectif entre partenaires transnationaux. En effet, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, un tel projet s'appuie avant tout sur celui de chacune des organisations qui l'inscrivent ensuite dans leur mouvement d'appartenance et le négocient dans le cadre d'un partenariat transnational.

CHAPITRE 6

LE PROJET EN NÉGOCIATION, LE MOUVEMENT EN CONSTRUCTION : PARTENARIAT ET MÉDIATIONS DANS L'ESPACE NATIONAL ET INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Le projet de CE n'est ni fixé par des discours, ni limité aux frontières des organisations y prenant part. Au contraire, il se transforme par les dynamiques internes aux organisations, mais aussi par l'inscription de chacune d'entre elles dans le mouvement du CE, à la fois aux niveaux national et international. Ainsi, chacun des deux acteurs de notre étude de cas participe à un mouvement national, un processus qui se fait à la fois par des dynamiques de confrontation et de coordination entre les acteurs. En fait, comme nous l'avons vu avec l'idée de l'organisation ouverte, le mouvement est aussi constitué par des processus de fixation temporaire de ses frontières, qui demeurent toujours poreuses. Cette dynamique s'observe aussi au sein du mouvement international qui fait face à des conflits internes sur la définition de la pratique tout en mettant de l'avant des démarches de coordination cherchant à réguler la pratique et ses acteurs, surtout devant la volonté d'autres organisations (grande distribution, entreprises à but lucratif, etc.) de bénéficier de ce marché plus rémunérateur, mais limité dans son ampleur.

Dans ce chapitre, nous passons de la description des dynamiques d'élaboration des projets collectifs au sein des organisations à celle de la construction du mouvement de CE, aux niveaux national et international. La dynamique de construction du mouvement national de CE, marquée par la dissension et la collaboration, implique une redéfinition et un rééquilibrage des cadres d'interprétation au sein de chacune des organisations et influe sur la définition de leur pratique. Un phénomène similaire se manifeste lors de l'inscription des deux organisations dans le mouvement international de CE, au sein de la filière intégrée

pilotée par l'IFAT²⁰⁰ qui bien qu'en désaccord avec la filière certifiée, met toutefois en branle des tentatives de rapprochement depuis quelques années, comme l'illustre l'élaboration d'une définition commune du CE par FINE.

Au sein du mouvement international, un élément central de dissension entre les deux filières est la question de la garantie qui est fortement liée à une thématique centrale du CE, soit le renouvellement du partenariat entre OCE et groupes de producteurs. Ce sera d'ailleurs cet élément qui nous occupera dans la seconde partie du chapitre. Nous avons vu dans le quatrième chapitre que la relation transnationale entre partenaires est principalement indirecte, ce qui implique des processus de représentations basés sur des informations secondaires et parfois partielles qui, jumelées à un désir de diffusion, expliquent l'édulcoration des discours sur la situation des producteurs. Si ce chapitre soutenait que le partenariat de CE était fortement imaginé, celui-ci montrera qu'il s'appuie aussi sur des relations concrètes entre les acteurs, ce qui nous fera passer de l'analyse des représentations discursives et iconographiques à leur dimension incarnée dans l'espace transnational. Relativement à cet aspect, il y a ici aussi une situation de représentants/représentés puisque le partenariat incarné émerge de la même distance de représentation qui justifie une perspective esthétique pour l'analyse. Encore une fois, l'intérêt de cette analyse n'est pas de vérifier la concordance entre les discours négociés des représentants et les aspirations des représentés, mais plutôt de décrire comment se construit le CE et, plus particulièrement, un de ses éléments les plus problématiques, le partenariat.

Afin d'aborder cette question, après un bref retour sur le partenariat et le commerce de biens équitables, nous verrons les liens entre les deux organisations étudiées. Nous nous attarderons d'abord à la négociation du projet par des médiateurs individuels dans le cadre de rencontres directes entre partenaires, c'est-à-dire les visites informelles de bénévoles et de producteurs chez leurs partenaires. Ensuite, nous traiterons de la question des interactions par médiateurs collectifs au sein de la sphère institutionnalisée du partenariat entre les deux organisations. Nous entendons par médiateurs collectifs, les représentants d'organisations qui participent aux forums internationaux et qui s'impliquent directement dans la relation partenariale

²⁰⁰ L'IFAT est géré par un comité de coordination regroupant des délégués volontaires des membres élus par ces derniers et coordonné par un secrétariat international composé de salariés travaillant dans les bureaux situés aux Pays-Bas. Pour plus d'information, voir : IFAT, *Structure*, [En ligne]. <http://www.ifat.org/ifatstructure/structure.shtml> (Page consultée en juillet 2006).

institutionnalisée. Ainsi, un médiateur individuel, même s'il est constitué d'un groupe de personnes, ne représente que lui-même, alors qu'un médiateur collectif, même s'il ne regroupe qu'une seule personne, représente une collectivité (l'organisation)²⁰¹. Pour analyser les dynamiques de représentation par médiateurs collectifs, nous nous appuyons sur les relations directes entre CIAP, ADM et Solidar'Monde, ce qui nous amènera à clore le chapitre par la présentation d'initiatives qui participent à l'évolution de la pratique et de sa conceptualisation.

6.1. LA CONSTRUCTION DU MOUVEMENT DE COMMERCE ÉQUITABLE

CIAP et ADM s'inscrivent toutes deux dans un mouvement national de CE et participent à un mouvement international commun, ce qui introduit une double dynamique pour elles : d'un côté, leur projet est transformé pour s'adapter aux évolutions du mouvement de CE mais, de l'autre, elles y promeuvent aussi leurs positions en s'alliant à divers membres puisque les éléments centraux qui définissent l'identité collective de ce mouvement ne font pas consensus. Comme tout mouvement social, sa structuration est marquée par un processus contradictoire de tension/coordination. Cet aspect se manifeste à la fois dans les contextes nationaux, mais aussi dans le mouvement international, deux échelles où les dissensions s'alimentent et se confortent. Une illustration de ce dernier élément est que la division entre filières certifiée (pilotée par FLO), et intégrée (coordonnée par l'IFAT), qui représentent les deux pôles majeurs du CE sur le plan international, se manifeste aussi dans les débats de chacun des mouvements nationaux.

6.1.1 Les mouvements nationaux de commerce équitable en France et au Pérou : différentiation et coordination entre les acteurs

Bien que les deux mouvements nationaux de CE étudiés possèdent des histoires particulières, on remarque qu'ils font face à des tensions et des volontés de coordination similaires. En effet, avec la compétition économique accrue entre les organisations nationales de CE, il existe une forte volonté de différenciation entre elles qui se manifeste, entre autres, par une filiation plus forte à un projet international de CE défini par des standards. Par contre, parallèlement à cette tendance, le mouvement national subit des pressions d'acteurs voulant

²⁰¹ Dans le cadre de la médiation collective, on doit aussi noter qu'elle est le résultat de processus organisationnels de délégation de pouvoir à des individus ou groupes et qu'il faut donc la concevoir comme étant en lien avec les dynamiques décrites dans le chapitre 5.

s'y intégrer, ce qui favorise une coordination nationale plus forte qui permettrait de réguler ses barrières à l'entrée, c'est-à-dire contrôler les organisations aptes à y participer (et à en bénéficier). Ce sont les tensions entre ces deux dynamiques qui participent à la construction du mouvement, un processus que nous approcherons d'abord du point de vue de chacune des deux organisations étudiées.

CIAP et ADM ont développé leur projet particulier et elles l'inscrivent à leur façon dans un mouvement national de CE respectif. Ces derniers furent fondés à des moments différents et elles l'ont intégré à des époques et pour des raisons diverses. De plus, puisque ce mouvement est en construction permanente, chacune doit aussi constamment renouveler son lien d'appartenance, c'est-à-dire la manière de faire l'adéquation entre sa pratique et le mouvement, qui évoluent tous deux sans cesse. Alors que l'organisation de coordination nationale ne fut créée que récemment au Pérou (2004), son histoire est un peu plus longue en France (depuis 1997), mais la multiplication des acteurs du CE est un phénomène récent pour chacun. En fait, le point commun entre ces deux organisations est qu'elles font face à une scène nationale actuellement en pleine ébullition où la pratique se bonifie de nouvelles composantes et de nouveaux acteurs, ce qui la complexifie et crée de nouvelles tensions entre les membres.

En ce qui concerne le cas du Pérou, rappelons-nous que CIAP (avec AIP) avait élaboré son projet dans le cadre bien particulier de la guerre civile et de la reconstruction sociale et politique dans un contexte où les artisans, principalement issus des communautés quechua ou aymara, font face à une marginalisation économique et culturelle²⁰². Comme le souligne Oxfam Belgique (2006) : « Au Pérou, on dit que « l'artisan est un agriculteur pauvre²⁰³ ». On estime qu'un artisan péruvien gagne à peu près 0,08 USD par heure de travail alors qu'il devrait gagner 2,50 USD par heure pour faire vivre sa famille décemment ». Relativement à la présence du CE sur la scène péruvienne, on notait peu de concurrents sur ce marché jusque dans les années 1990, la pratique étant très peu connue des organisations artisanales, des

²⁰² Au Pérou, 50% de la population vit dans la pauvreté, une situation qui touche 80% des autochtones qui forment 45% de la population totale. Voir :

Droits & Démocratie (2006).

²⁰³ L'exportation de l'artisanat est une pratique commerciale à la baisse, de 1.43% en 1999 des exportations à 0.88% en 2001 (Aduanas-gerencia de estadística, 2001). D'ailleurs, les régions les plus pauvres du Pérou coïncident exactement avec les zones artisanales soit l'altiplano, les quartiers pauvres de la capitale et le centre (autour de Huamanga, Huancayo et de Huancavelica principalement).

gouvernements et du public. Toutefois, ce contexte a changé au cours des dernières années avec la multiplication des organisations désirant intégrer ce mouvement un peu mieux connu, ce qui a amené CIAP à se repositionner et à redéfinir sa pratique en l'inscrivant notamment dans des perspectives plus larges telle que l'économie solidaire. Cette multiplication des acteurs a aussi récemment mené à la création d'une organisation nationale de coordination du CE, la *Red nacional de comercio justo y consumo ético*.

L'initiative fut introduite en octobre 2004, alors que cinq organisations²⁰⁴ ont convoqué le premier forum de commerce équitable et de consommation éthique qui a réuni plus de 200 personnes de divers réseaux, dont des participants venus d'autres pays latino-américains ainsi que de la FLO et de l'IFAT (CIAP, 2004 :1). Cette rencontre a donné lieu à la création de la *Mesa de Coordinación Latinoamericana de Comercio Justo* (MCLACJ), une : « instance de coordination et de formulation de propositions collectives orientées vers le développement du commerce équitable Sud/Sud et local » (Cotera, 2005). Cet événement se situe en continuité avec deux rencontres latino-américaines préalables tenues à Lima : la Rencontre latino-américaine de commerce équitable et de consommation éthique, organisée par le GRESP en 2001, et la Rencontre des petits producteurs latino-américains, organisée par la Junta Nacional del Café en 2002. La particularité du mouvement péruvien est l'introduction de la problématique de la commercialisation locale Sud/Sud²⁰⁵, qui avait été abordée lors des deux événements précédents, tout en maintenant un appui et une participation à la filière Sud/Nord. On énonçait les objectifs derrière la création de cette organisation de coordination ainsi : « 1. Reffermir la coopération Nord/Sud du mouvement de commerce équitable international. 2. Établir des réseaux de commercialisation Sud/Sud qui permettent un processus d'intégration des expériences de commerce équitable » [TL] (Collectif, 2004). Contrairement au mouvement français, on observe dans ce mouvement la présence explicite du mouvement d'économie solidaire par les groupes locaux du GRESP (les GIES) qui travaillent à la commercialisation locale de produits, ainsi qu'une volonté claire et explicite de bonifier la définition du CE pour y inclure les circuits de commercialisation Sud/Sud. Suite à la première réunion tenue en octobre 2004, un groupe de pilotage du réseau, encore informel à ce

²⁰⁴ Le GRESP, CIAP, la Junta Nacional del Café, la Comisión Episcopal de Acción Social et Consumidores por el Desarrollo.

²⁰⁵ Le CE Sud/Sud réfère à la création d'un marché régional entre pays latino-américains alors que le CE local porte sur le marché interne d'un pays (boutiques). Il a aussi été mis de l'avant un objectif de création d'une certification nationale des produits tel qu'on le voit avec *Comercio justo México* (Declaración del primer foro nacional de comercio justo y consumo ético, 2004)

moment, a été formé avec un mandat d'organiser en mai 2005 la première assemblée de ce qui s'appellera alors la *Red nacional de comercio justo del Perú*. Lors de cette assemblée tenue en avril 2005 et à laquelle nous avons assisté, on discuta le type de structure (formelle ou non)²⁰⁶ à privilégier pour le réseau ainsi des thèmes à prioriser, dont la question du CE local et les liens avec les pratiques de l'économie solidaire. Le mandat général que s'est donné ce réseau est d'être ouvert à toute organisation impliquée dans le CE (qu'elle soit ou non membre de l'IFAT et de la FLO) afin de coordonner des actions de plaidoyer et de développer des stratégies communes de développement. Au même moment, le groupe cherchait aussi à définir le concept de CE pour faire face à une multitude d'autres organisations qui se revendiquent de la pratique sans toujours en respecter les principes.

L'organisation principale de coordination du mouvement péruvien de CE regroupe un certain nombre d'acteurs, mais son problème principal est qu'alors qu'elle travaille à créer une table de concertation latino-américaine grâce à l'établissement de liens avec d'autres réseaux nationaux (*Mesa latinoamericana de comercio justo y consumo ético*), plusieurs organisations péruviennes importantes ont refusé d'y participer, dont les autres membres de l'IFAT. D'ailleurs, cette initiative et le réseau latino-américain qu'on a créés en marge du forum latino-américain de l'IFAT à Quito en 2005 ont fait face à des critiques ouvertes d'organisations les accusant de dédoubler le travail en cours et les réseaux déjà établis²⁰⁷. Pour synthétiser le contexte dans lequel s'inscrit le mouvement péruvien de CE, il semble qu'il ait regroupé une famille d'organisations sur la base de valeurs partagées et travaillant principalement sur le CE local, alors que les autres organisations n'y participant pas (elles avaient été invitées) se tournent surtout vers l'IFAT et tentent de consolider leur marché externe.

Les tensions et les dynamiques de différenciation entre les organisations péruviennes de producteurs sont surtout explicables par la compétition commerciale, les divergences de

²⁰⁶ On a finalement décidé de conserver un groupe de pilotage et de créer des groupes de travail thématiques.

²⁰⁷ Cette question de la création d'un autre réseau latino-américain, en marge du forum régional de l'IFAT, est particulièrement sensible. En effet, plusieurs organisations péruviennes (et d'autres pays latino-américains) critiquent la mise sur pied de ce réseau en affirmant que ça divise les efforts, que ça double le travail et que ça démultiplie les réunions. D'ailleurs, lors de la deuxième réunion de ce nouveau réseau tenue à Cochabamba en Bolivie (septembre 2005), le RELACC et l'IFAT Amérique latine avaient envoyé des lettres dans lesquelles elles affirmaient refuser de participer pour les raisons mentionnées auparavant. Les porteurs du projet de ce nouveau réseau (dont CIAP et le GRESP au Pérou) affirmaient quant à eux qu'on devait créer un forum qui regroupe membres et non-membres de l'IFAT en plus d'offrir un lieu de discussion pour des thèmes plus vastes tel le CE Sud/Sud ou local et l'économie solidaire.

valeurs n'étant pas accessoires, mais satellitaires ou conséquentes à cette question. Plus précisément, dans le domaine particulier de l'artisanat au Pérou, il y a trois types d'organisations présentes : les ONG qui font des projets d'appuis aux artisans (Minka, Cosart, et Cenca), les entreprises artisanales qui ont un statut à but lucratif et ont des contrats avec certains artisans (Allpa, Delta exportation²⁰⁸, Manos Amigas) et les associations d'artisans qui insèrent les artisans dans la gestion interne de l'organisation à l'aide d'un membership établi (CIAP) (GRESF, 2002). Leur cohabitation est marquée par des relations tendues, puisqu'elles sont en compétition pour l'accès et la conservation des marchés équitables. Cela les amène à vouloir se différencier les unes des autres pour conserver ou gagner ces opportunités de commercialisation qui offrent de meilleures conditions que celles du marché national ou l'exportation conventionnelle. Par contre, parallèlement, le CE se positionne comme un mouvement social, ce qui implique une coordination des membres pour assurer une diffusion du concept et une représentation commune devant les instances publiques et les organisations internationales. En effet, ces organisations ont un mandat de promotion qui passe inévitablement par une coordination minimale entre elles, ce qui se manifeste, entre autres, par la participation au réseau national et aux activités de l'IFAT. Le problème actuel pour la scène péruvienne du CE est la division qui existe entre les organisations principales qui participent rarement conjointement à des activités au Pérou.

Pour illustrer ces tensions, prenons le cas de l'appartenance à l'IFAT. Actuellement, cinq organisations artisanales en sont membres : CIAP, Delta exportation sac, CENCA²⁰⁹ Minka, et Manos artesanias), mais plusieurs autres veulent aussi y adhérer (Allpa et COSART, par exemple). Il faut noter qu'un indicateur de leurs relations difficiles est que seule CIAP a participé à la création du forum national de CE. Les relations tendues se manifestent aussi entre les membres de l'IFAT. En effet, le contexte d'un marché d'exportation équitable restreint et la possibilité limitée d'une participation à l'IFAT les amènent à vouloir se distinguer en mettant de l'avant certains traits particuliers de leur projet comme élément de promotion. En effet, pour s'intégrer à l'IFAT, elles doivent respecter les standards et montrer qu'elles en promeuvent les principes. Cela les conduit à faire la promotion du modèle qu'elles

²⁰⁸ Cette organisation est membre de l'IFAT et forme une entreprise d'exportation de produits artisanaux de type décoratif dans certains marchés ciblés (États-Unis, Pays-Bas, etc.). Par contre, elle est complètement absente des débats sur le CE au Pérou. Voir : Delta Arts, *Site de Delta Arts*, [En ligne]. www.deltarts.com (Page consultée en juillet 2006).

²⁰⁹ CENCA n'a intégré l'IFAT que tout récemment. Lors de notre passage en 2005, elle attendait l'évaluation de ses pairs (dont celle de CIAP à laquelle nous avons assisté) afin d'être intégrée.

ont développé comme étant « plus équitable » que celui des autres. Par exemple, CIAP affirme qu'elle est l'unique fédération associative où les artisans peuvent réellement participer à la gestion, tandis que Minka souligne qu'elle est seule à travailler avec des communautés paysannes plutôt qu'avec des associations qui encouragent, selon elle, le maintien des inégalités locales au sein des communautés.

Ce phénomène de différenciation prend toute son ampleur lorsque de nouveaux acteurs veulent intégrer l'IFAT, puisqu'ils ont besoin pour ce faire des recommandations de deux organisations nationales déjà membres. Un exemple a été très illustratif lors de notre passage, c'est celui de l'organisation *Allpa*²¹⁰ qui désirait s'y intégrer et ce, depuis plusieurs années. Alors qu'elle soulignait avoir développé les produits et designs les plus originaux dans la catégorie des vêtements d'alpaca, les autres membres de l'IFAT allaient tous dans le même sens en condamnant ses pratiques. On lui reprochait, entre autres, son statut d'entreprise à but lucratif lui permettant d'assurer une production de qualité, mais au détriment d'une collaboration continue et d'un appui aux artisans. En fait, nous avons remarqué que les arguments évoqués pour contrer son adhésion à l'IFAT portent essentiellement sur ce statut juridique malgré qu'il y ait d'autres entreprises à but lucratif qui sont membres de l'IFAT (Manos Amigas et Delta). Alors que CIAP insistait sur son statut associatif et que Minka relevait son rôle d'ONG appuyant des communautés pour se justifier, les deux organisations condamnaient *Allpa*, entre autres, sur les bases de son statut d'entreprise à but lucratif à laquelle on accole une idée de profits monopolisés par un groupe de dirigeants et l'absence d'une gestion collective des projets²¹¹. Bref, les statuts que prennent les organisations artisanales sont des éléments fortement débattus quant aux possibilités d'appartenance au mouvement de CE et de son représentant international principal, l'IFAT. Ce bref exemple suffit pour illustrer le fait que l'appartenance à l'IFAT, ou le désir d'y participer, est aussi un élément central des débats entre les organisations artisanales péruviennes. Ce contexte amène certaines à se positionner de façon plus intransigente. Par exemple, CIAP exprime publiquement ses positions en mettant de l'avant les aspects originaux de son projet, dont sa forme organisationnelle, et elle se différencie explicitement des « autres », une pratique qui

²¹⁰ Nous avons décidé de nommer explicitement l'organisation, car déjà cette question est bien connue des organisations et nous nous limitons aux aspects de la dissension qui sont discutés ouvertement.

²¹¹ L'élément étonnant dans cette dissension au Pérou est qu'alors qu'*Allpa* est quasiment unanimement condamnée par ses pairs, elle demeure l'une des favorites des OCE européennes qui encensent la qualité de ses produits et l'originalité de ses designs tel que nous l'avons remarqué lors de notre présence à la réunion de l'IFAT.

amène fréquemment au questionnement quant au caractère équitable des autres acteurs, tel que l'illustrent les propos de ce dirigeant :

Plusieurs organisations qui sont du commerce équitable ne le sont pas vraiment en fait, c'est bien clair. Leur intérêt est seulement de commercialiser. Par exemple, (X) ne parle pas de plaider, qu'ils ne veulent pas faire d'ailleurs. Leur absence à la marche pour faire connaître le commerce équitable²¹² le démontre. [TL] [Entrevue, dirigeant 1, CIAP, 2005].

Ce que le dirigeant de CIAP exprime ici, au-delà des récriminations, révèle un élément important des dynamiques au sein des mouvements nationaux, et même international, de CE. En effet, devant la multiplication des acteurs et des façons de concevoir la pratique, la définition de celle-ci devient de plus en plus difficile. Le cas du Pérou nous a montré ce qui survient lorsque le mouvement national est peu structuré (ou en structuration) : les acteurs entrent généralement dans une dynamique de différenciation forte qui peut parfois générer des conflits. Alors que d'un côté, CIAP participe au réseau péruvien de CE qui se rapproche des pratiques de l'économie solidaire en mettant l'accent sur les circuits locaux et les formes organisationnelles associatives, les autres organisations artisanales tentent plutôt de se lier à l'IFAT en insistant principalement sur la qualité de leurs produits et leur contribution à la lutte à la pauvreté. La fracture entre ces deux sous-groupes se manifeste lors de la majorité des événements organisés par le mouvement de CE comme l'illustre l'absence de certains acteurs majeurs lors de la mise sur pied de l'organisme de coordination en 2004.

Contrairement au Pérou, où le mouvement en est à ses premiers balbutiements de coordination, les OCE de France se sont organisées dès 1997 au sein de la *Plate-forme pour le commerce équitable* (PFCE) qui se décrit ainsi²¹³ :

Créée en 1997, la Plate-forme pour le Commerce Équitable (PFCE) est un collectif national de concertation et de représentation d'acteurs de commerce équitable français. Forte de 33 institutions, la PFCE réunit des organisations nationales de commerce équitable auxquelles s'associent des structures qui appuient cette démarche. Depuis 2002, des associations de tourisme équitable en sont aussi membres.

²¹² La marche de l'IFAT intitulé la *global journey* a été lancée pour faire la promotion de la nouvelle marque de l'IFAT. Le principe est de faire circuler une bannière dans tous les pays où les groupes de CE organisent une marche. Au Pérou, cette marche a eu lieu à Lima et Puno au mois de mai 2005 et fut organisée principalement par CIAP.

(voir : CIAP, *Marcha Global por el Comercio Justo en el Perú*, [En ligne]. http://asociacion.ciap.org/articulo.php?lang=es&id_rubrique=18&id_article=36 (Page consultée en novembre 2006)

²¹³ Tiré de : Plate-forme pour le commerce équitable, *Site de la PFCE*, [en ligne]. www.commerceequitable.org (Page consultée en juillet 2006).

Son objectif double est de se donner une légitimité face aux pouvoirs publics et encadrer la pratique par une définition commune du CE qu'elle énonce en termes de systèmes de garantie balisés par des critères (absolus et de progrès) inscrits dans une charte²¹⁴. La création de cette plate-forme avait pour but de coordonner les efforts, mais aussi de baliser la pratique afin d'éviter que n'importe qui puisse se revendiquer du CE pour vendre des produits. Elle a aussi fait référence à la définition de FINE depuis sa création en 2001, s'inscrivant ainsi directement en filiation avec le mouvement international de CE.

La création de la PFCE et son fonctionnement actuel sont marqués par certains désaccords entre les membres, puisqu'il faut compter sur diverses catégories d'acteurs qui proposent des modalités et parfois des finalités différentes pour le CE. Par exemple, les débuts de la PFCE ont été caractérisés par des dissensions quant à la définition du CE, ce qui a mené à la démission de certaines organisations qui ont créé un réseau parallèle appelé Minga²¹⁵ :

Un peu avant l'an 2000, opposées à la distribution des produits en grandes surfaces et opposées à la restriction du concept de commerce équitable au rapport nord/sud, plusieurs entreprises quittent la PFCE. Ils créent le réseau Minga, rédigent une charte et expérimentent un système original d'autoévaluation mutuelle. C'est aussi à cette époque que différents géants de l'agroalimentaire – tel le groupe Cémoi et sa marque bioéquitable – créent des « labels maison » et concurrencent Max Havelaar dans la grande distribution. (Equisol38, 2006)

Pour synthétiser les débats du mouvement français de CE, on pourrait dire que trois lignes de fractures principales le divisent : la vente en grande distribution de produits certifiés, le statut juridique des organisations et l'utilisation du bénévolat en boutique puis, finalement, la composante Nord/Sud du CE face à une volonté de créer des réseaux Nord/Nord. Concernant la vente en grande distribution, le débat oppose principalement le réseau Minga et les réseaux associatifs de distribution comme ADM au certificateur Max Havelaar ainsi que d'autres organisations dédiées à la vente en grande distribution comme AlterEco. De façon plus générale, on pourrait dire qu'il oppose la filière certifiée à la filière intégrée et c'est d'ailleurs un thème qui dépasse le seul espace français pour être débattu internationalement. Quant aux statuts juridiques des organisations²¹⁶, Minga, un réseau d'entreprises et de coopératives, est

²¹⁴ Cette charte s'applique lorsqu'une organisation désire devenir membre. Elle doit alors remplir un cahier de candidature qui sert d'évaluation à sa pratique en conformité avec les critères établis. Les membres actifs ont ensuite la responsabilité de participer aux activités de la plate-forme. Voir : PFCE, *Charte*, [En ligne]. www.commerceequitable.org/charte/ (Page consultée en juillet 2006).

²¹⁵ Voir : Minga, *Site de Minga*, [En ligne]. www.minga.net (Page consultée en juillet 2006).

²¹⁶ Il existe en France plusieurs types d'organisations qui composent ces réseaux : les centrales d'achat, les certificateurs, les réseaux de distribution, les boutiques privées, le vendeur de produits sur internet et les groupes

le principal protagoniste d'une vision du CE comme activité économique collective ne devant pas recourir au statut associatif et au bénévolat pour des raisons de concurrence déloyale, de dépendance envers l'État et de cohérence (on dit se mettre sur un même pied que les organisations de producteurs). En cela, elle s'oppose au reste du mouvement dont ADM qui s'appuie principalement sur un statut associatif. Finalement, quant à la question des circuits à privilégier, il oppose globalement la PFCE, qui regroupe la majorité des acteurs (80% des ventes) et qui, malgré certaines dissensions entre ses membres, prône un CE principalement Nord/Sud lié au mouvement international (FINE), face à Minga qui veut élargir la pratique à sa dimension Nord/Nord même si cette volonté peut apparaître dans certaines organisations telles ADM. Finalement, il y a le réseau du certificateur Max Havelaar (composé d'associations locales d'appui) qui s'inscrit dans la filière certifiée et développe uniquement la certification pour la vente de produits en grande distribution. Artisans du Monde a dressé un portrait des acteurs français du CE qui nous aide à mieux comprendre le mouvement et nous le reproduisons ici.

Tableau 6.1 : Les orientations du commerce équitable sur la scène française selon Artisans du Monde

Nom de la perspective	Organisations	Objectifs
Solidaire et alternative	Artisans du Monde, ASPAL, Andines, Yamana, commerce-solidaire.com, Solidar'Monde, Biocoop, Artisans du Soleil	Ils proposent une alternative en profondeur du commerce international actuel et cherchent à construire une autre voie crédible.
Réformiste et transformatrice	Max Havelaar Artisanat SEL	Ils s'accommodent du commerce dans sa globalité, ils développent leurs créneaux, en espérant qu'ils s'étendront peu à peu au reste.
Marketing	AlterEco, Human Inside, Ethnik.org, Body Shop	Le CE est un argument de communication pour le développement de l'entreprise.
Caritative	Handicap International	Ils font des bénéfices en vendant des produits venant des pays du Sud ce qui sert à financer des projets de développement.
Pragmatique	Boutik Etik, Azimuts, Tier ar Bed	Ils veulent vivre sans ambitions particulières si ce n'est celle de ne pas le faire sur le dos des autres.

Source : ASPAL et ADM, 2003 : 19

d'appui et de promotion. Elles ont des statuts juridiques variés incluant les associations, les sociétés anonymes, les SARL et les coopératives.

Au-delà de certains débats ponctuels, on pourrait diviser la scène du CE en deux visions générales :

[Pour] Michel Besson, l'un des membres de Minga [...] deux visions du commerce équitable dominant en France : « Une vision Nord-Sud, qui a tendance à réduire le commerce équitable à une nouvelle forme d'aide au tiers monde et aux producteurs. Et une autre, beaucoup plus globale, qui affirme son équité tout au long de la filière, pour tous les acteurs économiques au Nord comme au Sud, sans trahir le critère qui consiste à donner la priorité aux producteurs en situation de précarité » (Brun, 2003).

De façon générale, il existe un certain malaise dans le mouvement qui a trait à la question de la croissance rapide et la place prépondérante qu'a prise Max Havelaar²¹⁷ et la vente en grande distribution de produits alimentaires certifiés, laquelle a atteint 55% en 2004 selon Palmas Torres et De Sousa Santos (2006 : 10). En effet, plusieurs organisations, face à une part de marché souvent en déclin, critiquent la stratégie marketing de cette organisation et, plus précisément, le type de CE qu'elle promet :

Qu'ils [les certificateurs] focalisent leurs arguments sur les stéréotypes de « petits producteurs défavorisés du Sud » au mépris de la qualité de leurs produits, de leur travail et de leurs luttes, d'un côté, et de « consommateurs du Nord », de l'autre, qu'ils réduisent ainsi la question de l'équité dans les échanges économiques à une problématique de « marketing éthique », c'est très dommageable. Mais qu'ils prétendent être les seuls acteurs légitimes pour définir et normaliser le commerce équitable, c'est nier les autres pratiques et refuser le débat avec tous les acteurs de la société civile, ce qui est inadmissible. (Brun, 2003)

Ainsi, le mouvement français de CE est traversé par plusieurs débats dont les principaux sont ceux portant sur la légitimité de la vente de produits équitables en grande distribution, le recours au bénévolat et le CE local. De plus, la multiplication d'acteurs se réclamant du CE a accentué la compétition commerciale qui est au cœur des divisions, comme au Pérou, bien que les acteurs le reconnaissent rarement. Par exemple, cela a poussé ADM à se repositionner et à redéfinir sa pratique de façon plus claire et souvent en opposition plus directe à celle des autres. De manière générale, avec la réussite commerciale des produits certifiés par Max Havelaar France depuis la fin des années 1990, on observe une marginalisation graduelle de la perspective de réseau de distribution alternatif développé par ADM et de la filière artisanale plus globalement (en termes relatifs à l'alimentaire, du moins). Dans ce contexte, ADM a alors donné une importance plus forte à l'intégralité de ses trois axes d'action (éducation,

²¹⁷ On a en effet vu le nombre de concessionnaires du label être multiplié par sept entre 2000-2005, le nombre de ventes des produits augmenté de presque 50% en moyenne en 5 ans. Tiré de : Max Havelaar, *En chiffres*, [En ligne]. www.maxhavelaarfrance.org/label/enchiffres.htm (Page consultée en juillet 2006).

vente et sensibilisation) et à l'argument de pratique plus cohérente que celle de la filière certifiée qui est équitable au Sud, mais inéquitable au Nord²¹⁸.

Ce besoin de distinction, généralisé dans le mouvement, est aussi renforcé par un contexte de réappropriation de la pratique par les acteurs de la grande distribution qui obtiennent de plus en plus de parts de marché. Au-delà de la création de la PFCE et de la mise sur pied du réseau Minga, un autre processus important a eu lieu en France pour définir la pratique et la réguler; cette fois, il implique l'État français. En effet, dès 2002, le gouvernement a demandé la création d'une norme à l'Association Française de Normalisation²¹⁹ (AFNOR) pour définir le CE. Cette dernière a alors entamé un processus de consultation des acteurs du CE, mais aussi de consommateurs, d'administrateurs publics et de grands distributeurs. Par contre, après trois ans, les divergences de positions étaient si importantes qu'on n'est parvenu à aucun accord. En 2005 cependant, le député Herth (2005) déposa un rapport où il suggère de définir le CE en faisant référence au mouvement international et à la définition de FINE. Par la suite, le gouvernement français promulgua une loi sur les PME²²⁰ qui introduisit des éléments de définition du CE. Finalement, l'AFNOR en arriva à la publication d'un accord en mai 2006 (Équisol38, 2006), la forme la moins liante de ses documents, qui avançait trois principes :

1-Équilibre de la relation commerciale : prix minimum équitable pour le producteur, respect des droits sociaux et environnementaux, pérennisation de la relation commerciale, etc.; 2- accompagnement des organisations de producteurs et de travailleurs : l'accord précise que "*le commerce équitable agit au bénéfice des producteurs désavantagés et des travailleurs ainsi que de leur famille, dans les pays en développement* ; 3- information et sensibilisation du consommateur, du client et plus globalement du public, au commerce équitable. (Touboul, 2006)

²¹⁸ En effet, l'argument avance que la filière certifiée vérifie le processus de production au Sud et les transformateurs aux Nord, mais est silencieuse sur les réseaux de vente, entre autres. Par exemple, ADM dénonce le fait que Carrefour ou Leclerc, deux chaînes de supermarchés, vendent des produits équitables et se considèrent souvent eux-mêmes comme acteur de la filière ce qui leur octroie l'épithète d'équitable malgré qu'ils ne vendent qu'une portion insignifiante de produits équitables (sur le total de leurs ventes) et qu'ils soient accusés de pratiques néfastes pour leurs employés et les producteurs locaux qui subissent des pressions à la baisse pour le prix de vente de leur production (voir : Jacquot, 2000). Par exemple, voir : E-Leclerc, *Le commerce équitable*, [En ligne].

http://www.e-leclerc.com/c2k/portail/decouvrir/commerce_equitable.asp (Page consultée en juillet 2006).

²¹⁹ C'est une organisation qui a comme rôle de normaliser les pratiques commerciales des entreprises. La normalisation est définie comme suit sur le site de l'association : « La normalisation a pour objet de fournir des documents de référence comportant des solutions à des problèmes techniques et commerciaux concernant les produits, biens et services qui se posent de façon répétée dans des relations entre partenaires économiques, scientifiques, techniques et sociaux » (extrait du Décret n°84-74 du 26 janvier 1984). Voir : AFNOR, *Site de l'AFNOR*, [En ligne]. www.afnor.org (Page consultée en mars 2007)

²²⁰ Ensuite, c'est : « Le 4 mai 2006, le gouvernement rend publics les projets de décret et de circulaire d'application de la loi d'août 2005, projets aujourd'hui ni signés ni entrés en vigueur. Ils prévoient la création d'une Commission Nationale du Commerce équitable (CNCE), « chargée de reconnaître les personnes physiques ou morales qui veillent au respect des conditions du commerce équitable » (Equisol38, 2006).

Le document publié (AFNOR, 2006) n'a cependant pas fait l'unanimité : certains lui reprochent d'avoir limité le CE à une vision Sud/Nord alors que les pratiques de commercialisation locales sont de plus en plus discutées dans le mouvement (Brun, 2004). Chez ADM, on s'était beaucoup inquiété du processus, surtout de la place que la grande distribution y occuperait. Par contre, la réaction au document final a été positive :

La fédération Artisans du Monde se félicite de la publication de l'accord AFNOR AC X50 - 340 relatif au commerce équitable, lequel doit cependant encore donner lieu à un avis du Conseil de la Concurrence. Pour la première fois, les pouvoirs publics ont pris l'initiative d'élaborer un document définissant les principes et critères du commerce équitable et l'ont signé en accord avec les principales organisations du commerce équitable et d'autres acteurs, parmi lesquels les associations de consommateurs. La fédération Artisans du Monde a participé à sa préparation en étroite collaboration avec la Plate-Forme pour le Commerce Équitable (PFCE) et ses autres membres. Elle est signataire de l'accord, celui-ci répondant aux exigences et principes fondamentaux que nous défendons. (Communiqué de presse, 6 mars 2006).

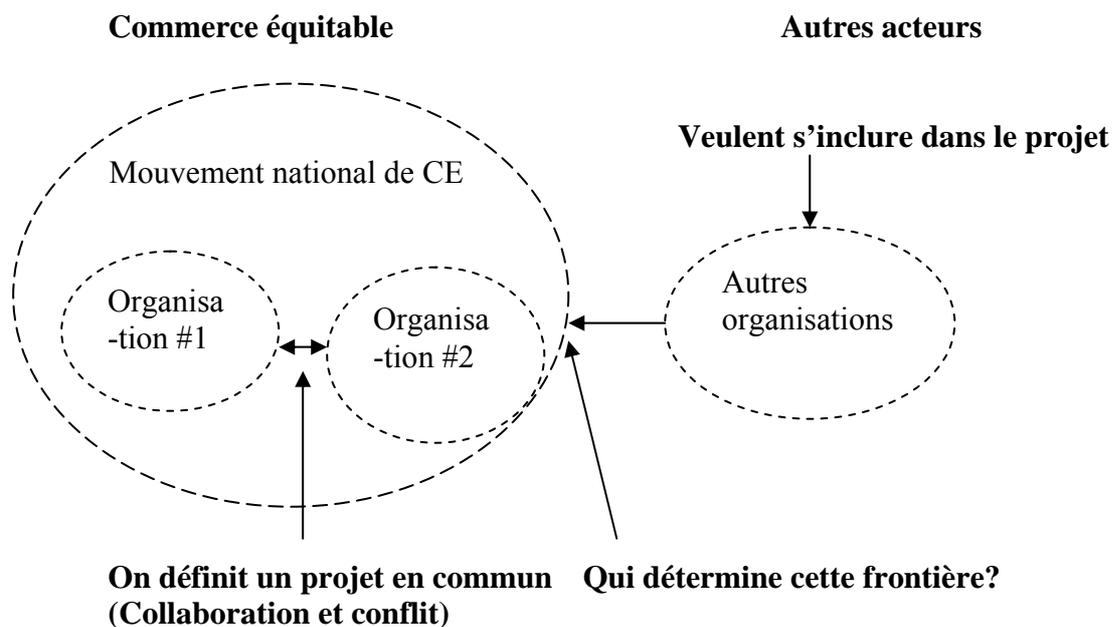
Le processus à l'AFNOR est en quelque sorte venu tempérer les divisions du mouvement français, quoique seulement partiellement, puisque les tensions demeurent entre les filières certifiée et intégrée ainsi qu'avec Minga. L'élément important qu'illustre cette saga de l'AFNOR est que, lorsqu'un mouvement est divisé comme l'était celui du CE au début des années 2000, l'État peut occuper l'espace vide et définir la pratique pour lui. Ce phénomène faisait d'ailleurs partie des inquiétudes des organisations lors de la réunion de l'IFAT à Quito en 2005 où l'on affirmait qu'il y avait une possibilité que l'État vienne couper le lien entre le mouvement national et le mouvement international de CE (ce qui ne s'est finalement pas produit). On s'inquiétait du fait que cela pourrait diminuer l'influence du mouvement français, qui serait « enclavé » dans son espace national, et du mouvement international, auquel la première définition étatique de la pratique ne ferait pas référence. Cet exemple montre que malgré les discours sur les initiatives citoyennes qui laissent souvent l'État dans l'ombre, ce dernier peut devenir un acteur central, entre autres, en cas de divisions trop fortes d'un mouvement.

Bref, pour résumer au sujet de la construction des mouvements nationaux en France et au Pérou, nous avons vu que chacune des organisations s'inscrit dans le mouvement à partir de son propre projet, un processus qui ne se fait pas sans heurts. En fait, cette constitution du mouvement national est marquée par des dynamiques de différenciation où les acteurs tentent de définir le CE à partir de leur pratique, et des dynamiques de coopération, un aspect

nécessaire pour regrouper les initiatives et donner un poids à cette pratique sur la scène économique et politique nationale. Cette dynamique porte essentiellement sur la création de frontières qui définissent la pratique et les acteurs y prenant part. Un des problèmes que connaît le CE, et qui est lié à son aspect commercial, est que plusieurs acteurs désirent s'y inclure dans un contexte où le marché des produits à caractère éthique est en croissance. Si pour tous les mouvements sociaux, cette création de frontière est un exercice difficile, l'implication des acteurs externes tels la grande distribution, l'État ou d'autres entreprises artisanales, rend le travail passablement plus complexe. Par exemple, si le mouvement peut se permettre d'exclure la grande distribution en France sur la base d'arguments liés à des valeurs ou à la cohérence de la pratique, cette question est beaucoup plus sensible pour le cas péruvien lorsque d'autres organisations artisanales désirent s'y intégrer. En effet, ce ne sont pas toutes les organisations qui ont les réseaux d'appui ou de connaissance ou les moyens de respecter les critères du CE; leur exclusion risque alors de renforcer la position des organisations y ayant accès, un processus pouvant affecter les plus marginalisés.

Pour les deux cas étudiés, les organisations tentaient de définir leur pratique en mettant de l'avant certaines particularités pour s'inscrire incontestablement comme membre du mouvement de CE. Pour CIAP, l'argument central portait sur son statut associatif, qui assurerait la participation des artisans dans la gestion de l'organisation ainsi que sur ses actions de plaidoyer, alors que pour ADM, c'était plutôt l'équité tout au long de la filière, une pratique équitable dite cohérente, qui était promue. Par contre, cette dynamique de différenciation entre acteurs singuliers doit aussi s'inscrire dans une coordination créatrice des frontières du mouvement qui établit quels sont les critères de la pratique et les organisations habilitées y participer. La dynamique de création du mouvement national peut être synthétisée par le schéma suivant :

Schéma 6.1 : Construction du mouvement national de commerce équitable²²¹



L'élément intéressant de cette dynamique de construction du mouvement national est qu'avec des frontières poreuses et changeantes, les juges qui les déterminent ont souvent un statut flou. Par exemple, pour l'artisanat du Pérou, c'était surtout l'appartenance à l'IFAT et les définitions données par celle-ci qui servaient à déterminer l'inclusion, mais on s'est aperçu qu'il y avait des organisations artisanales qui respectaient les critères sans avoir pu intégrer l'IFAT. C'est d'ailleurs une justification à la mise sur pied du *Foro nacional de comercio justo y de consumo ético* pour se donner une organisation représentant le mouvement national sans avoir toujours à faire référence à l'IFAT. Cependant, quelle est la légitimité de cette organisation? Quel est son pouvoir dans un contexte où l'État est généralement absent des négociations²²²?

En France, la problématique générale demeure la même, mais le contexte est différent. Les OCE ont mis sur pied la PFCE qui se voulait l'interlocutrice unique d'un gouvernement qui l'exigeait de prime abord. Aussi, la présence de l'État s'est accentuée avec les discussions à l'AFNOR et la définition de la pratique qu'elle a publiée. Par contre, malgré cette présence de l'État qui pourrait faire croire à l'existence de frontières plus établies pour réguler la pratique, on observe que plusieurs organisations en contestent la légitimité, certaines s'étant même

²²¹ Voir l'annexe 6.1 pour ce schéma appliqué au Pérou et à la France.

²²² Le rapprochement avec l'État s'est plutôt fait dans le cadre des consultations pour une loi de l'artisan. Voir : RENAPLA, *Site du RENAPLA*, [En ligne]. <http://www.proartesanoperu.org> (Page consultée en mai 2005).

regroupées dans un réseau parallèle (*Minga*), tandis que d'autres demeurent hors des réseaux. Au-delà de leurs particularités, ces deux cas nationaux nous enseignent que la construction d'un mouvement national est un processus continu, construit par les interactions entre les acteurs qui s'en revendiquent, mais aussi entre ceux-ci et d'autres situés à l'extérieur du consensus provisoire qui délimite le mouvement à un moment donné.

6.1.2. La construction du mouvement international de commerce équitable

Il existe deux dynamiques interdépendantes de construction du mouvement de CE qui ont cours aux niveaux national et international. En effet, les mouvements nationaux et les organisations de CE participent à la construction de ce mouvement mondial qui regroupe des OCE, des groupes de producteurs, mais aussi divers types d'organisations telles les ONG d'appui ou d'éducation au développement. Nous avons présenté dans le cadre contextuel, l'évolution de ce mouvement et ses différentes phases d'institutionnalisation. Nous nous pencherons maintenant sur le processus plus restreint de l'inscription des organisations étudiées en son sein et les dynamiques observées dans l'organisme qui coordonne la filière intégrée à laquelle elles participent, c'est-à-dire l'IFAT.

La place de l'IFAT pour ADM et CIAP

Le mouvement de CE a entamé sa structuration au niveau international à partir de la mise sur pied de l'IFAT en 1989 (pour la filière intégrée) à laquelle s'est ajoutée la FLO en 1997 (pour la filière certifiée) puis, finalement, la coalition FINE avec sa définition du CE en 2001 et ses actions de plaidoyer. Il y a donc cohabitation d'une définition générale de la pratique, qui est le résultat de la coordination des organisations internationales de CE, et de deux filières particulières et parfois antagoniques qui composent le mouvement. CIAP et ADM sont membres de l'IFAT et c'est à celle-ci qu'ils font référence dans l'énonciation de leur appartenance au mouvement international. L'IFAT est à la fois un référent qui officialise la participation au CE, un lieu de dialogue sur les directions à prendre et un espace de rencontre qui permet de trouver de nouvelles occasions d'affaires et de dialoguer avec des organisations qui ne font pas nécessairement partie du réseau de clients/acheteurs des organisations. Il s'agit donc d'un régulateur de la filière intégrée, puisqu'il existe une procédure de sélection des organisations désirant en devenir membre, ce qui fait en sorte qu'il devient le référent principal pour cette filière.

Lors de notre étude de terrain, nous avons noté la tendance de CIAP et d'ADM à faire référence à l'IFAT pour caractériser leur projet et pour se positionner dans les grands débats transversaux du CE (garantie, grande distribution, etc.). L'IFAT a une importance réelle pour CIAP qui essaie d'établir un lien de filiation avec l'organisation qui est considérée comme le référent dans la détermination de ce qui caractérise une organisation de CE. Un leader national commente ainsi la participation de CIAP à l'IFAT et l'importance donnée à l'aspect sociopolitique de son projet :

D'abord, nous nous sommes impliqués dans l'IFAT, mieux connue comme la meilleure organisation de commerce équitable au niveau mondial d'après les informations que nous avons reçues. (...) Nous avons vu qu'au niveau national CIAP est mieux connue non pour l'aspect commercial, mais pour le côté politique et social, parce que CIAP a mis des efforts dans le commerce équitable et les réseaux, c'est cela la différence [TL] [Entrevue salarié 2, CIAP, 2005].

Ainsi, dans le débat que nous avons présenté auparavant sur les caractéristiques qui permettent à une organisation d'artisans de se revendiquer du CE, on remarque que CIAP utilise l'IFAT comme référent à un projet plus global, ce qui inclut l'action de plaider. Cet élément s'est manifesté lors de la marche organisée pour promouvoir la marque de l'IFAT au printemps 2005 à laquelle CIAP a participé. En effet, comme le souligne cette dirigeante de Lima, cette marche mondiale organisée par l'IFAT, a permis à CIAP de tenir une activité publique nationale de promotion et de sensibilisation au CE à Lima et Puno:

C'est une partie du commerce équitable qui est développée au sein de cette organisation (l'IFAT). La marche a été organisée pour diffuser le commerce équitable, pour sensibiliser les gens de la rue pour que le prix payé pour le travail ne soit plus si bas. Avec une seule marche, il est évident que nous n'allons pas conscientiser tout le monde, mais c'est un reflet. Le commerce équitable essaie de respecter les gens et leur travail afin qu'ils se développent en tant qu'humains [TL] [Entrevue dirigeant 3, CIAP, 2005].

En France, l'IFAT sert aussi de référent d'appartenance pour ADM : elle est l'organisation qui permet de parler d'un mouvement international de CE qui dépasse le seul contexte français. Par exemple, dans le contexte des débats actuels au sein du mouvement français, on fait référence à l'IFAT et au besoin d'y inscrire son action :

Moi je voudrais une certification au niveau de l'IFAT, internationale, une certification qui soit commerce équitable dans l'idée, qui soit fait par les acteurs du commerce équitable. En même temps je ne suis pas pour la normalisation par l'AFNOR car on va forcément rentrer dans une niche comme le bio en GMS (entrevue bénévole 9, ADM, 2004).

En effet, si l'économie solidaire et la mouvance altermondialiste constituent de nouveaux référents et lieux de légitimation permettant à ADM de dépasser le cadre du mouvement français, l'IFAT est aussi un élément central de ce processus. Par exemple, sur la question de la grande distribution promue, entre autres, par Max Havelaar, les membres d'ADM qui s'y opposent utilisent fréquemment l'argument de la cohérence de la pratique qu'ils associent à l'idée de filière intégrée et, tel que le promeut l'IFAT, celui d'une pratique équitable ne se limitant pas aux produits, ce qui exclut donc le recours aux grands distributeurs. En effet, avec l'IFAT, ADM a trouvé un référent international à l'idée de pratique « cohérente ».

L'autre référence majeure à l'IFAT de la part de CIAP et d'ADM est relative au fait qu'elle constitue le seul véritable forum du mouvement international de CE regroupant à la fois des OCE et des groupes de producteurs, qui votent les résolutions en Assemblée et peuvent y soumettre des motions. De plus, cette organisation s'est récemment décentralisée pour créer des forums Amérique latine, Asie et Afrique où les groupes de producteurs peuvent discuter de thématiques les touchant particulièrement et travailler à l'élaboration de résolutions à présenter lors de l'Assemblée générale de l'organisation tous les deux ans. Comme l'affirme ce militant d'ADM, c'est un forum important de dialogue entre partenaires, un espace de négociation de la pratique et un instrument d'identification à un mouvement mondial de CE :

Des organisations comme l'IFAT, je pense que c'est indispensable. À un moment donné, il faut un lieu de dialogue qui rassemble les différents acteurs au Nord et au Sud, ça c'est obligatoire et c'est vrai que ça assoit la crédibilité de montrer que l'on est un mouvement mondial concerté et pas juste une initiative sympathique perdue dans un océan d'autres choses (Entrevue bénévole 5, ADM, 2004).

Plus important encore, l'IFAT est vu comme le lieu d'expression des groupes de producteurs dans la négociation des directions à prendre et pratiques du mouvement de CE. En effet, la majorité des discours du CE accordent une importance centrale à l'idée d'une participation conjointe à un mouvement commun, ce que représentent les rencontres annuelles de l'IFAT comme le souligne ce bénévole d'ADM : « Cette voix, elle est entendue au niveau global dans l'IFAT. Je pense que c'est ça le lieu où les producteurs et les importateurs discutent. Il n'y en a pas d'autre à ma connaissance, ou alors des choses très informelles. (Entrevue bénévole 5, ADM, 2004). Ainsi, en ce qui concerne le lien et des discussions Nord/Sud au sein du mouvement international, au-delà d'autres processus limités à la relation entre partenaires particuliers et que nous aborderons plus loin, l'IFAT est le seul forum de discussion international institutionnalisé qui permette un dialogue entre OCE et groupes de producteurs.

Il constitue également un espace de rencontre des plus importants pour les organisations nationales n'ayant pas la chance (ou la volonté) de se côtoyer dans leur pays. Cette dernière fonction, toutefois, est plutôt le résultat d'un manque de communication et de coordination des organisations nationale, comme c'est le cas au Pérou, que l'un des mandats qu'il se serait fixés :

Q : Quel type de relations CIAP entretient-elle avec les autres organisations de commerce équitable au Pérou? R : Il y a que des relations de connaissance puisqu'au final, on se rencontre à l'IFAT, en Europe ou en Amérique latine. On ne se voit pas ici. Nous nous connaissons, mais plus pour la partie commerciale, pour envoyer des commandes ensemble par exemple, rien de plus. [TL] [Entrevue dirigeant 1, CIAP, 2005].

Bref, si nous synthétisons, l'IFAT est l'organisation phare de la filière intégrée au niveau international, elle est aussi un référent et un instrument de légitimation pour les organisations membres et, finalement, elle représente un espace de dialogue, un forum qui permet aux producteurs et aux OCE de négocier le sens et les modalités du CE au-delà des limites des seuls partenariats commerciaux. Affirmer cela ne nous renseigne cependant pas sur le fonctionnement et les dynamiques qui ont cours dans un tel forum, ce sur quoi nous nous pencherons maintenant.

Les interactions entre les organisations de commerce équitable à l'IFAT

L'IFAT reste un médiateur central pour les organisations de CE au sens où c'est un lieu de création et de transformation des discours et des projets par la mise en commun et la négociation entre acteurs du Sud et du Nord. Une illustration de ce rôle se manifeste dans la mise sur pied et la transformation d'indicateurs qui découlent d'une négociation entre partenaires et une révision dans la formulation du projet éthique leur étant sous-jacent dans les standards généraux. Par exemple, on peut remarquer que l'idée de l'abolition totale du travail des enfants a évolué d'une perspective d'exclusion à une vision plus nuancée où l'on tente de le limiter et de le conjuguer aux autres activités des enfants et de la famille. Cette perspective est d'ailleurs liée aux évolutions de la scène internationale et aux débats plus globaux sur la question où il fut nécessaire de reconnaître que l'interdiction absolue de ce travail n'avait pas de sens dans certains contextes. En fait, aujourd'hui, on lie fortement ces critères aux chartes de l'OIT qui permettent un tel travail, mais sous certaines conditions :

Working conditions: Fair Trade means a safe and healthy working environment for producers. The participation of children (if any) does not adversely affect their well-being, security, educational requirements and need for play and conforms to the UN Convention on the Rights of the Child as well as the law and norms in the local context. (IFAT, 2006)

Cet exemple nous montre que les critères du CE ne constituent pas qu'une simple imposition de critères par les acteurs du Nord qui serait ensuite appliqués par les producteurs. On note plutôt, malgré des asymétries réelles, un processus plus complexe, à la fois d'imposition et de négociation du projet, qui se manifeste, entre autres, dans les forums de l'IFAT, l'un des lieux les plus importants de cette négociation.

La reconnaissance d'une pluralité au sein de l'organisation (et de l'exclusion de certaines organisations de producteurs), a d'ailleurs amené l'IFAT vers un processus de décentralisation, lequel est énoncé dans son plan stratégique 2003-2006 et s'est concrétisé à la réunion de Bangkok en 2003, au moment où furent créés les forums latino-américain, africain et asiatique :

IFAT will reflect in its structure the networked nature of the fair trade movement with a small international Secretariat based in the strategically best location and a number of Subcommittees and International Working Groups. Also, IFAT will support its members to create regional forums in order to boost co-operation and collaboration in each region (IFAT, 2006)

Par le biais de cette décentralisation, l'IFAT a reconnu que les organisations de producteurs avaient besoin, d'une part, de relai, pour débattre de questions n'étant pas abordées autrement lors des réunions internationales et, d'autre part, d'un instrument de coordination à des niveaux régionaux. Cette initiative se manifesta d'ailleurs au même moment où l'idée de développer un CE Sud/Sud entre les pays d'une même région était de plus en plus discutée. Lors de la réunion tenue à Quito en mai 2005, nous avons assisté aux réunions du forum latino-américain au cours desquelles étaient discutées les perspectives propres à cette région, lesquelles devaient ensuite être proposées en plénière. Les organisations latino-américaines ont profité de ce moment pour poursuivre les discussions concernant le premier *Encuentro Latinoamericano de Economía Solidaria y Comercio Justo* qui était prévu pour le mois de septembre suivant à Cochabamba en Bolivie²²³. Bref, les évolutions récentes de l'IFAT vers une plus grande décentralisation constituent en quelque sorte une reconnaissance du besoin de démultiplier les espaces de délibération, un forum international unique n'étant pas suffisant.

²²³ Voir : UQO, *Convocatoria*, [En ligne]. www.uqo.ca/ries2001/General/1.Convocatoria.pdf (Page consultée en juillet 2006).

En effet, des critiques formulées par des représentants d'organisations de producteurs lors de notre passage mentionnaient le besoin d'aller encore plus loin dans cette décentralisation puisque, malgré les mécanismes de participation prévus pour les délégués (soumission de motions, votes en assemblée ou ateliers de discussion), il leur semblait que l'ordre du jour et le suivi des processus était limités à un petit groupe de membres, principalement ceux formant la direction et le secrétariat international²²⁴. Malgré le fait que l'IFAT soit un forum de délibération entre organisations du Nord et du Sud, il semble que s'exprime un désir de plus en plus fort de regrouper les préoccupations par région géographique plus limitée, ce qui permettrait de mettre en commun des positions régionales préalables aux débats internationaux.

En plus d'offrir un lieu de débat sur la structuration et les mécanismes de dialogue de la filière intégrée, l'IFAT cherche aussi à déterminer le positionnement de la filière intégrée au sein du mouvement international de CE. L'élément le plus illustratif de cet aspect est le débat portant sur la marque *Fair trade organization* lancée au forum social mondial de Mumbai en 2004. En effet, au-delà de toutes les dissensions qui peuvent diviser le mouvement de CE, la principale est celle qui organise aussi les deux filières soit la question de la garantie. Comme nous l'avons schématisé dans le premier chapitre, alors que la FLO certifie les produits alimentaires par un mécanisme d'audits externes gérés par *FLO Cert*, l'IFAT a plutôt introduit une marque d'organisation. Cette distinction est à la fois liée à des questions techniques, l'artisanat étant difficile à certifier étant donné les nombreuses transformations du produit, et à des questions de principe, la certification d'organisation excluant les entreprises distributrices ne vendant qu'une portion minimale de produits équitables. Cette idée de marque d'organisation est d'ailleurs devenue un élément de l'argumentaire d'ADM et de ses membres contre la vente en grande distribution :

Je crains que cette norme dise il y a du commerce équitable et que ça fasse une autojustification pour les distributeurs qui diront : « regardez on a les produits » et à côté de ça on continue à travailler de façon dégueulasse avec les employés et les fournisseurs. Être enfermé dans une niche est malsain pour le commerce équitable. Par contre la certification de l'IFAT entre acteurs qui valident des règles ça me semble plus intéressant, mais je n'ai pas d'idée très claire là-dessus. (Entrevue bénévole 9, ADM, 2004)

²²⁴ En effet, lors de nos discussions informelles à cette réunion, une frustration qui était mentionnée de façon récurrente portait sur un sentiment de se faire mettre devant un fait accompli ou face à des concepts peu expliqués. Cette critique portait surtout sur le désir de rapprochement de la marque de l'IFAT et du label de FLO pour créer un nouvel instrument, une dynamique qui n'était pas maîtrisée par la base et des concepts complexes qui furent mal compris par plusieurs lors de l'atelier ayant pour thème cette question.

Le concept de marque d'organisation a aussi été plus loin au sens où les procédures d'évaluation lui étant associées sont inscrites dans une autre démarche partenariale que celle qui caractérise la FLO. La question au cœur de cette distinction concerne moins la nécessité d'offrir une garantie d'équité que le mécanisme de vérification lui étant associé. Nous avons vu que, lors des premiers balbutiements du mouvement de CE, la relation entre OCE et producteurs était principalement basée sur un lien de confiance personnalisé, une dynamique qui s'est graduellement transformée pour s'orienter vers des mécanismes plus institutionnalisés de vérification. Le label et la marque sont distincts juridiquement et impliquent des obligations et mécanismes différents quant à l'audit. Ils représentent en quelque sorte les tensions contemporaines des deux pôles de la relation partenariale (confiance et vérification). Le tableau suivant compare les deux systèmes :

Tableau 6.2 : comparaison des systèmes de FLO et IFAT

	IFAT	FLO
Perspective sur les standards de CE	Pour les organisations, indicateurs régionaux; standards communs	Produits; prix minimum pour la relation de CE
Vérification	Stratégie participative de garantie de qualité	Tiers parti
Audit de la circulation des produits	N'est pas présent	Couvert
Ampleur de la certification/enregistrement	Les organisations s'inscrivent; appliqué à toutes les organisations	Producteurs; restreints à un nombre limité; standard par type de produits

Tiré de : Conférence sur la marque organisationnelle, réunion de l'IFAT, Quito, 2005

Ce tableau montre qu'alors que le système de certification des produits de FLO est basé sur un mécanisme d'auditeurs externes et de vérification sur le terrain qui ne s'applique qu'aux producteurs (les entreprises au Nord sont agréées), celui de l'IFAT s'appuie sur d'autres principes et s'applique tout au long de la chaîne de commercialisation. En effet, l'IFAT a développé un système de monitoring construit autour de plusieurs mécanismes. Il y a le fait d'être membre de l'organisation qui oblige à passer par des mécanismes préalables de vérification, ce qui permet ensuite, une fois le statut acquis, de signer le contrat de la marque. Ensuite, il existe pour les membres un système d'autoévaluation basé sur un formulaire que les organisations doivent remplir annuellement et qui doit être ensuite vérifié par des

partenaires (évaluations croisées). Finalement, l'IFAT a aussi un mécanisme d'audit externe, mais qui ne s'applique qu'à 5-10%, des membres sous forme rotative (ADM, 2004f). Un dernier élément de distinction est que si le label est ouvert à toute organisation de producteurs en faisant la demande (ce qui ne constitue pas une garantie de contrats de commercialisation cependant), le système de l'IFAT a des barrières à l'entrée qui sont contrôlées par l'organisation qui accrédite les membres au préalable.

Au-delà des divergences techniques entre les deux organisations de coordination, il faut aussi noter des différences fondamentales quant à la vision du CE leur étant sous-jacente²²⁵. Comme le mentionnait un orateur à la réunion de Quito, celle-ci est idéologique en ce que la marque parle des gens et de leurs organisations plutôt que de n'être limitée qu'aux produits. De plus, le label et la marque connotent des orientations différentes quant aux finalités du CE : alors que le premier est orienté vers le consommateur, la seconde porte sur les organisations. Mais plus encore, la distinction réfère à la nature du partenariat entre OCE et producteurs : alors que FLO a développé un mécanisme de surveillance basé sur un audit par un tiers, l'IFAT a favorisé un système où tous les participants sont soumis au monitoring, qui est en outre principalement basé sur la confiance entre partenaires plutôt que sur la vérification menée par des acteurs externes aux organisations (autoévaluations). Bref, cette distinction entre les systèmes et les dissensions qui en découlent est à la fois technique, relative aux fondements du CE et, plus particulièrement, à un élément central, le partenariat entre OCE et producteurs.

6.2. LE PARTENARIAT COMME NŒUD GORDIEN DE LA RELATION ÉQUITABLE

L'un des éléments fondamentaux du commerce équitable est la question du renouvellement des rapports Nord/Sud, plus particulièrement entre producteurs et consommateurs (par l'intermédiaire des OCE). Cette deuxième section du chapitre portera sur cette question du

²²⁵ Il faut toutefois souligner que les deux systèmes sont en processus de rapprochement. En effet, plusieurs organisations membres de l'IFAT critiquaient le peu de poids qu'a la marque de l'IFAT et désiraient le développement d'une certification-produits. Le problème pour l'IFAT est le coût de développement d'un système de certification et le besoin d'accréditation ISO65. D'ailleurs, une juriste a été invitée à l'assemblée afin de distinguer les concepts et travailler sur un rapprochement entre les deux systèmes. Un représentant de FLO avait aussi été invité à prendre la parole. Ainsi, malgré les divergences apparentes dans le mouvement de CE international, il semble que les deux grandes tendances souvent antagonistes du CE soient en voie de rapprochement au sommet. D'ailleurs, une illustration des tentatives de rapprochement (de l'IFAT vers la FLO plutôt que l'inverse) est la volonté de changement du nom de l'IFAT vers l'IFTA qui élimine le terme alternatif du titre (*International Fair Trade Association*).

partenariat en étudiant ses modes de fonctionnement, mais aussi ses implications quant aux projets respectifs développés par les organisations qui entrent en relation par le biais du CE.

6.2.1 Retour sur la question partenariale

La relation équitable passe fondamentalement par l'échange de biens à des conditions commerciales plus avantageuses pour les producteurs que celles du marché conventionnel. Dans le contexte où les discours politiques des acteurs du CE mettent l'accent sur l'idée d'un partenariat plus complet et égalitaire, la question se pose à savoir ce qu'est un partenaire de CE et ce qui le distingue d'un simple client. Cette interrogation est importante dans le contexte de la multiplication des codes d'éthique et des chartes d'achat des entreprises conventionnelles, qui peuvent rendre ambiguë la particularité du CE. De surcroît, cette distinction est plutôt floue dans le domaine de l'artisanat où il n'existe pas de prix plancher pour l'achat équitable, c'est-à-dire qu'il est négocié directement entre les partenaires. Certaines études d'impacts ont d'ailleurs montré, comme nous l'avons présenté précédemment, que les prix du CE n'étaient pas toujours plus élevés que les prix du marché conventionnel, même que c'était parfois l'inverse (Mestre et coll., 2002)²²⁶. Cette question dépasse les seuls impacts du CE au sens où elle porte sur sa nature double de mouvement social et de partenariat économique, qui pose un dilemme n'étant pas encore réglé chez les acteurs et qui suscite de plus en plus d'intérêt dans les sciences sociales (Beaucage, 2000; Levelly, 2004; Poncelet, 2005).

En ce qui concerne le mouvement international de CE, on remarque que les organisations mettent de l'avant diverses notions du partenariat qui passe généralement par l'idée de participation des acteurs. Par exemple, l'IFAT souligne l'importance de la participation des membres au système d'autoévaluation croisée qu'elle a mis en place :

This system of Self assessment and Mutual Review emphasizes the participation of stakeholders in the assessment process, as well as learning and improvement. When a member has met all of its monitoring obligations it becomes registered and entitled to use the FTO Mark. IFAT's Registration Sub-Committee oversees this procedure and makes its recommendations on registration to the IFAT Executive Committee²²⁷.

²²⁶ C'est le cas, par exemple, pour certains groupes CIAP qui vendent à un acheteur privé américain distribuant sur un marché de produit de luxe (alpaca) et qui achète à des prix supérieurs à ceux des OCE.

²²⁷ Tiré de : IFAT, *Site de l'IFAT*, [En ligne]. www.ifat.org (Page consultée en juillet 2006).

Quant à Artisans du Monde, certains documents montrent que l'idée de participation à un projet global commun par des activités localisées fait en sorte que les acteurs du Sud et du Nord peuvent se considérer comme partenaires :

Partenaires pour quoi faire? Ici, grâce à la mobilisation de bénévoles, aux actions de sensibilisation du consommateur, il est possible de vendre dans des conditions permettant de payer correctement (prix juste) les produits à nos partenaires. Là-bas, grâce à une relation commerciale prenant en compte les réalités locales, établie dans la durée, etc., le partenaire peut vivre dignement de son travail, améliorer les conditions de vie de sa famille, voire même, contribuer à la mise en œuvre de projets sociaux. Au Sud, des productrices et producteurs peuvent : devenir des actrices et acteurs du développement local et s'engager dans la lutte pour changer les règles du commerce mondial (...).(Artisans du Monde/ASPAL, 2004 : 19).

Par contre, affirmer que l'on participe à des projets respectifs qui vont dans une ligne d'action vaguement similaire n'est pas suffisant pour donner un sens précis au partenariat. En effet, l'étude des documents d'ADM nous montre que, à l'instar de l'IFAT, c'est la participation des producteurs au projet de CE qui constitue en quelque sorte à la fois l'idéal partenarial et son principal échec :

Jusqu'à aujourd'hui, les producteurs ont été peu associés à la définition des objectifs, des orientations politiques, des pratiques du mouvement Artisans du Monde. Nous avons tenté de renforcer la connaissance mutuelle. Un certain nombre d'actions ont permis d'avancer sur cette voie : diffusion de l'information sur les producteurs aux clients, mais il nous reste à diffuser l'information sur ADM aux producteurs, organiser des rencontres avec [eux] (...). (Assemblée générale, 2003).

La volonté de faire participer les producteurs aux discussions et décisions est un élément que l'on retrouve en trame de fond dans plusieurs instances et groupes locaux de l'organisation, mais qui a toutefois posé des problèmes de mise en place. Par exemple, nous avons visité un groupe local qui désirait transformer son statut juridique en une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), un statut multi membres qui permet l'introduction de certains groupes de producteurs comme sociétaires, leur permettant ainsi de participer aux instances de décision. À mesure que le projet évoluait, les membres ont réalisé sa complexité et que les groupes de producteurs n'avaient pas toujours les moyens /l'intérêt de participer à la vie des groupes au Nord.

Plus globalement, plusieurs militants ont d'ailleurs commenté en entrevue que, dans le cadre de leurs activités avec ADM, ils ne se sentaient pas réellement membres d'un mouvement ou d'un partenariat transnational, puisque la présence de producteurs n'était que symbolique

(discours/images) ou indirecte (produits). D'autres vont encore plus loin en mentionnant que l'échec du renouvellement du partenariat Nord/Sud au sein de l'organisation a provoqué une réorientation des priorités vers les producteurs du Nord, ceux du Sud n'étant cités qu'à titre de caution au développement de telles relations orientées localement. Ainsi, pour certains, la relation aux producteurs du Sud ne serait devenue qu'un simple élément rhétorique pour justifier des pratiques de plus en plus tournées vers le Nord, peut-être en partie à cause des difficultés à créer un réel partenariat Nord/Sud, aux problèmes vécus par les agriculteurs locaux et aux critiques écologistes de la filière équitable Nord/Sud (coûts de transport, par exemple). Bref, comme nous l'avons aussi souligné dans le chapitre 4, la présence incarnée des producteurs dans la dynamique partenariale est un défi pour le mouvement, les représentations et l'imaginaire des représentations n'étant pas suffisants pour créer une relation solide.

6.2.2 La commercialisation des produits équitables comme élément central du partenariat

La commercialisation des produits demeure l'élément central du partenariat de CE puisqu'elle symbolise cette relation « plus égalitaire » entre acheteurs du Nord et producteurs du Sud. Elle repose sur une négociation entre les partenaires sur la pratique commerciale, dont la détermination des prix. C'est cette pratique quasi quotidienne qui est l'élément central de la relation transnationale étant plus fréquent que les divers forums internationaux ou les visites de bénévoles dont nous discuterons plus loin. Pour certains, dans le contexte de la centralité des échanges commerciaux, les partenaires sont avant tout considérés comme des fournisseurs, malgré les discours sur un partenariat plus ample :

Première réponse, je serais tenté de dire que les partenaires sont des fournisseurs. Je crois quand même, ça, c'est important, on est clairement dans une relation clients/fournisseurs, qui a ses spécificités. Je crois que vouloir penser la relation en dehors, c'est un peu irréel, parce que l'objectif d'une organisation de producteurs, c'est d'abord de vendre. [...] [Entrevue salarié 1, Solidar'Monde, 2004].

Cette relation commerciale est très importante pour ADM puisque la question de l'importation des produits est fortement liée à des transformations organisationnelles comme la création de la centrale, aux relations avec les partenaires et même au type de CE qui est pratiqué. On observe actuellement chez ADM une volonté de se réappropriier le lien avec les producteurs, qui avait été délaissé depuis la création de Solidar'Monde. Cette volonté se

manifeste notamment à l'interne par le renforcement de la Commission partenaire et l'embauche d'un salarié à ce poste en 2006.

De façon schématique, on peut avancer au sujet de la relation entre les partenaires étudiés que CIAP et Solidar'Monde sont en relation commerciale directe alors qu'ADM n'a qu'une relation indirecte avec le premier et ce, malgré la reprise du contrôle économique de la centrale d'achat Solidar'Monde depuis 2005. Les contacts directs entre ADM et CIAP se produisent surtout lors de voyages de bénévoles d'ADM, de représentants de CIAP ou lors de rencontres aux forums internationaux²²⁸. Un élément important quant à la relation entre ces trois acteurs est donc que le lien, en France, passe principalement par Solidar'Monde, qui s'occupe de la relation commerciale. Plus globalement, cela illustre d'ailleurs le fait que plusieurs OCE n'ont pas réussi à dépasser le seul partenariat économique pour l'élargir au culturel et au politique²²⁹, tel que le souligne un ancien salarié de Solidar'Monde :

Mouvement mondial? Certainement que certains ont cette impression, moi je ne l'ai pas d'ici chez Artisans du Monde. On n'est pas l'interlocuteur des producteurs, les producteurs connaissent Solidar'Monde. Donc, bien souvent en Assemblée générale, quand un producteur est invité, il se mélange les pinceaux : pour parler d'Artisans du Monde, il parle de Magasins du Monde ou alors il parle de Solidar'Monde. Mais le nom d'Artisans du Monde n'est pas connu de la majorité des producteurs. Bon, c'est sûr qu'à Solidar'Monde parce qu'on est constamment en relation avec les producteurs partout dans le monde, on est constamment en relation avec les autres centrales d'achat européennes fédérées dans l'EFTA, on a, là vraiment, l'impression de faire partie d'un truc au Nord et au Sud, quelque chose qui marche ensemble [Entrevue bénévole 5, ADM, 2004].

Ce problème est aussi reconnu par la Commission partenaire d'ADM qui souligne la difficulté de mettre sur pied un projet avec les partenaires sans devoir passer par Solidar'Monde qui est la seule réellement connue des partenaires (Commission partenaire, 1997). Par contre, il subsiste d'autres voies de mise en relation avec les partenaires que la seule centrale d'achat. Par exemple, on dénote de nombreuses organisations françaises de solidarité en relation avec ADM, dont Ayllu (Valence, Toulouse), qui créent un lien avec CIAP et qui furent d'ailleurs les premiers contacts avec AIP à l'époque.

²²⁸ Il y a aussi l'envoi de l'autoévaluation de l'IFAT et des tentatives de prise de contact plus directes, mais celles-ci ont été peu nombreuses jusqu'à maintenant et n'ont pas débouché sur la mise sur pied d'un réel projet conjoint. Par exemple, Artisans du Monde a fait parvenir une lettre à CIAP dans laquelle elle s'informe si le partenaire obtient suffisamment d'informations sur elle et quelles avenues pourraient être développées pour améliorer la communication. Ces initiatives font partie de la volonté récente de renforcer le partenariat avec les organisations de producteurs.

²²⁹ La Charte des échanges humains et culturels en le reflète le plus fort chez ADM. Voir la section 6.2.3.

La question principale que nous adressions aux militants en entrevue était à savoir s'ils se sentaient partie prenante d'un mouvement international regroupant leur organisation et leurs partenaires au Sud (puisque c'est l'idée derrière le CE). Ce qui en est globalement ressorti est que les militants trouvaient que c'était un sentiment plutôt ténu et qu'il constituait un chantier plus qu'un fait accompli. Certaines initiatives ont néanmoins été mises de l'avant. La plus importante dans le domaine de l'artisanat fut le projet de la coordination *Made in Dignity* visant à formaliser les relations entre les acheteurs européens (Magasins du Monde Oxfam en Belgique, Altromercato en Italie et Solidar'Monde) et les producteurs d'artisanat avec un mécanisme de participation pour ces derniers. Le but était de sceller les relations commerciales par un contrat contraignant de droits et devoirs mutuels (inexistant dans les centrales d'achat), dont celui pour les importateurs de promouvoir les artisans et leurs produits. Ce projet a cependant échoué, mais il illustre la volonté de tisser des liens plus solides à l'échelle internationale entre OCE et producteurs.

Globalement, cette création de liens est aussi porteuse de certaines complications potentielles qui expliquent les réflexions actuelles sur la nature du partenariat. Par exemple, la question du contrôle demeure problématique : « Il y a eu un gros tollé chez les producteurs présents et, finalement, ils disaient qu'ils étaient démocrates et transparents et disaient : « Écoutez ne retournons pas au temps des colonies parce que si vous venez contrôler chez nous, nous on va venir contrôler chez vous », ce qui était normal » [Entrevue bénévole 10, ADM, 2004]. Cette question est très importante chez ADM et Solidar'Monde, mais aussi au sein du mouvement international de CE, car elle divise les camps sur la question de la surveillance des pratiques et la nature des garanties à apporter. Par exemple, comme nous l'avons vu, les membres de l'IFAT optent pour l'autocontrôle et l'évaluation croisée, tandis que les membres de FLO pratiquent plutôt la certification et l'évaluation par des tiers. Au-delà d'une formalité technique, cette question est importante puisqu'elle touche au dilemme à savoir si le partenariat est compatible avec la surveillance (qui peut être perçue comme un manque de confiance). Ainsi, le développement des mécanismes du partenariat et sa nature influent sur les relations qui seront mises de l'avant avec les producteurs et leur mode d'institutionnalisation.

6.2.3 Les relations par médiateurs individuels : les visites de membres au sein des organisations de commerce équitable

Deux catégories d'interactions directes entre les membres des organisations partenaires participent à la négociation du projet commun dans l'espace transnational : les visites informelles et les négociations interorganisationnelles. Dans cette section, nous décrirons d'abord le premier phénomène qui a une importance réelle comme nous l'avons constaté lors de nos terrains. En effet, les visites réciproques sont l'occasion de discussions portant sur la réalité vécue par le partenaire et une tribune d'expression des besoins pour le développement futur de la relation :

La difficulté de connaissance exacte du projet. Cela reste le problème principal. Les coopératives sont éloignées, les relations entre elles limitées. Cette amélioration des contacts ne peut se concevoir que dans des voyages de personnes capables d'évaluer la façon dont fonctionne le projet soutenu. La première limite est le coût. (Legardeur, 1988 : 196).

Un élément à souligner cependant est qu'alors que les « militants de base » d'ADM font des visites périodiques chez les producteurs, ces derniers n'envoient généralement que des dirigeants au Nord. Ce phénomène illustre l'asymétrie de moyens nécessaires pour alimenter le partenariat:

Moi je trouve qu'on bute toujours sur le même problème, c'est que cette relation de partenariat elle butte sur un obstacle, c'est le caractère sociologique quoi : nous on est des classes moyennes du Nord, là-bas il y a des producteurs qui sont des artisans analphabètes. Comment on fait pour se rencontrer si on veut redonner une dimension à caractère politique? [Entrevue bénévole 8, ADM, 2004].

De façon générale, les voyages de bénévoles et de producteurs occupent une place fort importante dans la relation partenariale. Par exemple, pour ADM, malgré leur quantité certes limitée, ces échanges directs constituent des interactions humaines et culturelles qui permettent de conserver un contact avec les producteurs, étant donné que la relation commerciale est essentiellement portée par Solidar'Monde. De son côté, CIAP donne aussi beaucoup de place à ces contacts internationaux. D'ailleurs, lorsqu'on lit son journal interne (*Chaski*), les récits de séjours ou de visites de membres d'OCE et les voyages de représentants de CIAP au Nord occupent un espace important. Globalement, ces voyages sont à la fois un instrument qui permet d'entretenir les relations pour l'organisation et un moyen pour les « membres de la base » d'obtenir une connaissance directe des partenaires et une expérience de leur situation.

Les voyages et les rencontres de partenaires chez Artisans du Monde

Au-delà de quelques importations directes par des groupes locaux du réseau ADM²³⁰, les voyages sont l'élément principal de relation directe aux partenaires : « La relation concrète qui est presque exclusive jusqu'à maintenant est de type commercial. Le caractère équitable l'enrichit d'une dimension idéologique qui parfois se matérialise à travers les voyages de partenaires ou les visites de producteurs, de type aide au développement » [Artisans du Monde/ASPAL, 2004 : 19]. D'ailleurs, c'est l'un des seuls éléments du partenariat, avec les critères du Nord et du Sud, qui est normalisé par une charte au sein de l'organisation. Dans celle-ci, on mentionne que ces échanges humains sont au centre de la mission de l'organisation :

Par sa charte, Artisans du Monde affirme que l'un de ses buts est d'informer sur les produits vendus, leur provenance et plus généralement sur le désordre économique actuel. Pour atteindre ce but, les échanges humains et culturels entre les groupes Artisans du Monde et nos partenaires producteurs peuvent être une contribution importante. (...) D'autre part, cela peut agir comme un ferment très motivant dans l'action d'un groupe et surtout donner son plein sens au mot partenaires. (Projet de charte, 1995)

Toutefois, il faut souligner que la création d'une Charte des échanges humains est aussi venue de mauvaises expériences passées. Par exemple, des bénévoles ont donné des conseils sur le processus de production aux producteurs et ce, contre la volonté de Solidar'Monde. Ou, encore, d'autres ont provoqué ou envenimé des conflits par leurs remarques ou agissements lors de leur passage. C'est pourquoi le comportement du visiteur fait partie d'engagements formalisés : « Les groupes Artisans du Monde s'engagent notamment à : ne jamais émettre de remarques sur la qualité des produits, ne jamais passer de commande directe à ce partenaire, transmettre immédiatement aux permanents de Solidar'Monde toute information pouvant les concerner » (Projet de charte, 1995). La charte va encore plus loin en décrivant un comportement type qu'elle juge acceptable pour les visiteurs :

Pour engager un vrai dialogue avec nos partenaires, il est conseillé de : ne pas seulement leur poser des questions, mais aussi leur parler de la vie de nos groupes et de nos techniques de vente, avoir un souci d'objectivité en prenant grand soin de ne pas renforcer le mythe du paradis des blancs, ne pas se décourager même si les réponses tardent à venir, écrire régulièrement sans nécessairement attendre la réponse au précédent courrier, assurer la traduction du courrier dans la langue du partenaire. (Projet de charte, 1995)

²³⁰ Les importations directes, qui étaient le mode de fonctionnement de l'organisation avant la création de la centrale d'importation en 1984, demeurent encore importantes aujourd'hui. Malgré que l'accord entre ADM et Solidar'Monde selon lequel le premier achète la majorité de ses produits à la centrale (75%), plusieurs groupes locaux ont gardé ou créé des contacts directs avec des groupes de producteurs.

Selon les documents, cette idée de rencontres fait partie d'une volonté de mettre sur pied des relations plus denses qui pourraient compenser certains déséquilibres toujours présents dans l'échange commercial équitable. Aussi, la majorité des militants ont noté que cette Charte était l'un des seuls chantiers actifs dans le domaine du partenariat transnational, ce que confirment les documents officiels de la Commission partenaire :

Hormis la *Charte des échanges humains et culturels*, pas de réflexion de fonds. Personne n'a défini d'objectifs clairs, il aurait fallu un projet, dès le départ. (...) Nos contacts avec les partenaires pourraient se limiter au commerce et au contrôle. Qu'attendons-nous pour des échanges humains et culturels? En quoi cela peut-il intéresser les partenaires, à qui nous ne pouvons imposer notre vision des choses. (Commission partenaires, 1997 : 1)

On observe d'ailleurs que cette commission partenaire n'a jamais réellement démarré son activité et que cela fait partie des réflexions actuelles d'ADM pour le renouvellement du projet associatif 2005-2007. Ainsi, comme nous le verrons maintenant, malgré tous les discours sur la réduction des distances et la transnationalisation des relations, le contact direct demeure l'élément central dans les motivations d'engagement des militants. C'est surtout par lui que passe la réflexion plus large sur le rapport aux pays du Sud.

Voyager « différemment »

Lors de nos entrevues, les militants ont souligné que ce sont des voyages qui furent un des éléments centraux à l'éveil de leur conscience aux réalités du Sud et qui favorisèrent une implication dans le domaine de la solidarité internationale. Ces contacts directs avec les producteurs participent ainsi à la construction de l'imaginaire (ou déconstruction des prérépresentations qu'ils en avaient) et des discours sur les producteurs. Par exemple, lors des entrevues, nous avons noté que plusieurs récits de voyage de militants rejoignaient en quelque sorte la tendance kitsch que nous avons décrite auparavant de façon plus générale. En effet, plusieurs ont des récits édulcorés de la prise en main des producteurs, existante bien entendu, mais positionnée comme élément principal de leur situation :

C'était deux trois jours. Déjà l'arrivée, on a traversé Tana et on est parti dans une autre ville après, mais rien que la traversée, moi, voir la misère le long des routes et tout. Et après, dans les petits villages perdus, la joie des petits enfants qui voyaient des étrangers et tout. Les deux côtés, moi je dirais, le côté vraiment humain de la population, gaie, et, en contrepartie toute la misère qu'y avait autour. [Entrevue bénévole 11, ADM, 2004]

Les récits de voyage nous montrent qu'une implication de cette expérience est de servir à conforter l'engagement des militants envers les producteurs. Ce contact avec « les populations

défavorisées » amène aussi une volonté de transformer son rapport au monde et son identité occidentale associée à une histoire de domination envers les populations du Sud. Cette transformation passe par l'engagement local, la consommation éthique, par exemple, mais aussi par une volonté de voyager autrement, de sortir de la catégorie de touristes observateurs de la misère –ou des paysages- sans engagement réel envers les populations locales :

Il y a des gens qui voyagent, qui vont quelque part, mais qui restent enfermés sur eux-mêmes quoi, qui ne sont pas ouverts pour comprendre, vivre avec les autres. C'est ça qui est intéressant, c'est ça qui est important dans le voyage, ce n'est pas les paysages, encore ça peut être bien ou sympa, mais pas très important. Moi ce qui me passionne, c'est de discuter avec les gens, c'est de voir comment ils vivent, c'est de comprendre, c'est ça qui est très enrichissant pour soi, parce que ça permet avant tout de relativiser les choses et de se dire qu'il y a tellement de choses différentes, ça donne des éclairages parfois sur notre confort. C'est clair, ça c'est une chose et ça donne envie de se battre. [Entrevue bénévole 3, ADM, 2004]

Comme l'illustrent ces propos, les militants réfèrent à une expérience « authentique » et à de véritables rencontres avec les populations du Sud. Cette tendance rejoint un phénomène plus large où le tourisme dit solidaire, durable ou équitable²³¹ prend de plus en plus d'ampleur et se développe souvent en lien avec les pratiques de commerce équitable²³². Un exemple frappant est la création récente, par CIAP, de *Pachamama*, une entreprise de tourisme social. Bref, si les séjours de bénévoles auprès des groupes de producteurs participent à l'obtention de connaissances sur leur situation, ils participent aussi à la construction de l'identité de l'individu qui redéfinit son rapport à ces populations et à son engagement envers elles.

La formalisation et l'ambiguïté entourant les voyages

ADM donne une certaine importance²³³ aux séjours à l'étranger puisqu'ils permettent à ses membres de vivre une expérience enrichissante, de se sentir plus concernés par le partenariat Nord/Sud, mais surtout d'informer les autres membres de leurs observations sur le terrain. C'est d'ailleurs une procédure qui a été récemment formalisée :

²³¹ Pour des revues de littérature sur le sujet, voir : Barabe (1995); Fabry (2004); Bélanger (2003); Prezza (2000); Cravatte (2006).

²³² Puisque le tourisme est un service qui touche généralement les mêmes populations du Sud, plusieurs proposent d'y inclure des pratiques éthiques similaires à celles développées dans le cadre du CE. Voir : Johnson (2002a).

²³³ Par exemple, en 2003, le Rapport d'activités de l'organisation fait mention de six groupes de producteurs visités et de quatre organisations du Sud ayant visité les groupes d'Artisans du Monde : « Visites de bénévoles auprès de producteurs : en Amérique du Sud (Yeni Navan au Mexique et Otisa au Paraguay), en Asie (Thai Tribal Craft en Thaïlande et Ema en Inde) et en Afrique (N'Dem et la coopérative de femmes de Marrakech). Visites de producteurs : Cercles des sécheurs du Burkina Faso, Cépicafé du Pérou, PARC de la Palestine, Coopérative des femmes de Marrakech ». (Rapport d'activités, 2003 : 16).

Il y a les rapports de voyage de bénévoles qui vont dans ces pays, c'est quelque chose qui a 3-4 ans d'existence. Si un bénévole va en voyage et souhaite rencontrer les producteurs, il doit faire la demande à la Fédération et à Solidar'Monde, parce que pour certains pays où la sécurité n'est pas très bonne, ils ne veulent pas qu'on aille voir, car ça peut attirer l'attention sur le groupe et lui causer des ennuis. Normalement il y a une petite formation pour ne pas dire n'importe quoi, mais le jeu veut qu'au retour il y ait un rapport de voyage. [Entrevue bénévole 10, ADM, 2004].

En plus des propos recueillis en entrevues, c'est par ces récits publiés dans le journal interne d'ADM que nous pouvons obtenir des informations sur les séjours de membres. La forme de ces textes est généralement très synthétique et s'organise autour de la présentation succincte du pays et de l'organisation pour ensuite conclure par les remarques personnelles du voyageur. Ils montrent que l'expérience vécue permet à l'individu de confirmer/infirmer les impacts du CE sur les populations locales, grâce à une information recueillie *de visu*, en plus d'expérimenter concrètement la situation des producteurs. Par exemple, un récit de voyage auprès de CIAP a permis à la personne impliquée de réaliser la diversité présente au sein de l'organisation partenaire :

Là, on a rendu visite à des familles et à des groupes très différents : certains travaillaient dans le circuit de CE depuis 25 ans, d'autres depuis moins de six mois. Ce fut l'occasion de se rendre compte de l'impact du CE. Les premiers habitent des maisons avec eau courante, les seconds vivent le plus souvent dans des conditions encore difficiles (Hubert, 2002 : 6).

Ces expériences peuvent favoriser l'adoption d'une perspective qui transcende l'imaginaire selon lequel les groupes de producteurs sont catalogués en types généraux d'organisations sans réellement tenir compte de la diversité qui existe chez chacune d'entre elles. Cet élément de connaissance directe est d'ailleurs souvent souligné comme un manque et une nécessité dans ces récits où l'on mentionne à plusieurs reprises que les producteurs ne connaissaient pas l'OCE (ou le CE) et qu'ils désirent obtenir plus d'information (Commission partenaire, 2003 ; Hubert, 2002).

Les visites sont aussi l'occasion d'expérimenter un choc culturel pour les individus puisqu'ils sont confrontés à la réalité des artisans dont les conditions de vie sont parfois difficiles. Cette rencontre, surtout si c'est une des premières expériences de voyage, peut causer certaines remises en question : ce que l'on observe lorsqu'on a l'occasion de côtoyer des producteurs dans leur milieu de vie est souvent bien différent de ce qui est véhiculé dans les discours qui les concernent. Par exemple, une personne relate sa rencontre avec des artisanes en présentant

les effets bénéfiques de leur participation à une organisation de CE en notant l'amélioration de leur hygiène personnelle. On ne peut s'empêcher de constater le choc qu'elle a connu lors de sa rencontre:

Ces femmes déshéritées trouvent là un environnement tel qu'elles n'en n'ont probablement jamais connu avec une incitation à respecter la propreté sur soi et par rapport aux autres et donc une prise de conscience des principes élémentaires d'hygiène...Lorsqu'on a côtoyé le mode de vie moyen des X moyenâgeux [sic] sur ce point, l'on peut mesurer combien une éducation en ce sens est précieuse et peut avoir des répercussions bénéfiques sur la santé et la collectivité! (Dumont, 2002: 1)

Malgré que ces propos soient connotés d'un certain paternalisme, dans leur formulation du moins, ils représentent bien les implications d'une rencontre concrète avec les partenaires, qui permet de dépasser les représentations édulcorées et de souligner les aspects positifs du projet que ces derniers mettent en place, mais aussi les problèmes auxquels ils font face. Le cas de CIAP est assez intéressant puisque c'est une organisation qui a développé un projet endogène encensé par plusieurs membres d'ADM et de Solidar'Monde puisqu'il est relativement efficace. D'ailleurs, les visiteurs d'ADM que nous avons rencontrés lors de notre séjour au Pérou faisaient généralement état de la bonne santé de la dynamique collective au sein de l'organisation. Pourtant, CIAP fait aussi face à des problèmes comme toute organisation. Par exemple, l'étude de Charbonneau (2004) sur la situation des femmes, des enfants et des vieillards (commandée par l'organisation elle-même) montre un taux de violence conjugale assez faramineux et ce, même au sein de certains groupes qui ont développé une activité économique très solide et qui sont bien organisés. Les problèmes vécus par les artisans ou les organisations de producteurs dans leur ensemble sont des éléments problématiques de la relation partenariale. Puisque le CE met de l'avant des « critères de bonne conduite » pour les organisations, cela implique une certaine transparence dans leur description. Les limites de ce qui doit être partagé sont alors difficiles à déterminer. De plus, certains des problèmes sont « tabous » entre partenaires, surtout dans un cadre non officiel de rencontre où une certaine distance/retenue est maintenue, ce qui est normal d'ailleurs²³⁴. Un processus qui permet de conserver cette distance consiste en la « mise en scène », la théâtralisation de la situation pour les visiteurs. Par exemple, plutôt que d'aborder les problèmes familiaux ou organisationnels, on va mettre l'accent sur le côté social de la rencontre et/ou sur le folklore local. D'ailleurs, cet élément est mentionné de façon récurrente dans les comptes-rendus de visites où l'on parle

²³⁴ On note ce phénomène, entre autres, dans les mises en garde faites aux voyageurs de ne pas aborder certains sujets. Par exemple, pour le cas du Sénégal, on peut penser aux questions de la polygamie ou du traitement des enfants travaillant pour les marabouts.

presque toujours d'un accueil chaleureux autour d'un repas « traditionnel » ou d'une manifestation culturelle, le symptôme d'un bon accueil, mais qui peut aussi illustrer les limites de la communication si la visite ne tourne qu'autour de lui : « Nous avons passé deux journées très agréables dans ce petit village qui nous a reçues avec beaucoup de chaleur et de convivialité. Le village est joli et propre. Après un repas et la dégustation du thé, nous avons visité les ateliers où régnait une activité fébrile... » (Inconnu, 2003 : 3). Il faut souligner que la relation de voyage, même lorsqu'il n'y a pas de mission particulière à remplir par les visiteurs, est généralement vue comme une opportunité commerciale ou une occasion de promotion par les producteurs. Puisque les contacts sont rares, les producteurs en profitent pour mettre de l'avant les aspects positifs du projet. Par exemple, cet extrait illustre un type de rencontre qui se produit lorsque les militants du Nord sont pris en charge par des gens de l'organisation (souvent de la direction), qui leur montre les réalisations de l'organisation : « J'ai été reçue de manière excessivement prévenante par [X] qui n'a eu de cesse de me montrer tous les aspects de l'activité d'Y en insistant à la fois sur l'apport économique et social pour les bénéficiaires du projet et sur la conformité légale de toute la structure de haut en bas de l'échelle » (Franqueville, 2003 : 1). Malgré que ces séjours soient réalisés dans un cadre informel, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas conçus comme une rencontre « officielle » entre les organisations par l'intermédiaire de représentants, il n'en demeure pas moins que la position des visiteurs est tout de même fortement associée à l'OCE. Même si les bénévoles tentent de sortir de cette relation institutionnalisée, les producteurs voient généralement en eux « l'ambassadeur » de leur organisation. Comme nous l'avons affirmé plus tôt, la relation équitable reste toujours principalement fondée sur la vérification des pratiques des producteurs par les OCE. Dans ce contexte, les premiers voient souvent les visiteurs comme de potentiels vérificateurs. En fait, cette distance entre le voyage imaginé par les militants comme une relation fraternelle d'égal à égal et la perspective plus terre-à-terre des producteurs est en partie due à une méconnaissance mutuelle où la seule garantie de solidarité est donnée par le cadre institutionnel de la visite que l'on cherche paradoxalement à mettre de côté. Le problème plus global de la création d'une relation solidaire et de connaissance mutuelle est relié à une problématique plus large, soit qu'elle nécessite des contacts répétés et la construction d'une confiance qui permettent aux relations de sortir du seul cadre institutionnel pour atteindre d'autres niveaux. Dans n'importe quel contexte, et d'autant plus dans une dynamique interculturelle, il est difficile d'établir une relation réellement franche et transparente à partir de quelques heures de rencontre et ceci explique, selon nous, la mise en scène qui cherche à présenter les organisations sous leur meilleur jour.

Les visites de producteurs au Nord

L'importance des rencontres avec les partenaires lors de séjours à l'étranger et les problèmes qu'ils impliquent se manifeste aussi lors de visites de producteurs au Nord et ce, même si la dynamique est cette fois un peu différente. En effet, on y remarque encore la différence de moyens d'action : alors que d'un côté certains « militants de base » d'ADM ont les moyens d'aller faire des visites de deux ou trois semaines chez CIAP à leur propre compte, les artisans de CIAP ne vont jamais visiter les OCE à moins qu'ils ne soient délégués par leur organisation. Donc, d'un côté les voyages des bénévoles d'OCE se font dans un cadre se voulant informel et, de l'autre, les visites de producteurs ont une composante plus formelle puisque leur fréquence est moindre et qu'ils représentent d'abord des occasions d'affaires.

Aussi, lors de visites de producteurs, il est étonnant de voir que la relation ne s'inverse pas. En lisant les documents relatant les visites des producteurs dans la *Lettre d'infos* et lors de nos entrevues, nous avons remarqué que c'est le producteur qui se fait généralement poser des questions sur sa situation, même quand c'est lui qui est en visite à l'étranger :

D'abord, je pense qu'ils sont dans une position où ils se sentent inférieurs. Ils n'oseront pas critiquer et, en plus, ils ne connaissent pas le pays. C'est quelque chose de très flagrant quand ils viennent et qu'on leur demande ce qu'il pense de la façon dont on travaille. Donc, on se met pas du tout dans une relation d'égalité, on pose un tas de questions sur eux et on ne leur laisse pas l'opportunité d'en poser sur nous [Entrevue bénévole 3, ADM, 2004].

Par exemple, dans le compte rendu de la visite de X dans un groupe local, Fleurquin (2000 : 3) ne mentionne que des informations portant sur le producteur. Aussi, lors de notre passage en France, certains groupes ont reçu la visite d'un représentant d'une organisation du Sénégal. Lors d'une réunion organisée dans un groupe, nous avons assisté à une scène où une quinzaine de bénévoles mitraillaient le producteur de questions sans qu'il ait réellement le temps d'en poser lui-même. Cette situation s'est reproduite dans le cas de la visite d'une autre organisation de la Palestine et même de CIAP, comme si le flot d'informations ne suivait que la voie des produits, c'est-à-dire du Sud au Nord. Les propos de ce militant illustrent le problème et certaines solutions possibles :

Il y a l'enjeu de quand ils viennent ici, ils font la tournée des groupes, c'est lamentable comment ça se passe. Ils prennent le train et leur sac à dos pour répéter 100 fois la même chose sans qu'on leur demande ce qui les intéresse. Ce qu'on essaie de faire c'est de les faire intervenir dans les lycées et les facs pour qu'ils soient aussi conscients des questions ici. [Entrevue salarié 2, ADM, 2004].

Un autre problème manifeste est qu'une relation de dépendance se met parfois en place dans le cadre de relations personnelles plutôt qu'organisationnelles. Par exemple, certains militants développent une relation particulière avec des représentants d'organisations en visite officielle qui peut parfois être perçue comme une réintroduction de l'aide plutôt que de la solidarité :

Il y a une personne qui a ce type de relations [personnelles] c'est X, avec les Africains, car elle y a vécu beaucoup, mais elle est quand même rigolote sa relation, car ce sont les gens qui la sollicitent et comme elle est toujours disponible, c'est elle qui accueille, pour donner du fric. Les gens sont dans la demande, les Africains sont quand même très fort là-dessus je trouve... (Rire). Quand tu es blanc, tu es riche et tu dois donner des sous, ça fausse un peu la relation je trouve [Entrevue bénévole 9, ADM, 2004].

Finalement, une ultime difficulté associée à ces voyages est qu'ils sont parfois perçus comme des dépenses inutiles puisque le cœur de la relation équitable devrait être, selon certains, la commercialisation de produits. Malgré qu'il soit évident que ces voyages soient utiles, surtout pour les organisations de producteurs qui peuvent alors développer des contacts commerciaux plus facilement, l'argent investi pour cette activité semble, pour certains, être un artifice qui les détourne de leur mission centrale. En poussant un peu plus loin, c'est comme si les producteurs ne devaient pas avoir les moyens de se déplacer (en tant qu'organisation, s'entend), une vision que l'on peut associer à l'épithète paternaliste de « petit producteur marginalisé » :

Bien, je me suis demandé un peu pourquoi on payait les voyages à ces gens-là. Enfin, s'ils avaient les possibilités de venir comme ça, ça m'a paru... moi je n'ai pas les moyens d'aller au Niger. Donc, c'est [rires] peut-être un petit peu bête et basement matériel, mais c'est un peu ma première réaction [rires] [Entrevue bénévole 7, ADM, 2004].

De façon générale, malgré les bonnes intentions lors des rencontres, on remarque que la relation directe est souvent difficile et empreinte de divers quiproquos. Au-delà des difficultés liées à toute relation entre personnes de milieux culturels différents et de situations économiques inégales, on remarque que l'idée du partenariat égalitaire est encore bien difficile à atteindre. Cela se voit lors des visites de bénévoles, qui sont implicitement associés à une forme d'inspection pour les OCE, ou de producteurs au Nord lorsqu'ils font face à de multiples questions qui peuvent parfois laisser l'impression d'un doute sur l'équité de leur pratique. Plus généralement, l'élément central à souligner est que, peu importe qui visite, la demande d'information semble aller toujours dans le même sens et les besoins de justification ou de preuve de la valeur de l'activité reposer généralement sur les producteurs.

Les visites des OCE pour CIAP

La perspective développée par CIAP sur la place des voyages nous donnera une autre vision de ces relations directes. Comme chez ADM, cette question est aussi porteuse d'équivoques, puisque certains artisans doutent de la pertinence d'investir dans des voyages de dirigeants. Lors de notre passage, certains nous ont mentionné que l'organisation semblait se développer comme agence de voyages pour dirigeants plutôt que se pencher sur l'appui aux groupes de base. Cette question pose un problème réel dans le contexte d'une situation où les moyens financiers sont limités. Par contre, ces voyages sont justifiés par leur utilité à la fois pour le maintien/la création des relations commerciales et surtout pour entretenir le partenariat. Par exemple, ces voyages ont permis à CIAP de mieux connaître les réseaux de boutiques associatives d'ADM. En effet, sa relation commerciale n'existe qu'avec la centrale d'achat Solidar'Monde et le réseau ADM était peu connu des artisans et des dirigeants. Dans son compte-rendu de voyage, l'ex-présidente commente à propos de sa rencontre que le travail des bénévoles l'a impressionnée :

Ce sur quoi je veux insister fortement est le travail des bénévoles qui sont bien impliqués pour nous appuyer. Quand ils vendent un produit, ils sont très contents parce qu'ils appuient alors les artisans de CIAP. Ils font tout pour nous aider à vendre, ce qui inclut investir de leur poche pour notre transport ou nous héberger dans leur maison. Ce qui m'a énormément surpris est le travail qu'ils font. Ce qu'ils m'ont demandé est de leur envoyer plus d'information sur nos produits, l'organisation et les groupes de bases [TL] (CIAP, 2003).

Ces voyages créent aussi des débats entre dirigeants puisque, si cette position n'apporte pas nécessairement une rémunération importante, elle leur permet de voyager, ce qui participe positivement à l'expérience personnelle grâce à cette occasion de rencontrer les partenaires²³⁵. Il faut se rappeler que les dirigeants de CIAP sont avant tout des artisans et que plusieurs d'entre eux n'ont jamais voyagé hors du pays ou même visité les diverses régions du Pérou.

Malgré ces conflits et problèmes, il faut souligner que CIAP a beaucoup évolué dans la sélection des membres devant se déplacer pour les séjours au Nord. Si, comme dans plusieurs autres organisations de CE, ce n'était que les leaders principaux qui, jusqu'à tout récemment,

²³⁵ Même pour les visites nationales auprès des groupes de base au Pérou, la question de savoir quel dirigeant se déplacera provoque de forts débats. Par exemple, au moment de l'étude de terrain, nous avons assisté à un débat entre les dirigeants pour déterminer qui ferait les visites auprès des groupes de base. Ce qui est intéressant de noter est la volonté de partager le plus équitablement les possibilités de voyager entre les dirigeants face au besoin de respecter les tâches de chacun et leur domaine d'action. Une forte tension était présente entre une vision de ces visites comme expérience enrichissante pour chacun des dirigeants et comme mandat associé au titre de chacun (chacun des membres détient une aire d'action précise, telles la commercialisation, la vie des groupes, etc.).

assuraient la représentation dans les divers forums et lors de visites de partenaires, cette dynamique est en train de se modifier. Cela s'explique par plusieurs facteurs, mais l'un des plus importants est que l'un des leaders historiques de CIAP a pris une année sabbatique, ce qui a alors permis un certain renouvellement du leadership à l'interne. Aujourd'hui, les membres insistent pour que les délégués alternent :

Maintenant, X est parti pour une année sabbatique, il reste donc Y. Donc, je crois que oui, nous pouvons survivre sans lui. Mais ce qui se passe maintenant et qui me dérange beaucoup est que, par exemple, nous avons de la difficulté nous-mêmes à laisser les autres participer. Finalement, Z a participé à un voyage l'année dernière et cette année à partir d'une des me propositions où j'avais dit au conseil : « pourquoi Z ne pourrait pas y aller au Brésil? ». Tous m'ont regardé, mais Z a été. Mais il reste que même Z dit toujours : «Vous devez aller à Cochabamba, monsieur X ». [TL] [Entrevue dirigeant 4, CIAP, 2005].

Par exemple, cela a permis à l'ex-présidente et au nouveau président, tous deux artisans de base, de voyager et de représenter l'organisation dans divers forums²³⁶. Cette expérience a eu des effets personnels, surtout au niveau de la confiance en soi de ces individus qui ont pu se déplacer et se créer des réseaux de connaissances. Comme le mentionne une ex-présidente :

La première fois que j'ai voyagé, ce fut difficile même si les personnes organisèrent un itinéraire en Italie puisque je ne parlais pas la langue et le fonctionnement des organisations. Là-bas, j'ai dû connaître, apprendre et questionner moi-même, il fallait aller à l'université, dans les institutions, etc. J'ai beaucoup appris là-bas. [TL] [Entrevue artisan 3, CIAP, 2005].

Cette alternance permet à la fois une création de nouveaux leaderships en plus de démocratiser la représentation politique chez CIAP. C'est d'ailleurs cette question de la représentation dans les forums internationaux et lors de rencontres entre partenaires que nous aborderons maintenant en parlant des dynamiques de traduction auxquelles participent ces représentants (médiateurs collectifs) qui permettent d'entretenir le partenariat et la négociation du projet de chacune des organisations.

6.2.4. Les relations par médiateurs collectifs : négociation du projet au sein du partenariat transnational

Malgré les problèmes identifiés, les voyages contribuent activement à une meilleure connaissance des partenaires et favorisent la prise et le maintien de contacts entre eux, deux éléments centraux au partenariat. Une telle relation ne se construit cependant pas que par ces rencontres. En effet, lorsqu'on utilise l'idée de partenariat dans les discours du CE, on fait

²³⁶ Depuis la mise sur pied de CIAP en 1992, c'était toujours un des leaders historiques et dirigeant d'Intercraft, qui se déplaçait.

surtout référence aux relations officielles entre organisations, qu'elles prennent la forme de liens commerciaux ou de participation à des organisations/forums communs, deux éléments analysés auparavant dans le présent chapitre. C'est donc une dynamique de représentation par délégation dont on parle ici. Elle se fait, en l'occurrence, cette fois par l'intermédiaire de médiateurs collectifs qui représentent les organisations dans le mouvement et le partenariat. Pour la fin du chapitre, nous traiterons des relations directes entre les trois acteurs du partenariat de CE, CIAP, Artisans du Monde et Solidar'Monde²³⁷, en étudiant des initiatives de rééquilibrage du partenariat qui illustrent les défis et opportunités de ces relations, mais aussi les initiatives visaient leur approfondissement.

La volonté de rééquilibrer le partenariat chez Artisans du Monde : les critères du Nord

Nous avons vu dans le chapitre quatre que les critères du CE semblaient souffrir de déséquilibres puisqu'ils sont conçus au Nord et qu'ils reflètent en quelque sorte le projet éthique mis de l'avant par les OCE. Il fut aussi souligné qu'ils sont cependant en processus de négociation, comme l'illustrent les modifications apportées aux critères du travail des enfants qui se sont transformés au fil de discussions entre acteurs du Nord et du Sud. Un autre élément de déséquilibre, qui est aussi soulevé par plusieurs membres de CIAP et ADM, est que les critères que doivent respecter les producteurs sont nombreux et complexes alors que ceux qui s'appliquent aux OCE concernent surtout les conditions d'achat des produits (meilleur prix, relation durable et avances de fonds). Pour illustrer cette asymétrie de façon fictive, un producteur pourrait voir sa participation au CE compromise/questionnée par le non-respect de l'environnement (ou par l'absence d'effort positif puisqu'il s'agit dans ce cas d'un critère de progrès) alors que ses partenaires du Nord ne seront pas inquiétés s'ils ne font pas d'effort en ce sens ou n'ont pas de politique environnementale. Nous l'avons vu, cette caractéristique « d'imposition » des critères de garantie envers les producteurs a été au cœur d'un des débats les plus importants qu'a connu le mouvement de CE au niveau international et qui a mené à la distinction entre les filières certifiée et intégrée. Cet élément de garantie est d'ailleurs devenu plus important à mesure que le CE a dépassé les seuls cercles de consommation militante pour s'élargir au grand public qui a graduellement demandé des comptes et des garanties pour les produits équitables (ce qui justifierait le prix plus élevé devant être payé).

²³⁷ Voir l'annexe 6.2 pour une synthèse de ces relations.

Cette question a été au cœur de débats organisationnels chez ADM dans les années 1990. Dans le sillon de l'IFAT, l'organisation a graduellement développé l'idée d'établir des critères s'appliquant aux organisations du Nord afin d'accroître la cohérence de sa pratique, c'est-à-dire en visant la consolidation d'une filière équitable de l'achat à la vente en plus de favoriser un monitoring croisé basé sur la confiance plutôt que l'inspection (ADM, 1996 : 79). Dans un document de présentation de l'organisation adressé aux nouveaux bénévoles, on explique en ces termes, les objectifs de ce procédé :

Les critères ont pour objectif de montrer une cohérence entre ce que nous demandons aux partenaires et de ce que nous faisons, d'apporter une garantie de commerce équitable aux clients, de respecter les critères au Sud y compris dans les importations directes, d'alimenter une réflexion sur ce que nous faisons, de participer à la vie de la Fédération (Mieux connaître Artisans du Monde, 2002 : 3).

Le mécanisme d'application de ces critères s'appuie sur les procédures de l'IFAT, c'est-à-dire que chaque groupe local doit s'autoévaluer annuellement et souligner les aspects problématiques à améliorer. Cependant, à moins de pratiques carrément problématiques, le seul mécanisme coercitif d'application est la procédure d'adhésion de nouveaux groupes locaux à la Fédération Artisans du Monde puisque les candidats demandent leur agrément au bout d'un an, une décision prise par le Conseil d'administration de la Fédération après évaluation (idem : 3).

Cette liste de critères encadrant l'activité d'ADM se base sur ceux utilisés auprès des producteurs et ils sont divisés selon les mêmes thèmes, presque calqués sur ces derniers²³⁸. On remarque aisément que ces thématiques sont fortement liées à la définition de la mission d'ADM (notions de développement durable et de droit du travail) et à la formulation des critères pour les producteurs. Par contre, les éléments applicables concrètement portent principalement sur les éléments déjà mis l'avant par l'IFAT (prix à payer ou conditions commerciales, par exemple). Les éléments nouveaux portent plutôt sur des problématiques générales comme l'environnement ou les conditions de travail, mais ils sont peu précis ce qui rend leur opérationnalisation difficile. Malgré ces problèmes qui reflètent la persistance d'un contrôle principalement Nord/Sud, ils représentent une initiative intéressante dans les dynamiques partenariales avec les organisations de producteurs puisqu'on tente de se donner des obligations réciproques plutôt qu'à sens unique, ce qui renforce l'idée de pratique cohérente du CE qui est chère à ADM.

²³⁸ Voir l'annexe 6.3 pour le tableau.

Une initiative de projet participatif entre deux partenaires : le monitoring participatif entre Solidar'Monde et CIAP

Les membres de Solidar'Monde reconnaissent aussi les problèmes liés au partenariat de CE, souvent limité aux seules relations commerciales. Dans le cadre de leur mission d'importation/distribution des produits, l'organisation a ciblé un aspect pouvant être transformé afin de permettre une relation plus égalitaire et participative entre producteurs et OCE. En effet, comme nous l'avons mentionné, les questions de la formulation et de l'implantation/vérification des critères, déterminant la nature équitable de la relation, de l'organisation et des produits, posent problème puisqu'ils furent élaborés au Nord et qu'ils ont une nature partiellement absolue. Ceci est sans compter la difficulté technique de leur application, que ce soit par monitoring indépendant, tel que le pratique FLO, ou par l'autoévaluation croisée de l'IFAT. En fait, selon certains, le chantier de travail sur le monitoring constitue le défi contemporain majeur de la relation équitable :

Ce qui est à la mode actuellement, c'est la question du monitoring et de l'évaluation. [...] Ça évolue, la majorité des organisations de producteurs qui sont dans le circuit aujourd'hui sont des organisations qui sont complexes. Dans leurs structures, il y a plusieurs niveaux et ce n'est pas parce que ça se passe bien à un endroit que ça se passe bien ailleurs. Ils sont confrontés à des défis nouveaux, ils sont confrontés à des perceptions (...), ils portent un regard en général assez critique sur les organisations de commerce équitable du Nord. Donc, je pense que c'est plus ça les questions des années à venir que de mesurer les revenus des producteurs des organisations de commerce équitable... [Entrevue salarié 1, Solidar'Monde, 2004].

En ce sens, Solidar'Monde a mis de l'avant un projet de modification des mécanismes de monitoring par une redéfinition des critères du CE. Ce projet de rééquilibrage du partenariat avec les producteurs a été mis en branle avec CIAP pour en tester les modalités puisqu'on considérait que cette organisation était parmi les plus solides. Lors de notre étude de terrain auprès de cette dernière, nous avons d'ailleurs assisté à la visite du responsable chargé d'initier ce projet.

L'objectif de la visite était de développer une nouvelle forme d'évaluation basée sur la négociation de projets collectifs respectifs (endogènes) comme élément sur lequel fonder une conceptualisation négociée des critères qui définissent une organisation, une production et une relation équitable. Ce projet s'est fait en réaction au constat de la connaissance limitée ou partielle des partenaires producteurs de la part des membres d'ADM et, aussi, devant un mécanisme d'autoévaluation de l'IFAT que Solidar'Monde considère à la fois comme

inefficace et en décalage avec les projets des partenaires, comme le confirme d'ailleurs ce salarié d'Interkraft :

C'est important, car je sais que chaque deux ans, il y a la rencontre de l'IFAT où vont les représentants d'organisations qui parlent très bien, mais ce n'est que de la théorie. Bon, pour les autres organisations, comme la nôtre, organisations qui travaillent réellement avec des artisans, on aimerait qu'ils nous évaluent, non? Récemment, nous avons fait un questionnaire, et pour moi certaines questions n'avaient pas de sens. [TL] [Entrevue salarié 1, Intercrafts, 2005].

Les deux organisations doivent, annuellement, soumettre un rapport d'autoévaluation à l'IFAT et commenter celui du partenaire²³⁹. Toutefois, lors de sa visite, le membre de Solidar'Monde a affirmé que son organisation considérait cette formule comme problématique. Il soulevait d'abord le caractère trop général des questions en citant certains thèmes tels l'adéquation avec la justice et la transparence, les bénéfices des producteurs, la situation des femmes au Sud ou encore sur le prix « juste » à payer, le respect des avances de paiements et l'apport d'information sur les produits au Nord. Malgré la complexité de ces questions, l'organisation répondante doit se limiter à des réponses fermées (oui ou non) avec peu de place à l'explication. Aussi, le processus est surtout appliqué au niveau de la direction et ne percole généralement pas jusqu'à la base (même si cela a pu être son intention première). L'objectif de cet autocontrôle, en partie lié à l'absence de label formel pour la filière intégrée, était de rompre avec les procédures de vérification autoritaire pour plutôt s'orienter dans une optique volontariste et partagée entre partenaires, tablant ainsi sur la confiance associée aux principes historiques du CE. Toutefois, ce processus fait face à plusieurs problèmes dont le fait que les taux de réponse sont très bas, surtout chez les organisations du Sud (avec une seule réponse de l'Afrique et cinq de l'Amérique latine l'année précédant la réunion de l'IFAT en 2005) ce qui illustre un intérêt mitigé à son endroit. Plus globalement, aux dires du représentant de Solidar'Monde et d'autres acteurs rencontrés au Pérou, le problème principal est que le processus reste ancré dans une vision du CE selon laquelle les critères sont déterminés au Nord. En effet, lorsqu'on évalue une pratique, celle-ci se fait en fonction d'indicateurs qui s'appuient sur une définition et des critères de

²³⁹ Voir : IFAT, *Monitoring*, [En ligne]. <http://www.ifat.org/monitoring.shtml> (Page consultée en juillet 2006).. On y décrit plus en détail le processus de monitoring mis de l'avant par l'IFAT qui hybride la vérification et l'autocontrôle : « Every two years IFAT members thoroughly assess their performance against the IFAT Standards for Fair Trade Organizations. They consult all of their stakeholders in this assessment, set themselves targets for improvement and share their progress with IFAT. IFAT provides guidelines on how to do this, drawing on social audit methodology. The second step of the IFAT monitoring system is the mutual review, where members share their Self-Assessment reports with their trading partners. Finally, each year a percentage of IFAT members, chosen at random, have their Self-Assessment process verified by an independent external inspector. This is the External Verification ».

fonctionnement. Dans le cas de l'IFAT, bien que la procédure se veuille participative, elle ne remet pas en question l'origine des critères, confortant ainsi la vision d'un CE comme projet conçu par les organisations du Nord. C'est surtout en réponse à ce dernier point que Solidar'Monde a enclenché un processus de dialogue avec CIAP, son partenaire artisanal le plus solide à ses dires, afin de reformuler explicitement et conjointement la nature de leurs projets endogènes, ce qui permettrait ensuite d'élaborer des critères et des indicateurs en fonction de ces derniers.

La visite de deux semaines du membre de Solidar'Monde auprès de CIAP fut réalisée au début du mois d'août 2005 et fut justifiée auprès des membres à partir de questions que posent les clients en France sur les pratiques des OCE et la garantie d'équité des produits, ce qui nécessite une professionnalisation de part et d'autre. L'objectif était de venir faire un exercice de (re)définition conjointe du CE en s'appuyant sur des projets collectifs propres à chacun pour ensuite négocier les critères d'évaluation permettant de vérifier l'adéquation des discours et des pratiques. Afin de mettre en branle le processus, le représentant désirait discuter avec certains dirigeants nationaux de CIAP et membres de groupes locaux. Cette initiative s'ancre tout à fait dans une vision du partenariat qui ne s'appuie pas sur une similarité de conditions des acteurs, mais prend leurs différences comme élément de complémentarité qui permet ensuite la négociation.

Par contre, cette initiative de Solidar'Monde a aussi fait face à certains obstacles, dont deux éléments limitants furent observés lors de cette visite et soulignés par diverses personnes. On remarque qu'un dialogue franc sur les revendications et problèmes entre partenaires ne faisait pas partie des habitudes de CIAP, qui était plutôt habituée à ne présenter que les aspects positifs de sa pratique aux partenaires. La visite a d'ailleurs débuté par une certaine incompréhension de la part des membres de CIAP devant le projet que voulait mettre de l'avant Solidar'Monde, une incompréhension qui s'est graduellement atténuée au cours du séjour, à la suite de conversations répétées. Le second élément de limitation fut lié à la difficulté, pour les membres de CIAP, de formuler leur projet en leurs propres termes sans toujours faire référence aux textes et aux critères internationaux de CE. Cette visite a d'ailleurs mis en lumière une tension due au fait que CIAP a mis sur pied un projet propre à son contexte organisationnel et national mais qui s'ancre aussi dans une dynamique de mimétisme associée à une conception du CE développée internationalement. Cette visite a

aussi introduit, par ailleurs, des développements positifs, dont le fait que l'on a changé la dynamique des visites et que l'on a souligné collectivement certains problèmes de l'organisation exprimés surtout en termes d'obstacles à la circulation de l'information. Selon plusieurs intervenants de CIAP, c'est la première fois en fait que ces problèmes étaient discutés directement avec un partenaire européen.

Dans cet exemple, les éléments pertinents à nos propos sont nombreux. Les personnes en présence ont remarqué que l'expression et la négociation d'un projet sont plus complexes que ce que l'on avait pensé. En effet, le représentant de Solidar'Monde s'est retrouvé face à la réalité diversifiée de CIAP qui amalgame des projets socioculturels et commerciaux en plus de devoir gérer les forts particularismes régionaux des groupes de base. Cette visite a aussi tenté de briser le réflexe des partenaires du Sud qui consiste à calquer leurs discours sur ceux élaborés au Nord. Ainsi, le projet « endogène » de CIAP, que veut mieux comprendre Solidar'Monde, s'inscrit dans des dynamiques internes qui sont parfois problématiques, mais aussi dans diverses relations avec les partenaires du Nord et les organisations internationales/nationales de CE. En fait, au-delà des relations structurelles de pouvoir que nous avons mentionnées, CIAP montre une volonté d'affirmation collective et met de l'avant des dynamiques de négociation avec les partenaires et le mouvement. On ne peut pas alors parler de projets purement endogènes ni de mimétisme complet, mais plutôt de dynamiques de négociation et de transformation des projets, ce qui rejoint le fil conducteur de notre thèse. Par exemple, si CIAP met l'accent à plusieurs occasions sur la place des femmes au sein de l'organisation, cela ne constitue pas qu'une volonté de se conformer à une thématique populaire au sein des réseaux internationaux de CE, mais c'est aussi basé sur un désir de résoudre cette problématique, comme le démontre la conduite d'une étude sur la situation des femmes et des aînés qu'avait commandée l'organisation à une stagiaire française (Charbonneau, 2004).

CONCLUSION

Ce chapitre a porté sur la construction du mouvement de CE à la fois au niveau national et international ainsi que sur les mécanismes qui activent le partenariat entre OCE et groupes de producteurs, un élément central du projet. Nous avons d'abord vu comment les deux organisations étudiées, CIAP et ADM, s'inscrivent dans leur mouvement national respectif de CE qui sont caractérisés par des discordes. Pour les deux cas étudiés, ces mouvements étaient porteurs de dissensions quant aux questions de CE local, de monitoring (en France) et d'appartenance à la filière intégrée. Cette implication d'ADM et de CIAP dans les mouvements nationaux participe à la définition de leur projet collectif qu'elles doivent préciser et adapter au gré de leurs interactions avec les autres organisations. De plus, comme nous l'avons vu dans le cas des dynamiques organisationnelles au chapitre cinq, la construction du mouvement social repose fondamentalement sur la création de frontières qui demeurent toujours poreuses et temporaires. Comme pour tout mouvement, celui de CE doit définir en commun sa pratique malgré les dissensions et réguler ses portes d'entrée. Ce phénomène est encore plus présent pour le CE puisqu'il est fondé sur une pratique commerciale en pleine expansion, qui attire beaucoup de nouveaux venus.

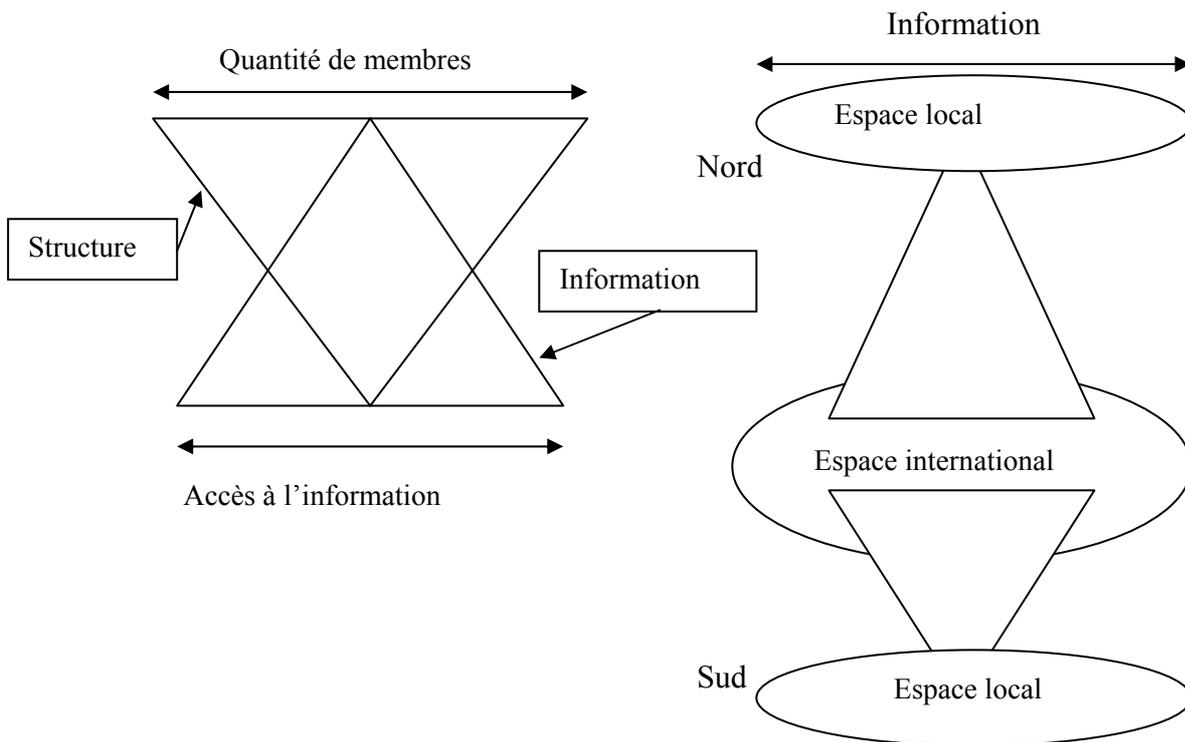
Nous avons aussi montré que les mouvements nationaux et les deux organisations à l'étude s'inscrivaient dans le mouvement international de CE qui se compose de deux filières articulées autour de la définition commune de FINE. En effet, les organisations de coordination des mouvements nationaux (la PFCE et le *Red nacional de comercio justo y consumo ético*) et les deux acteurs étudiés réfèrent à cette définition et aux directions prises par les deux organisations qui pilotent les deux filières du mouvement. Comme c'était le cas pour le mouvement national, le mouvement international est aussi traversé par des tensions qui portent sur la définition à donner au CE et surtout les modalités à privilégier lors de sa mise en pratique. Nous avons alors insisté sur les différences entre les deux grands systèmes de monitoring qui reposent sur des visions divergentes quant à l'élément principal du discours du CE dans sa version Nord/Sud, c'est-à-dire la question du partenariat à laquelle nous avons dédié le reste du chapitre.

Cette question demeure problématique pour les organisations étudiées et constitue toujours un concept flou. Nous avons aussi souligné, dans le cadre conceptuel, que les définitions du partenariat mettent peu l'accent sur l'égalité des acteurs, mais plutôt sur les inégalités et les

différences entre eux, lesquelles sont vues comme des éléments de complémentarité constitutifs du partenariat. Toutefois, si ce principe est bien intentionné, il ne change pas les obstacles liés à la situation initiale de déséquilibre entre les acteurs. En effet, le problème le plus fondamental d'une relation transnationale est la question des inégalités (ressources, mobilité ou éducation, par exemple) et l'histoire des pratiques de développement qui jouent un rôle dans le maintien de relations Nord/Sud sur une base assistentialiste ou de pouvoir. Alors, si ce sont les OCE qui définissent le projet pour elles, les organisations du Sud resteront toujours faibles et on verra plutôt apparaître des pratiques autoritaires ou individualistes fortes (tournées vers la famille seulement, par exemple). Ce déséquilibre dans la construction d'un projet commun vient aussi d'une méconnaissance des partenaires. On a tendance à parler d'une société structurée en réseaux et de nouvelles formes de solidarité transfrontalière, mais est-il réellement possible de sortir d'une représentation stéréotypée ou utilitaire de l'autre sans aller au-delà des seuls modes intermédiés de communication (internet, téléphone, fax, etc.)? Au Sud, l'autre phénomène posant problème est que les organisations désirent être incluses dans les réseaux équitables et elles sont alors prêtes à se conformer à une image projetée par le partenaire du Nord ou à théâtraliser leur pratique. Par exemple, dans le cas de CIAP, on observe que l'ambiguïté autour du projet va laisser toute la place à l'émergence d'une culture de l'entrepreneuriat individuel dans un cadre collectif plus faible²⁴⁰. Plus globalement, on pourrait schématiser les déséquilibres de la relation transnationale entre OCE et producteurs en termes de goulots d'étranglement, à la fois dans les organisations, où l'information est inversement proportionnelle au nombre de membres présents dans les instances, et dans l'espace transnational où l'on observe une rétention de l'information par quelques leaders des organisations, surtout les OCE du Nord, comme le montre le schéma suivant :

²⁴⁰ De nouveau, le contexte joue : l'artisan est avant tout un entrepreneur et un créateur habitué à un travail individuel ou familial.

Schéma 6.2 : l'accès à l'information dans les organisations et le partenariat



Par contre, si ces limites à l'établissement d'un partenariat plus égalitaire entre organisations existent, nous avons aussi vu qu'il doit être compris comme un processus de négociation et non comme un état immuable. Dans ce contexte, la relation entre les partenaires n'est pas déterminée par les obstacles systémiques; les intentions des acteurs, les dynamiques au sein des organisations et les initiatives qui sont mises en place l'influencent aussi. En fait, si on synthétisait les propos des militants des organisations étudiées et les initiatives mises en place pour renouveler la relation entre partenaires, on pourrait dire que la vision idéalisée du partenariat qui circule au sein de ce réseau de CE en est une se basant sur la négociation d'un projet collectif s'appuyant sur des projets endogènes propres à chacune des organisations²⁴¹.

²⁴¹ Voir l'annexe 6.4. pour un schéma de synthèse.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La question de recherche de cette thèse était celle-ci : « Comment se construisent et se négocient les projets collectifs ainsi que les liens partenariaux de solidarité au sein des mouvements sociaux transnationaux ? ». Nous avons donc articulé cette recherche autour de deux problématiques générales. L'une était théorique et portait sur le questionnement introduit par Melucci (1996) quant à la construction de l'identité collective dans les mouvements sociaux qui était, selon lui, un chantier de recherche à la fois prometteur et peu exploré par des études empiriques. La seconde problématique est venue ajouter une dimension transnationaliste additionnelle à ce questionnement. En effet, nous désirions analyser plus en détail le mouvement de commerce équitable, plus particulièrement l'un de ses éléments rhétoriques centraux portant sur la constitution d'un partenariat renouvelé entre les producteurs du Sud et les organisations du Nord. Cette pierre angulaire de la pratique, qui dénonce les rapports de pouvoir présents dans le commerce conventionnel, est cependant l'un des défis principaux du mouvement qui, comme nous l'avons d'ailleurs constaté sur le terrain, peine à définir et solidifier ce partenariat, au-delà de la relation commerciale dite solidaire.

Avec l'introduction de cette dimension transnationale, la question de Melucci se complexifiait, et ce, pour diverses raisons. De tels mouvements regroupent des acteurs distants géographiquement et qui sont liés par une relation somme toute ténue, principalement à cause des difficultés à l'entretenir par des rencontres. De plus, cette distance se manifeste en termes culturels par une incompréhension mutuelle liée à des contextes, des situations et des priorités souvent différents/divergents. Dans ce contexte, la relation s'appuie souvent sur des informations secondaires et un imaginaire spécifique quant à la situation du partenaire, qui viennent alimenter les discours sur la pratique. Finalement, pour le cas particulier du commerce équitable, ce mouvement met en relation des acteurs avec des quantités asymétriques de ressources; alors que les OCE, malgré qu'elles comptent sur un nombre de salariés, sont principalement composées de membres bénévoles de la classe moyenne scolarisée, les organisations de producteurs ont des membres souvent peu éduqués vivant dans une situation économique précaire, qu'il s'agisse des artisans ou de producteurs agricoles. Bref, étudier la construction de l'identité collective prenait alors une nouvelle ampleur. Surtout, cela posait de nouveaux défis méthodologiques quant au terrain multisitué et

relativement à la stratégie de description qui a pris la forme d'une cartographie tel que proposé par Latour (2005).

Cette thèse a donc développé une analyse fondée sur un principe général, c'est-à-dire de cartographier la relation transnationale entre deux partenaires de commerce équitable par l'analyse des points articulatoires de transformation de son contenu. Nous entendons par points articulatoires, les lieux, les événements ou les individus qui diffusent et modifient les discours et la pratique des organisations. Cette idée de description ciblée a, entre autres, été nécessaire devant la complexité de la relation étudiée. En effet, analyser la construction d'une identité collective est une démarche complexe pour un groupe restreint, qui devient passablement difficile dans le cadre d'une relation transnationale regroupant de nombreux acteurs et lieux d'interaction. Nous avons donc décidé de réduire quelque peu nos ambitions en nous penchant principalement sur ce que nous avons appelé le projet collectif des organisations et du mouvement, c'est-à-dire la façon de concevoir le commerce équitable, d'énoncer ses objectifs et finalités et de déterminer sa place dans les autres mouvements sociaux. Cet élément nous a amené à l'introduction du concept de cadres d'interprétation comme discours collectifs organisés. Nous avons vu que différents cadres d'interprétation peuvent cohabiter dans une organisation et que leur agencement supporte le discours officiel à un moment donné. En lien avec cette idée, nous avons dû déterminer une méthode qui nous a permis de cibler les éléments pertinents de la relation entre les acteurs impliqués puisque, même en choisissant un partenariat comme cas d'étude, la description exhaustive était inapplicable. C'est donc dans ce contexte que nous avons établi une méthodologie basée sur une cartographie des lieux pertinents de construction du projet et que nous avons choisi de suivre les réseaux d'interaction.

Trois éléments principaux furent identifiés pour la compréhension de la construction du projet transnational entre les deux organisations. L'analyse fut entreprise autour de la question du « projet imaginé », c'est-à-dire les représentations basées sur des connaissances souvent indirectes des partenaires, l'imaginaire entourant leur situation ou même, parfois, certains préjugés. Cet aspect « immatériel » de la relation transnationale est fort important puisqu'il a des impacts sur les discours promotionnels (et de recrutement) des organisations en plus d'avoir une influence concrète sur les attentes des militants quant à la nature, aux objectifs et à l'opérationnalisation de la pratique. Dans cette première partie de l'analyse, nous avons

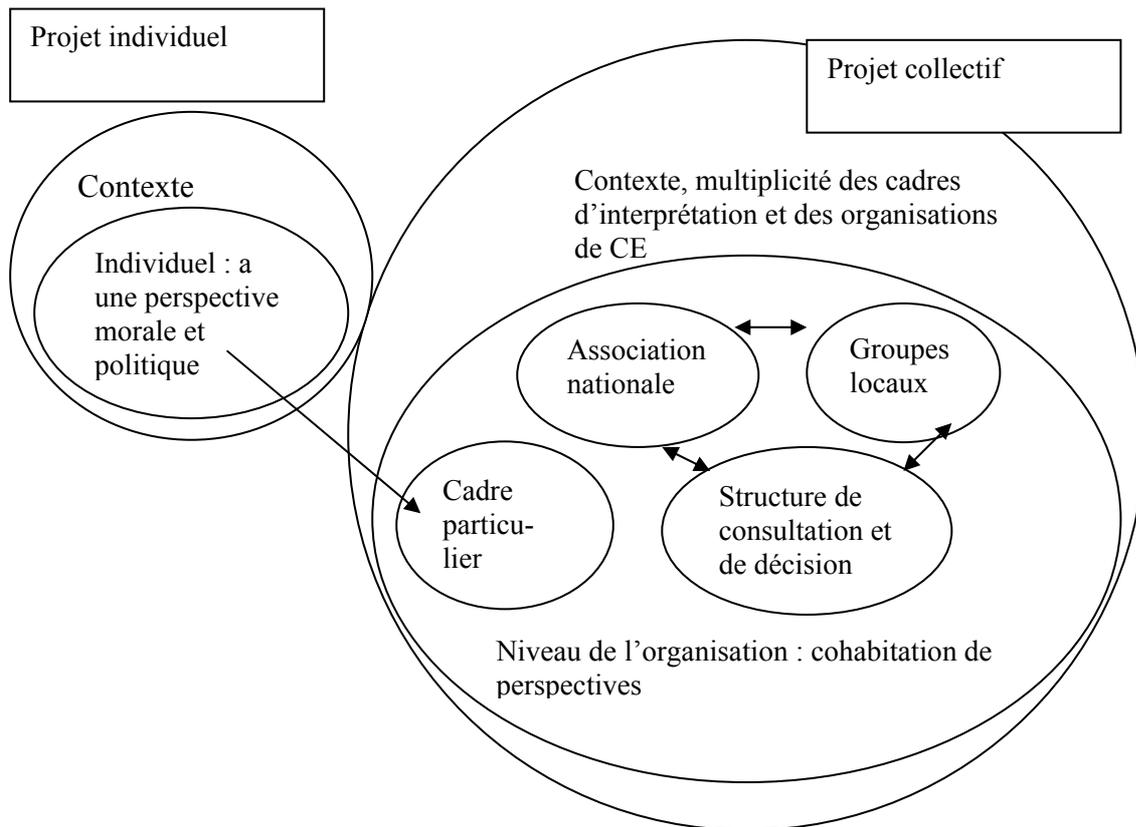
fortement insisté sur l'idée de représentations, un concept que nous avons d'ailleurs repris dans le reste de la thèse. En effet, les représentations, toujours de nature politique, portent à la fois sur cet imaginaire quant aux partenaires, mais aussi sur les relations dans les organisations et le mouvement ou la majeure partie des contacts se font par délégation, que les personnes impliquées soient mandatées par l'organisation ou qu'elles agissent par initiative individuelle tel que nous l'avons vu avec le cas des voyages dans le sixième chapitre. Nous croyons que cette idée de représentation est l'un des concepts centraux nous permettant d'appréhender les mécanismes de la construction du projet collectif, à la fois de chacune des deux organisations, et pour celui qui est négocié entre elles dans le cadre de leur partenariat. C'est cette idée qui nous a mené vers une approche esthétique de la représentation que nous avons développée dans le chapitre conceptuel et méthodologique. Cette approche s'appuie sur l'idée d'une distance de représentations qui est fondamentale -et non accessoire- menant l'analyse vers une étude approfondie de cette distance en tant qu'espace de négociation plutôt que de présupposer l'identité des termes (discours/pratiques) et étudier leurs contradictions.

D'ailleurs, au début du processus de recherche, nous avions pensé faire l'analyse des discours et pratiques du mouvement de commerce équitable en analysant leurs concordances et discordances. En cours de route, nous avons plutôt conclu que cette orientation était inappropriée à nos questions de recherche. Bien entendu, cette idée n'est pas complètement fautive, au sens où il doit y avoir un lien entre discours et pratiques pour qu'on puisse parler de commerce équitable, mais nous avons cru plus pertinent de changer la logique de l'approche. Ainsi, nous considérons l'existence d'une telle distance comme étant intrinsèque au processus et avons choisi d'analyser comment se construit et s'articule le projet dans cet espace de négociation. Par exemple, plutôt que d'analyser l'application par les producteurs du concept de travail collectif et solidaire tel que promu par les organisations internationales de CE, il nous a semblé plus intéressant de nous pencher sur sa construction par la circulation du sens, sa réappropriation et la négociation de sa nature et de son application par les acteurs. De façon générale, c'est cette approche qui, selon nous, permet de réellement plonger dans l'étude de la construction des projets et des identités dans les organisations et les mouvements puisqu'elle redonne le statut d'acteur aux membres et considère le sens comme négocié par les acteurs plutôt qu'imposé à eux.

Partant de cette idée et du projet imaginé, nous avons ensuite développé deux autres exercices analytiques (présentés dans les chapitres cinq et six) qui, cette fois, suivaient concrètement le cheminement des discours/pratiques des acteurs du partenariat étudié. Le premier portait sur les mécanismes qui participent à la construction du projet des organisations par l'analyse de leur contexte, de leurs dynamiques internes et de leurs relations à leur environnement. Nous avons déterminé que l'organisation serait conçue comme un système ouvert et, d'ailleurs, les phénomènes de construction du projet nous sont apparus fortement liés à l'idée de fixation temporaire de ses frontières, qui demeurent poreuses. Ainsi, malgré un discours organisationnel structuré adressé aux membres et aux acteurs de l'environnement, il n'est en fait qu'un cliché temporaire qui illustre les rapports de force internes à un moment donné. En effet, les organisations voient leurs discours contestés, réinterprétés et transformés par leurs membres et on observe alors une relation où les instances administratives essaient de fixer une conception de la pratique et des militants qui la contestent ou la promeuvent. Les frontières sont donc instables et contestées. Par contre, ce projet officiel demeure un instrument de différenciation et une porte d'entrée principale pour les nouveaux adhérents.

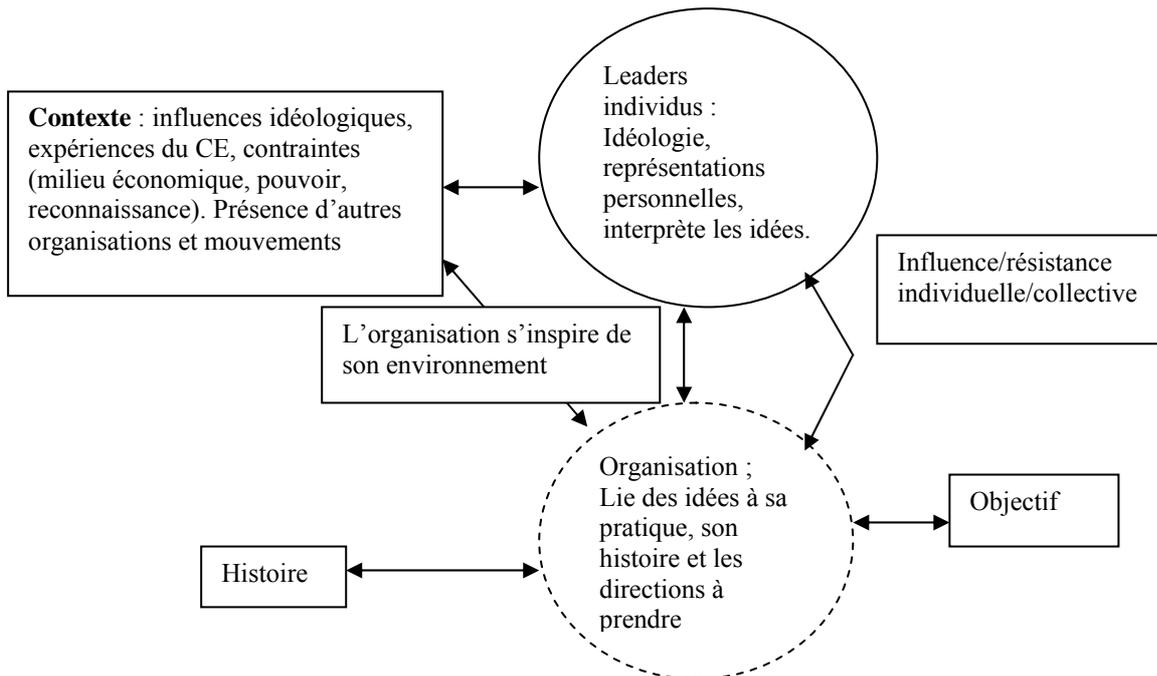
Cette dernière question de l'inscription des individus dans les organisations est d'ailleurs particulièrement intéressante. En effet, il est pertinent de comprendre comment les individus, qui développent des opinions et des perspectives personnelles, en arrivent à participer à une action collective. Nous avons vu dans la thèse qu'ils vont participer à une organisation où cohabitent déjà plusieurs cadres d'interprétation, ce qui va leur permettre de s'aligner sur ceux qui sont plus concordants avec leur vision des choses. Par exemple, chez ADM, malgré un projet inscrit officiellement dans l'économie solidaire et l'altermondialisme, la présence des visions assistantialiste ou développementaliste va permettre à un individu plus près de ces perspectives de s'identifier à ces autres aspects et d'ainsi trouver un sens à son action au sein de l'organisation. Nous avons développé un schéma qui illustre cette dynamique de passage de l'individuel au collectif.

Schéma C.1 : Passage du projet individuel au projet collectif



Dans le chapitre sur les organisations, nous nous sommes aussi attardé à cette dernière question des dynamiques organisationnelles qui participent à l'élaboration de leur projet. Nous avons d'abord développé des thèmes relatifs à l'histoire de l'organisation, à son évolution et à sa transformation en fonction des réalités internes et des changements dans son environnement. Aussi, il fut souligné l'importance des espaces informels au sein desquels on observe des mécanismes de socialisation des nouveaux membres ou la création d'alliances et de sous-groupes. Par contre, cet espace est surtout celui des leaders qui sont à la fois ancrés dans l'organisation, mais qui peuvent aussi participer à d'autres groupes/réseaux. Avec cette participation, ces individus peuvent s'inspirer de nouvelles idées qu'ils introduisent alors dans l'organisation. Nous avons tenté de schématiser cette triple relation de l'organisation : son histoire et ses objectifs, l'environnement dans lequel elle s'inscrit et la place des leaders en son sein.

Schéma C.2 : Synthèse du cheminement des idées dans l'organisation



En ce qui concerne l'inscription de l'organisation dans son environnement, et plus particulièrement la participation au mouvement de CE, cette dynamique est basée sur des interactions multiples. L'organisation agit sur et réagit à l'environnement par l'intermédiaire de relations interorganisationnelles et de ponts créés par ses militants. C'est d'ailleurs ce sujet qui, quoique ayant été initié dans le chapitre cinq avec l'analyse de l'introduction de l'économie solidaire chez les deux acteurs, a été l'élément central d'analyse de la première partie du chapitre six. Celle-ci portait sur l'inscription des organisations dans leurs mouvements nationaux de commerce équitable et au sein du mouvement international. Ces processus d'interaction avaient été conceptualisés pour les mouvements sociaux par Snow et al (1986 : 464) en tant qu'« alignement des cadres d'interprétation » (*frame alignment*), décrivant les changements ou les réorientations des cadres particuliers afin de les mettre en adéquation plus forte avec l'environnement. De façon générale, cette idée est généralement utilisée pour décrire les processus de mobilisation de nouveaux militants, c'est-à-dire d'augmenter la résonance des discours du mouvement dans la société (Tarrow, 1992 : 188)²⁴². Un exemple de ce processus est donné par Berbrier (1998) relativement aux transformations des discours des nouveaux mouvements racistes qui utilisent aujourd'hui un cadre de

²⁴² Hall (1982) parle de politique de la signification où les mouvements sont les agents signifiants qui tentent d'affecter des consensus et d'amener à la mobilisation de nouveaux adhérents. Ce processus avait été abordé dans le chapitre 4 lorsque nous avons analysé les discours d'ADM concernant les producteurs en termes de kitsch et d'horreur.

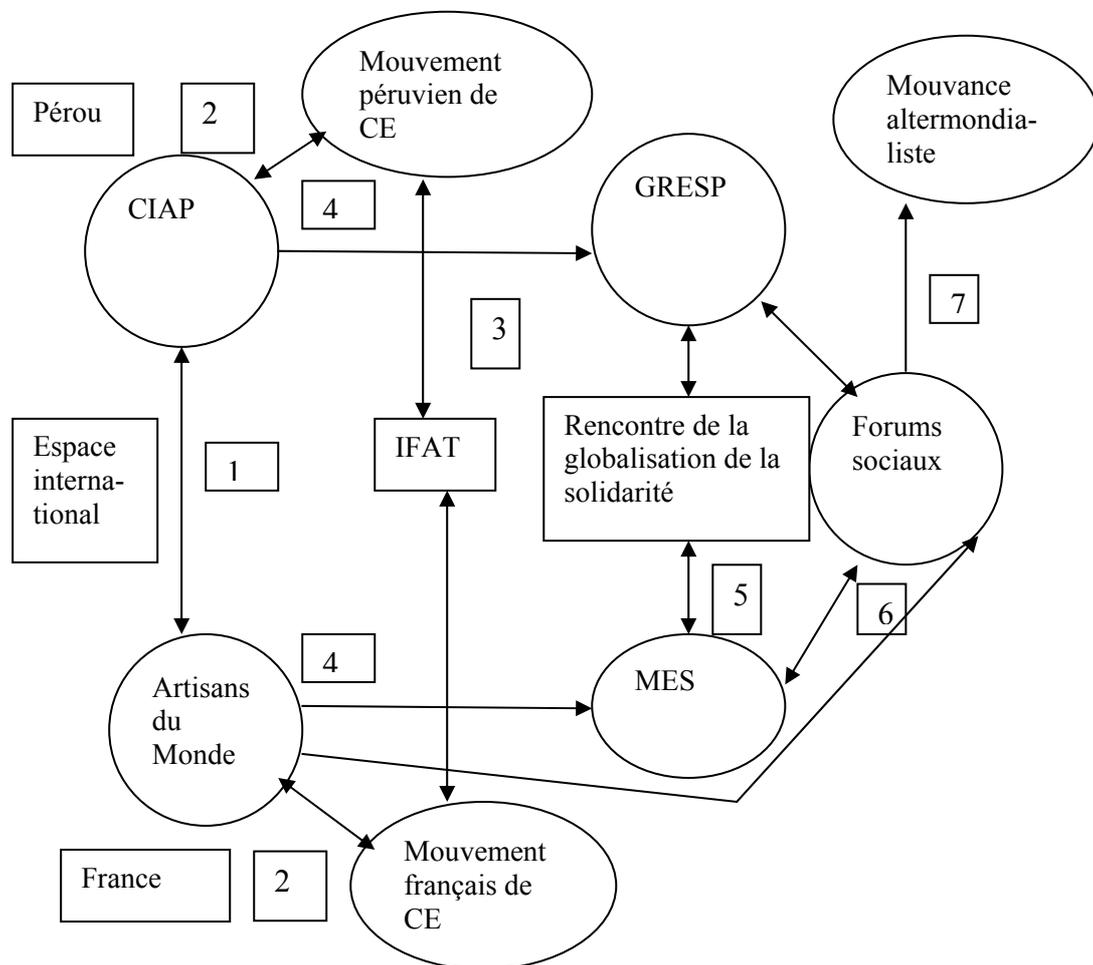
pluralisme culturel, éliminant le côté haineux du racisme et concevant les « blancs » comme une minorité ethnique opprimée. Tarrow (1992 : 188) identifie cinq processus d'alignement : le *frame bridging*, provoqué par l'amalgame de deux conceptions disparates en une cause commune; le *frame transformation*, impliquant un processus de création de codes culturels alternatifs par la transformation d'anciennes valeurs; le *frame amplification*, relatif à la clarification et le renforcement d'une interprétation particulière en lien avec une question donnée; finalement, le *frame extension*, qui consiste, pour les mouvements, à recruter d'autres adhérents en reliant leur perspective à certaines valeurs partagées plus largement.

Cette manière de conceptualiser les relations à l'environnement s'applique à notre cas d'étude puisque nous croyons qu'un phénomène similaire a lieu lors de l'inscription des organisations dans les mouvements sociaux. En effet, nous avons souligné qu'ADM et CIAP, dans un contexte en transformation, ont transformé leurs discours par l'introduction de nouveaux éléments de conceptualisation de leur pratique. Par exemple, si nous avons vu chez ADM que l'organisation avait développé un discours sur les producteurs pour sensibiliser les consommateurs et les militants quant à la question de la situation vécue au Sud, elle l'a aussi modifié devant les questionnements de nouveaux acteurs du commerce équitable et de l'économie solidaire. En fait, la transformation de la scène du commerce équitable dans les deux pays a amené CIAP et ADM à graduellement intégrer le mouvement de l'économie solidaire ce qui a favorisé l'introduction d'une nouvelle conceptualisation du commerce équitable quant, entre autres, à l'élément de localisation de la pratique. On pourrait concevoir cette situation dans des termes similaires à ceux de la mobilisation d'adhérents au sens où les transformations subies par les mouvements nationaux de commerce équitable respectifs par l'introduction notamment de nouvelles perspectives, amènent les organisations à modifier leur discours afin qu'il résonne plus fortement au sein même de ce mouvement. Ainsi, on passe de l'inscription du mouvement dans la société à celle de l'organisation dans les mouvements.

Les cas d'ADM et de CIAP peuvent être compris à partir des trois des quatre éléments de l'approche de l'alignement des cadres d'interprétation. Les deux organisations ont créé des ponts (*frame extension*) entre leur pratique et celle de l'économie solidaire en liant leurs aspects communs tel le statut juridique des organisations. Ce rapprochement a ensuite mené à une transformation (*frame transformation*) de la conception du commerce équitable, d'une vision exclusivement Sud/Nord vers une volonté de localisation de la pratique dans chacun

des pays. Finalement, on a insisté sur la notion de cohérence totale de la pratique chez ADM, c'est-à-dire l'extension (*frame amplification*) d'un discours d'équité et de justice, se limitant initialement à la situation des producteurs, à la question des pratiques des organisations du Nord. Cet alignement des cadres d'interprétation des organisations sert d'abord à définir le projet de chacune, mais aussi à construire les frontières du mouvement de commerce équitable qui doit définir la pratique à partir des perspectives de ses membres. Pour synthétiser les relations entre les organisations et les mouvements que nous avons étudiés dans cette thèse, nous avons produit un schéma général :

Schéma C.3 : Commerce équitable, économie solidaire et altermondialisme



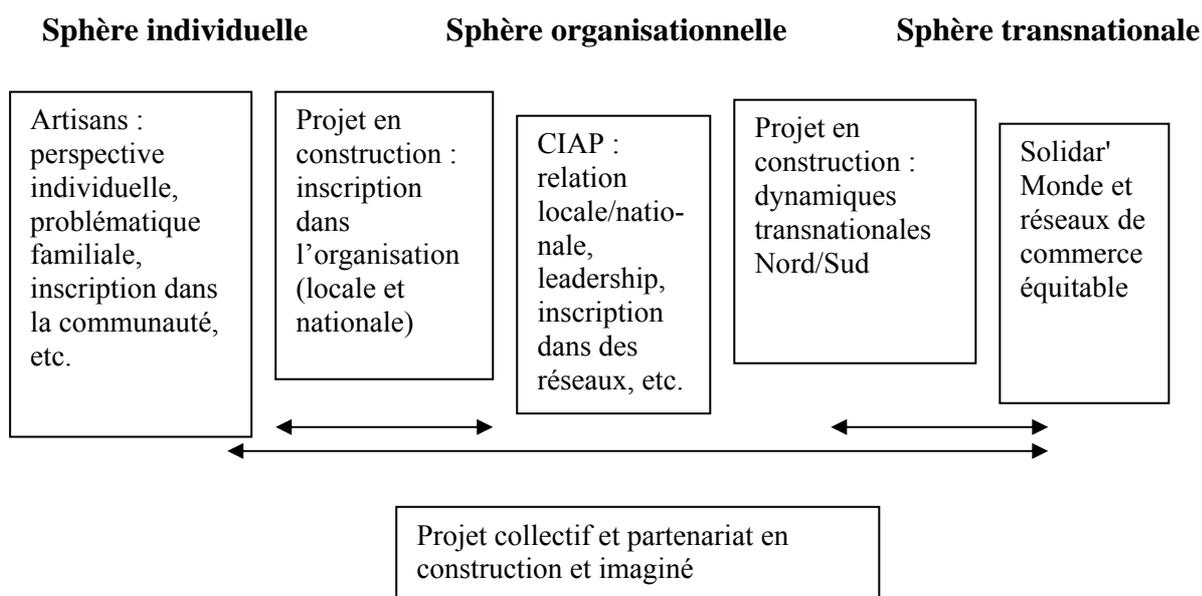
Les flèches à double pointe de ce schéma illustrent un processus de transformation bidirectionnelle résultant de la relation entre les acteurs. La flèche numéro un du schéma renvoie aux relations partenariales entre les deux organisations, qui influent sur leur projet respectif. La flèche numéro deux signifie une relation d'inscription des deux organisations

dans leur mouvement national de commerce équitable respectif où, par des dynamiques de conflits/intégration, elles définissent plus clairement la nature de leur pratique et la modifient parfois. Le numéro trois réfère à la construction du mouvement international de commerce équitable (pour la filière intégrée). La flèche quatre est associée au processus d'inscription dans les mouvements de l'économie solidaire qui ont eu comme impact principal d'introduire la dimension localisée du commerce équitable. La flèche cinq est relative à la graduelle mise sur pied d'un mouvement international d'économie solidaire qui se manifeste par exemple lors des Rencontres internationales sur la globalisation de la solidarité où les diverses initiatives d'économie solidaire sont partagées par les acteurs. Le numéro six vise à illustrer que, pour les deux cas à l'étude du moins, l'économie solidaire et les organisations y étant associées ont constitué une voie d'implication importante pour les forums sociaux, lieux symboliques de rencontre de la mouvance altermondialiste (flèche 7). Bref, il est plus aisé de voir avec ce schéma que les dynamiques d'inscription des organisations au sein de divers mouvements sociaux sont multiples et complexes et que les points d'arrimage pour l'étude du phénomène général sont nombreux.

Pour revenir à l'analyse organisationnelle, on pourrait concevoir ce réalignement des discours de l'organisation comme une modification de l'équilibre interne des divers cadres participant à la fixation temporaire d'un projet collectif. Par exemple, chez ADM, l'économie solidaire comme nouvel élément du discours est graduellement devenue centrale par la transformation des rapports et de la légitimité/résonance de certains cadres en son sein. Quant au dernier chapitre d'analyse, nous y avons étudié la question des relations entre les deux partenaires et leurs mouvements nationaux de commerce équitable en soulignant, entre autres, les tensions qui les traversent. Ces tensions se manifestent, par exemple, dans une double dynamique contradictoire, mais complémentaire : la différenciation des acteurs et leur coordination dans le but de structurer le mouvement national. Par ailleurs, nous avons relevé le rôle central joué par l'IFAT à laquelle appartiennent ADM et CIAP et qui a fortement inspiré leurs discours. En effet, les deux organisations faisaient référence aux initiatives de l'IFAT telles les idées de la marque d'organisation et de la cohérence de la filière. Finalement, le dernier élément d'analyse du chapitre est la question du partenariat entre les deux organisations étudiées. En effet, le processus de recherche nous a amené vers la confirmation de notre idée de départ, c'est-à-dire que le partenariat est au cœur du mouvement de commerce équitable et que son analyse apporte des éléments capitaux de compréhension du mouvement dans son ensemble.

Nous avons souligné que le partenariat est porté à la fois par des contacts individuels, commerciaux ou officiels entre les deux organisations qui participent tous à sa construction. C'est aussi un phénomène itératif, c'est-à-dire que chacun négocie la pratique et le discours commun, mais toujours en relation avec son projet respectif, qui sert de base à la négociation. Nous avons aussi vu que, malgré les imperfections et les limites du partenariat de CE, les acteurs innoveent en ce domaine comme l'a illustré le monitoring participatif qui tente de combler certaines lacunes de la relation partenariale. Le schéma suivant résume la construction du projet transnational tel que vu dans les trois chapitres, c'est-à-dire les passages de la sphère individuelle à la sphère collective des organisations, puis à l'espace transnational du partenariat.

Schéma C.4 : La négociation du projet collectif et du partenariat par CIAP



Pour conclure nos propos, nous avons produit un cas d'étude qui est certes limité dans son ampleur par rapport au projet initial qui voulait comprendre la construction de l'identité collective du mouvement international de commerce équitable et possiblement aborder la question pour la mouvance altermondialiste. Nous croyons cependant que ces limitations nous ont probablement amené vers des pistes intéressantes, quoique plus circonscrites, pour la compréhension des mouvements sociaux transnationaux. D'abord, nous avons avancé l'idée de concevoir le processus de construction du projet collectif comme étant marqué par la

distance et la dissonance permettant la négociation. C'est cette idée qui nous a conduit à l'introduction du concept d'esthétisme et de traduction pour suivre la construction des discours dans les organisations et le partenariat, un des apports principaux de la thèse à notre avis. Aussi, l'articulation de l'analyse autour du projet collectif et du partenariat a introduit la nécessité d'une méthodologie que nous croyons pertinente pour de telles études. En fait, plus que des éléments théoriques, c'est plutôt la méthode qui est au centre d'une étude désirant entreprendre concrètement l'analyse la construction de l'identité collective des mouvements sociaux transnationaux. Par la suite, dans le cadre de recherches pouvant avoir une ampleur plus importante, il serait possible de conjuguer diverses études de cas de cette nature aux analyses de la relation entre le mouvement et ses opposants pour obtenir un tableau plus complet de la construction du mouvement international de commerce équitable.

BIBLIOGRAPHIE

ADAM B-D., 1993, "Post-Marxism and the New Social Movements", *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 30, 3 : 316-336.

AFNOR, *Accord AC X50-340 : Commerce Équitable*, [En ligne]. http://www.afnor.fr/prt_actu_cont.asp?ref=4899&PageActu=SD&lang=French (Page consultée en juillet 2006).

AGRIKOLIANSKY, E., O. FILLIEULE et N. MAYER, 2005, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.

ALDRICH H. E., 1971, "Organizational Boundaries and Inter-Organizational Conflict", *Human Relations*, 24, 4 : 279-87

ALGER, C., 1996, "Transnational Social Movements, World Politics, and Global Governance" : 243-259, in Chatfield C., R. Pagnucco et J. Smith (dir.), *Solidarity Beyond the State: The Dynamic of Transnational Social Movements*, New-York, Syracuse University Press.

ALTER ECO, 2002, *Étude d'impact du CE au Sri Lanka*, France, AlterEco.

ALTVATER E. et B. MAHNKOPF, 1997, "The World Market Unbound" : 306-325 in A. Scott (dir.), *The Limits of Globalization*, London, Routledge.

ALVAREZ S., E. DAGNINO et A ESCOBAR, 1998, "Introduction: The Culture and the Political in Latin American Social Movements" : 1-29 in A. Escobar, S. E. Alvarez et E. Danigno, 1998, *Culture of Politics. Politics of Culture: Re-Visioning Latin American Social Movements*, Westview Press, Boulder.

ANKERSMIT F.R., 1996, *Aesthetics Politics: Political Philosophy beyond Fact and Value*, Stanford, California, Stanford University Press.

APMRS, 2002, *Commerce équitable et consommation éthique vers des échanges conscients et solidaires*, Paris, Chantier Commerce équitable.

APPADURAI A., 1996, *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot

APPADURAI A., 2000, "Grassroots Globalization and the Research Imagination", *Public Culture*, 12, 1 : 1-19.

ARTISANS DU MONDE, 1986, *Critères et démarches de sélection des produits alimentaires et artisanaux vendus dans les magasins du Monde*, Paris, ADM.

—, 1997, *Document préparatoire à l'assemblée générale*, Paris, ADM.

—, 2003a, *Formations : Mieux connaître Artisans du Monde*, Paris, Fédération Artisans du Monde.

—, 2003b, *Dossier préparatoire de l'atelier 2 : relations entre les groupes ADM, la fédération et les producteurs : créer un véritable partenariat*, Paris, ADM.

—, 2004a, *Comptes-rendus d'ateliers. 1^{ère} Université d'été Artisans du Monde*, Angers, ADM.

—, 2004b, *Communiqué de presse. Trente ans de commerce équitable : impacts et perspectives*, Paris, ADM.

—, 2004c, *Communiqué de presse. CDiscount : une alliance contre nature entre le commerce équitable et le discount*, Paris, ADM.

—, 2004d, *Compte rendu de la rencontre administrateurs et salariés du SN*, Paris, ADM.

—, 2004e, *Atelier 4 : Comment parler des producteurs partenaires*, Assemblée générale, Paris, ADM.

—, 2004f, *Compte-rendu de la conférence de l'IFAT à Barcelone*, Paris, ADM.

ARON R., 1981, *La Sociologie allemande contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France.

ASPAL, 1992, « La valeur culturelle de l'artisanat », *Bulletin de la fédération Artisans du Monde*, 47-48, avril/mai/juin, Paris, ADM.

ASPAL/ARTISANS DU MONDE, date inconnue, *Consom'acteurs et producteurs ensemble pour un commerce équitable*, Paris, ADM/Aspal.

—, 2003, *Panorama du commerce équitable : dossier des participants*, Éducation au commerce équitable, Paris, ADM/Aspal.

—, 2004, *Livrets d'information : producteurs du commerce équitable*, Paris, ADM.

AUDET R., 2003, « Le label du commerce équitable et le consommateur », *Oeconomia Humana*, 11, 4 : 11-12.

AUGER M., 1992, *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.

BACHARACH J. et coll., 1980, *Power and Politics in Organizations*, San Francisco, Josey-Brass.

BARABE A., 1995, « Tourisme et développement durable : état de situation et perspectives d'avenir », *Temps libre : enjeux contemporains*, 18, 2 : 395-414.

BARRAT-BROWN M., 1993, *Fair Trade. Reform and Realities in the International Trading System*, London, ZED Books.

BARRAT-BROWN M. et S. ADAM., 1999, « Le commerce équitable dans les échanges Nord/Sud » : 105-121, in J. Defourny, Develtere P. et B. Fonteneau. *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles, De Boeck.

BARTHOLOMEW A. et M. MAYER., 1992, "Nomads of the Present: Melucci's Contribution to 'New Social Movements' Theory", *Theory Culture and Society*, 9, 3 : 141-159.

BARTLE E.E. et coll., 2002, "Empowerment as a Dynamically Developing Concept for Practice: Lessons Learned from Organizational Ethnography", *Social Work*, 47, 1 : 32-43.

BATES S. P., 1997, "Whatever Happened to Organizational Anthropology? A Review of The Field of Organizational Ethnography and Anthropological Studies", *Human Relations*, 50, 9 : 1147-1175

BAUMAN Z., 1999, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette Littératures.

BEAUCAGE P., 2000, *Le développement à l'heure de la mondialisation. Des espaces alternatifs? Le cas de producteurs de café organique au Mexique*, Montréal, Développement : pour une réflexion renouvelée.

BEAUZAMY B., 2005, « Quel est le coût de l'intégration des mouvements féministes à la sphère altermondialiste? », *Anthropologie et sociétés*, 29, 3 : 59-76.

BECK, U., 2000, *What is Globalization?*, Cambridge, Polity Press.

BÉLANGER C-E., 2003, « Le bureau international du tourisme social : quarante ans au service du droit aux vacances et au tourisme », *TÉOROS* : 24-28. [En ligne]. http://www.bits-int.org/documents_divers/fr/B%C3%A9langerTEOROS.pdf, (Page consultée en octobre 2006).

BELDEN FIELDS A., 1988, "In Defence of Political Economy and Systemic Analysis": 141-156 in N. Cary (Dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Urbana, University of Illinois Press.

BELLÙ L.G., 1996, *Comercio equo: analisi comparata della produzione e distribuzione di caffè*, IRER, Milano.

BEN BARKA M., 1999, *La nouvelle droite américaine*, Nantes, Du Temps.

BENFORD R., 1993, "Frame Disputes within the Nuclear Disarmament Movement", *Social Forces*, 71, 3 : 677-701.

—, 1997, "An Insider's Critique of the Social Movement Framing Perspective", *Sociological Inquiry*, 67, 4: 409-430.

BENFORD R. et D. SNOW., 2000, "Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment", *Annual review of sociology*, 26: 611-639.

BERBRIER, M., 1998, "Half the Battle": Cultural Resonance, Framing Processes, and Ethnic Affectations in Contemporary White Separatist Rhetoric", *Social Problems*, 45, 4 : 431-450.

BERGÈRE J-M., 2003, « En parallèle au G8 : le sommet pour un autre monde (SPAM) à Annemasse », *Lettre d'infos*, juillet-août : 4-5.

BERNARD H. R., 1995, *Research Methods in Anthropology*, Oxford, AltaMira Press.

BERTHO A., 2005, « La mobilisation altermondialiste, analyseur du contemporain », *Anthropologie et sociétés*, 29, 3 : 19-38

BHAGWATI J., 2002, "Coping with Anti-Globalization", *Foreign Affairs*, January/February. [En ligne]. <http://www.ccsindia.org/ccsindia/lssreader/25lssreader.pdf> (Page consultée en mars 2006).

BLEIKER R., 2001, "The Aesthetical Turn in International Political Theory", *Millennium: Journal of International Studies*, 30, 3 : 509-533

—., 2006, "Politics after Seattle: Dilemmas of the Anti-Globalisation Movement (Part 2). Who Speaks for whom? The Problem of Representation", *Culture & Conflits*, 61. [En ligne]. <http://www.conflits.org/document1059.html> (Page consultée en mars 2006).

BLOWFIELD M. et S. GALLET, Draft, *Ethical Trade and Sustainable Rural Livelihoods – Case Studies. Volta River Estates Fair-Trade Bananas Case Study*, Natural Resources Institute, University of Greenwich.

BLOWFIELD M. et K. JONES, 1999, *Ethical Trade and Agricultural Standards - Getting People to Talk*, Paper presented at Workshop, "Market, Rights and Equity: Rethinking Food and Agricultural Standards in a Shrinking World", USA, Michigan State University.

BOLTANSKI. L., 1993, *La souffrance à distance: morale humanitaire, médias et politique*, Métailié, Paris

BOURFE-RIVIÈRE V., 2003, « Fermé... et ouvert ! », *Consum'action*, hors série, janvier. [En ligne]. www.bio-logique.info/alimentation/dossiers/biocoop/commerce_equitable_4.htm (Page consultée en mars 2006).

BROWNE A. W. et coll., 2000, "Organic Production and Ethical Trade: Definition, Practice and Links", *Food Policy*, 25 : 69-89.

BRUN T., 2003, « Commerce équitable : un enjeu de société. Un manifeste lance le débat », *Politis*, août. [En ligne]. <http://www.politis.fr/article666.html> (Page consultée en octobre 2006).

—., 2004, « Commerce équitable : hors norme », *Politis*, Septembre.

BUCOLO E., 2002, *Le commerce équitable*. Paris, Les Notes de l'Institut Karl Polanyi, Impatiences démocratiques éditeur.

BUECHLER S.M., 2000, *Social Movements in Advanced Capitalism: The Political Economy and Cultural Construction of social Activism*, New York, Oxford University Press.

BUNIN L.J., 2001, *Organic Cotton: The Fabric of Change*, Doctoral thesis, Department of sociology, University of California.

CAMPBELL J., 2005, "Where Do We Stand? Common Mechanisms in Organizations and Social Movements Research": 41-68 in G.F. Davis et coll., *Social Movements and Organizational Theories*, Cambridge, Cambridge University Press.

CANEL E., 1997, "New Social Movement Theory and Resource Mobilization Theory: the Need For Integration" : 189-219 in M. Kaufman et H. Dilla Alfonso, *Community Power and Grassroot Democracy : the Transformation of Social Life*, London, ZED Books.

CARPENTER S. C., 2000, *Alternative Trade: Analysis and Efficacy as a Development Model. Art, Design and Humanities*. Ulster, University of Ulster.

CARROLL W. K. et R. S. RATNER, 1994, "Between Leninism and Radical Pluralism: Gramscian Reflexions on Counter-Hegemony and the New Social Movement", *Critical Sociology*, 20, 20 : 1-24.

CARROLL W K et R. S. RATNER., 1996, "Master Frames and Counter-Hegemony: Political Sensibilities in Contemporary Social Movements", *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 33, 4 : 407-435.

CARROLL W. K., 1990, "Restructuring Capital, Reorganizing Consent: Gramsci, Political Economy, and Canada", *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 27, 3 : 390-416.

CARROLL, D., 1984, "Rephrasing the Political with Kant and Lyotard: From Aesthetic to Political Judgments", *Diacritics*, 14, 3 : 73-88.

CARRUTHERS D., 2001, "The Politics and Ecology of Indigenous Folk Art in Mexico", *Human Organization*, 60, 4 : 356-67.

CARY P., 2001, *Le commerce équitable, quelles théories pour quelles pratiques?*, Mémoire, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.

—, 2003, « Les développements ambigus de l'après-développement », *Géographie, économie, société*, 5, 3-4 : 421-436.

CASTELLS M., 2000, *The Rise of the Network Society (Vol. 1)*, Oxford, Blackwell publishers.

CELLARD A., 1997, « L'analyse documentaire » : 251-272 in J. Poupart et coll., *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville, Gaétan Morin.

CHARBONNEAU M., 2004, *Informe de la encuesta sobre la condición de vida de las mujeres, niños, y ancianos en los grupos de artesanía de CIAP*, Lima, CIAP.

CHAUT S., 2003, *Hospitalité et solidarité : la question de l'hospitalité dans la boutique d'Artisans du Monde à Strasbourg*, Rapport d'enquête, Département de sociologie, Université Marc Bloch, Strasbourg.

CIAP., 2004, "Foro nacional de comercio justo y consumo ético", *Chasky*, no. 32, diciembre. [En ligne].

http://asociacion.ciap.org/article.php?lang=es&id_rubrique=26&id_article=34 (Page consultée en janvier 2007).

CLEMENS E.S., 2005, "Two Kinds of Stuff: the Current Encounter of Social Movements and Organizations" : 351-366 in G. Davis et coll., *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.

CLÉMENT M. et coll., 1996, *Le partenariat de recherche : éléments de définition et ancrage dans quelques études de cas, Gouvernement du Canada, condition féminine Canada*. [En ligne]. www.swc-cfc.gc.ca/pubs/researchpartnerships/researchpartnerships_1_f.html (Page consultée en mars 2007).

CLÉMENTIN B. et CHEYNET V., 2006, *10 objections majeures au commerce équitable*. [En ligne]. <http://ecolo.asso.fr/textes/20020312equi.htm> (Page consultée en mars 2006).

COHEN J. L., 1985, "Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements", *Social Research*, 52, 4 : 663-716.

COLLECTIF., 2004, *Primer foro nacional de comercio justo y consumo ético*, 28-29 de octubre.

—, 2005, *Primera asamblea nacional de la red de comercio justo*, 15 de abril.

—, 2005b, *Confluencia de propuestas de economía solidaria*, V foros social mundial, 25-31 enero.

COLLINSON C. et M. LEON., 2000, *Economic Viability of Ethical Cocoa Trading in Ecuador*, Natural Resources Institute, University of Greenwich.

COLLINSON C., D. BURNETT et V. AGREDA., 2000, *Economic Viability of Brazil Nut Trading in Peru*, Natural Resources Institute, University of Greenwich.

COMMISSION FSM, 2004, « De Mumbai 2004 à Porto Alegre 2005! », *Lettre d'infos*, juillet-août : 5.

COMMISSION PARTENAIRES, 2003, « Carnet de voyage : l'Équateur », *Lettre d'infos*, avril : 1-6

COTERA, A., 2005, *Primer encuentro emprendedor de economía solidaria y comercio justo de Latinoamérica*, Polo de economía solidaria, comercio justo y consumo ético [En ligne]. <http://fairtrade.socioeco.org/es/> (Page consultée en juillet 2006).

COUDROY M. et C. MANCEL., 1998, *Les méthodes de la sociologie chez Weber*. [En ligne]. <http://www2.ac-lyon.fr/enseigne/ses/weber3.html> (Page consultée en janvier 2007).

CRANE A., 2001, "Unpacking the Ethical Product", *Journal of Business Ethics*, 30, 4 : 361-73

CRAVATTE C., 2006, *Entre pôle marchand et pôle militant : voyagistes solidaires en France et figures du consommateur responsable et du voyageur militant*, Présentation au 2^{ième} colloque international sur le commerce équitable, Montréal, UQAM.

CREHAN K., 2002, *Gramsci, Culture and Anthropology*, California, University of California Press.

CRESWELL J., 1994, *Research Design: Qualitative & Quantitative Approaches*, London, SAGE.

CROSSLEY N., 2002, "Global Anti-Corporate Struggle: A Preliminary Analysis", *British Journal of Sociology*, 53, 4 : 667-91.

CROZIER M. et E. FRIEDBERG., 1977, *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil.

CUNNINGHAM H., 2000, "The Ethnography of Transnational Social Activism: Understanding the Global as Local Practice", *American Ethnologist*, 26, 3 : 583-604.

CZARNIAWSKA, B. et G. SEVON., 1996, *Translating Organization Change*, New-York, Walter de Gruyter.

DAGNINO E., 1998, "Culture, Citizenship, and Democracy: Changing Discourses and Practices of the Latin American Left" : 33-63 in A. Escobar, S.E. Alvarez et E. Dagnino (dir.), *Culture of Politics. Politics of Culture: Re-Visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Westview Press.

DAHAN KALEV H., 2004, « Cultural Rights or Human Rights: The Case of Female Genital Mutilation », *Sex roles*, 51, 5-6 : 339 – 348.

D'ANIERI P., C. ERNST, et E. KIER., 1990, "New Social Movements in Historical Perspective", *Comparative Politics*, 22: 445-458.

DAVIES I. et A. CRANE., 2003, "Ethical Decision Making in Fair Trade Companies", *Journal of Business Ethics*, 45 : 79-92.

DAVIRON B., P. HABBARD. et B. VERGRIETTE., 2002, *Les critères du commerce équitable - État des lieux du travail d'élaboration des critères du commerce équitable au sein d'IFAT et de FLO*, France, SOLAGRAL.

DAVIS G. et coll., 2005, *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.

DAVIS G et M.N. ZALD, 2005, "Social Change, Social Theory, and the Convergence of Movements and Organizations" : 335-350 G. Davis et coll. (dir.), *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.

- DELLA PORTA D. et M. DIANI, 1999, *Social Movements, an Introduction*, Malden, Blackwell Publishers.
- DE MONTBRIAL T., 1997, “The Economic Horror: Review”, *Foreign Policy*, 108 : 157-158.
- DENZAU A.T. et D.C. NORTH, 1994, *Shared Mental Models: Ideologies and Institutions*, IDEAS. [En ligne]. <http://ideas.repec.org/a/bla/kyklos/v47y1994i1p3-31.html> (Page consultée en mars 2007).
- DE SARDAN J-P. O., 2001, « Les trois approches en anthropologie du développement », *Revue Tiers-Monde*, XLII, 168 : 728-750.
- DIANI M., 1992, “Analysing Social Movements Networks” : 107-135 in M. Diani et R. Eyerman (dir.), *Studying Collective Action*, Californie, SAGE.
- , 1999, “Social Movement Networks Virtual and Real”, Conference : *A New Politics*, Birmingham.
- , 2000, “Simmel to Rokkan and Beyond. Towards a Networks Theory of (New) Social Movements”, *European Journal of Social Theory*, 3, 4 : 387-406.
- DIAZ V., 2006, *Le commerce équitable ou la juste répartition. Critique du système de production et de distribution équitable à travers l'exemple des organisations de producteurs de café en Equateur, Pérou et Bolivie*, Thèse de doctorat de Sociologie, Paris, Université René Descartes– Sorbonne.
- DONATI P., 1992, “Political Discourse Analysis” : 134-153 in M. Diani et R. Eyerman (dir.), *Studying Collective Action*, Californie, SAGE.
- DRAINVILLE A., 2005, “Beyond Altermondialisme : Anti-Capitalist Dialectic of Presence”, *Review of International Political Economy*, 12, 5 : 884-908.
- DROITS & DEMOCRATIE, 2006, *Un portrait des femmes autochtones des Amériques*, [En ligne]. <http://www.dd-rd.ca/francais/commdoc/publications/autochtones/fichesFemmes/1fr.pdf> (Page consultée en juillet 2006).
- DROZ, G., 1998, *L'action altruiste : contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Paris, Florence Passy.
- DUMONT N., 2002, « Visite de l'Association for craft producers (ACP) –Nepal », *Lettre d'infos*, juillet/août, annexe : 1
- DURNEZ D. et J. DEFOURNY., 2004, *Étude d'impact du commerce équitable à Calcutta*, Liège, Oxfam/Université de Liège.
- EAGLETON T., 1990, *The Ideology of the Aesthetics*, Cambridge, Blackwell.

EARLE D. et J. SIMONELLI., 2000, "Help Without Hurt: Community Goals, NGO Interventions and Lasting Aid Lessons in Chiapas, Mexico", *Urban Anthropology*, 29, 2 : 97-141.

EBER C.E., 2000, "That they Be in the Middle, Lord. Women, Waving, and Cultural Survival in Highland Chiapas, Mexico" : 45-64 in K. Grimes et L. Milgram, *Artisans and Cooperatives*, Tucson, The University of Arizona Press.

EDELMAN M., 2001, "Social Movements: Changing Paradigms and Forms of Politics", *Annual Review Of Anthropology*, 30 : 285-317.

EPSTEIN B., 1990, "Rethinking Social Movement Theory", *Socialist Review*, 20 : 35-66.

ÉQUISOL38., 2006, *Définitions du commerce équitable, chartes, labels et garanties : une histoire mouvementée*, [En ligne]. www.alpesolidaires.org/spip.php?article2364 (Page consultée en février 2007)

ÉQUITERRE., 2004, *Commerce équitable et travail des enfants*, 22 avril, [En ligne]. http://infos.equiterre.com/article.php?id_article=37 (Page consultée en février 2007).

ESCOBAR A., 1984-1985, "Discourse and Power in Development: Michel Foucault and the Relevance of his Work to the Third World", *Alternatives X* : 377-400.

—, 1992, "Culture, Economics, and Politics in Latin American Social Movements Theory and Research" : 62-83 in S. Alvarez et A. Escobar (dir.), *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy and Democracy*, Boulder, Westview Press.

—, 2001, "Culture Sits in Places: Reflections on Globalism and Subaltern Strategies of Localization", *Political-Geography*, 20, 2 : 139-174.

ETZIONI A., 1965, *Dual Leadership in Complex Organizations*, New-York, Free Press.

FABRY N., 2004, « Tourisme et développement », *Mondes en développement*, 125, 1 : 7-9

FAO, *Les situations d'urgence, la réponse internationale et la FAO*, [En ligne]. <http://www.fao.org/FOCUS/F/disaster/debut.htm> (Page consultée en octobre 2006).

FAVREAU L. et D. TREMBLAY., 2002, « Mouvements sociaux, économie sociale et solidarité internationale dans un monde en transformation », *Économie et Solidarité*, 33,2 : 100-116.

FAVREAU L., 2003, « Commerce équitable, économie sociale et mondialisation », *Cahiers de la CRDC*, Série conférences no.9, Gatineau, UQO.

FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE., 1999, *É-changeons le monde! Échangeons équitablement*, Paris, Artisans du Monde.

FERGUSON J., 2002, "Global Disconnect: Abjection and the Aftermath of Modernism" : 136-149 in J.X. Inda. et R Rosaldo (dir.), *The Anthropology of Globalization: A Reader*, Oxford, Blackwell Publisher.

FISHER W., 1997, "Doing Good? The Politics and Antipolitics of NGO Practices", *Annual Review of Anthropology*, 26 : 439-64.

FLEURQUIN I., 2000, « Visite de Shay Cullen (PREDA) à Strasbourg le 19/3/2000 », *La lettre d'infos*, 78, juin : 3

FLO., 2003, *Standards génériques du commerce équitable pour les organisations de petits producteurs*, FLO. [En ligne]. www.maxhavelaarfrance.org/documents/standards/standards-generiques-flo-petits-producteurs.pdf (Page consultée en juin 2006).

FORESTER V., 1996, *L'horreur économique*, Paris, Fayard.

FORNER C., 1987, « Éditorial », *Bulletin de la fédération Artisans du Monde*, Paris.

FRAISSE L., 2006, « Économie solidaire et forums sociaux : apports et limites de l'organisation en réseau de l'espace public ». [En ligne]. www.univ-cefi.fr/IMG/pdf/Fraisse.pdf (Page consultée en janvier 2007).

FRANQUEVILLE M-F., 2003, « Carnet de voyage : la Khalita », *Lettre d'infos*, mai : 1, annexe

FREEMAN J., 1972, *The Tyranny of Structurelessness*, [En ligne]. www.struggle.ws (Page consultée en octobre 2006).

FRIEDMAN J., 2000, « Des racines et (de)routes: Tropes pour trekkers : intellectuels en diaspora et théories nomades », *Homme*, 156 : 187-206

—, 1993, "Order and Disorder in Global Systems", *Social Research*, 60 : 2 : 205-234.

FROUWS J., 1998, "The Contested Redefinition of the Countryside. An Analysis of Rural Discourses in the Netherlands", *Sociologia Ruralis*, 38, 1 : 54-68

FSF, *Loi 1901*, [En ligne]. <http://fsffrance.org/about/loi1901.fr.html> (Page consulté en mars 2007).

FUKUYAMA F., 1992, *The End of History and the Last Man*, London, Penguin books.

GAMSON W., 1992, "The Social Psychology of Collective Action" : 53-76 in A.D. Morris and C.M. Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press.

GANZ M., 2000, "Resource and Resourcefulness: Strategic Capacity in the Unionization of California Agriculture -1959-1966", *American Journal Of Sociology*, 105 : 1003-62

GARDNER K. et D. LEWIS, 1996, *Anthropology, Development and the Post-modern Challenge*, London and Chicago, Pluto Press.

GARZA PÉREZGROVAS, V. et E. CERVANTES TREJO., 2002, *Evaluación de los beneficios actuales y el potencial para el combate a la pobreza de la participación en redes*

de comercio justo de café en la unión Majomut, Proyecto: « Poverty Alleviation through Participation in Fair Trade Coffee Networks: An Assessment of Current Benefits and Future Potencial », Fundación Ford.

GEERTZ C., 1973, *The Interpretation of Cultures*, New-York, Basic Books.

GERLACH L. et V. HINE, 1970, “Corporate Groups and Movements Networks in America”, *Anthropological Quarterly*, 43 :123-145.

GIBB R., 2001, “Toward an Anthropology of Social Movements”, *Journal des anthropologues*, 85-86 : 233-253.

GIDDENS A., 1990, *The Consequence of Modernity*, Cambridge, Polity Press.

GIRAUD N., 2003, *Les objets dans les boutiques d'Artisans du Monde ou comment l'artisanat équitable crée du lien social entre le Nord et le Sud*, Mémoire de sociologie, Université Lyon 2.

GLASSMAN J., 2001, “From Seattle (and Ubon) to Bangkok: The Scales of Resistance to Corporate Globalization”, *Environment And Planning D : Society And Spaces*, 19 : 513-533.

GLEDHILL J., 2000, *Power and its Disguise: Anthropological Perspectives on Politics*, 2nd London, Pluto Press.

GODREUIL G., 2000, « Edito », *Lettre d'infos*, 80, septembre : 1

GOFFMAN E., 1974, *Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience*, Cambridge, Harvard University Press.

GONZALEZ, A. et coll., 2003, “El comercio de valores éticos: las reglas del juego del café Solidario”, *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, Amsterdam : 31-46.

GOUVERNEMENT DU CANADA, 2006, Agence de santé publique du Canada, *Glossaire*, [En ligne]. www.phac-aspc.gc.ca/hl-vs-strat/hl-vs/glossary_f.html (Page consultée en novembre 2006).

GOUVERNEMENT FRANÇAIS, 2006a, Ministère de la santé et des solidarités, *Vocabulaire de l'action sociale*, [En ligne]. www.personnes-agees.gouv.fr/renseignements/vocabulaire.htm (Page consultée en novembre 2006).

—, 2006b, Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative, *Site su Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative*, [En ligne]. http://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/dp-conf-vie-associative_230106.pdf (Page consultée en septembre 2006).

GOW D.D., 2002, “Anthropology and Development: Evil Twin or Moral Narrative?”, *Human Organization*, 61 : 4 : 299-313.

GRANJON F. et D. CARDON., 2003, « Mouvement altermondialiste et militantisme informationnel. Le cas d'Attac-info lors du FSM 2003 », [En ligne]. http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001336 (Page consultée en mars 2006).

GRES P., 2002, *Directorio de comercio justo*, Lima, GRES P.

—, 2004, *Foro nacional de comercio justo y consumo ético*, Lima, Pérou.

GRIMES K. 2005, « Changing the Rules of Trade with Global Partnerships: The Fair Trade Movement » : 237-248 in J. Nash (dir.), *Social Movements. An Anthropological Reader*, Oxford, Blackwell.

GRIMES K. et L. MILGRAM., 2000, « Introduction. Facing the Challenges of Artisan Production in the Global Market » : 3-9 in K. Grimes et L. Milgram (dir.), *Artisans and Cooperatives*, Tucson, The University of Arizona Press.

GUILLEN M., 2001, “Is Globalization Civilizing, Destructive or Feeble? A Critique of Five Key Debates in the Social Science Literature”, *Annual Review of Sociology*, 27 : 235-260.

HABBARD P., L. LAFARGE, A. PETERS et B. VIGRIETTE., 2002, *État des lieux et enjeux du changement d'échelle du commerce équitable*, Paris, SOLAGRAL.

HABERMAS J., 1981, “New Social Movements”, *Telos*, 49 : 33-37

—, 1975, *Legitimation Crisis*, Boston, Beacon Press.

HALL R., 1993, *Organizaciones: estructuras, procesos y resultados*, 6ième édition, México, Prentice Hall.

HAMANN M. et coll., 2003, *Batallas por la memoria: antagonismos de la promesa peruana*, Lima, IEP.

HANNERZ U., 2002, “Notes on the Global Oecumene” : 37-45, in J.X. Inda et R. Rosaldo, *The Anthropology of Globalization : A Reader*, Oxford, Blackwell Publisher.

HARDTMAN E-M., 2005, « Les Dalits indiens sont soudainement partout! La création de nouveaux réseaux internationaux alternatifs », *Anthropologie et sociétés*, 29, 3 : 97-122

HARRIS R. L., 2002, “Globalization and Globalism in Latin America: Contending Perspectives”, *Latin American Perspectives*, 127 : 29 : 6 : 5-23.

HARP J., 1991, “Political Economy/Cultural Studies: Exploring Points of Convergence; Cultural Studies in Canada”, *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 28, 2 : 206-224.

HARVEY D., 1989, *The Condition of Postmodernity: An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Oxford, Blackwell.

HARVEY N., 1998, *The Chiapas Rebellion: The Struggle for Land and Democracy*, Duke University Press, Durham.

HEATH D., 1993, “Borrachera indigena, cambio de concepciones: comentario en torno a borrachera y memoria” : 71-185 in T. Saignes (dir.), *Borrachera y memoria: la experiencia de los sagrado en los Andes*, Lima, Hisbol/Ifea.

HELD D. et A. MCGREW, 2000, “Globalization” : 1-37 in D. Held et A. McGrew (dir.), *The Global Transformations Reader: An Introduction to the Globalization Debate*, Malden, Polity Press.

HERNÁNDEZ-CASTILLO R. et R. NIGH. , 1998, “Global Processes and Local Identity among Mayan Coffee Growers in Chiapas, Mexico”, *American Anthropologist*, 100, 1: 136-145.

HERTH, A., 2005, *Le commerce équitable : quarante propositions pour soutenir son développement*, [En ligne], <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/054000304/0000.pdf> (Page consultée en juillet 2006).

HOLMÉN H., 1994, “Co-operative and the Environmental Challenge. What Can Local Organizations Do?” : 37-58, in H. Holmén et M. Jirstrom (dir.), *Ground Level Development. NGOs, Co-operatives and Local Organization the Third World*, Sweden, Lund University Press.

HUBERT A., 2002, « Voyage...à la découverte du Pérou », *Lettre d'infos*, novembre : 6.

HUNTER A., 1995, “Globalization from Below? Promises and Perils of the New Internationalism”, *Social Policy*, 25, 4 : 6-13.

HUYSMANS J., 1998, “The Question of the Limit: Desecuritisation and the Aesthetics of Horror in Political Realism”, *Millennium: Journal of International Studies*, 27, 3 : 569-590.

IFAT, 2006, *Memorandum Of Agreement*.

INCONNU., 2000, « Visite du village N'Dem (Sénégal -8 et 9 juillet 99) », *La lettre d'infos*, avril : 3.

JACQUIAU C., 2000, *Les coulisses de la grande distribution*, France, Albin Michel.

JAMES D., 2000, “Justice and Java: Coffee and a Fair Trade Market”, *NACLA Report on the Americas*, 34, 2: 11-15.

JEAN-JACQUES., 1986, « La coopérative AIP », *Bulletin de la Fédé*, no.19 : 16-20.

JOHNSON P., 1998, « Le commerce équitable face aux défis du marché global », *Économie et Humanisme*, 344: 62-67.

—, 2002a, *Cahier de propositions pour le 21^e siècle : commerce équitable*, Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme. [En ligne]. http://fairtrade.socioeco.org/documents/49pdf_propfr.pdf (Page consultée en octobre 2006).

—, 2002b, *Commerce équitable*, Fondation Charles-Léopold Mayers pour le progrès de l'Homme, Alliance pour un monde responsable et solidaire, Pôle socio-économie de solidarité.

—, 2003, « Le commerce équitable, entre transformation et régulation socio-économique », *Oeconomia Humana*, 11, 4: 2-6.

—, 2004, *Le commerce équitable au Mexique. Labels et autres dynamiques*. Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg.

JOHNSTON H. et B. KLANDERMANS, 1995, « The Cultural Analysis of Social Movements » : 3-23 in H. Johnston et B. Klandermans (dir.), *Social Movements: Protest and Contention. NO.4: Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

JONES S. et B. BAYLEY, 2000, *Fair Trade: Overview, Impact, Challenge: Study to Inform DFID's Support to Fair Trade*. Oxford, Oxford Policy Management.

JONES P. et D. COMFORT, 2003, “Retailing Fair Trade Food Products in the UK”, *British food journal*, 105, 11 : 800-810.

KANT E., 1965, *Critique de la faculté de juger*, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin.

KEARNEY M., 1995, “The Local and the Global: The Anthropology of Globalization and Transnationalism”, *Annual Review of Anthropology*, 24 : 547-565.

KECK M. E. et K. SIKKINK., 1998, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Cornell, Cornell University Press.

KHAGRAM S., J. RIKER et K. SIKKINK., 2002, “From Santiago to Seattle: Transnational Advocacy Groups Restructuring World Politics” : 3-23 in S. Khagram, J. Riker et K. Sikkink (dir.), *Restructuring World Politics: Transnational Social Movements Networks and Norms*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

KIELY R., 1998, “Globalization, Post-Fordism and the Contemporary Context of Development”, *International Sociology*, 13, 1 : 95-115.

KITSCHOLT H., 1991, “Resource Mobilization Theory: A Critique”: 323-347, in D. Rucht (dir.), *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and the USA. Part III- Debates and Perspectives*, Boulder, Westview Press.

KLANDERMANS B., 1991, “New Social Movements and Resource Mobilization: The European and the American Approach Revisited” : 323-347, in D. Rucht (dir.), *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and the USA. Part III- Debates and Perspectives*, Boulder, Westview Press.

KLANDERMANS B. et D. OEGEMA, 1987, “Potentials, Networks, Motivations, and Barriers: Steps Toward Participation in Social Movements”, *American Sociological Review*, 52 : 519-531.

KLEIN N., 2004, "Reclaiming the Commons" : 219-229 in T. Mertes (dir.), *A Movement of Movement's: Is Another World Really Possible?*, London, Verson.

KRIER J-M., 2005, "Fair Trade in Europe 2005: Facts and Figures on Fair Trade in 25 European Countries", *PES Conference on Fair Trade*, Brussels, European Parliament.

KRIESBERG L., 1996, "Social Movements and Global Transformation" : 3-18, in C. Chatfield, R. Pagnuco et J. Smith (dir.), 1996, *Solidarity Beyond the State : The Dynamic of Transnational Social Movements*, New-York, Syracuse University Press.

KUNDERA M, 1987, *L'insoutenable légèreté de l'être*, Paris, Gallimard.

—, 2000, *L'ignorance*, Paris, Gallimard.

LABERGE M. et S. BELEM, 2002, *Commerce équitable et mondialisation*. Montréal, Observatoire montréalais du développement, UQAM.

LABRECQUE M-F., 2000, « L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation », *Anthropologie et sociétés*, 24, 1 : 57-78.

LACLAU E. et C. MOUFFE., 1985, *Hegemony & Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, Londre, Verso.

LAGALLE., 2003, *Le commerce équitable : une alternative dans les liens économiques?*, Mémoire de la faculté de sociologie et d'anthropologie, Université Lumière-Lyon 2.

LANGIS, C., 2006, « Les femmes sont-elles incluses dans le projet de développement durable proposé par le commerce équitable? Une étude de cas dans les Andes péruviennes », 2^e *Colloque sur le commerce équitable : commerce équitable et développement durable*, Montréal, UQAM.

LARAÑA E., H. JOHNSTON et J. GUSFIELD, 1994, « Identities, Grievances, and New Social Movements »: 3-31 in E. Laraña, H. Johnston et J. Gusfield (dir.), *New Social Movements : From Ideology to Identity*, Philadelphia, Temple University Press.

LAROSE C., 2000, *Militantisme transnational? Syndicats et groupes environnementalistes devant les accords de libre-échange nord-américain*, Thèse de sciences politiques, Département de sciences politique, Université de Montréal.

LATOUCHE S., 2000, « DE L'ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE AU JUSTE PRIX : Aristote, les SEL et le commerce équitable », *Revue du MAUSS*, 15: 346-358.

LATOUR B., 2005, *Reassembling the Social. An Introduction to Actor-Network-Theory*, Oxford, Oxford University Press.

LAXER G., 1995, "Social Solidarity, Democracy and Global Capitalism", *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 32 : 288-313.

LEAVER E. et T. BARRY, 1997, "Alternative Trade: Toward a New Alternative Economic Model ?", *E-Magazine*, 1, 4.

LECLAIR M., 2002, "Fighting the Tide: Alternative Trade Organizations in the Era of Global Free Trade", *World development*, 30, 6 : 949-958.

LECOMPTE T., 2003, *Le pari du commerce équitable*, France, Édition d'Organisation.

LEGARDEUR H., 1988, *De la mémoire à l'autoévaluation*, Mémoire, Hautes études en pratiques sociales, Université Lumière Lyon II et Collège coopératif Rhône-Alpes.

—, 2003, « Un autre monde est possible. Larzac 2003 –on y était! », *Lettre d'infos*, septembre : 4.

LEHMANN D., 1982, *Ecology and Exchange in the Andes*, Cambridge, Cambridge University Press.

LEMAY J-F.. (sous la direction de L. Favreau), 2004, *Rapport exploratoire de recherche sur les pratiques économiques de commerce équitable au Burkina Faso et Sénégal*, Série Rapports de recherche N° 10, CRDC, UQO.

—, 2005, « Mouvance altermondialisation et identité collective des organisations. Les tribulations d'une association de commerce équitable », *Anthropologie et Sociétés*, 29, 3 : 39-58.

—, 2006a, « Cartographie d'un projet de commerce équitable au « Sud » : La Central Interregional de los Artesanos del Perú », Présentation : 2^{ième} colloque international sur le commerce équitable et le développement durable, Montreal, UQAM.

—, 2006b, "The Transnational Negotiation of Criteria in a Fair Trade Partnership: The Perspectives on Organized Producers and Solidarity", *International Journal on Interdisciplinary Social Sciences*, 1, 2 : 179-190.

—, 2006c, *Revue de littérature sur le commerce équitable : vers des chantiers ancrés dans la pratique*, Cahiers de la CRDC, Série Recherche, no. 38, Gatineau, Université du Québec en Outaouais.

LEVELLY R., 2004, *Sociologie du marché : le commerce équitable : des échanges marchands contre le marché et dans le marché*, Thèse de doctorat de sociologie, Université de Nantes.

LEWIS D., 2002, "Organization Management in the Third Sector: Toward a Cross-Cultural Research Agenda", *Nonprofits Management & Leadership*, 13, 1 : 67-83.

LEWIS D. et coll., 2003, "Practice, Power and Meaning: Frameworks for Studying Organizational Culture in Multi-Agency Rural Development Projects", *Journal of International Development*, 15 : 541-557.

LIPIANSKY E.M., 1992, *Identité et communication*, Presses Universitaires de France, Paris.

LITTRELL M. A. et M. DICKSON, 1997, "Alternative Trading Organizations: Shifting Paradigm in a Culture of Social Responsibility", *Human Organization*, 56, 3: 344-352.

—, 1999, *Social Responsibility in the Global Market. Fair Trade of Cultural Products*. London, Thousand Oaks/SAGE.

LIZANA HUAMAN M., 2002, *Marcando huellas: 10 años de experiencia de CIAP por el desarrollo de los artesanos*, Lima, Ed. CIAP.

LLOYD C., 2000, “Globalization: Beyond the Ultra-Modernist Narrative to a Critical Realist Perspective on Geopolitics in the Cyber Age”, *International Journal of Urban and Regional Research*, 24, 2 : 258-73.

MALDIDIER C., 2006, « Quelle construction sociale de la qualité « équitable » d’un produit? Vers des systèmes de garanties plus fiables et plus équitables », Communication : 2^{ième} colloque international sur le commerce équitable, Montréal, UQAM.

MALENGREAU J., 1995, *Sociétés des Andes : des empires aux voisinages*, Paris, Karthala.

MALINS A. et V. NELSON, Draft, *Ethical and Sustainable Rural Livelihoods: Farmers Fair Trade (Uganda) Ltd, Organic Cotton Trade Case Study*, Natural Resources Institute, University of Greenwich.

MARCUS G., 1995 , “Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 24: 95-117.

MARCUS G., 1999, “What is at Stake -and is not- in the Idea and Practice of Multi-sited Ethnography”. *Canberra Anthropology*, 22, 2 : 6-14.

MARKOWITZ L., 2001, “Finding the Field: Notes on the Ethnography of NGOs”, *Human organization*, 60, 1 : 40-47.

MASSING M., 2001, “From Protest to Program”, *The American Prospect*, 12, 12 : 2-7.

MAYER M., 1995, « Social Movement Research in the United States: A European Perspective »: 168-195 in M. Darnowsky, B. Epstein et R. Flacks (dir.), *Cultural Politics and Social Movements*, Philadelphia, Temple University Press.

MAYOUX L., 2001, *Impact Assessment of Fair Trade and Ethical Enterprise Development*, Information Service. [En ligne]. www.enterprise-impact.org.uk (Page consultée en mars 2006).

MAYOUX L. et P. WILLIAMS, 2001, *Case Study: Oxfam Fair Trade*, Angleterre, Oxfam, EDIAIS. [En ligne]. www.enterprise-impact.org.uk (Page consultée en mars 2006).

MCADAM D., 1994, “Culture and Social Movements” : 36-55, in E. Laraña, H. Johnston et J. Gusfield (dir.), *New Social Movements : From Ideology to Identity*, Philadelphia, Temple University Press.

MCADAM D. et D. RUCHT, 1993, “The Cross-National Diffusion of Movement Ideas”, *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 528 : 56-87.

MCADAM D., J.D. MCCARTHY et N.Z. MAYER, 1988, "Social Movements" : 695-737, in N.J. Smelser (dir.), *Handbook of Sociology*, London, Sage.

MCADAM D., J.D. MCCARTHY et M.N. ZALD (dir.), 1996, *Comparative Perspective on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge, Cambridge University Press.

MCADAM D. et W.R. SCOTT, 2005, "Organizations and Movements" : 4-40, in G. Davis et col. (dir.), *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.

MCCARTHY J.D., 2005, "Persistence and Change among National Federated Social Movements", : 193-225, in G. Davis et col. (dir.), *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.

MCCARTHY J. et M. ZALD., 1977, "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory", *American Journal of Sociology*, 82, 6 : 1212-1241.

MCCLURG MUELLER C., 1992, "Building Social Movement Theory" : 3-25, in C. McClurg Mueller et A. D. Morris (dir.), *Frontiers in Social Movements Theory*, London, Yale University.

MCMICHAEL P., 1996, "Globalization: Myths and Realities", *Rural Sociology*, 61, Spring : 25-55

MELUCCI A., 1994, "A Strange Kind of Newness: What's New in New Social Movements" : 101-129, in E. Laraña, H. Johnston et J. Gusfield (dir.), *New Social Movements: From Ideology to Identity*, Philadelphia, Temple University Press.

—, 1996, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press.

—, 1978, « Sociétés en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, X, 2 : 37-55.

—, 1995, "The Process of Collective Identity" : 41-63, in H. Johnston et B. Klandermans (dir.), *Social Movements: Protest and Contention. NO.4: Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

—, 1985, "The Symbolic Challenge of Contemporary Movements", *Social Research*, 52, 4 : 789-815.

MERINO DE ZEAL M., 1958, *El cerro San Cosme. Formación de una barriada*, Tesis de bachiller, Instituto de etnología y arqueología, Lima, UMSM.

MERRY S., 2006, "Transnational Human Rights and Local Activism: Mapping the Middle", *American Anthropologist*, 108, 1 : 38-51.

MERTES T. (dir.), 2004, *A Movement of Movement's: Is Another World Really Possible?*, London, Verson.

MESTRE C. et coll., 2002, *Évaluation de l'impact sur les producteurs du Sud de l'action commerce équitable mise en œuvre par Artisans du Monde depuis 25 ans : Rapport final*, Lyon/Paris, FADM/CIEDEL/F3E.

MEYER J.W. et B. ROWAN, 1977, "Institutionalized Organisations: Formal Structures as Myth and Ceremony", *American Journal of Sociology*, 83 : 340-363.

MILFORD A., 2004, *Coffee, Co-Operative and Competition: The Impact of Fair Trade*, Chr. Michelsen Institute, Development studies and human rights.

MILLER P. et N. ROSE, 1997, "Mobilizing the Consumer: Assembling the Subject of Consumption.", *Theory, Culture and Society* 14: 1-36.

MINC A., 1997, *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon.

MITTELMAN J., 2000, *The Globalization Syndrome: Transformation and Resistance*, Princeton, Princeton University Press.

MOLES A., 1971, *Le kitsch : l'art du bonheur*, Strasbourg, HMH.

MOLINA R., 2003, "From Business to Politics: Interviews with Fair Trade Actors", *Oeconomia Humana*, 11, 4 : 7-10.

MORRIS A., 2000, "Birgminham Confrontation Reconsidered: An Analysis of the Dynamics and Tactics of Mobilization", *American Sociological Review*, 28 : 621-36.

MURRAY D. et L.T. RAYNOLDS., 2000, "Alternative Trade in Bananas: Obstacles and Opportunities for Progressive Social Change in the Global Economy", *Agriculture And Human Values*, 17 : 65-74.

NASH J., 2000, "Postscript. To Market, to Market" : 175-179, in K. Grimes et L. Milgram (dir.), *Artisans and Cooperatives*. Tucson, The University of Arizona Press.

—, 2005, *Social Movements. An Anthropological Reader*, Oxford, Blackwell.

NEF, J. et W. ROBLES, 2000, "Globalization, Neoliberalism, and the State of Underdevelopment in the New Periphery", *Journal Of Developing Societies*, 16, 1 : 27-48.

NEIDHARDT F. et D. RUCHT, 1991, "The Analysis of Social Movements: the State of the Art and some Perspectives for Further Research" : 421-464, in D. Rucht (dir.), *Research on Social Movements: The State of the Art*, Frankfurt/Boulder, Campus/Westview Press.

NICHOLLS A. et C. OPAL, 2005, *Fair Trade: Market-Driven Ethical Consumption*, London, Sage publications.

NIGH R., 1997, "Organic Agriculture and Globalization: A Maya Associative Corporation in Chiapas, Mexico", *Human Organization*, 56, 4 : 427-436.

OFFE C. (1985). "New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics", *Social Research*, 52, 4 : 817-869.

OLIVIER DE SARDAN J-P., 1998, « Ce que pourrait être un programme de recherche sur les ONG » : 23-27 in J-P. Deler et coll. (dir.), *ONG et développement. Sociétés, économie, politique*, Paris, Khartala.

ORMROD S., 2003, "Organisational Culture in Health Service Policy and Research: 'Third-Way' Political Fad or Policy Development?", *Policy & Politics*, 31, 2 : 227-237.

ORTNER S., 1995, "Resistance and the Ethnographic Refusal", *Comparative Studies in Society and History*, 37, 11: 173-193.

OXFAM, 2006, *A Proposed Mine in Tambogrande, Peru: An Alternative Look*, [En ligne]. http://www.oxfamamerica.org/newsandpublications/publications/research_reports/art615.html (Page consultée en novembre 2006).

OXFAM BELGIQUE, 2006, *Site d'Oxfam Belgique*, [En ligne]. <http://www.madeindignity.be/Public/Page.php?ID=158> (Page consultée en juillet 2006).

PAGE S. et R. SLATER, 2003, "Small Producer Participation in Global Food Systems: Policy Opportunities and Constraints", *Development and Policy Review*, 21, 5-6 : 641-654.

PAGE-REEVES J., 1998, "Alpaca Sweater Design and Marketing: Problems and Prospects for Cooperative Knitting Organizations in Bolivia", *Human Organization*, 57, 1 : 83-94.

PALMA TORRES A., 1989, « Pour un commerce équitable », *Bulletin de la fédération Artisans du Monde*, n.35, nov/déc.

—, 1998, « ADM et l'inter réseaux de l'économie solidaire », *La lettre d'infos*, Février, 53 : 4

—, 2001, « Mais enfin, pourquoi parlons-nous d'économie solidaire? », *Lettre d'infos*, Avril, 87 : 6.

—, 2002, *Enjeux et défis du commerce équitable Nord-Sud*, Conférence : Commerce équitable, coopératives et développement durable, UQAM, Chaire de coopération Guy Bernier et Cahier Économie et humanisme : 30-52.

—, 2004, *Après le choc de Mumbai*. [En ligne]. <http://allies.alliance21.org/fsm/article.2004.fr.php> (Page consultée en février 2007).

PARRA M., 1995, "The Politics of Representation: The Literature of the Revolution and the Zapatista Uprising in Chiapas", *Journal of Latin American Cultural Studies*, 4, 1, : 65-71.

PARRISH B., V. LUZADIS et W. BENTLEY, 2004-Draft, *What Tanzanian Coffee Farmers can Teach the World: A Result-Based Look at the Fair Trade-Free Trade Debate*, School of environment, Leeds, University of Leeds.

PENDRAS M., 2002, "From Local Consciousness to Global Change: Asserting Power at the Local Scale", *International Journal of Urban and Regional Research*, 26, 4 : 823-33.

PÉREZGROVAS GARCIA, V. et E. CERVANTES TREJO, 2002, *Evaluación de los beneficios actuales y el potencial para el combate a la pobreza de la participación en redes de comercio justo de café en la Unión Majomut*, México, Fundación Ford.

PERNA A., 2000, « La réalité du commerce équitable », *Revue du MAUSS*, 15 : 359-372.

PFEFFER J., 1981, *Power in Organisations*, Marshfield, Pitman.

PICHARDO N., 1997, “New Social Movements: A Critical Review”, *Annual Review of Sociology*, 23 : 411-430.

PIRES A., 1997, « De quelques enjeux épistémologiques d’une méthodologie générale pour les sciences sociales » : 3-52 in J. Poupart et coll. (dir.), *La recherche qualitative, enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaétan Morin.

PLOTKE D., 1995, “What’s so New About New Social Movements” : 113-136, in S.M. Lyman (dir.), *Social Movements: Critiques, Concepts, Case-Studies*, London, Macmillan

PONCELET M., 2005, *Un commerce équitable et durable entre Marché et Solidarité : diagnostic et perspectives*, Rapport résumé, Belgique, Université de Liège.

POTTS J., 2003, *The Fair Trade Opportunity: An Overview of Obstacles to and Policy Instruments for Improving the Market for Fair Trade Coffee in the US and Canada*, Équiterre et ISSD, Canada.

PREZZA D.J., 2000, « Écotourisme ou tourisme durable. Entre la théorie et la pratique : Principes déclarés et arguments publicitaires en Amazonie », Institut universitaire d’études du développement, Genève, [En ligne].

http://129.194.252.202/ITINERAIRES/IUED_IED12_Prezza.pdf (Page consultée en mars 2006).

PROZOROV S., 2004, *The Ethos of Insecure Life: Schmitt, Foucault, Kundera and the Point of the Political*, Paper presented at the 5th Pan-European IR Conference, The Hague, Netherlands.

PRYCHODZEN J., 2006, *Le beau & le sublime*, sociocritique, Université McGill, [En ligne]. <http://sociocritique.mcgill.ca/theorie/beau.htm> (Page consultée en mars 2007).

QUÉNIART A et A-J. JACQUES, 2001, « L’engagement politique des jeunes femmes au Québec : de la responsabilité au pouvoir d’agir pour un changement de société », *Lien social et Politiques*, 46. [En ligne]. <http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000322ar.html> (Page consultée en mars 2007).

QUINE W., 1951, “Two Dogmas of Empiricism”, *The Philosophical Review*, 60 : 20-43

RANSOM D., 2001, *The No-nonsense Guide to Fair Trade*, Toronto, New Internationalist Publications.

RAYNAUD PALIGOT C., 2003, « Forum social européen 2003 : félicitations à tous ! », *Lettre d'infos*, décembre : 7.

—, 2000, “Re-embedding Global Agriculture: The International Organic and Fair-Trade Movements”, *Agriculture and Human values*, 17 : 297-309.

—, 2002, “Consumer/Producer Links in Fair Trade Coffee Networks”, *Sociologia Ruralis*, 42, 4 : 404-424.

—, 2002, *Poverty Alleviation through Participation in Fair Trade Coffee Networks: Existing Research and Critical Issues*, New-York, Colorado States University.

RAYNOLDS L. T. et coll., 2003, *One Cup at a Time : Poverty Alleviation and Fair Trade Coffee in Latin America*, Fairtrade Research Group Report, Colorado States University.

RAYNOLDS L.T., D. MURRAY et P.L. TAYLOR, 2004, “Fair Trade Coffee: Building Producer Capacity via Global Networks”, *Journal Of International Development*, 16, 8 : 1009-1121.

RENARD M-C., 2003, “Fair Trade: Quality, Market and Conventions”, *Journal of Rural Studies*, 19, 1 : 87-96.

—, 1996, *Les interstices de la globalisation : un label (Max Havelaar) pour les petits producteurs de café*, Thèse de Doctorat, Études rurales, Université de Toulouse.

—, (2005). “El comercio justo. victima de su éxito?” : 443-458, in E. Barragan Lopez (dir.), *Gente de campo. Patrimonio y dinámicas rurales en México*, Vol. II. Zamora, El Colegio de Michoacán.

RENNER M.E., 1998, *Measuring the Effects of Alternative Agricultural Methods and Fair Trade Practices on the Development of Producer Groups and their Members in Northern Thailand*, Mémoire, Department of rural economics, University of Alberta.

RHOADS R., 2003, “Globalization and Resistance in the United States and Mexico: The Global Potemkin Village”, *Higher Education*, 45 : 223-250.

RIBEIRO G. L., 1998, “Cybercultural Politics: Political Activism at a Distance in a Transnational World” : 325-252, in A. Escobar, S. Alvarez et E. Danigno (dir.), *Culture Of Politics. Politics of Culture: Re-Visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Westview Press.

RICE R., 2000, “Noble Goals and Challenging Terrain: Organic and Fair Trade Coffee Movements in the Global Market Place”, *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, 14 : 39-66.

RIST G., 1984, « Relations interculturelles et pratiques du développement », *Canadian Journal of Development Studies*, 2 : 233-242

—, 1996, *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences PO, Paris.

ROBERT M., 2002, « Anti ou Alter? À propos de la mondialisation... », *Lettre d'infos*, décembre : 5.

ROBERTS B., 2000, "NGO Leadership, Success, and Growth in Senegal: Lessons from Ground Level", *Urban Anthropology*, 29, 2 : 143-179.

ROBERTSON R., 1992, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, London, Sage Publication.

ROCHER G., 2001, « La mondialisation : un phénomène pluriel » : 45-63 in D. Mercure (dir.), *Une société monde? Les dynamiques de la mondialisation*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval / Deboeck Université.

ROHRSCHEIDER R. et R. J. DALTON, 2002, "A Global Network? Transnational Cooperation among Environmental Groups", *Journal of Politics*, 64, 2 : 510-533

RONCHI L., 2002, *The Impact of Fair Trade on Producers and their Organisations: A Case Study with Coocafé in Costa Rica*, PRUs working paper no.11, Juin.

RORTY R., 1993, "Human Rights, Rationality and Sentimentality", The Oxford Amnesty Lectures. [En ligne], <http://www.usm.maine.edu/~bcj/issues/three/rorty.html>, (Page consultée en mars 2007).

ROSE F., 1997, "Toward a Class-cultural Theory of Social Movements: Reinterpreting New Social Movements", *Sociological Forum*, 12, 13 : 461-495.

ROSEBERRY W., 1988, "Political Economy", *Annual Review of Anthropology*, 17 : 161-185

—, 1991, "Marxism and Culture" : 19-43, in B. Williams (dir.), *The Politics of Culture*, Washington and London, Smithsonian Institution Press.

—, 1996, "The rise of Yuppie Coffees and the Reimagination of Class in the United States", *American Anthropologist*, 98 : 762-775.

ROSENAU J. N., 1990, *Turbulence in World Politics: A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press.

ROSTOW W.W., 1959, "The Stages of Economic Growth", *The Economic History Review*, 12, 1 : 1-16.

ROOZEN N. et F. VAN DER HOFF, 2001, *L'aventure du commerce équitable : une alternative à la mondialisation par les fondateurs de Max Havelaar*, France, JC Lattès.

ROUTLEDGE P., 2000, "Our Resistance will be as Transnational as Capital: Convergence Space and Strategy in Globalising Resistance", *GeoJournal*, 52 : 25-33.

RUCHT D. et F. NEIDHARDT, 1991, "The Analysis of Social Movements: The State of the Art and some Perspectives for Further Research" : 421-462, in D. Rucht (dir.), *Research on*

Social Movements: The State of the Art in Western Europe and the USA. Part III- Debates and Perspectives, Boulder, Westview Press.

RYAN G.W. et H.R. BERNARD, 2003, "Data Management and Analysis Method" : 259-309, in N.K. Denzin et Y.S Lincoln (dir.), *Collecting and Interpreting Qualitative Material*, London, SAGE Publication.

SAIGNES T., 1993, "Borracheras andinas: porque los indios ebrios hablan en español?" : 43-71, in T. Saignes (dir.), *Borrachera y memoria: la experiencia de los sagrados en los Andes*, Lima, Hisbol/Ifea.

SALAM FALL A.S., 2005, « La gouvernance multi-dimensionnelle et la reconfiguration des interactions entre les États et les mouvements citoyens en Afrique de l'Ouest et du Centre », *Anthropologie et sociétés*, 29, 3 : 123-138.

SANDOVAL P., 2000, "Los rostros cambiantes de la ciudad: cultura urbana y antropología en el Perú" : 278-319, in C.I. Degregori (dir.), *No hay país mas diverso: compendio de antropología peruana*, Lima, IEP.

SANSANNO J., 2004, « Les filières locales de commerce équitable », *Échangeons le Monde!*, no.123, juin : 3-4.

SASSEN S., 2000, "Spatialities and Temporalities of the Global: Elements for a Theorization" : 215-232, in A. Appadurai (dir.), *Globalization*, Durham, Duke University Press.

SCHANTZ J., 2000, "A Post-sorelian Theory of Social Movement Unity: Social Myth Reconfigured in the Work of Laclau et Mouffe", *Dialectical anthropology*, 25: 89-108.

SCHILLER F., 1967, *On the Aesthetic Education of Man*, Oxford, Clarendon Press.

SCHRECK A., 2002, *Just Bananas? A Fair Trade Alternative for Small-Scale Producers in the Dominican Republic*, Thesis, Department of sociology, Colorado State University.

SCRIPTUM P. et O. FILLIEULE, 2001, « Pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 : 199-215.

SCRUTON R., 1999, "Kitsch and the Modern Predicament", *City Journal*, winter, [En ligne]. http://www.city-journal.org/html/9_1_urbanities_kitsch_and_the.html (Page consultée en mai 2006).

SCOTT A., 1997, "Globalization: Social Process or Political Rhetoric?" : 1-21, in A. Scott (dir.), *The limits of globalization*, London, Routledge.

SIMEANT C., 2003, « L'horreur et l'humanité », *Frontières*, Printemps : 60-62.

SIMÉANT J., 2001, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 51, 2 : 47-72.

SLATER D., 1998, "Rethinking the Spatialities of Social Movements: Questions of Borders, Culture, and Politics in Global Times"v: 380-401, in A. Escobar, S.E. Alvarez et E. Danigno (dir.), *Culture of Politics. Politics of Culture: Re-Visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Westview Press.

SMITH , J.K. et D.K DEEMER, 2003, "The Problem of Criteria in the Age of Relativism" : 427-457, in N.K. Denzin et Y.S. Lincoln (dir.), *Collecting and Interpreting Qualitative Material*, London, SAGE Publication.

SNOW D. et coll., 1986, "Frame Aligment Processes, Micromobilization and Movement Participation", *American Sociological Review*, 51 : 464-481.

SNOW D. et R. BENFORD, 2000, "Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment", *Annual Review of Sociology*, 26 : 611-639.

SOLIDAR'MONDE, année inconnue, *Du commerce pour un monde plus juste*.

STAKE R., 2000, "Case Studies" : 435-454, in N.K. Denzin et Y.S. Lincoln (dir.), *Collecting and Interpreting Qualitative Material*, London, SAGE Publication.

STEINMETZ G., 1994, "Regulation, Post-Marxism and the New Social Movements", *Comparative Studies in Society and History*, 36, 1 : 176-211.

STORPER M., 1991, *Industrialisation, Economic Development, and the Regional Question in the Third World*, Londo, Pion.

STRONG C., 1997, "The Role of Fair Trade Principles within Sustainable Development", *Sustainable Development* 5, 1 :1-10.

SOYEZ D., 2000, "Anchored Locally –Linked Globally. Transnational Social Movement Organizations in a (Seemingly) Borderless World", *GeoJournal*, 52 : 7-16.

SWINDLER A., 1995, "Cultural Power and Social Movements" : 25-40, in H. Johnston et B. Klandermans (dir.), *Social Movements: Protest and Contention. NO.4: Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

TADROS C., 2002, *Le modèle coopératif au sein du commerce équitable : le cas d'Equal Exchange, un organisme de commerce équitable du Nord*, Mémoire, Montréal, HEC.

TALAZAC C., 1999, *Fiche de lecture*, Préparation à l'agrégation de sciences sociales. [En ligne]. http://socio.ens-lsh.fr/agregation/expcomp/expcomp_fiche_quere.php (Page consultée en janvier 2007). Ouvrage synthétisé : QUÉRÉ, L. , 2006, *La sociologie à l'épreuve de l'herméneutique. Essai d'épistémologie des sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.

TALLONTIRE A., E. RENTSENDORJ et M. BLOWFIELD, 2001 "Ethical Consumers and Ethical Trade : A Review of Current Literature », *Policy Serie no.12*, Natural Resources Institute.

TARROW S., 1992, "Mentalities, Political Cultures, and Collective Action Frames: Constructing Meaning through Action" : 174-200, in C. McClurg Mueller et A. Morris (dir.), *Frontiers in Social movements Theory*, London, Yale University.

—, 1998, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, Second edition, Cambridge, Cambridge University Press.

—, 2005, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press.

THAYER M., 2001), "Transnational Feminism: Reading Joan Scott in the Brazilian *Sertão*", *Ethnography*, 2, 2 : 243-271

THEIDOM K., 2004, *Entre prójimos: el conflicto armado interno y la política de la reconciliación en el Perú*, Lima, IEP.

TOUBOUL S., 2006, *Première définition officielle pour le commerce équitable*, [En ligne]. <http://www.novethic.fr/novethic/site/article/index.jsp?id=97734> (Page consultée en janvier 2006).

TOURAINÉ A., 1985, "An Introduction of Social Movements", *Social research*, 52, 4 : 749-781.

—, 1978, *La voix et le regard*, Paris, Seuil.

—, 1993, « Découvrir les mouvements sociaux » : 17-39 in F. Chazel (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, Presses Universitaires de France.

TRAINI C., 2003, « Les centres sociaux occupés et les forces de l'ordre. Un répertoire d'action italien dans la polyphonie altermondialiste », *Colloque : Les mobilisations altermondialistes*, Paris, 3-5 décembre.

TSING A., 2002, "The Global Situation": 453-477, in J. Ina et R. Rosaldo (dir.), *The Anthropology of Globalization: A Reader*, Oxford, Blackwell Publisher.

TURNER R., 1994), "Ideology and Utopia after Socialism" : 79-98, in E. Laraña, H. Johnston et J. Gusfield (dir.), *New Social Movements: From ideology to identity*, Philadelphia, Temple University Press.

VAN MAANEN J., 1979, "The Fact of Fiction in Organizational Ethnography", *Administrative Science Quarterly*, 24, 4 : 539-50.

—, 1995, *Representation in Ethnography*, London, Sage Publications Thousand Oaks

VARGAS PUNCH E., 2004, *Sociología de la violencia (1980-2000): postmodernidad y conflicto en el Perú*, Lima, Eduardo Vargas Punch.

VENTER D. et I. SWART, 2002, "Anti-Globalisation Organisation as a fourth Generation People's Movement", *Society-in-Transition*, 33, 1 : 50-79.

VERGES F., 1999, « Du café équitable dans les grandes surfaces...il faut transformer l'essai », *La lettre d'infos*, Février, 63 : 4.

—, 2000a, « Réflexion : débroussaillons la jungle des termes », *La lettre d'info*, septembre : 8.

—, 2000b, « Alternative ou transformation », *La lettre d'infos*, octobre : 6

—, 2000c, « Commerce équitable : le défi éthique au marché mondial », *La lettre d'infos*, décembre.

VIGNEAULT E., 2003, « Les groupes confessionnels et le mouvement altermondialisation, Colloque », *Colloque : Les mobilisations altermondialistes*, Paris, 3-5 décembre.

WARIDEL L., 1997, *Une pause café : pour le commerce équitable*. Montréal, Éditions Les Intouchables.

—, 2002, *Sustainable Trade: The Case of Coffee in North America*, Master thesis, Department in environmental studies, University of Victoria.

WARIDEL L. et S. TETTELBAUM, 1999, *Commerce équitable : une poussée pour des échanges plus justes aux Pays-Bas, en Belgique et en Suisse*. Montréal, Équiterre.

WARNER BURKE W., 2002, *Organization Change. Theory and Practice*, London, SAGE Publication.

WARREN S., 1996, "Popular Cultural Practices in the 'Postmodern City'", *Urban Geography*, 17, 6 : 545-567.

WEBER M., 1919, *Le savant et le politique*, Edition électronique, Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie. [En ligne]. <http://pages.infinit.net/sociojmt> (Page consultée en mars 2007).

WEITZMAN E.A., 2003, "Software and Qualitative Research" : 310-339, in N.K. Denzin et Y.S. Lincoln (dir.), *Collecting and Interpreting Qualitative Material*, London, SAGE Publication.

WENDT A., 1995, "Constructing International Politics", *International Security*, 20,1 : 71-81.

WHEELER N., 1997, "Humanitarian Intervention: Just War vs. Pacifism: Reflections on Violence", *International Affairs*, 73, 3 : 168-69.

WILIAMS R., 1994, "Selection from Marxism and Literature" : 585-608, in N.B. Dirks (dir.), *Culture/Power/History, a reader in Contemporary Social Theory*, Princeton, Princeton University Press

WILLIAMSON O.E., 2000, "The New Institutional Economics: Taking Stock, Looking Ahead", *Journal of Economic Literature*, XXXVIII, September : 595-613.

YEPEZ DEL CASTILLO, I et S. CHARLIER, 2002., « Les défis du commerce équitable dans un contexte de mondialisation de l'économie. Quels impacts pour les paysans et les

paysannes du sud? », in Verschuur, Christine et Fenneke Reysoo (dir.). *Genre, mondialisation et pauvreté*. Coll. Cahiers Genre et Développement, no 3, Genève, L'Harmattan.

YLA-ANTILLA T., 2005, "The World Social Forum and the Globalization of Social Movements and Public Spheres", *Ephemera: Theory & Organization*, 5, 2 : 423-442.

YOUNGER C., 2003, *Violencia política y sociedad civil en el Perú. Historia de la coordinadora nacional de derechos humanos*, Lima, IEP.

ZALD M. et J. MCCARTHY, 1987, *Social Movements in an Organizational Society- Collected Essays*, New-Jersey, Transaction Publishers.

ANNEXES

ANNEXE 1.1. SYNTHÈSE DES ÉTUDES DE CAS DE LITRELL ET DICKSON (1999).

Nom de l'OCE	Date de création et mandat	Résultat étude
Ten Thousand Villages (TTB)	Début en 1946 par une importation directe. <i>Selfhelp</i> créé en 1968, devient Ten Thousand Villages (TTV) 1996. Réseau d'importation et de boutiques de distribution d'artisanat équitable par des boutiques associatives. Réseau lié aux mennonites (<i>Mennonite Central Committee - MCC</i>).	Note le changement d'une perspective axée sur l'évolution à la transformation et des débats sur la mission : agencement des besoins de professionnalisation et des valeurs
SERV	Projet créé en 1950. Travaille avec 100 coopératives d'artisans dans 40 pays. Importation et vente de produits par des canaux alternatifs. Lié à l'Église de Brethren au Maryland, mais indépendante depuis 1999. Vente des produits par des boutiques de SERV (11%), mais utilisation de canaux autres comme l'église, la poste, les autres boutiques (telles que celles de TTV, par exemple).	Étude de la transformation de la mission où on note que SERV est un exemple de compromis entre des décisions d'affaires difficiles et les questionnements sur la commercialisation alternative. Étude du besoin de devenir indépendant de l'Église pour des motifs d'affaires. Débat sur le statut d'organisation à but lucratif.
Pueblo to People	Début en 1979 et fin des activités en 1997. Travaille avec 12 pays latino-américains. Début par des ventes en boutique puis on a transféré vers la vente par catalogue et dans les marchés publics. Organisation coopérative basée à Houston.	Étude de l'échec de l'organisation que les auteurs qualifient de très politique et orientée vers sa mission plutôt que le développement de produits. Pratique orientée plus vers les producteurs que les consommateurs. Organisation leader qui a fondé avec d'autres la <i>Fair Trade Federation</i> aux États-Unis.
Handwork of India	Créée en Inde, à Bombay, dans les années 1980. Fondée légalement en 1986. Vend des produits (vêtements) par catalogue qui est financé par le <i>Catholic Relief Services</i> de Chicago et dans certaines boutiques. Regroupe 450 artisans. Double structure : une partie en Inde (SHARE) et l'autre en Illinois (<i>Handwork of India</i>).	Étude de la décentralisation de l'organisation qui a émergé en Inde puis s'est implantée en Illinois en 1996. On analyse la décentralisation en Inde où l'organisation s'est finalement structurée en 11 groupes de 20 à 80 membres regroupés autour d'un individu ou d'une coopérative. Analyse du dialogue entre l'Inde et les États-Unis par le <i>Global Dialogue</i> promu dans leur catalogue. Le dernier élément abordé est le problème de transition lors du renouvellement des leaders historiques qui ont fondé l'organisation.

Aid to artisans	Créé en 1976 avec comme but une assistance pratique aux artisans. Fonctionne par divers financement de projets. Divers types d'aide : développement de produits, formation et liens commerciaux. Organisation créée par deux personnes. Aujourd'hui, elle possède des membres et travaille avec des partenaires dans divers pays.	Étude descriptive de l'organisation qui a un mandat différent des OCE, c'est-à-dire un objectif d'appui plutôt que de commercialisation.
Peoplelink	Créé en 1995. Partenariat dans 28 pays. Ils fournissent de l'équipement de design d'une valeur de 4000\$ puis offre un site internet où les producteurs peuvent afficher leurs produits. Désire que les groupes partenaires aident ensuite d'autres groupes dans leur pays. Ils vendent des produits par l'intermédiaire de leur catalogue internet. Organisation qui recherche du financement extérieur pour ses activités.	Étude descriptive de l'organisation

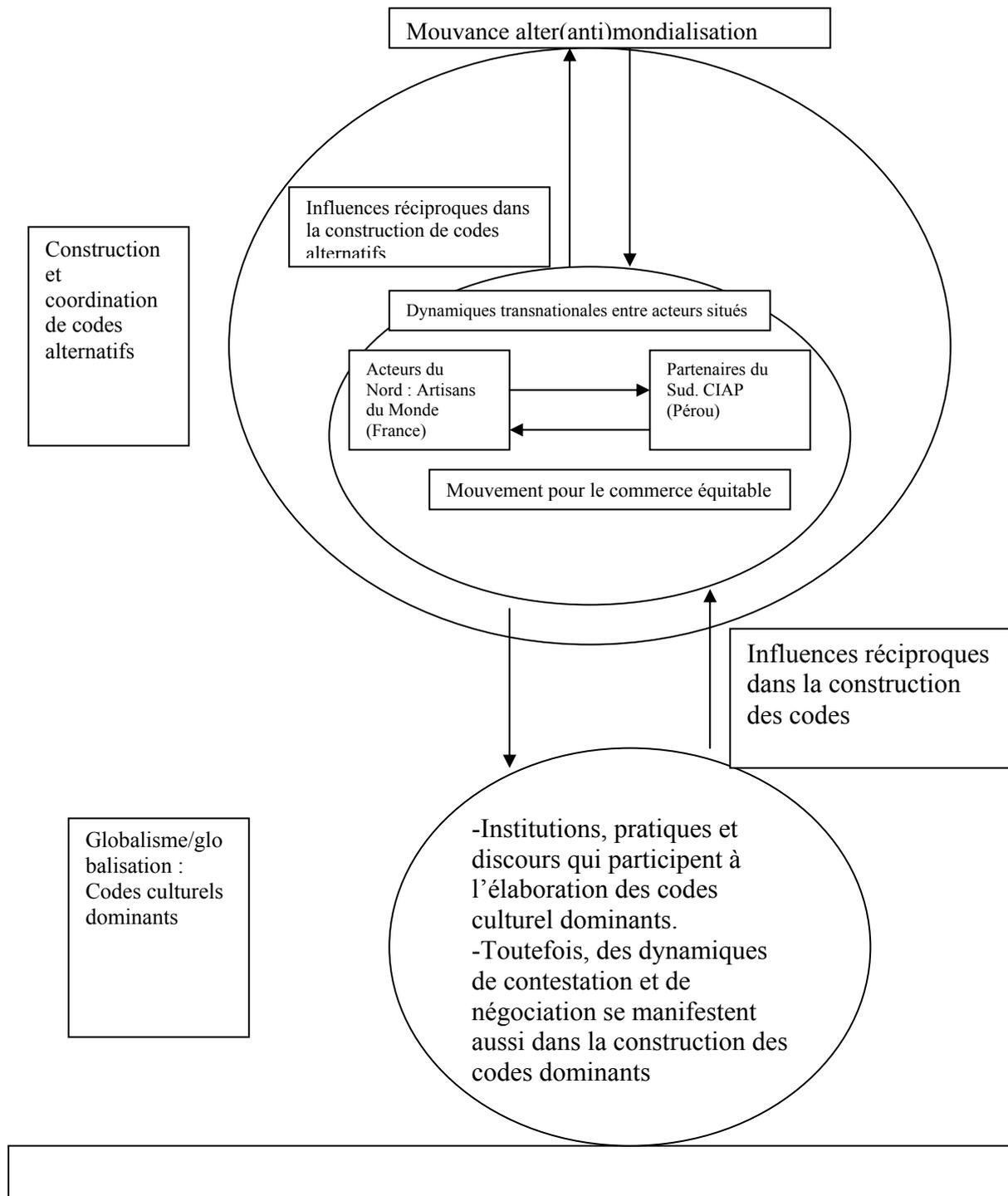
ANNEXE 1.2. SYNTHÈSE DES ÉTUDES DE CAS DANS GRIMES ET MILGRAM (2000)

Nom de l'organisation et pays	Problématiques étudiées et conclusions
The Association for craft producers, Népal. (Machenry, 2000 : chapitre 3)	Étude de l'adaptation de la coopérative face à la demande des marchés occidentaux. On y aborde les divers types d'adaptation organisationnelle, par la fédération de coopératives; environnementale, par des initiatives d'artisans et de clients; et sociale, par la création de fonds communs pour assurer des services aux membres. Finalement, l'étude mentionne le problème de l'authenticité en soulignant l'importance d'un équilibre entre l'adaptation et les méthodes de fabrication traditionnelles. L'auteur affirme que le CE a contribué au maintien du contrôle des producteurs sur leur production.
Tsobol Antzetik, Mexique (Eber, 2000 : chapitre 4)	Étude de comment les femmes ont utilisé la coopérative pour obtenir de l'argent leur permettant de survivre, de négocier leur identité et de revigorer leurs traditions. L'auteur décrit son expérience personnelle de contact avec l'organisation pour laquelle elle a cherché des débouchés aux États-Unis. Elle parle de la renégociation de l'identité autochtone dans le contexte de l'émergence du mouvement zapatiste qui a influencé l'engagement des femmes. Elle conclut en disant que ce cas montre que les femmes sont capables d'articuler leurs idéaux sociaux et d'agir, ce que les chercheurs et militants du CE devrait prendre en compte en se dissociant de leur position de pouvoir pour engager un véritable dialogue.
Tisseurs dans deux communautés du Guatemala et Maya Traditions aux É.-U. (Lynd, 2000 : chapitre 5)	Elle étudie le rôle de facilitateurs culturels des anthropologues et militants du CE par leur capacité à se mouvoir entre des contextes divers et d'informer les producteurs. L'auteur fait partie de Maya Tradition qui commercialise des produits des organisations guatémaltèques. Elle présente son expérience et mentionne l'importance des approches participatives afin d'éviter que les organisations de producteurs n'en viennent à dire n'importe quoi pour conserver les projets ou de maintenir les relations de pouvoir qui font en sorte que les intervenants sont maîtres de la destinée de ces projets.
Unidas para Vivir Mejor (UPAVIM), Guatemala (Rosenbaum, 2000 : chapitre 6)	L'auteur étudie une coopérative travaillant dans les quartiers pauvres de Guatemala City et leur inclusion dans un contexte plus large des forces du marché. L'auteur décrit l'évolution du projet et les implications de la participation à la coopérative qui ont alors transformé la vie des membres. Elle montre que les succès de cette organisation est lié au fait que leur production est flexible puisque qu'elle n'est pas liée à des traditions artisanales fortes. De plus, la force de leur réseau de commercialisation aux É.-U. a grandement favorisé leur développement.
Northern Bannug Weaving Association et Southern Bannug Weaving Association. Philippine.	Étude de la réappropriation par les artisans de processus globaux en phénomènes locaux par des stratégies personnelles et collectives. L'auteur étudie les réussites et échecs des processus de transition d'un travail individuel vers le collectif comme lieu

(Milgram, 2000 : chapitre 7)	<i>d'autonomisation</i> pour les femmes. Après une description du cas et du lien de l'organisation avec un intermédiaire du CE, elle mentionne que ces organisations faïtières doivent promouvoir une approche inductive et que le CE a aidé l'organisation par le maintien des prix dans un contexte de pressions à la baisse.
Tisserands dans deux communautés d'Oaxaca, Mexique. (Cohen, 2000 : chapitre 8)	L'étude porte sur la compétition entre des tisserands de villages différents pour obtenir des parts du marché international. Après une description des cas étudiés, l'auteur mentionne que ce n'est pas une surprise de voir des dynamiques de compétition et de coopération entre les artisans pour vendre leurs produits, mais que les défis demeurent d'intégrer les plus pauvres n'ayant pas accès aux réseaux de commercialisation et de lier l'intégration au marché avec le développement de la communauté.

ANNEXE 2.1. SCHÉMA DES CONCEPTS UTILISÉS

CHAMP DE LA GLOBALISATION



ANNEXE 3.1. CARTE DU PÉROU ET DES GROUPES DE CIAP



ANNEXE 3.2. GRILLES D'ENTREVUES

ANNEXE 3.3. TABLEAU DES ENTREVUES.

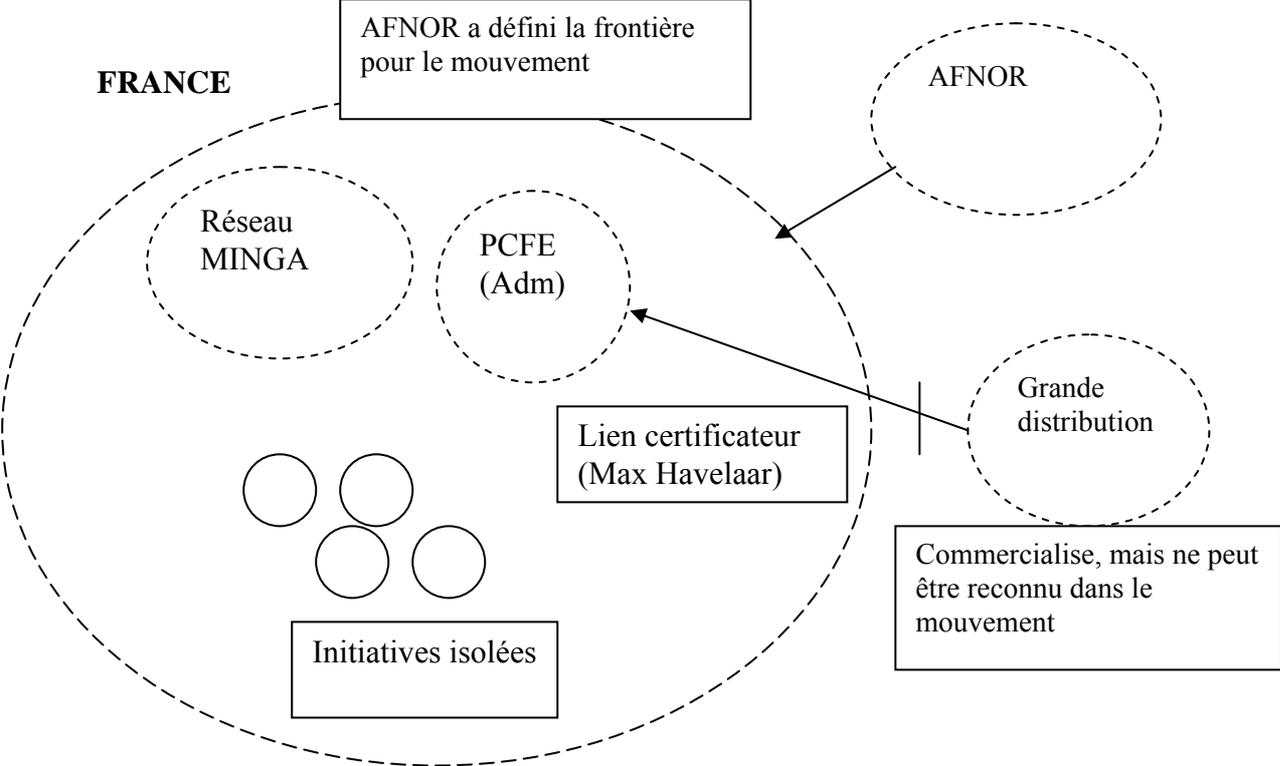
Tableau #1 : Les entrevues effectuées

	National	Groupes locaux	Réseaux externes	Total
CIAP	Salarié Association : 1 Intercrafts : 3 CA : 9	Sur Andino, Laraqueri, Galaxia et Chumi	Candela, Minka, Alpa, Manos Amigas, Cosaart, Cenca, GRESP et Junta nacional del Café.	32
ADM	Salariés : 7 CA : 3 Centrale d'achat : 2	Lievin, Lille, Rennes, Dijon, Lyon, Valence, Paris, Grenoble, Versailles	Artisal, AlterMundi, Fédération bretonne de commerce équitable, IDEO, Centre de Documentation Tiers-Monde, Pôle de l'économie solidaire, Guayapi, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, Paris Équitable, Attac, Centre de Recherche sur le Développement International, Agir Ici, Max Havelaar, Afrikara et Minga	37

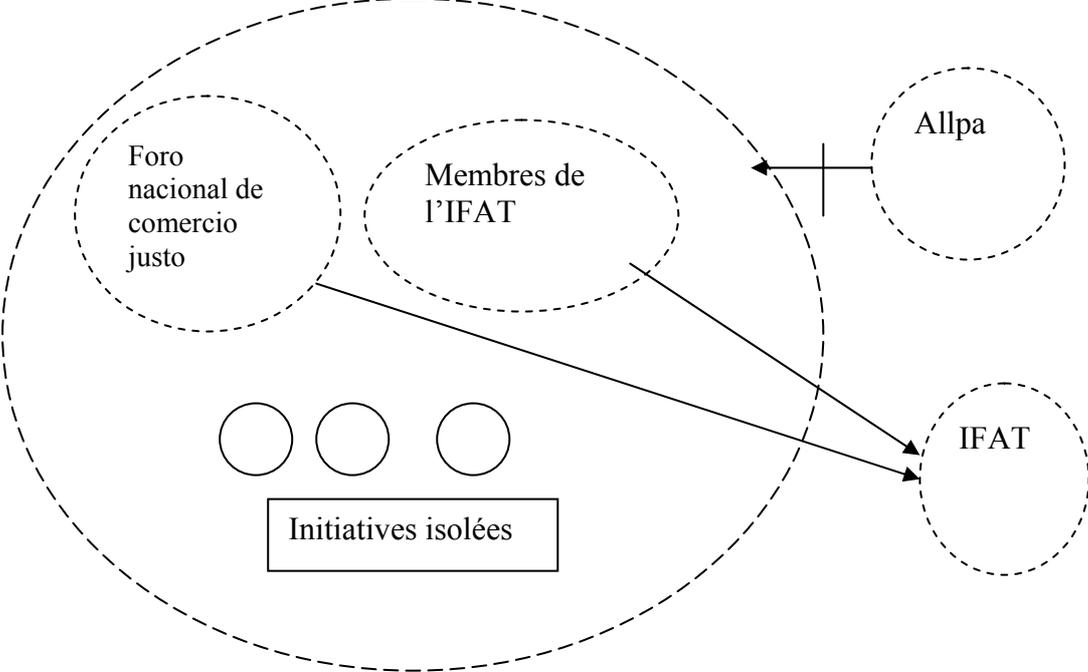
ANNEXE 5.1. DIFFÉRENCES ET SIMILARITÉS NOTABLES ENTRE ADM ET CIAP

Élément	CIAP	ADM
Mission	CIAP permet d'améliorer les conditions de vie des artisans, de leurs familles et de leurs communautés avec une organisation qui est un modèle efficace de production et de commercialisation.	Il s'agit de favoriser un développement durable par la promotion du CE.
Type d'organisation	National : Association Local : Association, entreprise artisanale, ateliers familiaux Vente : entreprise possédée par l'association	National : Association, Local : associations, entreprises et coopératives Vente : actionnaire de la centrale d'achat
Contexte politique	Violence des dernières années et corruption font que la politique est moins présente; contexte de méfiance	Centralisation politique et désaffection des citoyens envers les pouvoirs politiques
Débats politiques et sur la pratique	Débats plus organisationnels et économiques qu'idéologiques. Élément politique se discutent surtout dans les réseaux externes : groupes des bases se préoccupent de la situation des artisans et du rôle des intermédiaires	Débats plus idéologique : questions de l'altermondialiste, économie solidaire, CE intégré, GMS, etc. Débats touchent toutes les sphères de l'organisation et crée des tensions importantes
Niveaux d'éducation	Niveaux d'éducation très limités, quelques leaders nationaux seulement possèdent une éducation postsecondaire	L'éducation postsecondaire généralisée et professionnelle ou à caractère social.
Réseaux informels	Réseaux informels liés à famille ou au lieu d'origine	Milieu de la solidarité internationale très ancré dans les liens affinitaires. Réseaux d'amitié principalement
Centralisation/décentralisation	Deux mondes en opposition au Pérou : Puno et Lima, Quechuas/Aymaras	En France, le débat Paris/régions, mais moins lié à des modèles culturels que l'accès au pouvoir
Diversité culturelle	Diversité culturelle dans l'organisation qui regroupe Quechuas et Aymaras	Difficulté à toucher les communautés culturelles et à recruter chez elles

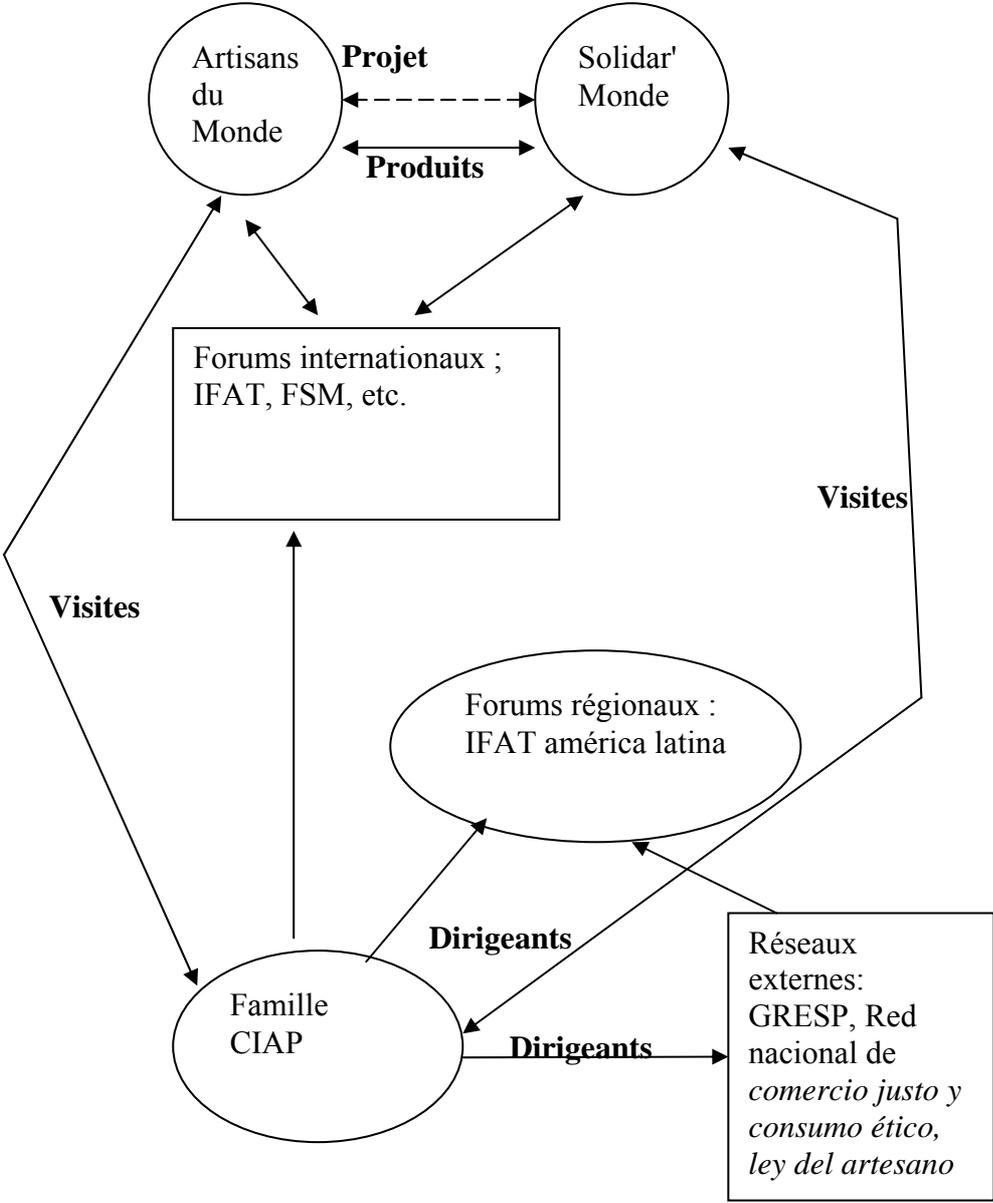
ANNEXE 6.1. SCHÉMA DES MOUVEMENT NATIONAUX DE COMMERCE ÉQUITABLE



PÉROU



ANNEXE 6.2. SCHÉMATISATION DES RELATIONS ENTRE PARTENAIRES



ANNEXE 6.3. LES CRITÈRES AU NORD CHEZ ARTISANS DU MONDE

Thèmes	Critères
Les types d'organisation	La concession d'utilisation provisoire du nom Artisans du Monde, les associations membres (associations de loi 1901 seules ou possédant une SARL) et les membres associés
Objectifs des groupes	<p>1) Les groupes agissent en faveur d'un développement humain durable par la promotion du commerce équitable (décisions démocratiques, circulation de l'information et inclusion des éléments des statuts-types définis par Artisans du Monde), en défendant les droits de l'Homme au travail dans le contexte français, en respectant et en veillant à la promotion de l'identité culturelle par la vente des objets, en ayant un projet social par la participation à la vie association et une implication plus large, en protégeant l'environnement (emballage par exemple), en visant l'indépendance économique et financière et en ayant un caractère d'exemple et de démonstration au niveau local tout en promouvant l'identité d'Artisans du Monde.</p> <p>2) Les magasins proposent des produits artisanaux et alimentaires équitables, des informations en magasins et participent à des campagnes nationales</p> <p>3) Les groupes s'engagent à la transparence</p>
Politique de prix	Respect des prix proposés par Solidar'Monde et de marge moyenne acceptable dans les importations directes

Source : Mieux connaître Artisans du Monde, 2002

**ANNEXE 6.4 : LA CONJONCTION/NEGOCIATION DE PROJETS ENDOGENES
COMME ELEMENT CONSTITUTIF DU PARTENARIAT TRANSNATIONAL DE
CE**

